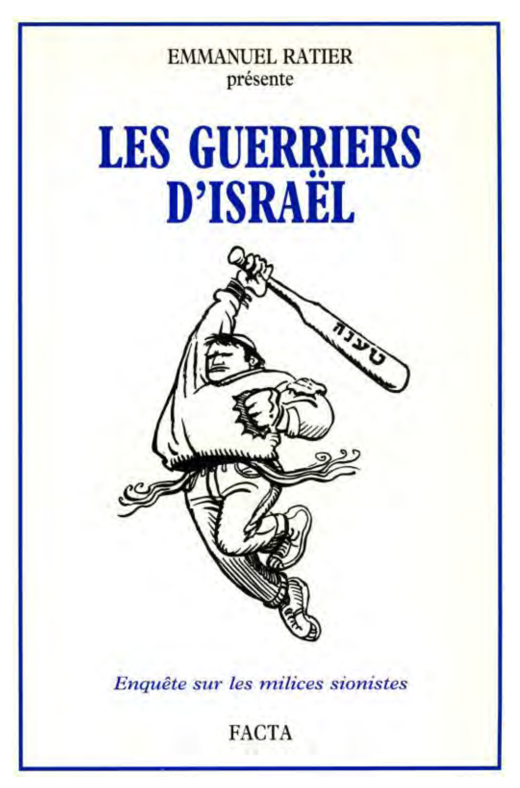
**Pour se procurer les ouvrages**

# d'Emmanuel Ratier

**http://faitsetdocuments.com/**

**http://librairie-facta.com/**




**Soutenez les auteurs et les maisons d'éditions non-médiatisés par les accapareurs du pouvoir.**

# LES GUERRIERS D'ISRAËL

OUVRAGES D'EMMANUEL RATIER :

**Encyclopédie Politique Française**, tome I,
Faits & Documents, Paris, 1992.

**Encyclopédie des Pseudonymes**, tome I,
Faits & Documents, Paris, 1993.

en collaboration avec Henry Coston
**Encyclopédie des Pseudonymes**, tome II,
Faits & Documents, Paris, 1994.

**Le Vrai Visage de Patrick Gaubert**
Facta, Paris, 1994.

EMMANUEL RATIER PRÉSENTE :

**Mystères et secrets du B'naï B'rith**,
Facta, Paris, 1993.


ISBN 2-9508318-1-8

FACTA
37, rue d'Amsterdam
75008 Paris

EMMANUEL RATIER
présente

# LES GUERRIERS D'ISRAËL

*ENQUÊTE SUR LES MILICES SIONISTES*

FACTA
1995

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE
5 000 EXEMPLAIRES
DONT 500 SUR BEAU PAPIER IVOIRE
NUMÉROTÉS DE 1 À 500,
LE TOUT CONSTITUANT
L'ÉDITION ORIGINALE.

## SOMMAIRE

# AVANT-PROPOS

Une petite équipe de chercheurs m'a proposé cet ouvrage mesuré sur un sujet totalement inédit, l'histoire de l'autodéfense sioniste. Malgré les pressions qui n'ont pas manqué, il m'a paru de mon devoir d'éditeur de le publier. Je crois que tous nos lecteurs seront du même avis.

Ce livre est de bonne foi. Il a exclusivement un but informatif. Dans le cas où vous relèveriez des erreurs ou inexactitudes, n'hésitez pas à nous écrire afin de nous permettre de corriger une édition ultérieure.

Emmanuel Ratier

*« Nous avons d'emblée décidé de venir en aide à toutes les communautés juives (...) Nous l'avons fait en Europe et dans le monde entier. Nous avons décidé de réagir fermement en créant des organisations juives de défense ou plutôt de légitime défense (...) et cela ne s'est pas fait en coordination avec les autorités locales. Nous avons pris cette initiative unilatéralement. Nous avons créé sur place l'infrastructure nécessaire. Lorsque les dirigeants communautaires hésitaient, la jeunesse juive prenait les choses en main en créant des clubs de sport ou des mouvements de jeunesse. »*

Isser Harel, ancien chef du Mossad,
les services secrets israéliens
(*Tribune juive*, 26 janvier 1993).

# INTRODUCTION

# L'AUTODÉFENSE JUIVE, UN FACTEUR PERMANENT

## Massada

Comme souvent chez les juifs, au début, il y a une histoire. Celle de Massada.

L'impressionnant rocher de Massada domine la côte occidentale de la mer Morte au sud d'Engaddi. Son sommet plat et pratiquement inaccessible, particulièrement propice à la défense contre un siège, fut le dernier refuge des zélotes, ces fanatiques opposants à la présence romaine et surtout aux juifs hellénisants de Jérusalem systématiquement massacrés, dont la résistance fut rapportée avec une éloquence critique par Flavius Josèphe dans sa *Guerre des Juifs*. Redécouvert en 1838 par des voyageurs américains, le site de Massada fait partie des lieux de pèlerinage israélien et occupe une place de choix dans l'imaginaire juif. Mais il s'agit d'un imaginaire récent, contemporain du sionisme et de la création du moderne Israël. Pour Josèphe, les zélotes et les sicaires (les zélotes les plus extrémistes) de Massada ne sont que l'ultime épisode d'une révolte (66-74) qui fut

une épouvantable erreur, contraire aussi bien à la volonté de Dieu que de la communauté juive. Les zélotes, « le nom que s'étaient donné ces coquins comme s'ils étaient zélés pour les actions vertueuses et non pour les actions infâmes et les pires excès », sont les compagnons d'Eleazar Ben Yair, et les sicaires (du latin *sica*, poignard) ces Pharisiens fanatiques qui rôdent le poignard à la main. Ils ont juré « de n'être esclaves ni des Romains ni de personne autre que Dieu ». De tous les groupes juifs, il s'agit de ceux qui pratiquent le plus volontiers la violence terroriste la plus extrême et la plus systématique. Et de l'avis de nombre d'archéologues, il s'agit sans doute du premier exemple historique de fanatisme politique.

Le chef des sicaires, Menahen, prendra Massada et retournera à Jérusalem en « véritable roi » avant d'être assassiné. C'est son parent, Eleazar Ben Yair, qui s'échappera alors en direction de Massada, qu'il tiendra jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au suicide collectif des assiégés. Au cours de cet épisode, les défenseurs commencèrent par égorger les femmes et les enfants, puis ils « tirèrent au sort dix d'entre eux qui seraient chargés d'égorger tous les autres ». Chacun se coucha alors près du cadavre des siens, tandis que les égorgeurs s'exécutaient. Cela fait, les « dix » en tirèrent un au sort qui accomplit la même mission. Le dernier « mit le feu au palais, s'enfonça d'une main vigoureuse son épée dans le corps jusqu'à la garde et s'abattit à côté des siens ». Selon le mythe, il y aurait eu 960 victimes. Les archéologues ont retrouvé quelques dizaines de squelettes.

### Pourquoi s'intéresser à Massada ?

Tout simplement parce que les autorités du nouvel État hébreu accordèrent à ces restes de squelettes, près de deux mille ans après, des obsèques nationales.

Tout simplement parce que la première organisation d'autodéfense juive en Palestine (et de chasse aux Arabes), créée en 1907 à Jaffa, s'intitulait Bar Giora, du nom d'un des « héros » de la guerre contre les Romains. Sa devise était : « Par le feu et le sang, la Judée est tombée. Par le feu et le sang, la Judée renaîtra. »

Tout simplement parce que les principaux chefs des groupes terroristes juifs, l'Irgoun et le groupe Stern, voire du Bétar, prirent pour pseudonymes les noms des chefs zélotes ou sicaires. Abraham Stern, chef du « gang Stern », prendra ainsi le pseudonyme de Eleazer Ben Yair, légendaire commandant de Massada. Pour lui, si c'est « par le sang et par le feu » que la Judée a été conquise par les Romains il y a deux millénaires, c'est « par le sang et par le feu »

## LE CHANT DU BÉTAR

*Écrit par Zeev Jabotinsky en 1923*

*Bétar,*
*De la fosse, pourriture et poussière,*
*Naîtra une race*
*Par le sang et par la sueur.*
*Fière, généreuse, dure*
*Bétar capturée*
*Yofdat, Massada*
*Se relèveront dans la force et la splendeur (Hadar)*

*Hadar*
*Hébreu dans la misère même,*
*Tu est prince*
*Que tu sois esclave ou vagabond*
*Tu naquis fils de roi*
*Dans la lumière ou le secret*
*Souviens-toi de cette couronne*
*Fierté et Défi (Tagar)*

*Tagar*
*Devant les obstacles, face à la souffrance*
*Que tu montes ou que tu redescendes*
*Dans la flamme de la révolte*
*Brandis la torche ; qu'importe :*
*Le silence est fange*
*Sacrifie sang et âme*
*Pour la splendeur cachée*
*Mourir ou conquérir la montagne*
*Yofdat, Massada, Bétar*

qu'elle sera « libérée » des Anglais.

Tout simplement parce que le chant officiel du Bétar évoque Massada, qui se relèvera « dans la force et la splendeur ». Le chant évoque aussi Bétar, une forteresse du même type que celle de Massada.

Tout simplement, parce qu'en 1989 a surgi en Israël un groupe terroriste responsable de multiples attentats et assassinats de Palestiniens (mais aussi de juifs), qui s'appelait les Sicaires.

Tout simplement, parce qu'Israël est né d'une politique terroriste menée contre les représentants britanniques.

## Les pogromes de Russie

En 1880, des juifs russes de Balta, dirigés par un instituteur, formèrent une petite armée qui utilisait comme signal de ralliement le *choffar* (la corne rituélique juive). Il s'agit sans doute d'un des premiers groupes constitués en tant que milice, peut-être le premier de l'ère industrielle. Par la suite, ses groupes se multiplièrent, essentiellement dans les pays de l'Est européen. « A l'époque, on recrutait pour l'autodéfense les bouchers et les cochers, aptes à manier le couteau et le fouet. Mais l'équipement était aussi constitué de barres de fer, de haches et la panoplie se complétait dans certains cas d'armes spéciales confectionnées par les forgerons, des houlettes de fer se terminant par des pointes redoutables (1). » A Minsk, en 1894, les milices juives livrèrent de véritables batailles rangées contre l'armée. Le pogrome de Kichinev en 1903 fit apparaître la nécessité d'une autodéfense plus structurée. Deux semaines après, la Ligue des écrivains juifs, dont Bialik et Simon Doubnov faisaient partie, publia un texte affirmant qu'il était dégradant pour cinq millions d'individus de « courber la tête pour être égorgés et d'appeler à l'aide sans tenter de protéger leurs biens, leur dignité et leur vie de leurs propres mains. » La même année, le Bund, groupement socialiste yiddish, affirme : « Il faut répondre à la violence par la violence, quelle que soit son origine ! » Cet état d'esprit d'autodéfense et de violence s'exprime dans le poème de Bialik, *La Cité du massacre.*

Survint alors à Odessa Vladimir Jabotinsky. Il deviendra l'homme-clé et le principal théoricien de l'« autodéfense juive », un terme particulièrement vague recoupant en réalité la création de milices armées et entraînées, composées de militants juifs, vouées à la défense de la communauté juive mais aussi à l'attaque contre d'autres groupes (notamment les Arabes en Palestine). C'est Jabotinsky, semble-t-il, qui, le premier (comme on le verra beaucoup plus longuement dans la suite de cet ouvrage), passera au stade supérieur de l'autodéfense armée, achetant des fusils et équipant la communauté juive locale.

La pratique se propagera en Ukraine et en Biélorussie où les jeunes juifs iront notamment s'entraîner sur les îles désertes du Dniepr. A Kiev, deux cents juifs sont armés en permanence de bâtons, de pistolets et de poignards. En 1904, le rabbin de Dvinsk proclamera un jeûne et la lecture des Psaumes après l'arrestation et

la condamnation à mort de Menchel Daitch, un chef de bande qui se serait victorieusement opposé à un pogrome. Sur l'acte d'accusation, on lisait en revanche : « A attaqué un officier russe. » 42 villes possédaient des milices juives en 1905. A Odessa, 132 miliciens furent tués, dont quatre femmes et divers non-juifs qui avaient participé, pour des raisons diverses, aux émeutes. A Yerantinoslav, les milices juives (avec à leur tête Itzhak Ben Zvi, future président d'Israël) tuèrent 47 goys.

A l'occasion de la révolution russe, les milices reprirent de l'activité auprès des révolutionnaires, pour se protéger des armées blanches. Par la suite, elles serviront constamment d'exemple et de référence aux Juifs de Palestine dans leur lutte contre les Turcs, les Anglais puis les Arabes palestiniens. « Des rangs de l'autodéfense juive de Russie, précise *Tribune juive* (1), surgirent bon nombre des chefs de la future Haganah », la milice juive clandestine en Palestine qui deviendra Tsahal, l'armée israélienne.

Malgré Claude Lanzmann qui voit dans Tsahal, à la différence de l'armée française, la crème des « chics types », on nous permettra de s'interroger sur les fondements idéologiques d'une armée étatique directement issue de groupements terroristes clandestins.

## L'Armée juive

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, le Bétar, véritable section d'assaut des révisionnistes, comptera près de 100 000 membres (dont 30 000 en Pologne dirigé par Menahem Begin). Affectionnant la violence, adeptes des régimes totalitaires, portant la chemise brune et le ceinturon, ils seront accusés par leurs adversaires, au sein de la communauté juive, d'être des « fascistes » ou des « nazis ». Ses membres formeront l'infrastructure militaire de l'Irgoun, responsable, avec le « gang Stern », des principaux attentats terroristes en Palestine : pendaison de militaires anglais, assassinats d'Arabes par bombe « aveugle », exécution de « collaborateurs » juifs, etc. Comme l'admettent tous les historiens, l'indépendance d'Israël n'aurait jamais été arrachée aux Britanniques et à l'Organisation des nations unies sans cette pratique généralisée du terrorisme.

En France, l'autodéfense juive est réapparue avec la Seconde Guerre mondiale. Dès août 1940 à Toulouse, des militants juifs travaillaient à la création d'une Organisation juive de combat (O.J.C.). Deux noyaux parallèles de militants sionistes, d'opinions politiques diverses, fusionnèrent en 1941 pour créer les Forces armées juives (ou Armée juive). Parmi eux, David et Ariane Knout, Abraham et Eugénie Polonski, tous révisionnistes. Cette Armée juive a long-

temps été méconnue tout comme la part importante des juifs prise aux actions armées contre l'armée allemande, notamment dans les rangs de la M.O.I. (Main-d'œuvre immigrée) – avec le Groupe Manouchian par exemple – et des Francs-Tireurs Partisans, deux groupes qui dépendaient étroitement du Parti communiste.

Aujourd'hui, l'historiographie contemporaine (2) a reconnu cette part importante de l'autodéfense juive. L'historien Henri Michel, qui mit longtemps en doute la réalité d'une résistance juive, devait finir par reconnaître son erreur. Pour lui, « les Juifs sont passés sans transition, directement, de l'oppression à la guerre de partisans ; or, cette guerre de partisans, ils ne l'ont pas engagé les derniers, à l'exemple des autres, et avec leur concours ; mais, parmi les premiers et tout seuls ».

Cinquante ans après, les « Fils de la mémoire », et pourquoi pas leurs petits-enfants, continuent à venger leurs pères en se fondant sur les principes de la « loi juive du talion », comme l'a définie Jean Pierre-Bloch.

## De Françoise Fabius au fusil-mitrailleur

Alors, en dehors de la question purement historique et de quelques éléments anecdotiques, pourquoi, nous dira-t-on, s'intéresser aux milices juives – et notamment en France – qui, pour beaucoup, qu'ils soient juifs ou non, constituent un phénomène du passé, lié à l'insécurité et aux persécutions dont les juifs eurent à souffrir dans les siècles passés ? Tout simplement à cause de deux faits qui se sont produits à quelques mois d'intervalle en 1986, et qui démontrent qu'il existe une certaine filiation, au minimum intellectuelle, entre la forteresse de Massada, les milices juives du Bétar, le terrorisme aveugle de l'Irgoun et la situation actuelle de l'autodéfense en France – même si elle est d'une tout autre échelle.

Premier élément, la déclaration publique, jamais reniée, prononcée le 4 mars 1986 (quelques jours avant les élections législatives) par Françoise Castro-Fabius, épouse du Premier ministre socialiste de l'époque, Laurent Fabius. Participant comme orateur à une réunion de Socialisme et Judaïsme à Sarcelles, Françoise Fabius-Castro s'emploie ce jour-là à « défendre le bilan du gouvernement en faveur de la communauté juive ». Elle prononce alors ces phrases stupéfiantes (3) : « Extraordinaire nouveauté dans le comportement politique, la gauche a permis à des milices juives de s'installer dans des quartiers, rue des Rosiers à Paris, mais aussi à Toulouse, à Marseille, à Strasbourg. Ces milices ont des contacts réguliers avec le ministre de l'Intérieur. » A l'époque, le ministre de

# Des milices juives en France avec la complicité de Joxe

## *C'est Mme Laurent Fabius qui le révèle*




C'ETAIT à Sarcelles, dans le Val-d'Oise, mardi soir 4 mars. Mme Laurent Fabius, née Françoise Castro, tenait réunion de quelque 400 personnes rassemblées par le club « Socialisme et judaïsme » qu'elle a elle-même fondé en 1976.

Quand elle tient un micro, Mme Françoise Castro, épouse Fabius, ne le lâche pas de sitôt.

Selon son habitude, elle en a dit beaucoup, mardi soir.

Son propos était de vanter « le bilan » du gouvernement de son mari et les grands services qu'il avait rendus au bien commun (de la communauté juive).

Cela, dans des circonstances particulièrement difficiles et méritoires, puisque, selon l'AFP, « la femme du premier ministre a expliqué que, pour les juifs, la montée du phénomène Le Pen, « cela veut dire que, *PHANTASMATIQUEMENT*, nous avons peur de nouveau ».

Mais elle ajoute aussitôt :

**« Extraordinaire nouveauté dans le comportement politique, la gauche a permis à des milices juives de s'installer dans des quartiers, rue des Rosiers à Paris, mais aussi à Toulouse, à Marseille, à Strasbourg. Ces milices ont des contacts réguliers avec le ministre de l'intérieur. »**

### « Contacts réguliers avec le ministre »

Elle n'a pas dit, ou l'AFP n'a pas rapporté, que ces milices ont pour principale fonction de protéger les juifs contre les attaques et persécutions phantasmatiquement fomentées par « le phénomène ».

C'est néanmoins ce que l'on est invité à comprendre si l'on se laisse guider par la suite des idées : *montée du phénomène Le Pen — phantasmes subséquents — nous avons peur — heureusement nos milices s'installent.*

Pendant ce temps à Beaucaire (Gard), il suffit de dire en public : « Je vote Le Pen » pour être tué par des Maghrébins.

Joxe va-t-il autoriser des milices pour la protection du Front national comme il en autorise pour celle de la communauté juive ?

Il y aura peut-être un démenti du ministre de l'intérieur (un de plus). Cependant il est difficile d'imaginer que l'épouse du premier ministre, fondatrice d'autre part du club « Socialisme et judaïsme », ait *phantasmé*, ou *fantasmé*, comme vous voulez, quand elle a parlé de l'**installation** des milices juives et de leurs **contacts réguliers** avec le **ministre de l'intérieur**. Si elle le dit c'est qu'elle le sait. Elle a indiqué : à Paris, à Toulouse, à Marseille, à Strasbourg.

### Une exception qui est un privilège

La position de Joxe en la matière mérite d'être élucidée.

En plusieurs occasions, il s'est prononcé, comme toute la gauche, et avec des arguments qui n'étaient pas tous négligeables, contre la constitution de milices privées, par exemple pour la défense des commerçants trop souvent

*Suite page 2*

**Henri Hervé**

Présent *(7 mars 1986) a été le seul quotidien à mener campagne sur les incroyables déclarations de Mme Laurent Fabius à propos des « milices juives (...) en contacts réguliers avec les ministère de l'Intérieur ». La grande presse et la télévision, elles, ont fait le silence sur cette affaire gênante.*

l'Intérieur est Pierre Joxe, petit-fils de l'écrivain Daniel Halévy, qui ne passe pas pour un tendre. La dépêche de l'*Agence France Presse* sera reprise, sans commentaire, dans *Le Monde.* On s'attend alors à un rectificatif de Mme Fabius, de Laurent Fabius ou de Pierre Joxe. Et puis, rien.

Deuxième élément, en octobre 1986, on découvrira que la femme de l'ancien Premier ministre n'avait pas exagéré. Car c'est bien de milices en armes qu'il s'agit. Le quotidien *Libération* (4) publie en dernière page une étonnante photo. Elle représente un milicien juif porteur d'une arme automatique, très certainement un fusil-mitrailleur de type AA 52, contrôlant d'un toit une rue du IIIe arrondissement, à proximité d'une synagogue parisienne. La légende indique : « Cet homme sur le toit, avec son arme, près de la



partisans : poussez derrière, mais pas trop fort.

Jean-Michel HELVIG

marché et dans les stocks, une rupture précipiterait les prix au-dessous des 10 dollars.

**Sécurité armée**



*Cet homme, sur le toit, avec son arme, près de la synagogue de la rue ND de Nazareth, dans le IIIe arrondissement de Paris, fait partie d'un groupe de jeunes juifs en kippa, armés de pistolets et de fusils, qui se réclament d'une milice juive, le* « regroupement des fidèles ». *C'était hier, dernier jour du Kippour.*

*L'incroyable photo (indisponible depuis lors) publiée par* Libération *le 14 octobre 1986. Elle prouve que des miliciens juifs en armes opèrent en plein Paris.*

synagogue de la rue N.D. de Nazareth, dans le III[e] arrondissement de Paris, fait partie d'un groupe de jeunes Juifs en kippa, armés de pistolets et de fusils, qui se réclament d'une milice juive, le Regroupement des fidèles. C'était hier le dernier jour du Kippour. » Par la suite, cette photo sera désormais « indisponible » et il est impossible, encore aujourd'hui, d'en obtenir une copie. Aucune action en justice n'est intentée.

Or il existe une législation sur les groupes armés et les milices privées. Nous la reproduisons dans les pages suivantes, afin que le citoyen *lambda* n'en ignore rien. Comme nous, il se demandera légitimement pourquoi la loi n'est pas appliquée dans toute sa rigueur républicaine aux milices juives.

Cette étonnante mansuétude devient encore plus incroyable quand on découvre que nombre des méfaits commis par des groupements comme l'Organisation Juive de Combat (O.J.C.), le Groupe d'Action Juive (G.A.J.) ou l'Organisation Juive de Défense (O.J.D.) ont été qualifiés par la justice d'« actes terroristes ». Un seul exemple : les victimes de l'agression conduite par un commando juif le 30 avril 1991 ont reçu la lettre suivante : « Je suis informé que vous avez été victime de l'acte de terrorisme survenu à Paris le 30 avril 1991. L'article L 422-1 du Code des assurances a institué un fonds de garantie chargé d'indemniser les personnes victimes des actes de terrorisme (...) Je vous saurais gré de m'indiquer si votre état de santé peut être considéré comme consolidé ou guéri à ce jour. Vous voudrez bien également me transmettre un état récapitulatif des frais médicaux (...). »

Or, quatre ans après ces faits qualifiés de « terroristes » par la justice française, plusieurs membres du commando qui avaient été interpellés n'ont toujours pas été jugés et l'organisation à laquelle ils appartiennent n'a fait l'objet ni de poursuite ni de demande de dissolution de la part du ministre de l'Intérieur.

## Le Mossad contrôle l'autodéfense juive

A la suite des deux faits précédemment cités – et de bien d'autres –, nous avons entrepris une enquête qui a duré huit ans. nous avons été confortés dans ce difficile travail de recherche et dans le fait que nous ne nous étions pas trompés, lorsque, fin 1992, Isser Harel, légendaire espion qui fit du Mossad un grand service secret, est sorti de sa retraite à la suite de quelques exactions commises par des skin-heads en Allemagne contre des immigrés (aucun juif n'était visé). A la une des médias israéliens, il suggère que si les autorités allemandes sont incapables d'enrayer la montée du néonazisme

NOUVEAU *CODE PÉNAL*.PAIX PUBLIQUE.
SECTION IV. ART. 431-13 À 431-21.
(n'ont été retenus que les passages concernant l'objet de cet ouvrage)

*Art. 431-13.* Constitue un groupe de combat, en dehors des cas prévus par la loi, tout groupement de personnes détenant ou ayant accès à des armes, doté d'une organisation hiérarchisée et susceptible de troubler l'ordre public.
*Art. 431-14.* Le fait de participer à un groupe de combat est puni de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 F d'amende.
*Art. 431-15.* Le fait de participer au maintien ou à la reconstitution, ouverte ou déguisée, d'une association ou d'un groupement dissous en application de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et les milices privées est puni de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 F d'amende.
*Art. 431-16.* Le fait d'organiser un groupe de combat est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 500 000 F d'amende.
*Art. 431-18.* Les personnes physiques coupables des infractions prévues par la présente section encourent également les peines complémentaires suivantes :
1°) L'interdiction des droits civiques, civils et de famille ;
2°) La diffusion intégrale ou partielle de la décision ou d'un communiqué informant le public des motifs et du dispositif de celles-ci ;
3°) L'interdiction de séjour.
*Art. 431-19.* L'interdiction du territoire français peut être prononcée dans les conditions prévues, soit à titre définitif, soit pour une durée de dix ans au plus, à l'encontre de tout étranger coupable de l'une des infractions définies à la présente section.
*Art. 431-20.* Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement des infractions définies à la présente section.
*Art. 431-21.* Les personnes physiques ou morales coupables des infractions prévues par la présente section encourent également les peines suivantes :
1°) La confiscation des biens mobiliers et immobiliers appartenant à ou utilisés par le groupe de combat ou l'association ou le groupement maintenu ou reconstitué.
2°) La confiscation des uniformes, insignes, emblèmes, armes et tous matériels utilisés ou destinés à être utilisés par le groupe de combat, l'association ou le groupement maintenu ou reconstitué.

**LOI DU 10 JANVIER 1936,** SUR LES GROUPES DE COMBAT ET MILICES PRIVÉES

(n'ont été retenus que les passages entrant dans le cadre de cet ouvrage)

*Art. 1er*. Seront dissous, par décret rendu par le président de la République en conseil des ministres, toutes les associations ou groupements de fait :
1°) Qui provoqueraient à des manifestations armées dans la rue ;
2°) Ou qui, en dehors des sociétés de préparation au service militaire agréées par le Gouvernement, des sociétés d'éducation physique et de sport, présenteraient, par leur forme et leur organisation militaire, le caractère de groupes de combat ou de milices privées ;
7°) Ou qui se livreraient, sur le territoire français ou à partir de ce territoire, à des agissements en vue de provoquer des actes de terrorisme en France ou à l'étranger (additif, loi 9/09/1986).
*Art. 2.* Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 60 F à 30 000 F quiconque aura participé au maintien ou à la reconstitution directe ou indirecte de l'association ou du groupement visé à l'article 1er (...) Si le coupable est un étranger, le tribunal devra en outre prononcer l'interdiction du territoire français.
*Art. 3.* Les uniformes, insignes, emblèmes des associations et groupements ainsi maintenus ou reconstitués seront confisqués ainsi que toutes armes, tout matériel utilisé ou destiné à être utilisé par lesdits groupements ou associations. Les biens mobiliers et immobiliers des mêmes associations et groupements seront placés sous séquestre et leur liquidation sera effectuée par l'administration.

« pourquoi le département “action” du service secret israélien n'éliminerait-il pas lui-même – discrètement – partout où cela est nécessaire, les nouveaux adeptes de la peste brune (5) ». Or, Isser Harel n'a rien d'un hurluberlu. Ce juif soviétique installé en Israël a fondé et dirigé le Mossad. En 1960, quand il apprend la présence de scientifiques allemands au Moyen-Orient, et plus précisément en Égypte, il met sur pied une unité spéciale appelée T.S. (*Totschlager*) avec pour mission de les repérer et de les éliminer, en particulier à l'aide de lettres piégées. Miss Schranz, secrétaire du Dr Pilz, ingénieur allemand d'engins à propulsion, sera ainsi défigurée pour

*Un entretien avec Isser Harel*

# « Le Mossad doit s'occuper de l'antisémitisme en Europe... »

**TJ : Qu'avez-vous décidé de faire, à ce moment là ?**

**IH :** Nous avons d'emblée décidé de venir en aide à toutes les communautés juives dans les pays où le gouvernement ne voulait ou ne pouvait pas freiner cette vague de violence. Nous l'avons fait en Europe et dans le monde entier. Là où les néo-nazis avaient décidé de relever la tête. Nous avons décidé de réagir fermement, en créant des organisations juives de défense ou plutôt de légitime défense.

**TJ. : Est-ce que cela s'est fait en coordination avec les autorités locales ?**

**IH :** Pas du tout. Nous avons pris cette initiative unilatéralement. Nous avons créé sur place l'infrastructure nécessaire. Lorsque les dirigeants communautaires hésitaient, la jeunesse juive prenait les choses en main en créant des clubs de sport ou des mouvements de jeunesse...

**TJ : Pouvez-vous être plus précis ?**

**IH :** Non, je regrette. Je ne peux pas détailler ces activités. Mais je sais que cette politique a obtenu des résultats très satisfaisants. Nous avions un objectif principal : faire comprendre aux néo-nazis qu'ils ne tireraient aucun profit de leurs « festivals » de violence antisémite et que ce genre d'activité pouvait être très dangereuse pour eux. Je n'ai pas besoin de vous faire un dessin.

**TJ : Est-ce que vous avez également agi en France ?**

**IH :** Je vais vous raconter mes impressions sur la France. Dans les années 70, je n'étais plus à la tête du Mossad, mais député à la Knesset. Serge et Beate Klarsfeld m'ont invité à Paris pour prendre la parole au cours d'une grande manifestation de solidarité avec Israël. A l'époque, le terrorisme arabe était très actif en Europe de l'Ouest. Je me suis tout de suite demandé si les mesures de sécurité allaient être suffisantes pour cette manifestation. Eh bien, je peux vous assurer qu'il n'y avait pas un seul policier français aux alentours. Mais par contre, les jeunes de la communauté juive étaient omniprésents et assuraient parfaitement le service d'ordre. Je ne leur ai pas demandé qui les avait formés mais je savais qu'ils agissaient dans le sillage des organisations de défense que nous avons mis en place quelques années plus tôt.

**J'ai gardé de ce passage à Paris un souvenir très fort et le sentiment que ce que nous avions entrepris dans les années 60 n'avait pas été vain.**

**TJ : Et c'est, à votre avis, ce qu'il faut faire aujourd'hui pour endiguer le fléau du nazisme ?**

**IH :** Bien sûr. En fait, cela dépend du pays dans lequel on se trouve. Prenons l'exemple de la France : ma position est très claire à ce sujet. Si l'extrême droite devait lancer des attaques contre les Juifs sans que le gouvernement français ne réagisse, alors il devrait incomber à l'Etat d'Israël de défendre la communauté juive en lui offrant comme nous l'avons fait dans les années 50-60, les moyens de se défendre. En supposant, bien sûr, que cela ne soit pas fait à l'heure actuelle. Je veux espérer que le gouvernement français est suffisamment conscient de ce problème pour lui apporter rapidement une solution sans que les Juifs de France ne soient amenés à se défendre tout seuls. Or, un geste comme le dépôt de la gerbe du président de la République sur la tombe du maréchal Pétain va à l'encontre de ce que devrait être la politique de la France.

avoir ouvert une lettre à la place de son patron. Au total, une cinquantaine de scientifiques européens, consultants techniques ou ingénieurs, seront éliminés.

A l'occasion de sa sortie du silence, Isser Harel expliquera (6) comment, en tant que chef du Mossad, il a organisé des groupes d'autodéfense dans toute l'Europe. « Nous avons d'emblée décidé de venir en aide à toutes les communautés juives dans le pays où le gouvernement ne voulait pas ou ne pouvait pas freiner cette vague de violence. Nous l'avons fait en Europe et dans le monde entier. Nous avons décidé de réagir fermement en créant des organisations juives de défense ou plutôt de légitime défense (...) et cela ne s'est pas fait en coordination avec les autorités locales. Nous avons pris cette initiative unilatéralement. Nous avons créé sur place l'infrastructure nécessaire. Lorsque les dirigeants communautaires hésitaient, la jeunesse juive prenait les choses en main en créant des clubs de sport ou des mouvements de jeunesse. »

A la question « Est ce que vous avez déjà agi en France ? », Harel répond : « Dans les années soixante-dix, je n'étais plus à la tête du Mossad mais député à la Knesseth. Serge et Beate Klarsfeld m'ont invité à Paris pour prendre la parole au cours d'une grande manifestation de solidarité avec Israël. Je me suis toute de suite demandé si les mesures de sécurité allaient être suffisantes. Eh bien, je peux vous assurer qu'il n'y a avait pas un seul policier français aux alentours (...) Mais, par contre, les jeunes de la communauté juive étaient omniprésents et exerçaient parfaitement le service d'ordre. Je ne leur ai pas demandé qui les avaient formés mais je savais qu'ils agissaient dans le sillage des organisations de défense que nous avions mises en place quelques années auparavant (...) J'ai gardé de ce passage à Paris un souvenir très fort et le sentiment que ce que nous avions entrepris dans les années soixante n'avait pas été vain. »

Harel donne ainsi la preuve, sans que personne ne s'en offusque, que le Mossad a monté, aidé, financé, organisé les groupes dits d'autodéfense en Europe, et en France en particulier. Alors que cette nouvelle aurait sans doute intéressé de nombreux Français, aucun média national ne s'en est fait l'écho.

## L'O.P.A. des intégristes sur la communauté juive française

Pourquoi ce silence sur la question de l'autodéfense et des milices de la part de la communauté juive, alors que, de l'avis de nombre d'observateurs et journalistes, y compris dans la presse communautaire juive, cette même communauté est agitée de multiples soubresauts en raison d'une radicalisation croissante à la fois religieuse et

politique ? Nombre de responsables, et même des officiels israéliens, s'inquiètent, par exemple, de la quasi-impossibilité désormais pour des représentants ou des élus travaillistes israéliens de pouvoir s'exprimer en France, sans être interdits de parole ou molestés par de jeunes sionistes français extrémistes.

Le défunt *Globe*, de Georges-Marc Benhamou et Bernard-Henri Lévy, a publié sur cette double radicalisation un très intéressant article (7) sur « l'O.P.A. des intégristes » dans la communauté juive de France. On nous permettra de citer longuement. Selon cet hebdomadaire, Joseph Sitruk, grand rabbin de France à partir de 1987 a fait du Consistoire représentatif des institutions juives des France (C.R.I.F.) un fief intégriste, sous la houlette d'un « prospère hommes d'affaires, Jean-Pierre Bansard que sa phénoménale inculture ès matières juives rend aisément malléable et ouvert à prendre pour "paroles d'évangile" les propos les plus intégristes. Cette intolérance ne concerne pas le seul domaine religieux. (Derrière) on trouve concomitamment des mouvements politiques proches de la droite et de l'extrême droite israéliennes. Ces mouvements, autrefois très minoritaires, ont vu leur audience croître significativement après la victoire du Likoud aux élections législatives israéliennes de 1977. Bénéficiant des largesses financières de l'Agence juive, où les crédits sont attribués par les représentants des partis politiques israéliens, ils ont supplanté les vieux mouvements haloutsiques (pionniers), proches du sionisme des travaillistes, cependant que les mouvements communautaires type Département éducatif de la jeunesse juive disparaissaient, faute de crédits. Sous la direction d'activistes habiles, au nombre desquels figurent en bonne place Jacques Kupfer, président du Hérouth France et Serge Hajdenberg, fondateur de *Radio J*, s'est opérée une synthèse entre l'orthodoxie religieuse et une idéologie néofascisante, assignant à la terre d'Israël des vertus intrinsèquement salvatrices. D'où l'apparition d'une nouvelle divinité, l'État-nation, considéré comme l'aboutissement logique, inéluctable et parfait d'une histoire juive pourtant rétive à se couler dans un moule aussi rigide. Cette vision singulièrement réductrice constitue le credo politique de base d'une communauté juive française dont l'organe représentatif, le C.R.I.F., est noyauté par la droite et qui laisse, sans les mettre au ban, certains de ses membres organiser des cérémonies religieuses en l'honneur de Baruch Goldstein, le tueur fanatique d'Hébron ».

Fort justement, le respecté Shmuel Trigano faisait récemment remarquer (8) : « J'entends ici, en France, les Juifs dire qu'il (Baruch Goldstein, meurtrier de 53 Arabes à Hébron) est un héros. La décomposition morale du judaïsme de ces milieux est donc bien

grande pour dévoyer ainsi l'enseignement moral de la Torah... Il est important que les autorités officielles du judaïsme se désolidarisent clairement et fermement de ces logiques suicidaires qui n'engendreront clairement et fermement que la destruction. »

Voilà pourquoi il nous a semblé utile de faire le point sur l'autodéfense juive au sens large (9), auquel nul journaliste ou historien (10) n'a, semble-t-il, souhaité s'intéresser jusque-là. Qu'on ne cherche pas ici d'invectives ou de jugements de valeurs. Il n'y en a pas. Tous les faits que nous rapportons sont vérifiables et attestés, toutes les citations référencées (11).

« Je ne loue ni ne blâme, je raconte. »

Au lecteur de se faire son opinion. Sur des pièces en général occultées.

## Notes

1. *Tribune juive*, 10 octobre 1980.

2. David Diamant fut un précurseur avec *Combattants, Héros et Martyrs de la Résistance*, Editions du Renouveau, 1944 (remis à jour notamment, Editions du Renouveau, 1984). Il a par la suite publié de nombreuses monographies sur la question (dont *Les Juifs dans la résistance française*, Le Pavillon, 1971). Voir aussi, Annie Latour, *La Résistance juive en France*, Stock, 1970 ; Jacques Ravine, *La Résistance organisée des Juifs en France*, Julliard, 1973 ; Adam Rayski, *Nos Illusions perdues*, Balland, 1985 ; *Les Juifs dans la Résistance française*, sous la direction d'Adam Rayski, 1985 ; Jacques Adler, *Face à la persécution, les organisations juives à Paris, 1940-1944*, Calmann-Lévy, 1985. Pour la résistance des mouvements sionistes (Organisation juive de combat, Armée juive, Éclaireurs israélites), consulter plus particulièrement Lucien Lazare, *La Résistance juive en France*, Stock, 1987 ; Chimon Hammel, *Souviens-toi d'Amalek*, 1984. A contrario, sur le rôle controversé de l'Union générale des israélites de France, Maurice Rajfus, *Des Juifs dans la collaboration* (EDI), le livre de Jacques Adler déjà cité, et Cynthia Haft, *The Bargain and the bridle. The General Union of Israelites in France* (Chicago, 1983).

L'un des cas les plus spectaculaires de sioniste révisionniste favorable à la législation antijuive est celui de Kadmi Cohen, célèbre avocat et publiciste révisionniste. Il considérait que l'antisémitisme d'Hitler avait pour conséquence de faire obstacle à l'assimilation et renforçait donc le potentiel du mouvement sioniste. Cohen proposa notamment à Vichy de négocier avec les Allemands le transfert des Juifs de France en Palestine. Cette activité lui vaudra d'être arrêté et déporté en juin 1943. Durant son internement à Compiègne, en 1941, il fondera un groupe secret Massada, du nom de la forteresse juive qui avait résisté aux Romains, dont les idées étaient idéologiquement proches du groupe Stern

(pratique du terrorisme politique). Ses idées se retrouvèrent chez l'un des fondateurs de l'Armée juive, David Knout, auteur du manifeste *Que faire* en juillet 1940 à Toulouse. Le programme de l'Armée juive était de regrouper les juifs, de les unir afin de constituer une force militaire aux ordres de la Haganah. Entre-temps, avec un réfugié russe, Abraham Polonski, Knout avait créé une organisation militaire secrète, fonctionnant en dehors de tout contrôle de l'Organisation sioniste, appelée Forteresse juive ou Main Forte. Son but : créer en Palestine un Etat juif doté d'une puissance le rendant apte à assurer la sécurité des juifs de la diaspora. Sa loi : le secret hermétique, l'obéissance aux chefs, le serment de fidélité. La Main Forte ne conclut jamais d'autres accords avec d'autres mouvements, organisations ou réseaux et ne révéla jamais son existence. Un versant était secret (Israël), un versant clandestin (la lutte antinazie). Le recrutement fut organisé à l'intérieur même des camps d'internement. Chaque incorporé était en principe soumis à un cérémonial d'initiation au cours duquel il prêtait serment : « La main droite sur le drapeau bleu blanc, je jure fidélité à l'Armée juive et obéissance à ses chefs. Que revive mon peuple, que renaisse Eretz Israël ! La liberté ou la mort ! » Le rituel se déroulait dans un local hermétiquement obscurci où un projecteur braqué sur le nouvel initié ne lui permettait de voir que les symboles des la cérémonie, une Bible hébraïque et le drapeau sioniste bleu et blanc. Jusqu'en 1944, la Forterese juive recruta 1 952 membres.

3. Dépêche de l'*Agence France Presse*, datée 5 mars 1986, 16 h 54.
4. 14 octobre 1986.
5. *Le Monde*, 26 novembre 1992.
6. *Tribune juive*, 26 janvier 1993.
7. 16 mars 1994.
8. *L'Arche*, avril 1994.
9. L'autodéfense juive, comme toute question se rapportant à la communauté juive, est une question éminemment difficile à traiter en raison des interprétations divergentes qui peuvent être tirées des textes, peut-être en raison de la législation française, l'une des plus complètes dans le monde quant aux questions d'incitation à la haine raciale et à l'antisémitisme. Nous tenons à préciser que, bien évidemment, les révisionnistes de Jabotinsky et ceux qui se réclament de sa doctrine ne sont pas tous des apôtres de la violence ou des terroristes en puissance. Très peu d'entre eux le sont certainement actuellement, alors que dans le passé, notamment en Palestine sous le mandat britannique, nombre ont commis des attentats meurtriers. Les têtes de Menahem Begin et de Yitzhak Shamir, deux futurs Premiers ministres d'Israël, furent par exemple mises à prix par les Anglais. Nombre des sujets abordés dans ce livre ne portent pas stricto sensu sur le terrorisme, la violence, l'autodéfense ou les milices, mais ont pour but de recadrer ou de préciser son objet. Qu'on ne nous accuse donc pas, par exemple dans le chapitre consacré aux associations de soutien à Israël ou Tsahal, de pratiquer l'amalgame, en tentant de « criminaliser » telle ou telle association, tel ou tel mouvement ou parti légal.

10. D'après nos recherches, il n'existe aucun ouvrage sur l'autodéfense juive et les milices juives contemporaines, en France ou dans le monde. La seule exception est la Ligue de défense juive et le groupe Kach du Rabbin Meir Kahane, auquel un chapitre de cet ouvrage est consacré. L'une des très rares enquêtes parues en France a été publiée sous le titre *Les Milices juives paramilitaires, deux ou trois choses que nous connaissons sur elles...* dans *Présent* les 7-8, 9 et 10 avril 1990, sous la signature de Jean Marèse. S'y ajoutent quelques articles dans *Le Choc du mois*, notamment *Ces milices juives qui sèment la terreur*, avril 1992 et *National-Hebdo, Des milices juives en action*, 2 mars 1991. Dans ce livre, nous avons utilisé de préférence des textes en provenance des journaux communautaires.

11. Si des lecteurs remarquent des erreurs (que nous rectifierions dans une réédition ultérieure), possèdent des documents ou renseignements complémentaires sur la question de l'autodéfense sioniste, ils peuvent nous écrire à Facta, 37, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Nos lecteurs constateront également qu'il y a parfois des variation d'orthographe dans les traductions de termes de l'hébreu, cette langue ne comportant pas de voyelle. Malgré une volonté d'unification orthographique, nous avons respecté strictement l'orthographe retenue par les auteurs dans les citations.

*« La source du sentiment national... se trouve dans le sang de l'homme... dans son type physico-racial et là seulement... La vision spirituelle d'un homme est fondamentalement déterminée par sa structure physique. C'est pour cette raison que nous ne croyons pas à l'assimilation spirituelle. Il est inconcevable, d'un point de vue physique, qu'un juif né dans une famille de pur sang juif puisse s'adapter à la vision spirituelle d'un Allemand ou d'un Français. Il peut être entièrement imprégné du fluide germanique, mais le noyau de sa structure spirituelle restera toujours juif. »*

Zeev Jabotinsky.

## JABOTINSKY, LE PÈRE DU BÉTAR

Notre but ici n'est pas de retracer l'histoire du sionisme (d'autres s'en sont chargés), mais de s'intéresser plus particulièrement à sa branche la plus extrémiste, les sionistes révisionnistes de Zeev Jabotinsky qui firent de l'« autodéfense » juive, c'est-à-dire la création et l'entraînement de milices juives clandestines l'un des axes majeurs de leur programme, voir leur but prioritaire. Avec eux, la terreur devient une arme politique. Ce sont les révisionnistes qui furent d'ailleurs à l'origine des groupes terroristes les plus sanglants de la Palestine, le gang Stern et l'Irgoun.

Pour en avoir une idée, il suffit de lire la « quatrième de couverture » des Mémoires de Menahem Begin, *La Révolte d'Israël* (1). L'ouvrage est ainsi présenté : « La Révolte d'Israël, c'est aussi, et surtout, le bréviaire de la guerre révolutionnaire car les chefs de l'Irgoun n'ont pas attendu Mao Tsé Toung pour dégager les lois de l'action subversive. Le lecteur aura tôt fait de s'apercevoir notamment que la fameuse théorie du révolutionnaire qui "évolue au sein de la population comme un poisson dans l'eau" a été le fondement même de la stratégie de l'Irgoun. Bien d'autres "découvertes" attribuées à tel dictateur marxiste, sont en réalité l'œuvre de l'Irgoun. »

## Herzl et le sionisme

On rappellera seulement que le sionisme politique était un projet occidental (2) destiné à trouver une terre « pour sauver le peuple juif ». Son principal représentant historique fut Théodore Herzl. Le sionisme tire son nom de la colline de Sion à Jérusalem. A cet effet, diverses solutions furent envisagées pour établir un « foyer juif », allant de l'Argentine à l'Ouganda, en passant par les États-Unis ou Madagascar. C'est finalement la Palestine qui fut tardivement retenue comme « Foyer national juif », même si, selon Herzl (3) « l'inconvénient de la Palestine, c'est sa proximité de la Russie et de l'Europe, son manque d'espace pour l'expansion, et aussi son climat, auquel nous ne sommes pas habitués. En sa faveur : la puissante légende. » Quelques jours plus tard, le 13 juin 1895, il écrit : « En principe, je ne suis ni contre la Palestine, ni contre l'Argentine. Nous devons simplement avoir un climat varié pour les Juifs habitués à des régions froides ou chaudes. Pour notre futur commerce mondial, nous devons nous placer sur la mer, et pour notre agriculture, hautement mécanisée, nous devons disposer de larges étendues. »

L'orientation du sionisme est essentiellement politique (création d'un État) et nationaliste (formation d'une nation). Sans ces revendications, l'émigration juive en Palestine aurait parfaitement pu construire sans problème, ni guerre, un centre spirituel (4). C'est la raison pour laquelle nombre de rabbins ont toujours condamné le mouvement sioniste au nom de la Loi. Pour eux, la venue du Messie ne peut résulter que d'efforts purement humains. Figure marquante de la communauté juive en France, Wladimir Rabbi, confiait : « Ce qui me trouble, voyez-vous, c'est que pendant dix-neuf siècles, nous n'avons pas eu d'État, ni d'armée et que, par suite des circonstances, cette distanciation à l'égard du pouvoir nous a permis une remarquable fidélité aux valeurs du libéralisme, pour ne pas user du mot fourre-tout d'humanisme. Ce qui me trouble, c'est que maintenant, nous avons un État et une armée, et que ce n'est pas une armée de libération et de défense, mais une armée d'occupation (5). » En effet, stricto sensu, l'immigration en nombre de juifs en Palestine n'a aucune justification. Avant 1914, la population juive en Palestine s'élevait à seulement 60 000 personnes. De 1920 à 1931, il y eut environ 110 000 immigrés, et de 1932 à 1939, 214 000. Au terme du mandat britannique, en 1948, après l'arrivée de 120 000 immigrants supplémentaires, la population d'origine juive en Palestine représentait 30 % de la population totale, soit environ 600 000 personnes, alors que la population arabe comptait 1 300 000 personnes. Ces chiffres suffisent à détruire le mythe de la terre sans peuple.

On rappellera également que de 1975 à 1994, le sionisme a été assimilé au racisme par les Nations unies : « L'Assemblée générale, rappelant sa résolution 1904 (XVIII) du 20 novembre 1960, où elle a proclamé la déclaration des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (...) considère que le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale (6). »

### Zeev Jabotinsky, fondateur du révisionnisme

Vladimir Yevguenievich Jabotinsky (Z'ev Yona Jabotinsky en hébreu) est né à Odessa le 17 octobre 1880 (7). Il est décédé à Hunter, État de New York en 1940. Élevé dans une famille de la bourgeoisie moyenne juive, il prit au cours de sa jeunesse, dans le meilleur lycée d'Odessa, des cours d'hébreu, mais ne fut jamais réellement en contact avec le judaïsme. Son père étant décédé prématurément, il fut élevé par sa mère, originaire de Barditchev, « la ville la plus juive d'Ukraine où même les porteurs de gare chrétiens parlaient parfaitement le yiddish » selon Marius Schattner. En 1898, il séjourna à Berne et à Rome, afin d'étudier le droit, tout en servant de correspondant étranger au journal *Odesskiya Novosti* (*Les Nouvelles d'Odessa*) sous le pseudonyme d'Altalena. En 1902, accusé semble-t-il à tort de comploter contre le régime tsariste, il sera emprisonné durant sept semaines. Au printemps 1903, alors qu'un pogrome paraissait imminent à Odessa, Jabotinsky fut l'initiateur du premier groupe d'autodéfense juive. Il organise notamment une collecte pour acheter des armes. Après le pogrome de Kishinev, à 150 km de là, cet ancien militant socialiste rejoint la cause sioniste, participant au 6e congrès sioniste de Bâle en 1903. Il s'opposa alors à la proposition de créer un État juif en Afrique de l'Est. Il fit en outre l'unanimité contre lui pour avoir voulu défendre une rencontre entre Herzl et le ministre de l'Intérieur tsariste, juste après le pogrome de Kichinev. Son discours devra être interrompu sous les huées.

Dès cette époque, il adopte un point de vue particulier à l'intérieur du sionisme. Pour lui, l'antisémitisme est « une réponse détestable mais naturelle à l'anomalie juive ». Au point qu'en 1909, il ira jusqu'à prendre la défense d'écrivains russes qui dénoncent la « domination » juive des lettres russes. Cela exprimerait tout bonnement le désir des membres de l'intelligentsia russe de « rester entre eux, sans subir en permanence la présence du Juif qui s'est trop bien acclimaté, qui se sent trop chez lui et qui intervient à tout propos ».

Jabotinsky semble avoir subi l'influence d'Ahad Ha'am, grand admirateur – comme Herzl – du philosophe Friedrich Nietzsche, à qui il emprunta l'idée du « surhomme », l'associant à l'idée de

« nation supérieure » par le biais du dogme religieux du « peuple élu de Dieu ». De 1903 à 1914, il fut l'orateur sioniste et le journaliste sioniste le plus connu de Russie, participant largement au Programme d'Helsingfors. A la suite de la révolution des Jeunes Turcs en 1908, il prit la direction de plusieurs publications sionistes, en différentes langues, à Constantinople, à la demande du Bureau exécutif sioniste. Il lança également, à partir de 1910, une croisade pour l'introduction de l'hébreu comme langue d'instruction dans les écoles juives de Russie. Ce projet rencontra une violente opposition tant des assimilationnistes ou des cercles yiddish, que des leaders sionistes qui jugèrent le projet irréaliste et utopique. Il était pourtant visionnaire.

A la suite du déclenchement de la Première Guerre mondiale, Jabotinsky devint le correspondant de guerre d'un grand journal russe. Devant rendre compte de l'activité du front occidental, il accompagna le corps expéditionnaire britannique en Égypte, et y rencontra alors un ex-officier tsariste mutilé, Joseph Trumpeldor. Avec lui et l'appui des leaders mondiaux Chaïm Weizmann et Montague David Eder, il défendit alors l'idée d'une Légion juive à l'intérieur de n'importe quelle armée alliée.

## Joseph Trumpeldor, héros du Bétar

Né le 21 novembre 1880 à Pyatigorsk (nord du Caucase) et décédé en 1920, Yosef Trumpeldor (8) a donné son nom à la principale organisation de jeunesse sioniste révisionniste, le Bétar ou B'rith Trumpeldor, l'Alliance de Trumpeldor. Bétar est aussi le nom de la forteresse où Bar Kochba conduisit la révolte contre les légions romaines en Palestine au IIe siècle après J.-C. Son père, un Juif polonais, avait servi dans les rangs tsaristes durant vingt-cinq ans avant de devenir pharmacien de l'hôpital juif de Rostock. Il avait conservé les pratiques juives, à la différence de sa mère (une des sœurs de Joseph Trumpeldor devait se convertir au christianisme ; une autre épousa un goy tout comme son frère). Seul Joseph fut élevé dans la religion juive. Il fonda dans sa ville natale un cercle sioniste. Devenu dentiste, Joseph avait intégré l'armée russe en 1902. Il participa à la guerre russo-japonaise de 1904-1905 et fut blessé lors de la défense de Port-Arthur. Il perdit son bras gauche, mais obtint de rejoindre à nouveau son unité, après avoir été soigné. Prisonnier des Japonais, cet homme courageux fut interné durant un an, s'attachant à populariser les idées sionistes parmi les prisonniers juifs. Breveté officier de réserve dans l'armée tsariste, il émigra en Palestine en 1912, où il se voua à la création de coopératives



*Joseph Trumpeldor, en uniforme (anglais) de capitaine du Corps de mules sioniste en 1915. Avec Jabotinsky, cet ancien officier russe est la figure mythique par excellence du Bétar. Le mot hébreu Bétar est en effet l'abréviation de B'rith Trumpeldor, c'est-à-dire l'Alliance de Trumpeldor.*

agricoles collectives exploitées par des immigrants juifs, l'ancêtre des kibboutz (avec l'idée d'une autodéfense juive, dès l'origine). A la suite du déclenchement de la Première Guerre mondiale et ayant refusé d'opter pour la nationalité turque, il partit pour Alexandrie à la fin de 1914.

C'est là qu'il fit la connaissance de Zeev Jabotinsky. Tous deux s'accordèrent sur l'idée d'une force spécifique juive destinée à combattre auprès des Alliés, de manière à favoriser la création d'une terre pour les Juifs. C'est dans ce but que, le 4 mars 1915, ils rencontrèrent le général Maxwell au Caire afin de tenter de concrétiser leur projet. Après avoir temporisé, les Anglais finirent par créer l'unité quand le besoin s 'en fit sentir. Ce fut la Légion juive. L'unité ayant été pratiquement démobilisée, lorsque la Révolution russe se déclencha, il retourna en Russie, tentant de vendre son idée de Légion juive aux Soviets, ayant échoué auprès des Anglais : « Il est possible, écrit-il à ce moment, que dans un mois, nous obtenions l'autorisation, et que dans deux ou trois mois, nous soyons à nouveau au front, avec les drapeaux rouges de la révolution russe et les drapeaux bleu et blanc de la renaissance juive, flottant au dessus de nos têtes. » Durant l'été 1917, il fonda également avec le leader juif russe, S. Ansky le Groupe National-Socialiste, qui combinait le programme socialiste du Parti révolutionnaire social russe et le pro-

gramme sioniste des Sionistes socialistes. Parmi les fondateurs figuraient également Pinchas Rutenberg, qu'on retrouvera à la tête de la Compagnie d'électricité de Palestine. Le général blanc Kornilov approchant de Petrograd, Trumpeldor participa alors à la défense de la ville, organisant une Légion de défense juive. Il participa également à la fondation de la Fédération Générale des Soldats Juifs de Russie et à l'Organisation d'Autodéfense (juive) en Russie, obtenant d'être bombardé « Commissaire pour les questions militaires juives auprès du ministre de la Guerre (9) ».

Avec l'accord du gouvernement de Kerensky, il obtint l'autorisation de préparer une levée en masse des populations juives de Russie, devant aboutir à la création d'une Légion juive de 120 000 hommes, qui aurait été envoyée en direction de la frontière arménienne...dans le but d'atteindre la Palestine ! En décembre 1917, fut créé le premier bataillon juif (environ 1 000 hommes), qui devait avoir pour tâche, non la reconquête de la Palestine, mais l'autodéfense juive face aux armées blanches. Piètre organisateur, il ne sut retenir ses membres, qui se dispersèrent dans la confusion à nou-



*Très rare photo représentant Joseph Trumpeldor (le deuxième depuis la droite, au premier rang) au milieu de responsables de la milice sioniste d'autodéfense Hechalutz à Petrograd en mars 1919. Trumpeldor jouait alors la carte bolchevique.*

veau dans les différents corps soviétiques. Par la suite, et avec l'aval cette fois du soviet communiste de Petrograd, il multiplia les tentatives de création de milices d'autodéfense juive dans les villages russes, s'appuyant en particulier sur la structure du Mouvement Hechalutz (organisation, principalement implantée à Moscou, Kharkov et Petrograd, enseignant à partir de *1917 les bases* de l'agriculture et de l'industrie à la jeunesse juive russe afin de favoriser son implantation dans un Foyer national). Il participa à de nombreuses tournées dans la Russie soviétique, reprenant les thèmes du mouvement Hechalutz : travail, coopération, vie collective, discipline, ordre, dévouement, altruisme.

En août 1919, il embarqua à Yalta et retourna en Palestine, via Constantinople. Il mourut, à la suite d'une traîtrise, lors de l'attaque par des Arabes du village de Tel Haï, en Galilée du Nord, le 29 février 1920, en liaison avec la guérilla menée contre les troupes françaises, accusées par les Bédouins de protéger les immigrants juifs. Plusieurs avertissements lui avaient été donnés, mais il avait refusé de les entendre. Il avait bien évidemment participé à des actions de représailles contre les populations autochtones. Ses derniers mots furent : « Il est bon de mourir pour son pays. »

Un monument commémoratif, le représentant sous la forme d'un monumental lion en pierre a été érigé sur le lieu des combats à Tel Haï, véritable « Fort Alamo » du Yishouv (la communauté juive). Symbole pour la jeunesse sioniste, des pèlerinages sont organisés sur sa tombe chaque année : « De génération en génération, jamais sang plus pur ne fut versé, que le sang des laboureurs de Tel Haï » écrira Jabotinsky. Depuis lors, les militants du Bétar préfèrent exalter ses exploits militaires que rappeler ses liens étroits avec le mouvement travailliste (10). C'est Jabotinsky qui devait choisir ce nom en souvenir de l'homme qu'il avait côtoyé : « Nous avons besoin d'hommes prêts à tout. Nous devons éduquer une génération de jeunes gens qui n'auraient ni intérêts ni habitudes(...) des barres d'acier, flexibles, mais en acier. Un métal à partir duquel on peut couler tout ce qu'il faut pour la machine nationale. Il faut une roue ? Je suis une roue ! Il faut un clou ou une vis, prenez-moi ! Il faut creuser la terre ? Je creuserai. Il faut tirer, être soldat ? Je suis soldat (...) Je suis une idée pure du service, je suis prêt à tout. »

### La Légion juive : un corps de mulets auxiliaire

L'empire ottoman, allié de l'Allemagne, décida à la suite du déclenchement de la Première Guerre mondiale, l'expulsion des juifs installés en Palestine qui étaient également citoyens des pays de l'En-

tente. La plupart se retrouvèrent en Égypte. A ce moment, l'Armée britannique ne recherchait nullement des troupes pour conquérir la Palestine, mais consacrait tous ses efforts à la campagne de Gallipoli. Le Q.G. anglais proposa donc aux réfugiés juifs la création d'un corps supplétif de volontaires des transports pour les Dardanelles. Jabotinsky, qui intriguait pour la création de bataillons d'infanterie combattant directement en Palestine contre l'empire ottoman, s'opposa au projet, tandis que Joseph Trumpeldor, qui avait servi dans l'armée tsariste, se prononça finalement favorablement. Trumpeldor estimait, en effet, que ce qui comptait c'était la participation reconnue de Juifs, en tant que tels, dans les forces armées alliées, et non leur mission. Il l'emporta et participa donc, comme commandant en chef adjoint, à la création du Corps de mulets sioniste. Il s'agissait d'une unité supplétive de meneurs de mules, destinée à transporter les munitions et marchandises de l'arrière vers le front. Le serment fut prêté à Alexandrie en présence du grand rabbin local, Raphael de la Pergola. Les 562 volontaires portaient l'uniforme britannique avec le bouclier de David sur leur calot.

Le corps œuvra du 27 avril au 28 décembre 1915, soit seulement huit mois, de plus en plus de membres de la compagnie souhaitant retourner à Alexandrie dans leurs familles (11). Pendant tout ce temps, Jabotinsky, tout comme Trumpeldor, aura sillonné l'Europe (y compris la Russie pré-révolutionnaire) à la quête d'une hypothétique Légion juive. Lord Kitchener, secrétaire d'État à la guerre, parlera à son propos et de ses unités juives de « régiments fantaisistes » ou « d'opérettes » *(fancy regiments)*. Jabotinsky ne fera pas plus l'unanimité au sein des mouvements sionistes, se faisant traiter de « Don Quichotte fou » dont les projets irresponsables risquaient de transformer en otages les 50 000 juifs installés en Palestine.

Après la dissolution de cette unité, plusieurs de ses membres rejoignirent le 38e Royal Fusiliers, également dirigé par John H. Patterson. Y servirent également David Ben Gourion, ancien Premier ministre d'Israël, Yaouda Ben-Tsvi, deuxième président d'Israël. Quant au premier commandant en chef de l'armée israélienne, le général Ya'akov Dori, il servit dans le 40e Royal Fusiliers.

## Jabotinsky reçu avec des tomates

En Russie, où il se rendit durant l'été 1915, les juifs, fortement travaillés par les groupes révolutionnaires, étaient encore plus hostiles à la guerre qu'en août 1914. Il fut donc fort mal reçu, y compris par les sionistes. En revanche, les tsaristes l'appuyèrent, en particu-

lier le ministère des Affaires étrangères qui lui donna une lettre de recommandation. De retour à Londres, il n'eut pas plus de succès, d'autant que les réfugiés juifs, parfois installés depuis fort longtemps en Angleterre, avaient comme privilège d'être justement exempts de tout service militaire. Ils bombardèrent donc de tomates et de légumes divers Jabotinsky à chaque réunion, où celui-ci voulait les enrôler dans sa Légion. Comme le constate un rapport de police daté d'octobre 1916, « il semble tout bonnement qu'il (Jabotinsky) fasse l'unanimité contre lui ». Cette année-là, le futur bataillon ne comptait pas plus de 200 volontaires potentiels. En juillet 1917, le gouvernement de Lloyd Georges, qui avait pris une orientation de plus en plus favorable au sionisme, décida la création du 38e bataillon de fusiliers royaux, dans lequel Jabotinsky s'enrôla à titre personnel. Les enrôlés devaient jouer le rôle d'éclaireurs au Proche-Orient. Rapidement promu officier (à titre honorifique), Jabotinsky dirigea la première compagnie qui franchit le Jourdain le 2 novembre 1918. De fait, le 38e, arrivé seulement en juin 1918, ne participa pratiquement à aucun combat. Le gouvernement anglais avait prévu et mis sur pied l'infrastructure pour un 39e et un 40e bataillon de volontaires juifs, mais ils ne virent jamais le jour, faute de combattants (12).

De toute manière, l'objectif de Jabotinsky et des sionistes était exclusivement symbolique et politique. Jabotinsky utilise le maigre bataillon juif comme un moyen de pression politique : « Sachez que votre engagement dans un bataillon juif est encore plus important (que manier la charrue) ! Votre bataillon est un fait dont la Conférence de la Paix elle-même devra tenir compte. » Ce sera en fait un énorme succès politique, puisque le 2 novembre 1917 une courte lettre adressée par le secrétaire d'État au Foreign office, Lord Balfour (13), à Lord Rothschild, président de la Fédération sioniste de Grande-Bretagne, va révolutionner le monde : c'est la fameuse déclaration Balfour, où il est indiqué que « le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif (...) étant bien entendu que rien ne sera fait qui puisse porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives en Palestine ».

La deuxième partie du message sera évidemment rapidement oubliée. Comme devait le noter l'écrivain (à l'époque fervent sioniste révisionniste) Arthur Kœstler : par la déclaration Balfour, « une nation promettait solennellement à une seconde nation le pays d'une troisième ». D'autres motifs diplomatiques ont très certainement joué, notamment le désir de l'Empire britanniques de contrer la France au Levant.

## Jabotinsky en Palestine

Pour Jabotinsky, qui avait rejoint après la guerre la Commission sioniste (dirigeant un temps son département politique), la Légion juive, qui n'a pas été dissoute, devient un enjeu primordial. Forte de quelques centaines d'hommes durant la Grande Guerre, elle aligne en 1919 près de 5 000 hommes, soit un cinquième du contingent allié en Palestine. Sentant les premières réticences anglaises (déman-

*Zeev Jabotinsky (à droite), en compagnie d'un officier français en Palestine durant la Première Guerre mondiale (photo Institut Jabotisnky).*



tèlement de la Légion juive à l'été 1919) ainsi que le mécontentement grandissant des populations palestiniennes qui aboutirent aux émeutes de Jérusalem en avril 1920, Jabotinsky décida de son propre chef de stocker des armes et d'organiser une milice sioniste en Palestine. Jabotinsky multiplie les provocations : un mois avant les émeutes, il fait défiler ses hommes, organisés en milices, au pied du Quartier général britannique puis dans les rues de Jérusalem, suscitant les protestations des organisations arabes. A Pâques, les miliciens de la Haganah, recrutés dans le Ha'shomer, le Maccabi ou la Légion juive et fortement armés (plusieurs centaines de fusils, des grenades, etc.) se heurtèrent aux émeutiers arabes. Il y eut 5 morts et 200 blessés du côté juif, 4 morts et 25 blessés du côté arabe.

Il fut alors condamné à la peine de dix-neuf ans de travaux forcés (dont quinze ans ferme) par un tribunal militaire anglais. De leur côté, deux dirigeants nationalistes arabes dont Hadj Amin al Husseini (futur grand Mufti) sont condamnés par contumace à dix ans de prison. Les dirigeants sionistes tireront de l'épisode une conclusion : Jabotinsky n'a pas été à la hauteur et a utilisé la milice comme un moyen de pression personnel contre les Anglais. C'est pourquoi les sionistes de Palestine décident de créer une armée semi-clandestine, la Haganah, dès juin 1920, alors que Jabotinsky est emprisonné. Passée sous le contrôle du syndicat Histadrout en décembre 1920 puis dirigée par la gauche dans les années trente, le bras armé du Yishouv ne sera plus jamais sous le commandement ou au service de Jabotinsky.

A la suite d'une vaste campagne des organisations juives mondiales, Jabotinsky sera finalement amnistié (ainsi que les émeutiers arabes) par le haut-commissaire Sir Herbert Samuel le 8 juillet 1920, trois mois après le premier jugement (le verdict fut finalement annulé en 1921). En mars 1921, Jabotinsky rejoignit l'Exécutif sioniste de l'Organisation sioniste mondiale, dont nombre des dirigeants avaient été initiés dans l'ordre secret B'ne Moshe – les Fils de Moïse –, fondé par le dirigeant sioniste Ahad Ha'am en 1891 (14). Jabotinsky fut réélu au 12e congrès sioniste de septembre 1921.

## Un pacte secret avec des antisémites ukrainiens

Durant ce même congrès, qui se déroula à Karlovy Vary, sans en avertir les dirigeants sionistes, Jabotinsky signa un accord avec le professeur Maxime Slavinsky, un de ses vieux amis devenu le représentant du leader du gouvernement ukrainien en exil, Simon Petlioura (accusé d'antisémitisme aujourd'hui), en vue d'une nouvelle campagne militaire dans la Russie bolchevique, conduite

depuis la Galicie. Un corps de police juive non armée accompagnerait les troupes de Petlioura, afin d'assurer la sécurité des populations juives des territoires traversés ou libérés par les troupes ukrainiennes. Ce corps ne combattrait pas directement les troupes bolcheviques. Cet accord personnel avec un « régime favorisant les pogroms », très violemment attaqué, passa finalement à la trappe. Pour sa seule défense, Jabotinsky répondit que si l'Armée rouge lui avait fait la même proposition, il l'aurait acceptée (15).

Menacé par la création d'une commission d'enquête, Jabotinsky préféra anticiper sur son exclusion programmée et démissionner à la fois de l'Exécutif sioniste et de l'Organisation sioniste. Par la suite, il affirma que son départ était lié à son désaccord avec le comité sioniste sur la conduite à tenir avec les Anglais en Palestine. Il reprochait alors aux dirigeants du mouvement sioniste (Haïm Weizmann et David Ben Gourion essentiellement) leur manque de fermeté face à la politique ambiguë de la Grande-Bretagne ainsi que la croyance que l'installation des simples communautés agricoles en Eretz-Israël suffirait à réaliser les objectifs du sionisme. Mais son départ fut en réalité provoqué par son alliance contre nature avec des antisémites ukrainiens. Par la suite, Jabotinsky ne renia jamais cet accord. Peu avant sa mort, il déclarait encore : « Je suis fier de la Légion juive. Je suis fier du rôle que j'ai joué dans la défense de Jérusalem, mais je suis encore plus fier d'avoir signé l'accord avec Petlioura, même s'il fut sans conséquences. Après ma mort, vous pourrez écrire sur la tombe : ci-gît l'homme qui a signé un pacte avec Petlioura. »

Un instant tenté d'abandonner la lutte politique, Jabotinsky va publier une série d'articles durant l'été 1923 où il entreprend une « révision » du sionisme, affirmant qu'il s'agit d'un retour aux thèses originelles de Herzl. Cela l'amènera à défendre un nationalisme pur et dur, dégagé de tous les nationalismes étrangers. Il s'agit d'un monisme (impossibilité de servir deux causes à la fois) : « Avoir deux idéaux est aussi absurde que d'avoir deux dieux, écrit-il dans *L'Idée du Bétar*. Tout doit donc être subordonné à la poursuite d'un seul but : le transfert de millions de juifs en Eretz-Israël, qui entraînera de facto la création de l'État juif dans les frontières bibliques. Et ce but doit être proclamé haut et fort : pour ce qui est de l'Éternel, la plus haute expression du monisme est le monothéisme. Quant à l'ici-bas, la plus haute expression du monisme juif est : faire de la Palestine un État juif, des deux côtés du Jourdain. Individus et classes ne sont que des instruments vis-à-vis de l'idée d'État et leurs intérêts doivent être abandonnés, voire sacrifiés si nécessaire à la seule et unique grande tâche : la construction d'un État. » Jabo-

## IL N'Y A PAS DE TERRITOIRES OCCUPES

Chaque fois qu'on évoque le problème des Arabes palestiniens, on parle de territoires dont «l'occupation» par Israël empêcherait d'arriver à une paix dans le conflit israélo-arabe. Le terme de «territoires occupés» pour la région de Samarie-Judée et la Bande de Gaza a été repris avec empressement par tous les critiques de l'Etat hébreu et a été si souvent répété qu'il est entré dans le

prétendu droit sur ces territoires.

Lorsque, après l'éclatante victoire des Six Jours, les «territoires» furent libérés, il se présenta l'inespérée occasion de les intégrer dans l'Etat Juif et de revenir ainsi à la situation légale après le détachement de la Transjordanie. Mais le ministre de la défense israélien Moché Dayan commit une grave faute en proclamant que les lois de Jordanie restaient valables en Judée et Samarie.
Il accepta ainsi la souveraineté

monde politique. A quoi s'ajoutait qu'une grande partie des dirigeants israéliens était hostile au rattachement de territoires dont les habitants étaient en grande majorité des Arabes.

Lorsque Menahem Begin vint au pouvoir en 1977, beaucoup de ses amis estimaient le moment propice pour rétablir l'intégrité territoriale de l'Etat Hébreu en incorporant, enfin, les territoires libérés à l'Etat Juif. Mais la moitié de son gouvernement de coalition

Quant à l'immigration des Juifs soviétiques, il paraît déraisonnable de les parquer dans les colonies et villes déjà surpeuplées du Micro-Israël à l'intérieur des lignes de l'armistice de 1967, frontières dont même la supercolombe Abba Eban disait «quand je regarde cette ligne, j'ai devant mes yeux Auschwitz». On créerait ainsi une chaudière démographique prête à exploser. L'unification légitime de l'Eretz-Israël cisjordanien permettra d'arriver à

*Pour Jabotinsky, les Arabes n'avaient aucun droit sur la Palestine. Ils devaient en être expulsés. Aujourd'hui encore, pour ses continuateurs, les sionistes révisionnistes, « il n'y a pas de territoires occupés » en Eretz Israël (début d'un article de Paul Giniewski dans* Cactus, *journal du Bétar-Tagar, mai 1991).*

tinsky ne s'embarrasse pas toutefois de scrupule religieux. Ainsi en est-il du contrôle juif sur les « deux rives du Jourdain » (interdit par les Anglais à partir de 1939). Cette défense du « Jourdain sacré », « colonne vertébrale de la terre d'Israël », est une des clés de la révolte de Jabotinsky : « Deux rives a le Jourdain, l'une est à nous, l'autre aussi » figure dans un chant du Bétar. Un mythe fondateur puisqu'il figure toujours sur l'emblème du Bétar. Eh bien, il ne s'agit que d'un mythe en totale contradiction avec l'Écriture et qui ne repose que sur... les services de cartographie de l'armée anglaise après la Première Guerre mondiale. Des territoires d'Edom, Moab et Amonb, la Torah dit en effet : « Je ne vous accorde pas, de leur pays, même la largeur d'une semelle. »

### Le révisionnisme

Dans ce prolongement, Jabotinsky exprime la primauté de l'État-nation sur l'individu, jusqu'au stade de l'édification de l'État tout au moins. Une thèse opposée à celle de la gauche sioniste qui, dans une logique marxiste, voyait l'édification de l'État comme l'aboutissement de la « nation du travail » par la lutte des classes. Dès le troisième congrès de sionistes révisionnistes à Vienne en 1928, Jabotinsky présentera le côté pratique de sa conception moniste : il dévoile son projet de système d'arbitrage prévoyant la création d'un organisme régulateur de la vie économique. Il pose le principe de l'arbitrage obligatoire en matière de conflits sociaux, la limitation du droit de grève et le lancement d'un emprunt international destiné à financer la colonisation pionnière.

En 1925, Jabotinsky fonde l'Union des sionistes révisionnistes (HaTzohar). Par la suite, d'autres organisations, associations et

mouvements se créeront. L'ensemble sera plus connu sous le terme générique de « mouvement révisionniste ». Ce terme n'a évidemment rien à voir avec le mouvement historique révisionniste, représenté par des personnalités comme Robert Faurisson, Mark Weber ou Ernst Zündel, qui doute de l'existence des chambres à gaz homicides dans les camps de déportation allemands de la Seconde Guerre mondiale. Ce terme de « révision » s'applique à la révision, la remise en cause, tant de la politique de conciliation menée par l'Exécutif sioniste vis-à-vis des Britanniques en Palestine, que de l'installation d'immigrants juifs en Palestine.

Fondée sur la vision de Herzl du sionisme comme un mouvement essentiellement politique, l'idéologie révisionniste estima que la politique conduite par Chaïm Weizmann, visant à renforcer les positions économiques juives en Palestine alors que la situation politique se détériorait, était une erreur. Pour Jabotinsky, il faut « acheter de la terre, construire des maisons, mais ne jamais oublier la politique ; 90 % du sionisme peut consister en une colonisation effective et seulement 10 % en politique, mais ces 10 % sont la condition impérieuse du succès et la garantie ultime de la survie ». La pensée de Jabotinsky est déjà pratiquement charpentée dans sa « base philosophique » présentée au VII[e] Congrès de l'Organisation sioniste mondiale en 1907 : « L'appréciation morale des moyens et des méthodes utilisées par le combattant doit être déterminée exclusivement par le critère de l'utilité ou du dommage éventuel (16). » Son article essentiel, *Le Mur d'acier* (sous-titré *Nous et les Arabes*), qui date de 1923, s'inscrit exactement dans cette lignée : il annonce l'expulsion, de gré ou de force, des Arabes de Palestine.

Le scandale Jabotinsky, c'est que ses idées, sa doctrine, son ultra-nationalisme, procèdent de pensées radicalement étrangères au socialisme ouvrier des pères fondateurs du sionisme. Sa pensée, alors même qu'il a écrit de très nombreux ouvrages, demeure pratiquement inconnue en France, car aucun de ses livres n'a été traduit. Sa pensée est implacable, d'une rigueur et d'une rigidité doctrinale, si on la compare aux autres idéologues du sionisme. « Le nationalisme juif représentait déjà une idée exorbitante, hérétique, voire obscène pour les masses juives religieuses ; le chef du parti révisionniste lui, poussa la logique du sionisme jusqu'à un degré qui confinait à l'inconcevable (17). »

En effet, avec Jabotinsky, on assiste à deux phénomènes : d'abord, alors que Ben Gourion entendait se défaire du mode de vie juive traditionnelle mais tenait par-dessus tout à une certaine « éthique biblique », selon sa propre expression, Jabotinsky, lui, déclare une guerre à tout ce qui peut s'apparenter, de près ou de

loin, à un « humanisme juif ». Ensuite, Jabotinsky n'hésite pas à puiser ses sources dans les théoriciens du nationalisme intégral, dans la mystique nationaliste (jeunesse, totalitarisme, etc.), ce qui le fera passer, aux yeux de nombre de dirigeants juifs, pour un « fasciste juif » : « Nous devons établir une génération qui n'ait *ni intérêts* ni coutumes à préserver. Ce doit être une génération de fer. Flexible, mais faite de fer. Ce qu'il nous faut pour la machine nationale, c'est un métal qu'on puisse forger. » Cette génération, ce sera le Bétar, fondé par Jabotinsky en 1923 à Riga, et dont les idées se répandirent dans toute l'Europe.

« S'il est vrai que de nombreux membres du mouvement sioniste se permirent de malheureuses sorties sur "les Juifs de l'exil aux visages boutonneux", avec Jabotinsky, le discours antidiasporique prend des allures carrément graves, antisémites, sommes-nous tentés d'écrire, même s'il faut soigneusement se remémorer le contexte et l'effervescence dans lesquels les mots que l'on va lire furent prononcés, et d'y voir plutôt une critique (certes incendiaire) de ce que l'exil a fait du juif que du juif en soi : "Nous partirons du yid typique d'aujourd'hui et nous imaginerons un type diamétralement opposé, note-t-il. Puisque le yid est laid, chétif, dépourvu de prestance, nous doterons l'hébreu idéal d'une beauté virile. Le yid est humilié, aisément apeuré ; notre hébreu doit donc être fier et indépendant. Le yid est méprisé par tous, l'hébreu doit charmer le monde entier. Le yid a accepté de se soumettre : l'hébreu doit apprendre à dominer. Le yid cherche à dissimuler son identité aux yeux des étrangers : l'hébreu doit par conséquent regarder le monde droit dans les yeux et proclamer : "Je suis un hébreu." (17) » La même revue juive estime qu'« on est donc loin, très loin même des plus violentes diatribes de Ben Gourion portant sur ce "miséreux demi-frère", le Juif de l'exil ». On notera aussi d'autres propos de Jabotinsky : « Le peuple d'Israël est un peuple très déplaisant. Ses voisins le haïssent et ils ont raison de le faire (18). » Les juifs doivent donc, selon Jabotinsky, se doter d'une qualité qui – selon lui – leur ferait défaut : l'héroïsme, afin que « dans le sang et dans la sueur (monte) une race fière, généreuse et forte (18) ».

Pour Jabotinsky, toute assimilation aux goyim est non seulement néfaste, mais impossible. « Il est impossible à un homme de s'assimiler à un peuple dont le sang est différent du sien. Pour être assimilé, il faudrait qu'on change son corps, il doit devenir leur par son sang. Il ne peut y avoir d'assimilation. Nous n'autoriserons pas des choses du genre des mariages mixtes parce que la préservation de notre intégrité nationale est impossible autrement que par le maintien de la pureté de la race et pour ce faire nous aurons ce ter-

ritoire dont notre peuple constituera la population racialement pure. » Pour lui, la racine du nationalisme, c'est la race : « La source du sentiment national... se trouve dans le sang de l'homme... dans son type physico-racial et là seulement... La vision spirituelle d'un homme est fondamentalement déterminée par sa structure physique. C'est pour cette raison que nous ne croyons pas à l'assimilation spirituelle. Il est inconcevable, d'un point de vue physique, qu'un juif né dans une famille de pur sang juif puisse s'adapter à la vision spirituelle d'un Allemand ou d'un Français. Il peut être entièrement imprégné du fluide germanique, mais le noyau de sa structure spirituelle restera toujours juif. »

Deuxième axe de Jabotinsky, l'embrigadement, la mise au pas. Pour lui, il ne peut y avoir de réussite en dehors d'une collectivité strictement disciplinée : « Nos adversaires affirment que notre comportement ne s'accorde pas avec la dignité d'hommes "libres", qu'il transforme en "machines" – je propose de ne pas en avoir honte et de répondre : "Oui, en machine". » Et aussi, du même Jabotinsky : « La discipline signifie qu'une multitude se soumet à l'autorité d'un seul qui la dirige. Et celui-ci se soumet à son tour à l'autorité d'un autre qui lui est supérieur... Nous avons tous une volonté unique, nous sommes tous les pierres d'un édifice, c'est pourquoi nous avons tous répondu à l'appel d'un architecte unique dont nous admettons la compétence en ce domaine (19). » Pour lui, la croyance n'est pas religieuse. Même s'il est souhaitable de « créer une génération de croyants », les croyants en question « consacreraient leur zèle ardent à servir non pas un dieu transcendant, mais la nation immanente. Ainsi la nation se trouverait dotée d'une solidité minérale. Elle est plus qu'une simple association politique, fondée autour d'un contrat social (...) D'où son indestructibilité et sa pérennité (20). » Jabotinsky est donc en complète opposition avec la quasi-totalité des penseurs juifs pour qui le juif, à la limite, réside dans le Livre (en gros la Bible et le *Talmud-Thora*). Même si sa sensibilité religieuse a évolué (notamment vers la fin de sa vie), Jabotinsky sape les fondements mêmes du judaïsme traditionnel : « Il n'existe pas au monde de valeur plus haute que la nation et la patrie. Il n'existe pas dans l'univers de divinité à laquelle il convienne de sacrifier ces deux trésors sans prix. »

Troisième axe, la lutte antisocialiste et anticommuniste. Pour Jabotinsky en effet, il n'existe pas vraiment de différence entre les divers mouvements de gauche, entre socialistes et communisme, il n'y a pas différence de nature, mais de degré : « Je ne pense pas qu'il y ait de véritables différences entre le communisme et les autres formes de socialisme, fondées sur la lutte des classes (...) La

seule différence entre ces deux camps est une différence de tempérament : les premiers se précipitent, les seconds vont plus lentement. Une telle différence ne vaut pas la valeur de l'encre nécessaire à décrire cette différence en cet instant où j'écris. » En conséquence, la classe capitaliste était la force principale du sionisme. Les grèves qui faisaient peur aux investisseurs devaient dès lors être supprimées. Elles étaient acceptables dans des pays développés, leurs économies pouvaient le supporter, mais pas en Palestine où les fondations de Sion étaient édifiées brique après brique.

## Les Arabes, « Peaux-Rouges » du futur Israël

Dernier axe, la lutte anti-arabe. Sur ce point, comme sur bien d'autres, le projet politique de Jabotinsky a au moins une qualité : la clarté. Du passé et du présent de la Palestine, il faut faire table rase, c'est-à-dire se débarrasser des Arabes qui y habitent pour prendre leur place : « La terre ne doit pas appartenir à ceux qui en ont trop (les Arabes) mais à ceux qui n'en ont pas (les juifs). » Voici un long extrait de son ouvrage fondateur, *Le Mur d'acier* (1923). Il résume parfaitement la pensée de Jabotinsky, et donc celle de ses disciples (notamment le Hérout). « Il ne peut être question d'une réconciliation volontaire entre nous et les Arabes, ni maintenant, ni dans un futur prévisible. Toute personne de bonne foi, mis à part les aveugles de naissance, a compris depuis longtemps l'impossibilité complète d'aboutir à un accord volontaire avec les Arabes de Palestine pour la transformation de la Palestine d'un pays arabe en pays à majorité juive. Chacun d'entre eux a une compréhension globale de l'histoire de la colonisation. Essayez de trouver un seul exemple où la colonisation d'un pays s'est faite avec l'accord de la population autochtone. Ça ne s'est produit nulle part. Les autochtones combattront toujours obstinément les colonisateurs – et c'est du pareil au même qu'ils soient civilisés ou non. Les compagnons d'armes de Hernan Cortes ou de Francisco Pizarre se sont conduits comme des brigands. Les Peaux-Rouges ont combattu avec ferveur et sans compromis les colonisateurs au bon cœur comme les méchants (...) Tout peuple combattra les colonisateurs jusqu'à ce que la dernière étincelle d'espoir d'éviter les dangers de la conquête et de la colonisation soit éteinte. Les Palestiniens combattront de cette façon jusqu'à ce qu'il n'y ait pour ainsi dire plus une parcelle d'espoir (...) Nous ne pouvons offrir aucune compensation contre la Palestine, ni aux Palestiniens, ni aux Arabes. Par conséquent, un accord volontaire est inconcevable. Toute colonisation, même la plus réduite, doit se poursuivre au




*Eretz Israël : en hébreu, le Grand Israël (couverture de* Cactus, *journal du Bétar-Tagar de France, mai 1991). Une notion fondamentale pour les sionistes. Ce « Grand Israël » a peu à voir avec la carte actuelle de l'État hébreu, comme le montre les déclarations des dirigeants révisionnistes (à droite). « Eretz Israël »aurait environ trois fois la surface actuelle d'Israël.*

mépris de la population indigène. Et donc, elle ne peut se poursuivre et se développer qu'à l'abri du bouclier de la force, ce qui veut dire un Mur d'acier que la population locale ne pourra jamais briser. Telle est notre politique arabe. La formuler de toute autre façon serait de l'hypocrisie. Que ce soit au travers de la déclaration Balfour ou au travers du mandat, l'exercice d'une force étrangère est une nécessité pour établir dans le pays les conditions d'un pouvoir et d'une défense par lesquels la population locale, quels que soient ses désirs, soit privée de la possibilité d'empêcher la colonisation, par des moyens administratifs ou physiques. La force doit jouer son rôle – brutalement et sans indulgence. De ce point de vue, il n'y a pas de différence entre nos militaristes et nos végétariens. Les uns préfèrent un Mur d'acier fait de baïonnettes juives, les autres un Mur d'acier fait de baïonnettes anglaises. Au reproche habituel selon lequel ce point de vue est immoral, je répond “absolument pas”. C'est là notre morale. Il n'y a pas d'autre morale. Aussi longtemps qu'il y aura la moindre étincelle d'espoir pour les Arabes de nous résister, ils n'abandonneront pas cet espoir. »

## ERETZ ISRAËL : LE GRAND ISRAËL

*Nous repousserons les Arabes de Palestine et de la Jordanie occidentale jusque dans le désert stérile. Nous édifierons notre État sur les deux rives du Jourdain et cet État s'étendra loin des limites actuelles de Palestine.*

Vladimir Jabotinsky.

*Le Pays d'Israël tout entier dans ses frontières naturelles : de la Méditerranée à l'ouest au désert syrien à l'est, du mont Hermon au nord à la mer Rouge au sud, constitue le Foyer National juif.*

Zeev Jabotinsky, *Poaléi Sion*, 1920.

*Eretz Israël retournera au peuple d'Israël, tout entier, pour l'éternité.*

Menahem Begin. Radio de l'Irgoun, 30 octobre 1947.

*Tout Eretz Israël appartient au peuple d'Israël et nous ne reconnaîtrons pas le droit d'Abdallah ou des Anglais de régner sur un seul pouce de notre patrie.*

Menahem Begin, 1950.

*Nous regardons le Nord (d'Israël) et nous contemplons les plaines fertiles de la Syrie et du Liban. A l'Est, se trouvent les eaux du Jourdain et les riches vallées du Tigre et de l'Euphrate, le pétrole de l'Irak. A l'Ouest, nous voyons la terre d'Égypte. Nous sommes entourés d'une mer de haine. Il n'y aura pas de prospérité et de sûreté pour nous, tant que nous ne dicterons pas les règles par la force de nos poings. Il nous faut les contraindre à une soumission totale ou bien il faut envisager d'être éternellement opprimé. »*

Menahem Begin, discours du 3 janvier 1956.

*Vous, habitants d'Israël, ne devez pas vous amollir ou vous laissez attendrir, vous ne devez pas avoir de compassion pour eux jusqu'à ce que nous ayons détruit la prétendue culture arabe, sur les ruines desquelles nous édifierons notre propre civilisation. »*

Menahem Begin, Déclaration à la Conférence des chefs militaires, 28 octobre 1956.

### Le lancement du Bétar, bras armé des révisionnistes

En 1923, alors qu'il était tenté d'abandonner la politique, Jabotinsky se rendit dans les pays Baltes, où il reçut un bon accueil, en particulier de la jeunesse juive de Riga (Lettonie). Il fonda alors dans cette ville le B'rith Trumpeldor ou, en abrégé Bétar (21), en prenant pour noyau un groupe de lycéens de la ville qui s'inspirait de

la vie de Joseph Trumpeldor et de groupes d'étudiants organisés comme les *burschenschaften* allemandes (combat au sabre, banquets arrosés, chansons, etc.). Deux ans plus tard, le 25 avril 1925 naît à Paris, dans l'arrière-salle du Café du Panthéon, l'Union mondiale des sionistes révisionnistes (B'rit Herut-HaTzohar) ou Alliance des sionistes révisionnistes (mais partie intégrante de l'Organisation sioniste mondiale), dont le Bétar sera, en quelque sorte, la branche armée. Le siège de sa direction exécutive se trouvait alternativement à Paris et à Londres. Le président en était Jabotinsky, assisté de Meir Grossman et Richard Lichtheim. Elle disposait d'un hebdomadaire en langue russe, *Rassviet*, ainsi que d'un hebdomadaire en yiddish, *Der Naier Weg*. Les révisionnistes s'opposèrent constamment à l'entrée à l'intérieur de l'Agence juive de personnalités non sionistes. Lorsque l'Agence juive prit le pas sur l'Organisation sioniste mondiale, surtout à partir de 1929, Jabotinsky entreprit de renforcer l'indépendance de son mouvement. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, le Bétar, premier mouvement de jeunesse juive, comptait environ 100 000 membres dans 26 pays différents. Adhérant aux principes généraux du révisionnisme, au travers d'une structure organisationnelle indépendante, il était avant tout attaché à la personne de Jabotinsky.

Le Bétar joua un rôle important, en particulier en Europe orientale, à partir de 1930. Il contribuera largement à la diffusion de l'idée sioniste, à la renaissance de l'hébreu et à la généralisation de l'autodéfense juive. Les chefs du Bétar légitiment alors toutes les formes de violence qui sont susceptibles de favoriser la création d'un État juif « sur les deux rives du Jourdain ». A la même époque, des membres du Bétar qui se réclament de la Légion juive de Jabotinsky organisent les premières colonies de peuplement en Palestine. Ils se réfèrent sans doute abusivement à Josef Trumpeldor, dont les idées politiques se situaient nettement à gauche. Ils ont toutefois repris chez lui les idées d'autodéfense et de volonté pionnière. En 1926, le second congrès de l'Union mondiale des sionistes révisionnistes, tenu à Paris, désigne le groupe du Bétar de Riga comme le centre mondial de son mouvement de jeunesse. Rapidement le groupe paramilitaire se classe à l'avant-garde de l'aile droite du mouvement sioniste mondial, en opposition accentuée à la tendance sioniste socialiste. Les membres du Bétar, qui portent la chemise brune, seront dénoncés comme fascistes par leurs adversaires. Ils répliqueront que le brun symbolise la terre d'Israël et que le port de leurs chemises date d'avant l'adoption de cette couleur par les S.A. allemands (22). A partir de 1929, on peut considérer que les cadres du Bétar sont majoritaires à l'Union mondiale des sionistes révision-

nistes comme ils le seront à partir de 1935 dans la Nouvelle organisation sioniste (N.O.S.), puis dans les rangs de l'Irgoun.

La première conférence mondiale du Bétar se tient à Dantzig (Gdansk) en 1931, en présence de 87 délégués venus de 21 pays. Au cours de cette conférence, Jabotinsky est élu *Rosh Bétar* (chef suprême du Bétar) et se voit accorder les pleins pouvoirs (*shilton*). Ces deux termes s'apparentent largement aux termes en vogue à l'époque en Europe (*Duce*, *Führer*, *Caudillo*, etc.) et au *Führerprinzip*. La plupart des membres du Bétar partent alors en Palestine, où ils s'enrôlent pour deux ans dans les Brigades spéciales. A la seconde conférence mondiale du Bétar, qui se tient en 1935 à Cracovie, Jabotinsky fera adopter une motion idéologique dite *Ha-Neder* (Le Serment) qui stipule dans son premier paragraphe : « Je consacrerai ma vie à la renaissance de l'État juif, avec une majorité de population juive, sur les deux rives du Jourdain. » Pour lui, c'est l'essentiel. Pour lui, ce « monisme » est la clé. Il ne doit être en rien influencé par une quelconque autre idéologie (Jabotinsky visait alors essentiellement le socialisme).

En Palestine, les brigades du Bétar s'organisent rapidement en réseaux de combat armé, notamment en Haute-Galilée, puis, après les émeutes arabes de 1936, à Nahalat Yizhak, près de Jérusalem. Ces groupes se spécialiseront dans l'entraînement clandestin dans le cadre de l'Irgoun. Dans le même temps, les premières colonies juives spécialement liées au Bétar s'installent à Rami Timkin, près de Netanyah, à Tel Zur et à Mishmar Ha-Yarden. Toujours dans les années trente, le Bétar crée aussi des centres d'entraînement paramilitaire dans les pays de la diaspora, à l'initiative de Yirmiyahu Halpern (camps d'entraînement et de formation, avec cours de self defense, marche au pas, combat de rue, maniement d'armes légères, boxe, tactiques militaires, etc.). En Pologne, ces groupes sont organisés de façon quasi officielle, sous la houlette de Menahem Beghin, qui obtiendra que les Bétaris soient intégrés dans les unités paramilitaires officielles de l'État polonais. Il existe des groupes du Bétar même en Chine, en particulier à Shangaï, où les Bétaris forment une unité spéciale de la force internationale de police chargée d'administrer les quartiers non chinois de la ville. La première école d'instruction du Bétar a été fondée en 1928 à Tel-Aviv. Ses membres ont participé aux émeutes de 1929, avant de s'associer aux Anglais dans la répression anti-arabe. En 1931, plusieurs unités du Bétar se joindront aux dissidents de la Haganah pour former l'Irgoun Zvai Leoumi. A la même époque, une école navale du Bétar fonctionnera sans interruption de 1934 à 1937 en Italie fasciste, à Cittavecchia (153 cadets diplômés). Il en sera de même dans la très

autoritaire Lettonie de 1935 à 1939 (50 marins). Tous les diplômés rejoindront la marine israélienne. En 1935, le fils de Jabotinsky, Éri Jabotinsky, créera même un centre d'entraînement pour aviateurs et pilotes. En 1939, treize Bétaris obtiendront le diplôme de pilote. En 1939, le Bétar commença à participer aux projets de création d'une armée juive pour combattre avec les Alliés et en 1941 le Bétar obtint de fonder l'École d'aviation Jabotinsky à Tockaway (État de New York).

Évalué à 22 300 en 1931, le nombre d'adhérents du Bétar dans le monde passe alors à 90 000 en 1938. Après la création de l'État




*Très rare illustration représentant un militant du Bétar en uniforme soufflant dans une trompette, frappée du bouclier de David (*Maguen David*), devant une carte d'Eretz Israël. Le Grand Israël des sionistes révisionnistes englobe une partie du Liban, de l'Égypte, de la Syrie, de la Jordanie et même de l'Irak.*

hébreu, en 1948, le Bétar installe à Tel-Aviv son centre mondial. Par la suite, ses effectifs vont décliner. A la fin des années soixante, on comptait environ 8 000 membres du Bétar dans le monde, dont 4 000 en Israël, le reste étant disséminé dans treize pays étrangers. Entre 1948 et 1960, le Bétar a créé plusieurs colonies de peuplement en Israël, notamment à Amazyah, Mevo, Ramat Raziel, Zur Natan, etc. Il constitue l'une des branches (et de l'encadrement) du Hatzohar-Hérout de Begin, qui appartient à la coalition du Likoud.

## Le Bétar, organisation paramilitaire

Les sept points majeurs de l'idéologie du Bétar sont :
- l'établissement d'un État juif ;
- le monisme sioniste, ou la centralité et la primauté entière de l'idée sioniste intégrale, sans l'ajout de toute autre idéologie ;
- le développement de la langue hébraïque ;
- la préparation militaire à l'autodéfense et la nécessité de rejoindre la Légion juive ;
- la mobilisation, obligeant tout membre du Bétar à consacrer les deux premières années de sa vie après son arrivée en Palestine au service national, dans les localités dirigées par le Bétar ;
- une stricte discipline ;
- la dignité (Hadar) et un code de conduite personnelle dans l'esprit de la chevalerie, la courtoisie, les bonnes manières et la conscience de la valeur inhérente de la nation juive.

Outre un intense entraînement paramilitaire, le Bétar, dans les différents pays où il avait des branches, s'engagera en créant des fermes Hakhshara qui devaient préparer le travail des pionniers (Halutz) en Palestine et leur permettre d'obtenir les certificats nécessaires à l'immigration en Palestine. Fortement opposé à l'idéologie socialiste (Histadrout), le Bétar sera à l'origine de la création d'un syndicat de travailleurs de droite, la Fédération nationale des travailleurs (1934) qui se prononcera pour un arbitrage national des conflits (jaunes) plutôt que des grèves.

Comme l'écrit Marius Schattner, citant le chant du Bétar : « Toute la philosophie du Bétar tient dans ce mouvement : de la fosse à la lumière, du ghetto au pays d'Israël. Elle entretient le mythe d'une race spirituelle juive qui aurait gardé des caractères spécifiques à travers les siècles (...) Sautant par-dessus dix-neuf siècles de diaspora, le Bétar annonce le retour du type hébreu antique. »

Le Bétar a une organisation particulièrement rigide, un rituel strict : chaque Bétari doit s'engager à consacrer les deux premières années de son installation en Palestine au Bétar. Il doit s'engager à

lutter exclusivement pour l'idéal national. La fascination de la force, du rituel totalitaire, de la puissance du cérémoniel, est évident. Le but de Jabotinsky est de « faire du Bétar un organisme mondial capable, sur un signe du centre, de faire exécuter à des dizaines de milliers de bras une action identique dans chaque ville et dans chaque pays. Nos adversaires affirment qu'un tel comportement ne s'accorde pas avec la dignité d'hommes "libres", qu'il transforme en "machines" – je propose de ne pas en avoir honte et de répondre : "Oui en machines" ». Les Bétarim défilent donc en chemises brunes, en rang, au pas cadencé. Dans l'optique travailliste, il s'agit là de la « garde prétorienne » de Jabotinsky. Comme le déclare Jabotinsky à Varsovie en 1933 : « Communiquer l'enthousiasme patriotique (pour au moins une minute) au pire des Juifs assimilés : prenez quelques centaines de jeunes d'Israël, faites-leur revêtir un uniforme et faites-les défiler devant ses yeux, dans un ordre parfait, quand chaque pas de ces deux cents garçons résonne comme un coup de tonnerre »

**Le Franc-Maçon Jabotinsky**

Désigné comme président des Sionistes révisionnistes, Jabotinsky fit alors de Paris son quartier général jusque en 1936, mis à part une brève période en 1928-1929, où il séjourna à Jérusalem comme directeur de la Compagnie d'assurance juive et où il publia le quotidien Do'ar HaYom. Le 1er mai 1928 fut d'ailleurs la date du premier affrontement entre Bétar et marxistes : des commandos du Bétar attaquèrent le défilé communiste, s'emparant du drapeau rouge : « C'est exactement comme cela que les fascistes ont commencé en Italie (...) Chez nous, ça ne se passera pas comme ça ! » écrit le quotidien *Davar* le lendemain. Jabotinsky, de son côté, dénoncera la « canaille » de gauche qui brandit le « torchon rouge ». En 1930, alors qu'il participait à une tournée en Afrique du Sud, l'administration britannique refusa de lui renouveler son visa de retour, l'empêchant de retourner pour toujours en Palestine, d'autant que les émeutes de Jérusalem en août 1929 avaient pris une ampleur inégalée : 133 juifs tués, 116 Arabes tués et plusieurs centaines de blessés. C'est durant sa période parisienne, en 1931 ou 1932, qu'il fut initié frère franc-maçon à la loge Étoile du Nord du Grand Orient de France. Un fait soigneusement passé sous silence par ses biographes. Selon certaines sources, notamment l'historienne Nina Berberova, il en aurait été radié en 1936.

A la suite de l'élargissement de l'Agence juive en 1929, avec l'attribution de la moitié des sièges à des organisations non sionistes,

**Sous les Auspices**
**du Club Philatélique**
**Jean Théophile DESAGULIERS**

**PETITE ENCYCLOPEDIE**

**de la**

**PHILATELIE MAÇONNIQUE**

JABOTINSKY
Vladimir. Evguenievitch, (dit: Ze'ev)

1880 1941
Resistant, Ecrivain, poète, sioniste, grand patriote et homme politique israëlien d'origine russe. Emigra d'abord à Paris où il semble avoir été initié en 1931 ou 1932 par la loge ETOILE DU NORD du GODF. Selon N. Berberova il aurait été radié de l'ordre en 1936.
Israël
403 +715 +1117

TRICENTENAIRE DE J.-T. DESAGULIERS
12-13 MARS 1983
17. AYTRÉ

*Zeev Jabotinsky était franc-maçon, membre de la loge Étoile du Nord du Grand Orient de France. Un fait systématiquement passé sous silence dans les encyclopédies du judaïsme ou les rares biographies consacrées au père du Bétar.*

et le refus du 17e congrès sioniste (1931, où il avait obtenu 21 % des votes, en particulier d'origine polonaise) de définir comme but du sionisme la fondation d'un État juif, Jabotinsky se sépara de l'Organisation mondiale juive. Il créa alors en 1935, au cours d'un congrès à Vienne (où il affirma réunir 713 000 votants) la Nouvelle Organisation sioniste (N.O.S.), installée à Londres, qui se passera désormais de la bénédiction d'un Ben Gourion, dénoncé comme « à

la solde de l'occupant britannique ». Cela lui vaudra par la suite d'être qualifié de dissident du sionisme, voire d'antisioniste (en particulier par les tenants de la nouvelle gauche israélienne). Jabotinsky devient alors *nasi* (chef suprême) de la nouvelle organisation. Tout en menant campagne contre le plan de partition britannique de la Palestine (entre juifs et arabes), il inaugura une « politique d'alliances » très controversées, avec tous les gouvernements qui souhaitaient régler la « question juive », se rapprochant dès lors des régimes totalitaires européens, notamment en Pologne (ce qui le déconsidéra largement auprès de ses adeptes du Bétar). A cet effet, il proposa un plan de dix ans, visant à installer en Palestine 1,5 million de Juifs d'Europe de l'Est. En parallèle, il animait en sous-main diverses associations favorisant l'immigration illégale en Palestine. Avec ces groupes, très actifs, il lança une politique de représailles anti-arabe, contre la ligne officielle sioniste et transforme le Bétar en groupement de plus en plus paramilitaire. Il était en fait le commandant en chef du groupe terroriste Irgun Tz'vai L'umi.

A la 3e conférence mondiale du Bétar à Varsovie, en septembre 1938, pour la première fois Jabotinsky fut critiqué. A la tête des opposants, qui dressa un « constat de faillite » du sionisme politique, Menahem Begin (qui deviendra chef du Bétar de Pologne quelques mois plus tard). Ce dernier appelle à la troisième phase du sionisme, le « sionisme militaire », qui succède au sionisme classique et au sionisme politique. « Assez de concessions. Nous voulons combattre, vaincre ou périr. » Ce d'autant que les accords secrets passés avec le gouvernement polonais doivent permettre d'augmenter l'immigration illégale en Palestine. Des armes sont également fournies par l'armée polonaise (plus de 5 000 fusils). Au printemps 1939, l'armée polonaise organisera même un stage d'entraînement militaire et de sabotage à Andzychow dans les Carpates pour 25 officiers de l'Irgoun venus de Palestine.

A la suite du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, Jabotinsky se prononça pour la création d'une armée juive destinée à combattre l'Allemagne nationale-socialiste. Cette Légion juive aurait été composée de juifs originaires des pays envahis, des juifs apatrides et des juifs des pays neutres. En février 1940, il se rendit aux États-Unis pour populariser cette idée, et y décéda, d'une crise cardiaque, le 3 août 1940, dans le camp d'été du Bétar à Hunter (État de New York). Le Bétar des U.S.A. avait été créé formellement aux États-Unis en 1929, même s'il était déjà actif depuis deux ans. Dans les années trente, le Bétar fut à la pointe de la contestation antibritannique en Palestine ainsi que de l'Allemagne nazie. Durant et après la Seconde guerre mondiale, le Bétar américain

participa largement à l'envoi d'armes et de ravitaillement à la lutte clandestine terroriste de l'Irgoun et au groupe Stern. Ils opéraient notamment par le biais des cargos Ben Hecht. Le fameux navire *Altalena* (pseudonyme littéraire de Jabotinsky), finalement coulé devant les côtes palestiniennes, avait été financé, armé et équipé par le Bétar américain. En Israël, les membres américains du Bétar ont financé la création et le développement de nombreuses colonies agricoles. Ils ont également participé à diverses associations de soutien et d'actions diverses. Juste avant la guerre des Six Jours de 1967, dix militants du Bétar formèrent la première unité de volontaires qui devait partir pour Israël. Le Bétar possède un camp à Liberty, dans l'État de New York, où des cours d'été sont organisés. Le siège national du Bétar est à New York. Il possède des branches (chapitres régionaux) à Manhattan, le Bronx, Brooklyn, le Queens, Great Neck, Paterson-Fait Lawn, Chicago, Detroit, Philadelphie, Los Angeles ainsi que Toronto et Montréal au Canada.

Les cendres de Jabotinsky, interdites d'entrée en Israël par les sionistes travaillistes, furent finalement transférées à l'été 1964 au Mont Herzl de Jérusalem (voir discours de Menahem Begin, page suivante). Aujourd'hui l'Institut Jabotinsky de Tel-Aviv entretient sa mémoire et conserve une très importante collection de documents sur le mouvement sioniste révisionniste (23).

## Les révisionnistes en Palestine

Dès 1928, les révisionnistes constituèrent la Ligue du 7e Dominion, c'est-à-dire la Palestine, qui comprenait des politiciens juifs et britanniques œuvrant pour la transformation de la Palestine en dominion juif au sein du Commonwealth. La Légion juive devait être recréée et des unités de police juive devaient être également formées. Les milices d'autodéfense étaient en effet « un facteur essentiel de l'éducation de la jeunesse juive » (24). Jabotinsky appuyait alors lourdement les occupants britanniques, ayant estimé que le mouvement révisionniste était trop faible pour combattre à la fois les Anglais et les Arabes. En 1939, l'idéologue de la branche palestinienne des révisionnistes, Abba Ahimeir, affirma même qu'il fallait étendre l'Empire britannique encore plus loin que les Britanniques ne l'avaient prévu. Jabotinsky défendra d'ailleurs l'idée d'un « régime colonisateur » pour les juifs instauré sous l'autorité anglaise. Ce régime devra mettre à la disposition des immigrants des terres en friche, en s'inspirant des méthodes de colonisation mises en pratique au Kenya ou en Rhodésie. Pour Jabotinsky, les Anglais seront gagnants dans un tel système : « Grâce à notre aide, la Grande-Bre-

## DISCOURS DE MENAHEM BEGIN AU RETOUR DES CENDRES DE ZEEV JABOTINSKY

Ce discours fut prononcé à l'aéroport de Tel-Aviv, en 1964, c'est-à-dire vingt-quatre ans après sa mort, David Ben Gourion s'étant toujours opposé jusque-là à son retour, dans la crainte d'une réhabilitation politique du révisionnisme (ce qui se vérifia par la suite).

*« Je déclare ici publiquement à la nation juive sur sa terre, dans ses villes et dans ses villages, sur la montagne et dans la vallée, dans les lieux où elle est dispersée à l'ouest et à l'est, et aux combattants de la liberté dans tous les pays du monde, qu'ils soient proches ou lointains, que quarante-six ans après avoir combattu avec un bataillon de soldats créé sur les collines d'Ephraïm (...) que trente-cinq ans après avoir été condamné à l'exil par l'étranger qui nous gouvernait pour avoir mené la guerre contre lui afin de restaurer de nos jours un État juif et sauver ainsi des millions de Juifs de l'extermination ; que vingt-quatre ans après sa mort dans l'Holocauste dont il nous avait prédit la venue ; que seize ans après l'expulsion de l'étranger de notre terre et la résurrection d'Israël, Zeev Jabotinsky est revenu dans sa patrie.*

*Chef honoré du Bétar, notre père, notre maître et notre rabbi, vous voici revenu dans la terre de vos pères et de vos fils. Vous êtes en retard. Nous vous avons sans cesse attendu depuis le jour où le drapeau d'Israël a été hissé, parmi les drapeaux de toutes les nations libérées du monde, par les mains de ses fils, nos combattants. Nombreux sont les membres de votre nation parmi ceux qui vous ont tant aimé, nombreux sont les étudiants, vos élèves, qui n'ont pas vécu pour voir ce grand jour, ce jour sacré pour tout Israël, car ils ne sont plus, car ils ont été exterminés par l'étranger et par l'ennemi, car ils sont tombés pour la nation et sa rédemption, pour le pays et sa libération, ils ont sanctifié sa liberté en montant à la potence, et ils ont perdu la vie. Leur esprit à tous est avec vous.*

*Pour votre retour, notre chef, nous avons apporté le glaive avec lequel vous avez combattu et dont se sont servi ceux qui ont partagé votre rêve et votre foi, comme vous nous l'avez commandé au cours de votre vie et après vous être séparé de nous. Et pour votre retour et celui de votre femme, qui vous a accompagné au long de votre chemin dans vos souffrances et dans votre action libératrice, c'est bien plus que vos élèves qui vous attendent ; c'est cette nation entière, libérée, à laquelle vous avez sacrifié votre vie jusqu'à votre dernier jour sur cette terre, c'est cette nation qui vous attend dans un respect sacré, avec vénération, avec un grand amour. »*

tagne a déjà beaucoup gagné (...) Parmi les pays de colonisation, un seul se développe à un rythme rapide (...) la Palestine. (...) Les Juifs édifient le seul point d'appui qui appartienne moralement à l'Europe et lui appartiendra toujours (25). »

En 1935, Jabotinsky accorda un entretien très cru à un journaliste juif américain dont il ignorait qu'il fut communiste, Robert Gessner, du *New Masses* : « Le révisionnisme, lui confie Jabotinsky, est naïf, brutal et primaire. Il est sauvage (...) Nous voulons un Empire Juif. Exactement comme il y a l'Empire italien et l'Empire français en Méditerranée, nous voulons un Empire Juif. » Dès qu'il se sentira assez fort, Jabotinsky flirtera alors avec le régime mussolinien, se cherchant un nouveau protecteur.

Dans le même temps, les Révisionnistes, se souciant peu des questions d'équilibre économique ou de pression sociale, menaient campagne pour favoriser l'arrivée en Palestine du plus grand nombre possible de colons juifs, de manière à rendre le processus irréversible. Le mouvement obtint des succès, au moins en faveur de son idéologie, dans les ghettos d'Europe de l'Est et d'Europe centrale. L'Union des vétérans juifs révisionnistes (B'rit HaHayal) comptait 23 000 membres en 1923, le Bétar, l'association de jeunesse révisionniste 100 000 membres dans 26 pays. Le mouvement révisionniste rencontrait toutefois de vives oppositions au sein de l'Organisation sioniste mondiale, en particulier de ses tendances travaillistes et syndicales, pour les tendances totalitaires affirmées. La tension atteindra un sommet avec l'assassinat, en 1933, de Hayim Arlozoroff, leader ouvrier et membre de l'Exécutif sioniste (responsable de l'immigration des juifs allemands), qui fut attribué à deux jeunes révisionnistes, Abraham Stavsky et Zvi Rosenblatt, finalement acquittés l'année suivante. A partir de 1932, les partisans de Jabotinsky dans l'organisation des ouvriers révisionnistes, puis dans la Confédération nationale des travailleurs à partir de 1933-1934 s'emploieront à briser les grèves en Palestine.

Cette année-là, Jabotinsky était pourtant parvenu à un accord avec David Ben Gourion, devant régulariser les relations entre les deux centrales syndicales, Histadrout et Histadrout révisionniste : arrêt des insultes, menaces et violences entre les divers groupes sionistes ; compromis entre l'Histadrout (syndicat travailliste) et le syndicat révisionniste (Fédération nationale des travailleurs), en particulier sur la question controversée des grèves ; suspension du boycott révisionniste des fonds nationaux (en échange duquel les membres du Bétar reçurent à nouveau des autorisations d'immigration en Palestine). Ratifiés par la Conférence mondiale sioniste, seul le volet syndical ne reçut pas d'applications, l'Histadrout ayant rejeté

à une très large majorité tout compromis avec les révisionnistes. Mais cet accord fut finalement rejeté à une très forte majorité par l'Histadrout au cours d'un plébiscite.

Mis à part son action terroriste au sein de l'Irgoun et du groupe Stern (26), les révisionnistes joueront désormais un rôle marginal (11,5 % en 1949 ; 12,6 % en 1955) ou d'opposition au sein du nouvel Israël. Le 14 mai 1948, deux représentants révisionnistes cosignèrent toutefois la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël. Lors de l'élection à la première Knesseth, l'Irgoun et les révisionnistes firent des listes séparées. Après un an de négociations, l'unité fut restaurée sous la forme d'une Union mondiale des sionistes révisionnistes (connue, notamment en France, sous le nom de Hérout). Il faudra attendre 1977, avec Menahem Begin, pour voir les héritiers de Jabotinsky appliquer pour la première fois leurs idées. Le Likoud n'avait pourtant obtenu que 33,4 % des voix.

## Menahem Begin

Un élément essentiel à assimiler est que jusqu'à la victoire de Menahem Begin en 1977, la quasi-totalité des historiens du sionisme – mais aussi des Israéliens eux-mêmes – avaient rejeté dans la frange des fanatiques, voire des lunatiques ou des demi-fous, les révisionnistes. Ben Gourion maintiendra systématiquement l'exclusive contre le Maki (Parti communiste) et le Hérout, dans tous les centres de pouvoir. « Il ne pardonnera jamais, écrit Schattner, la “dissidence” de l'Irgoun et vouera à Begin une haine chargée de mépris, au point de ne jamais le désigner par son nom au Parlement (il l'appellera “le voisin du député Bader”). » En 1977, l'impossible devenait réalité. L'ancien chef du Bétar en Pologne, le factieux, le fasciste Begin accédait au pouvoir.

Lorsque Begin prit ses fonctions de Premier ministre, son premier geste, très significativement, fut de suspendre un grand portrait au mur de son bureau : celui de Zeev Jabotinsky. Le nouveau Premier ministre d'Israël révélait qu'il n'avait rien oublié. Il était toujours cet ancien terroriste, condamné à mort par la justice anglaise, admirateur lui-même d'un théoricien terroriste. Dans la toute première phrase de son discours, après sa victoire électorale, Begin citera également Jabotinsky, son maître à penser depuis sa prime jeunesse. Durant toute sa carrière politique, il n'a d'ailleurs jamais cessé de le citer constamment, dans n'importe lequel de ses discours, écrits, etc.

Âgé seulement de seize ans, il rencontra Jabotinsky à Brest-Litovsk, en 1928, peu après avoir terminé la lecture de *L'État juif* de

Théodore Herzl. Démissionnaire du Hashomer, une association juive marxiste, il avait alors rejoint le Bétar fondé par Jabotinsky cinq ans auparavant : « Lorsque j'eus grandi, je devins, étant étudiant, actif Bétari. Le Bétar était le mouvement populaire des jeunes militants juifs que Vladimir Jabotinsky, la plus grande personnalité juive des temps modernes après Herzl, avait imprégné de son amour et de sa puissance intellectuelle. Durant l'année qui précéda l'explosion de la guerre, j'étais devenu le chef de ce mouvement en Pologne, un pays qui comptait des millions de Juifs pauvres, persécutés et rêvant de Sion. Mes amis et moi, nous nous employions à éduquer une génération qui devait être préparée non seulement à peiner pour la reconstruction d'un État juif, mais aussi à combattre pour lui, à souffrir pour lui, et, s'il le fallait, à mourir pour lui. Tandis que nous nous étions engagés dans cette tâche de former la jeunesse et d'organiser son rapatriement en Eretz Israël – sans la permission des Anglais – surgit en Eretz Israël même, comme l'annonciateur de la renaissance nationale juive, le premier élément d'une puissance hébraïque : l'Irgoun Zwai Leoumi, avec son grand et mystérieux chef, David Raziel, et son lieutenant, Abraham Stern, un homme sérieux, calme et convaincant. C'est alors qu'avaient commencé les premières contre-attaques contre ceux qui songeaient à notre destruction, et que nos première armes avaient été forgées. Rassembler les armes, former des instructeurs, rompre avec la politique de craintive réserve que des chefs juifs timorés avaient adoptée dans les attaques arabes, forcer les portes verrouillées du pays – tout cela nous était apparu, à mes amis et à moi, ainsi qu'à ces milliers de jeunes Juifs, comme une œuvre de sublime justice. Et participer à une telle entreprise est pour nous un devoir solennel (1). »

Dans les années trente, le Bétar comptait environ 40 000 membres en Pologne, ce qui en faisait le premier mouvement de jeunesse et la première section du Bétar dans le monde. Lenni Brenner est l'un des rares à s'être intéressé au véritable itinéraire de Menahem Begin à cette époque. Dans son livre, il rappelle que Begin passe pratiquement sous silence ses activités dans les années trente. Or il était déjà un responsable du Bétar suffisamment important, pour siéger à l'âge de 22 ans à la présidence lors de la conférence révisionniste de Varsovie en 1937, où il s'opposa à Jabotinsky. Et en 1939, il avait été nommé chef du Bétar de Pologne.

Si aucun texte de Begin n'a pu être retrouvé, bien qu'on en soupçonne l'existence, on sait toutefois qu'il rejoignit la branche la plus radicale (c'est-à-dire la plus proche des fascistes) du mouvement révisionniste, celle qui était idéologiquement associée au B'rit HaBiryonim (le groupe des brutes). Begin était en outre un ami

personnel de Abba Ahimeir (27), l'idéologue extrémiste révisionniste, qui fut expulsé de Palestine vers la Pologne en 1935, ainsi que de von Weisl, qui se rendait régulièrement à Varsovie pour négocier avec le gouvernement polonais. Il était également un ami intime de Nathan Yalin-Mor et un admirateur d'Abraham Stern.

Après la Seconde Guerre mondiale, comme leader du parti Hérout (Liberté) dans le nouvel État hébreu, Begin fera d'ailleurs travailler Ahimeir et von Weisl au quotidien du parti. C'était pourtant le même Abba Ahimeir qui avait écrit : « Oui, nous les révisionnistes nous avons une grande admiration pour Hitler. Hitler a sauvé l'Allemagne. Autrement, elle aurait péri en moins de quatre ans. Et s'il abandonne son antisémitisme, nous pourrons faire un bout de chemin avec lui. »

Lorsque Begin se rendit pour la première fois aux États-Unis, en décembre 1948, un groupe d'intellectuels et de savants juifs, dont Albert Einstein, Hannah Arendt et Sydney Hook envoyèrent une lettre ouverte au *New York Times* (28), où il exposait les principes politiques de Begin. Pour eux, le parti Hérout est « un parti politique très proche dans son organisation, ses méthodes, sa philosophie politique et sa doctrine sociale aux partis nazi et fasciste (...) Ils ont prêché un mélange d'ultranationalisme, de mysticisme religieux et de supériorité raciale (...) Ils ont proposé un système de syndicats corporatistes calqués sur le modèle du fascisme italien. » Dans les années qui suivirent la guerre, Begin ne reniera rien de ses idées extrémistes, puisqu'il signa même des articles dans la revue argentine des exilés de l'ex-Garde de fer roumaine (18).

Au moment de la déclaration de guerre soviéto-polonaise, le 1er octobre 1939, les Begin choisissent l'Est. Arrivé à Vilna, il aurait été, selon ses dires, arrêté par le N.K.V.D. comme chef du Bétar de Pologne et « activités antisoviétiques ». Ce n'est que deux ans plus tard que Begin serait sorti de la prison de Lukishki au début de juin 1941, à la suite du déclenchement de la guerre de l'Allemagne contre l'Union soviétique. Arrivé après bien des péripéties en Palestine avec l'armée polonaise, en mai 1942, sa tête fut rapidement mise à prix par la police britannique, qui offrit pour sa capture la somme la plus élevée jamais proposée. Dès le 1er février 1942, il rendit publique sa déclaration comme chef de l'Irgoun, dite *Proclamation au peuple hébreu de Sion* où il déclare la « guerre à l'Angleterre ». Car, dit-il, « il ne peut plus exister de trêve entre le peuple hébreu et sa jeunesse et l'administration britannique de Palestine qui livre nos frères à Hitler ». Ainsi réclama-t-il « le transfert immédiat de la souveraineté de la Terre d'Israël entre les mains d'un gouvernement hébreu provisoire » et il invite la jeunesse juive à « brandir







# MENAHEM BEGIN, MORENOU VE RABENOU VE MEFAKDENOU N'EST PLUS

Nous inclinons notre douleur devant cette disparition cruelle qui frappe la Nation juive. Il était le plus illustre des disciples de Zeev Jabotinsky, le Bétari fidèle à son idéal, le commandant de l'Irgoun Zvai Léoumi, qui amena à la Rédemption nationale, le parlementaire sourcilleux de la défense d'Israël et le Premier ministre du courage et de la lucidité.

Homme d'honneur et de probité, patriote intransigeant, défenseur de l'unité du peuple d'Israël et de l'intégrité de sa Terre, Menahem Begin incarnait la noblesse juive, la synthèse entre la vision prophétique et l'action, la détermination et la foi en l'Eternel et en l'éternité d'Israël.

Il a su attirer à lui tout le peuple, rendre leur dignité à toutes les parties de la Nation, ramener en Israël les Juifs exilés, construire sur toute l'étendue d'Eretz Israël occidentale libérée, étendre le bras de Tsahal au-delà de ses frontières, frapper les ennemis et assurer la paix dans la sécurité.

Nous, qui l'avons suivi dans les heures difficiles de la Résistance et de l'éducation des générations qui l'ont porté au gouvernail de l'Etat,

nous qui n'avons pas attendu pour savoir qu'il était dans la droite ligne des Prophètes d'Israël, continuerons sur la voie qu'il nous a tracée et dans la fidélité à son enseignement.

Que soit bénie sa mémoire. Son souvenir restera vivant.

**Au garde à vous, vos disciples vous adressent un dernier Tel-Haï, Monsieur Menahem Begin.**

**BETAR DE FRANCE**
**TAGAR DE FRANCE**
**HEROUT DE FRANCE**

*Hommage mortuaire des sionistes révisionnistes à l'ancien chef du Bétar de Pologne, Menahem Begin (et Premier ministre d'Israël). On remarquera le côté profondément mystique de la déclaration. A noter la carte d'Eretz Israël en haut à droite.*

le drapeau de la révolte ». Cet appel ne sera pas suivi d'effet avant deux ans.

En fidèle disciple de Jabotinsky, lorsqu'il devient Premier ministre, en 1977, Begin affirmera aussitôt que l'ensemble de la politique israélienne menée pour annexer la Palestine est légitime : « On ne peut annexer que des terres étrangères. Celle-ci est une terre libérée (29). » Le sionisme devient dès lors un mouvement de libération nationale qui libère les terres arabes de leurs habitants aborigènes. « Si vous reconnaissez la réalité "Palestine", vous mettez en échec votre droit de vivre à Ein Hahoresh, devait-il dire dans ce kibboutz en territoire occupé. Si cette contrée est la Palestine et non pas la terre d'Israël, alors vous êtes des conquérants et non pas des travailleurs de la terre. Si c'est la Palestine, alors elle appartient au peuple qui vivait ici avant votre arrivée. Si c'est la terre d'Israël, alors vous avez le droit de vivre à Ein Hahoresh et à Deganiyah. »

Si on rappelle aujourd'hui qu'il signera la paix avec l'Égypte, on oublie de rappeler en général la destruction de la centrale nucléaire irako-française d'Osirak en 1981, acte de terrorisme pur commis par un État souverain contre un autre État souverain en pleine période de paix, ainsi que l'éradication de l'O.L.P. au Sud-Liban en 1982 lors de l'opération « Paix en Galilée » (massacres de Sabra et Chatila, une guerre de trois ans qui devait durer 48 h, 600 soldats tués). En s'appuyant sur les nouveaux immigrants pauvres, il lancera surtout un énorme programme de colonisation intensive pour que la Cisjordanie devienne à jamais la Judée-Samarie. Il sera suivi par son successeur, Yitzhak Shamir, autre ancien terroriste, pour qui « Eretz Israël appartient au seul peuple d'Israël et à lui seul (et que la paix n'oblige pas à) renoncer à un pouce du patrimoine sacré ». En 1977, à l'arrivée de Begin, il y avait 5 000 colons dans les territoires occupés. Ils sont aujourd'hui 120 000.

## Notes

1. Plon, 1953 ; réédité et remanié à La Table ronde, 1971. Sur Menahem Begin : Eytan Haber, *Menahem Begin*, Stock, 1978 ; Eric Silver, *Begin, a biography*, Weidenfeld, 1984.

2. Herzl écrit : « Cet État juif, en Palestine, constituerait une partie du rempart de l'Europe contre l'Asie. »

3. Lettre du 9 juin 1895, T. I, p. 56.

4. Pour une approche antisioniste, on consultera l'ouvrage clair et synthétique de Roger Garaudy, *Palestine, terre des messages divins*, Albatros, 1986. Voir également, Roger Garaudy, *L'Affaire Israël, le sionisme politique*, Papyrus, 1983, et

Ralph Schœnman (membre du Parti communiste internationaliste), *L'Histoire cachée du sionisme*, Selio, 1988.

5. W. Rabbi, *Un peuple de trop sur terre*, Les Presses d'aujourd'hui, 1979.

6. Motion adoptée le 10 novembre 1975 par 72 voix pour, 35 contre et 32 abstentions.

7. Sur l'histoire du sionisme révisionniste et de la droite israélienne au sens large, le meilleur ouvrage en français est certainement celui de Marius Schattner, *Histoire de la droite israélienne*, Éditions Complexe, 1991. Remarquablement bien documenté, ce livre très accessible comprend de nombreuses notes, une bibliographie, des repères chronologiques et un index. Nous l'avons largement utilisé dans ce chapitre. Les ouvrages universitaires les plus importants sont Walter Laqueur, *A History of Zionism*, New York, 1972 (*Histoire du sionisme*, 2 volumes, Gallimard/Tel, 1994) ; Lenni Brenner, *Le Mur d'acier : le révisionnisme sioniste de Jabotinsky à Shamir*, Zed Books, 1984 ; Jacob Schechtmann, Yehuda Benari, *History of the Revisionist Movement*, vol. I, Tel Aviv, 1970 ; Adolf Böhm, *Die Zionistische Bewegung*, Bd. 2, Berlin, 1937 ; Joseph Shehtman, *Rebel and Statesman. The Vladimir Jabotinsky Story* (3 volumes, dont *The Early Years*, New York, 1956 ; *The Last Years*, New York, 1961) ; Ya 'akov Ya'ari-Poleyskin, *Ze'ev Jabotinsky yotser hagdudim* (*Zeev Jabotinsky, créateur des Bataillons juifs*), Mitspeh, 1941. Les écrits de Jabotinsky sont disponibles en hébreu : *Ketavim* (*Écrits*), Jérusalem, Ari Jabotinsky, 1949, 18 volumes.

8. Plusieurs livres lui ont été consacrés, notamment Shulamit Laskov, *Trumpeldor. Sipur Hayav* (*Trumpeldor, une biographie*), Shikmona, 1972 ; Pessah Lipovetsky, *Yoseph Trumpeldor*, Semel, 1924 ; Menahem Poznanski, *Me-Haye Yoseph Trumpeldor* (*La Vie de Joseph Trumpeldor*), 'Am 'Oved, 1953 ; Joseph Trumpeldor, *Mikhtavim* (*Les Lettres de Trumpeldor*), 'Am 'Oved, 1946.

9. D'autres responsables de haut niveau de l'armée israélienne ont commencé leur carrière dans l'armée tsariste, mais se mirent ensuite au service des Soviets communistes. Les deux plus célèbres sont le major-général Yohanan Rattner (1891-1972) et Yitshak Sadeh (1890-1952). Le premier, né en Russie, avait étudié l'architecture en Allemagne. Reçu au concours des officiers de l'armée tsariste à 19 ans, il fut bloqué dans son avancement en raison de sa religion. Durant la Première Guerre mondiale, il servit dans un régiment cosaque, avant de devenir commandant de bataillon dans l'Armée rouge. Arrivé en Palestine en 1923, il prit la tête de la Haganah en 1938. Après l'indépendance, il dirigea le département de la planification des Armées (Yohanan Rattner, *Ma vie et moi-même*, Tel Aviv, Schocken, 1978).

Le second, à la pittoresque personnalité, servit durant la Première Guerre mondiale comme sergent avant de diriger une compagnie de l'Armée rouge. Ayant émigré en Palestine en 1920, il se consacra à l'art militaire et fut un temps chef du commandement général de la Haganah. Fondateur et premier commandant du Palmach (les unités d'élite de la Haganah), il dirigea par la suite le corps des blindés durant la Guerre d'indépendance. Il a notamment publié *Ketavim*

(*Écrits*), Hakibbutz Hameuchad, 1980.
10. Par exemple, le mouvement de gauche travailliste Gdoud Ha'avoda (Bataillon du travail) se réclame de l'idéologie de Trumpeldor. Tel Haï, qui est déjà un important centre universitaire israélien (onze unités d'enseignement et 4 500 étudiants actuellement), va devenir la technopole du Nord d'Israël dans les prochaines années.
11. Son commandant en chef, le colonel John H. Patterson, également auteur d'un traité sur la chasse aux lions (1916), a publié une histoire de cette unité. Consulter aussi les *Lettres* de Trumpeldor et les différentes biographies de Trumpeldor.
12. Jabotinsky retracera son activité dans une *Histoire de la Légion juive*, parue en Russie en 1928 et en Angleterre en 1945.
13. Lord Balfour était soumis à l'influence du B'naï B'rith. Voir Emmanuel Ratier présente, *Mystères et Secrets du B'naï B'rith*, Facta, 1994. Cf. aussi Leonard Stein, *The Balfour declaration*, Vallentine, 1961. Il est méconnu que les premières bases juives du « foyer national juif » étaient situées dans le « Doigt de Galilée », la zone française d'occupation, à la suite des accords de Deauville (septembre 1919) entre la France et la Grande-Bretagne. Après l'occupation de Damas et l'éviction de Fayçal, la région fut finalement rattachée à la Palestine. La France aurait-elle pu être en guerre ouverte avec le futur État hébreu ?
14. Cette société secrète juive est systématiquement passée sous silence dans les études sur le sionisme.
15. Voir Joseph Schechtman, *The Jabotinsky-Slavinsky agreement* (*L'Accord Jabotinsky-Slavinsky*), Jewish Social Studies (octobre 1955). Simon Petlioura sera abattu le 25 mai 1926 à Paris par Chalom Schwarzbard, un juif communiste soviétique, qui voulait officiellement venger les victimes des pogromes. Il fut finalement acquitté après un procès retentissant.
16.Cité par A. Taylor, *The Zionist Mind. The origins and development of Zionist Thought*, Institute for Palestine studies, 1974.
17. *Tribune juive*, 17 décembre 94, citant notamment Amon Rubinstein, *Le Rêve et l'Histoire*, Calmann-Lévy.
18. Cité par Tom Seguev, *Le Septième million*, Liana Levi, 1993.
19. *Œuvres*, vol. 11, p. 320. On note ici l'influence maçonnique sur Jabotinsky, lui-même franc-maçon.
20. Alain Dieckhoff, *L'Invention d'une nation*, Gallimard, 1993. Voir aussi *The Life and Times of Vladimir Jabotinsky*, Eshel Books, 1986.
21. Nous avons choisi la graphie Bétar de préférence à celle, plus exacte pourtant, de Betar. Sur le Bétar, il n'existe aucun ouvrage en français. On pourra consulter (en hébreu) : H. Ben Yeruham, *Sefer Betar, Korot u-Mekorot* (1969), *Brith Trumpeldor, This is Betar* (1956) ; J.B. Schechtman, *V. Jabotinsky Story* (2 volumes, 1956-1961) ; B. Lubotzky, *Ha-Zohar u-Vetar* (1946) ; E. Even, *Songs of Betar* (1958) ; *Brith Trumpeldor, Generation to Generation* (1958).
22. Ce qui est exact, bien que divers auteurs (même contemporains) prétendent le contraire. Les S.A. n'adoptèrent d'ailleurs que tardivement cette cou-

leur, à la suite de l'achat par le N.S.DA.P. d'un lot de chemises brunes d'été de l'armée autrichienne.

23. La bibliothèque comprend plusieurs dizaines de milliers de livres ainsi qu'un musée du Bétar, de l'Irgoun, et du mouvement révisionniste. L'Institut publie le périodique trimestriel *Pirsumim*. Nous remercions ici l'Institut pour son obligeance.

24. *Jewish Encyclopaedia.*

25. *Rassviet*, 19 avril et 15 mai 1924.

26. Voir les chapitres spécifiques consacrés à la Hagana, l'Irgoun et le groupe Stern.

27. Voir les chapitres sur les liens entre sionisme révisionniste, fascisme et national-socialisme. Cf. également *Yaacov Shavit, Jabotinsky and the Revision*ist *movement*, Franck Cass, 1988.

28. 4 décembre 1948.

29. *L'Express*, 23 mai 1977.

*« Pour que le sionisme réussisse,*
*il faut un État hébreu, un drapeau et une langue.*
*C'est ce que comprend votre fasciste Jabotinsky. »*
Benito Mussolini
au Grand Rabbin d'Alexandrie (août 1935).

# LES RÉVISIONNISTES ET LE FASCISME

## L'école navale du Bétar en Italie fasciste

Si les relations entre nationaux-socialistes et sionistes révisionnistes sont méconnues, on ignore en général totalement les relations cordiales qu'ont entretenues les dirigeants sionistes (y compris ceux qui n'étaient pas révisionnistes) et le régime fasciste de Mussolini. Seuls quelques textes rappellent que la réputation de « fascisme » a longtemps collé au révisionnisme sioniste. Avant la Première Guerre mondiale, Jabotinsky avait déjà développé une théorie sur les fondements raciaux des nations dans un essai intitulé *Race et Nationalité.* Il y soutenait que toutes les nationalités avaient des caractéristiques raciales différentes et que la race déterminait les mentalités.

Une nation, telle que Jabotinsky en concevait le type idéal, devait se caractériser par son « spectre racial », habiter depuis des temps immémoriaux un territoire spécifique sans mélange d'étrangers, être dotée d'un langage et d'une religion uniques, enfin posséder une tradition historique ininterrompue. « Sa théorie psycho-raciale fait qu'entre ses énoncés et ceux des fascistes, les ressemblances sont frappantes. Ses formules concernant la disci-

pline, l'individu et l'État évoquent bien souvent les nombreuses proclamations à la Mussolini (1). » Ces parallèles historiques suffisent à faire comprendre les accusations rapprochant le révisionnisme du fascisme italien.

« Avant d'arriver au pouvoir, Mussolini avait déjà lancé en Italie une ardente campagne contre les organisations socialistes et ouvrières de même que les révisionnistes en Palestine. En Italie, les premiers "fasci" étaient des partisans d'une intervention italienne dans la Première Guerre mondiale qui, tel Mussolini, avaient quitté le parti socialiste. Or Jabotinsky et même les membres de "l'Alliance des Brutes" avaient fait leurs débuts à gauche (1). » Le mouvement sioniste en Palestine, comme on le verra un peu plus loin, était passé sous le contrôle à la fin de 1930 des révisionnistes, mené par un ancien leader travailliste, animateur de Jeune travailleur, tombé ensuite dans une totale admiration de Mussolini, Abba Ahimeir.

Dépourvu d'animosité à l'égard des juifs, Benito Mussolini considérait les organisations sionistes révisionnistes comme d'authentiques mouvements fascistes. C'est ainsi qu'il fit entraîner à partir de novembre 1934, à la demande de Jabotinsky, un escadron complet du Bétar à la Scuola Maritima de Civitavecchia, dirigée par des chemises noires. Les détails rapportés (2) lors de l'inauguration du quartier général des escadrons italiens du Bétar, en mars 1936, démontrent à quel point les Bétarim s'étaient identifiés au régime mussolinien : « Un triple chant ordonné par l'officier commandant l'escadron : "Viva L'Italia ! Viva Il Re ! Viva Il Duce !" résonna, suivi de la bénédiction que le rabbin Aldo Lattes invoqua en italien et en hébreu pour Dieu, pour le Roi et pour Il Duce... "Giovinezza" (l'hymne du parti fasciste) fut entonné par les Bétarim avec beaucoup d'enthousiasme. » Mussolini devait en outre recevoir officiellement les promotions de Bétarim en 1936.

Dans cette école fasciste furent ainsi formés 162 marins juifs qui « plus tard jouèrent un rôle important dans la création de la marine militaire et marchande israélienne » (3). Le Roch Bétar, c'est-à-dire Jabotinsky, avant leur départ, leur avait donné des instructions : « Ne critiquez pas le régime présent qui vous a offert la possibilité de suivre des études dans l'école marine. Ne critiquez pas non plus le régime passé. Si on vous demande quel est votre credo politique, répondez : "Je suis sioniste, mon idéal est l'État juif. Dans mon pays, je m'oppose à la lutte des classes." » Par la suite, des relations perdurèrent avec le régime italien. Nathan Yalin Mor, qui succéda quelques mois à Abraham Stern, à la tête du groupe terroriste du même nom, a par exemple reconnu que des contacts avaient existé entre un agent qui se disait mandaté par le gouverne-

ment fasciste italien et l'Irgoun en vue d'une collaboration politique et militaire (4).

A la suite de la création de la Nouvelle Organisation Sioniste (N.O.S.), scission de l'Organisation sioniste mondiale, Jabotinsky obtint de Mussolini que le premier congrès de son mouvement se tienne à Trieste en 1935, affirmant haut et fort que cela ne le gênait nullement que le congrès fondateur de son mouvement se tienne en Italie fasciste. Finalement, le congrès se déroula à Vienne, mais Jabotinsky en profita, à la fin du congrès, pour visiter l'académie de Civitavecchia.

## Ben Gourion, Weizmann et Mussolini

Jabotinsky ne devait toutefois jamais rencontrer officiellement Mussolini, mais prit sa défense lors de conférences et dans une série d'articles aux États-Unis (5). Si Jabotinsky, à la différence de ses lieutenants, ne se proclama jamais fasciste ou national-socialiste, il était considéré comme tel par de nombreux responsables juifs. Weizmann attribua toujours le meurtre du responsable syndical Arlozoroff, en 1933, aux « fascistes du Bétar ». Ben Gourion, dans sa correspondance, fait de manière routinière allusion à « Vladimir Hitler » et va jusqu'à appeler les nazis les « révisionnistes allemands ». De même, Chaïm Weizmann, futur premier président d'Israël, dénonce l'hystérie politique du « style Hitler » des révisionnistes et affirme que cette doctrine ressemble à « l'hitlérisme sous sa pire forme ». La couleur brune des chemises des Bétarim n'arrangea d'ailleurs rien : ses défenseurs disaient qu'elle était copiée sur la couleur de la terre de Palestine, ses adversaires qu'elles s'inspiraient (voire avaient inspiré) de celle des S.A. allemands. En 1932, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire travailliste parle des révisionnistes comme d'« enfants jouant avec une croix gammée ». C'était semble-t-il aussi l'avis des grands chefs fascistes.

En 1935, Mussolini n'hésita pas à confier à David Prato, futur grand rabbin de Rome : « Le sionisme pour réussir a besoin d'un État juif, d'un drapeau juif et d'une langue juive. Celui qui l'a vraiment compris c'est votre fasciste, Jabotinsky (6). » L'un des principaux collaborateurs de Jabotinsky, Wolfgang von Weisl, trésorier du mouvement révisionniste et responsable du mouvement en Palestine avec Hahimeir, était aussi direct. Dans un entretien à un journal diplomatique juif, « il s'affirma personnellement comme un supporter du fascisme, et qu'il se réjouissait de la victoire de l'Italie fasciste en Abyssinie, qu'il voyait comme un triomphe de la race blanche contre la race noire (7) ».

Plus généralement, les dirigeants sionistes, qui misaient sur son opposition à l'Angleterre (et donc à l'abandon de la Palestine par les Britanniques), avaient pris contact avec Mussolini dès 1922. Nullement antisémite et venu de la gauche socialiste, Mussolini avait toujours travaillé notamment avec des israélites et il y avait une espèce de tradition juive dans la politique d'unification de l'Italie avec Mazzini, Garibaldi, Cavour, Farini et De Pretis. Le Duce reçut donc les premiers sionistes, peu après sa marche sur Rome d'octobre 1922, dès le 20 décembre 1922, après qu'il eut certifié au grand rabbin de Rome qu'il ne tolérerait aucune menée antisémite. En effet la neutralité ou le ralliement des sionistes envers Mussolini n'était dicté que par un seul et unique critère : la position de l'Italie vis-à-vis du sionisme. La première rencontre ayant été jugée constructive, Chaïm Weizmann fut reçu par Mussolini le 3 janvier 1923.

L'autobiographie de Weizmann, rédigée après guerre, est évidemment volontairement vague et lacunaire sur cet entretien (8), mais on dispose par chance des minutes que l'ambassade britannique à Rome s'était procurées. C'est ainsi qu'on sait aujourd'hui que Weizmann demanda notamment à Mussolini la permission de nommer un juif italien à la commission chargée des implantations en Palestine. Weizmann savait que les Italiens verraient cela comme une tolérance fasciste, au minimum officieuse, envers la communauté juive et que cela rassurerait les sionistes italiens. D'un autre côté, ce geste coûtait peu à Mussoloni qui, du coup, s'attirait le soutien (ou la neutralité) de la diaspora juive. La politique étrangère du fascisme prit par la suite un tour de plus en plus favorablement vers un soutien au sionisme, à la suite de rapports des consuls italiens en Palestine qui avaient pu constater de visu que les immigrants ne jouaient pas la carte britannique et souhaitaient réellement l'indépendance du pays. C'est pour cette raison qu'à nouveau le 17 septembre 1926, Chaïm Weizmann fut reçu par Mussolini, avant que Nahum Goldman, président de l'Organisation sioniste mondiale, ne le soit le 26 octobre 1927.

Il existait en outre de nombreux soutiens sionistes au sein du fascisme. En 1927, le grand rabbin de Rome Sacerdoti donna par exemple un entretien au journaliste Guido Bedarida : « Le Professeur Sacerdoti est persuadé que nombre des principes de base du fascisme comme l'observance des lois de l'État, le principe d'autorité, l'exaltation des valeurs religieuses, une volonté de renforcer moralement et physiquement la famille et l'individu, la lutte pour une augmentation de la production, et une lutte contre le malthusianisme, ne sont rien d'autre, peu ou prou, que des principes du Judaïsme. » Le leader idéologique du sionisme en Italie, Alfonso

Pacifici, (homme très pieux qui donna une nouvelle dimension spirituelle au sionisme) était également convaincu, comme il le confia à plusieurs journaux, que les nouvelles conditions réunies par le fascisme en Italie était une chance de renaissance pour la communauté juive italienne. Il estimait même avoir été un précurseur, se rattachant à la « tendance spirituelle du fascisme » bien avant que cela ne devienne la règle de l'Italie. En octobre 1932, pour le 10e anniversaire de la Marche sur Rome, Pacifici louangea le fascisme italien et condamna ses copies étrangères : « Des différences radicales entre le vrai et authentique fascisme – le fascisme italien – et les mouvements pseudo-fascistes dans d'autres pays qui utilise les hobbies les plus réactionnaires, et notamment l'aveugle et débridée haine des Juifs, comme moyen de détourner les masses de ses vrais problèmes, des véritables causes de sa misère et des vrais coupables. »

### L'Alliance des brutes fait l'apologie du fascisme

Minoritaire dans les mouvements sionistes, certains révisionnistes, souvent venus des rangs socialistes comme Mussolini, allèrent très loin dans le soutien au régime fasciste. En particulier sous l'influence d'Abba Hahimeir (1897-1962), animateur de la tendance maximaliste des révisionnistes. A la suite de la mort de son frère, tombé dans les rangs de l'Armée rouge, il vouera une haine sans pareille au communisme, mal absolu et ennemi du sionisme. A Vienne, il soutiendra une thèse de philosophie sur *Le Déclin de l'Occident* d'Oswald Spengler et deviendra docteur en philosophie. Arrivé en Palestine en 1924, il rédigera en secret en 1926 *Le Livre des Sicaires*, une apologie du terrorisme individuel dédié à Charlotte Corday et à Fanny Kaplan (qui avait tiré sur Lénine en 1918). Encore adhérent d'un parti de gauche antimarxiste, il finira par être mis à l'index. Il rejoindra les révisionnistes et créera sa propre organisation clandestine, ne regroupant que des « chefs et des soldats », le Brit Ha-Byrionym (c'est-à-dire l'« Alliance des Brutes » ou des « Brigands »), avec le poète Uri Zvi Greenberg et le médecin-écrivain Yeoshua Yevin.

Greenberg (1896-1971) est un grand poète qui inspirera des générations d'activistes, jusqu'au Goush Emounim (Bloc de la foi) dans les années soixante. Sa poésie mystique est à base de sacrifice, de vengeance, d'apocalypse et de rédemption. Pour lui, l'Arabe n'est même pas un adversaire, mais un usurpateur qui occupe illégalement la terre d'Israël, c'est un « Arabe-Loup » assoiffé du sang juif. L'Anglais, lui, représente l'empire chrétien bientôt déchu, lié au

Croissant par haine d'Israël. Yeoshua Yevin, qui suit les questions sociales, sera le plus actif dans la manipulation des masses ouvrières, dénonçant les scandales de l'Histadrout, le syndicat travailliste. Il sera à l'origine de la création de noyaux révisionnistes antimarxistes, qui obtiendront une audience beaucoup plus importante après les émeutes arabes de 1929. Ce sont ces groupes qui, en particulier dans les années trente, casseront les grèves de l'Histadrout, sapant la puissance du syndicat. Les propriétaires de plantations collaboreront en effet avec les révisionnistes, comme à Kfar Saba en 1930, pour briser les grèves en engageant des membres du Bétar.

Tombé sous le charme du fascisme, et plus généralement des régimes totalitaires européens, Hahimeir publia d'ailleurs dans son journal une chronique (huit articles de septembre à novembre 1928), dite *Carnets d'un fasciste* (*Yomen shel Fascisti*), dont une s'intitulait *A l'arrivée de notre Duce*, pour saluer l'arrivée de Jabotinsky. Ils appelaient Jabotinsky à se proclamer Duce de Palestine, mais ce dernier refusa énergiquement. Il devint toutefois *Roch Betar*, c'est-à-dire l'équivalent de *Duce* du Bétar. Par la suite, en août 1932, à la 5e Conférence mondiale révisionniste, Abba Hahimeir et Wolfgang von Weisl, les deux grands dirigeants du révisionnisme palestinien, proposeront à nouveau que Jabotinsky prenne le titre de *Duce* de la fraction qu'il contrôlait au sein de l'Organisation sioniste mondiale

Sans calquer platement les côtés les plus spectaculaires des dictateurs européens, Jabotinsky s'inscrit pourtant clairement, selon la plupart de ses biographes, dans cette tradition autoritaire. 1932-1933 correspondent à un tournant, quand Jabotisnky décide de scissionner de l'Organisation sioniste mondiale et de créer sa propre organisation. Et, ce en opposition avec l'exécutif révisionniste, qui le mit en minorité et...qu'il fit aussitôt battre en organisant un plébiscite à la base. Dans une lettre de décembre 1932, il écrit : « Le temps est apparemment venu où il faut qu'il y ait un contrôle unique du mouvement, un “chef”, même si je déteste le mot. Très bien, s'il en faut un, il y en aura un. » Jabotinsky ne pouvait évidemment pas perdre ce vote : pour les dizaines de milliers de chemises brunes du Bétar, il représentait le militarisme qu'ils appelaient de leurs vœux face à un exécutif embourgeoisé du même type que celui de la clique de Weizmann. L'officieuse *Histoire du mouvement révisionniste* indique qu'après une discussion pour savoir sur quelles bases il fallait construire le nouveau mouvement, il fut adopté « une structure hiérarchique de type militaire ».

Cette attirance pour les régimes totalitaires est également partagée par les journalistes et écrivains de l'époque : Jabotinsky figure par exemple dans le livre d'Anatole de Monzie, *Destins hors-série*,

aux côtés du maréchal Pilsudski ou de Primo de Riveira.

Dénonçant le parlementarisme et la démocratie, Ahimeir prônait un système politique de type fasciste. « Je ne suis pas un démocrate et je suis fermement convaincu que la seule forme de gouvernement possible est celle d'une minorité active régnant sur la majorité passive. » Pour Hahimeir, le Messie (politique) ne viendra pas « à dos d'âne, comme un indigent, mais sur un tank ». Les trois haines de Ahimeir, considéré à partir de 1930 comme le principal chef et idéologue révisionniste en Palestine (Jabotinsky étant interdit d'entrée par les Anglais), sont « la haine sacrée » de l'Arabe, ces « sauvages du désert », la gauche et l'organisation sioniste qui brade Eretz Israël. Ce même Abba Hahimeir n'hésitera pas à écrire par la suite dans son journal, *Hazit Haam* : « Si ce n'était l'antisémitisme de Hitler, nous ne serions pas opposés à son idéologie. Hitler a sauvé l'Allemagne. » Ahimeir saluera également la nomination du Führer dans un article où il citait le nom d'Hitler parmi d'autres « noms brillants » : Mustafa Kemal Atatürk, Jozef Pilsudski, Eamon de Valera et Benito Mussolini.

Quelques mois auparavant, le journal du Bétar aux États-Unis, *Betar Monthly*, indiquait : « Quand des responsables provinciaux de l'insignifiant sionisme de gauche, comme Berl Locker, appelle les Révisionnistes et les Bétarim des Hitlériens, cela ne nous gêne pas (...) Locker et ses amis tentent de faire de la Palestine une colonie de Moscou avec une majorité arabe, au lieu d'une majorité juive, avec un drapeau rouge au lieu d'un drapeau blanc et bleu, avec l'Internationale à la place du Hatikvah (...) Si Herzl était un fasciste et un hitlérien, s'il faut une majorité juive des deux côtés du Jourdain, si un État juif en Palestine est capable de résoudre les problèmes économiques, politiques et culturels de la nation juive, c'est de l'hitlérisme, alors nous sommes des Hitlériens. »

## « Exterminer physiquement » nos adversaires

Pour Hahimeir, paraphrasant Oswald Mosley, « le siècle appartient à la jeunesse et aux dictateurs. » Ni farfelu ni marginal, Ahimeir, principal leader du mouvement révisionniste en Palestine dans les années trente – répétons-le – ne se reniera jamais. En mars 1962, peu avant sa mort, il écrit encore : « Ce n'était ni Kerensky ni Weimar qui pouvaient combattre le bolchevisme, mais le fascisme italien au début de sa route (...) un régime qui comptait pour admirateurs à l'époque des Winston Churchill, Bernard Shaw et Emil Ludwig. » A son enterrement, Menahem Begin fera d'ailleurs l'éloge de celui qui fut à la fois « un pionnier, un combattant, un révolté

[digne d'entrée dans le] Panthéon des grands d'Israël ». Si Jabotinsky critiqua souvent vivement Hahimeir et son groupe – leur demandant de garder le silence, car leurs écrits étaient « comme un coup de poignard dans le dos » –, jamais il ne les répudia ni ne s'en sépara officiellement. Il était, selon les historiens du mouvement, aussi hostile à leur montée en puissance qu'à leur exclusion : « Il faut le feu et l'eau pour créer l'État juif » déclarera-t-il un jour aux adversaires de Hahimeir. Et c'est en outre sur la tendance la plus extrémiste, celle d'Hahimeir, qu'il s'appuiera quelques mois plus tard pour reprendre le contrôle de son mouvement, en quittant l'Organisation sioniste.

L'organisation secrète de l'Alliance des Brutes a été fondée secrètement par Hahimeir et une quarantaine de révisionnistes maximalistes. Leurs objectifs vont beaucoup plus loin que ceux de Jabotinsky, finalement considéré comme un modéré ne se donnant pas les moyens de vaincre. Les objectifs fixés par les Sionistes révolutionnaires à leur première réunion sont clairs : recruter de nouveaux membres, trouver des armes, préparer des attentats. Son organisation, en rapide développement, ne se relèvera pas toutefois de l'assassinat du responsable de l'Agence juive Haïm Arlozoroff en 1933 (9). La structure de cette véritable garde privée et vraie troupe de choc avait été copiée, par Ahimeir, sur les squadristes italiens, dans le but de provoquer un affrontement général (et final) avec les sionistes travaillistes : « Nous devons créer des groupes tournés uniquement vers l'action ; pour exterminer physiquement l'Histadrout (le syndicat des travailleurs de gauche) ; ils sont pires que les Arabes (...) Vous n'êtes pas des étudiants ; vous n'êtes rien d'autres que des chiffes molles (...) Il n'y en a pas un parmi vous qui soit capable de commettre un crime à la manière de ces étudiants allemands qui ont assassiné Rathenau. Vous ne possédez pas l'esprit nationaliste qui domine les Allemands (...) Aucun d'entre vous n'est capable de tuer à la manière dont Karl Liebnecht et Rosa Luxemburg ont été tués (10). » Devant ses provocations aussi bien verbales que physiques, 1 500 sionistes socialistes répliquèrent à Haïfa le 17 octobre 1934. Une véritable bataille de rue se déroula, avec la mise à sac des locaux révisionnistes et le passage à tabac de plusieurs dizaines de Bétaris.

Anecdote encore moins connue sur l'attirance des révisionnistes pour les mouvements totalitaires, lorsque les antifascistes anglais décidèrent de s'opposer à la British Union of Fascistes (B.U.F.) et à leur leader Sir Oswald Mosley, ils obtinrent le soutien de toutes les organisations juives, hormis les sionistes révisionnistes qui répondirent catégoriquement non dans un célèbre article intitulé *Les Juifs*

*doivent-ils participer aux mouvements antifascistes ?* « Non, trois idéaux seulement requièrent l'intérêt des Juifs : l'unité du peuple juif, le besoin d'un plus grand orgueil juif, la construction de la terre d'Israël. Et nous perdrions notre temps à nous demander si nous devrions participer aux organisations antifascistes. » Toujours dans la même veine, au printemps 1939, vingt-cinq membres de l'Irgoun de Menahem Begin, furent entraînés à Zakopane, dans le massif des Tatras, aux techniques de sabotage et d'insurrection, sous la direction d'instructeurs polonais du gouvernement autoritaire (aux nettes tendances antijuives) du colonel Beck (11).

## Notes

1. Mitchell Cohen, *Du rêve sioniste à la réalité israélienne*, La Découverte, 1990.
2. Reportage de la revue *L'Idea sionista*, rapporté dans Lenni Brenner, *Zionism in the Age of the Dictators*. Mussolini fut en outre le premier chef d'État à proposer le partage de la Palestine et la création d'un État juif (articles dans *Il Popolo de Italia*, 8 septembre 1933 et 17 février 1934).
3. *Encyclopædia Judaïca*, t. 4, p.715. Des centres de formation aérienne furent également fondés par le Bétar en France, à Paris (1934), à Lpod (Lyddia) en 1938, à Johannesburg (1939) et à New York (1941).
4. *Peuple juif ou problème juif*, Maspero, 1981.
5. *Jewish Daily Bulletin*, 1935.
6. Michel Bar Zohar, *Ben Gourion, le prophète armé*, Fayard, 1966.
7. *Dr von Weisl believes in fascism*, *World Jewry*, 12 juin 1936.
8. Dans son autobiographie, Weizmann tente de donner une dimension antifasciste aux juifs sionistes italiens mais n'y parvient guère. Voir notamment *Weizmann' political activities in Italy from 1923 to 1934*, in Daniel Carpi, *Zionism*, Tel-Aviv, 1975 ; Michael Ledeen, *Italian Jews and fascism*, *Judaism*, été 1969 ; Guido Bedarida, *The Jews under Mussolini*, *Reflex*, octobre 1927.
9. Cf. chapitre suivant.
10. Cité par Marie Zyrkin, *Labor zionism replies*, *Menorah Journal*, printemps 1935.
11. Daniel Levine, *David Raziel, The Man and his times*, thèse de doctorat, Yehiva University (US.A.), 1969.

*« Ein Volk ! ein Land ! ein Gott ! »*
*(« Un peuple ! une terre ! un dieu ! »).*
Phrase finale des discours de Georg Kareski,
chef du Bétar allemand jusqu'en 1938.

# SIONISME RÉVISIONNISTE ET NATIONAL-SOCIALISME

## Des nazis en Palestine

Au printemps de 1933, quatre personnes se retrouvèrent à la gare de Berlin, prirent le train pour Trieste et embarquèrent sur le *Martha Washington*, un navire d'immigrants en partance pour la Palestine. L'étrangeté de l'affaire résidait dans la composition du groupe : un couple de juifs, les Tuchler, envoyé par la Fédération sioniste d'Allemagne, et un couple de nazis, les von Mildenstein, envoyé par le N.S.D.A.P. et la S.S. Le but du voyage : réaliser une enquête aussi complète que possible (le voyage dura six mois) sur les possibilités d'installation des juifs allemands en Palestine. Malgré ses déclarations de principes et diverses mesures spécifiques (boycott des juifs allemands à partir du 1er avril 1933, introduction d'une législation sur les non-Aryens une semaine plus tard), tous les historiens s'accordent en effet à admettre qu'Adolf Hitler n'eut aucune politique d'ensemble précise sur la question juive, sans doute jusqu'à la Nuit de cristal du 9-10 novembre 1938 (1). Cela laissa le champ libre au bureau des Affaires juives de la S.S. pour explorer les poli-

tiques diverses envisageables. Le voyage du baron Léopold Itz von Mildenstein en fut une, aujourd'hui bien oubliée.

Or, Mildenstein n'était pas un hurluberlu ou un plaisantin. Membre du N.S.D.A.P. et officier supérieur de la S.S. avant 1933, il avait été chargé par ses dirigeants de fournir une enquête précise sur l'émigration juive, estimant que le N.S.D.A.P. n'avait trouvé aucune solution satisfaisante à cette question. L'enquête de Mildenstein permit à la S.S. de disposer avant les autres fractions du pouvoir d'éléments concrets et précis, ce qui entraîna la prééminence de la S.S. sur la question juive au moins de 1934 à 1936, étant la seule organisation correctement informée sur cette question. Ingénieur né à Prague en 1902, Mildenstein s'était intéressé de longue date, et notamment durant sa scolarité, à la question juive, participant aux réunions des divers groupements. Fervent sioniste, il passait au sein de la S.S. pour l'un des rares spécialistes du judaïsme. C'est lui qui vit le premier l'intérêt qu'on pouvait tirer des organisations sionistes, en particulier révisionnistes, au sein de la communauté juive.

*« Un nazi en Palestine » : A la fin de 1933, le journal de Joseph Goebbels,* Der Angriff (L'Assaut) *publia une série de douze articles très favorables à la cause juive en Palestine. L'officier SS, auteur du reportage, y avait été invité pendant six mois par les organisations sionistes.*



Mildenstein devait écrire une série de douze longs articles très documentés dans le quotidien berlinois *Der Angriff* (*L'Assaut*) du Dr Goebbels sous le titre *Un nazi voyage en Palestine* (2). Il y exprimait son admiration pour le sionisme et l'esprit pionnier des colons juifs. Dans sa conclusion, il notait que le foyer national juif en Palestine « indique un moyen de guérir une blessure vieille de plusieurs siècles : la question juive ». Pour commémorer cette visite, une médaille fut même frappée, à la demande de Gœbbels. Elle était ornée d'une face de la svastika et de l'autre de l'étoile de David. Quelques mois après, von Mildenstein reçut la direction du département des Affaires juives du département de sécurité S.S. afin de soutenir plus efficacement les efforts des sionistes en faveur de l'émigration. « La S.S., écrit Brenner (3), était devenu la composante la plus sioniste du parti nazi. Les autres nazis évoquaient souvent leur "faibles" vis-à-vis des Juifs. Le baron von Mildenstein était devenu un ardent sympathisant de la cause sioniste à la suite de son voyage de six mois en Palestine. Maintenant à la tête du département juif des services de sécurité de la S.S., il commença l'étude de l'hébreu et à collectionner les disques en hébreu. Quand son ancien compagnon (juif) et ami, Kurt Tuchler, lui rendit visite à son bureau en 1934, il fut accueilli aux accents des traditionnels airs du folklore juif. Il y avait des cartes sur les murs qui montrait le rapide développement du sionisme en Allemagne. »

Ironiquement, Adolf Eichmann, considéré comme l'organisateur de la « solution finale », fut engagé au département des questions juives de la S.S. par von Mildenstein. Lors de son procès à Jérusalem, Eichmann, qui lui avait succédé, devait certifier que « von Mildenstein était un homme très loyal et modéré (...) sincère dans ses efforts pour trouver une juste solution à la question juive ».

A la suite de ce voyage et de diverses discussions, le journal de la S.S., *Das Schwarze Korps*, proclama officiellement son appui au sionisme (4) : « Le temps n'est pas très éloigné quand la Palestine sera en mesure de recevoir ses fils qui en furent séparés durant plus de mille ans. Que nos bons vœux ainsi que la bonne volonté de l'État, les accompagnent. » Le 26 septembre 1935, le même journal réitérait ses encouragements : « La reconnaissance de la communauté juive comme une communauté raciale fondée sur le sang et non pas sur la religion conduit le gouvernement allemand à garantir sans réserves l'intégrité raciale de cette communauté. Le gouvernement se trouve en complet accord avec le grand mouvement de la communauté juive, appelé sionisme, qui reconnaît la solidarité des juifs du monde entier et son refus de toute notion d'assimilation. Sur cette base, l'Allemagne entreprend les mesures qui vont sûre-

ment jouer un rôle significatif dans la solution du problème juif partout dans le monde. »

En mai 1935, Reinhardt Heydrich, chef du service de sécurité de la S.S., écrivit même un article où il séparait les juifs en « deux catégories » : les juifs qu'il aimait étaient les sionistes : « Nous devons séparer les Juifs en deux catégories (...) les sionistes et les partisans de l'assimilation. Les sionistes professent une conception strictement raciale, et par l'émigration, ils aident à bâtir leur propre État juif (...) Nos bons vœux et notre bonne volonté officielle sont avec eux. » Et le chantre du racisme, Alfred Rosenberg, écrit (5) : « Le sionisme doit être vigoureusement soutenu afin qu'un contingent annuel de Juifs allemands soient transportés en Palestine. »

Mais quelle était la situation du sionisme, notamment révisionniste, en Allemagne à l'arrivée d'Hitler ?

## Le sionisme révisionniste allemand à l'arrivée d'Hitler

En raison de l'importance de la communauté juive en Allemagne et de son influence au sein des autres communautés d'Europe de l'Est (en particulier par le biais du yiddish), la composante germanique fut essentielle dans la composition de l'idéologie sioniste même si le sionisme n'eut jamais d'emprise sur la communauté allemande (à la différence de pays comme la Pologne ou la Lithuanie). L'influence du Wandervogel, du militarisme prussien, du patriotisme de la Première Guerre mondiale, la notion allemande du *Blut und Boden* (le sang et la terre) firent en effet que le sionisme allemand fut longtemps considéré, par ses détracteurs, comme par ses défenseurs, comme une simple copie de l'idéologie nationaliste allemande (6). Dans les années vingt, le révisionnisme était donc particulièrement faible dans la communauté juive allemande, alors même que l'Allemagne occupait une place de premier plan dans le mouvement sioniste mondial, avec la Zionistische Vereinigung für Deutschland (ZVfD), l'Organisation sioniste allemande. Les révisionnistes ne comptaient aucune personnalité d'envergure, et Jabotinsky tenta en 1926, après l'échec du congrès sioniste de Vienne en 1925, d'obtenir le soutien de personnalités, tel celui de Richard Lichtheim – qu'il finit par obtenir –, seul susceptible d'entraîner à sa suite des leaders d'Europe centrale.

« La base du sionisme qui affirme que la communauté juive constitue une entité raciale (*Volksgemeinschaft*) à part, possédant sa propre culture, ses traditions, son histoire, sa langue et, de manière ultime, sa propre terre, qu'ils ne faisaient pas partie de la nation allemande, et qu'ils étaient en situation d'exilés de leur propre terre

en Palestine, faisait tout naturellement du sionisme un véhicule utile pour la politique du régime d'une Allemagne *judenrein*. Cette utilité, et le soutien et les encouragements apportés en retour par le régime au mouvement allemand sioniste, créèrent aussi bien des opportunités que des dilemmes pour le sionisme allemand dans les années trente (7). »

Les quelques militants sionistes sur le sol allemand étaient pour l'essentiel des juifs émigrés de Russie et installés à Berlin (Cercle de la jeunesse russe sioniste, journal *Rassviet*, Ligue des militants sionistes). Son principal idéologue, Lichtheim, comme Jabotinsky, avait appartenu à l'exécutif de l'Organisation sioniste mondiale (O.S.M.) de 1921 à 1923. S'il appréciait Jabotinsky, il était toutefois hostile à ses tendances sécessionnistes, estimant qu'il fallait demeurer dans l'O.S.M. C'est d'ailleurs la décision de ce dernier de quitter l'O.S.M. en 1933 qui entraînera sa coupure avec Lichtheim (et avec la majorité du mouvement révisionniste). Ancien délégué de l'O.S.M. en Palestine durant la Première Guerre mondiale, Lichtheim était hostile à une égalité des droits entre arabes et juifs, aux aspirations nationales arabes et estimait que l'objectif primordial était l'établissement d'un foyer à majorité juive en Palestine, de part et d'autre du Jourdain.

Pour lui, la ZVfD, la principale organisation juive allemande, largement composée de juifs assimilés, ne luttait pas vraiment pour l'établissement d'un foyer juif en Palestine, contribuait trop peu à la construction juive de la Palestine, était trop socialiste (négligeant les industriels et la bourgeoisie) et défendant la binationalité, ne s'opposait pas suffisamment aux Britanniques et rejetait l'autodéfense juive. Par le biais de leur nouveau journal, *Revisionistische Blätter*, et la création d'une branche du mouvement de Jabotinsky, le Landesverband der Zionisten-Revisionisten in Deutschland, les révisionnistes se développèrent, en particulier dans la jeunesse.

Les révisionnistes, dont les objectifs étaient identiques aux sionistes, se différenciaient essentiellement par les méthodes. Ils n'eurent guère de succès et demeurèrent très faibles, n'arrivant même pas à faire élire un délégué sur douze au Congrès de Bâle et un sur neuf au Congrès de Zürich. Toutefois à la suite des violences en Palestine en 1929 (133 juifs tués par les Arabes et 339 blessés), ils commencèrent à renforcer leurs positions, obtenant 12 élus sur 149 en décembre 1929. Un vote de défiance à l'égard de la direction de la ZVfD obtint même 47 voix contre 94.

Se désintéressant de la question allemande, les révisionnistes firent tout pour renforcer leurs positions au sein de la ZVfD et de l'Organisation sioniste mondiale. Jabotinsky avait en effet accordé

peu d'importance à l'évolution des forces politiques en Allemagne dans les années trente et les révisionnistes virent dans la victoire de Hitler la défaite de leurs rivaux idéologiques ainsi que la vérification de leurs thèses. La première préoccupation de Jabotinsky à l'époque était les négociations avec les Britanniques pour développer l'autodéfense à la suite des émeutes de 1929. A la suite du nouvel échec révisionniste au 17e congrès sioniste de Bâle, en janvier 1931, Jabotinsky développa l'idée d'une sécession de l'Organisation sioniste mondiale. Le mouvement révisionniste allemand se sépara formellement de la ZVfD, mais souhaita demeurer comme organisation indépendante dans l'O.S.M.

## Le Bétar dans l'Allemagne de Hitler

Comme on l'a vu, par le biais du *Revisionistische Blätter*, le Landesverband der Zionisten-Revisionisten in Deutschland (les révisionnistes allemands) s'était quelque peu développé, obtenant en particulier quelques succès dans la jeunesse. D'abord créé en Autriche en 1926, le Bétar allemand (8), destiné à concurrencer et combattre les deux autres associations de jeunesses sionistes allemandes (Blau-Weiss, Hapeol-Hatzair), fut fondé à Berlin en 1928. En 1931, alors dirigé par Alexander Reiter, il comptait environ 400 membres en Allemagne (120 à Berlin, 150 à Dantzig, 50 à Breslau, 40 à Francfort, etc.) – contre 30 000 dans le monde. Il disposait de son propre mensuel, *Hed-Betar*, qui devint la principale tribune révisionniste.

En mai 1933, le Bétar fut exclu, tout comme le Landesverband, de la liste des mouvements de jeunesse sioniste de l'Organisation sioniste mondiale, afin de leur éviter des problèmes, les révisionnistes penchant pour le boycott anti-allemand. Le mouvement de jeunesse fut donc rebaptisé National Jugend Herzlia, avec pour chef Willi Cegla. Toutefois, pour tous les historiens, ainsi que pour l'Institut Jabotinsky de Tel-Aviv, le mouvement Herzlia est considéré dans tous les documents de l'époque comme d'aujourd'hui comme la branche du Bétar international dans le IIIe Reich.

C'était une idée personnelle de Reinhardt Heydrich de favoriser les organisations de jeunesse juive visant à l'émigration vers Israël. Le Bétar disposait d'un local très officiel, aux côtés de l'Hachomer Hazair (un mouvement de jeunesse sioniste de gauche), dans le centre de Berlin, prêté gracieusement par une sympathisante de l'Hachomer Hazair. A la suite de l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler, l'organisation de gauche devait subir de multiples vexations, vols et destructions de la part de ses homologues d'extrême droite, mais aucun de ses dirigeants n'osa aller porter plainte auprès de la nou-

velle police. Le Bétar fut l'une des très rares organisations, sans doute la seule, à continuer à se risquer à parader en uniforme dans les rues berlinoises, dans les mois qui suivirent l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler. En mai 1933, des documents de police attestent notamment que Georg Kareski tenta de prendre de force un bâtiment d'un mouvement juif concurrent à Berlin à la tête d'une escouade de membres du Bétar « en uniforme ».

Malgré la décision prise le 19 décembre 1934 d'interdire aux membres des mouvements de jeunesse juifs de porter leurs uniformes traditionnels, le 13 avril 1935, la police de Bavière, véritable fief de Himmler et de Heydrich, admettait exceptionnellement le port de l'uniforme par les adhérents de l'un de ces mouvements : « Il n'y aucune raison d'entraver par des mesures administratives l'activité sioniste en Allemagne, car le sionisme n'est pas en contradiction avec le programme du national-socialisme » avaient écrit les dirigeants sionistes au ministère de l'Intérieur. Le Brith Haschomrim et le Herzlia-Bétar furent donc les deux seules organisations juives autorisées officiellement à porter leurs uniformes (chemise brune, pantalons, épaulettes et pattes de col, casquette, ceinturon, etc.) afin d'augmenter les motivations parmi les jeunes juifs qui les rejoindraient « car les sionistes d'État ont prouvé qu'elles avaient tenté, même illégalement, de faire émigrer ses membres en direction de la Palestine, qu'elles avaient mené une sincère politique d'émigration, et que leurs objectifs recoupaient ainsi les buts du gouvernement du Reich de faire partir les Juifs d'Allemagne (9). » Selon les rares historiens qui ont étudié ce sujet, cette autorisation aurait été restreinte aux réunions à huis clos. Mais il semble, d'après les rares photos existantes, qu'il n'en soit rien puisque celles-ci montrent des meetings à Berlin, des activités d'entraînement en plein air à la campagne, des défilés en « caserne », etc.

Les nouveaux dirigeants nationaux-socialistes autorisèrent en tout cas le Bétar à continuer l'ensemble de ses activités (réunions, assemblées générales, camps d'été, randonnées, sports, voiles, formations agricoles, etc.). Un épisode totalement surréaliste, s'il n'était solidement établi par des documents, se déroula lors d'un camp d'été : un groupe de S.S. avait attaqué un camp d'été du Bétar. Le chef du mouvement se plaignit auprès de la Gestapo et quelques jours plus tard, la police secrète annonça que les fauteurs de trouble avaient été condamnés.

Le Bétar publia également, en accord avec les autorités allemandes, une série de fascicules ronéotypés « comprenant des articles dans le ton nationaliste et fascisant de l'esprit du temps. Les pamphlets du Bétar allemand mettaient l'accent sur les événements

de Palestine et leur nationalisme exubérant ridiculisait les Britanniques, les Arabes et la gauche sioniste. Ils ne faisaient aucune référence à la situation politique en Allemagne. A cette expression près, ils ressemblaient aux publications de la jeunesse nationaliste allemande, y compris à celle des nazis (10). »

Pour ces diverses raisons, le Bétar, comme les autres organisations sionistes révisionnistes, fut très longtemps toléré : « Les sionistes étaient encouragés à diffuser leur message auprès de la communauté juive, à recueillir des fonds, à projeter des films sur la Palestine. Il existait une considérable pression pour enseigner les juifs d'Allemagne pour qu'ils cessent de s'identifier comme Allemands et s'éveillent à leur nouvelle idnetité nationale juive (7). » Le même auteur cite également un ancien responsable de la Fédération sioniste d'Allemagne, Hans Friedenthal : « La Gestapo fit tout ce qui était en son pouvoir pour favoriser l'émigration, notamment en direction de la Palestine. Nous reçûmes souvent leur aide lorsque nous la sollicitions auprès d'autres autorités dans le but d'encourager l'émigration. »

En 1939, la Jeunesse nationale juive, le Brith Haschomrim et le Bétar durent finalement se dissoudre et ses membres furent enjoints à rejoindre l'Hechluz ou d'autres groupes sionistes. Il en fut de même en Autriche, où les organisations sionistes, initialement interdites comme toutes les autres, avaient été réautorisées légalement. Mais l'Union des juifs du Reich, créée le 4 juillet 1939 et à laquelle tous les Juifs devaient obligatoirement adhérer, avait toujours dans ses statuts au 12e paragraphe : « L'Union des juifs du Reich a pour but de promouvoir l'émigration de tous les juifs. »

Des meetings sionistes eurent encore lieu en Allemagne, notamment le 20 mars 1938 à Berlin où un émissaire étranger, Arthur Rupin, reçut le droit de pénétrer en Allemagne comme orateur pour retracer les effets de la révolte arabe de 1936 en Palestine (11). Encore en septembre 1939, donc après la déclaration de guerre, la Gestapo autorisa une délégation de sionistes allemands à participer au 21e congrès sioniste de Genève (7).

### Georg Kareski, chef du Bétar et collaborateur zélé des nazis

Lichtheim émigra en Palestine en 1933, tout en demeurant un responsable du Judenstaatspartei, nouvellement créé et dès lors plus formel qu'actif. Ce parti disposait d'une antenne à Tel-Aviv et de départements à Londres. Dès avril 1934, les révisionnistes choisirent l'unification et se retrouvèrent à l'intérieur d'une organisation nouvellement créée, le Staatzionistische Organisation, qui présentait

la particularité d'être indépendante de toute organisation internationale. Cette organisation fut dirigée par Georg Kareski, présenté aujourd'hui comme l'archétype du juif collaborateur des nazis (12). Originaire de Poznan, Kareski, attiré par l'antisocialisme et le style politique des révisionnistes, était en contact étroit avec les juifs de l'Est européen.

Opposé au ZVfD qu'il trouvait trop à gauche, ou trop modéré, il voulait s'allier avec le Zentrum partei de Franz von Papen dont il avait été membre dans les années 1919-1920. A un moment où les mariages mixtes se multipliaient – dans la droite ligne des années folles berlinoises –, il avait créé en 1926 le Jüdisches Volkspartei, un parti strictement « isolationniste », qui devait préserver les juifs de toute influence extérieure dans l'ensemble des domaines de la vie sociale, culturelle et religieuse. En janvier 1929, il réussit à être élu au Gemeindevorstand par l'assemblée représentative de la communauté juive berlinoise et devint le président du Vorstand en 1929 (c'est-à-dire président de la communauté juive berlinoise), mais les libéraux le firent battre dès l'année suivante. Son parti n'avait qu'une influence mineure au sein du sionisme allemand, puisqu'il n'obtint par exemple que 1 200 votes sur 8 500 à l'élection des délégués au Congrès mondial sioniste de 1931.

Le départ de Richard Lichtheim avait créé un vide et le mouvement sioniste révisionniste était en très mauvaise position pour affronter l'ampleur des problèmes posés par l'accession au pouvoir des nationaux-socialistes. Il était largement séparé du mouvement révisionniste international, secoué par des crises à répétition (en mars 1933, Jabotinsky dissout l'exécutif de l'Union sioniste mondiale afin d'en reprendre la tête, en se faisant plébisciter par sa base). Dès l'automne 1932, un des principaux responsables du N.S.D.A.P., Gregor Strasser, ouvrit des pourparlers pratiquement officiels, qui eurent un important retentissement dans la communauté juive, avec les révisionnistes allemands, en particulier le ZVfD. Il approcha Georg Kareski et Kurt Blumenfeld pour discuter de la question juive sans y mettre de condition préalable, selon le témoignage de Kareski à Jérusalem en 1937. Kareski accepta, tandis que Blumenfeld refusait, arguant du fait que le N.S.D.A.P. n'était pas au pouvoir. La rencontre n'eut finalement jamais lieu en raison de la perte d'influence et des problèmes politiques de Strasser dans le N.S.D.A.P.

Le Judenstaatspartei de Kareski organisa une série de réunions officielles en Allemagne en 1934. L'ensemble se regroupa en avril 1934 dans la Staatszionistische Organisation, d'où le terme « révisionniste » était gommé. Cette organisation était dirigée par Georg

Kareski, Adolf Hirschfeldt, Justus Schloss, Ernst Hamburger, N. Scheinesohn, Louis Fleiss et Willi Cegla, chef du mouvement de jeunesse, National Jugend Herzlia, le nouveau nom du Bétar allemand. Son organe était *Der Staatszionist* (bimensuel, puis hebdomadaire, dirigé par Max Schulmann). La première Reichkonferenz se tint à Berlin les 13 et 14 octobre 1934. Tous les orateurs attaquèrent le ZVfD, l'accusant de favoriser l'assimilation et de s'opposer à l'installation des Juifs en Palestine. Cette propagande continua jusque en 1938, date de la dissolution du ZVfD, qui disposait du monopole d'attribution des certificats d'émigration réservé au ZVfD.

Il faut considérer la bataille entre Kareski et son Staatszionistische Organisation contre le ZVfD pour la suprématie dans le mouvement sioniste allemand. Cette hostilité atteint un niveau jamais vu dans aucun autre pays parmi les sionistes, allant même jusqu'à un procès intenté par Kareski à Jérusalem en novembre 1937 contre la Hitachduth Olej Germania, une association regroupant des sionistes venus d'Allemagne de toutes tendances, parmi lesquels figuraient des révisionnistes. Il était dominé par des anciens membres du ZVfD comme Kurt Blumenfeld, Ernst Levy, Fritz Loewenstein, Julius Rosenfeld, Kurt Ruppin, etc. Le H.O.G. avait porté contre Kareski, dans son journal, quatre accusations : Kareski pensait avec l'aide des nazis et contre la volonté des organisations juives qu'il s'imposerait comme le leader de cette communauté ; qu'il essaya de détruire le ZVfD après son exclusion en 1933, en l'attaquant constamment comme une organisation marxiste favorisant l'assimilation juive ; qu'il autorisa la publication de menaces de mort contre Siegfried Moses, un des responsables du ZVfD, dans son journal, *Das jüdische Volk* ; que, comme directeur de l'Ivria Bank, qui fit banqueroute en 1937, il était responsable de la ruine de nombreuses familles juives. Il fut également accusé d'avoir dénoncé des leaders juifs et d'avoir utilisé ses relations dans la Gestapo dans sa lutte contre eux, et d'avoir tenté, avec l'appui de la Gestapo, de prendre le leadership dans la communauté. En juin 1938, le Rabbinatsgericht le reconnut coupable. Cette décision provoqua la fin de sa carrière politique.

A la fin de 1937, l'organisation de Kareski ne comptait qu'un millier de membres, dont 500 au Bétar. Il n'avait pratiquement plus d'influence dans la communauté juive allemande, comme le notèrent tous les rapports des services de sécurité intérieure allemands. Mieux, le S.D. se convainquit qu'en réalité Kareski et son parti étaient secrètement liés au sionisme révisionniste international. Dès 1938, il fut donc décidé de dissoudre son mouvement en raison de leurs liens avec les organisations la nouvelle organisation sioniste de

Jabotinsky. La dissolution formelle se produisit le 31 août 1938, apparemment en raison des relations ouvertes existant entre le Bétar (Herzlia) et la Nouvelle Organisation sioniste.

Il semble que ses relations avec Jabotinsky ont réellement existé. On s'en rendit compte, lorsque des contacts étroits furent noués avec le N.S.D.A.P., destinés à démontrer que le développement du principal groupe antimarxiste, le National Jugend Herzlia (le Bétar allemand), était freiné en raison de cette absence d'obtention de visas de la part de l'Office palestinien, censé être sous la coupe des promarxistes de la Histadrout par le biais du ZVfD. Kareski n'obtint pas toutefois satisfaction, car les responsables nationaux-socialistes avaient parfaitement compris que s'ils lui donnaient le contrôle de l'Office palestinien, l'Organisation sioniste mondiale, soucieuse de son influence allemande, n'accorderait plus aucun visa d'émigration en Palestine à des juifs allemands. La campagne de Kareski mit donc Jabotinsky dans une position intenable : alors qu'il dénonçait l'Organisation sioniste mondiale, il ne pouvait apporter un soutien officiel au seul mouvement allemand qui se réclamait de lui car il travaillait directement pour les intérêts nationaux-socialistes. Signe de ses bonnes relations secrètes, Kareski, que tous savaient en relations étroites avec les nationaux-socialistes, fut reçu très cordialement au congrès de l'organisation de Jabotinsky à Vienne en 1935. L'année suivante, Kareski fut utilisé par Jabotinsky comme intermédiaire entre la maison d'édition allemande détenant les droits d'édition d'un de ses ouvrages et lui-même. Bien que le mouvement de Jabotinsky, à partir du congrès de Vienne, n'ait plus eu de relations officielles avec Kareski, ce dernier demeura toujours en relations épistolaires très courtoises avec le leader suprême, en particulier par le biais de von Weisl à Vienne.

L'échec de Kareski de s'imposer comme leader de la communauté juive allemande obligea les Allemands à changer leurs plans. Ils le « recrutèrent » comme permanent du Reichsverband jüdischer Kulturbunde (Ligues culturelles juives du Reich), une organisation chargée de fournir des emplois aux juifs dans les milieux artistiques. L'opération ayant à nouveau avorté, en raison de l'opposition des artistes juifs, d'autres opérations furent montées par la Gestapo pour projeter Kareski en avant. Toutes échouèrent. Les opérations de manipulation s'arrêtèrent comme on l'a vu en juillet 1937, lorsque Kareski fut convaincu d'escroqueries. Par le biais de l'Ivria Bank, il avait consenti des prêts illégaux à ses amis personnels et aux membres de la direction de son mouvement. Kareski décida alors d'effectuer une visite en Palestine. Ce fut un échec. Des manifestations eurent lieu contre lui, dès que sa présence fut connue. Pourchassé, il dut se réfugier dans une maison et fut finalement sauvé par la police anglaise.

Kareski a toujours eu pourtant depuis lors des défenseurs chez les révisionnistes, essentiellement la fraction qui fut toujours en désaccord avec Jabotinsky quant à l'antinazisme. Si Jabotinsky avait pu négocier un accord avec Petliura, pourquoi ne pas avoir passé d'accord avec Hitler ? Pour eux, la victoire d'Hitler (qui, jusqu'à la nuit de Cristal, n'avait pas appelé au meurtre de juifs en tant que juifs) signifiait simplement la nouvelle ère du fascisme européen. Les juifs devaient simplement le comprendre et en tenir compte. En 1936, von Weisl, le trésorier des révisionnistes, contacta encore des représentants fascistes anglais et leur proposa une incroyable alliance associant les gouvernements anglais, japonais, polonais et allemand, ensemble avec un futur État révisionniste, contre les Soviétiques, les Arabes et les Asiatiques (13). Lorsque Kareski décédera le 2 août 1947, il était toujours président du Fonds révisionniste pour la santé d'Israël. Ses proches admirateurs tentèrent même d'obtenir une rue à son nom à Ramat Gan.

Les bases de la politique de Kareski n'avaient pas été une coopération passive ou à contrecœur dans la liquidation du judaïsme allemand, ce que fit en traînant les pieds la ZVfD, mais au contraire une politique active de collaboration pour atteindre les buts poursuivis par les nazis. Dans de nombreux discours, Kareski affirma que la liquidation de la communauté juive en Allemagne, le but d'Hitler, était une réalité plus positive que négative, qu'elle était un élément essentiel du sionisme et qu'elle devait être accueillie avec enthousiasme par la communauté juive. Il terminait d'ailleurs ses discours par une formule sans ambiguïté : « Ein Volk ! ein Land ! ein Gott ! » (« Un peuple ! une terre ! un dieu ! »).

Dans un discours de mars 1935, il affirme encore que les juifs doivent reconnaître les avantages réciproques et les bénéfices qu'ils tirent de la politique du moment, aussi bien pour eux que pour les Allemands. Il appelle ensuite les énergies juives à se diriger vers une liquidation organisée, dénonce les illusions d'un changement de politique allemande, et soutient que la position juive du régime est partagée par le peuple allemand. Il lance enfin un appel aux Allemands à préparer le départ des juifs, en les formant professionnellement pour la vie dans un nouveau pays et à aplanir les difficultés économiques des départs. La Staatszionistische Organisation se prononce donc pour un départ dans l'ordre de la totalité de la communauté juive allemande, qui laisserait une partie de ses fonds en Allemagne, vers Eretz Israël, s'affirmant comme le partenaire idéal pour un tel processus. Kareski imagine en outre un plan par spécialités, professions, tranches d'âge, etc.

L'adoption des lois de Nuremberg en septembre 1935 devait fournir à Kareski une nouvelle occasion d'activisme. Il devait par exemple donner une interview à *Der Angriff*, le journal de Gœbbels, publiée en première page (14), où il approuvait les lois raciales car elles organisaient une séparation totale entre juifs et non-juifs. La seule réserve qu'il apportait était la perte de la nationalité allemande, alors qu'ils n'avaient pas encore quitté le sol d'Allemagne. Pour lui, les nazis devaient assurer la sécurité et une existence relativement libre, en particulier en économie, aux juifs encore présents en Allemagne.

## Des différences purement tactiques

Comme le note Francis R. Nicosia, si « l'approche activiste de Kareski des nouvelles réalités de la vie juive sous le national-socialisme était certainement présomptueuse et naïve, il est également certain que ses buts étaient pour l'essentiel les mêmes que ceux de ses critiques et de ses opposants du ZVfD, et que, l'essentiel de sa logique (...) reflétait simplement les fondements de la philosophie sioniste ». Kareski, à la différence d'autres, pensait simplement que pour les nazis, il pouvait y avoir de « bons Juifs ». Rien ne démontre mieux cette erreur que la réaction des autorités allemandes à ses propositions : le Staatszionistische Organisation ne bénéficia jamais de considération particulière par rapport aux autres organisations sionistes, mis à part l'autorisation spéciale accordée par la police au Bétar (Nationale Jugend Herzlia) de porter l'uniforme dans ses réunions fermées (renouvelée en avril 1935). Pour le reste, la position officielle oscillait entre suspicion et indifférence. Le ZVfD continua toujours à être l'interlocuteur officiel pour la Ha'avara.

La Fédération sioniste d'Allemagne (ZVfD), accusée de faiblesse et de trahison par Kareski, n'hésita pas à multiplier les actes d'allégeance au régime national-socialiste. La ZVfD envoya par exemple un mémorandum de soutien au N.S.D.A.P. le 21 juin 1933. On pouvait y lire : « Le sionisme ne se fait aucune illusion sur la difficulté de la condition juive, laquelle consiste principalement en une structure sociale anormale et une position intellectuelle non enracinée dans une tradition propre. Le sionisme avait prévenu voici déjà longtemps qu'en raison d'une tendance à l'assimilationnisme, des symptômes de détérioration ne manqueraient pas d'apparaître. Une renaissance de la vie nationale, telle que celle qui se produit dans la vie de l'Allemagne par son adhésion aux valeurs chrétiennes et nationales, doit également se produire dans le groupe national juif. Pour les Juifs aussi l'origine nationale, la religion, le

sens d'une destinée commune et le sens de sa singularité, doivent avoir une signification décisive pour modeler l'avenir. Cela veut dire que l'individualisme forcené de l'époque libérale a été dépassé et remplacé avec un sens de la communauté et de la responsabilité collective (...) Nous croyons que c'est précisément la nouvelle Allemagne qui peut, grâce à une volonté déterminée de résoudre la question juive, trouver une solution à un problème qui, en vérité, doit être résolu par la plupart des peuples européens (...) Notre reconnaissance de la nationalité juive nous fournit les bases d'une amitié sincère avec le peuple allemand et ses réalité nationales et raciales. C'est précisément parce que nous ne souhaitons pas fausser ces données (nous aussi nous sommes contre les mariages mixtes et désireux de maintenir la pureté du groupe juif) que nous rejetons toute immixtion dans le domaine culturel. Nous qui avons été pétris de langue et de civilisation allemandes, manifestons avec admiration et une sincère sympathie, un intérêt pour la culture et les valeurs allemandes (...) Pour atteindre ses objectifs pratiques, le sionisme espère être capable de collaborer même avec un gouvernement fondamentalement hostile aux Juifs, car dans la solution du problème juif, il n'est pas question de faire du sentimentalisme, mais de traiter un problème réel dont la solution intéresse tous les peuples et, en ce moment principalement le peuple allemand (...) La réalisation du sionisme n'est gênée que par le ressentiment des Juifs, à l'extérieur contre la propagande allemande (...) La propagande pour le boycott – actuellement dirigé contre l'Allemagne – est par essence non sioniste, car le sionisme ne veut pas se battre, mais construire et bâtir (7). » La ZVfD devait s'efforcer « de détourner les Juifs, de l'étranger, du boycott anti-allemand (à la condition) qu'elle soit considérée comme l' “organisation juive la plus représentative pour traiter avec l'Allemagne nouvelle” ».

Loin de dénoncer cette politique, le congrès de l'Organisation sioniste mondiale lui-même devait d'ailleurs en 1933 repousser une motion appelant à l'action contre Hitler, par un vote de 240 contre 43. « Au moment où se tenait ce congrès, Hitler annonçait la conclusion d'un accord commercial avec la Banque anglo-palestinienne de l'Organisation sioniste mondiale, qui rompait ainsi le boycott du régime nazi par les juifs à une époque où l'économie allemande était extrêmement vulnérable. On était en plein cœur de la grande dépression et les gens poussaient des brouettes de deutschmarks sans valeur. L'Organisation sioniste mondiale rompit le boycott juif et devint l'un des principaux distributeurs des marchandises nazies dans tout le Moyen-Orient et en Europe du Nord. Ils établirent le Ha'avara, qui était une banque en Palestine ayant pour but

de recevoir l'argent de la bourgeoisie juive allemande, avec lequel les marchandises nazies étaient achetées en quantité substantielle (15). » Une jeune rabbin de Berlin, Joachim Prinz, qui émigrera plus tard aux États-Unis, devenant le président de l'influent American Jewish Congress, écrivit en 1934 dans son livre *Wir Juden* (*Nous les juifs*) que la révolution national-socialiste en Allemagne signifiait « la communauté juive pour les juifs ». Il expliquait son point de vue en écrivant : « Aucun subterfuge ne peut plus nous sauver. Au lieu de l'assimilation, nous souhaitons une nouvelle solution, la reconnaissance de la nation juive et de la race juive. » De même dans un article à la *Rundschau*, Siegfried Moses, dirigeant sioniste allemand, écrit : « La défense contre l'antisémitisme n'est pas notre tâche principale, elle ne nous concerne pas autant, et n'a pas la même importance, que le travail pour la Palestine. »

## Contre les mariages mixtes

A cette époque, Jabotinsky, a contrario, s'était depuis longtemps prononcé pour le boycott anti-allemand. Il préconisait la lutte contre l'Allemagne, le boycott étant l'une des armes principales. Son entrée en Allemagne sera d'ailleurs interdite dès 1935, alors qu'il avait été autorisé à s'y rendre peu après l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler. En décembre 1934, un responsable juif allemand, Siegfried Stern, se rendra d'ailleurs à Paris pour persuader Jabotinsky de modérer sa campagne anti-allemande, ce, avec l'appui du ministère de l'Intérieur, de la Gestapo et de l'Office de la politique raciale du N.S.D.A.P. A la différence de toutes les autres organisations juives, les dirigeants du sionisme allemand avaient été en effet autorisés à conserver toutes les relations qu'ils souhaitaient avec leurs collègues dans le monde.

Lorsque les « lois de Nuremberg », interdisant les mariages et les relations sexuelles entre juifs et Allemands (dont un article indiquait que les juifs formaient une nationalité étrangère minoritaire), le *Jüdische Rundschau*, contrôlé par la ZVfD, se félicita de l'adoption de ces mesures (16) : « L'Allemagne (...) satisfait les demandes du Congrès sioniste mondial lorsqu'elle déclare que les juifs résidant actuellement en Allemagne sont une minorité nationale (...) Les nouvelles lois offrent à la minorité juive en Allemagne sa propre vie culturelle, sa propre vie nationale. A l'avenir, il lui sera possible de fonder ses propres écoles, son propre théâtre, ses propres associations sportives. En bref, le peuple juif pourra créer son propre avenir dans tous les aspects de la vie nationale. »

Georg Kareski ne va pratiquement pas plus loin dans l'aveuglement lors de son fameux entretien dans le journal de Gœbbels (14) : « Depuis longtemps je considère qu'une séparation complète des cultures des deux peuples est la condition préalable à une coexistence sans conflits (...) J'ai longtemps été en faveur d'une telle séparation, dans la mesure où elle repose sur le respect de la nationalité étrangère. Les lois de Nuremberg (...) me semblaient en dehors de leurs considérations juridiques, se conformer entièrement à ce désir d'une vie séparée basée sur le respect mutuel (...) cette interruption du processus de dissolution de nombreuses communautés juives, qui était encouragé par le biais de mariages mixtes, est d'un point de vue juif tout à fait bienvenu. » Comme l'écrit Brenner, les dirigeants sionistes « étaient convaincus que, parce qu'ils étaient racistes et opposés aux mariages mixtes, parce qu'ils considéraient les Juifs comme étrangers en Allemagne, et qu'ils étaient des ennemis de la gauche, ces ressemblances seraient suffisantes pour qu'Hitler les traite en "honnêtes partenaires" pour une détente diplomatique ». C'était aussi l'avis du journal révisionniste palestinien, *Hapoel Hatsaïr*, pour qui la persécution des Juifs allemands était une « punition » infligée à ceux qui avaient tenté de s'intégrer dans une société qui n'était pas la leur : « Les Juifs d'Allemagne ne sont pas aujourd'hui persécutés en dépit de leurs efforts pour appartenir à leur pays, mais à cause de ces efforts (10). »

## Favoriser l'émigration juive

La coopération germano-sioniste reposait sur un accord signé en août 1933, dit Ha'avara (qui signifie en hébreu « transfert »), à la suite d'entretiens menés entre le gouvernement allemand et Chaim Arlozoroff, secrétaire politique de l'Agence juive, la branche palestinienne de l'Organisation sioniste mondiale (17). Deux compagnies furent créées : la Ha'avarah Company à Tel-Aviv et la Paltreu à Berlin. Chaque émigrant juif allemand déposait ses fonds (au minimum 1 000 livres sterling) sur un compte spécial en Allemagne. 1 000 livre sterling en devises (la somme exigée par les Anglais pour s'installer en Palestine) représentait environ trois années de salaire d'une famille bourgeoise. Pouvait également être envoyée par bateau une quantité de marchandises d'une valeur de 20 000 marks et même davantage.

Cet argent servait à acheter des marchandises allemandes (machines-outils, pompes, matériaux de construction, engrais, etc.) qui étaient exportées vers la Palestine pour y être revendues par une compagnie juive de Tel-Aviv. L'argent des ventes servait à rem-

bourser les juifs à leur arrivée en Palestine. L'Allemagne y trouvait son compte (les sionistes rompaient le boycott contre les marchandises allemandes et les distribuaient eux-mêmes) tout comme les sionistes (ils sortaient de leur marginalité et les émigrants partaient obligatoirement en Palestine).

Le congrès sioniste d'août 1933, à Prague, débattit longuement de l'Ha'avara, en présence des délégués allemands. Une motion préconisant la participation effective au boycott fut rejetée par l'O.S.M. L'accord fut même entériné au congrès sioniste d'août-septembre 1935 en Suisse : au congrès de Lucerne, tout le système de la Ha'avara passa sous le contrôle direct du comité exécutif sioniste auquel les actions, détenues jusque-là par l'Anglo-Palestine Bank, furent en conséquence transmises. L'Organisation sioniste mondiale fut autorisée à ouvrir en Allemagne des centres de formation professionnelle et agricole pour les candidats à l'émigration. Des cours d'hébreu furent organisés dans les grandes villes et un journal sioniste, la *Jüdische Rundschau* fut chargé d'apporter la bonne parole sioniste dans les foyers. C'est seulement à la déclaration de guerre que l'Ha'avara cessa de fonctionner. Il est méconnu que d'autres pays se dotèrent d'un tel système, telles la Pologne en 1937, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'Italie en 1939.

Pour l'essentiel, l'Ha'avara agissait au travers de compagnies d'assurances installées en Allemagne et en Palestine. Avant de quitter l'Allemagne, les émigrants juifs déposaient leurs capitaux auprès d'une compagnie d'assurances allemande, qui utilisait les fonds pour payer les fournitures allemandes et les marchandises destinées à être envoyées en Palestine. Les clients qui avaient commandé en Palestine des marchandises allemandes transféraient leurs paiements dans une compagnie d'assurance locale, qui restituaient leur argent aux juifs arrivés entre-temps d'Allemagne. Le système était complexe, lourd, mais bénéficiait à l'ensemble des parties : le Reich se débarrassait de ses juifs, brisait le boycott entrepris par les organisations juives américaines, faisait tourner leurs usines. Les sionistes eux sélectionnaient de préférence des sionistes pour se rendre en Palestine, destination obligée des immigrants. A de nombreuses reprises, les sionistes s'opposèrent d'ailleurs aux possibilités d'émigration des juifs d'Allemagne ou d'Europe de l'Est, du moment que le pays d'accueil n'était pas la Palestine (18). Environ 30 millions de dollars furent transférés, une somme très importante qui a favorisé le développement économique du futur État hébreu. Ce furent près de 60 000 juifs qui émigrèrent de 1933 à 1939 grâce au système de l'Ha'avara, soit près de 10 % de la population juive d'Allemagne. Ces immigrants représentaient 15 % de la population juive de

Palestine en 1939. Cette émigration se fit dans d'excellentes conditions. Tom Seguev (10) rapporte par exemple que les expatriés juifs, qui avaient été licenciés de leur entreprise, recevaient encore en Palestine leurs indemnités de chômage scrupuleusement versées par la trésorerie du Reich.

Loin de s'inquiéter de la difficile condition des juifs allemands, l'Agence juive, responsable de l'immigration en Palestine et contrôlée par les sionistes, devait en revanche se préoccuper de leurs potentialités, de leur énergie au travail, etc. : « Le matériel humain arrivant d'Allemagne est de pire en pire » dénonce l'Agence juive en 1934. « Ils n'ont ni le désir ni la capacité de travailler, et ils ont besoin d'une assistance sociale. » Tom Seguev (10) note encore qu'en 1935, l'association « envoya à Berlin une liste de noms de personnes qu'il ne fallait pas, selon elle, laisser partir pour la Palestine ». Il révèle aussi que la responsable du travail social à l'Agence juive demanda à plusieurs reprises que certains de ces « cas » de malades ou de nécessiteux soient renvoyés en Allemagne nazie pour empêcher qu'ils ne deviennent un fardeau pour le yichouv, la communauté des pionniers. L'Agence juive devait également se plaindre de recevoir de trop nombreux « hommes d'affaires avec enfants » alors que la priorité devait être donnée aux célibataires. En 1935, il fut même décidé que les certificats d'immigration seraient accordés « à la condition que rien ne laisse penser qu'ils (les immigrants) puissent représenter un fardeau pour le pays (...) Toute personne qui s'adonnerait au commerce ou à toute autre activité similaire ne recevra de certificat en aucune circonstance, sauf s'il s'agit d'un vétéran sioniste ».

De 1933 à 1935, l'Organisation sioniste mondiale refusa donc les deux tiers des juifs allemands qui sollicitèrent un certificat d'immigration, préférant par exemple donner la préférence systématiquement à la jeunesse plutôt qu'aux vieux. Berrel Katznelson, éditeur du journal sioniste ouvrier de gauche *Davar*, décrit ce « cruel critère du sionisme » : « Les juifs allemands étaient trop vieux pour avoir des enfants en Palestine, n'avaient pas les métiers nécessaires pour construire une colonie sioniste, ne parlaient pas hébreu et n'étaient pas sionistes. A la place de ces juifs confrontés à l'extermination, l'Organisation sioniste mondiale fit venir en Palestine 6 000 jeunes sionistes entraînés en provenance des U.S.A., d'Angleterre ou autres pays sans danger. Pire, l'Organisation sioniste mondiale non seulement ne chercha aucune alternative pour les juifs confrontés à l'holocauste, mais encore les dirigeants sionistes s'opposèrent-ils de façon belliqueuse à tous les efforts pour fournir un refuge aux juifs en fuite. »

## L'immigration illégale favorisée par l'accord Mossad-S.D.

Durant l'été 1938, un membre du Mossad, Pino Ginzburg, se rendit à Berlin au siège de la police secrète allemande, afin d'une part de renforcer la collaboration entre les deux services secrets et d'autre part d'être bien assuré que les émigrants juifs clandestins se rendraient en Palestine et dans aucun autre pays. Pour ce faire, il s'installera au siège de la Fédération sioniste de Berlin, et travaillera en liaison avec son homologue du Mossad à Vienne, Moshe Auerbach (de son vrai nom Bar Gilad). Un de ses anciens adjoints à Vienne, Ehud Avriel, atteste de cette bonne volonté allemande : « Dans l'Allemagne d'avant-guerre, toutes nos opérations n'étaient ni illégales ni secrètes : les bureaux de la Gestapo se trouvaient juste en face du nôtre. Ils savaient exactement qui nous étions et ce que nous faisions ; l'illégalité commençait seulement aux rivages de la Palestine avec le blocus britan-nique (7). » Les responsables du Mossad contrôlaient d'ailleurs les bureaux de l'immigration palestinienne à Berlin, Vienne puis Prague. Le S.D. leur fournit également des fermes et d'autres facilités pour mettre sur pied des camps de formation agricole pour les nouveaux immigrants. « Concernant la rééducation professionnelle des futurs émigrants, (Heydrich) tient également ses engagements et met à la disposition de Ginzburg des fermes et des machines agricoles. Dans un certain cas, on va même jusqu'à expulser des religieuses pour transformer leur couvent en école d'apprentissage rural. A la fin de 1938, plus de mille jeunes gens juifs se préparent à remplir leur mission de pionniers en terre promise (10). »

En coopération avec les autorités allemandes, le Mossad comme d'autres groupes sionistes, disposa donc un réseau d'une quarantaine de camps et de centres agricoles, où les futurs colons se préparèrent en vue de leur départ en Palestine. En mars 1942, il restait encore en activité dans l'Allemagne de Hitler un kibboutz d'entraînement pour des émigrants potentiels (à Neuendorf). Si les lois de Nuremberg interdisaient explicitement aux juifs d'arborer les couleurs nationales, en revanche, les juifs avaient le droit de déployer la bannière sioniste bleue et blanche. Ce drapeau, adopté par la suite par Israël, flottait donc au-dessus des camps et des centres sionistes dans l'Allemagne de Hitler (19).

Il est peu connu d'ailleurs que les fameuses lois de Nuremberg, calquées sur la loi juive selon Julius Streicher au procès de Nuremberg, comportaient l'interdiction pour les juifs allemands de hisser le drapeau national allemand à croix gammée mais les avaient autorisés à pavoiser « aux couleurs juives » (paragraphe 4 de la loi sur la pro-

tection du sang et de l'honneur allemand). Les lois de Nuremberg n'autorisaient effectivement que deux drapeaux en Allemagne : le drapeau nazi et le drapeau juif. Une distinction dont se seraient passés de nombreux sionistes étrangers à l'Allemagne. Pour accentuer cette différenciation, d'autres mesures peu connues furent adoptées : à partir de 1936, les rabbins n'eurent plus le droit de parler qu'en hébreu dans leurs sermons, et non plus en langue allemande. Pour les révisionnistes, c'était une bonne nouvelle, eux, qui avaient toujours défendu la pratique de l'hébreu comme langue du peuple juif.

L'immigration illégale ou légale fut d'ailleurs poursuivie par le S.D., au moins jusque dans la plus grande partie de 1941 (7). La Centrale du Reich pour l'émigration juive, créée par Heydrich, passa à cet effet un accord avec le Mossad : un minimum de 400 juifs partira d'Allemagne pour la Palestine chaque semaine. « Lorsque Ginzburg rencontre des difficultés pour l'affrètement des bateaux, Heydrich entre en scène et fait appel avec succès à un armateur gréco-allemand (4). » Ce n'est pourtant qu'en mars 1939, que le premier transport, constitué de 280 personnes (auquel se rajouteront 170 juifs autrichiens), concrétisera l'alliance Mossad-S.D. Le but « officiel » du voyage est Mexico, mais le train aboutira au port de Susak en Yougoslavie, d'où les 450 juifs partiront, pour atteindre la Palestine, via Corfou. Malgré la répression anglaise, « cela n'empêche pas le Mossad d'effectuer avec régularité un trafic pendulaire entre l'Europe et la côte palestinienne. En dépit des résultats obtenus par la Royal Navy qui, le 20 juillet 1930, se vante d'avoir kidnappé 3 500 émigrants clandestins dans les deux derniers mois, le Mossad s'emploie de toutes ses forces à arracher le plus de Juifs possible aux griffes du régime nazi (4). » A la suite de la publication du Livre blanc anglais du 17 mai 1939, gelant toute immigration légale juive en Palestine, le S.D. autorisera même le Mossad à faire partir, à partir de juillet 1939, ses bateaux d'Hambourg et de Brême, afin d'accélérer l'émigration : « Au programme du Mossad, figurent quatre grands cargos qui, jusqu'à fin septembre 1939, doivent transporter en Palestine plus de mille émigrants juifs. Mais la guerre éclate et tous ces projets sont réduits à néant (4). »

## Notes

1. L'origine de la Nuit de cristal est aujourd'hui totalement oubliée. Elle fut notamment évoquée au procès de Adolf Eichmann le 25 avril 1961. En octobre 1938, les nazis se rendirent compte que le gouvernement polonais, largement

antisémite, avait l'intention d'enlever la nationalité polonaise aux milliers de juifs polonais installés ou réfugiés en Allemagne. Ils décidèrent alors de renvoyer les Juifs polonais en Pologne afin de ne pas se retrouver avec plusieurs milliers d'apatrides de plus. Herzl Grynszpan, pour protester contre ce qu'il estimait être une déportation, tua alors un diplomate allemand à Paris et fournit alors aux nazis le prétexte d'une nuit d'émeutes. Et la plupart des juifs raflés furent renvoyés en Pologne (voir note 3). Après les émeutes, le S.D. fit tout pour remettre sur pied les organismes d'émigration en direction de la Palestine, comme devait l'attester un témoin au procès Eichmann, Ahron Walter Lindenstraus. A Berlin et à Vienne, la S.S. ordonna que tous les juifs arrêtés durant la Nuit de cristal soient relâchés s'ils étaient de près ou de loin en rapport avec l'organisme d'émigration juive. Pour une approche révisionniste : Ingrid Weckert, *Flashpoint-Kristallnacht 1938 : Instigators, Victims and Beneficiaries.*

2. Un article très détaillé sur ce voyage est paru dans la revue anglaise *History today*, janvier 1980, sous le titre *A nazi travels to Palestine.* Mildenstein ne fut pas le seul soutien officiel du N.S.D.A.P. au sionisme. L'un des représentants de la représentation allemande à la Société des nations, le D[r] Julius Ruppel, multiplia les rapports favorables à la colonisation sioniste en Palestine, à la suite de voyages qu'il y avait effectués. De même, le consul général allemand en Palestine, Heinrich Wolff, en poste de 1932 à 1935, était un défenseur de la cause sioniste. Il fut d'ailleurs démissionné d'office de l'administration en septembre 1935, parce que son épouse était juive.

3. Lenni Brenner, *Zionism in the age of dictators*, Corwn Hell, 1983. Voir aussi sur la question des rapports entre sionistes révisionnistes et nazis, *The Secret contacts : Zionism and Nazi Germany, 1933-1941*, *Journal of Palestine Studies*, printemps 1976 ; Eliahu Ben Elissar, *La Diplomatie du IIIe Reich et les juifs*, Julliard 1969.

4. Éditorial paru en première page le 15 mars 1935, reproduit dans Janus Piekalkiewicvz, *Israels Langer Arm*, Goverts, 1975 (la traduction française ne le reproduit pas).

5. *Le Cheminement des Juifs à travers une époque de mutation*, Munich, 1937.

6. On consultera notamment les étonnants textes de jeunesse du philosophe Martin Buber (*Drei Reden über das Judentum*, 1911) où il défend un sionisme voelkisch.

7. Francis R. Nicosia, *Revisionist Zionism in Germany* (I), *Richard Lichtheim and the Landesverband der Zionisten-Revisionisten in Deutschland, 1926-1933* ; (II), *Georg Kareski and the Staatszionistische Organisation, 1933-1938*, *Leo Baeck Institute Yearbook* XXXII, 1987. Et Francis R. Nicosia, *The Third Reich and The Palestine Question*, Tauris (Londres), 1985. Nicosia est sans nul doute le meilleur spécialiste de la question.

8. Sur le Bétar et le Bétar-Herzlia en Allemagne nationale-socialiste, *Dokumente zur Geschichte des deutschen Zionismus, 1882-1933*, Reinharz. Et note 7.

9. Kurt Grossmann, *Sionistes et non sionistes sous la loi nazie dans les années trente*, *Herzl Yearbook*, vol. IV, 1961-1962, (p. 341).

10. Tom Seguev, *Le Septième Million*, Liana Levi, 1993.
11. Ces relations ne furent pas spécifiques exclusivement de la jeunesse sioniste révisionniste allemande. A l'approche des Jeux olympiques de 1936 à Berlin, les pages sportives de la presse hébraïque internationale rapportèrent que le célèbre club de sport Maccabee de Tel-Aviv avait bien l'intention de participer aux compétitions aux côtés de la section berlinoise de l'organisation. Finalement, les athlètes ne partirent pas.
12. Dans la quasi-totalité des Judenrat, les Allemands s'appuyèrent sur les sionistes qui composaient en général les deux tiers du conseil juif local – chargé notamment des déportations. Or, les sionistes étaient pratiquement toujours minoritaires dans la communauté elle-même. Pour apprécier la situation en France, on se reportera notamment à *Activités des organisations juives en France sous l'Occupation* (*Études et monographies n°4*, Centre de documentation juive contemporaine, Paris 1947), qui montre l'extraordinaire vitalité et le foisonnement des organisations sionistes avec l'État français et dans la zone d'occupation allemande. Jusqu'à la création de l'Union générale des israélites de France, en novembre 1941, les organisations sionistes de France ne furent pas dissoutes. Le Keren Kayemeth, replié à Lyon, continue à fonctionner, organisant des collectes destinées au rachat de terres et à la colonisation palestinienne. La préparation des pionniers pour l'immigration demeura du ressort de la Hachschara. Dès l'été 1940, un centre de reclassement professionnel fut créé à Blémont, près de Limoges. Par la suite, un deuxième centre ouvrit à Gillard, près de Toulouse. Il en fut de même, sous la direction des Éclaireurs israélites de France à Taluyers, près de Lyon, à Lautrec, près de Toulouse, à Charry, près de Moissac.
13. Herbert Levine, *A Jewish collaboration in Nazi Germany : the strange career of Georg Kareski, 1933-1937*, *Central European History* (Atlanta), septembre 1975.
14. *Der Angriff*, 23 décembre 1935. Voir aussi *Georg Kareski approves of Ghetto Laws*, *Jewish Chronicle*, 3 janvier 1936 ; Max Nussbaum, *Zionism under Hitler*, *Congress Weekly*, 11 septembre 1942.
15. Ralph Shoenman, *L'Histoire cachée du sionisme.*
16. 17 septembre 1935. Reproduit dans *Documents on the Holocaust*, Y. Gutman et A. Margaliot, Yad Vashem, 1981.
17. Edwin Black, *The Transfer agreement. The Untold story of the secret pact between the Third Reich and Jewish Palestine*, Mac Millan, 1984 ; Ingrid Weckert, *Auswanderung der Juden aus dem Dritten Reich* (*L'Émigration des Juifs du III[e] Reich*), Nordwind-Verlag, 1994.
18. Rabbi Moshe Shonfeld, *The Holocaust victims accuse !*, Neturei Karta of USA, 1977.
19. Luc Dawidowicz, *The War against the Jews, 1933-1945*, Bantham, 1976. Le drapeau d'Israël est né peu avant la réunion du premier congrès sioniste de Bâle, lorsque David Wolfson proposa de prendre pour drapeau un *talith* (châle de prière), avec ses deux bandes bleues et de lui rajouter une étoile.

*« D'après sa structure et sa conception du monde, l'Organisation militaire nationale est étroitement liée avec les mouvements totalitaires européens. »*

Extrait de la proposition d'alliance du groupe terroriste juif Stern aux nazis en janvier 1941.

## LE PACTE SECRET ENTRE LE GROUPE STERN ET LE IIIe REICH

L'un des épisodes les plus stupéfiants de l'histoire, non seulement du sionisme révisionniste, mais aussi de la Seconde Guerre mondiale est sans doute la proposition d'alliance des dirigeants terroristes juifs du groupe Stern aux dirigeants nationaux-socialistes en 1941 pour lutter contre les Anglais. Cette histoire, totalement abracadabrante, est pourtant fondée sur des documents et des témoignages très précis. Elle paraîtrait totalement folle ou marginale si elle n'impliquait Yitzhak Shamir, futur Premier ministre d'Israël, et responsable militaire du groupe Stern. Comme quoi, le terrorisme mène à tout...

« Les malheureuses équipées militaires des Italiens en Libye et en Grèce convainquirent Stern que l'Italie n'a pas les moyens de sa politique, ce qui contraste fortement avec l'Allemagne, qui, en cette année 1940, remporte victoire sur victoire. Ces succès impressionnent Stern qui se lance alors dans une aventure folle et sans issue : forger une alliance avec l'Allemagne hitlérienne. Stern travaille, jusqu'à ce mois de février 1941 où il est abattu par les Anglais, à concrétiser cet objectif en se fondant sur une analyse insolite de la

situation du judaïsme. Pour lui, la Grande-Bretagne est le véritable ennemi alors que l'Allemagne n'est qu'un oppresseur qui appartient à la lignée des persécuteurs que le peuple juif a rencontrés tout au long de son histoire. Ici gît l'erreur majeure de Stern : il voit dans le nazisme un mouvement animé par un "antisémitisme raisonnable" (celui que Jabotinsky appelait "l'antisémitisme des choses")... L'envoi en 1941 d'un délégué du groupe Stern, Naftalski Lubentchik, à Beyrouth, pour rencontrer Otto von Hentig, responsable du département Orient au ministère des Affaires étrangères, ne s'explique pas uniquement pas un motif pragmatique : créer un front uni contre l'Angleterre. Après avoir proclamé "la communauté d'intérêts entre les objectifs du nouvel ordre européen d'après la conception allemande et les véritables aspirations nationales du peuple juif", le texte mentionne deux idées forces : "coopération entre la nouvelle Allemagne et le mouvement hébraïque national-populaire renaissant" par la participation à la guerre aux côtés du Reich ainsi qu'à "la solution positive-radicale du problème des juifs européens par leur transfert massif en Palestine" et "création de l'État juif historique sur une base nationale et totalitaire" en le liant par traité avec le Reich allemand (1). »

### Un front Reich-Sionistes contre les Anglais

Début 1941, Lubentchik, un émissaire secret du groupe Stern, appelé aussi « gang Stern » par les Anglais en raison de ses multiples actes terroristes, propose en effet un pacte militaire en bonne et due forme entre l'Organisation militaire nationale (c'est-à-dire l'Irgoun, le groupe Stern oubliant de préciser qu'il n'en est qu'une scission) et l'Allemagne. Cette proposition est désormais connue (2), même si elle est généralement passée sous silence, sous le titre de Texte d'Ankara (transmise à Berlin le 11 janvier 1941), ayant été finalement retrouvée dans les archives de l'ambassade d'Allemagne en Turquie. En voici le texte.

« Dans leurs discours et déclarations, les principaux hommes d'État de l'Allemagne nationale-socialiste ont souvent insisté sur le fait qu'un ordre nouveau en Europe requiert comme condition préalable une solution radicale de la question juive par l'évacuation. L'évacuation des masses juives d'Europe est la première étape de la solution de la question juive. Toutefois, le seul moyen d'atteindre cet objectif est d'installer ces masses dans la patrie du peuple juif, la Palestine et par l'établissement d'un État juif dans ses frontières historiques. Le but de toutes ces années d'activité politique et de lutte du Mouvement pour la liberté d'Israël et de l'Organisation militaire

nationale en Palestine est de résoudre la question juive de cette manière et de libérer ainsi pour toujours le peuple juif. L'O.M.N., qui connaît la bonne volonté manifestée par le gouvernement du Reich allemand et de ses représentants à l'égard du sionisme et du programme sioniste d'émigration prend acte des points suivants :

1. Il existe des intérêts communs entre un ordre nouveau européen fondé sur le concept allemand et les véritables aspirations nationales du peuple juif telles que les défend l'O.M.N.

2. Une collaboration est possible entre la nouvelle Allemagne et une communauté juive renouvelée et ressourcée.

3. L'établissement de l'État juif historique sur des bases nationales et totalitaires, et associé par traité avec le Reich allemand, contribuerait au maintien et au renforcement de la présence allemande au Proche-Orient.

Sur la base de ces considérations et dans la mesure où le gouvernement du Reich allemand reconnaîtrait les aspirations nationales du Mouvement pour la liberté d'Israël, l'O.M.N. en Palestine offre de prendre une part active dans la guerre aux côtés de l'Allemagne. Cette offre faite par l'O.M.N. peut comprendre une activité militaire, économique et de renseignements à l'intérieur de la Palestine et, après quelques mesures d'organisation, à l'extérieur. En parallèle, les juifs d'Europe seraient entraînés militairement et organisés en unités militaires sous la direction et le commandement de l'O.M.N. Si un front commun se réalise, ils prendraient part à des opérations de combat pour conquérir la Palestine. La participation indirecte du Mouvement pour la liberté d'Israël au nouvel ordre européen, déjà dans une étape préparatoire, combinée avec la possibilité d'une solution radicale du problème juif en Europe sur la base des aspirations nationales du peuple juif, renforcerait grandement les fondations morales du nouvel ordre européen aux yeux de toute l'humanité. La collaboration entre le Mouvement pour la libération d'Israël serait en accord avec un récent discours du chancelier du Reich allemand dans lequel M. Hitler a insisté sur le fait qu'il ferait appel à toute coalition dans le but d'isoler et de vaincre l'Angleterre. L'O.M.N. se compose en partie des francs-tireurs juifs en Palestine du mouvement révisionniste (Nouvelle organisation sioniste) avec laquelle l'O.M.N. se trouvait liée d'une façon personnelle à travers la personne de M. Jabotinsky jusqu'à la mort de celui-ci. Puis l'attitude pro-anglaise de l'Organisation révisionniste en Palestine rendit impossible un renouvellement de cette union personnelle. Elle aboutit, en automne de cette année, à une heureuse rupture entre elle et l'O.M.N. et à un regain d'activité à la suite de cette scission. Le but de l'O.M.N. est l'établissement de l'État juif dans ses frontières his-

toriques. A l'encontre de tous les courants sionistes, l'O.M.N. rejette l'idée qu'une infiltration colonisatrice soit le seul moyen de pénétration et de prise de possession graduelle de la patrie. Il a pour mot d'ordre : le combat et le sacrifice, comme seul vrai moyen pour la libération et la conquête de la Palestine. Par son caractère militant et son attitude anti-anglaise, l'O.M.N. est obligée, étant en butte à la répression permanente de l'administration anglaise, d'exercer clandestinement son activité politique et de procéder à la formation militaire de ses membres en Palestine. L'O.M.N., dont les actions armées commencèrent dès l'automne 1936, s'est particulièrement distingué à partir de l'été 1939, après la publication du Livre blanc anglais, par l'intensification, couronnée de succès, de son activité de harcèlement et de sabotage contre l'occupant anglais. Cette activité, ainsi que les émissions de radio clandestines quotidiennes furent citées et commentées par presque toute la presse de l'époque. Jusqu'au début de la guerre, l'O.M.N. entretint des bureaux politiques indépendants à Varsovie, Paris, Londres et New York. Le bureau de Varsovie s'occupait essentiellement de l'organisation militaire et de la formation de la jeunesse sioniste nationale. Elle entretenait d'étroites relations avec les masses juives qui, particulièrement en Pologne, suivaient avec enthousiasme le combat de l'O.M.N. en Palestine, et qui l'aidaient de toutes les manières possibles. Deux journaux parurent à Varsovie, les deux appartenaient à l'O.M.N. Le bureau de Varsovie entretint d'étroites relations avec le gouvernement polonais d'alors et les cercles militaires qui observaient, avec le plus grand intérêt et compréhension, les efforts de l'O.M.N. Ainsi pendant la guerre de 1939, des détachements clandestins de membres de l'O.M.N. furent envoyés de Palestine en Pologne. Dans des centres d'entraînement, des officiers polonais furent les instructeurs pour leur formation militaire. Les négociations menées entre l'O.M.N. et le gouvernement polonais à Varsovie afin de développer concrètement son aide prirent fin au début de la guerre. D'après sa structure et sa conception du monde, l'O.M.N. est étroitement liée avec les mouvements totalitaires européens. A aucun moment, la capacité de combat de l'O.M.N. ne put être paralysée ou sérieusement entravée, en raison de mesures de défense radicales, en ce qui concerne l'administration anglaise et les Arabes, ainsi que les socialistes juifs. »

Pour arriver à un tel document, le groupe Stern avait mené des manœuvres de rapprochement qui aboutirent en janvier 1941 auprès de Alfred Roser, responsable des services de renseignement militaire allemands, et de Otto von Hentig, membre des Affaires étrangères et passant pour être le chef des services secrets à Damas.

Une rencontre secrète fut organisée avec ce dernier à Beyrouth. « Le représentant de l'Allemagne, Otto von Hentig, ne cacha pas à Lubentchik (le représentant sioniste) qu'il y avait dans son pays un courant favorable à la création d'un État hébreu en Palestine et que cela représentait une solution pratique au "problème juif". Toutefois, il pensait que ce courant était devenu trop faible pour influencer favorablement les décisions gouvernementales et que, en tout état de cause, il était sans doute trop tard pour agir. L'état-major avait déjà pris la décision de s'assurer, dans la lutte contre l'Angleterre au Proche et au Moyen-Orient, le concours des Arabes qui étaient des millions, plutôt que des juifs qui n'étaient qu'une poignée. Il promit malgré, tout, de transmettre la proposition à Berlin. Lubentchik ne reçut jamais de réponse (3). »

## Un secret caché pendant trente ans

Le 11 janvier 1941, le fameux mémorandum fut envoyé à l'ambassade d'Ankara, où il ne sera retrouvé qu'après la guerre. On ne connaît pas la réponse, s'il y en une, des autorités allemandes. Bien que n'ayant pas reçu de réponse, le groupe Stern envoya auprès de von Henting un second émissaire, Nathan Yalin-Mor, directeur du journal de l'Irgoun et l'un des trois chefs du groupe Stern. Ce dernier sera arrêté par les Anglais en Syrie, après la défaite française de juillet 1941, alors qu'il tentait de gagner la Turquie à cet effet (3).

La véracité de ce document et de ces contacts ayant été évidemment mise en doute, l'un des chefs historiques du groupe Stern, Israël Eldadsnab, confirmait (4) la véracité des faits, disant que ses camarades avaient expliqué aux nationaux-socialistes qu' « une identité d'intérêts entre un nouvel ordre en Europe selon la conception allemande et les aspirations du peuple juif en Palestine représentées par les Combattants pour la liberté d'Israël (Lehi) était probable ». Le journal *Haaretz* (5) avait également révélé l'existence d'autres documents secrets, une lettre adressée en janvier 1941 par l'ambassadeur Franz von Papen à son ministère racontant les contacts avec le groupe Stern, et le mémorandum de l'agent secret Werner Otto von Hentig. L'hebdomadaire *Hotam* (6) affirmait enfin que le document avait été cosigné par Yitzhak Shamir et Abraham Stern avant d'être remis à l'ambassade d'Allemagne alors que les troupes de Rommel étaient en Égypte.

Yitzhak Shamir (qui portait encore à l'époque son vrai nom, Yitzhak Yezernitsky), futur ministre des Affaires étrangères puis Premier ministre d'Israël, semble effectivement avoir été l'un des corédacteurs de ce projet, en raison de son rang dans l'organisation

Stern. Né en 1915, à Rozeny, en Biélorussie, où son père avait fondé une école d'hébreu, Shamir milita rapidement dans le mouvement révisionniste. Arrivé en Palestine en 1935, il devint l'année suivante instructeur militaire des « cellule d'actions » sionistes de la région de Tel-Aviv. Dès 1940, il est l'un des plus proches camarades d'Abraham Stern. Acculé, Shamir devra finalement admettre qu'il était parfaitement au courant du projet et de l'offre faite au IIIe Reich en pleine période de persécution des juifs en Europe, mais affirmera qu'il y était opposé. Cela ne convaincra personne d'autant qu'il était à l'époque l'un des trois principaux dirigeants du groupe terroriste. Un chercheur, qui fut membre du groupe Stern et s'en dégagea, Baruch Nadel, a beaucoup travaillé pour savoir le degré d'implication de Shamir dans ces négociations. Il est absolument convaincu que Shamir fut parfaitement au courant. L'historien Lenni Brenner parle également de « mensonge officiel cru ». A l'automne 1941, Shamir avait en effet notamment été chargé par Stern d'organiser une campagne de hold-up pour remplir les caisses de l'organisation et permettre d'organiser le voyage de ses émissaires en direction des Allemands. Il semble qu'en fait cette politique de collaboration ne s'arrêta pas immédiatement après la mort de Stern. Mais son décès coïncida avec un tournant de la guerre, la victoire finale du Reich apparaissant comme de plus en plus douteuse. Shamir n'eut donc pas à jouer cette carte comme chef du groupe Stern.

Courant 1941, Shamir sera arrêté par la police britannique. Le 12 février 1942, Stern est abattu. Le 1er septembre, Shamir s'échappe du camp de Mizra où il était interné et relance le mouvement sous le nom Lehi (Combattants pour la liberté d'Israël). A cette occasion, comme dans la meilleure tradition des organisations terroristes, Shamir procédera à l'exécution de trois des membres sur la vingtaine que compte le gang : son responsable des renseignements accusé de travailler pour les Britaniques, un membre qui avait déserté et son meilleur expert en sabotage jugé comme trop extrémiste et incontrôlable. Lorsque Shamir devint ministre des Affaires étrangères, les Anglais rappelèrent qu'il était l'organisateur de deux assassinats tristement célèbres : l'assassinat de Lord Moyne, résident général en Égypte, le 6 novembre 1944, et l'assassinat du comte Folke Bernadotte, médiateur spécial de l'O.N.U. pour la Palestine, le 17 septembre 1948, alors qu'Israël était déjà un pays indépendant.

Shamir sera à nouveau arrêté en août 1946 après l'attentat contre l'hôtel King David. Incarcéré à Asmara, en Érythrée, il s'échappe en janvier 1947 et gagne Djibouti. Remis en prison, il sera libéré par le ministre des Affaires étrangères français, Robert

Schumann, qui lui accordera même l'asile politique en France à la demande des organisations juives extrémistes. En mai 1948, on le retrouve dans le nouvel État d'Israël, où il continue à organiser et coordonner des attentats. Le groupe Lehi sera finalement dissous sur ordre de Ben Gourion après l'assassinat du comte Folke Bernadotte le 17 septembre 1948. Yalin-Mor, qui avait été le second émissaire du groupe Stern, sera arrêté pour ce meurtre ignoble et condamné pour terrorisme à huit ans de prison. Il sera toutefois amnistié dès l'année suivante, après avoir été élu à la Knesseth. Shamir mettra par la suite ses connaissances en matière de terrorisme et de sabotage au service du Mossad, où il sera, en 1955, l'un des principaux adjoints d'Isser Harel, le chef des services secrets. En 1965, date à laquelle il prit provisoirement sa retraite, il passait pour le chef des bureaux du Mossad pour l'Europe. Après s'être consacré quelques années aux affaires, il rejoindra le Hérout en 1970 et entamera une carrière politique météoritique : élu à la Knesseth en décembre 1973, il en deviendra deux ans plus tard président. Porte-parole de la Knesseth en 1977, il remplace en mars 1980, Moshe Dayan comme ministre de la Défense. Le 10 octobre 1983, il remplace Menahem Begin comme Premier ministre. A cette occasion, « l'Association israélienne des combattants antifascistes et des victimes du nazisme manifeste alors son indignation dans un télégramme adressé au président Herzog, de voir occuper le poste de Premier ministre par "l'un de ceux qui tentèrent de parvenir à une alliance avec des représentants officiels de l'Allemagne nazie" (7) ».

## La coopération des sionistes avec le Reich

Si le groupe Stern fut sans doute le seul groupe terroriste ou sioniste révisionniste à négocier avec le Reich en pleine guerre, les organisations sionistes modérées n'avaient pas hésité à le faire avant-guerre dans le plus grand secret. Le S.D. avait établi des contacts en Palestine avec Feivel Polkes, un responsable de la Haganah, la milice clandestine juive. Une réunion, organisée à la fois par le S.D. et la Gestapo, se déroula à Berlin entre les 26 février et le 2 mars 1937. Polkes, délégué par la Haganah, se déclara intéressé par de plus grandes facilités d'émigration pour les juifs d'Allemagne vers la Palestine, tandis qu'Adolf Eichmann, en charge de la section du sionisme et des activités sionistes au S.D., qui était l'interlocuteur officiel allemand, souhaitait cultiver ce contact pour obtenir des renseignements sur les menaces de mort et les attentats contre les officiels allemands, y compris Hitler. Pour Polkes, « les cercles nationalistes juifs sont très satisfaits de la politique radicale de l'Allemagne, car la

population juive en Palestine sera de ce fait tellement accrue que dans un futur proche les juifs pourraient compter sur une supériorité numérique face aux Arabes (8). »

Ce qui est établi avec une totale certitude aujourd'hui, c'est que Polkes invita Eichmann à venir en Palestine se rendre directement compte de la situation, et que ce dernier reçut l'autorisation de continuer et de développer ce contact. En juin 1937, le S.D. envisagea d'utiliser Kareski pour obtenir deux places gratuites sur le bateau en partance pour la Palestine pour Eichmann et un accompagnateur, mais réalisa qu'agir ainsi risquait de provoquer la découverte du projet auprès du public, et décida alors de régler la note. Adolf Eichmann et Herbert Hagen (collaborateur du premier au Judenreferat) du S.D. firent le voyage en novembre 1937 sur le paquebot *Romania*, mais ne purent se rendre qu'en Égypte, alors qu'ils étaient attendus par une délégation de la Haganah. Ils avaient postulé à entrer comme journalistes en Palestine, mais l'entrée leur fut refusée par les Anglais. Polkes les rencontra alors à nouveau au Caire. Il proposa même à Eichmann de travailler pour lui, moyennant le salaire de quinze livres par mois pour renseigner l'Allemagne sur la situation en Palestine et pour sa coopération dans la mise en route de l'émigration juive vers ce pays. Dans le cadre de ses relations avec les dirigeants sionistes, Eichmann devait également rencontrer très officiellement Teddy Kollek, futur maire de Jérusalem, à Vienne au printemps 1939, dans l'ancienne maison des Rothschild (9).

Citant divers éléments, Francis R. Nicosia (10) laisse également entendre, après avoir conduit une enquête minutieuse, que plusieurs milliers de pistolets allemands Mauser, avec leurs munitions, furent envoyés de Belgique en Palestine, au profit de la Haganah, entre 1933 et 1935. Nicosia, sans donner le nom de la société à l'origine des envois, établit que la police allemande était au courant de ce trafic d'armes pour les sionistes et laissa faire.

## Notes

1. Alain Dieckhoff, *L'Invention d'une nation, Israël et la modernité politique*, Gallimard, 1993.
2. *Propositions de l'Organisation nationale militaire – Irgun Zvai Leumi – concernant la solution de la guerre juive en Europe et la participation de l'O.M.N. à la guerre aux côtés de l'Allemagne.* Texte original publié dans David Yisraëli *Le Problème palestinien dans la politique allemande*, Bar Ilan University, 1974 ; puis repris dans Brenner, *Zionism in the age of dictators*.

3. Nathan Yalin-Mor, *Israël, Israël*, La Renaissance, 1978.
4. *Yediot Aharonot*, 4 février 1983.
5. 31 janvier 1983.
6. 19 août 1983.
7. *Jerusalem Post*, 18 septembre 1983. Sur l'attitude de Shamir, voir notamment Sol Stern, et L. Rapoport, *Israel's Man of the shadows*, *The Village Voice*, 3 juillet 1984 ; Avishai Margalit, *The Violent life of Yitzhak Shamir*, *New York review of Books*, 14 mai 1992 ; L. Brenner, *Jews in America Today*, Little Stuart, 1986 ; *Skeletons in Shamir's Cupboard (Des cadavres dans l'armoire de Shamir)*, *Middle East International*, 30 septembre ; Israël Shahak, *Yitzhak Shamir, Then and Now*, *Middle East Policy*, vol 1, n°1, 1992. Consulter en français, *Quand les amis d'Itzhak Shamir proposaient leurs services à Hitler*, *Le Choc du mois*, mars 1991, n° 38 ; Mark Weber, *Le IIIe Reich et le sionisme*, supplément au n°1 de la *Revue d'histoire non-conformiste*, 1993 (en une trentaine de pages, cette brochure fait largement le tour de la question, avec de nombreuses références).
8. Lenni Brenner, *Zionism in the Age of the Dictators*, Corwn Hell, 1983.
9. Archives allemandes de Coblenz B.A./Koblenz : R/58-954. Bericht betr. Feivel Polkes, II-112 984, 17. Juni 1937.
10. Francis R. Nicosia, *The Third Reich and The Palestine Question*, Austin, 1985.

*« Vous serez condamnés pour satisfaire l'opinion mondiale.*
*Après quoi vous serez amnistiés. »*
Yitzhak Grünbaum, ministre de l'Intérieur.
Déclaration aux meurtriers du comte Folke Bernadotte,
médiateur des Nations unies pour la Palestine,
assassiné le 17 septembre 1948
(c'est-à-dire après l'indépendance d'Israël).

# LES MILICES ARMÉES ET GROUPES TERRORISTES EN PALESTINE

## La Haganah

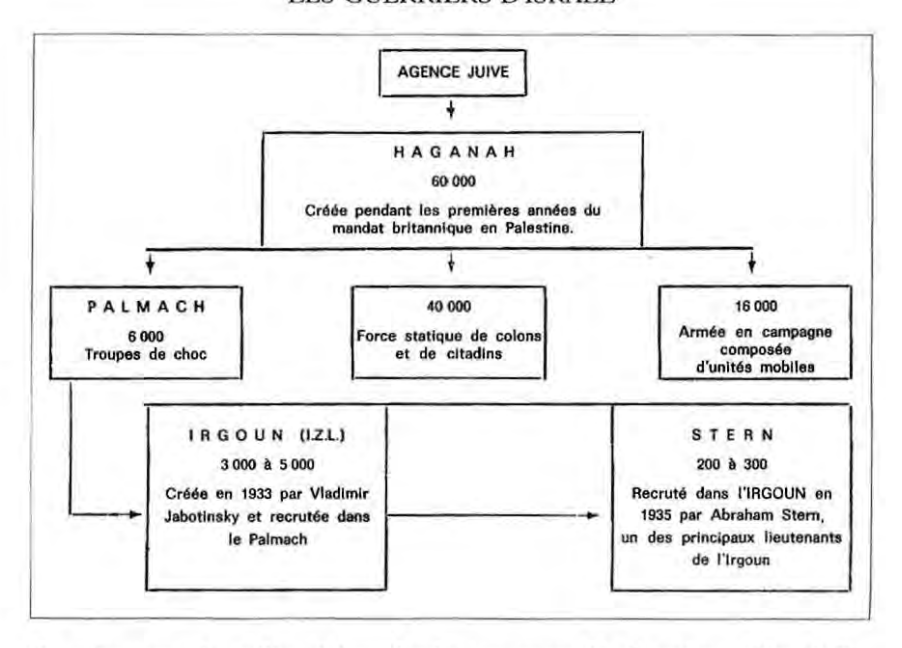
L'armée clandestine juive (Haganah) fut fondée en Palestine en 1920, afin, selon ses dirigeants clandestins, de protéger les populations juives des attaques arabes (1). En réalité, dans la plupart des cas, ce sont les colons juifs qui agressèrent les autochtones. Dans des temps plus reculés, les quelques dizaines de milliers de juifs palestiniens avaient organisé une Garde juive (*Shomerim*) destinée à protéger les colonies juives, au temps de la domination turque, des bandes de bédouins.

En fait, dès 1907, huit membres du Poalé Sion, le parti sioniste marxiste de Ben Gourion, parmi lesquels figure Yitzhak Ben Zvi, futur premier président de l'État d'Israël, créent une organisation clandestine d'autodéfense, Bar Giora, dont le nom est celui d'un zélote de la guerre des Juifs contre les Romains. Les zélotes qui l'entouraient étaient des Birionim (brigands), un mot rappelé constamment par les rabbins comme une injure afin de rappeler que ce sont eux qui furent, par leur révolte absolue contre les Romains, à l'ori-

gine de la destruction du second temple de Jérusalem en 70 après J.-C. La devise des Birionim est nette : « Par le feu et par le sang, la Judée est tombée. Par le feu et par le sang, la Judée renaîtra. » Par la suite le terme de Birionim sera repris comme un titre d'honneur par le groupe révisionniste le plus extrémiste, l'Alliance des Brutes d'Abba Hahimeir.

C'est le Bar Giora qui donnera naissance en 1909 à l'organisation dite *Ha'shomer* (Le Garde) ou *Shomerim*. « Officiellement, elle se propose d'assurer la garde des colonies juives par des vigiles juifs. En réalité, elle nourrit des plans beaucoup plus ambitieux et dessine la carte d'un Grand Israël socialiste, colonisé par des légions de cosaques juifs (...) Habillés en Bédouins, s'exprimant en yiddish, un keffieh autour de la tête et le fusil au poing, ces étranges cavaliers inspireront au Yishouv (la communauté juive) des sentiments mitigés (2). » Le Ha'shomer est si sélectif dans ses critères que même Ben Gourion, jugé trop intellectuel, ne sera pas admis dans ses rangs. La Haganah s'affirma rapidement comme la future armée d'un État hébreu à venir, ce qui se produisit dans les faits deux semaines après la proclamation de l'État hébreu. Durant toute la période du mandat britannique en Palestine, la Haganah fonctionna selon les principes des organisations terroristes clandestines. Toutefois, selon les moments, elle fut tolérée et même parfois soutenue par les autorités britanniques (à la manière du F.L.N. algérien qui devint un interlocuteur officiellement reconnu par le gouvernement gaulliste). Ses piliers étaient d'ailleurs pour la plupart d'anciens membres du service de renseignements sionistes, le Nili, qui avait travaillé avec les Anglais durant la Première Guerre mondiale. La Haganah a connu plusieurs périodes d'évolution : les groupes semi-autonomes villageois d'autodéfense, l'organisation militaire nationale, la lutte anti-anglaise, la guerre anti-arabe.

Émanation du *yishouv* (la population juive palestinienne), la Haganah reflète largement les clivages, querelles et orientations de la classe politique juive. Sa direction clandestine avait été confiée à l'Agence juive, organisme exécutif reconnu officiellement par les Britanniques en tant qu'instrument de liaison entre la communauté juive internationale, les autorités britanniques et les juifs de Palestine. Son président était Chaïm Weizmann, premier président d'Israël. A l'origine, Jabotinsky, dans la lignée de la Légion juive, se prononça pour une formation reconnue par les Britanniques et placée sous leur commandement. Au contraire, le Ahdut 'Avoda (Parti travailliste de l'unité sioniste) opta pour la clandestinité. La Haganah fut donc sous le contrôle du Ahdut Avoda, puis de l'Histadrout (Syndicat travailliste). Ce qui provoqua une scission des éléments




*Organigramme des milices juives clandestines avant l'Indépendance d'Israël (*Du terrorisme, *27e session des Nations Unies, 6e commission).*

révisionnistes en 1931 (qui revinrent en 1937 et en prirent alors le contrôle). Composée des colons eux-mêmes et d'un petit état-major permanent, elle était nettement orientée à gauche, devant servir de police de protection et non d'embryon d'une future armée. Quand Jabotinsky réclama une armée juive, il fut traité de « fasciste » et de « militariste ».

Dès lors que les intérêts britanniques étaient également menacés par les Arabes (qui souhaitaient l'arrêt de l'immigration juive), et non plus seulement les colonies juives de peuplement, les représentants anglais n'hésitèrent pas à s'appuyer sur la Haganah, en particulier entre 1936 et 1939 : une force juive légale, la Police des implantations juive, forte d'un millier d'hommes, fut créée en 1937. Par la suite, elle fut épaulée par une Police surnuméraire, organisée en dix régiments, qui comptait en 1939 22 000 juifs (dont plus de 3 000 appartenaient en fait à l'Irgoun), armés de fusils et de pistolets-mitrailleurs.

Ces formations légales, dénommées Force de défense des colonies juives et plus tard Police de la colonie, chargées de la protection des gares, voies de chemin de fer, ports, ponts et des installations gouvernementales, furent systématiquement infiltrées par la

Haganah afin de permettre la formation militaire de ses membres par l'armée britannique. Le fameux capitaine Charles Orde Wingate, qu'on peut considérer comme le véritable fondateur de l'armée israélienne, constitua même en 1938 des Équipes spéciales de nuit (dont Moshe Dayan faisait partie), entraînées au combat de nuit contre les bases arabes (officiellement, il s'agissait de protéger l'oléoduc de Kirkuk-Haïfa). Ces forces constituèrent par la suite les unités d'élite de la Guerre d'indépendance (unités Palmah ou Palmach). Wingate réutilisera ses méthodes d'entraînement, qui feront des ravages, en Malaisie. La coopération entre Haganah et les occupants britanniques s'interrompit en 1939, à la suite de la publication du Livre blanc anglais sur l'immigration juive, avant de reprendre après l'été 1940.

Des commandos de la Haganah furent employés en particulier pour des missions d'infiltration et de sabotages contre les positions françaises (vichyssoises) en Syrie. C'est au cours d'une opération de ce type que le futur général Moshe Dayan aurait perdu un œil (3), à la tête d'un groupe, composé de juifs aux cheveux clair, parlant l'allemand à la perfection, qui s'était infiltré en Syrie.

Suivant en arrière-garde l'armée britannique, ces divers éléments devinrent la base d'un vaste réseau d'espionnage créé en 1937 par Eliahu Golomb, membre du haut commandement de la Haganah, Isser Beeri, chef du Shai, Berl Katznelson et Yitzak Tabenkin, le Mossad le Aliyah Bet (ou Mossad Lealivah Beth), plus connu sous le nom de Mossad, les célèbres services secrets israéliens. Avec son siège à Genève, le Mossad eut pour premier objectif de favoriser l'immigration illégale en Palestine, puis de fournir des armes, etc. Aujourd'hui encore, les liens entre le Mossad et ses homologues nazis demeurent un secret. On y trouve quelques allusions dans un ouvrage, *Israël a la bras long* : « L'Haganah et le Schai – au vu et su et avec l'accord de l'Agence juive – réussissaient leur coup le plus magistral de l'avant-guerre : la collaboration ultra-secrète, mais non moins efficace, avec le Sicherei-Dienst (Service de sécurité allemand), collaboration à laquelle seule la guerre de 1939 mettra un terme. » Lorsque la menace de l'Axe s'éloigna du Moyen-Orient, en 1942, le pacte fut à nouveau rompu. La Haganah reprit ses activités clandestines, accumulant des armes et des munitions, et favorisa l'immigration illégale, que les Anglais tentaient de stopper depuis la révolte arabe.

En 1944-1945, la Haganah comptait environ 60 000 membres, divisés en trois sections principales : une force statique de 40 000 colons et citadins, une armée de campagne de 16 000 combattants entraînés à des opérations plus ou moins mobiles ; les 6 000

membres (2 000 seulement dans les périodes de calme) des Palmah. La seconde organisation, l'Irgoun, comprenait de 3 à 5000 membres, tandis que le groupe Stern se composait d'environ 2 à 300 fanatiques. Dès 1945, des accords seront passés avec les groupes terroristes les plus radicaux, l'Irgoun et Lehi, afin de coordonner les opérations du Mouvement hébreu de résistance.

La Haganah ne devait pas réussir toutes les opérations qu'elle mènera, provoquant parfois de sérieuses bavures. Le 24 novembre 1940, un commando sous-marin de la Haganah, afin d'empêcher le renvoi par les Anglais des immigrants juifs arrivés sur le paquebot *Patria*, place une bombe sous sa coque, de manière à l'immobiliser. La charge est trop forte, le vaisseau se couche sur le flanc, engloutissant avec lui 212 émigrants, 50 hommes d'équipage et les policiers de service.

## Les juifs palestiniens durant la Seconde Guerre mondiale

Durant la Seconde Guerre mondiale, furent organisées un certain nombre d'unités purement juives, essentiellement composées de juifs palestiniens. Il y eut tout d'abord des formations auxiliaires de travailleurs (Pioneer Corps), qui comprenaient tant des juifs que des arabes. 1 500 jeunes juifs rejoignirent la R.A.F. après la débâcle de 1940 comme mécaniciens, essentiellement, dans les aérodromes britanniques du Moyen-Orient. Les Pioneer Corps furent par la suite transformés en Compagnies de transports (R.A.S.C.) et du génie (Royal Engineers). De nombreuses unités éparses (de la Tripolitaine à l'Iran) se constituèrent, souvent avec difficulté, les Britanniques ayant décidé dans un premier temps que le nombre de compagnies juives serait égal à celui des unités arabes. L'encadrement fut rapidement pratiquement exclusivement juif : « Une tradition militaire juive se formait. L'hébreu fut, dès le début, la langue officielle du commandement. Les ordres officiels étaient rédigés en anglais et en hébreu, et dans les cantines les soldats juifs chantaient des chants hébraïques. Le vendredi soir était observé par la bénédiction des chandelles allumées sur un casque d'acier. A Pâques, le Séder était solennellement célébré, que ce fût dans le désert de Libye ou dans les montagnes d'Abyssinie, sur les neiges du Liban, ou sur le cours méridional du Nil. Une terminologie militaire hébraïque faisait son apparition. Le "Maguen David" ornait les voitures militaires, conduites par des soldats juifs (4). »

Aucune de ces unités, sous contrôle officiel anglais, australien ou hindou, n'était toutefois réellement une unité combattante. Elles étaient toutes affectées aux services de garde ou de protection. C'est

seulement en septembre 1944, alors que la guerre avait définitivement quitté le Moyen-Orient, que le Premier ministre britannique annonça finalement à la Chambre des communes la création d'une Légion juive, dont le noyau serait formé par les trois bataillons d'infanterie renforcés par un régiment d'artillerie et les services respectifs. Cette Brigade accueillerait des soldats juifs de Palestine, d'Angleterre et certaines catégories de réfugiés. Winston Churchill ajouta : « Je sais qu'un grand nombre de Juifs servent dans notre armée, dans celle des États-Unis, et dans toutes les armées alliées. Mais il me semble réellement opportun qu'une unité spécifiquement juive, de cette race qui a souffert des tourments indescriptibles de la part des Nazis, soit représentée comme formation distincte parmi les armées des Nations unies. Ils participeront non seulement au combat, mais aussi, je n'en doute pas, à l'occupation qui suivra. » Son premier chef, désigné par le War Office, fut le général de brigade Benjamin. L'insigne de la Brigade fut un écusson bleu et blanc avec un *Maguen David* (étoile) jaune, et l'inscription « Hayil-Jewish




*Rare plaquette en français éditée en 1945 par le Bureau d'information de l'Agence juive pour la Palestine afin de populariser l'idée de l'indépendance de l'État hébreu (Ici, des soldats juifs palestiniens en uniforme anglais portant les rouleaux de la* Thora*).*

Brigade Group ». C'est seulement en avril 1945 que le drapeau bleu blanc de la Brigade juive fut attribué. Entre-temps, l'unité avait participé à quelques combats en Italie orientale. Et c'est seulement après le 8 mai 1945 que la Brigade juive pénétra dans l'ancien Reich, pour participer aux forces d'occupation comme l'avait souhaité Churchill.

## L'Irgoun

L'Organisation Juive Militaire (5), appelée aussi Haganah B, a été formée en 1931 (en scission de la Haganah, qui avait puisé surtout dans les rangs du Palmah, à la suite d'un conflit entre dirigeants militaires et politiques). Elle fut dirigée par Abraham Tehomi, un dirigeant révisionniste originaire d'Odessa (dont le nom clandestin était Gideon). C'était alors un mouvement non confessionnel, fondé et régi par des règles purement militaires. Composée de membres de toutes les organisations non socialistes du Yishouv (Sionistes généraux, Mizrahi, Ha'Shomer, Armée de libération juive, Révisionnistes, etc.), elle organisait notamment des entraînements militaires pour les immigrants intéressés dans l'autodéfense. Les objectifs de la première Haganah s'étaient sensiblement éloignés de ceux de la Haganah travailliste des origines, même si les dirigeants, fondateurs et hommes de troupe, en venaient. « Le rituel de prestation de serment évoquait plus une association de Carbonari que la milice de masse, conçue par la gauche sioniste en 1920 (2). "Savez-vous que seule la mort pourra vous libérer de votre engagement ? Savez-vous qu'il n'existera désormais rien de plus sacré pour vous que l'organisation ? Savez-vous que l'on pourra exiger de vous le sacrifice suprême ?". » En outre, une organisation encore plus secrète existait au cœur de l'Irgoun, le Groupe du Centre, chargé des opérations spéciales (élimination d'opposants juifs de droite comme de gauche, attentat anti-arabe, etc.).

La Haganah Bet (donc différent de la Haganah), pour Haganah B ou Haganah nationale, est également connue sous le nom de Organisation militaire nationale, I.Z.L. (Irgoun Zvaï Leoumi), ou Irgoun. La plupart de ses membres appartenaient au Betar, mais cette organisation ne disposait pas d'une influence majeure à la tête de la Haganah B, car Jabotinsky n'avait pas abandonné l'idée de jouer la carte anglaise et était hostile aux actions illégales. Le 5 décembre 1936, un accord fut signé à Paris entre Vladimir Jabotinsky et Tehomi, selon lequel Tehomi devenait le chef du Etzel, la milice de la Nouvelle Organisation sioniste. En 1937, Tehomi arriva à un accord avec la Haganah, afin de fondre les deux organisations

en une seule. Cela provoqua le départ d'un peu moins de la moitié des 3 000 membres du Etzel (1 300), tandis que la majorité (1 700) décida de maintenir le principe d'une milice indépendante, l'Irgoun Tz'vai L'umi (I.Z.L., c'est-à-dire Organisation militaire nationale, ou Etzel en abrégé). L'Irgoun n'est donc pas, contrairement à ce qu'écrivent divers historiens, la suite de la Légion hébraïque ou de la Légion juive de Jabotinsky et Trumpeldor.

L'Irgoun fut en fait une solution de rechange militaire à l'impasse politique à laquelle était arrivée Jabotinsky. Ce dernier, alors que l'Irgoun avait été lancée en désaccord avec lui, se raccrochera aux branches une nouvelle fois. Sa direction, mais celle-ci ne sera que purement théorique, reviendra à Jabotinsky. Exilé, Jabotinsky ne pouvait exercer une direction effective, d'autant qu'il fallait impérativement séparer action légale (N.O.S., Bétar, etc.) et action illégale (I.Z.L.). Même si Jabotinsky fut le lien secret entre les deux types d'action, il préférera ignorer de fait l'action de l'Irgoun. « On ne demande pas à papa » répondit-il au jeune Begin, chef du Bétar de Pologne, qui l'interrogeait imprudemment, en plein congrès de la N.O.S. à Prague en 1938, si l'Irgoun ne devrait pas attaquer les Anglais.

La stratégie du Etzel était que seule une politique ferme antiarabe imposerait le respect (et la terreur) aux populations autochtones. Son symbole était une main portant un fusil avec en arrière-plan une carte de la Palestine (incluant la Transjordanie) et les mots *Rakh Kakh* (« Seulement à nous »). Il faut savoir que ce slogan n'est que la reprise des légions du Polonais Pilsudski au régime autoritaire et même antijuif. L'Agence juive dénonça fermement les « activités dissidentes » de l'Irgoun, car elles provoquaient des vagues d'arrestations et d'internement de la part des autorités britanniques. Sh'lomo Ben Yosef, un membre du Betar, fut le premier juif à être pendu en Palestine (8 juin 1938) pour avoir attaqué un autocar arabe. Jusque en mai 1939, les actions de l'Irgoun furent limitées à des attaques anti-arabes : plus de 120 Arabes seront assassinés en juillet 1938, après l'exécution – par les Britanniques – d'un de ses militants. La rébellion de part et d'autre aura fait de 1936 à 1939 plus de 3 000 victimes arabes et seulement 520 juives : « Les bombes sur les marchés ne dissuaderont pas les rebelles (2). Leur seul effet sera de pousser des sections entières de la population arabe jusque alors passives, à prendre fait et cause pour la révolte, d'enclencher un cycle sanglant de représailles et de contre-représailles (...) Inefficace et provocateur, le terrorisme juif menace en outre la coopération entre la Haganah et l'armée britannique alors que celle-ci n'a jamais été aussi poussée : l'état-major a armé 7 500

supplétifs juifs pour la garde des localités et des lignes de communication, en retour de quoi il ferme les yeux sur les opérations offensives de la Haganah qui traquent les bandes armées arabes jusque dans leurs repaires montagneux. Qui plus est, le gouvernement anglais crée des unités de contre-guérilla composée de militaires britanniques et de volontaires juifs. » Pour Ben Gourion, les membres de l'Irgoun « sont des voyous qui imitent en toute chose les stratagèmes des nazis. Ce sont nos ennemis jurés. » Cela s'accentua après la publication du Livre blanc anglais en 1939, lorsque les autorités britanniques devinrent la cible principale de l'Irgoun (l'Irgoun joua également un rôle important dans l'immigration clandestine juive).

## Le meurtre de Chaïm Arlozoroff

L'un des épisodes qui devait le plus nourrir la haine de Ben Gourion envers les révisionnistes est le meurtre de Chaïm Arlozoroff, secrétaire de l'Agence juive, principal négociateur avec l'Allemagne nationale-socialiste de l'Ha'avara (immigration des juifs allemands en Palestine). Alors que Jabotinsky n'avait que formellement adopté le boycott anti-allemand et que nombre des révisionnistes s'y opposaient, les nouvelles directives anti-allemandes de Jabotinsky entraînèrent des représailles contre tous ceux qui négociaient avec l'Allemagne pour obtenir l'immigration en Palestine de juifs. L'assassin d'Arlozoroff, un Bétari identifié sans nul doute par la veuve d'Arlozoroff, Abraham Stavsky, fut condamné à mort, mais le jugement fut cassé en raison d'irrégularités de procédures complexes. Le Bétar nia toujours l'assassinat. On sait aujourd'hui, même si ce fait est systématiquement passé sous silence, qu'il en était responsable : l'arme qui avait servi à commettre le crime fut utilisé par la suite pour au moins sept autres assassinats, deux Arabes, quatre policiers britanniques et Lord Moyne, haut commissaire britannique pour le Moyen-Orient en Égypte, assassiné par le groupe Stern (6). Même si Jabotinsky nia toujours que des Bétaris aient été impliqués dans l'assassinat ou qu'il n'ait pas été mis au courant à l'avance, il fut suffisamment ébranlé pour faire ajouter en 1935 une nouvelle clause dans les principes fondamentaux du Bétar : « Je préparerai mon arme pour la défense de mon peuple et ne transporterai mon arme que pour sa défense. »

Signe de l'importance de l'enjeu idéologique autour du meurtre d'Arlozoroff, l'une des décisions du gouvernement Begin, ô combien caractéristique, fut la création d'une commission d'enquête officielle en 1982 afin d'identifier les meurtriers d'Arlozoroff. La commission

devait conclure que les deux hommes condamnés étaient innocents, mais qu'on ne pouvait pas non plus déterminer qui étaient les meurtriers ni affirmer qu'il s'agissait là d'un assassinat politique...

A la suite du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'Irgoun, sur les instructions de Jabotinsky, stoppa donc ses actions antibritanniques et proposa sa participation à des actions anti-allemandes. Le chef de l'Irgoun d'alors, David Raziel (qui avait succédé à Moshe Rosenberg, lui-même successeur de Robert Bitker), mourut d'ailleurs en mai 1941 au cours d'un action pour le compte des Britanniques en Irak (7). Il avait été le premier à conduire une attaque de masse contre les Arabes le 14 novembre 1937, avec le Dimanche noir : des commandos de l'Irgoun exécutèrent au hasard six hommes arabes et deux femmes arabes, en plein Jérusalem. Menahem Begin écrira plus tard qu'il tenait Raziel pour « le plus grand esprit militaire juif de notre génération. Celui qui a accompli l'acte décisif : la première attaque par des Juifs en armes. » Ses slogans étaient simples : « Il faut créer une situation où la vie d'un Arabe ne vaudra pas plus que celle d'un rat. Comme ça tout le monde comprendra que les Arabes sont de la merde, et que nous sommes, nous et non eux, les véritables maîtres du pays (7). » Après ce mot d'ordre, donné en juin 1938 par un des adjoints de Raziel, 120 Arabes seront tués le mois suivant.

### Menahem Begin, ancien terroriste

Lui succéda Yaakov Meridor, qui fut lui-même remplacé par Menahem Begin, en décembre 1943 (futur Premier ministre d'Israël). C'est Begin, arrivé d'un camp soviétique en 1942, qui commanda l'Etzel de 1944 à 1948, durant sa période d'action la plus importante. Dès le 1er février 1944, alors que l'Irgoun ne compte que 250 soldats en armes, Begin décréta la fin de la trêve avec les Britanniques, coupables de ne pas avoir les bateaux de réfugiés juifs, : « Guerre au pouvoir britannique ! Guerre jusqu'au bout ! (...) Le Dieu d'Israël, le Dieu des armées sera avec nous. Pas de recul. La liberté ou la mort ! » et relança la guerre contre l'Angleterre « qui n'avait tenu compte ni de nos sacrifices ni de notre loyauté ». Pourtant, dès le début de 1943, Yaakov Meridor avait préparé un appel à la révolte contre les Anglais, mais celui-ci avait été différé. Les attaques se succédèrent alors contre les installations britanniques et ses institutions (office d'immigration, perceptions, cadastres, commissariats, stations de radios, etc.), mais les responsables furent largement freinés par la campagne anti-Irgoun lancée par la Haganah.




*Les mémoires de Menahem Begin, publiés dès 1953, sont un véritable précis de terrorisme politique. « Toutes nos attaques, même si elles échouaient, étaient politiquement fructueuses, car elles avaient toujours un effet de désintégration sur le prestige anglais (...) Tel Aviv n'était pas Amritsar, ni Israël le Pundjab. Eretz Israël était un centre d'intérêt mondial. Il est de fait qu'aucune lutte de partisans n'avait eu dans le monde autant de publicité que la nôtre. » Ici un passage relatant les méthodes utilisées contre l'armée britannique.*

d'Eitan, fut Guiddy. Il y avait en Guiddy un mélange exceptionnel des qualités les plus diverses. Il était à la fois l'esprit qui invente et la main qui construit, celui qui fait les plans et qui les exécute. Il faut mettre à son crédit une foule d'inventions techniques et tactiques. Il inventa le mortier lourd manœuvré électriquement que les Anglais, je ne sais pour quelle raison, appelèrent V3, et d'où dériva le fameux « Davidka » de l'armée d'Israël. Guiddy inventa, pour le sabotage des voies ferrées, une mine spéciale contre laquelle aucun système n'était efficace. Il était impossible de la démonter sans qu'elle éclatât. Quiconque s'y risquait, malgré nos avertissements, le payait de sa vie. Les véhicules d'essai lancés sur la voie pour l'éprouver passaient sur l'endroit miné sans inconvénient, mais le train qui suivait sautait en y arrivant. Un poids léger ne la mettait pas en action, mais un poids lourd provoquait l'explosion. Cette mine était également munie d'un mécanisme d'horlogerie que l'on pouvait régler pour la journée, pour deux jours, trois jours et même pour des semaines. A un moment donné, nous avons, avec ces mines, presque complètement paralysé le trafic ferroviaire dans le pays. L'esprit de Guiddy était perpétuellement en travail ; il inventa des mines spéciales pour les routes, des lance-flammes, des « boîtes à lait » et des « barils » explosifs. Guiddy projetait d'attaquer Acre. Avec Shimson, le comman-

Cette lutte était soigneusement organisée et pensée, à la manière des organisations terroristes classiques et de guérilla : « L'histoire et nos propres observations nous convainquirent, écrit Begin, que si nous parvenions à détruire le prestige britannique en Eretz Israël, la fin de la domination surviendrait automatiquement. En conséquence, c'est sur ce point-là, que nous avons sans relâche fait porter nos efforts. L'existence d'une organisation clandestine que ni l'oppression, ni les pendaisons, ni les tortures et les déportations n'étaient parvenues à abattre ou à affaiblir, devait, à la longue, miner le prestige d'un régime colonial qui vivait sur la légende sa toute-puissance. C'est pourquoi toutes nos attaques, même si elles échouaient, étaient politiquement fructueuses, car elles avaient toujours un effet de désintégration sur le prestige anglais. L'arrestation d'officiers britanniques afin d'obtenir l'annulation de sentences de mort – opération qui n'empêcha pas le meurtre de nos camarades captifs, mais obligea les fonctionnares britanniques à se retirer dans leurs fameux "ghettos" –, la mise en échec de la loi martiale, qui fut la dernière tentative d'une oppression massive ; le fouet infligé aux officiers en représailles contre le même traitement subi par nos jeunes soldats ; les pendaisons répondant aux pendaisons – tout cela non seulement secoua le prestige anglais, mais finalement le détruisit en Eretz Israël. » Habilement, les terroristes surent obtenir le soutien de la communauté juive mondiale : « Tel-Aviv n'était pas Amritsar, ni Israël le Pundjab. Eretz Israël était un centre d'intérêt mondial. Il est de fait qu'aucune lutte de partisans n'avait eu dans le monde autant de publicité que la nôtre. » A partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, des contacts furent finalement noués entre les différents groupes terroristes juifs : l'Irgoun, le Lehi et la Haganah.

Les méthodes de financement à l'étranger de l'Irgoun étaient parfois pittoresques, comme l'a raconté le dramaturge américain Ben Hecht, qui évoque l'une des ses interventions secrètes, pour le compte de l'Irgoun devant la fine fleur de la pègre américaine californienne, convoquée par un certain Mickey Cohen dans un bar de Los Angeles : « J'ai parlé devant environ un millier de bookmakers, d'ex-boxeurs professionnels, de professionnels des jeux de hasard, d'indicateurs et autres vivant de revenus illégaux ou semi-légaux. Une collecte d'argent commença après mon discours. Personne ne s'en abstint. Chacun des bookmakers, bandits et voyous se levait et annonçait à haute voix sa contribution. Cependant, l'hôte se montra mécontent du montant des dons. Alors, il poussa en avant son garde du corps, Howard : "Dis-leur à tous qu'ils ne valent pas cher, qu'ils doivent doubler leurs versements." Howard hurla quelque

chose d'incompréhensible dans le microphone. Lorsqu'il eut terminé, Mickey sortit au bord de la scène et se plaça dans la lumière des projecteurs. Il ne disait rien, mais l'un après l'autre les gens du monde du crime se levaient et doublaient leurs versements à l'Irgoun. 200 000 dollars furent collectés en tout (8). »

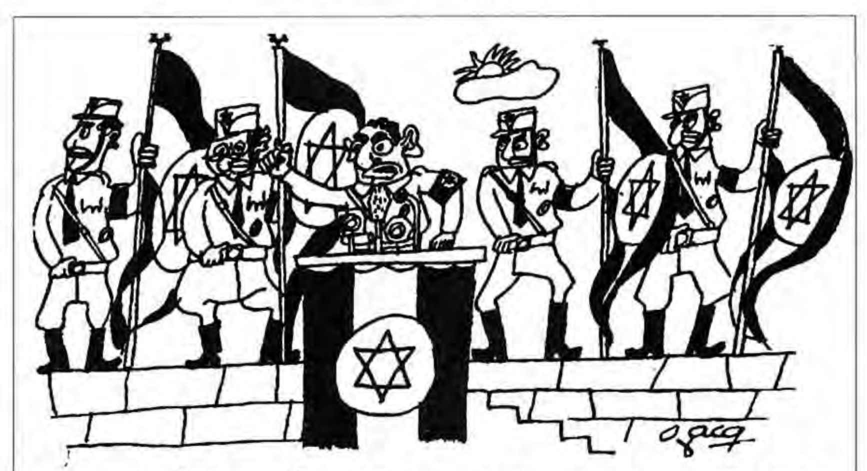
### Le gang Stern

Le Lehi (initiales en abrégé de Combattants pour la Libération d'Israël) était une petite scission de l'Etzel, qui refusa la trêve contre les Britanniques ordonnée par Jabotinsky en 1940. Fondé par Abraham Stern, ancien responsable de l'Irgoun, qui sera abattu par la police palestinienne le 12 février 1942, le Lehi est également connu sous le nom de « groupe Stern » ou de « gang Stern » en raison de sa pratique du terrorisme aveugle. Le groupe Stern fut en fait fondé après la mort de Jabotinsky, Stern s'entendant mal avec le chef de l'Irgoun, David Raziel, ancien élève d'une Yeshiva. Helléniste et poète, intellectuel de qualité, Stern se fera appeler dès lors Yair, en souvenir d'Eleazer Ben Yair, chef des zélotes de Massada lors de la révolte contre Rome de l'an 70. Déjà le nom d'Abraham Stern (qui signifie l'étoile) rappelait le Fils de l'Étoile, nom du chef de la place forte juive, Betar, tombée aux mains des Romains.

Des relations existèrent toujours entre Irgoun et Lehi. Begin, qui dirigeait l'Irgoun, appelait par exemple le groupe Stern, « nos camardes dans la révolte ». Lorsqu'il sera Premier ministre, Begin fera également imprimer des timbres en l'honneur d'Abraham Stern. La direction tricéphale du groupe Stern se composait de Israël Sheib (extrême droite), Natan Yalin-Mor (gauchiste) et de Yitzhak Shamir (extrême droite), devenu ministre des Affaires étrangères d'Israël en 1980 puis Premier ministre. Stern avait été commandant de l'Irgoun et composera d'ailleurs son hymne, d'après l'un de ses poèmes de 1932, *Soldats inconnus* :

*Les larmes des mères dont les fils sont tombés*
*Le sang des nouveau-nés innocents*
*Cimenteront nos corps comme des briques,*
*Pour construire notre Patrie.*

Arrêté le 1er septembre 1939 par les services secrets britanniques pour ses activités illégales, Stern avait retrouvé la liberté en juin 1940, à la suite du nouveau retournement de Jabotinsky qui espérait le renouveau de la création d'une nouvelle Légion juive. L'Irgoun éclata alors en septembre 1940, la majorité du commandement ainsi que des membres ralliant Stern. Néanmoins à mesure que les buts politiques de Stern se firent jour, les rangs se clairse-



**LA VÉRITÉ SUR LA PALESTINE**

# JE SUIS CONDAMNÉ A MORT PAR L'HAGANA

★★★

*Jamais, depuis l'avènement du nazisme, on n'a autant parlé d'Israël. Le monde entier .tonne de ce que les persécutés d'hier, sur le sort desquels il s'est apitoyé, utilisent contre ceux qui les ont sauvés de l'anéantissement, les méthodes de ceux qui cherchaient à les anéantir.*

*Et d'abord, que se passe-t-il dans cette mystérieuse Palestine où il semble que les extrémistes juifs considèrent que le seul moyen de réaliser leurs aspirations soit de recourir au terrorisme ? Cette nation qui cherche son âme depuis tantôt deux mille ans, l'a-t-elle retrouvée à Jérusalem et à Tel-Aviv ?*

*Reportage d'un journaliste belge de la revue* Europe-Amérique *peu avant l'indépendance de la Palestine. La Haganah est ici clairement assimilée aux S.A.*

mèrent, les terroristes rejoignant l'Irgoun ou même l'armée britannique. A la différence de Raziel pour qui l'ennemi n°1 était Hitler, pour Stern l'ennemi n°1 c'est l'Angleterre : « Nos soldats ne verseront pas leur sang pour les idées de démocratie, de justice et de culture européennes qui masquent des intérêts étrangers à notre cause (9) ». A la différence de celui de l'Etzel, le recrutement de l'organi-

sation terroriste la plus radicale fut beaucoup plus large, aussi bien socialement que politiquement. Surtout après la mort de Stern en février 1942 et sous l'influence de Nathan Yalin-Mor (1913-1980), le groupe s'affirme « révolutionnaire », saluant l'œuvre nationale et sociale de la gauche sioniste, allant à l'encontre des thèses de Jabotinsky : « Le peuple hébreu dans sa patrie sera un peuple d'ouvriers et de paysans, sinon il ne sera pas. » Les dirigeants parlent de l' « impérialisme britannique » et iront même jusqu'à se rapprocher de l'Union soviétique en 1946 en lançant un « plan de neutralisation du Moyen-Orient » afin de permettre à l'U.R.S.S. de « se débarrasser de la menace d'une agression sur son flanc droit ». Après la fondation de l'État hébreu, on retrouva d'ailleurs ses anciens membres dans les rangs aussi bien de l'extrême droite que de l'extrême gauche (Yalin Mor sera un compagnon de route du Parti communiste après 1967). Cette diversité explique sans doute à la fois la rareté et l'opposition de contenu des ouvrages parus sur le mouvement terroriste. Celui-ci demeure sans nul doute, aux dires de tous les historiens du sionisme, le groupe le plus extrémiste qui ait jamais été en activité au sein du mouvement révisionniste. Le journal du groupe Stern s'intitulera en tout simplicité *Terrorisme*, sous-titré *Front de combat hébreu*. Comme l'écrit Lenni Brenner, le groupe Stern « relevait davantage de la psychiatrie que de la science politique » jusqu'à ce que son ancien chef, Yitzhak Shamir, succède comme Premier ministre à Menahem Begin. De quoi faire retourner dans leurs tombes les fondateurs du mouvement sioniste et les créateurs de l'État hébreu.

Son programme en 18 points parmi lesquels se trouvait le Grand Israël de l'Égypte à l'Euphrate ou la construction du troisième temple de Jérusalem est fortement teinté de mysticisme. Une seule ligne concerne les Palestiniens arabes : « Le problème des étrangers sera résolu par un échange de populations. » Il faut dire que Stern avait un piètre opinion des Arabes : « Ces demi-sauvages ont développé sur une terre sauvage, une culture particulière, une sorte de culture nationale nourrie par la morale du désert, la religion de la guerre et de la vengeance (...) car seul l'homme de la civilisation du désert peut assassiner son voisin pour une demi-piastre (10). » Dans le programme du groupe, on lit aussi : « Il n'est pas nécessaire d'être majoritaire, car le monde est divisée entre races combattantes et dominatrices d'une part et races faibles et dégénérées de l'autre. » Stern va en outre fonder une distinction essentielle entre les deux termes de « persécuteur » et d'« ennemi ». Hitler n'est qu'un persécuteur millénaire comme il y en a eu bien d'autres dans les pays de la diaspora. Il ne sert à rien de perdre son temps à le

combattre. En revanche, l'Anglais, qui occupe la terre sacrée des ancêtres et empêche l'émergence d'Eretz Israël est l'ennemi absolu. Cela l'amènera même à échafauder des plans pour aller encadrer les nationalistes hindous qui luttaient contre l'administration britannique. A partir du moment où la Grande-Bretagne était l'ennemi n°1, ses ennemis, et notamment l'Allemagne, qui avait pourtant adopté des lois antijuives, ou l'Italie fasciste, devenaient des alliés potentiels. Des négociations furent donc engagées dans ce sens. Comme l'indiquait la proposition d'alliance de Stern aux dirigeants nationaux-socialistes en 1941 : « L'Organisation nationale militaire (le groupe Stern) est proche des mouvements totalitaires en Europe aussi bien dans son idéologie que dans sa structure (11). »

Cette attirance pour les régimes autoritaires n'était pas nouvelle : dès les années trente, Stern voyait déjà Jabotinsky comme un libéral avec ses réserves morales sur la terreur organisée par l'Irgoun contre les populations arabes. Stern pensait que l'unique solution de salut pour les juifs passait par l'invention d'un totalitarisme juif. Ayant lui-même été associé aux négociations de Jabotinsky avec les antisémites polonais et ayant vu les succès de Jabotinsky en Italie ainsi que les possibilités de Kareski en Allemagne, il pensait que toute mesure en dehors du totalitarisme juif était une demi-mesure. « Stern, écrit Brenner, était l'un des révisionnistes qui estimèrent que les sionistes, et les Juifs, avaient trahi Mussolini et non l'inverse. Le sionisme devait prouver à l'Axe qu'il était sérieux, et non l'inverse, en intervenant militairement directement dans le conflit contre les Anglais, de manière à ce que les pays totalitaires découvrent l'avantage militaire de s'associer avec le sionisme. » Le groupe Stern sera pratiquement démantelé en 1942 à la suite de l'assassinat de policiers juifs, considérés comme des « collaborateurs ». L'ensemble du Yishouv, sur les instructions de Ben Gourion, s'emploiera alors à faire tomber le « gang d'assassins » comme le qualifiera la presse juive. Stern sera lui-même abattu le 12 février 1942.

## Les derniers attentats

Il faudra attendre 1944 pour voir vraiment réapparaître les terroristes. Les attentats anti-anglais se succédant, Winston Churchill adressera une mise en garde d'une gravité sans précédent à l'Agence juive le 17 novembre 1944. Le gouvernement anglais ne soutiendra plus la cause sioniste si elle « a pour seul résultat de produire un nouveau type de gangster, digne de l'Allemagne nazie ». Le 26 novembre 1944, Ben Gourion décide alors l'élimination des dissidents de l'Irgoun, et du groupe Stern dans une moindre mesure,

avec l'appui de l'Histadrout. Plus de 700 noms de suspects seront remis à la police britannique. 300 d'entre eux seront arrêtés, des dizaines seront enlevés par les équipes spéciales de la Haganah et soumis à des interrogatoires sévères, parfois accompagnés de sévices. La Haganah, ne disposant pas de prisons clandestines, ou en trop petit nombre, cette organisation remit à plusieurs reprises les membres du Etzel ou du Lehi aux Britanniques. L'Irgoun et le gang Stern devront interrompre leurs opérations jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Begin fera alors un choix politique essentiel pour sa carrière future : il interdira à l'Irgoun de se livrer à des représailles contre d'autres juifs, même si « Caïn a trahi son frère ».

L'Irgoun et le groupe Stern mis au pas, des négociations s'engagèrent avec la Haganah après l'armistice. L'ensemble aboutit à la création du Mouvement de résistance hébreu. Chaque organisation demeurait indépendante mais aucune opération importante n'était décidée sans l'accord du commandement général. La première action concertée se déroula dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1945, lorsque les voies de chemin de fer et les ponts furent coupés en 153 endroits. Le Yischouv apportait son soutien total aux actions de la Haganah. Lorsque quatre membres des commandos d'élite Palmach furent tués lors d'une attaque de postes de police, 50 000 personnes, avec à leur tête, les représentants du Vaad Leumi participèrent aux obsèques : « C'est comme si le *Speaker* de la Chambre des communes et des dirigeants des syndicats venaient rendre un ultime hommage à quatre hommes armés abattus en tentant de faire sauter Scotland Yard » note dans un rapport le chef des Renseignements britanniques en Palestine.

Cette coopération demeura toutefois épisodique, surtout à partir de l'été 1946 : le 22 juillet 1946 l'Irgoun, dirigé par Menahem Begin, fit sauter le quartier général des forces armées britanniques et le Secrétariat du gouvernement de Palestine, à l'Hôtel King David de Jérusalem. 91 personnes furent tuées et 45 grièvement blessées (les Britanniques, prévenus d'une énième alerte à la bombe, avaient refusé d'évacuer l'immeuble). La radio de la Haganah dénonça alors l'opération, mais l'Irgoun affirmera toujours qu'elle avait agi avec l'accord du commandement général. A cette occasion, Begin écrivit : « Nous luttons donc nous sommes. Du sang, du feu, des larmes et des cendres, et une espèce nouvelle d'humanité, une espèce complètement inconnue du monde depuis plus de dix-huit cents ans : le juif guerrier. Avant tout et surtout, nous devons prendre l'offensive. Nous attaquerons les meurtriers. Du sang et de la sueur naîtra une génération fière, généreuse et forte. » L'armée

britannique ayant condamné des membres de l'Irgoun au fouet, le groupe terroriste s'empara d'officiers britanniques et fit de même avec eux. En juillet 1946, l'Irgoun enleva même deux sergents britanniques pour empêcher la pendaison de deux de ses membres. Les Britanniques refusèrent de se plier au chantage : les deux terroristes furent exécutés et les deux sergents anglais furent pendus par l'Irgoun.

A la suite de la décision des Nations unies de séparer la Palestine entre Juifs et Arabes, le 29 novembre 1947, l'Irgoun déploya une politique de terreur à Haïfa, Tiran, Jérusalem, Ramle, etc. afin d'entraîner le départ des familles autochtones. Le 10 avril 1948, dans le petit village de Deir Yassin, une centaine d'homme de l'Irgoun (qui n'eut que 4 morts et 41 blessés) se livra à un véritable crime de guerre, assassinant une bonne partie de la population, soit 240 (ou 254) civils arabes, y compris des femmes et des enfants. En avril 1948, l'Irgoun lança une offensive contre Jaffa et fut rejoint par la Haganah : le 13 mai Jaffa se rendait. Le résultat souhaité, la fuite des Arabes autochtones, fut obtenu selon le plan qu'avait élaboré Menahem Begin (12).

Le 14 mai 1948, date de la proclamation de l'indépendance d'Israël (13), l'Irgoun, qui ne comptait pas plus de 5 000 combattants, annonça son intention de se dissoudre et de transférer ses troupes dans l'armée israélienne. Toutefois, pendant plusieurs semaines, des unités indépendantes de l'Irgoun subsistèrent, ce qui provoqua notamment le drame de l'*Altalena* : ce cargo, qui transportait 800 volontaires, avait été acheté en Europe par le Bétar américain. Ses cales regorgeaient d'armes et de munitions. A l'arrivée, à Tel-Aviv, l'Irgoun exigea qu'une partie des armes reviennent à ses militants, les troupes gouvernementales refusèrent, l'Irgoun résista, et le bateau fut coulé dans le port de Tel-Aviv par la Haganah sur l'ordre de Ben Gourion. C'est seulement le 1er septembre 1948, que les dernières unités terroristes se fondirent dans l'armée, à la manière des F.T.P. en France.

Le gang Stern, lui, continuera à agir : le comte Folke Bernadotte, médiateur des Nations unies pour la Palestine (et qui avait sauvé des dizaines de milliers de déportés à la fin de la Seconde Guerre mondiale), jugé trop favorable aux Palestiniens, est abattu par un commando le 17 septembre 1948. L'assassinat avait été décidé par sa direction, à laquelle évidemment appartenait Yitzhak Shamir. Le lendemain, le Lehi est dissous par ordre du gouvernement. 250 de ses membres sont arrêtés. Si le nouvel État entend briser le groupe Stern, il fera preuve d'une indulgence coupable envers ses membres qui reconnaîtront son autorité (d'autant que le

groupe Stern n'est pas une menace politique, à la différence de l'Irgoun). Ils seront alors recrutés dans des unités spécialisées, notamment le Mossad (dont Shamir en 1955 dirigera le secteur Europe). Yalin-Mor, l'un des trois chefs du groupe Stern, condamné à plusieurs années de prison, est libéré deux semaines après. Le meurtrier, Yéhoshua Cohen, rapidement amnistié, deviendra ... le responsable de la sécurité de l'ancien Premier ministre Ben Gourion.

Nombre des dirigeants des diverses milices ou mouvements terroristes deviendront de hauts responsables de l'appareil d'État hébreu (14). En voici quelques exemples : Menahem Begin, chef de l'Irgoun, deviendra ministre sans portefeuille dans le gouvernement de coalition ; Mordechai Ben-Porat, dirigeant de la Haganah, entre à la Knesseth et sera membre du secrétariat du Mapai ; Arie Ben-Eltezer, membre de l'Irgoun, deviendra vice-président de la Knesseth et président du comité exécutif du Hérout ; Jacob Ben-Yehuda, membre du Palmach sera chef de département au ministère de la Défense ; Matitiahu Dagan, officier de liaison de la Haganah avec les autorités militaires britanniques, deviendra général de brigade avant d'embrasser la carrière diplomatique, etc. Dov Shilansky, ancien de l'Irgoun, deviendra président de la Knesseth en 1988 (il l'est encore en 1995). Cas particulier, cet activiste du Hérout avait continué à pratiquer le terrorisme après-guerre : il sera arrêté en 1952 porteur d'une bombe dans une mallette à proximité du ministère des Affaires étrangères, au moment où le Hérout menait une haineuse campagne contre des accords Ben Gourion-Konrad Adenauer.

## Notes

1. Sur la Haganah, *Ben-Tsiyon Dinur, Sefer toldot ha-Haganah* (*Histoire de la Haganah*), Ma'arakhot, 2 volumes (1954, 1957, réédités en 1977). Sur l'armée en général et en détail, voir Wallach, *Israeli Military History, A Guide to the Sources.*
2. Marius Schattner, *Histoire de la droite israélienne*, Complexe, 1991.
3. L'hebdomadaire *Jewish Chronicle* (4 janvier 1957) a consacré un long article à l'œil perdu de Moshe Dayan. Il faut toutefois se reporter à la revue *Les Libertés françaises* (n°18, mars 1957, p. 13 à 17) pour savoir ce qui s'est réellement passé. Lorsque les Britanniques décidèrent d'attaquer la Syrie, alors administrée par des troupes françaises à Vichy, ils utilisèrent notamment de petits groupes de commandos juifs pour « neutraliser » les petits postes que le général Dentz avait échelonné le long de la frontière avec la Palestine. Moshe Dayan appartenait à ces équipes. Habitant alors à la colonie de Hanita près de la frontière du

Liban, il devait guider des troupes australiennes en direction du fort Gouraud, à quelques kilomètres de la frontière (ce, alors qu'on était officiellement en période de paix). Ayant décidé d'attaquer le fort, les commandos juifs se glissèrent dans la nuit, tuèrent les sentinelles, coururent aux remparts et s'emparèrent des mitrailleuses, les pointèrent en direction du terrain d'exercice et plantèrent le drapeau anglais sur le fort. Ils firent ensuite empiler les armes du fort dans une pièce et consignèrent les soldats qu'ils avait surpris dans une autre. Ils avaient toutefois commis une imprudence en plantant le drapeau anglais : les troupes françaises, dispersées aux alentours, attaquèrent le fort avec leurs mitrailleuses. Près des deux tiers de la troupe juive furent tués. Dayan fut blessé au moment, où, avec ses jumelles, il apercevait les Australiens en train d'arriver. Il faut savoir que les soldats de Vichy se retrouvèrent pour la plupart dans l'armée de Lattre de Tassigny. Dayan n'a donc pas perdu son œil en combattant les Arabes comme on le lit parfois mais en attaquant des Français.

4. J. Tchernowitz, *Juifs en guerre*, Rubin Mass, 1945.

5. Sur l'Irgoun, voir D. Niv, *Ma'arekhot ha-Irgun ha-Zeva'i ha-Le'ummi* (3 tomes, 1965-1967) ; Fred Goldstein, préface de Menahem Begin, *L'Irgoun*, France-Empire.

6. L'expertise balistique menée à l'époque ne fut rendue publique qu'en 1973. Cf. *Trace 1933 Murder weapon to Stern Group Death Squad*, *Jewish Journal*, 10 août 1973.

7. Daniel Levine, *David Raziel, The Man and his times*, p. 222, Yehiva Univ. 1969.

8. R. Silverberg, *If I forget Thee O Jerusalem : American Jews and The State of Israel*, Pyramid Books, 1972.

9. Abraham Stern, *Archives du groupe Stern*, cité par Marius Schattner, *Histoire de la droite israélienne*, Complexe, 1991. Sur Stern, Yaakov Weinshall, *Le Sang dans le bassin. Vie et mort d'Abraham Stern* (en hébreu), Israël, 1956.

10. *Metzuda*, n°6.

11. Cf. le chapitre sur les relations entre sionisme révisionniste et national-socialisme.

12. Comme il l'a reconnu dans son livre *La Révolte d'Israël*. On notera d'ailleurs les étranges variations entre l'édition anglaise et l'édition française, ainsi que la deuxième publication en France. Voir aussi Jacques Reynier (chef de la délégation de la Croix-Rouge) , *1948 à Jérusalem*, La Baconnière, 1950.

13. L'appartenance aux milices clandestines ainsi qu'aux groupes terroristes a été légalement reconnue par l'État hébreu qui tient compte des mois et années passées dans ses groupes pour les retraites (civiles ou militaires), l'attribution de décorations, etc.

14. Lors de la guerre d'indépendance, quelques poignées de juifs français partirent combattre en Israël, sous les ordres du commandant Teddy Dufferre, un catholique fervent qui croyait au sionisme.

**NATIONS UNIES.**
**Vint-septième session**
**SIXIEME COMMISSION.**

# Du terrorisme

**MESURES VISANT A PREVENIR LE TERRORISME INTERNATIONAL QUI MET EN DANGER OU ANEANTIT D'INNOCENTES VIES HUMAINES OU COMPROMET LES LIBERTES FONDAMENTALES, ET ETUDE DES CAUSES SOUS-JACENTES DES FORMES DE TERRORISME ET D'ACTES DE VIOLENCE QUI ONT LEUR ORIGINE DANS LA MISERE, LES DECEPTIONS, LES GRIEFS ET LE DESESPOIR ET QUI POUSSENT CERTAINES PERSONNES A SACRIFIER DES VIES HUMAINES, Y COMPRIS LA LEUR, POUR TENTER D'APPORTER DES CHANGEMENTS RADICAUX.**

---

**Cette brochure reproduit intégralement les documents A/C.6/L.869 du 15 novembre de l'Assemblée Générale et A/C.6/L.869 du 15 novembre 1972 du Conseil de Sécurité et publiés par des Nations Unies.**

*Quelques pages d'un étonnant document de l'O.N.U. sur les pratiques terroristes des diverses milices clandestines sionistes. Pour les pays arabes qui étaient à son origine, il existe une continuité historique et idéologique entre les attentats et meurtres des bandes armées d'avant-guerre et les pratiques de Tsahal.*

## ORGANISATIONS TERRORISTES SIONISTES EN PALESTINE LEUR STRUCTURE ET LEUR IDEOLOGIE.

En avril 1937, un colon juif de Palestine, du nom de Vladimir Jabotinsky, a déclaré que les Juifs ne parviendraient jamais à créer un Etat en Palestine « tant qu'ils ne seraient pas prêts à combattre à cette fin » (1).

Jabotisky avait déjà montré comment ils l'étaient en créant, en Palestine, une organisation paramilitaire à laquelle il avait donné le nom d'« Organisation militaire nationale » (en hébreu, Irgun Zvai Leumi, IZL ou Etzel).

Cette organisation devait se développer pour devenir l'un des trois groupes terroristes dont les Arabes palestiniens allaient avoir à souffrir. L'IZL ou Irgun acquit très vite la réputation d'organisation terroriste. Ce que Jabotinsky avait voulu dire en avril 1937, c'est que les Juifs ne parviendraient jamais à créer un Etat sans recourir au terrorisme. C'est exactement ce qu'il sont fait et c'est ainsi qu'ils sont arrivés à se créer un Etat.

### La Haganah

Peu après la deuxième guerre mondiale, il existait en Palestine non pas une, mais trois organisations sionistes paramilitaires principales dont l'activité était dirigée contre les Britanniques et, plus tard, contre la population arabe dans le but précis de les chasser de Palestine.

Ces groupes étaient La Haganah, l'Irgun et le Stern.

A l'époque, la Haganah ne comptait pas moins de 60 000 Juifs sionistes. Elle comprenait trois sections principales. La première était constituée par une « force statique de 40 000 colons et citadins » ; la deuxième était une

(1) Menachem Begin, **The revolt, Story of the Irgun**, (Henry Schuman, New York, 1951), p. 33.

armée de campagne de 16 000 combattants entraînés à « des opérations plus mobiles » ; la troisième, et la plus active, était le Palmah (ou Palmach), composée d'éléments en service à plein temps, « mobilisés en permanence » et dont l'effectif était de « 6 000 en temps de guerre et de 2 000 en temps de paix ». La deuxième organisation, l'Irgun, ou IZL, comprenait de « 3 000 à 5 000 » terroristes armés, et le groupe Stern se composait d'environ « 200 à 300 » fanatiques dangereux (2).

On trouve déjà une préfiguration de ces trois organisations paramilitaires avant l'époque à laquelle les Britanniques ont assumé leur mandat sur la Palestine, et elle s'est affirmée au cours de l'exercice de ce mandat. A cette époque, les colons juifs avaient constitué un groupe de gardes montés et armés, appelés « Hashomer » qui était devenu la « Haganah » (défense), armée secrète ou police secrète, au moment où commença l'exercice du mandat britannique. Pendant les premières années de présence britannique, la force de la Haganah était faite de troupes armées ayant un statut semi-légal qui assurait la sécurité des centres d'établissement juifs. Sa direction avait été confiée à l'Agence juive, organe exécutif reconnu par les Britanniques en tant qu'instrument de liaison entre la communauté juive internationales, les autorités britanniques et les Juifs de Palestine. L'Agence avait pour président Chaim Weizmann (qui fut plus tard le premier président d'Israël) et comptait parmi ses membres les plus en vue David Ben Gourion, qui fut le premier à exercer les fonctions de Premier ministre d'Israël. La Haganah fut armée en partie par les Britanniques. En 1941, elle créa des troupes de choc connues sous le nom de Palmah, composées d'hommes et de femmes servant à plein temps, et incorporés par la suite dans l'armée israélienne ,le « Zahel ». Deux des premiers terroristes en Palestine devaient plus tard accéder à la célébrité : Isthak Rabin ( qui devint général) et Moshe Dayan (commandant de l'armée israélienne lors de la campagne importante de 1956, aujourd'hui ministre israélien de la Défense depuis le début du mois de juin 1967.

## L'Irgun Zvai Leumi

L'Irgun Zvai Leumi, a été constitué initialement par des membres de la Haganah et de sa branche Palmah, inféodés aux Révisionnistes, qui représentaient l'aile extrémiste nationaliste du mouvement sioniste, et nullement disposés à prendre leurs ordres de l'Agence juive, qui s'efforçait de diluer l'action terroriste de la Haganah pour se conserver une réputation de respectabilité. En 1933, Vladimir Jabotinsky, l'un des plus extrémistes de ces

(2) Tous les chiffres et toutes les citations concernant les trois organisation terroristes sont tirés du document intitulé « **Official Report of the Anglo-American Committee of Inquiry** » p. 40 et 41, cité dans le **Statemen tof Information relating to Acts of Violence, Command Paper 6873**, p. 3 et 4. **Great Britain Colonial Office : Palestine (His Majesty Stationery Office**, Londres 26 juillet 1946).

nationalistes, se sépara de la Haganah avec ses hommes, pour constituer l'Irgun. Une autre scission se produisit au sein de l'Irgun en 1939, année où Abraham Stern, l'un des plus sanguinaires des terroristes, quitta le commandement de l'Irgun pour créer le groupe qui prit le nom de « Combattants pour la liberté d'Israël » (FFI), connu par la suite des Britanniques sous le nom de groupe Stern (ou bande Stern).

## Le groupe Stern

En 1935, l'Irgun était dirigé par son « commandant David Raziel, et son lieutenant Abraham Stern » (3). Quatre ans plus tard, Abraham Stern quitta l'Irgun pour créer le groupe qui devint connu sous le nom de la bande ou groupe Stern, mais il fut fusillé par la police britannique en 1942 en raison de ses activités et un autre commandant prit la tête du groupe. Vers l'époque où l'action terroriste commença effectivement à être dirigée contre les Britanniques, les commandants des trois organisations paramilitaires étaient M. Moshe Sneh, pour la Haganah, Menahem Beigin (ou Begin) successeur de Raziel, pour l'Irgun (il était assisté d'un « haut commandement » comprenant Arieh Ben-Eliezer, Eliahu Lankin, et Shlomo Levi) et Nathan Friedman-Yellin, nouveau chef du groupe Stern (4).

En dépit des différences qui séparaient les trois groupes, ils coopérèrent pendant la plus grande partie de leur existence, car, qu'ils l'aient admis ou non, il savaient un seul et même objectif, bien que n'ayant pas la même idéologie. La Haganah adhéra au parti socialiste et suivit les directives de l'Agence juive en s'efforçant de conserver sa position et son statut semi-officiel auprès des Britanniques. En fait, les Britanniques n'étaient en rien opposés à la Haganah, si ce n'est aux groupes Palmah, qui dirigeaient l'action terroriste. Quant à l'Irgun, ses membres appartenaient à l'extrême droite et c'est de ce groupe que naquit en 1948, le parti Herut israélien (bloc libéral) dont les dirigeants, commandés par Menahem Beigin, abandonnèrent le terrorisme et le banditisme pour entrer au parlement israélien. Après 1948, l'armée israélienne, qui comprenait des terroristes de l'Irgun et du groupe Stern, fut commandée par des membres de la Haganah. Ses dirigeants devinrent ministres et avec les membres de l'Agence juive constituèrent les partis socialistes israéliens. Les membres du groupe Stern conservèrent des liens d'amitié avec ceux de l'Irgun, bien que s'étant séparés de l'organisation-mère. Begin, chef de l'Irgun, appelle les Sternistes « nos camarades dans la révolte ». A vrai dire, il était au fond inévitable que les trois groupes terroristes coopèrent entre eux, car tous trois avaient le même objectif : contraindre les Britanniques à adopter une politique favorable aux sionistes. Il est dit, dans l'étude faite par les Britanniques sur cette période que le « Sneh (de la Haganah) et les dirigeants des deux

(3) Menachem Begin, **The Revolt, Story of the Irgun**, (Henry Schuman, New York, 1951), p. 4.

autres organisations terroristes (Beigin et Friedman-Yellin) allaient arriver à un accord aux termes duquel ils pourraient coopérer, sous la direction de la Haganah, à des opérations offensives menées contre des installations » (4).

M. Moshe Sneh, appuyé par des membres de la direction de l'Agence juive, avait pris une décision au moment ou les Britanniques semblaient se demander s'ils autoriseraient l'immigration massive de Juifs, comme le réclamaient les sionistes. Ces membres de l'Agence juive « avaient commencé à conspirer, pour forcer la main à un gouvernement britannique hésitant avec ces mêmes organisations extrémistes, qui ne reconnaissaient pas l'autorité de l'Agence » (4). Sneh suggéra « que les organisations militantes provoquent un grave incident qui recevrait une certaine publicité en tant qu'avertissement et prélude à des incidents beaucoup plus graves qui menaceraient la sécurité de tous les intérêts britanniques dans le pays si le gouvernement n'accédait pas aux demandes sionistes... » (4). L'« incident grave » se produisit et le gouvernement ne donna pas suite aux demandes sionistes en dépit de l'avertissement ; conformément à la menace formulée, des « incidents beaucoup plus graves » suivirent le premier.

L'Irgun fit sienne la politique générale de terreur pour la promotion de l'imigration adoptée par l'Agence, tout comme le groupe Stern, mais les dirigeants de l'Irgun furent plus ambitieux et plus habiles. Selon Beigin, dirigeant de l'Irgun, leur objectif était de saper le prestige britannique. Il disait : « Nous savons que les dirigeants britanniques évitent généralement de fonder leur domination sur la force, et préfèrent s'imposer par le prestige ». Si les terroristes de l'Irgun détruisaient le prestige des Britanniques dans le pays, « ceux-ci perdraient du même coup leur autorité ». Beigin poursuit en ces termes : « A partir de ce moment, nous n'avons cessé d'attaquer ce point sensible. Pendant toutes les années de notre révolte nous avons délibérément, inlassablement, et de plus en plus vivement attaqué le gouvernement britannique dans son prestige » (5). Beigin parle d'« ... événements et d'initiatives, de caractère majeur ou mineur, qui n'étaient pas vraiment d'ordre militaire, mais qui ont sapé le prestige du gouvernement peut-être encore plus que l'auraient fait des opérations militaires » (5). Des « pendaisons » et « la flagellation d'officiers » sont des exemples de ces initiatives « majeures et mineures ». L'espionnage des Britanniques et des Arabes, ainsi que la publication de sa propre version de telles initiatives faisaient également partie des méthodes de l'Irgun. Un service de renseignements appelé la « Force de propagande révolutionnaire » fut constitué à ces fins (6).

(4) George Kirk, **Survey of International Affairs, The Middle East** 1945-1950, publié sous le patronage du **Royal Institut of International Affairs**, p. 195.

(5) Menachem Begin, **The Revolt, Story of the Irgun**, (Henri Schuman, New York, 1951), p. 52 et 53.

(6) **Ibid.**, p. 80.

6

Quant au groupe Stern, il avait des objectifs plus modestes car ses effectifs l'étaient également. Il cherchait simplement à tuer le plus possible d'officiers et de soldats britanniques. Mais l'Agence a tiré plein parti de son action dont elle a fait état dans le programme de « terreur pour la promotion de l'immigration ».

Quoi qu'on puisse penser des agissements de ces organisations, il faut bien reconnaître qu'elles avaient - et c'est le moins que l'on puisse dire - un caractère criminel. Selon Beigin, ces terroristes étaient des révolutionnaires qui faisaient « la guerre révolutionnaire ». Il signale toutefois que ses ennemis - il entend par là les Britanniques - les traitaient de terroristes tandis qu'un ami irlandais, qui voulait sans doute anticiper le jugement de l'histoire, les appelait des patriotes. Toujours d'après Beigin, le général McMillan, commandant en chef des forces britanniques en Palestine, estimait qu'« on se montrait trop indulgent en nous traitant de terroristes ». Aussi nous appelait-il des «bandits criminels » (5). Il n'empêche qu'en Grande-Bretagne, la presse, les membres des deux chambres du Parlement, les ministres d'Etat, les généraux, les amiraux, les évêques et les juristes parlaient de Beigin comme du « terroriste N° 1 ». C'est Beigin lui-même qui a dressé cette liste. Il prend plaisir et il lui plaît encore davantage d'être appelé « terroriste N° 1 » par tous ces gens. Il n'est pas un seul ouvrage, qu'il soit américain, britannique ou même sioniste, dont l'auteur ne convienne, lorsqu'il étudie le terrorisme dans la Palestine sous mandat, que Beigin était le plus tristement célèbre des terroristes. Il n'a pas tardé à être récompensé de ce qu'il avait fait pour Israël : il est aujourd'hui membre de la Knesset (le Parlement israélien), chef du parti « libéral » Herut d'extrême droite et ministre d'Etat.

**MEMBRES DE CERTAINS GROUPES TERRORISTES ET SIONISTES QUI ONT ACCEDE A DES POSTES IMPORTANTS DANS DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ISRAELIENS.**

**Menahem Beigin**

Dirigeant de l'Irgun. A fait partie du gouvernement de coalition d'Israël, en qualité de Ministre sans portefeuille dans le cabinet israélien. Est actuellement membre de l'opposition depuis son départ du Gouvernement, en signe de protestation, à l'époque ou Israël a accepté le Plan Rogers de règlement provisoire avec l'Egypte, en 1970.

**Mordechai Ben-Porat**

Membre du groupe de la Haganah, depuis son entrée, en 1945, dans sa section « infanterie ». A participé avec succès à plusieurs missions avant d'être envoyé en Irak pour organiser l'émigration de juifs irakiens vers Israël. A adhéré au parti Rafi ; membre du secrétariat du Mapai, membre de la Knesset.

**Arie Ben-Eltezer**

Membre de l'Irgun. Arrêté par les autorités britanniques et exilé au Kenya, il a regagné la Palestine en 1947. Est devenu vice-président de la Knesset et président du comité exécutif du parti Herut.

**Jacob Ben-Yehuda**

Dirigeant du mouvement sioniste (1935-1938). A été membre actif du Palmach (branche militaire de la Haganah) de 1940 à 1945. Occupe depuis 1951 un poste de chef de département au ministère de Défense.

**Matitiahu Dagan**

A été officier de liaison de la Haganah auprès des autorités militaires britanniques. A participé activement aux agissements terroristes de la Haganah de 1939 à 1948. Général de brigade dans l'armée jusqu'en 1959, année où il a été nommé consul général d'Israël à Chicago (1959-1960) puis à Dallas, Texas, (1960-1962). Transféré ensuite à l'Ambassade à Ottowa, en tant que conseiller d'ambassade.

**Moshe Dayan**

S'est affilié très jeune à la Haganah. A été arrêté par les autorités britanniques à Acre et détenu de 1939 à 1941 pour ses agissements terroristes. A commandé le groupe terroriste de la Haganah pendant la guerre de 1948 contre les Arabes et pendant le siège de Jérusalem. A été chef d'état-major général pour la région sud (1952) puis pour la région nord (1952-1953). Actuellement ministre de la Défense.

**Ephraim Dekel**

Chef du service d'information de la Haganah de 1937 à 1951. Arrêté par les autorités britanniques pour agissements terroristes en 1940 et détenu jusqu'à son évasion à l'étranger en 1946. Est entré au Ministère de la Défense où il a accédé, en 1949, à un poste de directeur adjoint. Directeur de la section navale du ministère de 1950 à 1952.

**Yacov Dori**

Commandant en second des troupes de la Haganah en 1926 et, par la suite, commandant de la zone de Haïfa pour la Haganah. Nommé chef de l'état-major de la Haganah en 1938, il a conservé ce poste jusqu'en 1947. Est devenu plus tard président de l'Institut israélien de technologie.

**David Elazar**

A commandé le Palmach, section militaire de la Haganah et a tenté un coup de main pour atteindre la vieille ville de Jérusalem en 1948. Général de brigade pendant l'agression menée de 1949 à 1956 contre. l'Egypte. Actuellement chef d'état-major de l'armée israélienne.

**Levi Eshkol**

Arrivé en Israël en 1914. A fit partie du haut commandement de la Haganah de 1944 à 1948. Directeur général au ministère de la Défense de 1948 à 1949. A également été Ministre de l'agriculture et Ministre des finances avant de devenir Premier Ministre du Gouvernement israélien en juin 1963.

y

**Dan Even**

Arrivé en Israël en 1934. Directeur adjoint du service de la planification de la Haganah de 1941 à 1945. Devenu Directeur des aéroports au ministère des Transports en 1961.

**Nathan Friedman-Yellin**

Dirigeant du groupe Stern. Complice du meurtre du Médiateur des Nations Unies, le comte Folke Bernadotte. Emprisonné en même temps qu'un autre membre du groupe Stern le 10 février 1949. Libéré au moment de la proclamation d'une amnistie générale, il a occupé son siège au Parlement israélien en 1950.

**Israël Galili**

Etait déjà un dirigeant de la Haganah lorsqu'il est arrivé en Israël. A également été, pendant quelque temps, commandant en chef de la Haganah. Est devenu plus tard ministre adjoint de la Défense. Actuellement ministre sans portefeuille.

**Aron Heichman**

Arrivé en Israël en 1930. A été commandant de la Haganah jusqu'en 1934. A été l'un des cofondateurs de l'Irgoun et a fait partie de son état-major général jusqu'en 1940. Actuellement, Directeur général adjoint de la Zionist Organisation of America-House (Z.O.A.).

**Mordechai Hod**

A servi dans la section militaire (Palmach) de la Haganah. A exercé divers commandements dans l'armée de l'air israélienne. Actuellement, commandant de l'armée de l'air israélienne.

**Shmuel Katz**

A fait partie du haut commandement de l'Irgoun Zvai Leumi en 1946. Membre de la première Knesset israélienne.

**Eliahu Lankin**

Arrivé en Israël en 1933. Entré à l'Irgoun (district de Jérusalem) en 1943. Déporté de Palestine par les autorités britanniques en 1945. A gagné Paris après s'être évadé et a organisé en Europe certaines sections de l'Irgun. Membre de la Knesset de 1949 à 1951.

10

**Yacov (Jacob) Meridor**

Arrivé en Israël en 1932. S'est affilié en 1933 à l'Irgun, dont il a été commandant en second de 1944 à 1948. Exilé en 1945. S'est évadé six fois. A été membre des première, deuxième et troisième Knessets Actuellement, président du comité central du parti Herut.

**Itzhak Rabin**

Un des premiers terroristes sionistes ; membre de la section Palmach de la Haganah. Est monté peu à peu en grade, pour devenir commandant du Palmach à l'époque du mandat britannique. A été plus tard nommé général dans l'armée israélienne. Actuellement, ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis.

**Moshe Sneh**

Commandant en chef de la Haganah de 1940 à 1946. A adhéré en 1948 au parti Mapam et a pris la tête de l'aile gauche de ce parti, laquelle a épousé la cause d'Israël. A eu le premier idée de recourir à des actes de terrorisme contre les autorités britanniques. Est devenu par la suite membre de la Knesset.

**Yigal Yadin**

A été l'officier de la Haganah chargé des opérations et a participé à l'attaque contre Jaffa menée de concert avec le groupe de l'Irgun en avril 1948. A été par la suite chef d'état-major général de l'armée israélienne (1).

(1) Menachem Begin, **The revolt, story of the Irgun**, (Henry Schuman, New York, 1951), p. 33.

* Les références utilisées dans cette liste sont tirées, sauf indication contraire, du **Who's who in Israel**, 1966-67.

11

*« Aucun arabe n'est innocent. »*
*« La Bible ne nous interdit pas de tuer, seulement d'assassiner. »*
Rabbin Meir Kahane, chef du parti israélien Kach.

# LA LIGUE DE DÉFENSE JUIVE

Dans de nombreux domaines, qu'on l'apprécie ou non, l'Amérique d'aujourd'hui préfigure l'Europe du lendemain. C'est la raison pour laquelle il nous a paru intéressant de nous intéresser aux organisations terroristes juives qui se sont fait une place de choix au pays de la libre entreprise. La principale organisation terroriste juive aux États-Unis est très certainement la Ligue de Défense Juive (Jewish Defense League ou J.D.L.). Ses membres ont été impliqués et condamnés dans de nombreux dossiers criminels et le Bureau fédéral d'investigation américain (le fameux F.B.I.) classe régulièrement la J.D.L. dans les groupes criminels terroristes. Il est peu connu que cette J.D.L. a été fondée en 1968 par le fameux rabbin Meir Kahane, qui se fera connaître par la suite en Israël comme le « rabbin le plus raciste du monde ».

**Le rabbin Meir Kahane s'appelle Martin**

De son vrai nom Martin David Kahane, il était né à Brooklyn, dans le quartier de Flatbush (à forte minorités juive et italienne) le 1<sup>er</sup> août 1932 dans une famille de juifs orthodoxes dont il était

l'aîné (1). Sa mère, Sonia Trainin, était une juive née en Lithuanie. Son grand-père paternel était rabbin de Safe, en Palestine, et son père, Charles Kahane, lui-même ancien rabbin en Palestine, fut très actif dans le mouvement révisionniste de Zeev Jabotinsky, un de ses proches amis. Ce dernier, ainsi que d'autres leaders révisionnistes, furent les invités des Kahane, alors que Martin-Meir n'était encore qu'un enfant. Fait généralement passé sous silence, Michael Kahane adhéra au Bétar, pourtant faiblement implanté aux États-Unis. Selon certaines sources (2), Kahane aurait appartenu à la même cellule du Bétar que le futur général Ariel Sharon, né en Lithuanie, qui émigra rapidement aux États-Unis. Il participa à plusieurs camps d'été du Bétar dans les montagnes Catskills, où il reçut une formation idéologique et militaire. Dès cette époque, il aurait participé à la contrebande d'armes à destination de l'Irgoun.

Kahane fut arrêté pour la première fois en 1947, alors qu'il n'avait que quinze ans, pour avoir lancé des tomates lors de la visite à New York du ministre anglais des Affaires étrangères, Ernest Bevin, afin de protester contre l'internement de militants sionistes à Chypre. Ordonné rabbin en 1957 à la Mirrer Yeshiva de Brooklyn (la célèbre yeshiva orthodoxe de Mir transférée à Brooklyn, via Kobe et Shangaï pendant la Seconde Guerre mondiale), il fut durant deux années rabbin à l'Howard Beach Jewish Center du Queens. Mais abandonna rapidement sa fonction pour tenter de devenir, mais en vain, avocat, ayant échoué à plusieurs reprises aux examens. Il aurait difficilement obtenu trois diplômes (B.A. du Brooklyn College, L.L.B. de la New York Law School, M.A. en droit international de l'université de New York).

## Agent d'infiltration du F.B.I. et provocateur de la C.I.A.

C'est à ce moment qu'il serait devenu un agent du F.B.I. et le correspondant de services de renseignement américain, se camouflant sous la couverture d'un journaliste. Durant la première partie des années soixante, Kahane mena en effet une double vie. Il vécut alors et travailla sous le faux nom de Michael King, conservant cette identité secrète, y compris de sa femme. Cela n'avait été rendu possible que parce qu'il travaillait alors pour divers services secrets américains, en particulier la C.I.A. et le F.B.I. On sait qu'il infiltra et espionna pour le compte de ce dernier service de police la John Birch Society, une association conservatrice d'extrême droite américaine, ainsi que divers groupes étudiants d'extrême gauche. En liaison et avec l'aide de la C.I.A., il créa également en 1965, avec un autre juif, Joseph Churba, une organisation pour mobiliser la jeu-

**LE RABBIN KAHANE AFFIRME AVOIR ADHÉRÉ A LA JOHN BIRCH SOCIETY SUR LA DEMANDE DU F.B.I.**

New-York *(A.F.P.)*. — Le rabbin Meir Kahane, leader de la Ligue de défense juive, qui a été appréhendé le 1er octobre en Israël pour une affaire de contrebande d'armes à destination de la Belgique, a travaillé pendant deux ans et demi pour le F.B.I.

Dans une interview accordée au magazine américain *Playboy*, le rabbin Kahane révèle qu'il était devenu, en 1963, membre de l'organisation américaine d'extrême droite John Birch Society à la demande du F.B.I. « *J'y suis resté pendant deux ans et demi, sous le nom de Michael King, période pendant laquelle j'ai vraiment beaucoup appris* », a-t-il expliqué.

Le rabbin Kahane affirme, dans cette interview, que l'idée de créer la Ligue de défense juive lui est venue en 1967 alors qu'il était rédacteur en chef du *Jewish Press*, le quotidien israélite le plus important aux Etats-Unis. Le rabbin Kahane reconnait que son organisation a créé aux Etats-Unis un camp pour entraîner ses membres au maniement des armes, et défend les méthodes violentes qu'elle a employées.

Le chef de la Ligue de défense juive, à qui la radio israélienne avait prêté l'intention de se rendre, avant son arrestation, aux Etats-Unis pour demander à la Mafia de l'aider à lutter contre le terrorisme, explique les raisons qui l'ont amené à conclure une « alliance » avec la Ligue pour les droits civiques des Italo-Américains, suspectée d'être aux Etats-Unis une émanation de la Mafia.

*Le rabbin Meir Kahane a toujours nagé en eaux troubles. Dans les années soixante, il travaillait pour le compte du F.B.I. Cet agent provocateur a notamment infiltré diverses organisations patriotiques, comme la John Birch Society. Mêlé à diverses affaires de trafics d'armes, il est également étroitement lié au crime organisé aux États-Unis (*Le Monde, *5 octobre 1972).*

nesse américaine juive en faveur de la guerre américaine contre le Viêt-nam, le Mouvement du 4 juillet (jour de l'indépendance américaine). Dès le départ, l'association disposa de fonds importants, pouvant par exemple s'offrir des encarts publicitaires dans le *New York Herald Tribune* (3). Les fonds transitaient par une société créée par King/Kahane et Churba, enseignant au Philadelphia College et en doctorat à l'université de Columbia, Consultants Research Associates. S'agit-il du Center for political studies, société de recherche privée à Washington, indiqué dans la fiche biographique de Kahane, diffusée par la J.D.L. ? Ce qui est certain, c'est que Churba par la suite deviendra lui aussi rabbin et agent secret, puis professeur à la U.S. Air University de la Base d'aviation de Maxwell, en Alabama. On retrouvera par la suite ce familier des ser-

vices, qui fut l'adjoint du général Georges Keegan, ex-commandant en chef des services secrets de l'U.S. Air Force, comme responsable de diverses organisations reaganiennes et responsable de l'International Security Council, une fondation-courroie de transmission créée en 1984 par l'organisation mooniste Causa.

Le groupe épaulé par la C.I.A. posséda rapidement six antennes sur les campus américains, jusqu'à ce qu'un journal américain (4) révèle que parmi les dirigeants des organisations proguerre du Viênam, l'agent d'influence Michael King et le rabbin Meir Kahane ne faisaient qu'un. On apprit alors que King avait été un correspondant pour un service d'écoutes de la C.I.A. en Afrique. Il fut également, toujours pour le même employeur, le nègre de sénateurs américains (comme le sénateur Jacob Javits) et l'enquêteur de divers comités du Congrès américain. Bien que découvert, il continua ses activités tout en évoluant vers le judaïsme. Dès 1963, il effectua un séjour de trois mois en kibboutz en Israël, comme rabbin.

On ne sait pas exactement quand King-Kahane abandonna son rôle d'agent provocateur des services secrets ou du F.B.I. : en octobre 1971, il eut une très vive altercation publique par exemple avec George Bush, chef de la délégation américaine aux Nations unies... qui devint le chef de la C.I.A. en 1976. Était-il alors toujours un « honorable correspondant » ? Il n'était pas le seul puisque, en 1978, le responsable du groupe de la J.D.L. de Chicago, Arthur Buzz Alpert, sur la foi de documents déclassifiés, apparaît comme un informateur, sans doute rétribué, du F.B.I. Son prédécesseur à ce poste, Jacob Oscar Berg, devait d'ailleurs confirmer les liens avec le F.B.I. d'Alpert.

Kahane s'est expliqué à plusieurs reprises sur son travail d'infiltration de l'extrême droite ou de l'extrême gauche pour les « agences » américaines (5) : « Vous savez, j'ai été impliqué dans des projets de recherche et d'investigation sur la droite radicale... Au début des années soixante, un ami et moi-même avons créé un institut de recherche. Nous avons beaucoup travaillé pour le gouvernement – le Département d'État, le Pentagone. En 1963, nous avons été contactés par une agence qui nous a demandé si nous étions intéressés d'enquêter sur l'extrême droite... En fait, pour être clair, nous avons été contactés par le F.B.I. pour travailler sur les membres de la John Birch Society... Nous les avons contactés, et nous avons été payés... Il me semblait que la meilleure méthode pour enquêter sur ce groupe était de le rejoindre. C'est pourquoi je suis devenu membre de la Birch sous le nom de Michael King... J'y ai passé deux ans et demi, et j'ai beaucoup appris... Ce qui m'a le plus gêné, c'est qu'il y avait parmi eux un grand nombre de gens

normaux... Il y avait un grand nombre de scientifiques, d'avocats, de diplômés d'universités, qui croyaient à des choses complètement absurdes sur la menace communiste aux États-Unis... Cela m'effrayait que de telles personnes croient à des choses aussi stupides. »

En 1967, Churba et King (et, comble du dédoublement, Kahane, comme troisième signataire) publièrent, dans une maison d'édition spécialement créée pour la circonstance, Crossroads Publishing, un ouvrage violemment antisoviétique intitulé *Jewish Stake in Vietnam* (*L'Enjeu juif au Viêt-nam*). Ils signèrent également un contrat pour un second livre sur les questions sociales et politiques au Nord-Viêt-nam dans une maison d'édition et de vente par correspondance, Information Inc. (6).

## L'amoureux d'une goy fonde la Ligue de Défense Juive

Ses divers biographes américains ont pu prouver (7), à son grand dam, que le Michael King se présentant comme non-juif eut de nombreuses aventures avec de jeunes femmes W.A.S.P. (blanc, anglo-saxon, protestant), et donc non-juives, qu'il draguait dans les bars new-yorkais. L'une d'entre elles, Gloria Jean D'Argenio, un modèle italien catholique de 22 ans qui travaillait sous le nom d'Estelle Evans, devait se suicider quelques semaines après leur rupture, se jetant dans l'East River le 30 juillet 1966, et décédant deux jours plus tard, très exactement le jour du 34e anniversaire de Kahane. Kahane devait fonder (après la création de la J.D.L., qui s'oppose pourtant aux mariages mixtes) et animer durant quelques mois une association charitable du nom de Gloria Jean d'Argenio, qui passa divers encarts publicitaires dans des journaux juifs américains pour récolter de l'argent en faveur des juifs démunis en Israël. Cela est confirmé par les publications communautaires : « Ses adversaires ne manquent pas de révéler que Kahane semble mû par un dépit amoureux. Dans sa jeunesse, il aurait été fortement épris d'une "shikse" qui l'aurait repoussé, et empêché par sa famille d'espérer l'épouser (8). »

La tumultueuse vie de Kahane, qui était devenu en 1967 rabbin de la synagogue de Rochdale Village, dans le Queens, changea du tout au tout en 1968, lorsqu'il créa avec quelques collègues, dont Bertram Zweibon (9), avocat de New York, et Morton Delinsky (qui émigrera rapidement en Israël) la Ligue de Défense Juive (Jewish Defense League ou J.D.L.). Utilisant des slogans provocateurs comme « Never again » (« Plus jamais l'holocauste »), ou « Every Jew a.22 » (« A chaque Juif, sa 22 long rifle »), exhibant des armes et se servant des ficelles américaines de la propagande, la



**JEWS — BUY GUNS!**

Neo-Nazis, Ku Klux Klan, Communists, Hanafi Muslims . . .

Innumerable hate groups exist today in America, all of which seek the destruction of the Jewish community.

**DON'T BE FOOLISH. IT CAN HAPPEN HERE. BUY A LEGAL FIREARM TODAY.**

*"Among other evils which being unarmed brings you, it causes you to be despised."*
*—Machiavelli*

FOR EVERY JEW A .22




*« Juifs, achetez des armes. » " A chaque juif, son pistolet 22 long-rifle. » Un des multiples encarts publicitaires que la Ligue de défense juive insère dans les journaux américains. Les adversaires désignés à la haine communautaire sont pêle mêle les néo-nazis, le Ku Klux Klan, les Communistes, les musulmans Hanafi, etc.*

J.D.L. attira rapidement sur elle l'attention des médias new-yorkais et américains. L'un de leurs tracts les plus diffusés montre un fusil d'assaut M16 avec l'inscription en dessous, *Juifs, achetez des armes !* « Néo-nazis, Ku Klux Klan, Communistes, musulmans Hanafis, d'innombrables groupes propageant la haine existent aujourd'hui aux États-Unis, tous ont pour but la destruction de la communauté juive. Ne soyez pas inconscient. Cela peut arriver. Achetez légalement une arme aujourd'hui. Pour chaque Juif, sa 22 long rifle. »

Doué de véritables talents d'écriture et d'expression, Kahane, travailleur acharné et polémiste efficace, Kahane sait emporter les adhésions plus que convaincre. Afin de s'implanter durablement, il avait su dès 1967 exploiter et attiser les ressentiments entre Noirs et Juifs à New York, avec des embryons de brigades d'autodéfense. La première publicité de recrutement, passée dans *The Jewish Press*, dont le titre était *Nous vous parlons de la survie juive*, était faite au nom du Jewish Defense Corps (Corps de Défense Juive), une allusion directe au Jewish Self-Defense Corps créé par Vladimir Jabotinsky en Palestine. Il s'implanta plus particulièrement dans les zones à forte population juive, où sévissaient également des délin-

quants noirs ou portoricains (Crown Eights, Williamsburg). Les thèmes de propagande étaient : l'antisémitisme noir, les libéraux ne font rien pour les juifs de New York, etc.

S'appuyant sur le plus important hebdomadaire juif orthodoxe *The Jewish Press*, dont il fut *associate editor* (équivalent de rédacteur en chef) et *columnist* (éditorialiste) pour populariser et diffuser ses thèses, Meir Kahane reçut alors des aides importantes non seulement du parti de Menahem Begin, le Hérout, bien que ne se définissant absolument pas comme organisation sioniste, mais aussi du crime organisé juif new-yorkais. En février 1971, lors de la Conférence mondiale pour les communautés juives à Bruxelles, qui tourna largement autour de la question des juifs d'U.R.S.S., Menahem Begin devait apporter un soutien officiel aux méthodes du rabbin Kahane et à ce dernier qui s'était vu refuser l'entrée à la conférence : « Le temps est révolu où un Juif pouvait dénoncer un autre Juif (10). » Le *Jewish Press* était alors, et demeure, le principal hebdomadaire orthodoxe américain, avec un tirage supérieur à 130 000 exemplaires (11).

Son slogan *Never again* (*Plus jamais*), tiré d'un documentaire méconnu sur l'holocauste, *Mein Kampf*, du Suédois Erwin Leiser (1961), trouva évidemment un accueil favorable dans la communauté juive américaine. Un second facteur de développement fut la grande grève des enseignants de New York en 1968 : « La J.D.L. cristallisa l'hostilité des Juifs (parmi lesquels se recrutait l'immense majorité du corps enseignant) sur les revendications des Noirs – contrôle accru des écoles publiques, libre accès aux logements et aux universités, quota minimum de Noirs admis dans la fonction publique – la grève fournit à Meïr Kahane des milliers de recrues parmi les Juifs orthodoxes des classes populaires du Bronx. La J.D.L. se trouvait ainsi à l'avant-garde de la "contre-offensive blanche" (12). »

Dès l'automne 1968, Kahane pouvait compter sur environ un millier de militants et sur 6 000 à la fin de 1969. Le nombre record d'adhésions fut atteint en 1972 avec 12 000 membres aux États-Unis. La J.D.L. s'implanta principalement à New York, et dans une douzaine de grandes villes américaines, dont Los Angeles, Chicago, Washington/Baltimore, Philadelphie et Detroit. En mai 1969, il connut un nouveau regain de popularité en dissuadant, par la force de sa milice, le responsable noir James Formann, de la National Black Economic Development Conference, d'entrer dans la synagogue d'Emanu-El, une riche synagogue réformée sur la 5e avenue de New York. Le leader noir Formann exigeait en effet des réparations d'un montant de 500 millions de dollars pour les « souffrances

du peuple noir, causées par l'esclavage organisé par les chrétiens et les juifs ». On remarquera qu'en revanche, Formann put parfaitement exercer son chantage sur les chrétiens, qui lui donnèrent la parole au Centre de l'Église épiscopale et à l'Église de Riverside.

## Un camp d'entraînement pour la milice

Très rapidement, la J.D.L. se transforma en une véritable milice privée. Divers reportages devaient être consacrés au camp d'entraînement du rabbin Kahane, qui put ainsi acquérir une notoriété importante, jouant à merveille de l'intérêt malsain des télévisions et journaux. Ce camp d'entraînement, fait méconnu, se trouvait dans la même zone que celui du Bétar dans les années trente. En voici une description (13) : « C'est un bien étrange camp de jeunesse que le camp Jedel, au pied des monts Catskill, dans la région de New York (...) Entouré d'une barrière métallique, dominé par une tour de guet de six mètres de haut, gardé vingt-quatre heures sur vingt-quatre, le camp Jedel rassemble en été trente garçons et sept filles âgés de 13 à 19 ans, venus tous des quartiers juifs les plus pauvres de la banlieue new-yorkaise. Ils portent des uniformes de l'armée U.S., marqués de l'écusson bleu et blanc de la Jewish Defense League, la Ligue de Défense Juive du trop fameux Rabbi Meir Kahane. Et ils apprennent à faire la guerre. Le Rabbi Kahane a désigné l'ennemi. L'ensemble de ceux, individus ou organisations, qu'il accuse d'antisémitisme. Ce qui englobe, pêle-mêle, les mouvements noirs, indistinctement soupçonnés de sympathie pour la cause palestinienne, et, plus généralement, tout ce qui ne partage pas sa haine délirante de l'Union soviétique (...) De là le brutal entraînement auquel sont soumises les recrues pour leur apprendre à “se défendre”. Réveil à 6 heures du matin. De 6 h 15 à 7 h 30, karaté. Après le petit déjeuner, tir au fusil et à la mitraillette. A 11 h 30, une des deux heures de cours quotidien sur l'histoire juive. Au début de l'après-midi, deux heures encore de karaté. Enfin, en fin de journée, les couleurs sont amenées un grand drapeau israélien au-dessus d'un petit drapeau américain. Avec en plus, naturellement, un certain nombre de lectures dirigées et d'exercices variés, destinés, dans l'esprit du chef du camp, Eli Schwartz, à “préparer nos jeunes à combattre contre les guérillas urbaines si elles se déclenchent un jour”. La Ligue est organisée en plusieurs branches, la branche principale étant la branche militaire, composées de “Tactic Units”. Le premier “général” de ces unités fut Joseph Meir, 25 ans, ancien soldat de Tsahal. Calquées sur le modèle de l'armée américaine, les dix unités de la J.D.L. comptaient à l'origine une quarantaine de



*Entrainement de jeunes recrues de la Ligue de défense juive, lors d'un de ses premiers camps d'été aux États-Unis en 1971, sous la direction d'Eli Schwartz. On remarquera en arrière-plan de très jeunes gens, presque des enfants. La J.D.L. a systématiquement recruté dans les quartiers juifs pauvres de New York, là où les frictions avec les autres ethnies sont les plus fréquentes (photo D.R.).*

membres chacune. L'encadrement, "officiers" et "sous-officiers" atteint la cinquantaine de jeunes gens. Les autres membres sont les "privates" ou hommes de troupe. C'est à eux que sont confiées les opérations d'intimidation et les agressions physiques. »

La justice américaine ne put poursuivre la J.D.L., pour ses activités dans ses camps, que pour ne pas avoir demandé un timbre fiscal pour faire exploser une bombe au camp Jedel en 1970. Cette bombe artisanale aurait été réalisée sur le modèle indiqué dans le manuel des Black Panthers. Lors du jugement, le juge Jack B. Weinstein souligna les vides de la législation américaine en cette matière : « Nous n'avons pas ici en réalité le simple oubli technique de payer une taxe pour faire une démonstration d'explosion de bombe dans un lieu privé. Au contraire, nous avons ici un complot pour se procurer des armes illégalement et les transporter illégalement à travers les États ; nous avons ici un complot pour se procurer illégalement des stocks de bâtons de dynamite et de grande quantité de poudre noire et divers autres explosifs, pour les stocker dans des zones à forte densité de population – et sans doute pour les utiliser. »

## Des liens étroits avec les truands juifs new-yorkais

Entre décembre 1969 et août 1972, la J.D.L. mena une longue série d'attentats et de violences à l'encontre des intérêts soviétiques aux États-Unis. Le but était d'attirer l'attention sur les Juifs soviétiques, de susciter une campagne de sympathie en leur faveur et de détériorer les relations soviéto-américaines. Éléments qui ne pouvaient qu'être favorables aux intérêts israéliens. Seront successivement attaqués le siège de la mission soviétique aux Nations unies, le siège de la société Amtorg liée à l'U.R.S.S., les bureaux de l'Aéroflot, la propriété de l'ambassade soviétique à Glen Cove, le Carnegie Hall lors d'un concert de la chorale d'Omsk, les bureaux d'organisateurs de spectacles soviétiques, etc. En septembre 1970, un des membres de la J.D.L. sera arrêté, puis relâché, pour avoir préparé le détournement d'un avion de ligne arabe, afin de faire pendant aux détournements organisés par les groupes terroristes palestiniens.

Le 12 mai 1971, Kahane et une douzaine d'autres activistes furent arrêtés par des agents fédéraux pour avoir réalisé des explosifs. Le lendemain, Kahane annonça une alliance avec un groupe fondé par le boss de la Mafia Joseph Colombo Jr., un tueur qui était monté dans l'appareil du crime organisé, avant d'en prendre la tête. Ce qui corrobore ce qu'écrit son biographe américain, le journaliste israélien Yair Kotler : « Kahane a reçu des aides substantielles de la mafia new-yorkaise. » Jusqu'à la mort de Colombo, les liens entre crime organisé et Kahane furent étroits, et les deux chefs d'organisations criminelles se rencontraient régulièrement. Cela n'était pas une nouveauté, puisque l'hebdomadaire new-yorkais *Jewish Press* reconnut, à la mort de Meyer Lanski, le 15 janvier 1983, que le chef incontesté du milieu américain « a fourni en 1935 au rabbin Stephen Wise les armes et le personnel qui lui a permis de combattre les manifestations de sympathisants américains des nazis ».

Kahane fut jugé une première fois le 14 septembre 1971 pour la fabrication d'explosifs destinés à des attentats. Il est alors condamné à cinq ans de prison... avec sursis. En juin 1972, Kahane sera inculpé de meurtre, mais acquitté par un tribunal, exclusivement composé de membres professant la même foi. En 1975, ayant appelé ses militants à enlever et tuer les diplomates soviétiques et à plastiquer l'ambassade d'Irak à Washington, il sera finalement condamné à un an de prison ferme. Il s'agissait toutefois d'emprisonnement d'un genre un peu spécial, sans doute en raison de ses relations passées avec le Département d'État (C.I.A.), puisqu'il séjourna dans un lieu de semi-détention dans le West Side de New

York, avec une autorisation de sortie dans la ville de sept heures par jour. La raison donnée sera qu'il n'existe pas de pénitencier distribuant de la nourriture casher.

Mais entre-temps, Kahane va déplacer son activité vers Israël, en partie à l'appel de deux dirigeants d'extrême droite israéliens, Gueoula Cohen et Itzhak Shamir (ironie, ce seront les deux responsables qui mettront son parti Kach hors-la-loi en 1988). Il abandonne alors officieusement la direction de la J.D.L. et s'installe en Israël, où se trouvait déjà depuis plusieurs mois sa femme et ses quatre enfants, revenant à l'occasion aux États-Unis pour ramasser des fonds. C'est d'ailleurs aux États-Unis que Kahane fut assassiné au cours de l'une de ses tournées, le 5 novembre 1990 dans un hôtel de Manhattan. Toutefois, ce n'est qu'à l'été 1985 (14) que Kahane démissionnera officiellement de ses fonctions de direction de la J.D.L., et nommera Irv Rubin pour lui succéder.

## Tonnerre de Sion

Cela ne devait pas interrompre les activités de la J.D.L., qui défendra désormais le retour vers Israël (alyah). C'est ainsi que le camp d'été 1972 sera remplacé par un séjour à Jérusalem. Par la suite des camps seront également organisés en Californie du Sud. L'alyah proposée, à la différence de celle des pionniers du sionisme, se veut très politique : antisocialiste et anti-arabe. La J.D.L. éclatera par la suite, en l'absence de son fondateur charismatique, en diverses organisations activistes juives concurrentes, comme la Jewish Direct Action (Action directe juive), la United Jewish Underground (Organisation clandestine juive unifiée), les Jewish Defenders (Défenseurs juifs), Americans for a Safe Israel (les Américains pour un Israël sûr) ou Save our Israel Land (Sauvez notre terre d'Israël) ou le groupe clandestin J.E.W.S., pour Jewish executioners with silence (Exécuteurs juifs en silence), Tonnerre de Sion (qui placera notamment deux bombes en septembre 1981, l'une aux abords de la mission soviétique, l'autre dans une librairie new-yorkaise vendant des livres soviétiques).

En janvier 1971, copiant le modèle néonazi américain, le responsable du groupe de la J.D.L. de Boston, Marvin Antelman, lancera même une Légion survivaliste juive (Jewish Survivalist Legion), destinée à œuvrer après l'effondrement de la société américaine. Mais, comme le note Janet Goldwin, c'est finalement toujours le Bétar qui « tire les marrons du feu », récupérant les militants de la J.D.L. : « Partout où la J.D.L. s'implante dans une ville, deux mois après, il y a une importante section du Bétar. »

Dans le journal de la J.D.L., *J.D.L. Update*, le directeur national du mouvement kahanien, Brett Becker, signera un article, qui fera scandale, où il propose de créer un mouvement juif clandestin (Needed : An American jewish Underground) dont l'objectif serait d'« éliminer professionnellement les Hitler d'aujourd'hui ». « Je crois, écrit-il très exactement, que ce qui sera nécessaire à notre survie en Amérique est la fondation d'une force combattante juive secrète : un mouvement clandestin qui éliminera tranquillement et professionnellement les anti-Juifs qui constituent à la fois une menace et un danger pour notre existence. » Afin de se justifier, Becker ajoute : « Est-ce qu'Israël n'élimine pas les dirigeants de l'O.L.P. qu'il considère comme dangereux ? »

**Entraînement au pistolet dans la synagogue**

Peu nombreux sont les responsables communautaires américains ou israéliens qui ont officiellement apporté leur soutien ou leur concours à Kahane et le J.D.L. De nombreuses organisations juives américaines officielles, comme l'American Jewish Committee, l'American Jewish Congress ou même l'Anti-Defamation League of B'naï B'rith, ont d'ailleurs pris le soin de désapprouver les activités de la J.D.L.. Dans le même temps, une partie de la communauté juive américaine devait apporter son concours à Kahane. On peut citer par exemple (15) le milliardaire Reuben Mattus, fondateur et propriétaire des crèmes glacées Häagen-Dasz. Autre exemple, à la fin d'un discours enflammé du rabbin Kahane, prononcé en 1971 dans la riche synagogue de Potomac (Maryland), durant lequel il fit l'apologie de l'incendie d'un autobus, l'assistance se leva et lui fit une ovation. Jackie Mason, un comédien américain bien connu, lui apporta officiellement son soutien et dirigea une campagne de « fund-raising » au bénéfice de la J.D.L. au début de 1972. Pour se justifier, Mason expliqua que « les principes démocratiques ne peuvent pas s'appliquer en Israël comme en Amérique ».

Très régulièrement, la J.D.L. bénéficiera d'un chaleureux accueil dans les synagogues, y compris pour des cours de maniement d'armes. En voici deux exemples : « Le responsable de la section de Philadelphie, Ed Ramov, affirme qu'il a formé environ 500 Juifs locaux au maniement des armes pour combattre les goys "dans le cas d'une crise économique grave dont les Juifs seraient accusés". Les cours étaient donnés dans la synagogue locale. Ramov recommande l'usage du calibre 22 long rifle, car il est d'un usage aisé pour les débutants (16). » Second exemple : « La J.D.L. propose un entraînement de dix semaines en Californie du Sud,

dans le Michigan et dans l'État de New York (...) "Notre religion nous apprend que si quelqu'un vient pour te tuer, tu dois le tuer d'abord !" Ramov fit cette remarque à l'intérieur de la Jeune Synagogue d'Israël dans le Grand Nord-Est, où la J.D.L. tenait sa réunion hebdomadaire. Le groupe utilise également la synagogue pour ses cours d'entraînement de tir au pistolet (17). »

En 1972, Kahane sera même invité officiellement par le sénateur Henry « Scoop » Jackson à partager la tribune lors d'un meeting démocrate en vue des élections présidentielles américaines. De même, le représentant au Congrès du Bronx, Mario Biaggi, n'a jamais marchandé son soutien à Kahane. Il faut rappeler que Kahane était devenu éditorialiste et commentateur du *Jewish Press*,



*Entrainement au fusil semi-automatique de jeunes recrues de la Ligue de défense juive. Cette organisation bénéficie aux Etats-Unis d'une exonération d'impôts comme « association charuitable ». On remarquera sur la cible le portrait de l'imam Khomeiny (photo* Spotlight*).*

le plus important hebdomadaire juif américain, avec une diffusion de 130-160 000 exemplaires. Le quotidien américain le plus influent, le *New York Times* lui apporta même un brevet de respectabilité et de légitimité en publiant divers textes de lui dans ses pages d'opinion. Et son livre *They must go* (*Ils doivent partir*), qui appelle à l'expulsion massive des Palestiniens, fut publié chez l'important éditeur new-yorkais Grosset & Dunlap.

## Une très longue série d'attentats et de meurtres

Durant les vingt dernières années, les activistes juifs américains ont mené des centaines d'actions illégales contre leurs ennemis, réels, imaginaires ou potentiels, depuis les menaces téléphoniques jusqu'aux bombes incendiaires. Pour eux, en effet, il existe, comme l'a expliqué (18) Meir Jolovitz, directeur national de la J.D.L. et fondateur du Corps de Défense Juif (Jewish Defense Corps) chargé d'exécuter les sentences, deux types de justice : « La justice criminelle et la justice Juive. Et quand la justice criminelle a les mains liées en raison des règles judiciaires, nous imposerons la justice Juive. » En voici quelques cas précis :

– 23 mai 1970, la J.D.L. saccage les locaux de l'office palestinien de Manhattan. Le représentant de l'O.L.P. est frappé à coups de clubs de golf. Deux autres Arabes se retrouveront à l'hôpital.

– Un tribunal reconnaît Kahane coupable d'avoir fabriqué des bombes au centre d'entraînement des Catskills (Camp Jedel).

– Le 26 janvier 1972, une équipe de la J.D.L. incendie les bureaux new-yorkais de l'agence d'échanges culturels américano-soviétique, dirigée par Sol Hurok. Une jeune secrétaire de 27 ans fut tuée dans l'incendie (terrible ironie, elle était d'origine juive) tandis que treize autres étaient sérieusement blessés. L'un des membres du commando, Sheldon Siegel, avoua à la police qu'il avait réalisé la bombe incendiaire et donna le nom de ses complices. Plusieurs années après, Kahane reconnut également la responsabilité de la J.D.L. Toutefois, les membres de la J.D.L. échappèrent à la justice en raison d'une argutie juridique.

– 30 avril 1972. Un jeune garçon de 15 ans est passé à tabac pour avoir critiqué un responsable de la J.D.L., Irvin Rubin, au cours d'un meeting de la J.D.L.

– Le 8 mai 1972, dix jeunes activistes saccagèrent les locaux du consulat autrichien à Washington et passèrent à tabac l'ambassadeur autrichien aux États-Unis, Karl Gruber, ainsi que le concierge.

– En mai 1974, un commando attaqua un responsable de la communauté arabe aux U.S.A., le D[r] Mohammad Mehdi, à l'aide

de tuyaux de plomb, lui brisant le dos. Il fallut près d'un an pour que la police réalise une arrestation, alors que le principal responsable avait revendiqué l'attaque à la télévision. Quelques semaines plus tard, les locaux du D[r] Mehdi, à Manhattan, furent presque complètement détruits par un incendie criminel.

– Le 21 février 1975, la cour fédérale américaine reconnut Kahane coupable d'avoir violé les termes de son contrat de probation, consécutifs à sa condamnation en 1971 pour avoir fabriqué des bombes incendiaires. Pour avoir appelé dans des lettres adressées à des membres de la J.D.L. à assassiner des diplomates arabes ou soviétiques, il fut condamné à un an de prison. Kahane passa huit mois dans une prison semi-ouverte de Manhattan, qu'il pouvait par exemple quitter chaque jour pour se rendre dans des restaurants kasher.

– En 1975, un membre de la J.D.L. de 21 ans, David Kamaiko, détourna un hélicoptère pour personnalités à New York, dans le but d'obtenir une rançon de 2 millions de dollars, afin d'acheter des armes pour la J.D.L. Avant d'être capturé, Kamaiko tira sur le pilote.

– Le 13 janvier 1976, la police désamorça une bombe devant les locaux de la mission irakienne aux Nations unies. Trois bombes identiques sont découvertes dans un couloir souterrain à proximité de la bibliothèque des Nations unies. Les attentats sont revendiqués conjointement par la J.D.L. et la Jewish Armed Resistance Strike Unit.

– En 1977, le responsable de la section canadienne de la J.D.L., Joseph Schachter, déposa une bombe au domicile (entièrement détruit) d'un responsable d'extrême droite canadien, Donald Andrews.

– En janvier 1978, arrestation de trois responsables de la J.D.L., Irving Rubin, Robert Manning, Earl Kruger, à la suite de la destruction du Beth-Sar Shalom Religious Center, un centre œcuménique associant foi chrétienne et foi juive. Les trois hommes, fortement soupçonnés d'être à l'origine de l'incendie, sont remis en liberté sous caution. Michael Morphis, responsable de la J.D.L. et ancien officier de police new-yorkais, est arrêté pour détention d'explosifs et de matériel incendiaire (dont 66 bâtons de dynamite, des détonateurs et des fumigènes).

– La même année, un militant de la J.D.L., Allan Goodman, poignarde un laveur de vaisselle arabe en Israël.

– Un paquet piégé tue en 1980 Patricia Wilkerson, la secrétaire juive d'un industriel américain de Manhattan Beach (Californie), mère célibataire de deux enfants et soutien de famille d'une per-

sonne âgée. Quinze ans après, pour une autre affaire, les empreintes retrouvées sur l'emballage sont identifiées : il s'agit de celles de Robert Manning, membre de la J.D.L., condamné à de multiples reprises avant de se réfugier en Israël. Peu après, une bombe d'un type identique explose au domicile de Boleslavs Maikovskis, accusé d'être un nazi.

– Le 27 juin 1981, les locaux de l'Église de Jésus-Christ, une église fondamentaliste antisémite d'Hayden Lake (Idaho), sont détruits par un attentat à la bombe. Le responsable de l'église, le pasteur Richard Butler, avait été déjà agressé par des commandos de la J.D.L.

– Le 1er septembre 1981, Boleslavs Maikovskis, dont la maison avait déjà subi deux attentats à la bombe, est violemment agressé par Mordechai Levy lors d'un procès.

– Le même Levy est accusé d'avoir placé une bombe dans la voiture d'un diplomate nigérian à New York le 9 septembre 1981.

– Le 7 avril 1982 à Brooklyn, un important restaurant, le Tripoli restaurant, soupçonné de servir de lieu de réunion aux sympathisants de l'O.L.P., est détruit par bombe incendiaire. Une femme



*Démonstration de force de la Ligue de défense juive en uniforme paramilitaire dans la région de Philadelphie (photo* Spotlight*).*

de 35 ans décédera, six femmes et un pompier se retrouveront à l'hôpital. L'attentat sera revendiqué par la J.D.L., mais Kahane niera officiellement par la suite avoir été à l'origine de l'attentat. Et son journal, *The Jewish Press*, attribuera l'incendie à une faction palestinienne opposée.

– Le 11 avril 1982, une membre de la J.D.L., Allan Goodman, tire au fusil automatique devant une mosquée de Jérusalem, tuant deux Palestiniens, un vieillard et un jeune homme de 20 ans. Entré dans la mosquée, il blessa plusieurs personnes. Né à Baltimore, Goodman avait reçu un entraînement paramilitaire dans le camp Jedel de la J.D.L. (État de New York). Dans un entretien, Kahane approuva son acte : « Il n'a rien fait de mal... Son acte était parfaitement correct. »

– 24 avril 1982, jour anniversaire de la fondation d'Israël, la J.D.L. fait exploser une bombe dans les locaux de la compagnie aérienne allemande Lufthansa, puis une autre dans les locaux de la mission irakienne auprès des Nations unies.

– La principale église protestante de New York est incendiée le 7 octobre 1982 par la J.D.L. Il semble que cet attentat soit lié à l'acquittement, quelques heures auparavant, de Valérian Trifa, responsable de l'Église orthodoxe roumaine aux États-Unis accusé d'avoir participé à des campagnes antisémites en Roumanie.

– En novembre 1984, des coups de feu sont tirés contre la maison d'un journaliste, Timothy Pike, qui enquête sur Mordechai Levy.

– Le F.B.I. estime que c'est la J.D.L. qui a posé la bombe qui a tué à la mi-août 1985 Tscherim Soobzokov à Paterson (New Jersey), ainsi que celle qui a blessé un voisin d'Elmars Sprogis à Brentwood (État de New York) en septembre 1985. La J.D.L. revendique, pratiquement au même moment, l'incendie criminel du Comité contre la discrimination des Américains d'origine arabe, où deux policiers furent grièvement brûlés. Soobzokov et Sprogis étaient considérés par la J.D.L. comme des criminels de guerre nazis. Le premier, âgé de 61 ans, responsable de la communauté circassienne de Paterson, eut la jambe arrachée par une bombe déposée à son domicile et mourut trois semaines après. Arrivé en 1955 aux États-Unis, il fut accusé en 1977 d'avoir participé à des massacres à l'Est. Or, s'il est exact qu'il rejoignit au début de 1945 une unité de la Waffen S.S., il était encore membre de l'Armée rouge aux périodes indiquées. Il fut finalement exonéré de toute charge et gagna ses procès contre divers journaux. Un journaliste d'investigation, John Koster, qui avait longtemps étudié son cas, écrivit (19) : « Personne, ni les militants de la J.D.L., ni les services

de l'immigration américains, ni la police israélienne ou les archivistes allemands, ni même le gouvernement soviétique, n'a été capable de fournir un document impliquant le nom de Soobzokov dans la mort, supposée ou non, d'une ou de plusieurs personnes, ou quoi que ce soit qui puisse substantiellement en faire un criminel de guerre. » Dès 1979, une lettre piégée lui avait été expédiée par la J.D.L. Il faut noter que Mordechai Levy anima une haineuse réunion à la synagogue la plus proche, le 7 août (exactement une semaine avant l'attentat), exigeant la tête de Soobzokov sur un plateau : « On ne débat pas avec un nazi. On l'écrase. » Après l'attentat, alors que Soobzokov se mourait à l'hôpital, Mordechai Levy organisa alors une manifestation le 22 septembre devant son domicile. Qualifiant l'attentat d'« acte courageux », il déclara publiquement : « La seule chose que je regrette... est qu'au lieu de perdre une jambe, il aurait dû perdre la vie. » Dans une interview au journal local, il affirma : « Tant qu'il sera vivant, nous le poursuivrons. » Le rabbin Kahane, qui revenait aux U.S.A., fut du même avis : « On ne peut qu'applaudir chaudement un tel acte. »

– Une bombe explose devant les locaux du Comité contre la discrimination des Américains d'origine arabe, de Nouvelle-Angleterre, le 16 août 1985. Deux policiers sont blessés. C'est cette association qui, en 1982, avait édité un rapport circonstancié sur la Ligue de défense juive. Le président de la section de Boston de la J.D.L. se félicite de l'attentat : « Si quelque chose de mauvais leur (les Américains d'origine arabe) arrive, c'est une bonne chose. »

– Le 7 septembre 1985, un passant découvre une bombe incendiaire devant la maison d'Elmars Sprogis, à Brentwood (Long Island). Il est grièvement blessé lors de son explosion. Le 30 août 1985, Mordechai Levy avait lancé un appel au meurtre contre ce Lithuanien, accusé d'être un criminel de guerre et disculpé par la justice américaine, lors d'une manifestation dans le voisinage. Il se vanta d'avoir « inspiré » l'attentat dans un entretien à *Newsday*.

– Toutefois le meurtre le plus connu de la J.D.L., et sur lequel la presse américaine s'est largement étendu, est celui d'Alex Odeh, le directeur pour la côte ouest des États-Unis du Comité contre la discrimination des Américains d'origine arabe (13 000 membres) le 11 octobre 1985. Ayant qualifié Yasser Arafat d'« homme de paix » dans une interview télévisée, Odeh, connu internationalement comme poète palestinien-catholique, fut tué le lendemain par l'explosion d'une bombe lorsqu'il entra dans ses bureaux à Santa Anna, en Californie du Sud. Huit personnes furent également blessées. Rapidement le F.B.I. annonça que la J.D.L. était considérée comme responsable du meurtre d'Odeh, ainsi que de deux autres attentats

très largement similaires qui s'étaient déroulés sur la côte Est. « Nous attribuons les trois attentats à la bombe à la J.D.L. » déclara Lane Bonner, responsable du F.B.I., et un rapport de ce service, rendu public en juillet 1986, conforte les charges contre la J.D.L. Quatre membres de la J.D.L. furent finalement identifiés en 1988 comme ayant posé la bombe chez Odeh (et sans doute également chez Soobzokov et Sprogis) : Keith Fuchs (24 ans), Andy Green (30 ans), Paul Zweig et Robert Manning (36 ans). Nés aux États-Unis, ils avaient tous émigré en Israël (sauf Zweig) afin d'échapper aux poursuites. Passant pour le chef du groupe, Manning, qui avait rejoint la section californienne de la J.D.L. dès 1971, avait d'ailleurs déjà été soupçonné par des services de police de Los Angeles et de New York d'avoir participé à trois autres attentats. Il avait été condamné à trois ans avec sursis en 1973 pour avoir déposé une bombe au domicile d'un responsable arabe (dont la fille de deux ans fut tuée dans l'explosion). En 1983, il fut condamné à nouveau à trois ans et trois mois de prison pour avoir tiré à la mitraillette sur un conducteur arabe, qui fut grièvement blessé. Il fut libéré un an et demi après. Le gouvernement israélien fit le maximum pour freiner la procédure du F.B.I. et ce n'est qu'en juillet 1993 que Manning, arrêté dès 1991, fut finalement extradé vers les U.S.A. Une bonne partie du retard vint du fait que le gouvernement américain ne voulait pas officiellement reconnaître la souveraineté d'Israël sur la bande de Gaza, où le couple Manning s'était installé dans un village de colons, à Kiryat Arba, à proximité d'Hébron, et donc ne pouvait pas demander l'extradition du couple.

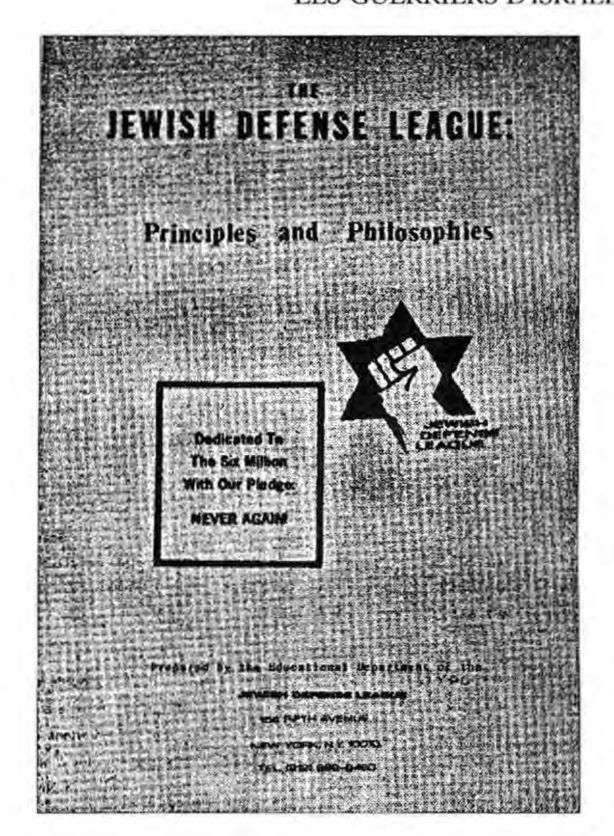
– La J.D.L. est fortement soupçonnée en juin 1986 d'avoir organisé le 27 mai 1986 l'assassinat d'un enseignant palestinien de l'université du Temple de Philadelphie (65 ans) et de son épouse, Ismail et Lois Faruqi. Personnalité très respectée, Faruqi était notamment l'auteur de l'*Atlas historique des religions dans le monde.* Le couple fut retrouvé poignardé à son domicile. Un des quatre enfants du couple fut également grièvement blessé. Un mois auparavant, Victor Vancier, chef de la J.D.L. de New York, indiquait au Village Voice qu'un « important professeur américain d'origine palestinienne figurait en première place sur la liste des personnes “à liquider” ».

– En 1987, trois membres de la J.D.L. furent arrêtés pour six attentats, commis à New York de 1984 à 1987 : incendie d'un complexe résidentiel pour Soviétiques dans le Bronx en 1984, double incendie perpétré contre la voiture d'un ancien membre de la J.D.L., Walter Berk, destruction d'un pont d'embarquement de la Pan Am à Kennedy Airport en 1986, incendie de la façade d'une

salle de concert où se produisait l'orchestre symphonique d'U.R.S.S. en 1986, attaque à la bombe à gaz d'un concert des ballets Moisseiev à l'Opéra de New York (20 blessés dont l'ambassadeur soviétique). Parmi les terroristes, figurait Jay Cohen, Sharon Katz, et Victor Vancier (de son vrai nom Chaim Ben Yosef), responsable de la J.D.L. pour New York. Il fut condamné à dix ans de prison en octobre 1987, après avoir reconnu les faits, tandis qu'un de ses complices, Murray Young était condamné à cinq ans de détention. Ce dernier avait toutefois bénéficié d'un régime de semi-liberté, grâce à une caution d'un million de dollars qu'il avait été en mesure de verser sans difficulté grâce au soutien de membres influents et riches de la communauté juive. Au domicile de Young, la police devait découvrir un pistolet-mitrailleur UZI, seize armes de poing, des explosifs, un silencieux pour pistolet, etc. A l'occasion du procès, on apprit aussi que la J.D.L. avait (semble-t-il frauduleusement) récupéré des sommes importantes lors de collectes de fonds pour la campagne de son ami Mario Cuomo, comme gouverneur de New York.

## La seconde organisation terroriste américaine

Tous ces éléments ont fait que la J.D.L. est aujourd'hui classée en bonne place par le F.B.I. parmi les principaux mouvements terroristes aux États-Unis, au grand dam du lobby sioniste, l'A.I.P.A.C. En 1985, la J.D.L. se classa même au second rang des groupes terroristes les plus actifs, juste derrière les nationalistes portoricains. De 1977 à 1984, le F.B.I. a attribué à la J.D.L. avec certitude 37 attentats, incendies, attaques diverses, etc. Deux ans après, le F.B.I. indiquait que les groupes extrémistes juifs étaient responsables de 25 actes terroristes de 1981 à 1986, dont 17 relevaient de la J.D.L. Une autre agence fédérale américaine, le Département de l'énergie, caractérisait ainsi la J.D.L. dans un rapport de 1986 : « Depuis plus de dix ans, la Ligue de Défense Juive a été l'un des groupes terroristes les plus actifs aux États-Unis. Bien que la J.D.L. assure que son action politique est liée à la condition des Juifs soviétiques et, plus généralement, à la protection des Juifs et des intérêts juifs dans le monde, le F.B.I. classe depuis longtemps cette organisation parmi les groupes terroristes. (...) La J.D.L. attaque les Arabes, les Iraniens, les Irakiens, les Égyptiens, les Palestiniens, les Libanais, les Français et les Allemands (...) En 1978, par exemple, des diplomates égyptiens ont été visés (...) Des attaques ont également été programmées par les chapitres de la J.D.L. en France, en Grande-Bretagne, en Italie ou en Israël. »




*Le manuel interne (confidentiel) de la Ligue de défense juive. Dans la partie idéologique figure des citations du Talmud, dont celle-ci : « Le ciel et la terre ont été uniquement créés pour le seul peuple Juif » (Vayikra Rabba, 36).*

Un autre rapport de 1986 (11) indique : « La J.D.L. a poursuivi une stratégie duale alliant des actes de désobéissance civile et des protestations généralement pacifiques à des actes de terrorisme hors-la-loi (...) Poser des bombes est la tactique favorite de la J.D.L. Elle représente 78 % des actions de la J.D.L. Le tir avec des armes à feu arrive juste derrière, pour 16 %, suivi par les incendies, le vandalisme, le kidnapping (...) Depuis 1968, les opérations de la J.D.L. ont entraîné la mort de sept personnes et en ont blessé grièvement au moins 22 (...) 62% des actions sont dirigées contre des biens privés, 30 % contre des entreprises ou des sociétés, 4 % contre des institutions officielles et 2 % contre des cibles religieuses. En général, un appel téléphonique anonyme revendique l'acte terroriste pour la J.D.L. ou l'un de ses sous-groupes, tandis qu'un responsable officiel de la J.D.L. nie l'implication de son groupe le jour suivant. Par le passé, bien que la J.D.L. ait été l'un des groupes terroristes les plus actifs des États-Unis, la menace apparaissait d'abord

comme symbolique (...) Les événements récents, cependant, suggèrent que cette vision nécessite une révision. L'augmentation des actes de terrorisme juif s'est traduite, non seulement par une escalade dans la violence, mais aussi par un changement significatif dans les cibles visées et une radicalisation des méthodes (...) Le groupe paraît désormais concentrer ses efforts contre les personnes et les institutions qu'il considère comme des ennemis du judaïsme et d'Israël. Les cibles incluent désormais de supposés anciens nazis et des criminels de guerre, des Palestiniens et des Arabes, des associations arabes, ainsi que les révisionnistes et les associations révisionnistes qui tentent de minimiser les dimensions des souffrances juives. Le changement le plus important est sans doute l'augmentation du nombre des assassinats. »

## Un provocateur juif organise un défilé néo-nazi

Derrière Kahane, les deux principaux responsables de la Ligue de défense juive ont été Irv Rubin et Mordechai Levy, chacun d'entre eux ayant été arrêté et condamné à plusieurs reprises pour leurs activités criminelles.

Jusqu'en 1982 ou 1983, Mordechai (de son vrai prénom Mark, dit aussi Marc Levine) Levy fut l'un des responsables les plus actifs de la J.D.L. et considéré comme le principal superviseur des attentats, meurtres et incendies. Il fut notamment suspecté (et interpellé) pour l'incendie d'un autobus en 1981 par bombe incendiaire, la destruction de la voiture d'un diplomate nigérian, etc.

Il n'était pas à une provocation près. En spécialiste de l'infiltration, par exemple, il sollicita l'autorisation de réaliser un défilé nazi sous le pseudonyme de James Guttman, chef de la section de Philadelphie (créée de toutes pièces) du Parti national socialiste du peuple blanc (et prétendant s'appeler de son vrai nom James Frank, pour mieux embrouiller les pistes). Il s'habilla de pied en cap en uniforme nazi et organisa un défilé devant l'Independance Hall de Philadelphie, afin d'alerter la communauté juive sur les « dangers du néo-nazisme ». Dans le même temps, il organisait un contre-défilé associant Juifs et Noirs !

Il devait également contacter le National Renaissance Party, un groupuscule d'extrême droite de New York, pour l'inciter à des « marches de provocation » dans des quartiers juifs de New York. Il faut signaler que Levy a toujours bénéficié de la protection du F.B.I., qui freine systématiquement toutes les enquêtes à son propos. Très significativement, une enquête qui démontrait les connections entre les services de sécurité de cette ville et la J.D.L. fut stop-

NEW YORK TIMES 2/24/79

## Park Service Rescends Permit for Nazi Rally At Independence Mall

N.Y. Times 2-24-79

Special to The New York Times

PHILADELPHIA, Feb. 23 — The National Park Service today withdrew the permit granted for a Nazi rally this Sunday at Independence Mall Historical Park.

According to the terms of an agreement reached with attorneys representing survivors of the Holocaust who challenged the permit in a Federal court hearing here, the permit was withdrawn when the man who received it, identified as James Guttmann, could not be found to testify today.

United States Attorney Peter Vaira later called the case bizarre, adding that the permit was withdrawn because "there is some question as to whether this was a serious application."

**Stolen ID Card Cited**

Court testimony yesterday suggested that the man identified as James Guttmann may have been using a stolen identification card when he sought the permit. A Philadelphia police sergeant said another man, identified as Mordecai Levy, had once been arrested in New York using information from the card. Mr. Levy had been associated with the Jewish Defense League.

Mr. Vaira said today's court action ended the case as a civil matter, but he would not comment on whether a criminal investigation would begin into whether a false application for a Federal permit had been made.

The permit was challenged by the Association of Jewish New Americans. Its attorney, David Ferleger, contended that there was evidence that the applicant was indeed a Nazi, and added, "I'm very upset and angry at attempts to juggle this around and blame Jews."

*Comment prouver que le peuple américain est antisémite ? En organisant des provocations néo-nazies. Un certain « James Gutmann » organise ici un défilé nazi à Philadelphie. Il s'agit en réalité de Mordechaï Levy (photo ci-dessus, photo* Spotlight*), animateur de la Ligue de défense juive. Cette même J.D.L. appelle évidemment au même moment les juifs et les noirs à une contre-manifestation (*The New York Times*, 24 février 1979).*

pée par le juge David Rothman au prétexte de la défense des intérêts de la « sécurité nationale », un procès pouvant « compromettre de manière significative des services de sécurité, non seulement locaux, mais aussi nationaux et internationaux ».

A l'occasion, la J.D.L. entretient des liens avec des groupes comme la très raciste association noire Nation of Islam ou le groupe blanc suprémaciste White Aryan Resistance afin de programmer des opérations qui seront ensuite reprises médiatiquement (20).

### O.J.D. contre J.D.L.

Son rival, Irving Rubin, a également utilisé le même système de provocations. Par exemple, Mike Canale, un militant néo-nazi arrêté pour avoir incendié une synagogue, réapparut un jour comme garde du corps de Rubin. De même le néo-nazi canadien John Beattie a reconnu (21) avoir reçu des subsides du Congrès juif canadien pour orchestrer les provocations de son groupe nazi, l'association juive « ayant besoin d'opposition (néo-nazie) ». Rubin est considéré par divers journalistes comme un agent provocateur payé par le F.B.I., travaillant à l'occasion pour divers organismes juifs comme la Ligue anti-diffamation du B'naï B'rith. La pratique des provocations néo-nazies purement artificielles par le Mossad ou le F.B.I. sont choses courantes, selon les mêmes journalistes, aux États-Unis (22).

Irv Rubin, a été l'un des principaux responsables de la J.D.L. dès le début des années soixante-dix. Responsable de la côte Ouest de la J.D.L., il devint son président national après la démission de Kahane. Un rapport de 1979 indique qu'il avait déjà été arrêté 39 fois pour ses activités sionistes. En mars 1992, il fut fortement soupçonné d'avoir commis un meurtre. Il fut toutefois relâché, la police manquant de charges contre lui. En 1981, il fut également acquitté par un tribunal pour avoir lancé des appels au meurtre : lors d'une conférence de presse, il avait proposé 500 dollars de prime à toute personne qui tuerait ou mutilerait un nazi, et mille dollars si les yeux étaient arrachés et fournis à la J.D.L. !

**Jewish militant gets 4½ yrs. in shooting**

Jewish militant Mordechai Levy was sentenced yesterday to up to 4½ years in prison for injuring a bystander while wildly firing an automatic weapon onto a Manhattan street.

He had been arrested after he sprayed bullets from the rooftop of a Bleecker Street building at men who, he said, wanted to kill him in a feud between his and another militant Jewish group.

Levy, 29, heads the Jewish Defense Organization, which preaches armed resistance to anti-Semitism.

A Queens man sitting in a parked van was hit in the Aug. 10, 1989, shooting.

*UPI*

**Upstate man gets 4 yrs. in cross-burning**

ALBANY, N.Y. (AP) — A federal judge sentenced an upstate man to four years in prison for burning crosses on the lawn of an interracial Saratoga County couple last summer.

Brian Munger, 27, of Gansevoort was one of five men who pleaded guilty to terrorizing Stephen Adams, a black immigrant from Barbados, and his white wife, Tina Marie, last August.

U.S. District Judge Thomas J. McAvoy sentenced Munger to 46 months in a federal penitentiary.

Munger and John Herrick IV, 30, admitted threatening the couple. Three other men pleaded guilty to civil-rights conspiracy charges and were sentenced to six-month prison terms. Herrick also was sentenced to 46 months in jail.

*Différence de traitements : Mordechaï Levy, chef de la J.D.O., est condamné à 4 ans et demi de prison pour avoir tiré au fusil automatique dans les rues de Manhattan. Un Américain est condamné à 4 ans de prison pour avoir brûlé des croix sur le gazon d'un couple mixte (*The New York Post*, 12 et 15 avril 1991).*



*Rare document représentant les futurs « frères ennemis » de l'autodéfense juive américaine : Ir Rubin, au premier plan, chef de la Ligue de défense juive du rabbin Meir Kahane ; au second plan, armé d'un gourdin, Mordechaï Levy, chef de l'Organisation juive de défense. (photo* Spotlight*).*

S'étant séparé de la J.D.L., qu'il ne trouvait pas assez activiste, Rubin fonda un nouveau groupe, encore plus extrémiste, l'Organisation de Défense Juive (O.J.D.). Il revendiquait plus de 3 000 membres dans la région de New York, mais le chiffre réel devait sans doute être inférieur à quelques dizaines. Dans les années qui suivirent, Levy et son rival Rubin se livrèrent à une surenchère pour prendre le leadership au sein des activistes juifs. En août 1989, Levy fut d'ailleurs arrêté au terme d'une incroyable nuit où il s'opposa au groupe de Rubin : pensant que Rubin voulait le tuer, Levy monta sur le toit de l'immeuble où il habitait et commença à arroser à l'arme semi-automatique les rues du Bas-Manhattan, blessant un réparateur d'air conditionné de 69 ans au moment où ce dernier s'asseyait dans son camion. Pour cet acte, Levy fut finalement condamné à quatre ans et demi de prison. O.J.D. et J.D.L. se sont par la suite longuement affrontés, comme en témoigne par exemple ce communiqué de la J.D.L., après que ses locaux eurent été dévastés fin septembre 1984 et que la voiture de Meir Kahane eut été recouverte d'inscriptions, du type « Nègres dehors » : « Nous avons une idée précise de l'identité des auteurs de cette attaque, qui marque une étape supplémentaire dans l'émergence d'un groupe de malades, anciens membres de la Ligue, dont la haine est la seule

motivation d'adhésion à notre organisation, et qui continuent à être obsédés par cette haine. Nous allons étudier les actions qui s'imposent, la publication de leurs noms, et éventuellement l'adoption de sanctions plus musclées, de concert avec les autorités rabbiniques. »

En 1992, l'O.J.D. de New York a mené une importante campagne d'intimidation, en diffusant sur son répondeur automatique, 24 heures sur 24, les noms et adresses de centaines de membres du Ku Klux Klan qui habitaient dans cette ville. Dans son message, l'O.J.D. appelle les auditeurs à faire pression sur les employeurs des membres du K.K.K. (dont elle fournit aussi les coordonnées) afin d'obtenir leur licenciement. Cette technique serait payante puisque « plusieurs responsables du Klan, démasqués par le "répondeur juif ", ont ainsi déjà perdu leur emploi » (23).

Janet L. Dolgin a analysé dans un doctorat le côté dérisoire de la J.D.L. sous le vocable de « danse immobile », d'après une déclaration du philosophe Buber sur les membres de la secte des Hassidim qui dansent sans bouger, sans exprimer d'émotion en se conformant strictement à leur carcan. « Niant la réalité et la viabilité de l'assimilation et du "melting-pot", la J.D.L. ressemble à de nombreux autres mouvements ethno-activistes qui se sont développés dans les années soixante et au début des années soixante-dix (...) Bien que rejetant les standards d'assimilation de l'Amérique, bien que se forgeant une image fondée sur la Bible et les anciens symboles juifs, les responsables de la J.D.L., en réalité, se conformaient au modèle idéologique américain. Cette combinaison était une partie de la dialectique d'absorption étudiée par Herbert Marcuse, une dialectique dans laquelle la J.D.L. était emprisonnée et limitée. »

## La violence contre les révisionnistes

Toutefois ces dernières années, la J.D.L., comme l'O.J.D., se sont « refaits une jeunesse » (avec le soutien discret d'associations juives « respectables ») en focalisant leurs actions contre les révisionnistes américains, en particulier l'Institut pour la révision historique (Institute for historical review) de Newport Beach. L'I.H.R. constitue en effet le plus important centre mondial de documentation et de diffusion d'ouvrages sur la question de l'holocauste et des chambres à gaz (24). Parmi les attaques contre l'école révisionniste, on notera :

– Georges Ashley, professeur d'histoire dans l'enseignement supérieur (Sun Valley), a été attaqué à plusieurs reprises. En 1982, deux briques ont été jetées contre la vitre principale de sa maison de Los Angeles. Un mois plus tard, deux cocktails Molotov étaient expédiés contre la façade. En décembre 1982, des membres de la

J.D.L. saccageaient sa maison, provoquant pour plus de 26 000 dollars de dommages. Mordechai Levy devait se vanter par la suite de l'agression : « Nous l'avions prévenu que s'il continuait ses recherches, il paierait en conséquence (...) Nous l'avions prévenu que si le conseil du lycée ne le sanctionnait pas, nous l'arrêterions. » Durant l'été 1984, Ashley fut menacé à de nombreuses reprises téléphoniquement, notamment d'un attentat à la bombe. La police, par le biais de tables d'écoutes réussit à identifier un membre de la J.D.L. En août 1984, un second membre de la J.D.L., Michael S. Canale, fut interpellé pour le même motif. En 1985, une bombe fut déposée mais heureusement, elle n'explosa pas. L'attentat fut signé par les lettres J.D.L. bombées à proximité de son entrée.

– La voiture du D[r] Charles Weber, collaborateur de la revue de l'I.H.R., a été endommagée à deux reprises en avril 1985. Lors du second acte de vandalisme, un tract de revendication de la J.D.L. fut retrouvé, indiquant qu'une bombe serait déposée la fois suivante.

– Le D[r] Reinhardt K. Buchner, professeur de physique à l'université de Californie et membre du conseil éditorial de l'I.H.R. de 1980 à 1983, fut l'objet d'une campagne d'intimidation de la J.D.L. Il fut notamment menacé au téléphone et de vive voix chez lui et à son bureau, frappé et molesté, etc.

– L'éditeur Ernst Zündel a été la cible de la section canadienne de la J.D.L. En décembre 1983, il fut notamment frappé sur les marches de l'ancienne mairie de Toronto. Une seconde attaque eut lieu le 6 février 1984. En septembre 1984, sa maison fut endommagée par un attentat à la bombe. Un groupe, intitulé l'Armée de libération du peuple de la Ligue de défense juive, revendiqua l'attentat. En janvier 1985, à l'entrée d'un tribunal de Toronto, la J.D.L. attaqua à nouveau Zündel, son avocat Doug Christie et son assistante.

– Les locaux du Comité d'action politique germano-américain de Santa Monica, en Californie, furent incendiés en 1985. Selon le rapport du ministère de l'Énergie, l'attentat est à attribuer à la J.D.L.

– La principale cible demeure toutefois, depuis sa fondation en 1978, l'I.H.R. On peut citer des mitraillages des locaux, trois tentatives d'incendie, la destruction de véhicules d'employés de l'I.H.R., des manifestations d'intimidation devant l'entrée des locaux, des menaces téléphoniques répétées à l'I.H.R. et au domicile des employés, etc. Le 19 mars 1981, un agent de la mairie fut blessé au cours d'une manifestation devant les locaux et sa voiture officielle endommagée. Le 5 avril suivant, un employé était passé à tabac devant la porte. Le 25 juin 1981 avait lieu la première tentative d'incendie au cocktail Molotov, revendiquée par les Défenseurs juifs. La deuxième tentative eut lieu le 25 avril 1982 : un photoco-

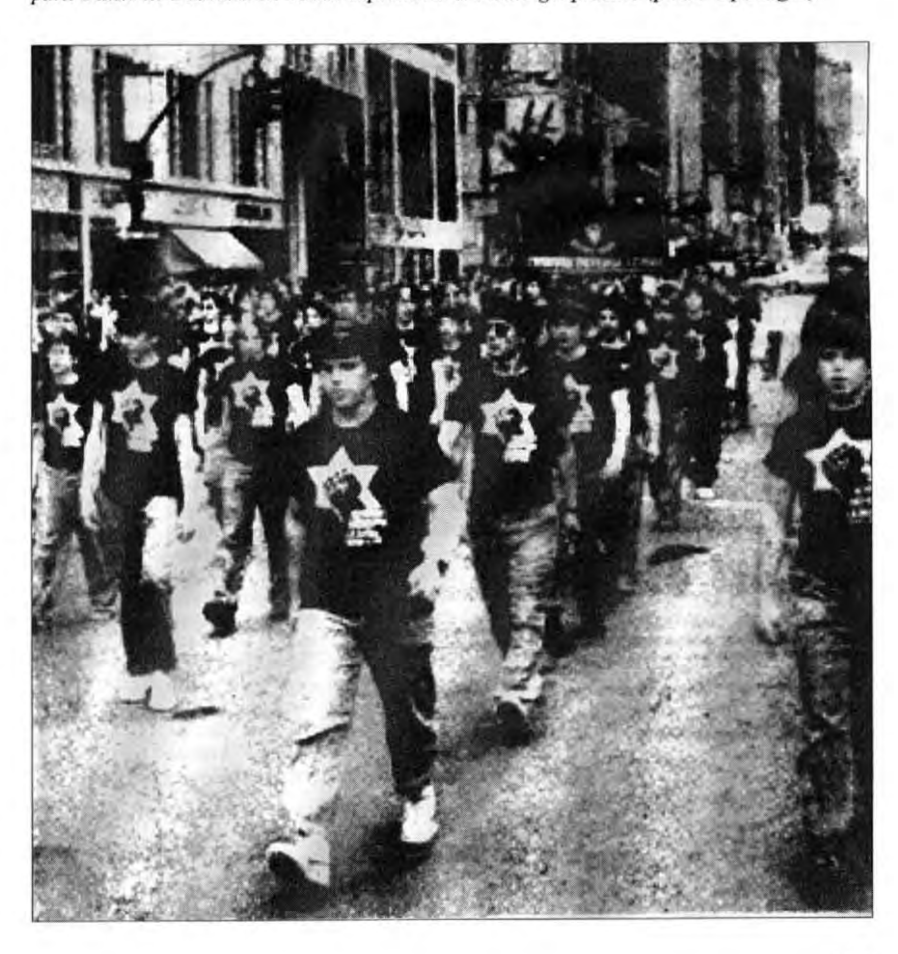
pieur, divers éléments de mobilier ainsi que des documents furent détruits. Le tout fut doublé d'une série d'appels téléphoniques qui furent attribués à Mordechai Levy, mais ni celui-ci ne fut interpellé, ni aucun membre de la J.D.L. Le tout culmina le 4 juillet 1984 par un violent incendie, qui détruisit plusieurs milliers de livres. Les dommages furent estimés à plus de 2,5 millions de francs. Le directeur de l'I.H.R., Tom Marcellus, indiquait alors (24) : « Comme entité physique, l'I.H.R. a pratiquement cessé d'exister. 90 % de nos stocks de livres et de vidéo-cassettes – la plus importante collection d'ouvrages qu'on puisse trouver dans le monde – ont été détruits. Tous les éléments de mobilier, d'équipement ainsi que les machines, sont inutilisables. Les manuscrits, les documents, les archives photographiques, etc. n'existent plus. » Deux jours après, le leader de la J.D.L., Irv Rubin, se présenta devant les locaux détruits de l'I.H.R. La J.D.L., déclara-t-il, « applaudit des deux mains et du fond du cœur la récente destruction des bureaux de l'I.H.R. ». Niant toute implication personnelle, il affirma que l'attaque avait été conduite par un ancien membre de la J.D.L., un activiste nommé Larry Winston (de son vrai nom Joel Cohen). Nul ne fut pourtant jamais inquiété pour cet incendie. La presse fit pratiquement le black-out sur ce dossier. Toutefois quelques personnalités indépendantes tinrent à exprimer leur indignation. Tel l'historien John Toland, prix Pulitzer 1971, ou l'historien britannique David Irving.

La J.D.L., par la suite, devait obtenir, sous la menace, l'annulation de diverses conférences de l'I.H.R. aux États-Unis. Comme le neuvième congrès de l'I.H.R. à Costa Mesa à la mi-février 1989. A la suite de multiples menaces téléphoniques, alors que les réservations avaient été prises des mois auparavant, l'hôtel dénonça le contrat. Le 22 janvier 1992, le révisionniste (d'origine juive) David Cole fut attaqué et molesté par des militants de la J.D.L. à la sortie d'une réunion à l'université de Californie, à Los Angeles, qui avait été largement perturbée par la même organisation. Le 22 avril 1993, des membres des l'O.J.D. attaquèrent un petit groupe de personnes qui manifestaient à Washington contre l'ouverture du Musée de l'Holocauste. Quatre personnes furent blessées, dont David Willcox, un fonctionnaire de 52 ans. Frappé à coups de barres de fer, il dut être emporté à l'hôpital et reçut notamment douze points de suture à la tête. L'O.J.D. revendiqua cette attaque de rue, son porte-parole, Michael Schneider affirmant que son groupe continuerait ce type d'action « tant que cela serait nécessaire ». Aucune interpellation n'eut lieu, malgré la présence de forces de police.

On peut également noter, comme incidents antirévisionnistes attribuables à des organisations antirévisionnistes (26), l'incendie du

5 novembre 1980 qui détruisit les bureaux et l'imprimerie du Sussex qui diffusait et imprimait des ouvrages révisionnistes, notamment *Did six millions really die ?* de Richard Harwood. Un journaliste de gauche, Manny Carpel, fut finalement reconnu coupable et condamné à deux ans et demi de prison (il en exécuta une seule année) ; le meurtre par balle en janvier 1984, par un membre du Kach du rabbin Kahane, du professeur allemand Hermann Greive, spécialiste du judaïsme ; l'incendie le 10 février 1988 de la voiture de l'historien Ernst Nolte, professeur à l'université de Berlin.

*Défilé des troupes de Meir Kahane dans un faubourg de New York. Le T-shirt noir est frappé d'une étoile jaune avec un poing et l'inscription Ligue de défense juive. Le parti Kach de Kahane en Israël reprendra le même graphisme (photo* Spotlight*).*



**Kahane Haï (Kahane vit)**

Dès son arrivée en Israël en 1971, le rabbin passe à l'action. Il implante d'abord la Ligue de Défense Juive, qui se livre à des activités « éducatives et politiques », puis la transforme rapidement en parti, le Kach (« C'est ainsi »). Le 6 octobre 1972, une cache d'armes et d'explosifs que Kahane voulait faire passer en fraude aux U.S.A est découverte par la police, donnant tout de suite une orientation paraterroriste à son organisation. La plupart des attentats qui se produiront par la suite dans les territoires occupés lui sont largement imputables, directement ou indirectement, selon les services de renseignement israéliens. En 1973, il obtient 12 800 voix au élections, approchant le seuil nécessaire (1 %) pour obtenir un siège. Les années qui vont suivre seront difficiles, ponctuées par des hauts et des bas, d'autant que le Likoud est au pouvoir. En 1980, soupçonné de préparer des attentats anti-arabes, il fera l'objet d'un internement administratif – mesure extrêmement rare – sur décision du ministre de la Défense, avant d'être libéré sur intervention de Begin.

**ATTENTAT ANTI-PALESTINIEN : L'AUTEUR MEMBRE D'HONNEUR DU KACH**

Jérusalem, 5 nov. Le mouvement Kach, dirigé par le rabbin Méir Kahana, député au parlement israélien, a conféré dimanche le titre de «membre d'honneur» à David Ben Chemoul, le soldat accusé d'être l'auteur de l'attentat à la roquette du 28 octobre dernier contre un autobus palestinien de Jérusalem, a annoncé le porte-parole du Kach.
Ce mouvement anti-arabe a également appelé la population à contribuer à la défense de Ben Chemoul, a précisé le porte-parole.
Ben Chemoul avait, selon des sources policières israéliennes, vainement tenté ces derniers mois de s'affilier au Kach. Le tribunal de district de Jérusalem a, rappelle-t-on, prolongé dimanche de quinze jours le délai de garde à vue de Ben Chemoul, qui a été inculpé d'homicide, de violence et de transport illégal d'armes.
Ben Chemoul a, rappelle-t-on avoué sa pleine responsabilité dans l'attaque contre l'autobus, qui a fait un mort et huit blessés, et dans l'attentat à la grenade contre un café arabe dans la vieille ville de Jérusalem le 22 septembre dernier, qui avait fait quatre blessés parmi les consommateurs.

*Nombre des terroristes anti-arabes en Israël ont été faits « membre d'honneur » du Kach par Meir Kahane (*Bulletin de l'Agence télégraphique juive, *6 novembre 1984).*

Il en profite pour rédiger un livre consacré à la question arabe, *They must go* (*Ils doivent partir*). Pour la première fois dans l'histoire d'Israël, un leader demande non un départ volontaire mais une expulsion en bonne et due forme. Il va désormais axer tout son travail politique sur l'expulsion des Arabes et se livrer à une agitation raciste (ségrégation de la population arabe, service du travail obligatoire pour les « bicots », interdiction des mariages mixtes, etc.). Pour Kahane, entre les juifs et les Arabes, il y a une guerre puisque le peuple arabe veut liquider Israël. Il faut donc se débarrasser des Palestiniens, qui sont des « chiens » (Arafat est une « bête immonde » sur laquelle il crache). Tsahal doit systématiquement exécuter les « terroristes qu'elle capture (...) A la terreur arabe, une seule réponse est possible : une contre-terreur juive, menée avec des moyens brutaux ». Il ne cessera dès lors d'applaudir aux attentats anti-arabes. Un exemple qui en vaut cent autres : en novembre 1984, un soldat, David Ben-Shimol, tire un missile sur un autobus arabe, tuant et blessant plusieurs passagers. Il est aussitôt fait membre d'honneur du Kach.

« Kach porte clairement les signes distinctifs des fascismes européens de l'entre-deux-guerres. Dans ses structures, il pratique le culte du chef. Dans son programme extérieur, il prône l'hypernationalisme et l'irrédentisme territorial. A l'intérieur, il alimente la haine de la gauche et des libéraux (...) Pour des raisons évidentes, le kahanisme est un fascisme par ressemblance objective, qui présente les traits cliniques du fascisme, et non un fascisme par identification subjective (Epstein) ». Le Tanah, son mouvement de jeunesse, comme la J.D.L. américaine, organise des camps d'entraînement en Israël (27), où de jeunes kahanistes mâles en chemises jaunes s'entraînent au maniement d'armes automatiques, à résister aux interrogatoires du Shabak (les services de sécurité intérieurs israéliens), etc.

En juillet 1984, le Kach obtient 26 000 voix et 1,2 % (venus surtout des quartiers pauvres et des zones d'implantation). Kahane entre à la Knesseth. Ses affiches se centraient sur un slogan allusif mais aisément déchiffrable, qui visait les Arabes et la gauche juive : « Donnez-moi la force de m'occuper d'eux. » Notre propos n'étant pas de traiter de la vie des partis politiques, on indiquera seulement qu'en 1988, où son parti sera finalement déclaré hors la loi, il pouvait espérer réunir 7 à 8 % des suffrages, selon les sondages. Entretemps, il aura déposé notamment une proposition de loi sur la citoyenneté israélienne et sur l'échange des populations juive et arabe et une autre contre l'assimilation entre Juifs et non-Juifs et pour la sainteté du peuple d'Israël. Il aura également créé toute une série d'associations et de cercles parallèles qui lui survivront : Garde de l'Honneur Juif (pour assurer la protection des femmes juives

contre leurs agresseurs arabes), le parti Koach (la Force), le Comité des victimes du terrorisme arabe, le groupe Dov (Punition des traîtres) spécialisé dans la diffusion de tracts anti-arabes, la Yeshiva du Mont du Temple, et surtout le Comité pour la sécurité sur les routes, véritable milice en armes (28) chargée d'assurer la sécurité des convois israéliens dans les territoires occupés.

## Goldstein était un disciple de Kahane

S'il n'y eut que 15 députés sur 125 pour observer une minute de silence à la Knesseth à la mémoire de Kahane, assassiné le 5 novembre 1990 à New York par un jeune Arabe, ils furent plus de 5 000 dans les rues de New York à crier vengeance. « Il y aura vengeance, nous croyons à la vengeance » lança le président de Kach International, Sol Margolis. La *Jewish Press*, dont le rabbin avait été un collaborateur, ne tarit pas d'éloges : « Kahane, le judaïsme dans toute son authenticité. » Nombre de magasins affichaient l'annonce d'un service religieux au talmud-Torah de Flatbush, tandis que le councilman Noah Dear envoyait un message de félicitations à l'hôpital Maïmonide pour son scrupuleux respect de la Halakha dans les derniers soins rendus au défunt. « L'impact de Kahane sur la communauté américaine reste infiniment plus profond que ne le laisseraient supposer les condamnations ultérieures du Kach par les tenants de l'establishment. De l'American Jewish Committee à l'A.D.L., la plupart des grandes organisations « mainstream » (traditionnelles) en témoignèrent après l'assassinat du rabbin, par leurs hommages funèbres : tandis que le Jewish Community Relation Council organisait à New York une veillée de recueillement, Seymour Reich, chairman de la Conference of presidents of Major American Jewish Organizations, et Abraham Foxman, directeur national de l'A.D.L., assistaient à ses obsèques (29). »

Depuis la mort de Kahane, la J.D.L. continue à fonctionner, même si elle paraît en relative perte de vitesse. Perte de vitesse toute relative, puisque ses membres émigrent en fait souvent en Israël, tel le D[r] Baruch Goldstein, responsable de la tuerie d'Hébron en février 1994 (53 morts, des dizaines de blessés). Goldstein avait été un des piliers de la J.D.L. aux U.S.A. et un temps le porte-parole du Kach (30). C'est seulement après la tuerie d'Hébron, mettant en cause une nouvelle fois un kahaniste, que le gouvernement interdira en Israël le Kach ainsi que Kahane Haï (Kahane est vivant), organisation dissidente dirigé par le fils de Kahane, assimilée à des « mouvements terroristes » (mais non pas ses filiales). Le D[r] Goldstein (qui avait refusé de soigner des Arabes au Liban)

**LEARN JEWISH PRIDE**
**AND POWER**
**AT CAMP JEDEL - WELTMAN**

**THE JEWISH DEFENSE LEAGUE 8-WEEK SUMMER TRAINING CAMP**

**MALES AND FEMALES 14-22**

Applicants to the summer training camp must be willing to follow discipline and undergo a rigorous physical and mental training program consisting of:

**KARATE - RIFLERY - JEWISH STUDIES**

Seminars on:
1) Torah, Concepts and Practice
2) Meir Kahane's Writings
3) JDL Principles and How They are Put into Practice
4) Leadership Training
5) Extremist Groups in America and Their Danger to Jews
6) Israel, Zionism and the Answers to the Arab Lies About Them
7) Oppressed Soviet Jewry and How to Save Them

Ask, too, about weekend training opportunities for adults.

The Camp is Run According to Strict Halachic Standards and The Number of Campers Will Be Limited. Apply NOW.

*For Information Contact*

**JEWISH DEFENSE LEAGUE**
76 Madison Avenue, Suite 1003, New York, N.Y. 10016
Tel: (212) 686-3041, 686-3042

*Au programme du camp d'été ( de huit semaines) de la Ligue de défense juive : « karaté », « entraînement au tir » et « études juives »* (Jewish Press, *20 février 1981).*

avait d'ailleurs appris le maniement des armes au contact de Steve Rambam, ancien membre de la Ligue de Défense Juive. A l'occasion, les transferts se font dans le sens Israël-U.S.A. C'est ainsi que Craig Arthur Leitner, étudiant américain de 24 ans et membre de la J.D.L., fut arrêté à New York en janvier 1986 à la demande du gouvernement israélien. Il était notamment soupçonné d'avoir participé le 4 mars 1984 à une attaque au fusil d'assaut M16 contre un autobus qui transportait des ouvriers arabes près de Ramallah, en Cisjordanie. Six ouvriers avaient été blessés. Leitner était également accusé d'avoir incendié divers véhicules appartenant à des Arabes près de Hébron et d'avoir lancé des cocktails Molotov dans les locaux du journal arabe *Al Fajr* en août 1983.

C'est par l'intermédiaire de l'association Kahane Haï (31) que sont recrutés et entraînés, le plus souvent par des réservistes de l'armée israélienne (mais parfois aussi par des membres des Special Forces américains), les disciples de Kahane aux États-Unis. Le directeur de Kahane Haï, est Mike Guzovski, un autre ami de Goldstein. Cet Américain a émigré en Israël, où il a vécu pendant dix-sept ans, avant de revenir à New York, « pour poursuivre la mission

de Kahane, organiser des cellules de jeunes Juifs américains qui sauront se battre. Les Juifs veulent trop se fondre dans la masse, il faut les réveiller et leur rappeler que pour les non-Juifs, ils seront toujours différents ». En fait, Guzovski a quitté Israël après diverses exactions, notamment l'incendie du quotidien palestinien *Al Fajr* à Jérusalem.

Les entraînements d'été ont donc repris dans les Catskills, dans le canyon texan de Californie et dans la région de Detroit, où de jeunes Juifs américains, israéliens, et parfois désormais même russes, viennent apprendre le maniement des armes. Les deux camps sont entourés de rideaux de fil de fer barbelé et gardés par des hommes armés de fusil semi-automatiques AR-15. Des photos d'Arabes ou de néo-nazis servent de cibles. Une centaine de jeunes juifs ont été ainsi entraînés durant six semaines pendant l'été 1993 (32). « Le programme est destiné aux Juifs de quinze à vingt ans qui veulent apprendre à se défendre et à défendre le peuple juif et Israël », résume un tract de l'organisation. Autre objectif : « Protéger les enclaves juives à Gaza, en Judée et en Samarie, au cas où le gouvernement Rabin abandonne ces régions à l'O.L.P.. » C'est là, par exemple, que fut formé au tir Allan Goodman, qui organisa le massacre des Arabes au Mont du Temple, à Jérusalem, en 1982.

L'esprit du rabbin Kahane continue à inspirer les jeunes Israéliens et les jeunes juifs du monde entier : peu avant sa mort, fut diffusé un jeu vidéo, nommé Intifada, qui permettait au joueur d'assassiner un grand nombre d'Arabes. A chaque meurtre, la tête du rabbin Kahane, avec un grand sourire, apparaît à l'écran. A partir d'un certain nombre de points, le joueur apprenait que le rabbin Kahane avait été nommé ministre de la Défense d'Israël.

## Notes

1. Ces renseignements proviennent largement d'une fiche biographique diffusée par la J.D.L. à sa création. Ils peuvent donc être sujet à caution, bien qu'ayant été soigneusement recoupés. Sur le rabbin Meir Kahane, l'ouvrage de référence est celui du journaliste américain Robert I. Friedman, *The False Prophet, Rabbi Meir Kahane : From F.B.I. Informant to Knesset Member*, Lawrence Hill Books, 1990. On consultera également le livre du journaliste israélien Yair Kotler, *Heil Kahane*, Adama, 1986 ; Raphaël Mergui et Philippe Simonnot, *Le Rabbin qui fait peur aux juifs*, Favre, 1985 (comprend une étude sur les partis religieux ou d'extrême droite). Une bibliographie très détaillée sur sa période israélienne figure dans l'excellent livre de Simon Epstein, *Les Chemises jaunes*, Calmann-Lévy, 1990. Voir aussi Shalom Cohen, *Dieu est un baril de poudre, Israël et ses*

*intégristes*, Calmann-Lévy, 1989. L'ouvrage porte sur les divers groupes intégristes, orthodoxes ou extrémistes en Israël. Pour une approche de l'idéologie de ces groupes, Ian Lustick, *For the land and the lord*, Council of Foreign Relations, 1988. Le rabbin Meir Kahane a signé douze ouvrages et divers pamphlets, dont *Time to go Home*, Nash. Pub., Los Angeles, 1972 ; *Our Challenge, The Chosen Land* (1974) ; *The Story of the Jewish Defense League*, 1975 ; *They Must go*, Grosset & Dunlap, New York, 1981 (écrit en prison en 1980).
Sur la Ligue de Défense Juive, voir *The Jewish Defense League, Principles and Philosophies*, J.D.L. New York. Et aussi, *J.D.L. is the second most active terrorist group, F.B.I. says, Orange County Register*, 19 novembre 1985 ; *Nice Jewish boys with bombs : The return of J.D.L., Village Voice*, 6 mai 1986 ; *F.B.I. Analysis of terrorist incidents and terrorist-related activities in the United States* (1985) ; *Terrorism in the United States and the potential threat to Nuclear facilities*, U.S. Dept. of Energy, 1986 ; *The Story of Jewish Defense League*, Rabbin Meir Kahane, 1975 ; *The Jewish Defense League : A cult of racism and terror, and a threat to Arab-Americans, American-Arab Anti-Discrimination Committee Issues*, n°9 (1982) ; Janet L. Dolgin, *Jewish Identity and the J.D.L.*, Princeton University Press. Une bibliographie assez complète est parue dans *The Zionist Terror Network*, I.H.R., 1985 et 1993. Cf. également Simon Epstein, *Les Chemises jaunes*, Calmann-Lévy, 1990.
2. *The Spotlight*, 28 mars 1983.
3. 29 juin 1965.
4. *Journal American*, 4 juillet 1965.
5. Par exemple dans *Playboy*, octobre 1972.
6. Ouvrage qui ne serait jamais paru et qui ne figure en tout cas pas au catalogue de la bibliothèque du Congrès.
7. *Instauration*, mars 1982, et *Village Voice*, 2 octobre 1984.
8. *Tribune juive*, 16 novembre 1990.
9. Zweibon, secrétaire général de la J.D.L., avait un B.A. en sciences politiques et un L.L.B. de l'université de New York (1954). Ancien président du Progressive Republican Club et chancelier des Rois de Pythias (Knights of Pythias), il était également membre du bureau de l'Association des anciens élèves de la Fraternité d'Emmanuel, délégué du Conseil national du Jeune Israël. Il rompra avec Kahane en 1985, l'accusant de travailler pour le compte des services secrets américains.
10. *Le Soir*, 27 février 1971.
11. *The Zionist Terror Network*, I.H.R., 1985 et 1993.
12. *Passages*, mars 1991.
13. *L'Humanité Dimanche*, n°23, septembre 1971.
14. *The Herald Tribune*, 21 août 1985.
15. *Inside the Jewish terrorist underground*, *The Village voice*, 12 novembre 1985.
16. *Gun Week*, 6 juillet 1979.
17. *New York Press*, 9 février 1981.
18. *Riverside*, 3 mars 1983.

19. *The Record*, 20 novembre 1978. Voir les dossiers sur l'affaire Soobzokov dans *Liberty Bell*, septembre 1986, et *Instauration*, août 1986.
20. *Turning the tide*, été 1994.
21. *Toronto Sun*, 7 février 1984.
22. Sur les rapports entre Rubin et l'A.D.L., voir *The Washington Post*, 12 avril 1982. Sur la coopération entre le Mossad et le F.B.I. dans le but d'organiser des provocations antisionistes ou néo-nazies, voir *The Link*, septembre 1985, *Middle East Understanding*, *New Solidarity*, 29 août 1985, et *Ganpac Brief*, octobre 1985, Santa Monica (Ca.).
23. *Actualité juive*, 11 juin 1992.
24. La mise à disposition du public de ces recherches historiques est strictement interdite en France depuis 1990, à la suite de l'adoption de la loi Rocard-Gayssot qui restreint la liberté de recherche, d'édition et d'expression. Elle permet de condamner toute recherche critique sur les attendus du jugement du tribunal de Nuremberg, sans possibilité pour les accusés de se défendre.
25. *I.H.R. Newsletter*, août 1984.
26. La chronologie française donne la liste des agressions dont a été victime le professeur Robert Faurisson.
27. Une photo est parue dans *Yediot Aharonot*, 11 août 1987.
28. Son principal animateur Shmouel Ben-Ishaï a également dirigé la Garde de l'Honneur Juif et animé le Comité contre l'extradition de William Nakache.
29. *Passages*, janvier 1991.
30. Déclaration du D' Baruch Goldstein à *Channel Four* quelques jours avant la tuerie d'Hébron : « Nous en avons marre d'eux. Les Arabes, c'est comme une épidémie. Ce sont des microbes qui nous infectent. » A ses obsèques, le rabbin Yaacov Perrin déclarera (*London Times*, 28 février 1994) : « Un million d'Arabes ne valent pas l'ongle d'un juif. » Sur ce massacre et l'impossibilité de la thèse (un homme seul ayant agi seul) présentée par la commission d'enquête, voir Amnon Kapeliouk, *Hébron, un massacre programmé*, Seuil, 1994. La tombe de Goldstein, à Kiryat Arba, est devenu un lieu de pèlerinage pour tous les extrémistes israéliens (cf. notamment *Libération*, 17 février 1995). Une cuvée de vin cacher Baruch Goldstein est également disponible dans les magasins de Kyrait Arba depuis mars 1995. L'actuel responsable des mouvements kahanistes en Israël est Tiran Polak. Pour lui (*Tribune juive*, 6 avril 1995), « Goldstein est non seulement un héros mais aussi un Saint. Par son geste, il a sanctifié le Nom de Dieu. »
31. S'y ajoutent d'autres groupements patronnés de son vivant par Kahane, comme l'Institute for the Authentical Jewish Idea (I.A.J.A.), dont la directrice générale à New York est Adela Levy, le mouvement Kach International, la Zionist Emergency Evacuation Rescue Operation ou l'association Jewish Overview. D'après le F.B.I., ces groupes permettent à l'organisation de Kahane de récupérer plusieurs centaines de milliers de dollars chaque année (*La Lettre de Magazine Hebdo*, 4 mars 1988).32. *Le Parisien*, 14 mars 1994.

*« Nous recherchons de jeunes Juifs conscients. Prêts à apprendre le karaté et le tir au pistolet afin de protéger les synagogues et de combattre les néo-nazis. Nous voulons des Juifs prêts à défendre le peuple juif. Organisation Juive de Défense. Il s'agit de la survie du peuple juif ! »*

Tract de l'Organisation Juive de Défense du rabbin Kahane distribué dans diverses manifestations.

## LES RELAIS DE MEIR KAHANE EN FRANCE

Le rabbin Meir Kahane tentera de créer des sections de la Ligue de Défense Juive (J.D.L.) dans les pays où existe une communauté juive substantielle. Il en créera donc au Canada, en Angleterre, sous la direction de Ronnie Frank (le « 62 group », qui opère clandestinement contre les organisations d'extrême droite, est sa couverture). Ce dernier déclarera : « En Amérique, la J.D.L. encourage ses adhérents à s'armer, et je n'hésiterai pas à dire aux membres de la communauté britannique de faire au besoin la même chose (1). »

En 1990, Mordechai Levy, l'ancien bras droit de Kahane devenu son concurrent, dont le père était britannique, tentera lui aussi de son côté de créer une section de la Jewish Defense Organisation (J.D.O.). Il revendiquait, à la même date, des sections au Canada, en Afrique du Sud et en France.

C'est en Italie, que Meir Kahane créera sa seconde section européenne, avec la Lega Ebraica Difesa (Ligue de Défense Juive), dont Kahane annonce la naissance dans une lettre adressée à *La Repubblica* en août 1980. Toutefois, ce développement européen sera très vite freiné, car en octobre 1980, Kahane se verra refuser l'entrée à l'aéroport international d'Heathrow, alors qu'il doit prendre

la parole à un meeting à Golders Green (Londres). Retenu, il sera réexpédié vers les États-Unis. Furieux, il accusera le gouvernement britannique et l'« establishment juif » de Grande-Bretagne de l'avoir fait expulser. Il en sera de même en Belgique et en Hollande, où existent des groupes activistes. Le 8 juillet 1980, en particulier, un attentat à l'explosif détruira les bureaux de la Ligue humanitaire d'Utrecht, qui sera revendiqué par la Ligue de défense juive. La J.D.L. entendait ainsi protester contre la diffusion par la Ligue humanitaire d'un programme télévisé sur la situation des Arabes en Israël. La même Ligue de défense juive s'était fait connaître quelques mois auparavant en pénétrant dans les studios de la radio néerlandaise, où elle avait volé les bandes magnétiques d'une émission critique à l'endroit d'Israël. Pourtant, comme devait l'indiquer l'*Agence télégraphique juive* (2), la Ligue humanitaire « n'a jamais été antisémite et certains de ses dirigeants sont d'origine juive ». En décembre 1992 enfin, Baruch Marzel, responsable du Kach, révélait à la presse israélienne que trois militants de son parti venaient de partir pour l'Allemagne afin de « combattre les nazis » et de « s'occuper des nazis comme ils le méritent » (3).

**Kahane et le Renouveau juif**

Il semble que ce soit en mai 1976, aux Douze heures pour Israël, organisé par le Renouveau juif des frères Hajdenberg, que se soit manifesté pour la première fois la J.D.L. en France. Lors de cette grandiose manifestation sioniste, fut distribué un tract en américain, intitulé Message from Meir Kahane (Message de Meir Kahane). « Au nom de la Ligue de Défense Juive », le rabbin appelait à attaquer, méthode pratique à l'appui, les intérêts soviétiques aussi bien culturels que sportifs ou politiques.

Une dizaine d'années plus tard, Kahane dans un entretien (4) admettait qu'il « avait fait passer des armes dans le monde entier pour armer les juifs » et que « d'excellents groupes juifs d'autodéfense » avaient été formés par l'avocat Henri Hajdenberg, avec qui il était en rapport. Citons l'intégralité du passage qui ne fut jamais démenti par l'intéressé, même s'il ne s'agissait peut-être que d'une rodomontade du rabbin Kahane :

« – Continuez-vous encore à aider les juifs de la diaspora à s'organiser ?

– Oui, absolument. d'ailleurs, cela me vaut d'être interdit de séjour au Canada, en Belgique et en Angleterre. Quelqu'un en France essaie de m'y organiser un voyage : jusqu'à présent, je ne suis pas interdit de séjour dans ce pays.

A MESSAGE FROM MEIR KAHANE

IN THE NAME OF THE JEWISH DEFENSE LEAGUE I SUGGEST THE FOLLOWING CONCRETE PROGRAM ON BEHALF OF OUR OPPRESSED BRETHREN:

1. An immediate end to all Western talks with the USSR, including talks on Disarmament, Space, Culture and Trade.

2. An embargo on trade with the Soviet Union, with emphasis on grain, as well as a world-wide boycott of all firms dealing with the USSR.

3. An end to general tourism to the Soviet Union, except for that selective tourism which travels to the USSR on behalf of Soviet Jewry.

4. A cessation of all cultural, entertainment and sports exchanges whose purpose in Soviet eyes is the political one deadening the American political consciousness.

5. The suspension of the Soviet Union from international organizations and activities, including the 1976 Olympic Games.

6. Political wooing of anti-Soviet politicians and political pressure on those political leaders who call for detente with no concessions on emigration in return.
IN PARTICULAR, A CALL TO AMERICAN JEWRY TO MASS FORCES TO DEFEAT GERALD FORD IN 1976.

7. Legal harrassment of Soviet officials including the picketing of private residents and mass telephone calls to jam Embassy and Consulate lines.

8. Non-violent, civil disobedience (i.e. sitdowns, chain-ins, etc,) to pressure for suspension of contacts with the USSR.

9. The escalation of protests and demonstrations at Soviet installations so that not a week goes by without a major protest taking place.

10. The creation of a similar freedom movement on behalf of our brothers and sisters in Syria that will link their cause to those of the oppressed Jews in the Soviet Union.

ALL THE ABOVE TO BE JOINED BY A RETURN ON THE PART OF THE JEWISH PEOPLE TO THEIR FATHER IN HEAVEN AND TO THE TORAH OF ISRAEL. THE KNOWLEDGE THAT ONLY A RETURN TO AND FAITH IN THE L-RD, G-D OF ISRAEL, WILL BRING A GLORIOUS AND SWIFT FINAL REDEMPTION FOR THE JEWS OF THE SOVIET UNION, SYRIA AND THE WORLD.

*Rarissime document : le premier tract diffusé par les troupes du rabbin Kahane en France en 1976 à l'occasion des premières Douze Heures pour Israël des frères Hajdenberg. Le texte, en américain, est une suite de propositions en vue du boycott de l'U.R.S.S. Par la suite, Kahane suivra de très près le travail de l'Organisation juive de défense qui assure la sécurité des manifestations des frères Hajdenberg.*

– Mais ça ne va pas tarder.

– Ces interdictions de séjour sont une honte ! Nous avons eu au Canada une section très forte de la Ligue... Il y en avait une en France. Maintenant, dans ce pays, se sont formés des groupes juifs d'autodéfense, qui sont excellents.

– Vous parlez du Bétar...

– Non, je parle de cette organisation dirigée par un avocat...

– Hajdenberg ?

– Oui.

– D'où vient l'argent ?

– Les juifs américains nous envoient un soutien très important. Beaucoup de juifs très riches, qui ne le reconnaîtraient pas publiquement, me donnent beaucoup d'argent.

– Vous avez eu des liens avec la mafia...

– Tout à fait juste... »

Dans les années quatre-vingt, mais plus particulièrement depuis le début des années quatre-vingt-dix, le Kach, le parti de Meir Kahane et de ses successeurs, tente de s'implanter en France. Il le fait notamment par le biais d'un tract largement diffusé dans les quartiers à forte population juive ou dans les fêtes juives. Son texte indique : « Nous recherchons de jeunes Juifs conscients. Prêts à apprendre le karaté et le tir au pistolet afin de protéger les synagogues et de combattre les néo-nazis. Nous voulons des Juifs prêts

**NOUS RECHERCHONS DE JEUNES JUIFS CONSCIENTS**

**Prêts à apprendre le Karaté et le tir au pistolet afin de protéger les synagogues et de combattre les neo-nazis**

**Nous voulons des Juifs fiers prêts à défendre le peuple juif**

**Organisation Juive de Défence (J.D.O.)**

**134 W. 32 Room 602**
**New York City N.Y. 10001**
**USA**
**Tel. 212-239-0447**

**Il s'agit de la survie du peuple juif!**

*Tract régulièrement distribué dans les différentes manifestations comunautaires juives et à proximité des synagogues par les représentants de Kahane en France. Les jeunes « juifs conscients » doivent notamment apprendre « le tir au pistolet ».*

à défendre le peuple juif. Organisation juive de défense. Il s'agit de la survie du peuple juif ! » Suit l'adresse : « Organisation juive de défence (sic) 134 W.32 Room 602 New York City, N.Y. 1001 USA, tel. 212-239-0447 (19). » Il semble que quelques dizaines de jeunes juifs aient rejoint cette organisation, puisque le Kach intervient désormais en tant que tel lors des manifestations juives, avec ses adhérents porteurs de tee-shirts frappé du symbole du Kach : une étoile juive jaune avec le poing fermé. C'est ainsi qu'en octobre 1994 Shimon Pérès sera conspué et hué par quelques militants français du Kach lors de son passage à la Maison France-Israël. De même, le 20 octobre 1994, lors de la manifestation unitaire devant l'ambassade d'Israël à Paris. Une vingtaine de militants du Kach feront de la surenchère sur les militants du Bétar et du Tagar, hurlant « mort aux Arabes, en France et en Israël » et injuriant le chanteur Enrico Macias, ce « traître qui a serré la main d'Arafat ». Après avoir brûlé un drapeau palestinien, ils seront rapidement mis « hors d'état de nuire », sans ménagement, par le Bétar. Entre-temps un cameraman de TF1 a été mis à mal par la foule.

**L'affaire William Nakache**

Certains militants français ont fait leur alyah en Israël, comme en témoignera Arié Ben Jossef, « un vrai Parisien » qui a simplement « quitté le Sentier pour le sentier de la guerre contre les Arabes » (5). Il y a aussi Reouven Ben-Amit, « l'homme à la bouche-tordue », né à Paris avant la Seconde Guerre mondiale. Adhérant du Kach dès 1973, il prendra sa direction pour Tibériade. Il sera l'orateur le plus fanatique du congrès du Kach en février 1986 à Jérusalem. Dénonçant la menace qui pèse sur les « gènes » du peuple juif, il proclame que l'antiracisme du président Herzog « détruit et extermine notre judaïsme, poursuit l'extermination, l'œuvre de mort ; on veut de nouveau notre sang ».

A la fin de 1986, le rabbin Kahane mettra en cause directement la France dans l'affaire Nakache. William Nakache, un truand, est accusé d'avoir tué en 1983, aidé d'un complice non-juif, un adversaire arabe, dans la lutte qui les opposait pour le contrôle des boîtes de nuit et d'établissements de prostitution à Besançon. Il s'enfuit alors en Israël, où réside une partie de sa famille, change de nom et se perd dans l'oubli, avant d'être arrêté en Israël, en mars 1985, pour vol à main armée sur une route. La France demande alors son extradition après qu'il a été identifié. En septembre 1986, les différents tribunaux israéliens ayant statué, il doit être extradé lorsque l'extrême droite israélienne organise une grande campagne en sa

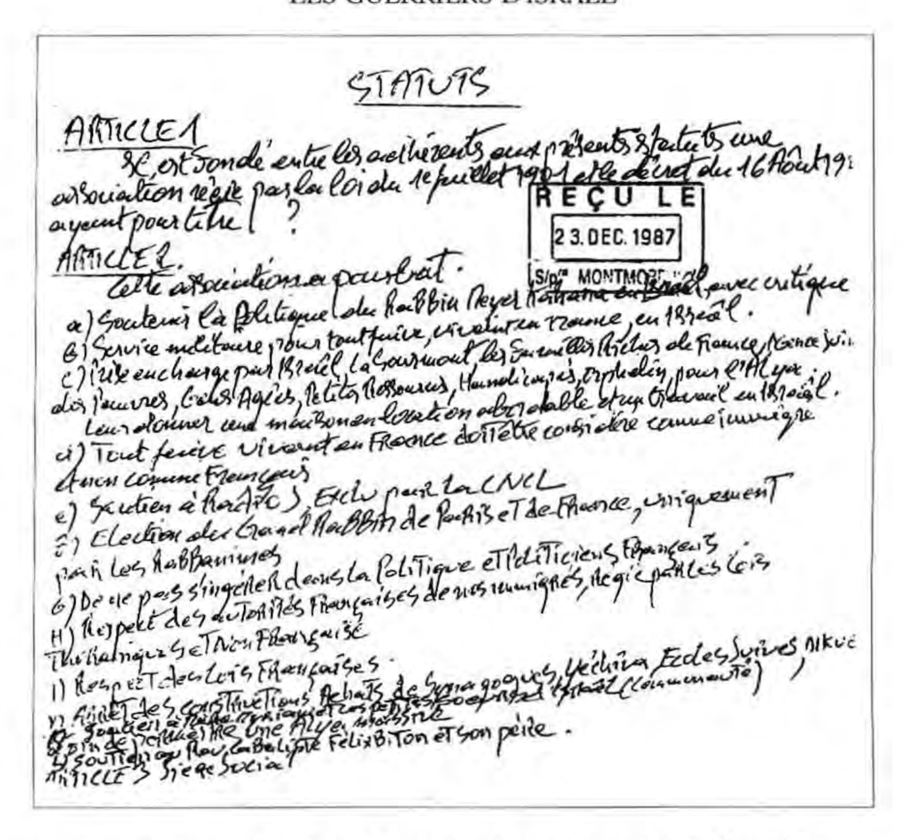
faveur, avec le Comité contre l'extradition de William Nakache, et contre la France. Dans un premier temps, on s'étonne que pour le simple meurtre d'un Arabe, un juif soit extradé et remis à des goyim.

Dans un deuxième temps, Nakache devient un héros national juif luttant contre le racisme qui entoure la communauté juive de Besançon. D'incroyables descriptions de la vie douloureuse des juifs de France, et plus particulièrement de ceux de Besançon, paraîtront dans certains journaux israéliens, prenant prétexte de quelques incidents antijuifs. «

Vus d'Israël, et destinés à éclairer d'un jour effrayant le contexte dans lequel Nakache a dû prendre les armes, les incidents antijuifs prennent des proportions démesurées et embrasent une France ramenée – artificiellement – aux pires jours de l'Occupation allemande... Ensuite, il faut démontrer la perception que Nakache avait de la situation, lui forger un passé de militant juif, le faire appartenir rétroactivement à des groupes juifs français d'autodéfense. Enfin, troisième étape, la campagne doit expliquer ce qui s'est réellement passé à Besançon : Nakache n'a pas l'intention de tuer, il veut seulement intimider un chef antisémite qui répand la terreur parmi les Juifs de sa ville, mais celui-ci fait un geste suspect vers une poche de sa veste, et Nakache, menacé n'a plus le choix et doit tirer (6). » La campagne sera telle que, avec l'accord de Yitzhak Shamir, le ministre de la Justice refusera – dans la plus parfaite illégalité – l'extradition de Nakache (qui doit être libéré aussitôt). A la suite de diverses interventions de députés israéliens et devant le scandale international, Nakache sera finalement extradé un an plus tard, en décembre 1987.

### « La France aux Français, Israël aux Israéliens »

Il semble que certains miliciens du Kach se dissimulent sous l'association sobrement intitulée En avant, fondée en décembre 1987 à Saint-Gratien (95). Ses programmes et ses buts poursuivis, à peine croyables, méritent d'être largement cités : « soutenir la politique du rabbin Meyer Kahane en Israël », « service militaire, pour tout Juif vivant en France, en Israël », « tout Juif vivant en France doit être considéré comme immigré et non comme Français », « élection du Grand Rabbin de Paris et de France uniquement par les rabbamines », etc. Ses responsables sont : Marc-André Sichel, né le 12 avril 1948 à Tunis (Tunisie), Emmanuelle Chimchi, née le 26 avril 1955 à Petertikuwa (Israël), Annie Emilie Bokobza, née le 22 décembre 1963 à Tunis (Tunisie).



STATUTS

ARTICLE 1

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 Août 19[illegible] ayant pour titre ( ?

RECU LE 23. DEC. 1987 S/pr MONTMO[illegible]

ARTICLE 2.

Cette association a pour but.

a) Soutenir la Politique du Rabbin Meyer Kahane en Israël, avec critique [illegible] en France, en Israël.

b) Service militaire pour tout juive vivant en France, en Israël, les [illegible] de France, [illegible]

c) Prise en charge par Israël la [illegible] des Pauvres, Vieux Agés, Petites Ressources, Handicapés, orphelins pour l'Alyah en Israël. Leur donner une maison en location abordable et un travail en Israël.

d) Tout juive vivant en France doit être considéré comme immigré et non comme Français

e) Soutien à [illegible], Exclu par la CNCL

f) Election du Grand Rabbin de Paris et de France, uniquement par les Rabbanimes

g) De ne pas s'ingérer dans la Politique et Politiciens Français de nos immigrés, régie par les lois [illegible]

H) Respect des autorités Françaises [illegible] et Non Français

I) Respect des Lois Françaises.

[illegible] des constructions, Achats de Synagogues, Yechiva, Ecoles Juives, Mikvé [illegible] (Communauté)

[illegible] une Alyah [illegible]

[illegible] Felix Biton et son père.

ARTICLE 3 Siège Social

*Les statuts (presque illisibles) de l'Association de soutien au rabbin Meir Kahane en France. Parmi les buts, figure l'obligation pour les juifs vivant en France d'effectuer leur service militaire en Israël, . En outre « tout juive (sic) vivant en France doit être considéré comme immigré en non comme Français ». Les buts totalement racistes de cette association n'ont jamais suscité de réaction, ni des autorités administratives françaises, ni des représentants de la communauté juive.*

L'un des appuis les plus étonnants en France du rabbin Meir Kahane est très certainement celui de Louis Girard. Ce militant nationaliste, passé par pratiquement tous les partis, y compris les radicaux et les socialistes, a fondé son propre mouvement, sobrement intitulé Trop d'immigrés, la France aux Français. Il y défend une ligne strictement anti-immigration, sociale et nationale, mais également inconditionnellement pro-israélienne. Ce qui l'amène à attaquer régulièrement le Front national. Poursuivi et condamné à de nombreuses reprises pour ses propos relatifs à l'immigration, en particulier maghrébine et islamique, il s'est rapproché des extré-

*QUOI ! DES COHORTES ETRANGERES FERAIENT LA LOI DANS NOS FOYERS !*
(Rouget-de-l'Isle - "La Marseillaise")

Stop à l'immigration

# TROP D'IMMIGRÉS LA FRANCE AUX FRANÇAIS

MENSUEL DE L'ASSOCIATION "TROP D'IMMIGRÉS - LA FRANCE AUX FRANÇAIS"
Président : Louis GIRARD

## HOMMAGE AU RABBIN MEIR KAHANE PATRIOTE NATIONALISTE SIONISTE

C'est avec stupeur, indignation et tristesse que j'ai appris la mort du rabbin Meir KAHANE, lâchement assassiné le 5 novembre à New York par un tueur arabe manipulé par le F.L.P. de Yasser ARAFAT.

Je ne connaissais le rabbin KAHANE que dans ce que j'avais pu lire dans la presse. Articles qui, à quelques exceptions près, n'avaient pour lui qu'injures, mépris et haine.

Ce pour la simple raison que l'esprit qui animait son combat était dominé par la volonté farouche de **RENDRE ISRAEL AUX ISRAELIENS, DANS SA TOTALITE, dans ses frontières historiques et géographiques, de la Méditerranée au Jourdain, du Golan au Sinaï.**

J'avais également reçu quelques rares publications en français éditées par son Mouvement KACH. Mais surtout des amis juifs, dont deux membres de KACH, m'avaient longuement parlé de lui et de son combat, de son nationalisme sioniste, de son charisme, de sa personnalité magnétique de visionnaire, de ses talents de tribun populaire et d'organisateur, mais aussi de sa simplicité et de sa foi juive, tolérante pour les chrétiens mais pure et dure pour tout ce qui touchait au droit d'Israël de conserver son identité nationale sur sa Terre Historique.

Il devait venir en France l'an prochain.
Je devais le rencontrer grâce à ces quelques amis juifs.

Un assassin arabe a mis fin à ce projet. Et c'est seulement sur sa tombe, au cimetière Givat-Shaul de Jérusalem que l'an prochain, **nationaliste Français**, je pourrai, avec tristesse et respect, rendre hommage à Meir KAHANE, **nationaliste Sioniste.**

Mais le combat de Meir KAHANE pour ERETZ-ISRAEL ne s'arrêtera pas, bien au contraire. La relève est là avec le rabbin TOLEDANO ou le Général ZEEVI. Tôt ou tard les Israëliens comprendront que Meir KAHANE avait raison quand il proclamait que pour qu'Israël survive il n'existait qu'une solution possible : **« le rejet total de la présence palestinienne ».**

Plus que jamais, ici et là-bas : **« LA FRANCE AUX FRANÇAIS », « ISRAEL AUX ISRAELIENS » !**

**Louis GIRARD**

*Parmi les admirateurs du rabbin Meir Kahane figurent des « nationalistes français » comme Louis Girard, président de l'association Trop d'immigrés, La France au Français. Pour lui, le rabbin terroriste était un « patriote nationaliste sioniste ». Son journal,* Trop d'immigrés, la France au Français, *comprend des publicités de commerçants israéliens.*

mistes anti-arabes, et notamment des séides de Meir Kahane en France. Son journal, qui porte également le titre *Trop d'immigrés, La France aux Français*, comporte généralement des panneaux *Bravo Tsahal, Bravo Israël*, relatant les exploits anti-arabes de l'armée israélienne. On y trouve également des publicités pour écouter « les dernières nouvelles tous les jours en direct de Jérusalem », des publicités pour louer une voiture en Israël, etc. Début 1989, Louis Girard condamnait « sans restriction l'antisémitisme et l'antisionisme véhiculés par ces mêmes irresponsables d'extrême droite illuminés intégristes ou nostalgiques du nazisme (...) et renouvelle sa solidarité avec le courageux peuple juif dans son actuel combat, ainsi qu'avec tous ceux qui combattent pour Eretz Israël ». A la mort du rabbin Meir Kahane, Louis Girard publiera un éditorial remarqué, *Hommage au rabbin Meir Kahane, patriote nationaliste sioniste* (7). Il y défend notamment l'Eretz Israël, « de la Méditerranée au Jourdain, du Golan au Sinaï ».

## Kahane, héros de la communauté française ?

Mais, quelle a été l'attitude de la communauté juive en France vis-à-vis du « kahanisme » et de ses milices anti-arabes ? Pierre Birnbaum ayant publié un article critique sur le kahanisme dans *L'Arche*, ce mensuel juif (8) devait publier une très intéressante lettre de lecteur favorable au Kach (à côté d'une lettre hostile). On pouvait notamment lire : « L'intention de Kahana donc de renvoyer en Jordanie principalement, ou dans tout pays arabe qu'ils désirent, tous les Palestiniens résidant en Israël, est une mesure saine et conforme aux intérêts supérieurs de l'État d'Israël, à sa sécurité et à sa survie (...) c'est également une mesure de justice car qui ne sait pas que tous les juifs qui étaient établis dans les pays arabes depuis des millénaires ont été contraints, sous peine d'être l'objet de persécutions sauvages et de massacres, de fuir en masse vers d'autres cieux plus cléments, en particulier vers Israël bien sûr, dépouillés de leurs demeures et de leurs biens (...) Ce ne sera sûrement pas le cas des Palestiniens, en raison de nos scrupules humanitaires inhérents aux nobles valeurs intrinsèques du judaïsme (...) Plus de cinq mille juives israéliennes ont épousé des arabes, chiffre déjà très alarmant et qui grossit de jour en jour (...). »

Dès l'élection de Kahane à la Knesseth, le grand rabbin de France d'alors, René-Samuel Sirat, connu pour sa modération, estimait en revanche « contraire à tous les idéaux du judaïsme » l'idéologie de Kahane : « Je pense qu'il y a là un très grave danger, non seulement pour la démocratie en Israël mais pour le judaïsme

même. » Il en fut tout autrement à l'annonce de son décès où la presse juive sera particulièrement « balancée » dans son jugement, présentant les deux facettes : « Homme controversé, militant extrémiste pour les uns, rabbin visionnaire pour les autres, Meir Kahane ne laissait en tout cas jamais personne indifférent. » Ainsi commence l'article nécrologique d'*Actualité juive* (9). Aucun adversaire

*La section française du Bétar-Tagar n'a pas hésité à témoigner de sa sympathie envers le « patriote » Meir Kahane, notamment pour son action « contre le rapt de jeunes filles juives par des Arabes en Israël » ! (*Cactus*, journal du Bétar-Tagar, à droite, février 1991). De même, les stages d' « autodéfense » de la J.D.L. sont complaisamment rapportés (*Cactus*, à gauche, n° 5, 1993).*

**STAGE D'AUTODÉFENSE POUR JEUNES JUIFS AMÉRICAINS**

Inquiète de la multiplication des actes antisémites à New York, la "Jewish Defense League" recrute des jeunes Juifs américains pour participer à un camp d'entraînement paramilitaire de six semaines dans un endroit situé à 2 heures de voiture au nord de New York, où ils vont étudier "l'idéologie juive, Israël et le problème arabe", ainsi que le maniement des armes à feu et l'autodéfense.

L'entraînement aux armes à feu sera supervisé par des vétérans des unités d'élite de Tsahal. Un des coordinateurs de ce projet déclare : "Après les récents événements de Crown Heights (l'acquittement d'un Noir qui avait tué un jeune étudiant d'une Yeshiva de New York) il y a un besoin évident pour les Juifs d'apprendre à se défendre". Il ajoute : "Nous avons appris par la Shoah que les Juifs ne peuvent pas compter sur les autorités locales ou sur... les organisations juives". Les trois dernières semaines de ce camp vont se passer en Israël, en Judée et en Samarie. L'Alyah est aux yeux des organisateurs de ce programme la seule solution à l'antisémitisme. Jusqu'à ce que ce but soit réalisé, la Jewish Defense League fera "tout ce qui est nécessaire" pour protéger les Juifs et pour "combattre physiquement l'augmentation des actes antisémites dans le pays".

David ROZMARYN

## *Un patriote*

**Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer l'assassinat du Rabbin Meïr Kahana (zal). Il faudrait plusieurs pages pour relater son incessant combat en faveur du droit des Juifs sur la Terre d'Israël, contre l'antisemitisme (à travers l'Anti Defamation League) et contre le rapt de jeunes filles juives par des Arabes en Israël... Par-delà nos divergences politiques, nous ne pouvions que nous incliner devant la mémoire de cet homme qui a combattu toute sa vie pour une idée qu'il croyait juste - et pour laquelle nous combattons nous aussi. Voici ce qu'écrivait récemment l'universitaire Raphaël Draï, dans les colonnes d'Information Juive : " Lorsque Kahana fut désigné comme la " brebis galeuse " de la vie politique israélienne, en lui appliquant les épithétes de xénophobe, raciste, fasciste, etc. Est-on sûr qu'on ne le désignait pas aussi et surtout comme bouc émissaire ? Comme le mauvais juif, le juif sans valeur, implicitement livré à qui souhaiterait l'éliminer ? Car il y a beau temps que l'on entend les mêmes épithétes mais appliquées à l'Etat d'Israël tout entier et au sionisme. A-t-on oublié l'odieuse résolution de l'ONU assimilant en 1975 le sionisme à une forme de racisme ?**

**La communauté juive de France ne s'y est pas trompée, en rendant elle aussi hommage au Rabbin Kahana qu'elle a d'aileurs élu " homme de l'année " - a titre posthume - lors d'une émission de Radio Communauté. (Mais les animateurs de cette radio trés démocratique ont préféré censurer le résultat...)**

**La mémoire du Rabbin Kahana demeurera dans nos coeurs comme celle d'un patriote juif, d'un homme animé au plus haut point par l'amour d'Israël. Ahavat Israël !**

**Pierre LURçAT**

français du rabbin n'est cité, mais bien au contraire « un de ses partisans français » (évidemment anonyme) qui déclare : « Il faut prendre les armes contre les Arabes en Israël. Le gouvernement ne fait rien pour protéger les Israéliens. Vivant, Kahane arrivait à canaliser ses troupes. Mais maintenant ? »

Un Raphaël Draï, personnalité bien connue de la communauté juive, n'hésite même pas, d'une manière habile et mesurée, à prendre la défense du rabbin, qualifiant, avec un point d'interrogation, Kahane de « bouc émissaire » après sa mort, mettant dans le même sac le rabbin et ses critiques (10) : « On ne saurait se contenter d'incriminer les outrances de Méir Kahana en masquant le reste du processus psychologique et politique dont elles ne forment que l'un des engrenages. Lorsque Kahana fut désigné comme "brebis galeuse" de la vie politique israélienne, en lui appliquant les épithètes de xénophobe, raciste, fasciste, etc. Est-on sûr qu'on ne le désignait pas aussi surtout comme bouc émissaire ? Comme le mauvais juif, le juif sans valeur, implicitement livré à qui souhaiterait l'éliminer ? (...) Au-delà de la réprobation indiscutable que son idéologie appelait, Kahane n'a-t-il pas été à son tour "villifié", transformé en objet conjuratoire ? Si lui-même n'a pas su conserver la moindre distance vis-à-vis du discours de haine des ennemis d'Israël, ses adversaires juifs en ont-ils été plus capables vis-à-vis de lui ? » Draï va même jusqu'à se demander si Kahana était vraiment raciste : « Kahane était animé d'une furieuse xénophobie anti-arabe. Était-t-il raciste ? Le raciste hait autrui et cherche obstinément à le détruire, non pour ce qu'il fait mais pour ce qu'il est. C'est à ce titre que l'antisémitisme est un racisme. La xénophobie manifeste l'incapacité à trouver les modalités d'une coexistence. Quel peut être le sens de cette différence s'agissant de Kahana ? » Une autre publication juive (11) était d'un avis strictement opposé : « Meir Kahane (...) était raciste par sa conception généraliste. Elle faisait de l'Arabe un coupable par le seul fait qu'il était arabe. »

## Notes

1. *Jewish Chronicle*, 13 avril 1980.

2. 9 juillet 1980.

3. *Libération*, 11 décembre 1992.

4. Rapporté dans le livre de Raphaël Mergui et Philippe Simonnot, *Meir Kahane, le rabbin qui fait peur aux juifs*, Favre, 1985.

5. *France-Soir*, 28 février 1994. On peut citer aussi, mais il n'appartenait pas au Kach, Dan Bééri, chrétien français converti au judaïsme, installé en Israël,

membre du groupe T.N.T. (Terreur contre terreur), qui participa à la tentative d'attentat à la mosquée d'Omar à Jérusalem en 1984. Un groupe de juifs français avait pris le même nom dans les années quatre-vingt.
6. Simon Epstein, *Les Chemises jaunes*, Calmann-Lévy, 1990.
7. N°5, novembre 1990.
8. Avril 1986.
9. 7 novembre 1990.
10. *Information juive*, novembre 1990.
11. *Tribune juive*, 16 novembre 1990.

*« Sous la direction d'activistes habiles (...) s'est opérée une synthèse entre l'orthodoxie religieuse et une idéologie néofascisante, assignant à la terre d'Israël des vertus intrinsèquement salvatrices. D'où l'apparition d'une nouvelle divinité, l'État-nation, considéré comme l'aboutissement logique, inéluctable et parfait d'une histoire juive pourtant rétive à se couler dans un moule aussi rigide. Cette vision singulièrement réductrice constitue le credo politique de base d'une communauté juive française dont l'organe représentatif, le C.R.I.F., est noyauté par la droite et qui laisse, sans les mettre au ban, certains de ses membres organiser des cérémonies religieuses en l'honneur de Baruch Goldstein, le tueur fanatique d'Hébron. »*

*Globe*, 16 mars 1994.

# LA RADICALISATION DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE EN FRANCE

## Mai 68 et ses suites

L'une des caractéristiques du mouvement de mai 1968 (dans lequel certains ont pourtant vu « la main du Mossad ») sera le regain d'influence en faveur des points de vue pro-arabes et propalestiniens. De fait, de 1968 à 1972, la vague de gauchisme, y compris – et même spécialement – dans les milieux étudiants juifs, sera très largement favorable au mouvement palestinien. « Mai 68 fut la grande chance de la propagande anti-israélienne » a-t-on pu lire dans des revues juives (1). Israël apparaît alors, dans la rhétorique gauchiste, comme l'une des marionnettes fantoches des impérialistes américains, comme un complice de l'apartheid sud-africain. Nombre des révolutionnaires sont pourtant d'origine juive, à commencer par le plus connu d'entre eux, Daniel Cohn-Bendit, animateur du Mouvement du 22 mars. La revue juive *Passages*, dressant un bilan de 68 vingt ans après titrera : *Mai 68 a-t-il été une révolution juive ?* Comme tous les autres mouvements maoïstes, les dirigeants de la Gauche prolétarienne (Alain Geismar, les époux Linhardt, Benni

Cohen – aujourd'hui dans une yéchiva talmudique –, etc.) soutiennent inconditionnellement Yasser Arafat et Al Fatha. Les trotskystes de la Ligue communiste (Alain Krivine, Daniel Bensaïd, Henri Weber, Charles Mopsick, etc.) sont étroitement liés au Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine (F.D.P.L.P.). Les Comités Palestine recrutent largement dans l'université sur la base des anciens Comités Viêtnam de base. En 1970, le P.S.U. rompt bruyamment avec le Mapam israélien et adopte une ligne palestinienne, particulièrement appuyée dans le journal de sa filiale étudiante, *Lutte socialiste*. L'Unef, alors contrôlée par le P.S.U., exprime un point de vue identique dans *L'Étudiant de France*.

Dans la mouvance juive, la vedette est donnée en France aux groupes israéliens d'extrême gauche, comme le Matzpen (boussole en hébreu), parti né en Israël en 1963 d'une scission survenue (avec Pilavsky, Orr, Machover, etc.) au sein du Parti communiste israélien. Connu également sous le nom originel d'O.S.I., le mouvement est surtout célèbre par le titre de son journal, *Matzpen*, dont il existe aussi une version en arabe (*El Nour*). En 1969, le Matzpen est représenté en France par l'Israélien Elie Lobel, économiste de formation, ancien professeur à l'Institut de développement économique et social, ancien membre des services du ministère des Finances français, auteur de divers livres parus chez Maspéro. Lobel s'appuie sur le Comité d'action révolutionnaire israélien à l'étranger (C.A.R.I.S.E.), qui publie la revue *Israc*.

Dans la même ligne, sont mis en avant les auteurs juifs antisionistes comme Nathan Weinstock, Abraham Léon, Maxime Rodinson, etc. Se développe aussi le Groupe de recherches et d'action pour le règlement du problème palestinien (G.R.A.P.P.), association pro-arabe fondée au lendemain de la guerre des Six-Jours sous l'égide de Jacques Berque et Maxime Rodinson, et dans laquelle on retrouvera quelques membres du Parti communiste. Au tout début des années soixante-dix, on voit enfin apparaître quelques groupements qui s'efforcent de concilier l'idéologie sioniste et le gauchisme régnant. On peut citer l'Organisation juive révolutionnaire, fondée à la fin de 1969, qui publie le journal *Étoile rouge*. Idéologiquement, l'O.J.R. se réclame de l'Haschomer Hatzaïr créée en 1927 et du mouvement des kibboutzim, en même temps que de l'internationalisme prolétarien. Se présentant comme dépositaire de la tendance « révolutionnaire » et « prolétarienne » du mouvement sioniste, elle tente d'instaurer un dialogue avec les groupes gauchistes sur la base d'une dénonciation du « caractère de classe de l'État d'Israël » et en se démarquant des organisations traditionnelles de la communauté. L'O.J.R., qui se propose de développer l'immigration en Israël, et,

en même temps, de « chasser la bourgeoisie juive des institutions qu'elle contrôle », conteste ainsi violemment les « notables » de la « communauté », à commencer par les Rothschild, mais aussi les Orfus, Topiol, Loss, etc. Le cas de Henry Bulawko sera évoqué dans *Étoile rouge* : « Lorsque les sinistres Orfus, Topiol et comparses décidèrent il y a quelques années de chasser Henry Bulawko du journal *France-Israël*, ce n'est pas tant un individu qu'il visait...» (2). Et plus loin : « Il n'y a pas de place au sein du mouvement de libération nationale juif pour les bandes fascisantes d'Orfus et autres Topiol. » Cette même année, l'O.J.R., qui a établi des liens étroits avec l'aile gauche du kibboutz Artzi, se présente aux élections du Mouvement sioniste de France (M.S.F.) en vue du Congrès sioniste mondial. Elle ne recueille qu'un nombre de voix dérisoire et disparaîtra quelques années plus tard.

## Face aux gauchistes, le Bétar et le F.E.J.

Entre 1968 et 1973, l'opposition « activiste » la plus résolue à la « gauche sioniste » et, surtout, au mouvement universitaire propalestinien, sera le fait de la section française du Bétar (3), et d'une filiale de celui-ci, le Front des étudiants juifs (F.E.J.). Ces deux mouvements, résolument pro-israéliens, classés à « droite » dans la communauté, entendent se démarquer des mouvements universitaires juifs plus modérés, à commencer par l'Union des étudiants juifs de France (U.E.J.F.) Par surenchère, ils vont tout naturellement reprendre le thème de l'autodéfense juive.

Déjà en 1967, les commandos français du Bétar, liés au Hérout, vont faire parler d'eux : « Ses dirigeants, et notamment un ex-lieutenant de l'Irgoun, ont des appuis dans divers milieux. Ils se tiennent en liaison avec un "attaché d'information" de l'ambassade d'Israël, M. Aronson (...) Organisation de type paramilitaire, le Bétar organise de temps à autre au 19 rue du Faubourg Poissonnière de véritables séances de recrutement animées par M. Friedrichs. Elles s'accompagnent de prestations de serment, examen médical, port d'uniformes (4). » Au début des années soixante-dix, le Bétar est principalement implanté à Marseille, Avignon, Le Havre, Carpentras, Limoges, Strasbourg, Arles et Rouen, ainsi qu'à Paris et en banlieue. Il édite deux mensuels, *Hadar* et *Hayarden-Tel Haï*, ainsi qu'une revue trimestrielle, *Malkhout*. Il travaille alors en liaison avec des groupes d'autodéfense comme Massada et Bné Zeev, liés eux aussi au Hérout. Ces groupes se sont constitués pour la plupart à la suite d'affrontements de rue entre Arabes et juifs, survenus par exemple à Belleville le 5 juin 1968.

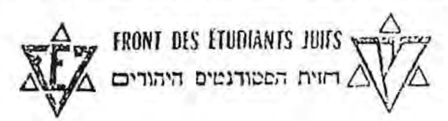
PLATE-FORME DU FRONT DES ETUDIANTS JUIFS

Le F.E.J. regroupe sans restriction les étudiants juifs unis par la volonté de :

- défendre inconditionnellement l'Etat d'Israël, patrie du Peuple juif tout entier, et apporter un soutien total aux dirigeants de l'Etat hébreu qui agissent pour la défense de l'intégrité nationale, territ riale et culturelle d'Israël ;
- défendre le Peuple juif partout où il lutte et partout où il peut êt opprimé ;
- défendre et développer la Communauté juive de France dans une perspe tive sioniste, le rassemblement du Peuple juif sur la Terre d'Israël constituant la finalité de l'action entreprise.

Pour cela, le Front des Etudiants Juifs se propose de :

- préparer ses membres, tant idéologiquement que pratiquement, à l'Aly.
- développer la culture hébraïque et la vie communautaire pour enrayer le processus d'assimilation des juifs ;
- défendre en toutes occasions le Sionisme et l'Etat d'Israël, et lutte avec une égale détermination contre toutes les formes d'antisémitisme en particulier celle qui s'intitule antisionisme ;
- participer de façon autonome à tous les organismes qui, tant en Franc que sur le plan international, concourent aux mêmes objectifs que le F.E.J. ;
- agir par tous les moyens légaux pour la réalisation de ses buts, et en particulier par le développement de l'autodéfense juive.




*La quadrature du cercle pour le Front des étudiants juifs : comment développer l'autodéfense juive par « tous les moyens légaux » ? A noter, parmi les buts, la lutte contre l'assimilation des juifs.*

Le Bétar collabore aussi à l'époque, et sans doute à la suite de la décolonisation de l'Algérie, avec les groupes d'extrême droite les plus activistes, tel Occident puis Ordre nouveau, où les passions anti-arabes l'emportaient largement sur l'antisémitisme. Un exemple, parmi d'autres, William Abitbol, proche collaborateur de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur en 1993-1994. Me Jean-François Galvaire, l'un des principaux responsables d'Ordre nouveau (aujourd'hui président de l'Association des Amis de *National Hebdo*), devait reconnaître dans une déclaration datée de 1970 « que le Bétar a collaboré pendant les événements de 68 avec le groupe nationaliste français (Occident) au quartier Latin. Le Bétar publie

un démenti. Galvaire est démenti par ses pairs mais les faits sont là. L'organisation juive a très certainement participé à des actions de commando contre des étudiants gauchistes et des groupes antisionistes (5). »

Le Front des étudiants juifs (F.E.J.) est né à l'initiative de jeunes Juifs d'Afrique du Nord, pour la plupart membres ou transfuges du Bétar. L'association a été fondée en 1969 et le renouvellement légal des bureaux n'a jamais été fait auprès de la préfecture de police de Paris (6). A l'époque, ses dirigeants, dont certains sont toujours actifs, n'étaient autres que Jackson Kupfer, Frédéric Nordmann (président), tous deux piliers du Hérout et du Bétar, ainsi que Céline Golczewski (trésorière), née le 8 mars 1948 à Paris. « Devant la recrudescence de la propagande anti-israélienne et antisémite dans les facultés », ses buts étaient de « défendre l'intégrité et l'honneur de la communauté israélite de France » et de « soutenir par tous les moyens légaux le Gouvernement de l'État d'Israël dans sa lutte pour assurer la survie de la Patrie historique dans toute la Palestine ». On reconnaît ici la phraséologie de Jabotinsky.

Son but avoué est en fait de « déborder sur sa droite » les structures de l'U.E.J.F. et d'assurer dans l'Université « la défense physique et intellectuelle du judaïsme et de l'État d'Israël ». Un journal (7) rapporte : « Les membres du Front des étudiants juifs sont organisés en groupes paramilitaires très disciplinés, du style commando. » Opinion confirmée par *L'Arche* : « A la suite des dirigeants du F.E.J., un certain nombre d'étudiants juifs ont déjà opté pour la confrontation violente avec les ennemis d'Israël. » Le président du F.E.J. est alors Jacques Kupfer, qu'on retrouvera par la suite comme dirigeant du Hérout de France. Comme la plupart des dirigeants du F.E.J., il appartient aussi au Bétar. Le F.E.J. a d'ailleurs ses locaux à l'adresse même du Bétar. Le Front des étudiants juifs, parfois présenté comme une dissidence, est donc en réalité une simple couverture du principal groupe sioniste révisionniste. Le « Front des étudiants juifs, pseudopode du Bétar » écrit encore *Le Monde* quelques années plus tard (8).

S'affirmant « nationaliste-sioniste », le F.E.J., principalement implanté dans les facultés de médecine et de pharmacie, publie le bulletin *Ha Igueret*. Très actif de 1969 à 1973, en particulier pour ses attaques contre des cibles soviétiques (ballets russes, théâtre Kirov, etc.), il verra son influence diminuer après 1975 du fait de la « réorientation vers le centre » de l'U.E.J.F. et de la baisse d'influence du gauchisme. Aux législatives de mars 1978, le F.E.J. se prononcera publiquement pour un certain nombre de candidats de tous partis considérés comme particulièrement favorables au sio-

nisme : Jacques Dominati, Lionel Stoleru, Robert Fabre, Claude-Gérard Marcus, Jacques Soustelle, Maurice Faure, Pierre Mauroy, Jean-Pierre Pierre-Bloch, Didier Bariani, Patrick Devedjian, Georges Mesmin, Paul Gerson, Joël Le Tac, Pierre de Bénouville, etc. Au début des années quatre-vingt, *Tribune juive* (9) décrit encore le F.E.J. comme un mouvement « lui aussi très versé dans tout ce qui est service d'ordre...».

Il existe aussi une face beaucoup moins connue du F.E.J., celle de la clandestinité et des actions ultra-violentes. A la suite du vitriolage en 1980 de Michel Caignet, un militant nationaliste, la police trouvera au cours d'une perquisition chez un des auteurs de l'ignoble attentat un *Guide du militant* « édité par la F.E.J. » contenant des consignes précises sur la conduite à tenir ou les précautions à prendre en cas d'enquête de police, de poursuites judiciaires, de perquisitions, de communications téléphoniques ou postales, de recherches de renseignements par filature, etc. Bref, un parfait petit bréviaire du terroriste clandestin plutôt que du simple militant étudiant. Au domicile du même interpellé (10), la police trouvait d'ailleurs une application pratique de ce manuel : « un dossier constitué de douze feuilles manuscrites constituant des rapports d'informations confidentielles établis sur la F.A.N.E., les nazis et un certain (...) à partir de surveillance effectuées par (...). »

Face à la vague d'antisionisme qui se diffuse en milieu universitaire après 1968, la communauté juive ne tarde pas à réagir pour retrouver sa traditionnelle influence dans l'intelligentsia et le monde estudiantin. Dès 1969, le Fonds social juif unifié (F.S.J.U.) organise de grands Forums de la jeunesse, destinés à reprendre en main les jeunes juifs et « à répondre à la propagande antisioniste dans les universités ». De tels forums ont lieu en 1969 à Marseille, Lyon et Grenoble. Le 10 mai 1970, à Nemours, le F.S.J.U. réunit trois mille étudiants pour commémorer la fondation de l'État d'Israël. L'Union des étudiants juifs de France, de son côté, interdit à ses membres de dialoguer publiquement avec des représentants du Matzpen.

Mais la véritable riposte est le fait du Bétar et du F.E.J. Elle se manifestera essentiellement par une série d'actions violentes.

– Au printemps 1969, les commandos du Bétar attaquent une réunion des Comités Palestine (dont l'un des cofondateurs fut François Duprat, futur haut dirigeant du Front national et propagateur des thèses révisionnistes) à la faculté d'Assas. Au mois de juillet, ils interviennent à Melun contre une réunion de l'Œuvre française (une dizaine de blessés), et à Paris, contre un colloque de l'Action nationaliste. Le 5 décembre, une autre réunion de l'Œuvre française, à Étampes, sera interdite sous la pression des groupes juifs.

CENTRE DE DOCUMENTATION SUR LES
PROBLEMES DU MOYEN - ORIENT

BULLETIN DE LIAISON ET D'INFORMATION (n° 1)

Publication hebdomadaire - 1ère année - Semaine du 24 mai au 31 juillet 1967

---

EDITORIAL

Le temps du mensonge

Jamais le bourrage de crâne, jamais le mensonge pur et simple n'ont été aussi en honneur que ces temps derniers. Le conflit judéo-arabe nous a montré jusqu'où pouvait aller l'idôlâtrie en faveur d'Israël. Mais si une telle attitude pouvait se concevoir, lorsqu'elle provenait de milieux racialement apparentés aux Israéliens, elle était plus qu'étonnante de la part de gens dont les convictions anti-sémites n'ont jamais été un mystère. Devons-nous donc comprendre que pour ces néo-israéliens, les Israéliens ne sont plus Juifs ?
A voir l'engagement frénétique de tous les Juifs de la Diaspora à l'égard d'Israël, cela ne paraît pas être le cas aux yeux des premiers intéressés.
Quant à l'argument : Israël est un bastion de l'anti-communisme, il est sans valeur. Les nations les plus anti-communistes du Monde ont voté en faveur des Pays Arabes (Espagne, Grèce, Indonésie et Turquie) ou se sont abstenus (Portugal et Chine Nationaliste).
Rien ne peut donc être plus irréaliste et inepte que la prise de position de l'Opposition Nationale en faveur d'Israël. Il n'y a pour cela, qu'à voir la façon dont les Juifs français ont accueilli ces nouveaux convertis : par des insultes et des quolibets.
Nombre de représentants qualifiés de l'Opposition Nationale ont parfaitement compris que la raison et l'intérêt bien entendu, de l'Occident militaient en faveur d'un rapprochement entre notre nation et les nations arabes.
Mais, pour parvenir à tel rapprochement, il faut que l'opinion publique soit informée des vrais problèmes du Moyen-Orient et puisse prendre conscience du danger que fait courir Israël à la paix mondiale.

Ce Centre de Documentation, ouvert à tous, sans aucun esprit partisan, ce bulletin de liaison sont les premières armes que nous utiliserons dans notre combat contre l'impérialisme sioniste et ses agents, avérés ou camouflés.

François Duprat

*Loin des rancœurs de l'Algérie française, François Duprat fut l'un des premiers nationalistes français à défendre la cause palestinienne et l'antisionisme. Ce haut responsable du Front national l'a sans doute payé de sa vie.*

– Le 9 décembre 1969, de graves incidents se produisent au Centre universitaire Censier, à l'occasion de la projection du film *Palestine vaincra*, organisée par l'Unef. « Un commando de jeunes gens casqués et armés de matraques, de barres de fer et de couteaux, fit irruption dans le hall de la faculté aux cris de : "Israël vaincra" (11). » Élie Lobel, représentant du Matzpen, auteur du livre *Les Juifs et la Palestine* (Maspéro), est roué de coups, puis hospitalisé dans un état grave. L'O.J.R. dénonce « l'action de nervis soi-disant sionistes ». L'Unef souligne « la responsabilité des organisations sionistes dans ces véritables tentatives de meurtre ». Plusieurs organisations de gauche publient un communiqué de protestation. Mis en cause, le Bétar affirme qu'il n'y est pour rien, mais le 22 décembre 1969, *Valeurs actuelles* (l'hebdomadaire le plus sioniste en dehors des organes juifs stricto sensu) lui attribue formellement la responsabilité de cette agression, et précise à cette occasion que

le Bétar compte quatre cents militants de la communauté juive d'Afrique du Nord.

– Les incidents reprennent au début de 1970. Le 18 janvier, de nouvelles bagarres opposent les commandos du Bétar et du F.E.J. aux propalestiniens de Censier. Le 29 janvier, une véritable bataille rangée se déroule dans le même établissement : le bilan s'élève à une dizaine de blessés graves. D'autres incidents se dérouleront à Nanterre et Assas. Le 25 février, c'est au tour de la faculté d'Aix-en-Provence d'être le théâtre de violents affrontements, puis le 16 mars à Marseille. *Lutte ouvrière* (12) affirme que le Bétar est « un groupuscule sioniste d'extrême droite qui a, à son actif, de nombreuses agressions contre les militants révolutionnaires ». La revue *Fedayin* (13) ajoute : « Les sionistes de choc du Bétar ou du F.E.J., de l'école fasciste de Menahem Begin, se chargent aujourd'hui en France d'une offensive militaire sioniste de grand style appuyée sur la "dissuasion physique" (en vocabulaire israélien, on dirait "opérations punitives" ou "guerre préventive"). C'est à eux qu'échoit le rôle de terroriser les militants des comités de soutien et ils mettent beaucoup de ferveur à la tâche : pas une semaine ne se passe sans qu'une opération punitive ait lieu. »

– Le 22 mai 1973, un commando d'une quarantaine d'individus armés de matraques tentent de pénétrer en force à l'intérieur du lycée Chaptal de Lyon. Un quotidien (14) rapporte la déclaration d'un responsable de l'administration du lycée, selon qui les agresseurs sont « de jeunes Juifs d'Afrique du Nord, qui entendaient ainsi protester contre la présence dans l'établissement d'une quinzaine d'élèves d'origine arabe ».

## De l'U.E.J.F. à S.O.S.-Racisme

Dans la seconde moitié des années soixante-dix, à mesure que diminue l'influence gauchiste, un autre groupement va prendre de l'influence. C'est l'Union des étudiants juifs de France (U.E.J.F.). Née en 1945 pour représenter les étudiants juifs auprès des organismes universitaires et des services publics, l'U.E.J.F. au début des années soixante et au lendemain de la guerre d'Algérie est assez nettement orientée à gauche, orientation qui se reflète à la lecture de son journal, Kadimah. En 1968, son bureau parisien est dominé par le Comité de liaison des étudiants sionistes (C.L.E.S.S.). En 1971, il passe sous le contrôle du groupe d'extrême gauche L.A.S.E.R. Lors du colloque national qui se tient à Strasbourg du 30 octobre au 2 novembre 1969, une nouvelle équipe dirigeante est mise en place. Animée par Claude Poznanski, elle comprend Guil Frank,

Martine Okonowski, Claude Czechowsky, Guy Rosanowicz, ainsi que Patrick Girard. Ce dernier, futur adhérent du Parti socialiste, sera un proche collaborateur de Léon Poliakov. A cette date, l'U.E.J.F. a rompu depuis deux ans avec l'Unef, rupture confirmée aux congrès de Verberie (1968) et de Strasbourg (1969). En 1970, Poznanski déclare par ailleurs que son mouvement demeure engagé dans la voie d'une complète « identification en Israël » et en donne comme « preuve irréfutable » le « fait que tous les dirigeants actuels de l'U.E.J.F. sont sionistes, c'est-à-dire veulent réaliser leur alyah ». Il n'en reste pas moins qu'à cette date, l'U.E.J.F. est encore considérée comme beaucoup « trop à gauche » par beaucoup d'étudiants juifs, ce qui explique la naissance et le développement du F.E.J.

Les choses commencent réellement à changer en 1974-1975. En octobre 1974, l'U.E.J.F. demande à la communauté juive de « réagir rapidement avec force, sinon avec violence » contre la décision de l'O.N.U. de reconnaître l'O.L.P. A partir de ce moment, la plupart des responsables sont socialistes. Et, ce, à tous les niveaux. C'est ainsi qu'en 1981, l'U.E.J.F. patronnera la création à la faculté de droit d'Assas, « bastion » de l'extrême droite (G.U.D.) d'une Amicale israélite universitaire animée par François Zimeray (également président des Étudiants juifs de l'Institut d'études politiques de Paris et membre du B'naï Brith), futur maire socialiste de Petit-Quevilly. A partir de 1983, le président est un étudiants strasbourgeois socialiste, Éric Ghebali, qu'on retrouvera dans toutes les opérations socialistes pro-mitterrandiennes, la plus réussie demeurant S.O.S.-Racisme dont il sera secrétaire général. L'appareil de cette organisation sera largement aux mains de l'U.E.J.F. Stéphane Boujenah, étudiant en sciences politiques d'origine juive tunisienne, sera à la fois secrétaire politique de l'U.E.J.F. et directeur de l'agence de presse de S.O.S.-Racisme. Le successeur d'Éric Ghebali à la tête de l'Union des étudiants juifs de France en 1986, Marc Bitton, n'est pas franchement de gauche. Dans les années soixante-dix, sous l'influence de ses parents, il a milité au sein de l'organisation Yavné, classée très à droite. Il avoue d'ailleurs (15) qu'à 18 ans, il était proche du Goush Emounim, c'est-à-dire le Bloc de la Foi, l'un des partis fondamentalistes les plus extrémistes d'Israël. Cela ne l'empêchera pas évidemment d'être vice-président de S.O.S.-Racisme.

## La montée de la violence

Pour bien apprécier le climat des années quatre-vingt, qui a vu l'émergence du Renouveau juif, de l'Organisation Juive de Défense (O.J.D.) et le renouveau du Bétar, il importe de bien comprendre le

clivage « opposant » d'un côté la nouvelle génération des juifs venus d'Afrique du Nord (les sépharades) et l'ancienne génération des « notables » qui, jusqu'alors contrôlaient la majeure partie des structures institutionnelles de la communauté (les ashkénazes). La communauté juive de France est aujourd'hui la plus importante d'Europe occidentale. Elle compte environ 850 000 personnes déclarées dans les synagogues ou enregistrées dans les organismes communautaires. S'y ajoutent plusieurs centaines de milliers de juifs plus ou moins laïcs. Cette communauté est pour environ 70 à 75 % de nationalité française par naissance, tandis que 23 à 25 % ont acquis cette nationalité par naturalisation. 2,5 % seulement conservent une nationalité étrangère.

Jusqu'au début des années soixante-dix, la communauté était essentiellement « encadrée » par des notables venus d'Allemagne ou d'Europe centrale vers 1920-1930 (ou plus tôt). Ce sont les ashkénazes. A partir de 1960-1962, avec l'arrivée en masse de juifs originaires d'Afrique du Nord (au moins 350 000 sépharades), la mentalité change. Les sépharades se distinguent nettement des ashkénazes. Ils sont plus hostiles à la politique d'assimilation ; leur « conscience juive » est plus aiguë ; politiquement, ils se situent plus volontiers « à droite » ; socialement, ils sont moins aisés ; leur pratique religieuse est enfin plus intense. Leur arrivée en France va progressivement transformer toutes les organisations communautaires, dont ils vont peu à peu prendre le contrôle. Un travail mené au début des années quatre-vingt (16) précise que 53,9 % des Juifs parisiens sont d'origine nord-africaine, cette proportion étant encore beaucoup plus élevée dans le Midi.

Le même ouvrage confirme la tendance à l'orthodoxie des sépharades : 15,8 % des Juifs originaires d'Algérie se rendent chaque chabbath en synagogue contre 4,2 % pour les Juifs originaires d'Europe centrale et orientale. L'affluence sépharade est d'ailleurs allée de pair avec une « rejudaïsation » de la communauté, une remontée de la pratique religieuse et une reprise des études hébraïques : plus de 20 % des Juifs de Paris sont hébraïsants, 34,2 % lisent l'hébreu couramment, plus de 22 % le comprennent suffisamment pour le traduire. Symbole de cette montée en puissance des sépharades, l'élection en 1980 du grand rabbin de France René-Samuel Sirat, originaire d'Algérie et premier grand rabbin de France d'origine sépharade. Le Consistoire a délibérément ignoré à cette occasion les règles d'ancienneté qui auraient dû l'amener à élire le rabbin de Strasbourg (ashkénaze) en remplacement de Jacob Kaplan, ashkénaze également. René Sirat a été lui-même remplacé par Joseph Sitruk, lui aussi sépharade, en 1987.

A partir de 1974-1975, deux autres facteurs ont également favorisé la transformation de la communauté et contribué à accentuer le poids des sépharades. D'une part, la lente retombée du gauchisme universitaire (aujourd'hui pratiquement disparu) a réorienté un grand nombre de jeunes juifs vers une réappropriation de leur héritage et de leurs racines juives. D'autre part, l'arrivée au pouvoir en Israël d'un gouvernement de droite, voire de droite extrême, avec Menahem Begin, qui a délibérément joué la « nouvelle génération », jugée plus inconditionnellement liée à l'État d'Israël, en opposition aux « notables », considérés, soit comme « trop à gauche », soit comme « trop assimilés » et comme acculturés à la mentalité diasporique.

## Des juifs dans l'O.A.S.

Moins assimilés, les jeunes juifs sépharades ont aussi un moindre souci de respectabilité. Ils ont moins de scrupules à se lancer dans des actions de contestation radicale, qui débouchent éventuellement sur la violence. Beaucoup d'entre eux, en outre, au moment de la guerre d'Algérie, ont grandi dans un climat de violence. Nombreux sont aussi ceux dont les parents ont participé de près, à l'époque, à l'« activisme Algérie française » et aux actions de l'O.A.S.. La participation des Juifs d'Algérie aux activités de l'O.A.S. fut d'ailleurs massive dans certaines villes, en particulier à Oran (17). Régine Goutalier souligne l'« adhésion massive » de la communauté juive oranaise (50 000 personnes sur 400 000 non musulmans) à l'action réalisée dans le cadre de la « zone III » de l'Organisation Armée secrète. Elle évoque en particulier la constitution d'une quinzaine de groupes d'intervention – dits « collines » – qui, dans les archives judiciaires, sont encore désignés sous le nom de « commandos israélites ».

Ces groupes étaient notamment animés par Élie Azoulaï, son frère Henri Azoulaï, Albert Darmon, Ben Attar, etc. De ces « collines », Régine Goutalier écrit qu'elles portent « incontestablement la responsabilité des attentats les plus spectaculaires et, il faut bien le dire, des crimes de sang les plus odieux [et qu'elles ont eu] pour mission, sans doute exclusive, d'éliminer les opposants et de procurer des armes et des fonds au mouvement ». Suit une liste assez longue d'assassinats perpétrés par ces groupes d'action. Goutalier ajoute encore qu'« il n'est pas impossible qu'il y ait eu, fin 1961 et durant le premier semestre de 1962, des livraisons d'armes faites par Israël à la zone III de l'O.A.S. ». A la même époque, à Alger, Jean Ghenassia figurait parmi les lieutenants les plus actifs de Joseph Ortiz. Évoquant les émeutes anti-arabes d'Algérie, Marcel

Briant écrit (18) : « Parmi les auteurs des ratonnades, les Européens d'origine espagnole, israélite, maltaise sont apparus souvent comme les plus féroces. »

Si l'on tient compte du grand nombre de juifs venus du Maghreb, et en particulier d'Algérie, de la place très importante qu'ils ont prise dans les structures communautaires, de l'appui qui leur a été tout particulièrement apporté ces dernières années par le gouvernement israélien, et du passé « activiste » d'un grand nombre d'entre eux, on imagine sans peine qu'à la « seconde génération », la tentation de l'autodéfense ait été largement répandue. C'est ce que laissait entendre *Libération* (19), alors quotidien encore gauchiste, à propos de l'organisation juive de défense : « De nombreux lycéens sont attirés par ces Juifs combatifs, surtout parmi les Sépharades. »

## Le Renouveau juif

L'apparition, à la fin de 1979, du Renouveau juif sanctionne avec netteté les phénomènes énumérés plus haut : montée de l'activisme à l'intérieur de la communauté juive de France à partir de 1962-1968, prise d'influence des juifs sépharades au détriment des notables et des institutionnels, appui de l'ambassade d'Israël et du gouvernement israélien, « rejudaïsation » de la communauté à la suite de l'effondrement du gauchisme (entre autres exemples d'évolutions on peut citer Benny Lévy, Alain Finkielkraut, Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, Jacques Tarnero, etc., tous venus de l'extrême gauche la plus radicale), regain de militantisme et montée d'un « radicalisme » axé sur l'autodéfense (en liaison probable avec les actions spectaculaires du couple Klarsfeld), identification de plus en plus marquée à Israël de la communauté juive, etc.

Le Renouveau juif (18, passage du Chantier, 75012 Paris), organisateur des célèbres Douze heures pour Israël (dont l'ensemble de l'impressionnant service d'ordre est du ressort de l'Organisation Juive de Défense), est dirigé depuis 1984 par Jean-Michel Sokol (président), P.-D.G. de société né le 27 juin 1947 à Paris (qui a remplacé Daniel Soskin), Michel Goldman (secrétaire trésorier), directeur de société né le 16 juin 1949 à Paris, et Victor Lapidus (trésorier adjoint), représentant de commerce né le 17 décembre 1929 à Paris. L'un de ses deux buts est de « lutter contre l'antisionisme et l'antisémitisme sous toutes ses formes », le premier étant de « promouvoir de bonnes relations politiques, économiques, culturelles entre la France, la Communauté européenne et l'État d'Israël ».

Ses fondateurs furent Daniel Soskin (né le 9 mars 1952 à Neuilly), Michel Goldman et Serge Hajdenberg. Il a pris en fait la

suite du Comité juif d'action, dont les buts étaient strictement identiques (jusque en 1984). Fondé en 1975 par Henri Hajdenberg, ce C.J.A. (68, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris) était dirigé par Daniel Buck (président), ingénieur né le 20 mars 1947 à Vincennes, Jules Glickenstein (trésorier), chirurgien né le 6 avril 1934, et Gilles (William) Goldnadel (secrétaire), né le 12 janvier 1954 à Rouen. Ce Comité juif d'action, qui organisa, en association avec le F.S.J.U., les

# JUIFS !

**32 Blessés rue Médicis !**

*Attendrez-vous le premier mort pour réagir ?*

**restez passif ça suffit !**

*Seuls, vous ne serez jamais qu'une victime ! Ensemble nous pouvons agir !*

*Mobilisez-vous avec le Comité Juif d'Action (organisateur des 12 heures d'Israël) pour :*

- *assurer la défense de la Communauté Juive,*
- *lutter contre les extrémistes antisémites et antisionistes,*
- *combatttre pour la Paix avec Israël,*
- *défendre les droits de nos frères persécutés dans le monde (Urss, Irak, Syrie etc.)*

*REJOIGNEZ le combat des Militants Juifs de vos écoles, lycées, universités.*

*REJOIGNEZ les organisations et mouvements de jeunesse.*

*AGISSEZ dans vos quartiers au sein de vos professions.*

**être juif c'est combattre**

COMITÉ JUIF D'ACTION : 68, RUE DE LA FOLIE-MÉRICOURT, 75011 PARIS

*Tract distribué le 29 mars 1979, peu après l'attentat du foyer juif de la rue Médicis à Paris. Le Comité Juif d'Action, qui entend « assurer la défense de la Communauté Juive », est une couverture du Renouveau juif des frères Hajdenberg.*

premières Douze heures pour Israël en 1976 (100 000 juifs présents), semble avoir été « dédoublé » avec le Renouveau juif. Il semble qu'il ait été à l'origine de diverses manifestations d'autodéfense à Paris. En 1992, le Renouveau juif, qui a maintenu son audience, a organisé, outre les Douze heures pour Israël, Judéoscope 92, cinq jours de « fête judéo-politico-culturelle » à la Défense.

Le Renouveau juif va se manifester de manière tonitruante à la fin de l'année 1979, à un moment où Valéry Giscard d'Estaing continue d'appliquer la politique d'indépendance nationale définie par le général De Gaulle vis-à-vis d'Israël et des pays arabes. Se proposant d'« affirmer sans complexes l'identité juive des Juifs de France », le Renouveau se définit lui-même comme « un mouvement composé surtout de représentants des jeunes générations, qui s'est fixé deux buts essentiels : transmettre le patrimoine historique et culturel du peuple juif, en apportant à cette transmission une dimension politique, et apporter son soutien à Israël, centre du judaïsme et concrétisation du mouvement de libération du peuple juif (20) ».

## Les frères Hajdenberg

Si le président en titre du mouvement est Jean-Marie Sokol, le véritable animateur, celui qui préside son bureau politique, est en fait Henri Hajdenberg, directeur commercial né le 20 novembre 1941 à Paris. Son frère, Serge Hajdenberg, est le directeur de *Radio J*, qui a longtemps été une filiale officieuse du Renouveau juif. Co-organisateur des Douze heures pour Israël, Serge Hajdenberg a lancé *Radio Chalom* le 17 juin 1981 à 22 h 30 depuis Meudon (aujourd'hui sur la même fréquence que *Radio J* et *Radio Communauté Judaïque*). De nombreux journalistes y feront leur début : Daniela Lumbroso, Ruth Elkrieff, Claude Askolovitch, Sylvain Attal, etc. Bien que la majorité des membres du mouvement soient sépharades, les frères Hajdenberg sont d'origine ashkénaze. Leur père, d'origine polonaise, Joseph Hajdenberg, décédé le 2 janvier 1982, était vice-président des Amis de Varsovie. Ce tailleur était arrivé à Paris en 1939 et demeurera toute la guerre à Paris, avec son épouse. Serge Hajdenberg a figuré au comité central de la L.I.C.R.A. tel qu'il a été constitué au congrès national du 11 mai 1969. Ses adversaires, notamment dans la communauté, le décrivent comme un démagogue ambitieux un « dangereux opportuniste », et aussi comme « l'outil du Likoud de Begin et un extrémiste de droite » (21). Parmi ses proches, vice-président du Renouveau, figure M<sup>e</sup> William Goldnadel, qui est à la fois président du Centre d'information et de documentation sur Israël et le

Proche-Orient (C.I.D.I.P.), association fournissant une documentation très orientée (exclusivement pro-israélienne) aux journalistes (22) et président de l'Association des juristes juifs pour les droits de l'homme (A.J.J.D.H.). Il a notamment accordé un entretien à Cactus, l'organe du Tagar de France en mai 1991.

Visiblement désireux de lancer une O.P.A. sur la direction de la communauté juive, le Renouveau juif s'est d'abord fait connaître par des manifestations de masse en faveur d'Israël. Un journal communautaire (23) donnera quelques années plus tard très exactement les tenants et aboutissants de l'opération anti-Giscard : « Conseillé par Avi Primor, l'actuel ambassadeur d'Israël auprès des Communautés européennes, à l'époque envoyé par Jérusalem pour "lobbyiser" la communauté juive de France, il (Hajdenberg) monte le Renouveau juif, dont il sera le président. En 1981, c'est le coup d'éclat, c'est le vote sanction contre VGE (...) Trop, c'est trop, s'est exclamé le Renouveau et Giscard est tombé. Doit-on y voir une relation directe de cause à effet ? Difficile de l'affirmer. Toujours est-il que depuis lors la droite craint le vote juif comme la peste. »

Fin avril 1980, Hajdenberg, alors pratiquement inconnu dans la communauté, organise donc les premières Douze heures pour Israël qui regrouperont de 100 à 150 000 juifs, un chiffre énorme qui laisse supposer l'infrastructure nécessaire pour monter l'opération. On imagine l'appui de l'ambassade israélienne à Paris et d'Avi Primor, lui-même ancien attaché culturel de l'ambassade, alors délégué pour la France de l'Organisation sioniste mondiale (O.S.M.). Ce dernier, selon ses propres termes, se fixe pour but de « fortifier les communautés juives françaises dans l'évidence de leur identité spécifique, ce qui revient à renforcer et à développer les particularismes culturels historiques et même linguistiques du judaïsme français (24) ».

Appuyé par Tel-Aviv et, en France, par l'hebdomadaire *Tribune juive*, le Renouveau affirme dès sa création parler au nom de la « base » et ne dissimule pas son hostilité envers les « notables » qui dirigents alors le Consistoire central, le Conseil représentatif des institutions juives de France (C.R.I.F.), et, surtout, le Fonds social juif unifié (F.S.J.U.), longtemps la principale organisation des Juifs de France organisée autour des Rothschild. Le Renouveau refusera d'ailleurs d'adhérer au C.R.I.F.

Début juin 1980, quelques semaines après les Douze heures pour Israël, un conseil national du F.S.J.U. se tient au centre communautaire. Les accusations lancées par le Renouveau juif contre les « notables » de la communauté y font l'objet d'une vive discussion. Jacques Attali, futur conseiller spécial de François Mitterrand et alors vice-président du F.S.J.U., dénonce la notion de « vote juif »

avancée par le Renouveau. Il le qualifie de « naïveté politique » et d'« insulte à la communauté ». « Les Douze heures, ajoute-t-il, sont une formidable erreur de la communauté, car cette manifestation a fait croire que toutes les illusions sont justifiées. Il y a danger à croire, à laisser croire, qu'il pourrait exister une autre légitimité que celle des institutions. »

De son côté, Gérard Israël, membre du comité central de l'Alliance israélite universelle, directeur des *Nouveaux Cahiers* et député européen U.D.F., affirme que le Renouveau juif « cherche à séparer la jeunesse du reste de la communauté en discréditant les institutions ». Adam Loss parle de « projet de mainmise sur la communauté, le C.R.I.F. et le F.S.J.U. ». Il y a, dit-il, « coup de main contre la communauté, car on veut créer artificiellement une séparation entre communauté organisée et communauté de fait, ce qui ouvre la voie à l'aventure ». Guy de Rothschild, enfin, rapporte une conversation que le président de l'Agence juive a eue avec son fils, David de Rothschild, lui-même membre du Board of governors de cette organisation, à propos des « bavures » et des « dérapages » du Renouveau juif. « Traduire en lobby le mécontentement des Juifs de France vis-à-vis de la politique du gouvernement, déclare-t-il, revient à couper ces derniers de la communauté nationale. » Il ajoute : « Les outrances de Giscard d'Estaing et celle de Henri Hajdenberg tendent d'ailleurs à s'annuler. »

Les dirigeants du Renouveau répliquent aussitôt en développant une propagande massive. Aux Douze heures pour Israël qu'il réunit à nouveau en avril 1981, Henri Hajdenberg lance une offensive contre « les Rothschild », qu'il accuse de défendre avec trop de timidité les intérêts juifs et israéliens (25). Deux mois plus tard, le Renouveau lance la première radio juive de France, *Radio J*. Celle-ci bénéficie immédiatement de l'appui de l'ambassade d'Israël. Parallèlement, le Renouveau juif insiste sur la nécessité pour les Juifs de France de se constituer en groupe de pression politique. « Ses militants ne craignent pas d'être accusés de former un groupe de pression » écrira Gérard Leclerc (26). Victor Malka, collaborateur de *L'Arche*, dénonce cette entreprise (27) : « Que d'organisations nouvellement créées n'ont plus désormais que le recours à des slogans ! Le Renouveau juif en est le champion toutes catégories. Pour exister, ces organisations ont besoin – comme d'un oxygène – de Copernic ». Mais l'audience du Renouveau juif ne cesse de s'étendre. Dans la revue juive américaine *Midstream* (28), Henry H. Weinberg écrit : « Les “rebelles” du Renouveau juif, dirigés par un jeune avocat d'ascendance polonaise, sont probablement les futurs dirigeants de la communauté juive de France. »

Ce pronostic ne s'est pas pour l'instant réalisé. « Force est de constater, note le *Guide de la vie juive en France* (29), que le Renouveau juif s'est trompé de combat et que la communauté juive en proie au doute n'a pas trouvé en ce mouvement le carrefour d'idées à ses débuts pressenti. Loin de poser les vrais débats du judaïsme diasporique, le Renouveau s'est objectivement aligné sur les prises de positions officielles de la communauté (...) Il connaît une baisse d'influence. » Il semble en outre que, les objectifs de l'ambassade israélienne de l'époque ayant été atteints (« lobbyiser la communauté »), le Renouveau juif soit aujourd'hui sur la touche au profit d'organisations dépendant directement d'Israël (Hérout, Bétar, etc.).

Toujours qualifié dans la communauté d'« organe de contestation par excellence » (30), le Renouveau poursuit néanmoins ses activités. A partir de 1983, il a tenté de se situer à la pointe de la « lutte antiterroriste ». Les 22 et 23 janvier 1983, il organisera dans un grand hôtel parisien une Convention internationale sur le terrorisme, avec Lionel Jospin, Simone Veil, Raymond Aron, Jean Daniel, Alain Finkielkraut, Annie Kriegel, Jean d'Ormesson, etc. En mai 1983, Henri Hajdenberg participe enfin à la création de l'Internationale de la résistance (mouvement anticommuniste libéral), dont le président est un Israélien, et qui bénéficie du soutien étroit de Simone Veil. En juillet 1983, il sera également partie prenante dans la constitution du Front de résistance au terrorisme (F.R.A.T.), qui tient le 7 juillet un meeting à Paris.

En octobre 1984, Serge Hajdenberg annonce son intention de se présenter aux élections du F.S.J.U. puis y renonce. Il réitère, mais cette fois va jusqu'au bout, en 1989, ayant travaillé les cinq années précédentes à développer des relations plus cordiales avec les instances communautaires. En 1992, il lance enfin le Judéoscope à La Défense. Signe de cette intégration dans les instances officielles, Henri Hajdenberg devient président de l'Association française des Amis de l'Université hébraïque de Jérusalem en 1987.

Bien que particulièrement prosioniste, Serge Hajdenberg a eu parfois des mots avec le Bétar, notamment le 21 septembre 1982, lorsque des Bétaris l'empêchent de parler et tentent de le frapper devant le lycée Carnot à propos des massacres de Sabra et Chatila, organisés et couverts par l'armée israélienne. Même alors, il demeurera très modéré dans ses propos vis-à-vis des sionistes révisionnistes : « Le Bétar est un groupe de jeunes de moins de dix-huit ans, et ce sont plutôt des extrémistes organisés, tout au plus cent cinquante personnes, soutenant inconditionnellement l'action de Begin et de Sharon. Leur attitude n'est pas représentative de la communauté juive, même partiellement (31). »

## L'affaire du vote juif et Jean-Pierre Pierre-Bloch

Ainsi qu'on l'a vu, l'un des objectifs majeurs du Renouveau juif a été d'organiser la communauté juive de France en groupe de pression politique. Cela s'est traduit en 1980-1981 par une violente campagne contre le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing, accusé d'insuffisantes sympathies vis-à-vis d'Israël. Classé volontiers à droite, le Renouveau juif n'a donc pas hésité à favoriser l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement socialiste et communiste. En prévision de l'élection présidentielle de 1981, le Renouveau fait placarder des affiches représentant l'une une bombe atomique en train d'exploser avec la mention *Irak : la bombe. Giscard responsable*, l'autre le président Giscard d'Estaing « en Jordanie, en train de regarder Israël à travers des jumelles ». On découvrira par la suite, que la photo a été prise à l'hippodrome de Longchamp, et nullement en Jordanie ou à Ryad. Le 8 avril, Henri Hajdenberg présente ces affiches à la presse. Elles seront massivement collées. Le 3 mai, il fait encore diffuser un tract mettant en cause les sentiments « anti-israéliens » de Giscard d'Estaing. Quelques jours plus tard, le 8 mai, *Le Monde* consacre en première page son éditorial de politique étrangère à un violent réquisitoire de Menahem Begin contre Giscard d'Estaing. On est alors à deux jours de l'élection présidentielle. Le 10 mai, François Mitterrand est élu président de la République. Son premier voyage officiel sera pour Israël. Le Renouveau juif prétendra par la suite « avoir fait battre Giscard » aux présidentielles et être en mesure de faire désormais « la décision » dans une quarantaine de circonscriptions électorales, dont dix à Paris.

Très justement, *L'Arche* (32) note : « Les juifs adoptent des comportements politiques multiples qui rendent impossible la constitution à l'américaine d'un vote juif formant un groupe de pression particulier, peu adapté à un système partisan très contraignant. La religion apparaît pourtant comme une véritable spécificité (...) Il y a là un paradoxe qu'il faut souligner : si les électeurs catholiques pratiquants votent nettement à droite, les électeurs juifs très religieux votent quant à eux fortement à gauche. Globalement, la propension à voter à gauche croît avec le niveau de pratique religieuse qui touche aussi bien les milieux sépharades que les anciens militants d'extrême gauche qui retournent à la lecture des textes bibliques. »

Cette campagne anti-Giscard a été loin de faire l'unanimité. Elle a notamment, comme on pouvait s'y attendre, fait l'objet de violentes critiques de la part des membres de la communauté juive engagés dans les partis de l'ancienne majorité. C'est ainsi que le Renouveau juif s'opposera à Jean-Pierre Pierre-Bloch, fils du prési-

dent de la L.I.C.R.A. avec lequel le mouvement de Hajdenberg avait jusque alors toujours entretenu les meilleures relations.

Jean-Pierre Pierre-Bloch a en fait largement évolué sur la question du vote juif, au gré des circonstances. Interrogé par Harris et Sédouy (33), il se prononçait alors pour un « lobby juif » à l'américaine et déclarait : « Je suis pour un vote juif parce que j'en ai ras-le-bol du cirque auquel on assiste avant chaque élection et du comportement de certains hommes politiques (...) S'il devait y avoir un jour, comme aux États-Unis, un lobby juif et que ce dernier fasse tomber quelques hommes politiques, eh bien, j'applaudirais et peut-être cela ferait réfléchir les gens ». Deux ans plus tard, il professe exactement le contraire. Le 8 mai 1981, avant-veille des élections, il publie un article dans *Le Figaro* intitulé *Il n'y a pas de vote juif.* Dénonçant avec vigueur le « vote sanction », il affirme que « parler de vote juif (c'est) en fait reprendre les vieux démons chers aux antisémites, de Drumont à Brasillach » et va jusqu'à écrire : « Je le dis avec force : Messieurs les provocateurs du Renouveau juif, vous êtes des truqueurs. » Le jour même, Henri Hajdenberg fait déposer un droit de réponse au *Figaro*, qui ne sera finalement jamais publié. La polémique s'envenimera à la faveur de l'élection de François Mitterrand. C'est ainsi qu'on apprendra par Henri Smolarski (34) que Jean-Pierre Pierre-Bloch est le patron d'un fantomatique Front Juif pour la Vérité, qui a fait diffuser dans la communauté juive un tract anonyme attaquant Mitterrand. Smolarski précise que le fichier qui a permis la diffusion de ce tract est identique à celui qu'avait précédemment utilisé Jean-Philippe Lecat pour informer les électeurs juifs de la position de Valéry Giscard d'Estaing sur le Proche-Orient. Il ajoute ironiquement : « Jean-Pierre Pierre-Bloch est si peu intéressé à cette fameuse sensibilité juive qu'il avait précisément choisi de se présenter à la députation dans une circonscription à forte densité juive. Il est probable que les électeurs juifs s'en souviendront lors des prochaines élections législatives (et de fait, Pierre-Bloch sera battu). »

### Les menaces de la L.I.C.R.A. et les étranges relations du Renouveau juif

Quelques mois après l'apparition de l'Organisation Juive de Défense et de ses attaques, un climat de tension se développa en France, en liaison sans doute avec la montée du Renouveau juif et la radicalisation brutale d'une fraction non négligeable de la communauté juive, sans doute après l'attentat de la rue Copernic, tournant de cette radicalisation, qui avait toutefois débuté précédemment.



40e ANNEE - NOUVELLE SERIE - N° 457 MAI 1980 - PRIX : 4 F

le droit de vivre

le plus ancien journal antiraciste du monde - Fondateur : Bernard Lecache

Pour empêcher les attentats dont les auteurs ne sont jamais retrouvés

AUTO-DEFENSE ANTIRACISTE ?

*La couverture du* Droit de vivre *(mai 1980), mensuel de la L.I.C.R.A., plusieurs mois avant Copernic. A l'intérieur, on lit notamment : « Organiser des patrouilles (...) Il faudra bien un jour en arriver à organiser l'autodéfense antiraciste ».*

En mai 1980, *Le Droit de vivre*, le mensuel de la L.I.C.R.A., publiait ainsi un éditorial intitulé *Autodéfense antiraciste ?* Le texte non signé évoquait la formation de groupes de « sécurité » et posait la question de savoir si l'heure n'était pas venue d'« user de l'autodéfense antiraciste comme arme de dissuasion ». La conclusion était dès plus alambiquées : « Nous nous refusons à recourir aux méthodes utilisées par les adversaires des droits de l'homme et du respect de la dignité. Mais la patience a des limites au-delà desquelles elle devient lâcheté. » Le 21 septembre 1980, donc avant l'attentat de la rue Copernic, le Renouveau juif organise à Paris, dans le quartier du Sentier, une manifestation. La L.I.C.R.A. a également appelé ses adhérents à y participer. Serge Hajdenberg, à la tête du Renouveau, prend la parole. Jean Pierre-Bloch, président de la L.I.C.R.A., lui succède. Rappelant que « la loi du talion était une loi juive et que les sévices subis par ses coreligionnaires seraient vengés » (35), il déclare alors : « Nous disons avec fermeté : œil pour œil, dent pour dent. Si l'un des nôtres était touché, nous

disons tout de suite que nous avons les noms et les adresses et nous leur montrerons qui nous sommes. » « Des noms, des noms » scandent alors les manifestants. Déchaînant les applaudissements, Jean Pierre-Bloch se rengorge : « Les petits nazillons ont reçu la raclée qu'ils méritaient devant le Palais de justice. » (35). Pur hasard sans nul doute, dans les jours qui suivront l'attentat de la rue Copernic, un paisible retraité sera vitriolé à son domicile par un commando juif. Il était simplement l'homonyme (et même pas pour le prénom) d'un responsable nationaliste.

Quelques jours plus tard, et toujours avant l'attentat de la rue Copernic – il faut le souligner –, Jean Pierre-Bloch se rend à Marseille, où il participe à un autre meeting organisé par la L.I.C.R.A : « La loi du talion pourrait réapparaître, lance-t-il textuellement. Si un seul des nôtres est touché, nous appliquerons la formule œil pour œil, dent pour dent (...) S'il faut nous organiser militairement, nous le ferons (36). » Le journal, qui rapporte ces propos, précise que Gaston Defferre, maire de Marseille et futur ministre de l'Intérieur, participe à la réunion.

A cette époque, les relations entre la L.I.C.R.A. et le Renouveau juif sont étroites : Henri Hajdenberg, futur président du bureau politique du Renouveau, publiait des articles dans *Le Droit de vivre* dès le début des années soixante-dix (37). Il était alors, comme on l'a vu, à la tête d'une association juive très militante, le Comité juif d'action. On le retrouve, l'année suivante, en 1977, parmi les conseillers juridiques de la L.I.C.R.A., aux côtés de Me Robert Badinter, futur garde des Sceaux, et de Me Jacques Mercier, ancien député U.D.R. de l'Essonne, auteur du livre *Parti pris pour Israël* (1970). Cette même année, Henri Hajdenberg entre au comité central de la L.I.C.R.A., tandis que son frère Serge lui succède officiellement au poste de responsable des jeunes de la L.I.C.R.A. pour Paris (38).

Concomitamment, fin 1979, apparaissent donc deux organisations, l'une légale, l'autre clandestine : le Renouveau juif d'une part, l'Organisation juive de défense d'autre part. Et la seconde fait le service d'ordre de la première, au moins aux Douze Heures pour Israël, comme l'indiquera la presse communautaire. Il semble d'ailleurs que dès l'origine, l'O.J.D., regroupe en son sein des jeunes provenant tant du Renouveau juif que de la L.I.C.R.A., d'anciens adhérents du Bétar, du Front des étudiants juifs ou de divers mouvements sionistes de gauche. Les menaces à peine voilées de Jean Pierre-Bloch, sur l'urgence d'une « autodéfense juive », trouvent de manière étonnante leur place dans un tel contexte. Un lien entre les milices juives et Henri Hajdenberg devait être mis en évidence au

cours d'un entretien, conduit par deux journalistes, Raphaël Mergui et Philippe Simonnot, avec le rabbin Meir Kahane (39), un grand spécialiste de la formation de milices juives. Nous reproduisons ici à nouveau ce passage, en remarquant seulement que jamais, à notre connaissance, Henri Hajdenberg n'a engagé de poursuite contre l'éditeur et les auteurs ou publié un démenti :

« Q — Continuez-vous encore à aider les juifs de la diaspora à s'organiser ?

R — Oui, absolument. D'ailleurs, cela me vaut d'être interdit de séjour au Canada, en Belgique et en Angleterre. Quelqu'un en France essaie de m'y organiser un voyage. Jusqu'à présent, je ne suis pas interdit de séjour dans ce pays.

Q — Mais ça ne va pas tarder.

APRÈS LES ATTENTATS ANTISÉMITES A PARIS

## *La loi du talion pourrait réapparaître*

### déclare le président de la LICRA

**Les attentats antisémites de ces derniers jours continuent de susciter des réactions. M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, évoque « la loi du talion ». Le ministre de l'intérieur annonce que des mesures de sécurité supplémentaires vont être prises, mais souligne que l'enquête en cours pourrait demander de « longs efforts ».**

**De très nombreuses organisations protestent contre ces attentats et, parfois, contre l'impuissance de la police, et appellent leurs adhérents à participer au rassemblement qui devait avoir lieu ce mardi 30, à 18 heures, devant le mémorial du Martyr juif inconnu, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, à Paris (4e).**

### M. BONNET : des mesures de sécurité supplémentaires.

M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, qui a reçu, lundi 29 septembre, MM. Jacob Kaplan, grand rabbin de France et Alain de Rotschild, président du Conseil représentatif des institutions juives en France, a déclaré à l'issue de cet entretien (nos dernières éditions) : « *J'ai décidé de mettre en place des mesures de sécurité supplémentaires pour protéger la communauté juive, tout en faisant activer les enquêtes en cours afin de parvenir à identifier et appréhender les auteurs des attentats. Je n'ai cependant pas caché aux membres de la délégation que ces enquêtes demanderaient peut-être de longs efforts. Il a fallu, en effet, près d'une année de recherches avant que les policiers ne parviennent au cœur d'Action directe.* » Le ministre de l'intérieur a ajouté : « *Je souhaiterais toutefois que ne soit accordée aux auteurs de ces attentats aucune publicité car c'est bien cela qu'ils recherchent et c'est bien le piège qu'ils nous tendent.* » M. Bonnet a redit son hostilité aux groupes d'autodéfense dont la constitution est contraire à la loi.

● L'ASSOCIATION LIBRES JURISTES demande que tout soit mis en œuvre pour « *assurer réellement la protection des personnes et des institutions* ». Elle considère « *que toute nouvelle atteinte portée à celles-ci mettrait gravement en jeu la responsabilité des autorités* ». Elle demande « *aux instances parlementaires d'organiser en leur sein un débat afin de montrer clairement aux fascistes que les institutions démocratiques de la France sont résolues à s'opposer à leur action criminelle* ».

★ 17, rue Alphonse-de-Neuville, 75017 Paris.

### M. PIERRE-BLOCH : nous ne nous laisserons pas faire.

Au cours d'un meeting à Marseille prévu depuis plusieurs mois, M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, a affirmé lundi 29 septembre, que « *la loi du talion pourrait réapparaître* ». Au cours de ce meeting, auquel assistait M. Gaston Defferre, député socialiste et maire de la ville, M. Pierre-Bloch a déclaré : « *Si un seul des nôtres est touché, nous appliquerons la formule œil pour œil, dent pour dent.* »

La LICRA, déclare son président, « *s'est fixée pour but de lutter contre le racisme par l'éducation* », mais a-t-il ajouté, « *nous ne sommes pas décidés à nous laisser faire* ». M. Pierre-Bloch dément, en revanche, avoir déclaré : « *S'il faut nous organiser militairement, nous le ferons.* »

*Alors que l'attentat de la rue Copernic n'a pas encore eu lieu, le président de la L.I.C.R.A. affirme que « la loi du talion pourrait réapparaître »* (Le Monde, *1er octobre 1980). Pour lui, la communauté devra peut-être s'« organiser militairement ».*

R — Ces interdictions de séjour sont une honte ! Nous avons eu au Canada une section très forte de la Ligue... Il y en avait une en France. Maintenant, dans ce pays, se sont formés des groupes juifs d'autodéfense, qui sont excellents.
Q — Vous parlez du Bétar...
R — Non je parle de cette organisation dirigée par un avocat...
Q — Hajdenberg ?
R — Oui. »

## L'attentat de la rue Copernic

L'attentat de la rue Copernic, de l'avis de tous, va marquer un tournant dans la radicalisation de la communauté juive et dans sa prise de conscience comme force constituée. Le 3 octobre 1980, alors que l'autodéfense juive est au cœur des discussions au sein de la communauté, a lieu un attentat contre la synagogue de la rue Copernic, dans le XVI[e] arrondissement. Il s'agit d'une des rares synagogues relevant du judaïsme libéral : c'est-à-dire notamment que les mariages qui y sont célébrés ne sont pas reconnus des autorités rabbiniques israéliennes, le converti dans le couple – en cas de mariage mixte – étant un simple converti de complaisance. Cet attentat intervient, peu d'observateurs le noteront, au cœur d'une vague de tension artificiellement entretenue par la presse à propos d'un groupuscule national-socialiste, la Fédération d'action nationaliste et européenne (F.A.N.E.). Cette même F.A.N.E., totalement inoffensive, est largement infiltrée et manipulée, non seulement par la police mais aussi par l'Organisation juive de défense (O.J.D.) qui a réussi à faire nommer à la direction du service d'ordre et de la protection rapprochée l'un des siens, Jean-Yves Pellay.

Dès après l'attentat qui fera quatre morts et dix blessés, l'attentat est revendiqué au téléphone par un correspondant de la F.A.N.E. La presse répercute aussitôt l'information et, dès lors, la contre-violence va se déchaîner. Le président de la L.I.C.R.A., Jean Pierre-Bloch, multiplie les déclarations publiques incendiaires, mettant en cause et désignant successivement à la vindicte publique les « fascistes étrangers » (40), la Nouvelle Droite (G.R.E.C.E.), Louis Pauwels et *Le Figaro-Magazine* (41), sans oublier le colonel Kadhafi (42). Les commandos de l'O.J.D. se déchaînent et multiplient les expéditions punitives (43) contre des personnes, des locaux, des lycées, etc. « Les personnes visées sont, pour la plupart, des militants de droite ou d'extrême droite auxquels on attribue, sans preuves et à tort, des attentats antisémites (44). » Le soir même du 3 octobre, les modestes locaux de la F.A.N.E. seront

d'ailleurs mis à sac. La manifestation qui se déroulera aux Champs-Élysées le 7 octobre donnera lieu à de véritables scènes de lynchage, dont certaines victimes seront des touristes de passage. Deux personnes seront par ailleurs vitriolées, dont un vieillard de 84 ans, résidant à Neuilly. la victime, Charles Bousquet, a en fait été prise pour Pierre Bousquet, soit le directeur du journal *Militant*, soit l'ancien chef de la police de Vichy. On apprendra par la suite que le fameux coup de téléphone anonyme qui, dans la soirée du 3 octobre, a revendiqué « au nom de la F.A.N.E. » l'attentat de la rue Copernic, a pour auteur Jean-Yves Pellay, agent provocateur de l'Organisation juive de défense, qui confirmera officiellement son appartenance au groupe clandestin.

L'émotion une fois retombée (mais l'évolution souhaitée et provoquée a eu lieu dans les cœurs et les âmes), on finira par reconnaître que, bien évidemment, ni Louis Pauwels, ni la F.A.N.E., ni le G.R.E.C.E., ni même sans doute Kadhafi, n'avaient quelque chose à voir dans l'attentat. Jean Pierre-Bloch devra d'ailleurs faire des excuses publiques à Louis Pauwels (45). Interviewé par *Radio J* (46), Henri Hajdenberg déclarera difficilement, contraint par la réalité des faits : « Aujourd'hui, on peut malheureusement (sic) considérer qu'il y a toutes les conditions qui font que c'est certainement un attentat d'origine pro-arabe, propalestinien. » Quelques jours plus tard, M[e] Gilles-William Goldnadel et André Weil-Reynal adresseront une lettre à Robert Badinter, garde des Sceaux, pour lui déclarer que l'attentat a sans nul doute été l'œuvre des Palestiniens. De même, au moment de l'attentat antijuif d'Anvers, Serge Klarsfeld déclarera (47) : « Concernant l'attentat de la rue Copernic, contrairement à pas mal de monde, j'aurai plutôt tendance à penser qu'il est à relier à celui d 'Anvers et que ce n'est peut-être pas une action extrémiste de droite (...) On peut penser logiquement qu'il s'agit plutôt des Palestiniens que d'extrémistes de droite. » Début octobre 1984, le Mossad faisait enfin savoir (48) que les auteurs de l'attentat étaient trois hommes du Commandement spécial du Front de libération de la Palestine, un petit groupe dissident de celui de Georges Habache, dirigé par Selim Abou Salem, installé au Sud-Yémen depuis 1982 et dont la femme avait été arrêtée par Tsahal lors de l'invasion du Sud-Liban.

Il demeure toutefois que la lumière n'a jamais vraiment été faite sur cet attentat, aucun groupe palestinien n'ayant jamais pu être directement impliqué de manière claire ou l'ayant revendiqué. Le Mossad, principal service secret israélien, a lui-même été mis en cause à plusieurs reprises. Comme le feront remarquer plusieurs petites publications nationalistes, parmi les victimes décédées lors de

l'attentat de la rue Copernic, figurait une victime israélienne qui ne fréquentait pas la synagogue, Mme Aliza Shagrir, arrivée d'Israël seulement 48 heures plus tôt. Elle eut droit à son retour en Israël à des « funérailles réservées aux membres du Mossad (morts) en service commandé (49) ». On notera que quelques jours auparavant, dans la nuit du 25 au 26 septembre 1980, avaient eu lieu le mitraillage de trois emplacements symboliques du judaïsme dans Paris. Or, la journaliste Annette Lévy-Willard écrivit à leur propos (50) : « Une rumeur dans la communauté juive évoque sérieusement l'hypothèse d'une provocation interne. » Selon la même publication, Michel Poniatowski, ancien ministre de l'Intérieur, aurait attribué le crime à l'époque à l'« aile extrémiste du Mossad ».

Le Mossad a souvent été mis en cause, y compris par d'anciens agents secrets qui en furent membres ou de hautes personnalités politiques, dans des provocations et des attentats attribués à l'extrême droite ou aux Palestiniens. Par exemple, en novembre 1986, Jacques Chirac, alors Premier ministre, devait révéler au *Washington Times* la manipulation des services secrets israéliens dans l'affaire du Boeing d'El-Al qui aurait dû sauter (51).

**L'autodéfense juive**

A la suite de l'attentat de la rue Copernic, un nouveau groupe va apparaître, la Fédération des Juifs de France (F.J.F.), une véritable milice privée d'environ un millier de jeunes militants juifs entraînés, disposant d'un bunker en plein Paris (52). La police est parfaitement au courant de l'existence de cette milice, de ses entraînements, mais laisse faire, ce qui ne peut favoriser que l'installation d'un climat de violence. Les manifestations qui vont se succéder provoqueront inévitablement leur lot de bagarres, y compris au sein de la communauté. La volonté revendiquée d'autodéfense sera d'autant plus forte que, si elle est critiquée ou condamnée par les instances religieuses juives et communautaires, elle reçoit un soutien direct d'Israël, en la présence de Menahem Begin.

Début août 1982, juste après l'attentat de la rue des Rosiers, le Premier ministre israélien intervient de manière particulièrement irresponsable et inquiétante dans la situation qui se développe en France. Il déclare à Jérusalem le 10 août : « Si les autorités françaises ne préviennent pas les manifestations néo-nazies et le meurtre des juifs pour la seule raison qu'ils sont juifs, je n'hésiterai pas – en tant que juif – à appeler la jeunesse de notre peuple en France à défendre la vie des juifs et leur dignité. » Cette « jeunesse juive », cela inclut évidemment le Bétar, le mouvement de jeunesse le plus



PATRICK ZACHMANN/RUSH

Jeunes juifs de Paris s'entraînant au close-combat.

## L'utopie sécuritaire

La synagogue libérale de la rue Copernic, devant laquelle quatre personnes trouvèrent la mort il y a six ans, est devenue un symbole de la vulnérabilité des institutions juives et de l'absence de scrupules des tueurs. Aujourd'hui, c'est l'un des lieux les mieux gardés de Paris, encore que les mesures de sécurité varient selon les tensions de l'heure.

Mais la protection de cette synagogue demeure un casse-tête constant pour la police. Elle est située dans une rue étroite mais où la circulation est intense. La barrer provoquerait des embouteillages tout autour de l'Etoile, voire jusqu'à l'Opéra. On ne le fait donc qu'à l'occasion des grandes fêtes, lorsque le temple est plein à craquer, ou parce que les autorités estiment que les risques d'un attentat terroristes sont plus grands. Normalement, il y a là en permanence deux ou trois CRS en faction devant le bâtiment et, croit-on savoir, un ou deux policiers en civil postés dans un appartement en face prêts à donner l'alarme. Des voitures radio et des motocyclistes seraient aussi stationnés à proximité dans le but d'intercepter quiconque voudrait lancer une attaque contre la synagogue.

A l'intérieur, ce sont de jeunes volontaires de la communauté qui assurent la surveillance.

Par une ironie du sort, l'ambassade du Liban, dans la même rue et sur le même trottoir, profite de ce déploiement sécuritaire. C'en est au point que lorsqu'il se sent menacé, l'ambassadeur, un ami personnel du président Amine Gemayel, préfère dormir à l'intérieur de son ambassade. Pour lui, il n'y a pas de meilleure sécurité, dit un journaliste libanais, que de se sentir proche de la synagogue. C'est là où les Hezbollahs et autres commandos auront le plus de difficultés à frapper.

Mais ces dernières années, la communauté a développé ses propres mesures de protection. Au premier rang, il y a son service d'ordre, formé principalement de militants des mouvements de jeunesse juive. Il dépend du CRIF et ses membres, qui assurent la sécurité lors des grands meetings, gardent les principales institutions juives en contrôlant les entrées et les sorties. Le service d'ordre communautaire reste généralement à l'intérieur des bâtiments, c'est-à-dire qu'il n'opère pas dans la rue ou sur les trottoirs. Il a l'avantage de connaître de vue nombre de personnalités et de gens qui fréquentent les différentes institutions. Ce qui n'est pas le cas des policiers. De surcroît, ce que les gens qui se rendent à des meetings juifs ou à des offices dans les synagogues acceptent de ces jeunes, qui sont les fils et les filles de la communauté, ils le supporteraient difficilement de la part des forces de l'ordre. D'ailleurs, dans les petites synagogues, ce sont souvent des enfants d'amis, voire de la propre famille.

On ignore le nombre total de ces volontaires mais rien qu'à Paris, on sait qu'on peut en mobiliser un millier en cas de besoin. Leur présence est dissuasive à l'égard des poseurs de bombes et grâce à eux, il n'y a jamais eu d'incidents dans des manifestations rassemblant des dizaines de milliers de personnes comme les «Douze heures pour Israël». A la préfecture, un bureau maintient le contact avec le service d'ordre communautaire qui opère toujours dans le cadre de la plus stricte légalité.

Toutefois, la police française ne se repose pas sur les mesures prises par la communauté. Elle s'efforce bien sûr de prévenir les attentats avec l'aide des différents services de renseignements. En privé, de hauts fonctionnaires confient que les rivalités et les dissensions inter-arabes les ont souvent aidés à faire avorter des attentats et même à pratiquer certaines infiltrations. La France coopère en ce domaine avec d'autres pays occidentaux et principalement avec l'Italie, l'Allemagne fédérale et la Belgique. Mais la meilleure source serait encore Israël, toujours à l'affût et qui a souvent fourni des renseignements très exacts sur des intentions terroristes.

E.E.

*A de nombreuses reprises, certains journaux juifs (ici,* Tribune juive, *12 septembre 1986) se sont intéressés aux actions du « service d'ordre communautaire », qui, évidemment, « opère toujours dans le cadre de la plus stricte légalité ». Pourtant, les reportages montrent que ce service d'ordre opère parfois dans la rue ou sur les trottoirs. Ce qui est trictement illégal.*

structuré paramilitairement dont Begin fut le chef en Pologne. Selon le journal israélien Haaretz, Begin, dont le premier projet de déclaration était encore plus virulent, aurait même eu l'intention, au départ, de faire immédiatement envoyer des armes aux organisations juives de France (53). Le Front des étudiants juifs, s'adressant au gouvernement français, répond en écho à Begin le même jour : « Le bureau de l'O.L.P. doit être fermé sine die, sinon la jeunesse juive s'en chargera. » Les propos de Begin vont encore ajouter au malaise qui agite la communauté. L'Organisation juive de défense et leurs émules se trouvent singulièrement renforcés dans leurs actions par une déclaration de ce genre, faite à si haut niveau. Les « notables », évidemment, sont plus réservés. Dès le 11 août, le grand rabbin René-Samuel Sirat y affirme qu'il n'est « pas question de créer des milices ». Alain de Rothschild, président du Consistoire central, demande aux jeunes Juifs d'être « raisonnables » et de « se défendre sans toutefois créer des milices privées ». Le Renouveau juif, dont il est précisé qu'il a toujours « fermement soutenu l'O.J.D. (53) » ne dissimule pas sa gêne.

Menahem Begin, rendu furieux par Ces réticences, réaffirme son opinion et déclare à la Knesseth qu'Israël étant la patrie potentielle de tous les Juifs du monde, il ne se sent engagé par aucune considération de nationalité : « Nous revendiquons le droit d'intervenir pour protéger les Juifs partout où ils se trouvent. » A l'écrivain juif Marek Halter, qui, dans une lettre personnelle, s'est étonné qu'il s'autorise à « parler au nom de millions de Juifs qui ne sont pas Israéliens », Begin répond par une correspondance extrêmement vive, dont le texte est rendu public par l'ambassade d'Israël : « Je répète ce que j'ai dit sans en retrancher un mot (...) Je continuerai chaque fois que l'occasion s'en représentera, à dire que le meurtre de Juifs tués parce qu'ils sont Juifs n'est l'"affaire intérieure" d'aucun pays, où qu'il soit. C'est l'affaire du peuple juif tout entier, c'est l'affaire de l'État juif (54). » Au passage, Menahem Begin reproche à Marek Halter de vivre « en exil » en France et d'avoir préféré « vivre en terre étrangère » plutôt que dans la « patrie historique du peuple juif ». En décembre 1982, le 30ᵉ congrès sioniste mondial se déroule à Jérusalem. L'essayiste mondain Bernard-Henri Lévy est présent. Les délégués français préconisent (55) d'« envisager des mesures d'autodéfense, à assurer par des groupements de jeunesse, tout en évitant que ces mesures ne revêtent un aspect de provocation (sic) ».

Cette position sera souvent reprise par les gouvernements israéliens qui succéderont à celui de Begin, qu'ils soient de droite ou travaillistes. Ainsi le 30 novembre 1992, le ministre des Affaires étrangères israélien, Shimon Pérès, indique à la tribune de la Knesset, à

la suite de divers incidents racistes (n'ayant pas visé de juifs mais des étrangers) en Allemagne : « L'État juif ne permettra pas que du sang juif soit versé impunément. » Le Premier ministre Yitzhak Rabin adopte lui aussi un langage musclé, exigeant que le chancelier Kohl « écrase la tête du serpent néo-nazi lorsqu'il est encore petit ». Et le chef du gouvernement ajoute : « Israël a l'obligation morale d'exiger du gouvernement allemand qu'il mette tout en œuvre pour faire cesser les manifestations racistes et antisémites (...) En tant qu'État juif, Israël se considère comme responsable de la sauvegarde des Juifs partout où ils se trouvent. » Le même jour, le ministre israélien de l'Éducation, Shulamit Aloni, propose un boycott des produits allemands. La même semaine, Isser Harel, légendaire espion qui fit du Mossad un grand service secret, sort de sa retraite. A la une des médias, il suggère que si les autorités allemandes sont incapables d'enrayer la montée du néo-nazisme « pourquoi le département « action » du service secret israélien n'éliminerait-il pas lui-même – discrètement – partout où cela est nécessaire, les nouveaux adeptes de la peste brune ». Par la suite, il révèle, comme on l'a vu dans l'introduction de ce livre, que la plupart des milices d'autodéfense juive dans le monde ont été créées, financées, encouragées et entraînées par le Mossad. Aucun journal français ne reprendra ses déclarations. Quelques jours plus tard, le général Ariel Sharon, leader de l'aile droite du Likoud, effectue une visite privée en France, à l'invitation du Hérout. Au cours d'une conférence de presse, il invite « tous les juifs » à gagner Israël, « le seul endroit au monde où les juifs ont le droit de se défendre et disposent des moyens, et du pouvoir, de le faire » (56). On apprendra même qu'à cette occasion (57) trois commandos juifs sont partis « combattre les nazis » en Allemagne. Une nouvelle annoncée officiellement par Baruch Marzel, un responsable du groupe Kach.

En cette période de troubles, le journaliste Éric Hassan (58) constate : « Aucune organisation ne semble aujourd'hui capable de canaliser la fureur des jeunes Juifs qui, de Belleville au Sentier, et de Sarcelles à Créteil, veulent en découdre sans très bien savoir avec qui. » Diverses rumeurs donnent à penser que l'Organisation juive de défense « envisage de renaître », mais, outre les commandos de la F.J.F. ou du Bétar, elle a déjà des concurrents encore plus radicaux : une « Brigade juive d'autodéfense » (B.J.A.) se déclare prête par voie de presse à entamer ses « activités ». E. Rozenfeld, « chef du réseau Paris-Sud » d'une Association militaire juive (A.M.J.) écrit ainsi (58) : « Le peuple juif n'a de leçons à recevoir de personne et surtout pas du monde goy (...) Avec l'État d'Israël, le peuple juif entre de nouveau dans l'histoire et n'a pas à tenir compte

# M. BEGIN : « Je n'hésiterai pas à appeler la jeunesse de notre peuple en France à défendre la vie des juifs »

De notre correspondant

**Jérusalem. — Réagissant à son tour après l'attentat de la rue des Rosiers, M. Menahem Begin a repris à son compte les accusations les plus sévères portées en Israël contre M. François Mitterrand — sans le désigner nommément, — contre son gouvernement et la presse française. Mais il y a ajouté une menace, celle d'inciter la communauté juive à recourir à l'autodéfense.**

Lors du conseil des ministres, réuni mardi à Jérusalem, le premier ministre a déclaré : « *Le crime qui a été commis au cœur de Paris est la conséquence de l'allusion à des Oradour et d'une attitude délibérée anti-israélienne — qui est aussi antijuive — dans la presse et dans l'ensemble des médias français. De nouveau a retenti dans les rues de Paris le cri de* « Mort aux juifs », *comme au temps de l'affaire Dreyfus.* » M. Begin a ajouté : « *Je suis fier d'être le premier ministre d'un Israël démocratique, mais avant tout, je suis un juif : si les autorités françaises ne préviennent pas les manifestations néonazies et le meurtre des juifs pour la seule raison qu'ils sont juifs, je n'hésiterai pas — en tant que juif — à appeler la jeunesse de notre peuple en France à défendre la vie des juifs et leur dignité.* »

Selon le journal *Haaretz*, le ton d'un premier projet de déclaration était encore plus virulent mais le ministre de l'énergie, M. Itzak Berman, aurait réussi à convaincre le premier ministre de « modérer » sa réaction. Tout d'abord, en effet, M. Begin aurait envisagé notamment de proposer qu'Israël envoie des armes aux organisations juives françaises.

Dans leur édition de mardi, les deux journaux du soir, *Maariv* et *Yadiot Aharonot*, ont largement commenté les événements survenus la veille à Paris. *Maariv* estime, comme la plupart de ses confrères, que les prises de position du président Mitterrand en faveur de l'O.L.P. ont encouragé les auteurs de l'attentat du 9 août, et il ajoute : « *La participation du président Mitterrand à l'office à la mémoire des victimes ne change rien au fait que la France a concentré ses efforts pour critiquer Israël et n'a pas hésité à voter au Conseil de sécurité avec l'Union soviétique en faveur d'une résolution radicalement anti-israélienne, à laquelle la Grande-Bretagne n'a pas voulu donner son aval.* » Cependant, le journal pense qu'il faut se garder de croire que toutes les critiques dirigées contre Israël sont de caractère antisémite ou peuvent inciter au meurtre.

*Yadiot Aharonot*, pour sa part, pense que le principal élément de la vague « *anti-israélienne* » dans le monde entier est avant tout le résultat d'une atmosphère constante d'antisémitisme qui n'est pas nécessairement justifiée actuellement par l' « *antisionisme* ». Le journal précise : « *Les juifs sont d'abord persécutés en tant que tels, et c'est ensuite que l'on fait référence au sionisme.* » — F. C.

*Malgré l'ingérence évidente d'Israël dans des affaires intérieures françaises, le Quai d'Orsay n'a pas protesté contre ces propos de Menahem Begin. Selon le journal Haaretz, le Premier ministre avait envisagé dans un premier temps qu'Israël envoie des armes aux organisations juives françaises (*Le Monde, *12 août 1982).*

des réflexions de ses voisins. » De son côté, l'écrivain Claude Lanzmann réclame pour les Juifs de France le droit de créer des milices. Devant de tels excès verbaux, les manifestations ne peuvent que dégénérer : des journalistes seront ainsi pris à partie par de jeunes juifs qui « leur reprochent de n'être pas juifs » (59).

La célébration du Yom Kippour, en septembre 1982, donne lieu à des mobilisations impressionnantes, qui deviendront la règle par la suite : « Des volontaires juifs assurent la sécurité autour des synagogues (60). » Des barrages sont mis en place à l'entrée de certaines rues. Les membres des « services juifs de sécurité » filtrent les passants, fouillent les sacs, contrôlent les papiers d'identité, interpellent les automobilistes. Beaucoup sont munis de brassards, de fanions et de talkies-walkies. Il en sera désormais ainsi pratiquement à chaque grande manifestation ou fête juive. Et, cela avec l'accord de la police.

C'est ainsi qu'à la synagogue de Sarcelles à l'occasion du Yom Kippour de 1982, un journaliste de *Libération*, Pierre Mangetout, jugé trop curieux, est frappé au visage... avant d'être remis à la police. *Le Monde* (61) précise que « les agents de la police municipale ne prennent pas ombrage de cette concurrence ». De même, Reine Silbert évoque (62) ces fouilles : « Si vous êtes allés à des Douze heures pour Israël, aux récentes fêtes du M.A.F. et de Radio-Communauté, à n'importe quelle manifestation communautaire de ces dernières années ou encore aux offices de Yom Kippour dans les synagogues, vous vous êtes heurtés à ces garçons et filles très énervés, désagréables et méprisants, affairés à fouiller poches et sacs, à palper les corps des participants arrivés heureux et qui, tout à coup, regrettaient de s'être dérangés, et qui après avoir payé dûment leurs entrées se voyaient soudain traités comme des chiens. Les vocations de “flics” fleurissent nombreuses dans les rangs des volontaires des services d'ordre juifs qui se prennent décidément très au sérieux, talkie-walkie au poing. Qu'on leur en donne la permission, et ils n'hésitent pas à malmener et rudoyer les hordes passives de Juifs de bonne volonté, de même au passage que les invités de marques, les personnalités en tous genres, et, bien sûr, les journalistes. » A noter que cet article provoquera un vive riposte de M[e] Théo Klein, président (modéré) du C.R.I.F. : « Que vos lecteurs sachent bien que je tiens en très haute estime les jeunes volontaires du service de sécurité communautaire...(63). » De même, au mépris des lois, en avril 1985, lors de la grande manifestation organisée au Zénith pour le 38[e] anniversaire de la fondation de l'État d'Israël, tous les participants subiront une fouille au corps extrêmement minutieuse (64).

# LA SECURITE, C'EST TRES SERIEUX

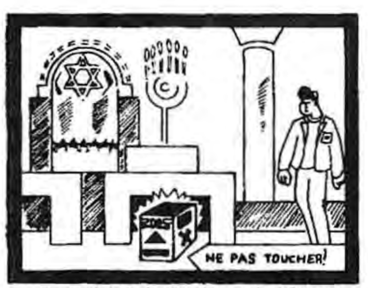














**LA SÉCURITÉ, C'EST TRÈS SIMPLE ................ JUSTE UN PEU DE DISCIPLINE**
**LA SÉCURITÉ DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE EST A VOTRE SERVICE TOUTE L'ANNÉE. 24 HEURES SUR 24**

*Signe de la radicalisation de la communauté, la multiplication des tracts de ce type, appelant les juifs à dénoncer tout comportement suspect. Les spécialistes de l'antiterrorisme savent que les terroristes n'opèrent pas selon les méthodes décrites ici.*

**LA SÉCURITÉ, C'EST TRES SÉRIEUX**

1. Vous avez vu des personnes, des objets, des véhicules suspects : **avertissez discrètement le personnel de sécurité.**
2. Vous voulez faciliter le travail de la sécurité : venez sans paquet.
3. Vous voulez prier en toute sécurité : **acceptez calmement les consignes du service d'ordre.**
4. Vous voulez que les entrées et les sorties soient aisées : **n'obstruez pas les issues de secours.**
5. Vous voyez quelqu'un ou quelque chose de suspect dans la Synagogue : **signalez-le discrètement à la sécurité, en aucun cas, ne touchez à l'objet suspect**
6. L'office est terminé: **sortez calmement, dispersez-vous rapidement.**
7. Vous avez compris : **la sécurité dépend de vous, aidez-nous à vous protéger.**

**LA SÉCURITÉ, C'EST TRES SIMPLE - JUSTE UN PEU DE DISCIPLINE**

La sécurité de la Communauté juive est à votre service toute l'année.
**24 heures sur 24.**

*Autres conseils de sécurité, figurant dans l'*Annuaire du Consistoire de Paris 1993. *L'obsession sécuritaire est toujours présente.*

Une chose est sûre : le déploiement de ces milices et de ces « groupes d'autodéfense » n'a jamais empêché un attentat et n'a jamais permis non plus, à notre connaissance, d'identifier ou d'en arrêter les auteurs. En fait, « des organisations de ce genre sont bien incapables d'empêcher des actes de terrorisme perpétrés par des professionnels de la subversion. Inefficaces dans le domaine de la prévention, les milices risquent par contre d'être tentées d'intervenir après coup, en organisant des expéditions punitives contre des innocents préalablement transformés en suspects, en complices ou en boucs émissaires (44). »

## La neutralité bienveillante de la police

La situation n'est pas allée en s'améliorant, mais est devenue la règle, comme le constate le journaliste de gauche Serge Moati (65) : « L'autodéfense juive est une attitude parmi d'autres qui n'est certes pas représentative de l'ensemble des communautés juives de la diaspora mais exemplaire de la radicalisation de toute une génération qui n'accepte de se battre qu'avec ses poings et des barres de fer. Une jeunesse juive qui ne croit plus qu'en ses propres forces, loin des grandes déclarations humanistes. »

La passivité de la police à l'égard des milices juives est multiple. Elle n'a cessé d'aller en augmentant d'année en année, accordant aux milices d'incroyables privilèges d'extraterritorialité ou de passe-droits quant au port d'armes. Cela commence d'abord par la neutralité, comme à la synagogue de Sarcelles, où en 1982 le journaliste de *Libération*, Pierre Mangetout, est passé à tabac... avant d'être remis à la police. *Le Monde* (61) précise que « les agents de la police municipale ne prennent pas ombrage de cette concurrence ». Cela continue par la non-assistance à personne en danger. Quand l'Organisation juive de défense, organisation terroriste clandestine, décide de passer à tabac les militants néo-nazis, ou supposés tels (de simples passants en feront les frais), venus assister au procès de Mark Fredriksen le 19 septembre 1980, elle peut se préparer en toute impunité, comme le décrira un journaliste de gauche (66) : « Difficile de savoir qui est qui et de repérer à coup sûr les nombreux militants d'organisations juives venus inspecter les lieux. Sauf à un détail, peut-être : de la place Saint-Michel à la place du Châtelet, on se croirait parfois à Saint-Nom-la-Bretèche. Les joueurs de golf sont très nombreux... Des groupes de jeunes juifs bardés de cuir, cannes à la main, circulent, la démarche nonchalante. Boulevard du Palais, quai des Orfèvres, les forces de l'ordre sont toujours absentes. »

*Libération* (67) parlera également des « cannes de golf en acier portées négligemment à bout de bras ». Les militants juifs ont donc pu pénétrer armés dans le Palais de Justice malgré la présence de gendarmes aux entrées. Les jeunes juifs vont donc pouvoir se livrer à des lynchages en toute impunité : « Les parapluies se brisent sur les nuques, les cannes volent, on n'entend plus que les cris et le bruit des poings. Un membre de l'ex-F.A.N.E. se retrouve à terre, le visage en sang, tandis qu'un jeune juif se sert de sa tête comme d'une balle de golf en lui assénant un terrible coup de canne (...) La police tente de disperser mollement, mais en face, les membres de l'Organisation juive de défense (O.J.D.) sont trop déterminés pour laisser le terrain libre (...) Un militant d'extrême droite est plaqué sur les marches du grand escalier menant au Palais. "Tu voulais les voir, les Juifs, tu les vois !" hurle un jeune qui commence à le frapper. Ils sont immédiatement une dizaine et tentent de le jeter dans le vide. (...) Une dizaine de jeunes Juifs attaquent quatre C.R.S. qui tentaient d'arrêter un des leurs. Le type est "libéré" et les C.R.S. refluent, mal en point (...) La police est calme. Des jeunes sont pris dans la foule avec une barre de bois. Les policiers la confisquent et leur demandent de filer. (...) La police est maintenant partout, mais elle se contente de canaliser la foule qui déambule. De temps en



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

TÉLÉGRAMME

ARRIVÉE

RÉSERVÉ AUX

NR 979 / A

L* 21/10/80

IPER 06 NR 33154 R 21 1700A GR 170

EXPÉDITEUR : GOP VELIZY

DESTINATAIRE : GC ROUGE VELIZY CRS 1° VELIZY CRS 21 ET 3° VILLEJUIF CRS 14 ET 31 LAGNY CRS 40 DEUIL CRS 49 ET 18 DE BROUSSE CRS 2 CRAVELLE

INFO : PREFECTURE POLICE DIRECTION SECURITE PUBLIQUE ETAT MAJOR GROUPEMENT CRS PARIS ILE DE FRANCE

TEXTE NR : CRS/CGR/1/3 NR 6510/52 STOP

OBJET : PROCEDES A METTRE EN OEUVRE EN PRESENCE DE GROUPES DITS D AUTO-DEFENSE STOP

SUITE COMPTES RENDUS ADRESSES A COMMANDANT GOP CONCERNANT ACTIVITES PARALLELES CERTAINS GROUPES DITS AUTO-DEFENSE VOUS COMMUNIQUE POUR APPLICATIONS EN CE QUI CONCERNE CRS INSTRUCTIONS DIRECTEUR SECURITE PUBLIQUE PARIS STOP

PRIMO : AUCUN GROUPE AUTO-DEFENSE NE DOIT ETRE TOLERE SUR VOIE PUBLIQUE EXCEPTION ENTREE ETABLISSEMENT CULTURELS ISRAELITES STOP

SECUNDO : SI GROUPES INDIVIDUS PROCEDENT A INTERCEPTION OU A VERIFICATIONS IDENTITE OU A FOUILLE COFFRES VOITURES PROCEDER LEUR INTERPELLATION ET LEUR MISE A DISPOSITION POLICE JUDICIAIRE POUR USURPATIONS FONCTION STOP PROCEDER DANS MEMES FORMES A ENCONTRE INDIVIDUS EN POSSESSION ARMES PAR NATURE OU PAR DESTINATIONS STOP

TERTIO : TOUT INDIVIDU ISOLE OU FAISANT PARTI D UN GROUPE AYANT ATTITUDE OU PAROLES RASSEMBLANT ELEMENTS CONSTITUTIFS OUTRAGE A AGENT MIS EGALEMENT DISPOSITION POLICE JUDICIAIRE STOP VOUS PRECISE QUE DISPOSITIONS QUE VOUS PRENDREZ POUR EXECUTION INSTRUCTIONS PRECITEES DOIVENT ETRE COMPLETEES PAR COMPTES RENDUS RADIO ET ECRITS HABITUELS STOP PRESENT TELEGRAMME EST A INCLURE DANS DOSSIER SECTEUR ---- FIN ----

QSL / 1718 / GDD / R /

C.R.S. N° 14
BORDEAUX

En déplacement à LAGNY

N° 36 / 52

DESTINATAIRES :
- Sections 1, 2, 3, 4
- Services
- Dossier secteur
- Affichage
- Archives

AVIS DU COMMANDANT DE COMPAGNIE

Transmis pour strict application.

Il me sera rendu compte immédiatement de tout fait concernant un groupe de ce genre.

LAGNY, le Octobre 80

P.O. L'Officier PRINCIPAL ADJOINT.

LASOT A.

DATE ET HEURE DE RÉCEPTION

*Un document inédit, véritablement « explosif », qui démontre l'existence de milices juives opérant sur la voie publique avec l'assentiment des pouvoirs publics. A la suite de multiples incidents, le ministère de l'Intérieur doit envoyer ce télégramme aux différents services français de sécurité et de police. Les groupes d'autodéfense sont tous interdits sauf ceux à l'« entrée (des) établissements culturels israélites ».*

temps, elle arrache un club de golf mais les jeunes le récupèrent par la force (...) Vers 18 heures, un groupe de policiers fait une razzia d'armes cachées derrière les grilles du palais. Haches, couteaux, matraques en plomb. »

Dès 1980, les milices juives et autres groupes d'autodéfense juifs ont donc le droit de parader sans être inquiétés par la police, comme le montrent certains documents de police très précis. Nous en reproduisons un ci-contre. Il s'agit d'un télégramme officiel, envoyé par la direction des C.R.S. aux groupements de C.R.S. d'Ile-de-France. Ce document devait faire l'objet d'une diffusion identique dans d'autres services de police et de maintien de l'ordre. Il n'a pu être inspiré, de l'avis de plusieurs hauts gradés, qu'au plus haut niveau de l'État. Son objet est « Procédés à mettre en œuvre en présence de groupes dits d'autodéfense ». On lit notamment cette phrase stupéfiante : « PRIMO : Aucun groupe auto-défense ne doit être toléré sur voie publique exception entrée établissements culturels israélites stop. » Il y a donc des groupes d'auto-défense « plus légaux » que d'autres.

Mieux, en janvier 1991, on apprenait par la presse communautaire (68) que les commerçants et riverains de la rue des Rosiers avaient mis au point un « système d'auto-défense » et une « action concertée » qu'ils déclencheront « en cas d'agression pour éviter un carnage généralisé ». L'information intéressante vient après : « Le préfet (de police) a demandé à ce qu'un policier assiste aux réunions de l'association, ce qui lui a été poliment refusé. MM. Kakon et Goldenberg se sont néanmoins engagés à le tenir au courant de leurs décisions. » Le préfet de police de Paris autorise donc le fonctionnement d'une milice d'autodéfense, ce qui est strictement illégal, et, en plus, il n'est même pas au courant de qui décidera.

Désormais, les responsables de la sécurité communautaire, naguère considérés comme des « gros bras » se voient promus à des fonctions importantes. C'est ainsi que le Fonds social juif unifié a fait bombarder son responsable de la sécurité, Jacky Fredj, à la direction du Centre de documentation juive contemporaine (C.D.J.C.) en 1992 (69).

### La violence en toute impunité

Il faudra pratiquement attendre 1988, pour revoir les commandos juifs passer à l'action violente clandestine. Certains s'interrogeront sur ce retour. C'est qu'en réalité, durant toute la période socialiste, et le pli sera pris avec leurs successeurs, les milices juives ont atteint leur but. Toujours officiellement clandestines, elles sont en réalité

tolérées, voire admises par la police, avec l'aval des plus hautes sphères du ministère de l'Intérieur comme le révélera Mme François Fabius-Castro.

Un exemple parmi bien d'autres : le 13 mai 1990, environ 200 membres de l'Organisation juive de combat (O.J.C.) tentent de « ratonner » les nationalistes qui auraient pu avoir envie de participer au traditionnel défilé de Jeanne d'Arc, interdit par la préfecture de police cette année-là. Un témoin décrira les incidents et surtout l'incroyable passivité de la police (70) : « Des centaines de cars de gendarmes mobiles et de C.R.S. obstruent toutes les artères, des centaines d'hommes en tenue de combat constituent, au coude à coude, des haies dans toutes les rues où elles s'étagent environ tous les cinquante mètres (...) Jamais, je dis bien jamais, de mémoire de militant politique (...) je n'ai vu un tel déploiement des forces policières. (...) Entre une haie à cinquante mètres à droite, et une près de la Madeleine, constituées de gendarmes mobiles et où des policiers en civil évoluent radios en main, je vois une horde (...) kippa sur la tête et drapeau israélien flottant au vent. Et ces individus, barres de fer et battes de base-ball brandies, se ruent sauvagement sur toute personne passant par là pour peu qu'elle soit correctement vêtue, propre, cheveux normaux non hirsutes. Je les vois brandir des bombes lacrymogènes qu'ils utilisent sur deux jeunes hommes ; nous évoluons au milieu des gaz.

Mais les “forces de l'ordre” (sic) restent inerte : ce sont là des gendarmes “immobiles”. Deux jeunes Français se trouvent alors brutalement agressés. Précipités à terre par les commandos étrangers ralliés sous la bannière à étoile bleue, ils sont frappés férocement à coups de barre, à coups de pieds sur le visage, le ventre : gendarmes “immobiles” et policiers civils impassibles ! On remarque alors que les mouvements de la meute (...) sont cependant bien coordonnés. Organisée en petites unités, elle est manipulée par des agents de liaison prenant leurs ordres d'un individu ventripotent tout de beige clair habillé, la cinquantaine environ, un mètre soixante-quinze à peu près. Il désigne les gens qui essaient d'échapper aux chacals déchaînés : un des hommes part donner des ordres, un “groupe de combat” (...) fonce, frappe, matraque, savate ; gendarmes toujours immobiles, pendant qu'un homme assez grand, très bien habillé, visiblement haut gradé policier, émetteur en main, entouré d'autres policiers en civil évolue tranquillement au milieu des milices. De temps en temps, il y a colloque entre lui et le “chef” (...) Je m'indigne auprès de ce fonctionnaire de l'inertie des éléments d'ordre devant le massacre dans les caniveaux. Me regardant d'un air navré, il n'a aucune parole, levant simplement les bras

L'ORGANISATION JUIVE COMBATTANTE A ENCORE FRAPPÉ

# Raid sanglant contre une procession

## *Bilan : quatre blessés graves dont un lutte encore contre la mort*

Dimanche 8 mai, 9 heures du matin, place Saint-Augustin. Les militants de l'Œuvre française de **Pierre Sidos** se rassemblent avant de participer au cortège traditionnel d'hommage à Jeanne d'Arc. Pour nombre de ces personnes – parmi lesquelles des femmes et des enfants – cette journée prendra fin tragiquement. Dans le sang et la haine.

Il est 9 h 10 quand un groupe d'une trentaine de jeunes gens, porteurs de drapeaux français, s'approche des militants de Sidos. Pour manifester aussi ? Non : pour matraquer. En quelques secondes, les nervis – présentés par la police comme étant proches de l'Organisation juive combattante qui a revendiqué de nombreux attentats contre la droite nationale – vont ouvrir, à coups de barre de fer, une brèche sanglante dans le rang des pacifiques manifestants.

### LICRA muette

Quand les assaillants décrocheront – chassés par une voiture de police qui passait là par hasard – on relèvera huit blessés dont quatre très sérieusement atteints : fractures du crâne, membres brisés, enfoncements de la cage thoracique.

C'est encore par hasard que seront interpellés, quelques minutes plus tard, dix de ces voyous. Quatre d'entre eux seront même épinglés avec leurs « instruments de travail » – des barres de fer – à la main, maculés du sang de leurs victimes.

Six des interpellés seront libérés dès dimanche soir et quatre – les porteurs de barres – gardés à vue. Mardi 10 mai, **Jean-Paul Valat**, juge d'instruction au tribunal de Paris, inculpait et faisait écrouer trois de ceux-là : **Norbert Allouche** (coups et blessures volontaires avec arme et préméditation), **Gilles Allouche** (détention d'arme de sixième catégorie) **Habib Meyer** (violence à agent).

Parmi les dix personnes interpellées, on relève les noms d'étudiants en médecine. On espère qu'ils n'auront jamais à prononcer le serment d'Hippocrate.

On s'étonnera, en outre, que les professionnels de l'antiracisme, si prompts à s'indigner, observent sur cette affaire une discrétion de violette. On s'étonnera plus encore que les organisations représentatives juives – qui savent se faire entendre – n'aient pas encore dénoncé cette organisation qui utilise le label « juif » pour appeler à de nouvelles exactions contre les militants nationalistes.

*Ensanglanté, il est encore stupéfait après l'attaque...*



*Le jour même du second tour des élections présidentielles de 1988, un commando de l'Organisation juive de combat attaque le défilé pacifique en hommage à Jeanne d'Arc. Parmi eux, plusieurs membres du Bétar-Tagar. Les blessés seront pris en charge par le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme* (Minute, *12 mai 1988).*

dans un geste d'impuissance. Cependant, il finit par donner l'ordre – qu'il communique au chef des perturbateurs – de faire replier le drapeau d'Israël. »

Exagérant à peine, un haut responsable du Bétar-Tagar expliquait récemment en jouant sur les mots (71) : « Nous manifestons régulièrement, mais nous ne sortons jamais de la légalité. Nous ne faisons qu'intervenir pour rappeler les vertus de la démocratie. D'ailleurs, la police n'a jamais procédé à des arrestations et il n'y a jamais eu de déférés devant le parquet. » Il y a en effet dans toutes les affaires où des membres du Bétar-Tagar sont impliquées une extraordinaire impunité des dirigeants et des personnes interpellées. A la suite de la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv, où François Mitterrand avait été copieusement sifflé, injurié et son discours couvert par des bruits divers, le chef du Bétar-Tagar, Pierre Lurçat, n'hésitait pas à déclarer, alors qu'il aurait dû automatiquement être inculpé pour injures et offenses au chef de l'État (72) : « Nous n'avons fait qu'accomplir notre devoir. La France doit reconnaître sa culpabilité dans les crimes nazis et juger ses collaborateurs (...) Mais ils n'oseront pas m'inculper officiellement. Ils craindraient trop de rouvrir le procès de la collaboration qui n'a jamais été fait ! » On relèvera que même l'intervention de Robert Badinter, ancien ministre de la Justice, président du Conseil constitutionnel et haut responsable communautaire, qui était sorti de ses gonds, interpellant les manifestants (73), n'aura donc même pas suffi pour obtenir une action de la justice. Pour Pierre Lurçat, Robert Badinter n'est qu'un « fidèle serviteur de François Mitterrand, version moderne du "juif de cour" ». « Ôtez votre habit de juif de Cour et oubliez votre honte », lui conseille-t-il (74).

## Françoise Fabius-Castro avoue : les milices sont autorisées par le gouvernement

Le mardi 4 mars 1986, 400 personnes sont rassemblées pour une réunion de l'association Socialisme et Judaïsme, inféodée au Parti socialiste, à Sarcelles, une ville de banlieue parisienne dont la communauté israélite représente environ un quart de la population. L'une des fondatrices, et principale animatrice, de Socialisme et Judaïsme est Françoise Castro, plus connue désormais sous son nom d'épouse, Françoise Fabius. C'est l'épouse de Laurent Fabius, Premier ministre socialiste à ce moment. Au micro, le propos de cette ancienne militante d'extrême gauche est de vanter le « bilan » de son mari et de mettre en exergue les grands services qu'il a rendus au bien commun en général, et à la communauté juive de

France en particulier. Dans ses conditions particulières, Françoise Fabius-Castro déclare alors (75) : « Extraordinaire nouveauté dans le comportement politique, la gauche a permis à des milices juives de s'installer dans des quartiers, rue des Rosiers à Paris, mais aussi à Toulouse, à Marseille, à Strasbourg. Ces milices ont des contacts réguliers avec le ministre de l'Intérieur. » Auparavant, Françoise Fabius avait indiqué que la montée du phénomène Le Pen, « cela veut dire que, fantasmatiquement, nous avons peur de nouveau ». Une corrélation était donc établie entre le renouveau du nationalisme en France et la légalisation des milices juives. Puis la réunion se poursuit et s'achève dans la sérénité.

*Le Monde* (76) sera l'un des seuls journaux à reprendre la dépêche de l'*Agence France Presse*, dont la véracité sera confirmée, avec de nombreux détails par l'*Agence télégraphique juive* (77). Le ministre de l'Intérieur de l'époque est le socialiste Pierre Joxe. On suppose qu'il lit *Le Monde*. On s'attend donc à un démenti : aucun ministre de l'Intérieur (en l'occurence Pierre Joxe) ne peut évidemment tolérer l'existence de milices privées puisque le droit français l'interdit. Il n'y aura aucun démenti. Toute milice est pourtant par nature un contre-pouvoir d'une police et d'un État défaillants. L'idée de droit est par conséquent violée et la démocratie giflée. Il ne s'agissait en outre nullement d'un dérapage ou d'une exagération quand on connaît l'itinéraire et l'influence de Mme Fabius au Parti socialiste et auprès de son mari. Ancienne des Jeunesses communistes révolutionnaires trotskystes en 1968 (après avoir fréquenté les milieux pro-F.L.N.), cette fille d'un commerçant turc et de mère grecque rejoignit le P.S. en 1974. Elle sera responsable de *La Nouvelle Revue socialiste* et de divers clubs, comme Espaces 89 avec Maurice Bennassayag. « Le militantisme est pour moi à double entrée : il me permet de faire comprendre les valeurs du judaïsme chez les socialistes, et les valeurs du socialisme chez les juifs (78). »

Alors qu'aucun journaliste, député ou sénateur, ne semble s'intéresser à la légalité desdites milices, *Le Monde* (79) publie une lettre en trois points, pleine de bon sens, d'un des ces lecteurs posant exactement le problème :

1) La réalité des faits rapportés ne semble pas pouvoir être mise en doute, Mme Castro étant l'épouse du Premier ministre.

2) L'acceptation de la constitution de telles milices ayant un caractère permanent (ce qui les distingue de celles qui s'étaient spontanément constituées lors de l'abominable massacre de la rue des Rosiers) rompt avec une doctrine constante, celle de l'État assurant la sécurité des personnes et des biens. Jusqu'ici toutes les velléités de création de milices par des commerçants menacés ou des

habitants de quartiers peu sûrs avaient été condamnées.

3) Il est impossible que « la gauche », par l'intermédiaire de sa majorité parlementaire, ait permis cette création : une telle question n'a jamais été posée au Parlement. La décision relève donc d'un ministre de l'Intérieur (lequel ?) ou d'un Premier ministre (lequel ?).

Pour Judaïsme et Liberté, association regroupant des juifs de la majorité parlementaire (R.P.R.-U.D.F.), les propos de Mme Castro sont « irresponsables », ces milices « n'existant que dans (son) imagination ». De son côté, Pierre Sliwinski, président de la très musclée Fédération des Juifs de France enverra une lettre ouverte à Mme Castro, faisant une nette distinction entre le service d'ordre assuré par des bénévoles à l'occasion des manifestations communautaires juives et la fonction de lutte antiterroriste, qui incombe au gouvernement et à la police.

Comme devait le noter *Présent* (80) : « Qu'un Premier ministre autorise une ethnie ou une confession religieuse à organiser une milice privée, en relation étroite avec le ministre de l'Intérieur, voilà qui constitue en effet une “extraordinaire nouveauté”. Mme Fabius sait employer le mot juste. Du fait qu'Israël soit en guerre avec certains pays arabes (...) on comprendrait aisément que dans des quartiers à forte population israélite, des comités de vigilance soient mis sur pied. Mais il ne s'agit pas seulement de comités de vigilance. Les milices dont parle Mme Castro sont des milices de combat. Et leur principal ennemi contre lequel se sont mobilisés ces milices ne semble pas être les terroristes arabes. Mais l' “extrême droite”. Entendez par là... le Front national : ses militants, ses élus, ses électeurs (...) Dans le mensuel *L'Arche*, M. Roger Ascot, rédacteur en chef, écrit : “Le danger est là.” Et ce danger, c'est le Front national. c'est contre le Front national et les électeurs qu'il représente désormais au Parlement, que Laurent Fabius et son ministre Pierre Joxe ont armé les milices juives. »

## Des milices armées dans la rue

Après que Mme Fabius eut révélé le pot aux roses, certains ont pu penser que le terme de « milices » appliqué à des groupes d'autodéfense mis en place sous la gauche socialiste, était, sinon métaphorique, du moins exagéré. Or deux exemples très précis peuvent être cités qui démontrent que la femme de l'ancien Premier ministre n'avait pas exagéré. Car c'est bien de milices en armes qu'il s'agit. L'un date d'avant les déclarations de Mme Castro, l'autre d'après.

En mars 1985, un attentat vise un cinéma qui programme le Festival du cinéma juif. Une solution de rechange est aussitôt trou-

*Escouade du Bétar à Berlin en 1935 (ci-dessus) et en 1936 (ci-dessous). Après l'accession au pouvoir des nationaux socialistes allemands, le Bétar fut la seule organisation juive à avoir le droit de conserver son uniforme paramilitaire, ses grades, son drapeau (le futur drapeau d'Israël), etc. (Photos Institut Jabotinsky).*

*Ci-dessus : réunion de militants du Bétar en uniforme à Lyck (Reich allemand) en 1935. Sur le mur du fond, sans doute un portrait de Zeev Jabotinsky. Ci-dessous : manifestation de masse en plein air du Bétar, en Allemagne, en 1934. On distingue très clairement le futur drapeau de l'État hébreu (Photos Institut Jabotinsky).*

*Membres du Bétar allemand partant pour un camp d'entraînement d'été en 1936 (ci-dessus). Rassemblement au garde-à-vous, ci-dessous, de membres du Bétar en uniforme dans un camp d'entraînement à proximité de Berlin en 1938, à la veille de la Seconde Guerre mondiale (Photos Institut Jabotinsky).*

*Ci-dessus, membres féminins du Bétar, en uniforme paramilitaire, durant l'été 1938 lors d'un camp de formation. Ci-dessous, cours de formation des responsables de commandement du Bétar, près de Berlin en 1937 (Photos Institut Jabotinsky).*

*Fanfare du Bétar (ci-dessus) lors d'un meeting public, à Berlin, en 1936 (à gauche, Heinrich Stahl, président de la communauté juive de Berlin). Ci-dessous, vue générale du meeting, bannières hébraïques flottant au vent. On remarquera la haie d'honneur des Bétaris, avec épaulettes et grades bien visibles, ainsi que la fanfare du Bétar sur la scène (Photos Institut Jabotinsky).*

*Le château du Bétar, aux environs de Sarcelles, siège d'une importante communauté juive (ci-dessus) : le drapeau hébreu flotte au vent, au dessus de l'entrée. Ci-dessous, vue d'un entraînement bi-hebdomadaire du Bétar à l'intérieur du château. Organisation de jeunesse du Hérout (extrême droite sioniste), le Bétar est notamment financé par l'Organisation sioniste mondiale (photos D.R.).*

*La prière des militants français du Bétar-Tagar, avant l'assaut (ci-dessus). De dos (à droite), Moshe Cohen, portant le tee-shirt du Tagar, sous-officier de Tsahal d'origine française et chef du Bétar pour la France. Ci-dessous, passage à tabac d'un étudiant ayant refusé un tract sioniste, devant la faculté d'Assas, par des membres du Bétar-Tagar (photos D.R.).*

*Ci-dessus, passage à tabac en direct sur T.F.1. (6 février 1990) d'un militant nationaliste par des membres du Bétar-Tagar. L'ex-député U.D.F. Jean-Pierre Pierre-Bloch était présent. Ci-dessous, Léon Gaultier, l'une des victimes grièvement blessées lors de l'attaque du Groupe d'action juive le 20 avril 1990 à Paris, durant la journée d'hommage à l'écrivain Saint-Loup (Photos D.R.).*

```
LE JUGE:
faites-vous partie d'une organisation militante ?
REPONSE:
Non.mais j'ai fait partie jusqu'à il y a environ six mois d'une
organisation communautaire chargée d'assurer la sécurité des lieux
de culte et des lieux de réunions de la communauté juive. C'est
d'ailleurs à ce titre là que j'avais obtenu une autorisation de
détention d'arme pour un pistolet 22 LR.
```

*Extrait d'un interrogatoire de police d'un membre de l'Organisation juive de combat (accessoirement membre du Bétar-Tagar) arrêté à la suite d'une action violente. L'interpellé avoue appartenir au service d'ordre communautaire. A ce titre, il a obtenu une autorisation de détention d'arme. (pistolet 22 L.R.). Or la détention d'arme n'autorise nullement son port dans un lieu de culte ou un lieu de réunion. Il ne sera pourtant pas poursuivi pour ce délit.*

vée, le cinéma *L'Escurial*, qui fait désormais l'objet d'une protection « très rapprochée » de la police. Mais cela ne semble pas suffire aux organisateurs, comme le racontera un journaliste de *Libération* (81) qui va décrire très précisément les actions d'une milice juive en armes : « *L'Escurial* est entouré de barrières métalliques sur une centaine de mètres. Dans la zone protégée, une dizaine de têtes, hommes et femmes, émergent d'un uniforme. Ils sont engoncés dans des gilets pare-balles, mitraillette à la hanche et se baladent au milieu d'autres policiers, en civil, un émetteur-récepteur à portée de l'oreille. Un peu plus loin, un camion-grue aux couleurs de la préfecture de police, de ceux qui traînent les voitures "gênantes", achève un grand ménage. Cette fois, il a tout expédié à la fourrière, même les véhicules en stationnement parfaitement autorisé. Une dizaine de personnes font la queue à l'entrée du cinéma. Ouvrez vos sacs, levez les bras s'il vous plaît ! Tout le monde est scrupuleusement fouillé et passé au détecteur de métal (...) Le film commence (...) Plus personne à l'entrée, les policiers relâchent la surveillance. "Mais nous ne sommes pas des policiers" me disent-ils. Ce sont des membres du service d'ordre de la communauté juive. Bien équipés en tout cas. C'est sans doute ce qui explique l'air un peu renfrogné du commandant de police qui surveille les opérations de loin. "Si c'était des flics qui fouillaient les gens comme ça, vous verriez les réactions" dit-il amer. » La police est donc contrainte de laisser de jeunes juifs opérer en gilets pare-balles et mitraillettes à la main...

Deuxième exemple : *Libération* (82) publie une photo sidérante. Elle représente un milicien juif porteur d'une arme automatique, un fusil mitrailleur de type AA 52, contrôlant d'un toit une



**FONDS DE GARANTIE**

(Art. L 421-1 du Code des Assurances)

Tél : (1) 43 98 77 00 Télécopieur : (1) 43 65 46 38 Télex : FONGARV 264825 F

64 rue Defrance 94682 VINCENNES CEDEX C.C.P. 31.575 34 G LA SOURCE

GESTION DU FONDS DE GARANTIE DES VICTIMES DES ACTES DE TERRORISME ET D'AUTRES INFRACTIONS

Article L 422-1 du Code des Assurances

REFERENCES A RAPPELER OBLIGATOIREMENT

Secteur Règlements
T.91.75.50015 CT
PERRIER C/ X

Monsieur Roland

4 rue B

750 PARIS

Dossier suivi par Mlle TERRIEN
Téléphone : (1) 43 98 77 90

Vincennes, le 3 décembre 1991

Monsieur,

Je suis informé que vous avez été victime de l'acte de terrorisme survenu à PARIS le 20 avril 1991.

L'article L 422-1 du Code des Assurances a institué un fonds de garantie chargé d'indemniser les personnes victimes de tels actes de terrorisme en application de l'article L 126-1 du même code.

Je suis donc prêt à constituer un dossier en vue de l'indemnisation de votre préjudice.

Je vous saurais gré de m'indiquer si votre état de santé peut être considéré comme consolidé ou guéri à ce jour. Vous voudrez bien joindre un certificat médical le précisant. Vous voudrez bien également me transmettre un état récapitulatif des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation, de même qu'un relevé des remboursements de la Sécurité Sociale ou de tout autre organisme de prévoyance.

D'ores et déjà, je propose de vous verser une provision amiable d'un montant de 5 000,00 F en application de l'article L 422-2 du Code des Assurances, dans l'attente de la consolidation de votre état et de l'indemnisation de votre préjudice.

Je vous prie de trouver, sous ce pli, la quittance et le chèque correspondant à cette provision. Vous voudrez bien me retourner la quittance régularisée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

LE DIRECTEUR GENERAL

337018/CL L.TA

*Lettre du Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme envoyée à l'une des victimes de l'attaque du Groupe d'action juive à l'après-midi culturelle en hommage à Saint-Loup en avril 1991. Il est systématiquement passé sous silence par la presse que les milices juives sont classées par le législateur (et la sécurité sociale) parmi les organisations terroristes.*

rue du III$^e$ arrondissement de Paris, à proximité d'une synagogue. La légende du quotidien indique : « Cet homme sur le toit, avec son arme, près de la synagogue de la rue N.D. de Nazareth, dans le III$^e$ arrondissement de Paris, fait partie d'un groupe de jeunes Juifs en kippa, armés de pistolets et de fusils, qui se réclament d'une milice juive, le Regroupement des fidèles. C'était hier le dernier jour du Kippour. » Par la suite, cette photo sera désormais « indisponible » et il est impossible, encore aujourd'hui, d'en obtenir une copie. A la suite de sa publication, il semble qu'aucune procédure, une nouvelle fois, n'ait été déclenchée par la préfecture de police de Paris.

Pourtant, « les Juifs se sentent en sécurité à Paris. C'est le constat unanime qui ressort d'une réunion qui s'est tenue le 16 février (1995) dans les locaux de la préfecture de police de Paris, en présence d'une centaine de représentants de la communauté juive parisienne, autour du préfet de police, Philippe Massoni, du chargé de mission pour la lutte contre le racisme auprès du ministre de l'Intérieur, Patrick Gaubert (...) A titre d'exemple, lors des célébrations de Roch Hachana, en septembre dernier, cent vingt sites parisiens ont fait l'objet de mesures de protection, outre les soixante dix sites régulièrement surveillés par les autorités municipales. Un dispositif très important, qui mobilise pas moins de deux mille deux cents fonctionnaires et mille six cent soixante dix mètres de barrière (83). » Au cours de la même réunion, Philippe Massoni devait annoncer de nouvelles mesures de protection, dont on n'a pas souvenance qu'elles soient appliquées aux églises ou mosquées : « Interdiction de stationnement en vis-à-vis des immeubles protégés, élargissement des trottoirs, ralentisseurs sur la chaussée, suppression ou déplacement des abribus, fixation aux murs des panneaux de signalisations, etc. »

## Notes

1. *L'Arche*, novembre 1969.
2. Automne 1971.
3. Voir le chapitre consacré à l'histoire du Bétar.
4. *L'Observateur européen*, 18 septembre 1967.
5. *Le Choc du mois*, juillet-août 1990.
6. Cette pratique paraît systématique dans les mouvements d'autodéfense juive. Cela n'inquiète pourtant pas les fonctionnaires de police, chargés du respect de la législation sur les associations.
7. *Jeune Afrique*, 27 janvier 1970.

8. 19 octobre 1980.
9. 10 octobre 1980.
10. Voir rapport reproduit dans le chapitre sur Michel Caignet.
11. *Jeune Afrique*, 24 décembre 1969.
12. 3 février 1970.
13. 7 avril 1970.
14. *Le Monde*, 23 mai 1970.
15. *L'Arche*, septembre 1986.
16. Doris Bensimon et Sergio Della Pergola, *La Population juive de France*, Éditions du C.N.R.S., 1985.
17. Régine Goutalier, *Les Juifs et l'OAS en Oranie*, in *Les Relations entre Juifs et musulmans en Afrique du Nord*, XIX$^{e}$-XX$^{e}$ siècles, sous la direction de Jean-Louis Menge, Presses du C.N.R.S., 1980. Toutefois, de nombreux juifs du Maghreb ont choisi le camp anticolonialiste. Voir notamment *Les juifs d'Algérie dans le combat pour l'indépendance*, Fédération de France du F.L.N., 1959; écrits de H. Bourguiba (pour la Tunisie), M. Albo, *Militants juifs pour l'indépendance du Maroc*, *Nouveaux Cahiers*, n°70, automne 1982. Guy Sitbon a également publié son témoignage romancé dans *Gagou* (Grasset, 1980).
18. *La Nation socialiste*, janvier 1981.
19. 22 septembre 1980.
20. *Le Monde*, 24 septembre 1982.
21. *The National Jewish Monthly*, décembre 1980.
22. Le C.I.D.I.P. a été notamment dirigé par Patrick Gaubert, vice-président de la L.I.C.R.A. et conseiller de Charles Pasqua pour la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Cf. *Le Vrai Visage de Patrick Gaubert*, Facta, 1994.
23. *Actualité juive*, 10 mai 1989.
24. *Le Méridional*, 4 octobre 1979.
25. Quelques mois plutôt, Guy de Rothschild avait fait scandale dans la communauté en répondant à un journaliste qui l'interrogeait sur les sentiments qu'il éprouvait en Israël : « Je ne ressens rien de particulier. Quand je suis en Israël, je suis un étranger, puisque que je suis Français. »
26. *Le Quotidien de Paris*, 3 mars 1982
27. *Le Matin*, 3 octobre 1981.
28. Décembre 1982.
29. U.E.J.F., 1983.
30. *Tribune juive*, 8 février 1985.
31. *Le Matin*, 27 septembre 1982.
32. Mai 1985.
33. *Juifs et Français*, Grasset, 1979.
34. *Tribune juive*, 15 mai 1981.
35. *Le Monde* et *Libération*, 24 septembre 1980.
36. *Le Monde*, 1$^{er}$ octobre 1980.
37. Notamment en février 1971 et avril 1972.
38. M$^{e}$ Robert Badinter est lui-même entré au comité central de la L.I.C.R.A.

lors du congrès national tenu le 11 mai 1968. Élisabeth Hajdenberg, épouse de Henri Hajdenberg, y est entrée avec son mari en 1977.

39. *Meir Kahane, Le Rabbin qui fait peur aux juifs*, Favre, 1985.

40. *Le Monde*, 5 octobre 1980.

41. *TF1*, 4 octobre 1980.

42 *Le Quotidien de Paris* et *France-Soir*, 7 octobre 1980.

43. Voir la chronologie.

44. *Minute*, 28 août 1982.

45. Peu de temps après, Jean-Pierre Pierre-Bloch se verra offrir un poste de conseiller au sein du groupe Hersant. En 1982, il deviendra directeur du développement de *France-Soir*.

46. 1er octobre 1981.

47. *Le Quotidien de Paris*, 26 octobre 1981.

48. Par le biais de *Libération*, 3 octobre 1984.

49. *Jeune nation*, mai 1982 ; *Le Soleil*, mars 1990.

50. *Libération*, 20 octobre 1981.

51. Sur la question des manipulations et des provocations, on consultera de Victor Ostrovsky et Claire Hoy, *By way of deception*, St Martin'sPress, 1990, où l'ancien agent révèle notamment que le Mossad opère en violation de toutes les législations dans les différents États européens. Ostrovsky a lui-même été officier de liaison au quartier général des services secrets danois ainsi que dans la section danoise du Mossad de Tel-Aviv. Voir également Vincent Monteil, *Dossier secret sur Israël, le terrorisme*, Guy Authier, 1978 ; Alfred Lilienthal, *The Zionist connection*, Dodd Mead, 1978 ; Noam Chomsky, *The Fateful triangle*, South End Press, 1983. Sur le Mossad, *The Spymasters of Israel*, Steward Steven, Ballantine Books, 1982 ; Janusz Pieckalkiewicz, *Les Services secrets d'Israël*, Grancher, 1977 ; Uri Dan (proche du Likoud), *Mossad, cinquante ans de guerre secrète*, Presses de la Cité, 1995.

52. Voir le chapitre sur les milices et groupes clandestins.

53. *Le Monde*, 12 août 1982.

54. Cas unique dans le monde de l'espionnage, les services secrets israéliens interviennent souvent librement en terre étrangère, avec l'aval des gouvernements, dans les affaires de terrorisme. Après l'attentat contre un centre de la communauté juive à Buenos-Aires (41 morts), en juillet 1994, le Premier ministre argentin, Carlos Menem, déclare par exemple : « Le gouvernement argentin a décidé de laisser les mains totalement libres au Mossad pour enquêter et tenter de capturer les responsables de l'attentat. »

55. *Le Journal d'Israël*, 17 décembre 1982.

56. *Le Monde*, 8 décembre 1992.

57. *Libération*, 11 décembre 1992.

58. *Libération*, 11 août 1982.

59. *Le Monde*, 23 septembre 1982.

60. *Le Monde*, 29 septembre 1982.

61. 29 septembre 1982.

62. *Tribune juive*, 5 avril 1985.
63. *Tribune juive*, 12 avril 1985.
64. Le chef du service de sécurité était alors un certain Emil Weiss.
65. *L'Événement du jeudi*, 26 septembre 1991.
66. *Le Matin*, 20 septembre 1980.
67. 20 septembre 1980.
68. *Actualité juive*, 31 janvier.
69. Bien que son nom n'y figure pas, il a assuré la sortie d'une médiocre compilation, *Rapport sur l'antisémitisme en France 1993*, officiellement publié par le Centre de recherche et de documentation sur l'antisémitisme (C.R.D.A., 1994), et non diffusé en librairie.
70. *Le Soleil*, mai-juin 1990.
71. *Shalom Magazine*, n° 30.
72. *France-Soir*, 18 juillet 1992.
73. Robert Badinter s'écrit : « Vous m'avez fait honte. Les morts nous écoutent. Je ne demande que le silence. Taisez-vous ou quittez les lieux. Vous déshonorez la cause que vous croyez servir. » Il sera aussitôt conspué par le Bétar-Tagar. Sur les relations de Mitterrand avec la communauté juive, voir Yves Azeroual et Yves Derai, *Mitterrand, Israël et les juifs*, Robert Laffont, 1990.
74. *Le Chroniqueur*, 22 juillet 1992.
75. Dépêche de l'*Agence France Presse*, datée 5 mars 1986, 16 h 54, titrée *Législatives-juifs : Mme Castro défend le bilan du gouvernement en faveur de la communauté juive.* Il n'y aura aucun rectificatif sur le fil de l'*A.F.P.*
76. 7 mars 1986.
77. *Agence télégraphique juive*, 12 mars 1986.
78. *L'Arche*, 1987. Pour des détails plus complets, Emmanuel Ratier, *Encyclopédie politique française*, Faits et Documents, 1992.
79. 13 mars 1986.
80. 7 avril 1986.
81. 1er avril 1985.
82. 14 octobre 1986.
83. *Tribune juive*, 3 mars 1995.

*« Je n'ai jamais vu ça. En Israël, même devant des groupes de droite, je peux débattre. J'avais honte d'être juif, honte pour la communauté juive de France. »*
Nissim Zvili, secrétaire général du Parti travailliste israélien, interdit de parole par le Bétar le 1er mars 1994 à Paris (*L'Événement du jeudi*, 10 mars 1994).

## CHRONOLOGIE DE LA VIOLENCE : 1976-1994

**19 juin 1976 :** Attaque dirigée contre le congrès de l'Œuvre française, à l'hôtel Lutétia à Paris. Cinq personnes sont blessées. Alors que le commando tente de s'emparer d'une camionnette appartenant au mouvement nationaliste, l'arrivée inopinée d'une voiture de police permet l'interpellation des dénommés Altervain, Abbou, Boumendil, Zerat, Richard Mandelminech, Alain Benhamou, et les conducteurs de trois véhicules, Daniel Sister, Fabien Belhacen, Malka. Interrogés, les membres du commando armé déclarent bénéficier de la protection de Jean-Pierre Pierre-Bloch, lequel obtiendra d'ailleurs rapidement leur libération (*Jeune nation solidariste*, octobre 1981, qui consacre un très long article à l'affaire). Malgré la découverte de plusieurs armes, dont un fusil 22 long rifle, une boîte de 95 cartouches, un couteau à cran d'arrêt, deux nunchakus, deux matraques, un couteau, etc. dans les voitures, et les faits patents, ils seront tous acquittés le 18 novembre 1981, cinq ans après les faits, sauf l'un d'entre eux, condamné par défaut à une amende symbolique de 1 000 F. Une plainte de Pierre Sidos, accompagnée d'une constitution de partie civile (l'une des personnes

blessées avait également été dépouillée de son argent et de ses papiers) aboutira... à une perquisition dans les locaux de l'Œuvre française le 16 juin 1978.

**2 novembre 1976 :** Une charge de dynamite industrielle est déposée au domicile de Jean-Marie Le Pen, président du Front national, villa Poirier, Paris XV^e^. L'explosion, qui n'entraînera miraculeusement pas mort d'homme, est telle que l'immeuble de cinq étages devra être démoli puis reconstruit. L'attentat, qui a fait six blessés, dont un enfant, est revendiqué par le Groupe du souvenir juif. Quelques mois plus tard, en février 1977, deux personnes au comportement suspect seront interpellées de nuit par la police alors qu'elle rôdent à proximité du Mémorial juif de Drancy. Elles se dénomment Djamal A. et Richard D. (ce dernier ayant été policier au Maroc), mais utilisent les pseudonymes de G. et de B. dans leur travail de détective privé. Ils opèrent pour une officine du boulevard Magenta, dirigée par un séfarade marocain nommé A. et qui présente la particularité de continuer à fonctionner alors qu'elle fait l'objet d'une fermeture administrative depuis février 1976. Richard D., spécialiste en explosifs, avouera aux enquêteurs de la Brigade criminelle être l'un des auteurs de l'attentat contre l'appartement de Jean-Marie Le Pen, mettant en cause un certain M., ancien policier au Maroc comme lui. Informé, le président du Front national se rend alors chez le juge Cabié pour se constituer partie civile. D. entreprend alors de se rétracter. L'affaire n'ira pas plus loin, mais sera évoquée à mots couverts dans un livre à révélations, *Aux ordres du SAC* (Gilbert Lecavelier et Serge Ferrand, Albin Michel, 1982, p. 205) : « Quel rapport entre un attentat contre un leader d'extrême droite et l'interpellation près d'un monument juif de deux hommes de main dont tout prouve qu'ils travaillent pour des officines fonctionnant illégalement sans que cela émeuve outre mesure les autorités compétentes ? Apparemment aucun. Sauf si l'on veut bien se souvenir que l'un des deux hommes s'est, dans un moment de faiblesse, accusé de l'attentat contre Le Pen, et d'autre part se poser la question de savoir ce qu'un spécialiste en explosifs peut trouver d'attrayant à un mémorial juif... en pleine nuit. »

**18 mars 1978 :** François Duprat, enseignant, écrivain prolixe, journaliste à *Rivarol* et au *National*, directeur des *Cahiers européens* et de la *Revue d'histoire du fascisme*, vice-président du Front national, est tué dans l'explosion de sa voiture, peu après avoir quitté son domicile, au Trait (Seine-Maritime). Déclenchée à distance, la bombe est suffisamment sophistiquée pour provoquer sa mort et blesser (grièvement) son épouse. L'attentat est revendiqué par le Commando des fils et filles du souvenir. L'enquête n'aboutira jamais.



# CAUDEBEC-EN-CAUX :
# Le dramatique attentat contre François DUPRAT

Les préposés aux urnes au moment du dépouillement dimanche soir ont mis de côté des bulletins ainsi libellés : « A la mémoire de François Duprat, martyr du Nationalisme, assassiné par les Marxistes le 18 mars 1978 ». Les militants du Front National voulaient ainsi rendre un dernier hommage à un de leur plus célèbre leader, victime avec sa femme d'un attentat, samedi sur la route du Trait à Caudebec.

Une vision de cauchemar : les restes de la voiture de François DUPRAT après l'attentat. Des débris ont été projetés à cent mètres du lieu de l'explosion
(Photo Eric FENOUIL)

Ce matin là, veille du second tour, François Duprat et son épouse Jeanine quittent comme d'habitude leur maison du Trait pour se rendre à Caudebec. M. Duprat enseigne l'histoire et la géographie au collège de la ville. Quinze kilomètres environ séparent le village et le bourg. Le professeur, très myope ne conduit pas. Le trajet longe la Seine. Au fond le pont de Brotonne... Derniers gestes de vie : François Duprat ouvre un colis posé sur ses genoux, un paquet réceptionné à la gare du Trait. Il est un peu moins de neuf heures. L'explosion assourdissante transforme le

(Suite en Informations Générales)

*Idéologue du Front national, animateur des Groupes nationalistes révolutionnaires, historien et journaliste, François Duprat fut tué dans un attentat spectaculaire le 18 mars 1978. Son épouse fut grièvement blessée. Ses assassins n'ont jamais été retrouvés. Aucune piste sérieuse n'a jamais été proposée par la police. Pour beaucoup, en raison de la technicité sophistiquée nécessaire, la seule piste envisageable est le Mossad, les services secrets israéliens (*Le Havre Presse*, 20 mars 1978).*

L'adresse personnelle de Duprat avait été publiée quelques mois auparavant dans *Dossier néonazisme*, de l'escroc Patrice Chairoff (alias Yvan Calzi), préfacé par Beate Klarsfeld et Simon Wiesenthal (Ramsay).

**24 juin 1978 :** La Librairie française de Jean-Gilles Malliarakis, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris VII[e], est attaquée en plein jour par un commando armé, puis incendiée à l'aide de cocktails Molotov. Une employée manque de peu d'être tuée.

**28 juin 1978 :** Le siège du Front national, rue Bernouilli, Paris VIII[e], est mis à sac par un commando.

**11 octobre 1978 :** Attentat revendiqué par les Fils d'Auschwitz contre les locaux de la Fédération d'action nationale et européenne, rue des Montiboeufs, Paris XIX[e].

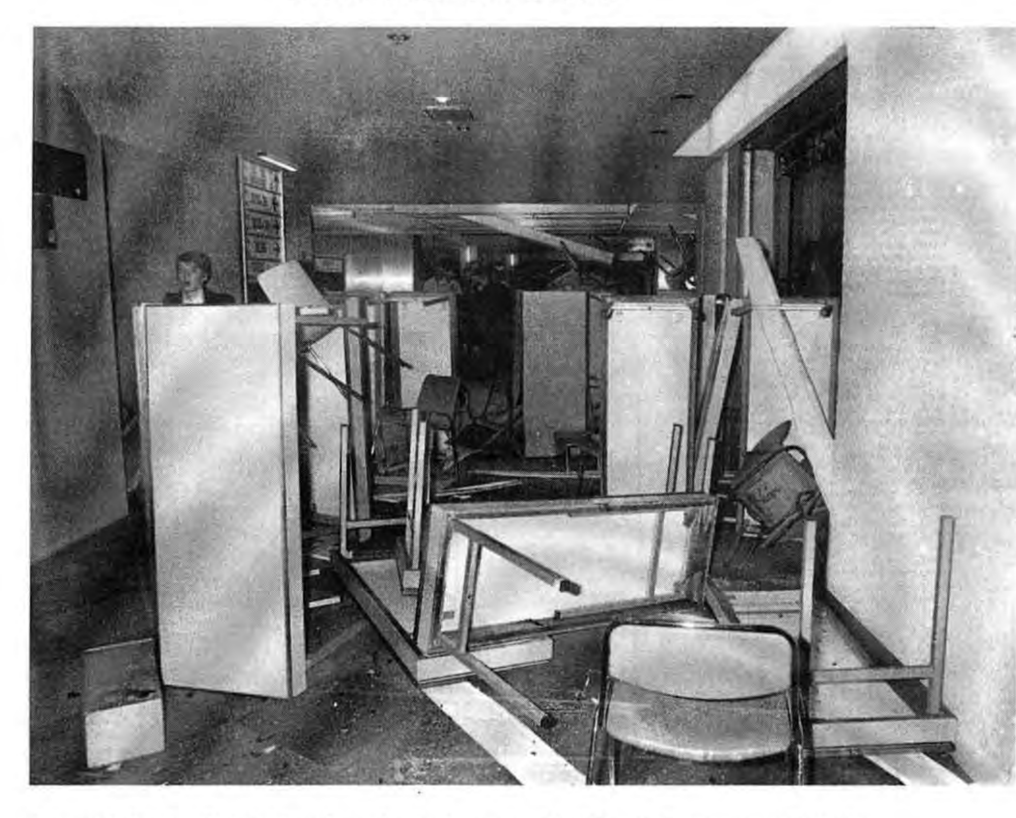
**25 novembre 1978 :** Attentat contre la Librairie française, revendiqué par les Brigades juives.

**21 décembre 1978 :** Attentat contre l'église traditionaliste de Saint-Nicolas-du-Chardonnet (Paris V[e]), revendiqué par les Brigades juives.

**11 février 1979 :** Attentat contre la première conférence nationale du Mouvement national-révolutionnaire (M.N.R.) de Jean-Gilles Malliarakis, revendiqué par les Brigades juives.

**2 juillet 1979 :** Attentat contre le local de la F.A.N.E., revendiqué par les Brigades juives.

**9 décembre 1979 :** Attaque du XIV[e] colloque national du G.R.E.C.E. (Groupe de recherches et d'études pour la civilisation européenne) consacré au thème « Contre tous les totalitarismes », au Palais des congrès de la porte Maillot (Paris XVII[e]), par l'Organisation juive de défense, dont c'est la première apparition publique. Une centaine d'individus casqués saccagent les stands culturels, détruisent les livres, déploient des calicots au nom de l'Organisation juive de défense. Ils tentent d'envahir la salle des conférences et blessent une quinzaine de personnes, dont des femmes et des enfants. L'un des participants au colloque du G.R.E.CE. perdra un œil. Les assaillants arrêtés par la police sont remis en liberté le soir même « sur intervention de Jean-Pierre Pierre-Bloch », alors député U.D.F. du XVIII[e] arrondissement de Paris (*Le Choc du mois*, juin 1991). Sur initiative du professeur André Cocatre-Zilgen, de la faculté de droit de Paris, était lancée une pétition à laquelle s'associeront une trentaine de personnalités de toutes opinions qui entendent protester « contre les méthodes qui tendent à instaurer l'aveuglement et la brutalité dans les débats intellectuels » (*Le Monde*, 22 décembre 1979). Parmi elles Alexandre Astruc, Jean-Christophe Averty, Jean-Louis Barrault, Alphonse Boudard, Gilbert Comte,



*Les couloirs du Palais des Congrès de la porte Maillot après la « manifestation pacifique » de l'Organisation juive de défense contre le colloque du G.R.E.C.E. le 9 décembre 1979.*

Gérard Blain, Pierre Daix, Alain Daniélou, Jean-Marie Domenach, Georges Montaron, Léo Malet, Henri Verneuil, Patrick Wajsman, Jean Toulat, etc. Aucune suite judiciaire ne sera jamais donnée à l'affaire. Quelques semaines plus tard, les locaux du G.R.E.C.E. square La Bruyère (Paris IX$^{e}$), feront l'objet d'un attentat à la bombe, fort heureusement raté, qui sera revendiqué par un Groupe Manouchian.

**1$^{er}$ mai 1980 :** Attaque revendiquée par l'O.J.D. d'un stand soviétique à la Foire de Paris. Cinq employés (français) sont blessés, de nombreuses publications sont détruites. Les membres du commando sont bien connus de la communauté. En avril 1980, ce sont ses membres qui assurent la service d'ordre des Douze heures pour Israël, organisées par le Renouveau juif de Serge et Henri Hajden-

# Les nazis n'ont pas fait la loi au Palais de Justice de Paris

A la faveur du procès intenté à Marc Frédriksen, la FANE avait mobilisé ses « troupes » pour, à la fois protéger son leader traduit devant les tribunaux et intimider la partie adverse, c'est-à-dire le tribunal et les avocats qui avaient reçu des menaces de mort quelques jours auparavant et pour impressionner les nombreux militants et sympathisants de la LICRA présents au Palais de Justice de Paris, le 19 septembre.

Dès 13 heures - l'audience était ouverte une demi-heure plus tard, - tandis que la police prenait place autour de la XVII[e] chambre correctionnelle et dans les rues jouxtant le Palais de Justice, de nombreuses personnalités se présentaient à l'entrée de la salle du tribunal : Jean Pierre-Bloch, président de la LICRA, accompagné de Maurice Weinberg, de Marie-Madeleine Fourcade, présidente du Comité d'Action de la Résistance et de plusieurs membres du Comité Central de la LICRA dont le député Jean-Pierre Pierre-Bloch. La tribune de presse était prise d'assaut par les très nombreux journalistes dont la présence témoignait de l'intérêt porté au premier procès qui devait mettre en cause l'existence en France d'un parti se réclamant ouvertement du nazisme, de son idéologie et de ses méthodes violentes.

Au moment où l'inculpé pénétrait dans la salle d'audience flanquée de plusieurs gardes du corps, il ne restait plus une seule place disponible alors qu'à l'extérieur plusieurs dizaines de personnes dont de nombreux jeunes discutaient âprement du procès.

C'est au moment précis où le président du tribunal ouvrait l'audience que des empoignades violentes se déclanchèrent aux alentours de la chambre correctionnelle. Des militants de la FANE, reconnaissables à leurs cheveux courts qui tentaient de se regrouper devaient être rapidement neutralisés par de jeunes juifs qui, semble-t-il, paraissaient répondre à un mot d'ordre visant à empêcher par la force les nazis de parader. En quelques secondes et avant même que la police ait le temps de réagir, les émules de Marc Fredriksen étaient corrigés et expulsés du Palais de Justice.

Sur le boulevard du Palais, quelque deux cents autres jeunes faisaient également la chasse aux nazis dont plusieurs parvinrent à se dégager grâce (ou à cause) de la police qui procéda à des charges violentes. Il en fut ainsi jusqu'à la fin de l'audience du tribunal qui devait durer près de sept heures.

Nos photos illustrent bien cette journée du 19 septembre.

1 L'arrivée au Palais de Justice de Marc Fredriksen entouré de ses gardes du corps.

2 Quelques militants de la FANE.

3 Une charge de la police sur le boulevard du Palais.

4 Un jeune nazi stoppé dans son élan.

5 Un autre au sol.











19

*L'étonnant compte-rendu par le mensuel de la L.I.C.R.A. des violences à l'intérieur et à l'extérieur du Palais de justice le 19 septembre 1980. Les photos montrent pourtant le tabassage en règle des militants nationalistes (*Le Droit de vivre*, octobre 1980).*

berg. Dans *Marais, le temps de l'autodéfense*, *Le Quotidien de Paris* (18 juin 1980) remarque : « On voit circuler dans la rue des Écouffes des garçons aux carrures impressionnantes, rodés au maintien de l'ordre et à la protection des responsables politiques lors des diverses manifestations. Ils appartiennent à l'Organisation juive de défense (O.J.D.). »

**19 septembre 1980 :** Un commando de l'O.J.D. attaque le Palais de justice de Paris, où se déroule un procès intenté à Marc Fredriksen, dirigeant de la Fédération d'action nationale et européenne (F.A.N.E.). La violence est inouïe, avec de véritable scènes de lynchage, sans que la police intervienne. On relève six blessés, dont deux très grièvement, parmi les nationalistes présents au procès.

**30 septembre 1980 :** Manifestation contre des attentats antijuifs à Paris. A proximité du Mémorial au martyr juif inconnu, des militants juifs – qui ont bloqué les rues avoisinantes – passent à tabac un inoffensif marchand de cartes postales, M. Christian Mathey. Celui-ci sera finalement récupéré par le commissaire du quartier.

**3 octobre 1980 :** Le soir même de l'attentat de la synagogue libérale de la rue Copernic (quatre morts, vingt-sept blessés), les locaux parisiens de la F.A.N.E. sont mis à sac. La Librairie française de Jean-Gilles Malliarakis, rue de l'Abbé-Grégoire, à Paris VII^e, fait l'objet d'une tentative d'incendie. Des « ratonnades » sur les Champs-Élysées envoient deux blessés à l'hôpital. La façade du siège de l'Œuvre française est mitraillée par une rafale de balles. Dans les jours qui suivent, les agressions s'intensifient dans les lycées, écoles et dans la rue, contre les militants présumés d'extrême droite, faisant au moins cinq blessés. Louis Pauwels, directeur du *Figaro-Magazine*, fait demander, par l'intermédiaire d'Alain Griotteray, une protection de la police à son domicile personnel.

**5 octobre 1980 :** Des coups de feu sont tirés sur le siège de l'Œuvre française.

**7 octobre 1980 :** Une imposante manifestation de protestation se déroule aux Champs-Élysées. Elle donne lieu à de véritables scènes de lynchage, dont certaines victimes sont des touristes de passage (deux blessés, dont un grièvement). Le jour même, un homme de 84 ans, résidant à Neuilly, est défiguré à son domicile par de l'acide sulfurique que lui projette au visage un groupe d'inconnus. La victime, Charles Bousquet, a été en fait la victime d'une homonymie. Le paisible retraité a été confondu, soit avec Pierre Bousquet, directeur du journal *Militant*, soit avec l'ancien chef de la police de Vichy. L'attentat est revendiqué par les Brigades juives, organisation dont les exactions ont immédiatement précédé celles de l'Organisation juive de défense.

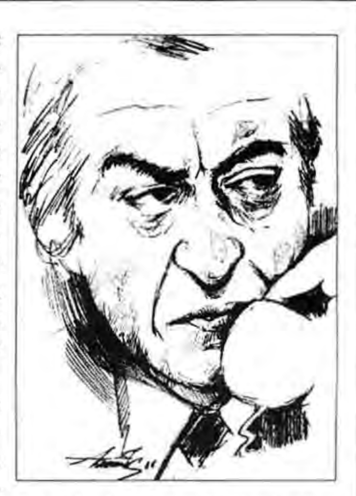
## LES MILICES DE FLATTO-SHARON

Parallèlement aux activités de l'O.J.D., les initiatives d'« autodéfense » se multiplieront dans les années quatre-vingt au sein de la communauté juive. Le 7 septembre 1980, le député israélien multimilliardaire Sammy Flatto-Sharon (1), escroc notoire qui s'est installé en Israël en bénéficiant de la « loi du retour » (après avoir fui la France où il allait être arrêté pour fraude fiscale et escroquerie), affirme dans une déclaration retentissante qu'il va créer des « services de sécurité et de défense » des communautés juives d'Europe. Il ajoute que son conseiller personnel, Gilbert Amar, rencontrera prochainement les dirigeants de la communauté juive de France afin de mettre au point les « mesures à prendre ». Les membres de ces milices, recrutés en Israël, par Beni Tal, directeur d'une « organisation de protection spécialisée », seraient d'« anciens membres d'unités de commandos israéliens qui bénéficient tous de la double nationalité ».

Flatto-Sharon ajoute qu'il a pris cette initiative au nom d'un Congrès mondial de défense des Juifs opprimés, fondé à son initiative. Ce Congrès se serait notamment illustré en juin 1979 en récupérant le corps d'une ressortissante israélienne, Dora Bloch, tuée par la police ougandaise lors du raid d'Entebbe. Le lendemain, à Bruxelles, Gilbert Amar annonce l'arrivée en Belgique d'une cinquantaine de membres de ces milices, et précise que 150 « paras-commandos » se trouvent déjà en France. Beni Tal, qui l'accompagne, ajoute qu'il a lui-même l'intention de se rendre à Paris, Londres et New York.

Ces déclarations suscitent un certain malaise, notamment dans les communautés juives de France et de Belgique. Charles Frajlick, président de la fédération sioniste de Belgique dénonce les « visées purement électoralistes israéliennes » de Sharon. Le ministre belge de l'Intérieur, Philippe Moureaux, assure qu'il n'est « pas question » de transférer la responsabilité de la sécurité des citoyens juifs dans son pays à des « milices privées » (2). Markus Prades, président du Comité de coordination des organisations juives de Belgique, parle de « provocation ». Le Consistoire israélite de Paris réagit lui aussi avec vigueur contre ce « cadeau empoisonné ». Le C.R.I.F. fait connaître son « indignation », son « désaveu », et stigmatise une « campagne publicitaire » et une « entreprise inadmissible ». Le Renouveau juif lui-même devait déclarer : « Ces déclarations manquent de la moindre crédibilité, car il n'est pas possible de sortir d'armes de l'État d'Israël. Flatto-Sharon est notoirement connu comme un escroc en recherche permanente de publicité tapageuse pour essayer de se protéger d'une extradition en apparaissant comme le nouveau sauveur du peuple juif. »

L'hypothèse la plus probable est que Sammy Flatto-Sharon a tenté de mettre à profit le climat de tension du moment pour se don-



ner un surcroît de popularité personnelle dont il avait le plus grand besoin. Installé en France de 1969 à 1974, il y avait entrepris des opérations de spéculation immobilière irrégulières sur une très vaste échelle. Réfugié en Israël pour éviter les poursuites, il y avait mené tambour battant une campagne électorale pour laquelle il avait dépensé une fortune en « cadeaux » et pots-de-vin divers. En 1977, il sera élu député à la Knesseth, tandis que la France demande en vain son extradition.

Cela se vérifiera début octobre 1980 (3), lorsque le gouvernement israélien lui interdira l'envoi des « milices » en France. Le 10 octobre, l'intéressé annulera finalement sa décision. Il devait toutefois déclarer : « Cette initiative n'était pas contraire à la politique générale du gouvernement, puisque le Premier ministre, M. Menahem Begin, lui-même a déclaré qu'Israël veillerait à ce que la défense et la protection des juifs de la Diaspora soient assurées. » Ce qui était exact. Il semble toutefois que ses menaces de créer des « commandos Sharon » n'étaient pas totalement vaines, puisqu'il fut interpellé en Italie courant 1985, sous sa véritable identité afin de rencontrer, selon ses dires, les époux Klarsfeld, pour enlever l'Allemand Aloïs Brunner réfugié à Damas (Syrie).

Le cas de Flatto-Sharon, qui illustre la collusion entre autodéfense juive et le milieu n'est pas isolée. Au moment de la sortie sur les écrans du film de Roger Hanin, beau-frère de François Mitterrand, *Le Grand Pardon*, qui met en scène les aventures d'une famille de gangsters juifs bien connus, la famille Zemmour (les noms seulement ayant été changés), l'hebdomadaire *Le Point* publia un entretien avec l'un des derniers survivants de la bande, Edgar Zemmour, installé en Israël. Celui-ci en profita pour affirmer que les activités illégales qui lui avaient été reprochées avaient pour seul but la « défense de la communauté » : « Nous, les Zemmour, on voulait seulement défendre les Juifs qui étaient attaqués. On est obligé de se défendre nous-mêmes, puisqu'on ne croit plus à la justice (...) Nous avons été très déçus par la communauté juive. Nous nous sommes toujours considérés comme des combattants du judaïsme. Or, après l'affaire du Thélème, où les policiers ont exécuté mon frère, la communauté ne nous a pas du tout soutenus. »

1. Une biographie détaillée lui est consacrée dans *Encyclopédie politique française*, Emmanuel Ratier, Faits et Documents, 1992.
2. *Le Soir*, 9 septembre 1980.
3. *Le Monde*, 11 octobre 1980.



*Lors de la manifestation organisée par le Renouveau juif le 4 octobre 1980, de jeunes activistes tentent d'étrangler un touriste étranger « qui aurait tenu des propos antisémites » (Photo D.R.).*

**12 octobre 1980 :** Marc Fredriksen fait à son tour l'objet d'une agression : il est hospitalisé les membres brisés (traumatisme crânien, deux poignets fracturés), tandis que les deux personnes qui l'accompagnaient sont également blessées à la suite de l'attaque d'un « commando composé de jeunes juifs » (*Le Monde*, 15 octobre 1980). On apprendra peu après que la F.A.N.E. avait été infiltrée au plus haut niveau par un membre de l'O.J.D., Jean-Yves Pellay. Au cours de son hospitalisation, Fredriksen fera également l'objet d'une tentative de vitriolage, entièrement passée sous silence par la presse.
**15 octobre 1980 :** Des coups de feu sont tirés sur un pavillon dans le XX^e^ arrondissement. L'attentat est revendiqué par un Tribunal juif, qui affirme que les propriétaires sont des « nazis notoires ». En réalité, les occupants sont apolitiques et dans le voisinage immédiat habite un couple connu pour ses idées d'extrême droite.

**20 octobre 1980 :** L'écrivain et journaliste André Figueras, ancien résistant, est attaqué à son domicile.
**29 novembre 1980 :** Un dépôt de livres islamiques, rue Claude-Bernard, Paris V^e^, fait l'objet d'une tentative d'incendie, revendiquée par les Brigades juives.
**Fin 1980,** l'Organisation juive de défense décide d'apparaître au grand jour (ou presque). Elle tient une conférence de presse dans un grand hôtel de la rive gauche, l'hôtel Lutétia, à Paris. Les photographes se voient interdire d'utiliser leurs appareils. Les dirigeants du mouvement, qui refusent de donner leurs noms, affirment qu'ils peuvent désormais « mobiliser plus de 500 jeunes à travers toute la France, des jeunes capables de se battre, de reconnaître une bombe, de fouiller en détectant très vite le paquet de cigarettes dissimulant un détonateur ou la montre cachant un explosif (sic) ». Ils ajoutent qu'ils travaillent « en contact étroit avec les dirigeants de la communauté et les pouvoirs publics » et précisent : « Si le laxisme continue, nous ne pourrons plus tenir les jeunes Juifs, qui sont très nerveux. Dans les jours qui viennent, nous mènerons notre propre enquête sur le crime de la rue Copernic, et nous en tirerons les conséquences. » *Tribune juive* (10 octobre 1980 et 26 décembre



*Marc Fredriksen, chef de la F.A.N.E., blessé (bras et mains cassés) par un commando sioniste, le 12 octobre 1980, quelques jours après l'attentat de la rue Copernic (photo D.R.).*

1980) rapporte : « Les responsables de l'Organisation juive de défense (O.J.D.) tiennent à rester anonymes. A tort ou à raison, ils aiment à croire qu'ils vivent dangereusement. A raison peut-être, bien sûr, on peut penser ce qu'on veut de l'O.J.D. Quand ils interrompent un meeting du G.R.E.C.E., quand ils matraquent les néo-fascistes aux abords du Palais de justice, quand ils constituent les services d'ordre musclés des manifestations juives, il y en a pour les applaudir, d'autres pour les désapprouver. » En réponse à la question d'un journaliste, ils indiquent qu'ils n'hésiteront pas à procéder à des « expéditions punitives » si « le besoin s'en fait sentir ». Ces menaces sont très vite mises à exécution.


L'étrange confession du garde du corps du « führer Mark Fredriksen »

«JE SUIS UN JUIF INFILTRÉ CHEZ LES NÉO-NAZIS»

PAGE 16

*Jean-Yves Pellay, le militant néo-nazi qui avait revendiqué l'attentat de la rue Copernic, était un agent de l'O.J.D.* (Le Quotidien de Paris, *28 novembre 1980).*

**Décembre 1980 :** Des membres du Groupe Union Défense (G.U.D.) sont attaqués sur le campus de l'université de Nanterre par un commando de l'O.J.D. L'enquête aboutit, sur la foi de leurs propres déclarations, à l'audition de trois témoins à charge contre le G.U.D. : Frédéric Auréal, Frédéric Kohen et Michel Badinter, le propre de neveu de M^e^ Robert Badinter, futur ministre socialiste de la Justice.

**29 janvier 1981 :** Vers 8 h 30 du matin, Michel (de son vrai prénom Miguel) Caignet, étudiant à la Sorbonne, interprète-traducteur, trésorier de l'ex-F.A.N.E., est attaqué à Courbevoie, à la sortie de son domicile, par un groupe de quatre hommes qui le rouent de coups, lui dérobent ses papiers et lui projettent à la figure et sur les mains le contenu d'une bonbonne d'acide sulfurique. Entièrement

défiguré à vie par le vitriol, Caignet est également rendu aveugle. Le commando s'enfuit à bord d'une voiture Renault 5 dont le numéro d'immatriculation est relevé par un chauffeur d'autobus. La voiture appartient à un étudiant en médecine de Bobigny, fils d'un préparateur en pharmacie de la Seine-Saint-Denis, nommé Aziza. Une perquisition à son domicile permet de découvrir des tracts et des documents de l'O.J.D. et du Front des étudiants juifs (F.E.J.) ainsi qu'une liste de dirigeants réels ou présumés de la F.A.N.E., comportant leurs adresses et des indications manuscrites de leurs emplois du temps, leurs habitudes, les itinéraires qu'ils empruntent habituellement, etc. *Minute* (13 mai 1981) signale aussi qu'on a retrouvé chez Yves Aziza « le numéro de téléphone de la sœur d'une haute personnalité israélite. Cette femme est interrogée et son fils est fortement soupçonné d'avoir trempé dans l'agression. Autre élément : le beau-fils (né d'un premier mariage de sa femme) de la même personnalité est également soupçonné ». Cette « haute personnalité israélite » ne serait autre que Jean-Pierre Pierre-Bloch. C'est sans doute pour cette raison que sera entendu, sans succès, Daniel Ziskind, le fils de Michèle Ziskind, fils du précédent, et de Lionel Le Sidaner, fils du premier mariage de Mme Jean-Pierre Pierre-Bloch, née Surcouf. Un quatrième assaillant, qui se révélera être le chef du commando, répond au prénom de Fabien. L'enquête de police révélera que le nommé Aziza a également participé à l'attaque de l'O.J.D. contre le colloque du G.R.E.C.E., ainsi qu'au vitriolage de Charles Bousquet, et à l'intervention armée du 19 juin 1976, dirigée contre le congrès de l'Œuvre française, à l'hôtel Lutétia à Paris. Interpellé après l'attentat au vitriol contre Caignet, Aziza est immédiatement remis en liberté. Il se réfugie dans un yéchiva (école juive) des environs de Paris, avec la recommandation de « se faire oublier ». *Minute* (13 mai 1981) précise : « Du coup, sa mère a demandé au doyen de la faculté de médecine où le fugitif est inscrit de reporter d'un an son inscription en première année. Motif officiel : raison familiale. » Au même moment, le commissariat de Courbevoie, qui avait identifié les agresseurs, est dessaisi de l'affaire au profit de la 7e brigade territoriale, puis de la Brigade criminelle. Un mois plus tard, le parquet n'avait toujours pas ouvert de procédure judiciaire ni nommé de juge d'instruction. Cela permettra à Aziza de fuir en Israël, via l'Allemagne, un mandat d'arrêt n'ayant été lancé contre lui que le 14 février. On apprendra qu'il avait déjà été interpellé le 14 juillet 1978, en compagnie des frères Ezer et Patrice Attal, alors qu'ils se livraient à des déprédations sur les murs de l'ambassade d'U.R.S.S. (Paris XVIIe). Ayant mis en place un groupe de « surveillance » de l'extrême droite comprenant plusieurs

jeunes filles, Aziza aurait également participé à l'attaque contre le congrès de l'Œuvre française en juin 1976, en compagnie de son ami Fabien Belhacen. Entendu par les policiers le 26 mars 1981, celui-ci confirmera avoir participé avez Aziza à des services d'ordre et précisera qu'il donne régulièrement des cours de sport de combat dans une salle appartenant à la communauté, mais niera toute participations à l'agression contre Michel Caignet. Ce dernier ne sortira, défiguré à vie, du service des grands brûlés de l'hôpital de Suresnes, que le 23 avril 1981, après avoir subi plusieurs greffes de la peau. Aziza sera condamné par contumace à la réclusion à perpétuité. Réfugié en Israël, il serait revenu en France sous une autre identité.
**Nuit du 9 au 10 mai 1981 :** Deux attentats sont commis, l'un contre les bureaux parisiens de la compagnie aérienne Syrian Airlines, l'autre contre la Librairie Grégori, rue du Bac (VII^e^), qui vend des publications nationalistes. Les quatre membres du commando sont arrêtés. Ils déclarent appartenir au groupe Pessah, qui paraît être l'une des couvertures de l'O.J.D.. Il s'agit d'Albert Naccache, Alain Barouch, Bernard Fitoussi et Marc Zafran. L'un des éléments les plus sidérants du dossier est qu'on apprendra à cette occasion que Marc Zafran est inspecteur-adjoint de la Sécurité du territoire (D.S.T.).
**18 septembre 1981 :** Un commando de 250 membres de l'O.J.D. et de la L.I.C.R.A. interrompt au Palais de justice de Paris un procès intenté par Pierre Sidos, président de l'Œuvre française, à Jean Pierre-Bloch, président de la L.I.C.R.A., devant la XVII^e^ chambre correctionnelle. Les partisans, présumés ou réels, de Sidos sont roués de coups, puis « séquestrés » dans le prétoire par leurs assaillants. Le commando sera dispersé par la police, sans qu'aucune interpellation ne soit prononcée (*Le Monde*, 20 septembre 1981). Pierre Sidos obtiendra finalement des dommages et intérêts de Jean Pierre-Bloch.
**4 octobre 1981 :** Le cadavre d'un pigeon tué par balle est retrouvé sur la terrasse d'une villa, avenue de Paris, à Versailles. *Le Monde* (8 octobre 1981) précise qu'il portait « à l'une de ses pattes, fixé par un ruban adhésif, un message rédigé en hébreu ». Ce texte sera confié à la D.S.T., qui ne fera jamais connaître les résultats de son enquête. On rappellera que, jusqu'en 1994, la communication entre particuliers au moyen de pigeons voyageurs était interdite par la loi.
**25 novembre 1981 :** Un commando d'une quinzaine d'individus masqués et casqués, armés de barres de fer, envahit la librairie d'extrême gauche Études et documentation internationale, rue Descartes à Paris V^e^. A coups de barre de fer, le matériel est entièrement détruit, les lieux sont saccagés. Une personne est blessée et des centaines de livres endommagés. Les assaillants se retirent après avoir

mis le feu. La librairie sera finalement contrainte de fermer ses portes. Signée par de nombreuses personnalités, une pétition sera publiée dans *Le Monde* (16 décembre 1981). On apprendra par la suite qu'il s'agissait d'un commando de l'O.J.D. qui reprochait à la librairie EDI de vendre les ouvrages révisionnistes de La Vieille Taupe et de Robert Faurisson.

**10 mars 1982 :** Un ex-militant de la section niçoise de la F.A.N.E., Marc Gillet, 23 ans, est grièvement blessé à la poitrine par trois coups de fusil tirés à travers la porte de son appartement par un inconnu. Gillet avait été condamné en 1981 à dix-huit mois de prison, dont quinze avec sursis, pour « incitation à la haine raciale » envers la communauté juive de Nice. Début octobre 1982, il sera à nouveau arrêté et inculpé pour participation à un hold-up dans un hôtel d'Antibes, où il avait trouvé un emploi de réceptionniste. Lors du procès ouvert en janvier 1985, devant les assises de Nice, il s'avérera qu'il avait été arrêté sur dénonciation d'un certain Jean-François Chabrat, lequel s'était ensuite rétracté. Gillet, ayant toujours nié toute participation aux faits, sera finalement acquitté.

**Mi-mars 1982 :** Près d'un millier de militants sionistes (les commandos de la Fédération des juifs de France constituent à eux seuls la moitié de la troupe) envahissent de force, à l'appel de la L.I.C.R.A., le centre universitaire Assas (Paris V[e]) pour protester contre l'interdiction par Jacques Robert, président de l'université de Paris II par crainte d'incidents, d'une réunion sur « Antisémitisme et judaïsme » à laquelle Jean Pierre-Bloch et le rabbin Michael Williams, de la synagogue de la rue Copernic, devaient prendre la parole. Il n'y eut aucun incident et les gros bras de la F.J.F. en furent pour leurs frais.

**Début avril 1982 :** A la suite de l'assassinat à Londres de l'ambassadeur israélien Yaakov Barsimantov, la L.I.C.R.A., le Renouveau juif, la Fédération des juifs de France et diverses organisations sionistes, appellent à une manifestation de masse devant le siège de la délégation de l'Organisation de libération de la Palestine, à Paris. Jean Pierre-Bloch et Henri Hajdenberg sont présents. Le service d'ordre, assuré par des membres de la F.J.F., se fait remarquer par sa brutalité : « Des journalistes ont été violemment pris à partie et leurs appareils photos brisés. M[e] Henri Hajdenberg, président du Renouveau juif, qui tentait de ramener le calme en dénonçant les provocateurs, a été bousculé et insulté. Une bagarre a mis aux prises le service d'ordre des organisateurs et des manifestants qui voulaient le déborder (...) "Nous n'allons pas nous battre entre Juifs" s'est écrié M[e] Hajdenberg, avant qu'on lui arrache le micro (*Tribune juive*, 9 avril 1982). »

**15 juin 1982 :** Manifestation de juifs de gauche hostiles à l'intervention israélienne au Liban devant l'ambassade d'Israël à Paris. Elle se heurte à une violente contre-manifestation organisée par les commandos du Bétar. Ces derniers dénoncent les « Juifs de la honte » que seraient Jérôme Lindon, Pierre Vidal-Naquet, Jean Daniel, Vladimir Jankélévitch, etc. « Les militants du Bétar cherchent à disperser brutalement aux cris de "Israël vivra" un groupe de femmes communistes portant symboliquement un œillet blanc et demandant que soient épargnés les enfants libanais et palestiniens. » *Le Monde* (17 juin 1982) indique aussi : « Toute la nuit, M. Vidal-Naquet a reçu des appels téléphoniques injurieux, et sa femme, pourtant catholique (sic), a été traitée de "sale Juive" par des éléments favorables au gouvernement de M. Begin. »
**1er août 1982 :** Les locaux du Parti des forces nouvelles (P.F.N.), boulevard Sébastopol à Paris Ier, sont saccagés par des inconnus. Des graffitis sionistes et des étoiles de David sont retrouvés sur les murs.
**10 août 1982 :** Manifestation aux Champs-Élysées, aux cris de « Vive Begin, Vive Sharon, Israël vaincra », devant l'ambassade d'Israël. Les médias présents, en particulier la télévision, sont très violemment pris à partie pour leur couverture de la guerre que mène Israël au Liban et leur « responsabilité morale » dans la fusillade de la rue des Rosiers. Des journalistes sont injuriés, frappés, des micros arrachés, une caméra endommagée. Le collectif des photographes de presse refusent de diffuser des photos de la manifestation en raison des violences. Présence juive distribue un tract où figurent les numéros de téléphone des journalistes « dans le collimateur ».
**11 août 1982 :** A un moment où les déclarations israéliennes et sionistes se multiplient sur la question de l'autodéfense juive à la suite de la fusillade de la rue des Rosiers à Paris IIIe (6 morts, 24 blessés), *Libération* publie la lettre d'E. Rozenfeld, « chef du réseau Paris-Sud » d'une « Association militaire juive » (A.M.I.) : « Le peuple juif n'a de leçons à recevoir de personne, surtout pas du monde goy (...) Avec l'État d'Israël, le peuple juif entre de nouveau dans l'histoire et n'a pas à tenir compte des réflexions de ses voisins. » De son côté, l'écrivain et cinéaste Claude Lanzmann, animateur des *Temps modernes* et futur réalisateur du film *Choah*, réclame pour les Juifs de France le droit de créer des milices. Il en est de même de Menahem Begin qui affirme : « Je n'hésiterai pas à appeler la jeunesse de notre peuple en France à défendre la vie des Juifs. »
**21 septembre 1982 :** C'est dans ce climat qu'une manifestation d'environ 1 500 personnes, pour la plupart porteuses de drapeaux israéliens, se déroule devant le lycée Carnot, à Paris XVIIe. L'atmo-

**ENTRETIEN AVEC MOSHE COHEN RESPONSABLE DU BETAR EN FRANCE :**

# «FACE A L'ANTISEMITISME IL FAUT ETRE RADICAL ET EFFICACE»

***Dès que l'antisémitisme resurgit en France, le Bétar fait parler de lui. Pas étonnant donc que le mouvement de jeunesse sioniste fondé par Zeev Jabotinsky en 1923 défraie à nouveau la chronique. Nous avons rencontré son shalyah* en France (missionnaire envoyé par Israël), Moshé Cohen, pour un entretien «coup de poing».**

*Un entretien « coup de poing » avec Moshe Cohen, sous-officier de Tsahal envoyé en France pour encadrer le Bétar. Les méthodes de ce goupement sont « radicales »* (Actualité juive, *23 mai 1990).*

sphère est plus que houleuse. Les manifestants s'en prennent à la presse. Yannick Boullot, cameraman à *TF1*, est pris à parti par un groupe de jeunes gens qui « lui reprochent de n'être pas juif » (*Le Monde*, 23 septembre 1982). Henri Hajdenberg, président du Renouveau juif, est lui-même attaqué par un groupe du Bétar, sous le prétexte qu'il a déploré les massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila. Insulté et bousculé, il ne doit son salut qu'à l'O.J.D. qui assure sa protection. Le lendemain, de nouveaux incidents se produisent dans toute la France, tandis que se déroulent des manifestations contre l'agression israélienne au Liban. A Paris, sur les Champs-Élysées, une centaine de jeunes juifs, casqués, prennent position devant l'ambassade d'Israël. Deux photographes sont roués de coups, aux cris de « Journalistes, menteurs ! ». « Pendant que les manifestations propalestiniennes se séparent, les militants juifs du Bétar (extrême droite) les poursuivent jusqu'à l'entrée des bouches du métro et saccagent au passage un restaurant » (*Le Quotidien de Paris*, 23 septembre 1982). Henri Hajdenberg multiplie les déclarations. Au *Monde* (24 septembre 1982), il explique : « Il faut savoir que l'image d'Israël et de Tsahal est, aux yeux de la communauté entière, une image vénérée, mythique même (...) Nombre de Juifs, consciemment ou inconsciemment, pensent qu'on n'ira pas jusqu'au bout de la lutte antiterroriste. Ils essayent de trouver les moyens de défense et il est vrai que certains d'entre eux penchent pour les milices armées. » Au *Matin* (25 septembre 1982), il précise : « Le Bétar est un groupe de jeunes de moins de dix-huit ans, et ce sont plutôt des extrémistes organisés, tout au plus cent

cinquante, soutenant inconditionnellement l'action de Begin et de Sharon qui m'ont empêché de parler. » La veille, dans *Le Matin*, Jean-François Kahn écrivait : « Les jeunes extrémistes du Bétar sont en train de discréditer impunément une des causes les plus nobles qui soient. Et le C.R.I.F., apparemment, ne dit rien. Pourquoi ? »

**27 septembre 1982 :** La célébration de Yom Kippour donne lieu à une nouvelle mobilisation. « Des volontaires juifs assurent la sécurité autour des synagogues » (*Le Monde*, 29 septembre 1982). Des barrages sont mis en place à l'entrée de certaines rues. Les membres des « services juifs de sécurité » filtrent les passants, fouillent les sacs, contrôlent les papiers d'identité, interpellent les automobilistes. Beaucoup sont munis de brassards, de fanions et de talkies-walkies. A la synagogue de Sarcelles, un journaliste de *Libération*, Pierre Mangetout, est frappé au visage et remis à la police. *Le Monde* précise que « les agents de la police municipale ne prennent pas ombrage de cette concurrence. » Quelques semaines plus tard, au




*A plusieurs reprises, la presse nationaliste s'est interrogée sur la différence des traitements infligés aux militants nationalistes ou sionistes (dessin de Chard).*

30e Congrès sioniste mondial, qui se déroule à Jérusalem (en présence de Bernard-Henri Lévy), les délégués français préconisent d'« envisager des mesures d'autodéfense, à assurer par des groupements de jeunesse, tout en évitant que ces mesures ne revêtent un aspect de provocation (sic) » (*Journal d'Israël*, 17 décembre 1982).

**14 février 1983 :** Un groupe de militants du Front des étudiants juifs (F.E.J.) saccage le stand soviétique du Salon du tourisme, au Palais des congrès, à Paris XVIIe.

**8 mai 1985 :** A l'issue du traditionnel cortège de Jeanne d'Arc, un officier de police isolé, qui rendait compte par radio à sa hiérarchie du déroulement de cette manifestation, est attaqué par quatre militants juifs : Raphaël Benisti, Stéphane Choukroun, Alain Figlarz, Thierry Smadja. Finalement interpellés par d'autres policiers, les quatre extrémistes se justifient, affirmant qu'ils pensaient que le policier était un militant du Front national. Malgré cette « bonne excuse », ils sont inculpés d'outrages et de coups et blessures. Le dossier sera classé quelques mois plus tard, l'instruction étant jugée « inopportune » (*Présent*, 23 novembre 1985).

**30 décembre 1987 :** Saccage des locaux de *National-Hebdo*, rue de Courcelles à Paris, par un commando d'une quinzaine de personnes en cagoules. L'action est revendiquée par un mouvement jusqu'alors inconnu, l'Organisation juive de combat.

**27 janvier 1988 :** La librairie d'extrême droite Ogmios, rue des Pyramides (Paris Ier), est attaquée par un commando de l'O.J.C. Les locaux sont en partie saccagés. Il en est de même de la librairie Bleu-Blanc-Rouge, avenue de la Motte-Picquet (Paris XVe), dont un employé, Alain Molitor, est blessé à la tête par des coups de barre de fer.

**25 février 1988 :** Une vingtaine de membres du Front des étudiants juifs saccagent les locaux du G.U.D. à la faculté d'Assas. Un vigile est gravement blessé. Le même jour, une réunion de la Jeunesse communiste révolutionnaire à la faculté de Créteil est attaquée par un « commando de sionistes d'extrême droite » (*Rouge*, 24 mars 1988). On notera qu'il est extrêmement rare que la presse trotskyste fasse état des attaques juives à son encontre.

**27 avril 1988 :** Un commando de « sionistes durs », masqués et armés de matraques, saccage les locaux de l'Unef, de l'Union des étudiants communistes, de l'Union des étudiants marocains et d'une partie des locaux de l'université de Jussieu (le président de l'université portera plainte). Un étudiant est blessé à la tête.

**1er mai 1988 :** Quatre attentats contre quatre locaux F.N. sont revendiqués par l'Organisation juive de combat, dont celui contre les locaux de *National-Hebdo*, avec une demi-douzaine d'hommes,

où un gardien sera sauvagement agressé (sept points de suture, deux côtes fêlées). Le local d'Entreprise Moderne et Libertés, avenue Raymond-Poincaré, aura sa porte forcée et le matériel sera saccagé. Le siège de la fédération F.N. d'Ile-de-France, rue Bernouilli, fera l'objet d'une tentative de cambriolage, en forçant sa porte (en face du siège, un policier en faction pour protéger le domicile d'un rabbin n'interviendra à aucun moment). Le siège du Comité de soutien à Jean-Marie Le Pen, avenue Marceau, fait l'objet d'une tentative d'entrée, une jeune femme se faisant passer pour l'assistante parlementaire d'un député F.N.

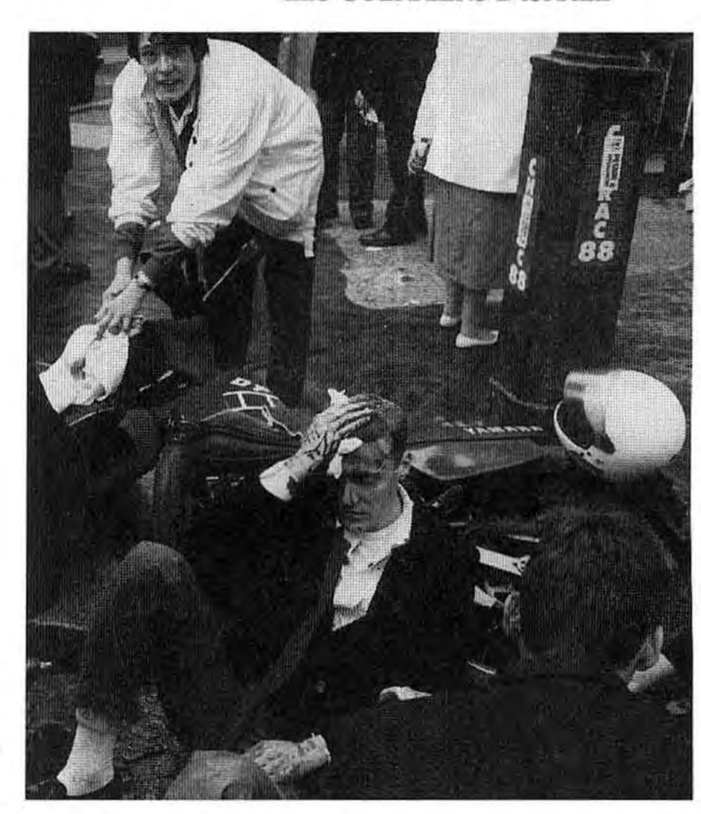
**8 mai 1988 :** Attaque du cortège traditionnel à Jeanne d'Arc par l'Organisation juive de combat. Huit blessés graves, dont un dans le coma.

**7 septembre 1988 :** Les locaux parisiens du Front national, rue Bernouilli, sont cambriolés et saccagés par un groupe d'inconnus qui s'emparent des fichiers et de sommes d'argent. L'action est revendiquée par l'Organisation juive de défense.

**16 septembre 1989 :** Robert Faurisson, chef de file des historiens révisionnistes, est agressé à proximité de son domicile, à Vichy, par trois jeunes gens, alors qu'il était en train de promener son chien. Après l'avoir aspergé de gaz incapacitant, ils le rouent de coups, le frappant à la tête. Des témoins assureront que les agresseurs frappaient pour tuer. Hospitalisé pendant quelques semaines et opéré à plusieurs reprises, le professeur Faurisson, la mâchoire brisée, ne retrouvera que progressivement l'usage de la parole. L'attaque fut revendiquée par un groupe intitulé Les Fils de la Mémoire juive : « Le professeur Faurisson est le premier, mais il ne sera pas le dernier. Que tous ceux qui nient la Schoah tremblent. » Diverses organisations et journaux, y compris *Le Monde* (19 septembre 1989), condamnent l'attentat. Toutefois le « chasseur de nazis » Serge Klarsfeld déclare : « Celui qui a provoqué la communauté juive depuis des années doit s'attendre à ce genre de chose (...) On ne peut pas insulter la mémoire des morts sans en supporter les conséquences. »

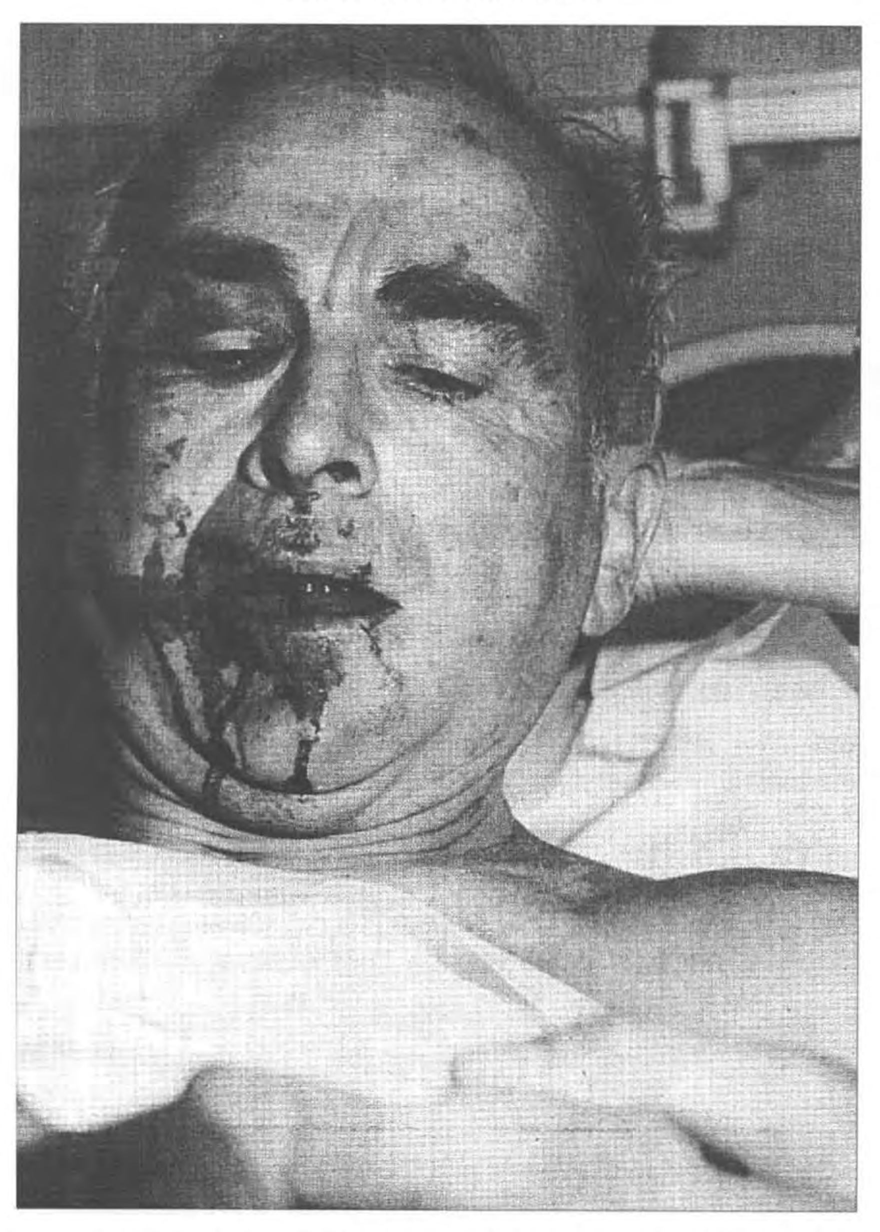
**16 octobre 1989 :** Attentat à la bombe contre *Le Choc du mois*, rue Jean-Jacques Rousseau à Paris Ier. A quelques secondes près, un journaliste, Eric Letty, qui n'a eu le temps que de refermer la porte, aurait été tué. Les locaux sont largement endommagés, des stocks de journaux et les fichiers administratifs détruits. L'attentat est revendiqué par l'Organisation juive de combat. L'enquête n'aboutira jamais.

**6 février 1990 :** Scène de pugilat en direct sur le plateau de *Ciel mon mardi*, l'émission animée sur *TF1* par Christophe Dechavanne et consacrée ce jour-là à l'extrême droite. Un groupe de militants de



*Attaque du cortège traditionnel en hommage à Sainte Jeanne d'Arc par l'Organisation juive de combat le 8 mai 1988. Huit blessés graves dont un dans le coma.*





*16 septembre 1989. Tentative d'assassinat à Vichy du professeur Robert Faurisson, chef de file des révisionnistes français, revendiquée par les Fils de la mémoire juive. Pour l'avocat Serge Klarsfeld, « celui qui a provoqué la communauté juive depuis des années doit s'attendre à ce genre de chose ».*

NOUS NE FERONS PAS
DE "DETAILS" !

AVEC LE PEN !!!.

LE PEN : UN VOYOU ANTISEMITE DEGUISE
EN CANDIDAT AUX ELECTIONS
PRESIDENTIELLES QUI NIE LA
SHOAH !

LE FRONT NATIONAL : UN PARTI DEPOTOIR.
OÙ TOUS LES DECHETS SE SONT
DONNÉS RENDEZ-VOUS

NATIONAL HEBDO : LE STURMER DES
ANNÉES 88
UN TORCHON FASCISTE DIRIGÉ PAR UN
CLOPORTE RACISTE ET ANTISEMITE
FRANÇOIS BRIGNEAU

LA JEUNESSE JUIVE N'ACCEPTERA PLUS
LA BANALISATION DU GENOCIDE !

ANTISEMITES TREMBLEZ !

*Tract de revendication de l'Organisation juive de défense laissé sur place lors du saccage des locaux de* National-Hebdo. *Pour justifier le coup de main, l'accent n'est mis que sur un seul et unique sujet : le révisionnisme. Dans les années quatre-vingts, l'interdiction du révisionnisme historique est devenue une question centrale dans la communauté juive. Elle a abouti au vote de la loi Fabius-Rocard-Gayssot qui interdit toute discussion critique sur les jugements du Tribunal de Nuremberg.*

l'O.J.C., accompagnés de Jean-Pierre Pierre-Bloch et de ses gardes du corps, frappent indistinctement invités et spectateurs. L'un des participants, Olivier Mathieu, qui se revendique comme « écrivain post-révisionniste », est roué de coups pour ses déclarations provocatrices, ainsi que sa fiancée. Parmi les personnes présentes, figurent Yves Derai, journaliste à *Actualité juive*, et Moshe Cohen, ancien sous-lieutenant de l'armée israélienne et responsable du




*Représentation imagée d'un militant sioniste « en pleine action » (Chard,* Rivarol, *26 avril 1991).*

Bétar-Tagar. Les affrontements se poursuivront dans la rue aux cris de : « Israël vaincra ! ». Plusieurs voitures sont endommagées à coups de battes de base-ball. Un perturbateur, interpellé par la police, sera relâché quelques heures plus tard « sur intervention de Jean-Pierre Pierre-Bloch » (*Le Choc*, juin 1991). Quelques jours plus tard, le 20 février, l'agresseur d'Olivier Mathieu est présent, sans être inquiété, au procès des membres de l'O.J.D. qui ont attaqué l'Œuvre française en 1988. Par la suite, l'un des gardes du corps de Jean-Pierre Pierre-Bloch sera identifié. Il s'agit de Patrick Genthner, inspecteur de police détaché à la mairie de Paris (délégué C.G.C. de 1984 à 1986) et « chef de cabinet » de Jean-Pierre Pierre-Bloch. L'affaire Dechavanne paraît montée de toutes pièces si l'on en croit Claude Sarraute (*Le Monde*, 8 février 1990) qui révèle qu'elle savait à l'avance qu'il y aurait des incidents. Pour elle, Jean-Pierre Pierre-Bloch « devait certainement connaître la distribution du sketch avant de venir l'interpréter ...».

**1er mars 1990 :** Bernard Notin, maître de conférences à l'université Lyon III est séquestré et menacé dans la salle où il donnait habituellement ses cours par un commando d'une vingtaine de membres de l'Union des étudiants juifs de France, accompagné de Marc Aron, président du Bn'aï B'rith de France, Jean Lévy, président du C.R.I.F. de Lyon, et Marx Rochman, président de l'U.E.J.F. Les menaces et manifestations systématiques à son encontre obligeront Bernard Notin à cesser son enseignement.

**13 mai 1990 :** Deux cents militants de l'O.J.C., armés de manches de pioche, rasoirs, couteaux et battes de base-ball, se regroupent à Paris dans le quartier Saint-Augustin, à la recherche de membres d'organisations de droite qui auraient pu outrepasser l'interdiction du cortège traditionnel de Jeanne d'Arc. Plusieurs personnes seront frappées, rouées de coup, dont quelques journalistes. La police, présente sur les lieux, n'intervient pas. La librairie Ogmios est une nouvelle fois attaquée. Dans *VSD*, Jacques Lanzmann appelle les juifs à « s'armer, non de patience, mais de fusils d'assaut (en espérant qu') ils sauront mieux manier la Kalachnikov que l'aiguille à coudre les étoiles jaunes ».

**14 mai 1990 :** Une énorme manifestation, en présence du président de la République François Mitterrand se déroule à Paris, entre la République et la Bastille, au lendemain de la profanation du cimetière juif de Carpentras (dont les auteurs ne seront jamais retrouvés). Le Bétar y participe en brandissant un drapeau israélien et un mannequin représentant Jean-Marie Le Pen empalé et vêtu d'un T-shirt portant l'inscription : « Carpentras, c'est moi. » La devanture de la brasserie Chez Jenny, boulevard du Temple (IVe), est sacca-

gée, l'intérieur mis à sac. C'est pourtant depuis cette brasserie, soupçonnée de sympathies néo-nazis, qu'émettait durant la manifestation la station *Radio Chalom*. Simone Veil, qui tentait de s'interposer, est conspuée, insultée, bousculée. A cette occasion, la collusion O.J.C./Bétar apparaît flagrante, comme le notera *Libération* (15 mai 1990) qui estime que le Bétar est « la façade publique de l'Organisation juive de combat », son « cache-sexe public ». Le Bétar niera pourtant toute implication dans les saccages et violences.

**14 janvier 1991 :** Vingt militants encagoulés, se réclamant du Bétar, attaquent les locaux de l'Alliance indépendante de la faculté de droit de Sceaux (Hauts-de-Seine), faisant deux blessés. Ce syndicat étudiant avait osé apposer une affiche sur la Guerre du Golfe.

**21 janvier 1991 :** Un Tunisien et deux Français, dont un vigile de l'université de Paris Tolbiac sont agressés et blessés par un « commando sioniste ».

**Printemps 1991 :** Des groupes de manifestants assiègent tous les mardis après-midi la librairie La Vieille Taupe, rue Saint-Jacques (Paris V^e^), animée par le militant d'extrême gauche révisionniste Pierre Guillaume. La vitrine est régulièrement brisée ; des produits toxiques et nauséabonds sont introduits de manière à empêcher l'entrée des clients et la vente des livres. « Petit à petit, la situation se tend. Et le rassemblement du mardi prend des allures de véritable champ de bataille » (*7 à Paris*, 1^er^ mai 1991). Faute d'avoir pu obtenir la fermeture pour « troubles à l'ordre public » (comme la L.I.C.R.A. l'avait annoncé) les militants sionistes obtiendront de cette manière la liquidation de la librairie.

**21 et 22 mars 1991 :** Multiples intimidations, coups et bousculades du Bétar à l'encontre de supposés révisionnistes au procès de Robert Faurisson au Palais de justice de Paris. L'éditeur Pierre Guillaume est violemment frappé, ainsi qu'un Anglais qui l'accompagnait. Aucun gendarme présent ne s'interpose. Le chef du Bétar déclare : « N'importe comment, Faurisson, on le tuera ! »

**2 avril 1991 :** Fabrice Benichou, vendeur à la criée de *L'Idiot international*, de Jean-Edern Hallier, est roué de coups dans le quartier du Sentier. Rentré difficilement chez ses parents, il décède quelques minutes plus tard. Aucune suite judiciaire ne sera donnée à ce meurtre.

**8 avril 1991 :** Une centaine de militants du Bétar envahissent la réunion organisée par *L'Idiot international* à la Mutualité (Paris V^e^). Marcel Coudari, 58 ans, ancien otage français détenu au Liban par les islamistes, est passé à tabac pour ses déclarations antisionistes. La police, présente sur les lieux, n'intervient pas.

**20 avril 1991 :** La Maison des Mines (Paris V^e^), où va se dérouler




*Mouvement des Etudiants Sionistes de Gauche*

**Contre "la Vieille Taupe"**

Depuis 3 mois, le Comité Anti-Négationniste de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm organise chaque mardi à 18 heures un **rassemblement de protestation** contre la présence de la librairie négationniste "la Vieille Taupe" située dans la même rue.

Des membres de **KIDMA** et d'autres organisations juives et non juives se joignent à ce rassemblement, mais le nombre de participants est rarement supérieur à 50 !!

Il a été décidé d'organiser un rassemblement important pour demander la **fermeture** de cette librairie, où sont vendus les livres de Faurisson et de bien d'autres qui nient l'existence des chambres à gaz et l'extermination de six millions de Juifs par les Nazis et leurs complices.

Alors...

**Contre les négationnistes**
**Rassemblement devant**
**la librairie "La Vieille Taupe"**
**12 rue d'Ulm (derrière le Panthéon)**
**le mardi 7 mai**
**à 18 heures**

*Durant plus d'une année, la librairie d'extrême gauche La Vieille Taupe, qui diffusait des livres révisionnistes, a fait l'objet de manifestations hostiles – souvent violentes – visant à obtenir sa fermeture.*

une réunion du Cercle culturel Horizons, dirigé par Éric Croenne, en hommage à l'écrivain Saint Loup, ancien membre de la Légion des volontaires français et instructeur politique de la Division Charlemagne, est attaquée par une cinquantaine d'individus masqué, armés de barres de fer, de battes de base-ball et de bombes à gaz.



**NUMÉRO 2310** **Jeudi 25 avril 1991** **5 F**

ANTILLES-RÉUNION 8 F. TAHITI 230 CFP. BELGIQUE 34 FB. CAMEROUN 425 CFA. CÔTE D'IVOIRE 440 CFA. GABON 400 CFA. LUXEMBOURG 34 FL.

# Les milices de guerre civile : dissolution !

***A la suite de l'ignoble agression opérée par un commando sauvage en plein Paris (PRÉSENT d'hier), le Front national a publié le communiqué suivant :***

« Le Front national s'inquiète pour la paix civile et la sécurité des citoyens des agissements criminels répétés d'un groupe armé se présentant comme ***« Groupe Action Juive »***. Plusieurs réunions ont ainsi été lâchement attaquées avec une extrême violence. La dernière contre le colloque littéraire Saint-Loup a causé onze blessés, principalement des femmes et des personnes âgées (4 fractures du crâne), une femme de 67 ans est dans le coma à la Pitié-Salpêtrière.

« Il semble que cette milice agisse en toute impunité et que la police ait reçu la consigne de fermer les yeux.

« ***Le Front national exige la dissolution de cette ou de ces milices privées*** et dénonce leur rôle dans des provocations éventuelles comparables à celles qui précédèrent ou suivirent l'ignoble provocation de Carpentras. »

*A la suite de l'attaque du Groupe d'action juive contre l'après-midi Saint-Loup, le Front national a été le seul parti politique français à demander la dissolution des milices de guerre civile.*

Treize personnes seront blessées, dont deux très grièvement. En particulier une femme de 71 ans, qui se trouvait là par hasard, transportée dans le coma à l'hôpital Beaujon. L'attentat est revendiqué par le Groupe d'action juive.

**17 mars 1992 :** Le professeur Robert Faurisson est attaqué par un groupe activiste, dont plusieurs membres du Bétar, à Stockholm. Une des personnes qui l'accompagnait, un Suédois, est sérieusement blessé.

**Mai 1992 :** Descendant de la célèbre famille juive Halévy, Ilan Halévy, numéro deux de l'O.L.P. à Paris et représentant de l'O.L.P. auprès de l'Internationale socialiste, anime une conférence à l'École

normale supérieure. Une quarantaine de membres du Tagar l'empêchent de parler. Un étudiant est passé à tabac.
**19 octobre 1992 :** Une soixantaine de juifs français, menés par les époux Klarsfeld, manifestent à Rostock, porte de la Baltique situé en ex-R.D.A. qui avait été le théâtre d'échauffourées racistes au mois d'août. 46 personnes seront interpelléEs par la police allemande. En effet, la manifestation qui aurait dû être pacifique dégénérera rapidement. Encadrés par des militants du Bétar et du Tagar, les manifestants investissent la mairie, défoncent la porte de la permanence de l'Union chrétienne-démocrate du chancelier Kohl, accroche des banderoles aux fenêtres où on lit : « Autrefois gazés, aujourd'hui expulsés. » Une voiture sera saccagée, des passants frappés. Dès l'interpellation de quatre meneurs, le reste de la troupe se déchaîne, attaquant la police à coups de battes de base-ball, poursuivant les policiers jusque dans leur voiture, les aspergeant de gaz lacrymogène, brisant des vitrines. Bilan : huit policiers blessés. Le commando étant remonté dans le car, celui-ci sera stoppé : sur les 46 personnes interpellées, trois seront finalement gardées à vue. Le procureur de Rostock précisera que sur les manifestants « pacifiques » ont été saisis des barres de fer, des battes de base-ball, des talkies-walkies, des bombes lacrymogène, etc.
**20 octobre 1992 :** Un commando sioniste, s'intitulant Collectif de solidarité avec les prisonniers juifs français en Allemagne, brise les vitres du Centre culturel allemand de Paris et badigeonne les murs de graffitis antinazis. Le communiqué « revendique » l'action et « exige la libération immédiate de ces trois petits-fils de déportés, emprisonnés pour avoir manifesté leur solidarité avec une autre ethnie exterminée par la Grande Allemagne ».
**19 novembre 1992 :** Un commando sioniste d'une demi-douzaine de personnes tente d'enfoncer à coups de barres à mines les vitres blindées de la librairie La Joyeuse Garde, rue de l'Amiral Roussin à Paris XV^e^. La même semaine, la librairie révisionniste Ogmios (Paris I^er^) fait l'objet d'une attaque d'un commando sioniste.
**23 février 1993 :** Michel Lajoie et Olivier Devalez, deux responsables de la revue du Ku Klux Klan en France, *L'Empire invisible*, passent en procès devant la XVII^e^ chambre correctionnelle pour « incitation à la haine raciale » sur plainte de la L.I.C.R.A., du M.R.A.P., de Patrick Gaubert et du parquet. Les membres du Bétar présents dans les couloirs du Palais passent à tabac plusieurs militants d'extrême droite, sans intervention des gendarmes.
**23 avril 1993 :** Tentative de lynchage de deux colleurs d'affiches du Front national qui opéraient dans le Marais, à Paris.
**26 avril 1993 :** Une réunion de l'Église baptiste de Montrouge et

du Bureau international des missions juives organisée à la Maison France-Israël est interdite par le Bétar, assisté du Comité de coordination du Sentier. Les représentants du clergé sont injuriés, molestés, expulsés de la tribune, sous le cri « Missionnaires, partez ! ».

**2 mai 1993 :** L'Union des étudiants juifs de France organise une journée pour la paix au palais des Congrès de Paris, en présence de nombreuses personnalités (notamment des parlementaires et ministres israéliens). En raison de la présence de délégués palestiniens (et bien que le Likoud ait donné son accord), le colloque est fortement perturbé par le Bétar-Tagar. Ceux-ci ne font pas dans le détail : le vice-ministre israélien de la Santé, Nawaf Masshala, est accueilli aux cris de : « Les Arabes dehors ! ». Lorsque la présidente du groupe travailliste à la Knesseth et ministre, Yael Dayan (fille du général Moshe Dayan) intervient, les Bétari lui arrachent son micro, l'injurient (« ordure », « assassin », « terroriste »), la frappent et l'expulsent de la tribune. Même le grand rabbin Sirat devra interrompre son intervention.

**22 mai 1993 :** Un colloque révisionniste à Stockholm auquel doit participer le professeur français Robert Faurisson est attaqué par un groupe de militants du Bétar, masqués et cagoulés, munis de barres de fer. Après avoir tenté de lyncher Robert Faurisson, le groupe blesse deux policiers en civil. Quatre manifestants (dont un Français) sont brièvement interpellés. La veille, une trentaine de Bétaris avaient pris l'avion entre Paris et Stockholm.

**1er mars 1994 :** Lors de conférences organisées par l'Union des étudiants juifs de France, d'abord à la faculté de Tolbiac puis à Sarcelles, avec pour invité d'honneur Nissim Zvili, secrétaire général du Parti travailliste israélien et député à la Knesseth, le Tagar interrompt les deux réunions : « Si Zvili parle, on casse tout. » L'un d'entre eux dira même au secrétaire général du parti travailliste : « T'es un vendu, je te crache à la gueule. » « Les casseurs brandissent des tracts glorifiant le Dr Goldstein, le tireur fou de Hébron » (*L'Événement du jeudi*, 10 mars 1994). La réunion est alors annulée, après que des coups eurent été échangés. Zvili déclare : « Je n'ai jamais vu ça. En Israël, même devant des groupes de droite, je peux débattre. J'avais honte d'être juif, honte pour la communauté juive de France. » Quelques jours plus tard, le 9 mars, à l'occasion du 50e anniversaire du C.R.I.F., René Sirat, grand rabbin du consistoire, dénonce la montée du fanatisme et critique ceux qui avaient organisé des prières « pour l'âme du monstrueux assassin d'Hébron » dans une grande synagogue parisienne.

**13 avril 1994 :** Au procès de supporters du Paris-Saint-Germain (football), dont certains étaient suspectés de sympathies nationa-

listes, le Bétar passe à l'attaque en plein Palais de justice de Paris, à coups de barres de fer. « Un véritable exploit pour qui connaît les lieux soumis à une surveillance gendarmesque constante » (*Le Libre Journal*, 27 avril 1994).

**17 avril 1994 :** La réunion, organisée pour le 46e anniversaire de l'État d'Israël par la Fédération des organisations sionistes de France, est largement perturbée par les militants du Tagar. Jean Kahn, qui appréciera peu la situation et le fera savoir, est en particulier sifflé pour son soutien aux efforts de paix : « J'ai conscience qu'il y a eu des agitateurs qui ont voulu perturber la cérémonie en me chahutant. »

**29 juin 1994 :** La maison France-Israël doit accueillir, en présence du président de la Chambre de commerce franco-israélienne Lionel Stoleru, un débat entre l'ambassadeur d'Israël en France, Yehuda Lancry, et Leïla Chahid, représentante de l'O.L.P. à Paris. Le Hérout et le Bétar-Tagar tentent d'empêcher par la force le déroulement de la réunion. Celle-ci pourra finalement se tenir, dans une autre salle, après que le Hérout eut finalement quitté les lieux. Lionel Stoleru n'appréciera pas : « La maison France-Israël est une maison privée. Elle n'est ni une tribune juive ni une maison communautaire. On y reçoit qui on veut. On n'a pas à être plus israéliens que les Israéliens. »

**Octobre 1994 :** Shimon Pérès est conspué et hué par quelques militants français du Kach (le mouvement du rabbin Meir Kahane) lors de son passage à la Maison France-Israël.

**20 octobre 1994 :** Manifestation unitaire devant l'ambassade d'Israël à Paris. Une vingtaine de militants du Kach font de la surenchère sur les militants du Bétar et du Tagar, hurlant « mort aux Arabes en Israël et en France » et injuriant le chanteur Enrico Macias, ce « traître qui a serré la main d'Arafat ». Ils sont mis « hors d'état de nuire », sans ménagement, par le Bétar.

*« Les juifs n'ont besoin de personne pour surveiller et protéger les lieux où ils se rencontrent. Qu'on leur permette simplement le droit à leur propre surveillance, exactement comme on le permet au Parti communiste, qui organise nuit et jour des tours de garde au siège du comité central, à L'Humanité et dans les divers locaux et permanences qui abritent les militants (...) Je suis assez bien placé pour savoir que beaucoup de juifs préféreraient assurer eux-mêmes leur propre sécurité (...) Au cas où cette permission de surveillance ne serait pas accordée à la communauté juive, il est à craindre que le mouvement de violence redouté par ses responsables devienne, dès lors, irréversible. »*

Jacques Lanzmann, *VSD*, 9 octobre 1980.

## LES MILICES ET LES GROUPES ARMÉS CLANDESTINS

Pour les groupements légaux, les activités de surveillance, de contrôle, d'autodéfense ou de chasse aux « fachos » ne peuvent être indiquées clairement dans les statuts. Si une association légale, comme le Bétar/Tagar revendiquait ouvertement une action violente, ses dirigeants pourraient peut-être avoir quelques problèmes avec la justice. C'est sans doute la raison pour laquelle se sont créées au fil des ans des associations, le plus souvent totalement illégales et non déclarées, dont les membres pratiquent une autodéfense pour le moins « musclée », avec un net penchant pour les ratonnades.

Nous en avons plus particulièrement retenu deux qui ont fait parler d'elles ces dernières années, l'Organisation Juive de Défense (O.J.D.) et l'Organisation Juive de Combat (O.J.C.). Elles n'ont jamais eu à subir les rigueurs de la loi, bien que fort peu clandestines comme nous le montrerons. Nous examinons ensuite le cas particulier de la Fédération des Juifs de France (F.J.F.), organisation légalement déclarée, qui présenta – au moins à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt – toutes les caractéristiques d'une milice d'autodéfense, sans que jamais ses respon-

sables ne soient un instant inquiétés. On se reportera à la chronologie figurant dans ce livre pour avoir une idée plus précise de leurs actions.

## L'Organisation Juive de Défense

« Il faut trouver un langage simple pour toucher le plus grand nombre. Des formules chocs. Fin du réflexe : services d'ordre bastions. Pour moi donc, clore d'une certaine manière avec les années soixante-dix. A ce moment, nous nous souvenons de l'O.J.D. (Organisation juive de défense). Cette organisation de jeunes juifs est née à la suite de l'attentat de la rue Copernic. Il s'agit pour eux de lutter contre l'antisémitisme, en réaction, disent-ils, contre leurs aînés qu'ils jugent trop passifs. Ils n'ont pas de lien avec l'État d'Israël, contrairement à d'autres groupes. Au moment de la fondation de SOS, la communauté juive, ses intellectuels, ses jeunes sont d'emblée partants. Et bien décidés à ce qu'ils jouent un rôle. D'abord parce que dans la bande certains sont juifs, ensuite parce que le mode de fonctionnement des juifs vis-à-vis du racisme, de l'antisémitisme, concernés, militants, nous paraît un exemple intéressant. »

Cet extrait d'ouvrage, véritable sommet de désinformation, a un intérêt, en dehors de ce qu'il trahit sur la fondation de S.O.S.-Racisme : il a été écrit par Julien Dray (1). Or, Julien Dray, s'il est connu comme ancien membre de la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine et nouveau petit « marquis » du Parti socialiste, l'est beaucoup moins comme frère de Jean-Paul Dray, l'un des principaux chefs du Bétar-Tagar. Il est donc à même de connaître « de l'intérieur » les véritables composantes politiques de l'O.J.D.

Il n'en est donc que plus intéressant d'apprendre la filiation, même si elle n'est qu'intellectuelle, entre l'O.J.D. et S.O.S.-Racisme (2). Et de relever les erreurs multiples et volontaires sur l'O.J.D. L'Organisation juive de défense, par exemple, n'est pas née après l'attentat de la rue Copernic, elle existait depuis plus d'un an et demi : selon ses fondateurs, elle aurait été créée juste après l'attentat contre le foyer israélite de la rue Médicis (Paris VI^e^) le 27 mars 1979 (3). Elle devait en outre se livrer à plusieurs exactions avant l'attentat de la rue Copernic. Une semaine avant l'attentat, on pouvait lire dans la presse (4) : « D'autre part, une association de commerçants du Sentier vient de décider de s'organiser en groupes de surveillance et de protection avec la collaboration de l'Organisation juive de défense (O.J.D.). Cette organisation avait réuni, vendredi 19 septembre, plusieurs centaines de jeunes juifs devant la XVII^e^ chambre



*Attaque du colloque du G.R.E.C.E. le 9 décembre 1979 par l'Organisation juive de défense. On relèvera plusieurs blessés graves. Dans leur communiqué, les assaillants se présentent comme des « manifestants pacifiques » (photo D.R.).*

correctionnelle du tribunal de Paris, à l'occasion du procès de M. Marc Fredriksen, ancien responsable de la Fédération d'action nationale européenne (F.A.N.E.). »

La première apparition sur le terrain de l'O.J.D., et quelle apparition, eut lieu le 9 décembre 1979 : le XIVe colloque du G.R.E.C.E. (Groupe de recherches et d'études pour la civilisation européenne), qui se tenait au Palais des congrès de la porte Maillot, sur le thème « Contre tous les totalitarismes, pour une nouvelle culture », fut attaqué par « un commando casqué, armé de barres de fer et de bouteilles d'acide » selon le communiqué de cette association culturelle. L'attaque faisait suite à la campagne hystérique de l'été précédent contre les théories de la Nouvelle Droite. Treize participants au colloque du G.R.E.C.E., dont deux femmes et un

enfant, furent blessés. Un membre du G.R.E.C.E. devait par ailleurs perdre un œil. Le commando de l'Organisation juive de défense, faute d'avoir pu pénétrer dans la salle du colloque, se livrait alors, en se repliant, à des actes de vandalisme dans le hall, saccageant les stands de livres avant de tenter d'y mettre le feu.

Sans se démonter, l'O.J.D. publiait alors un communiqué où la milice armée expliquait qu'elle avait simplement « organisé une manifestation pacifique pour protester contre les thèses racistes du G.R.E.C.E. (et que) les jeunes juifs, garçons et filles (...) se sont vus interdire la salle des débats par les membres du G.R.E.C.E. armés de couteaux, de rasoirs, de matraques, de barres de fer, de bouteilles utilisées comme projectiles, de gaz lacrymogènes (...) qui ont chargé et agressé les protestataires avec une violence et une haine meurtrière aux cris de "mort aux juifs" et "les juifs au four". » Le communiqué était si peu crédible que la presse communautaire (5) dans un article flagorneur à l'égard de l'O.J.D. indiquait que cette organisation était « déjà connue pour s'être lancée à l'assaut d'un colloque du Groupes de recherches et d'études pour la civilisation européenne ». Étranges manifestants pacifistes « se lançant à l'assaut ». La police avait pourtant réussi à interpeller deux des assaillants (sur la centaine de membres du commando). Se revendiquant de l'O.J.D., ils étaient relâchés le soir même, semble-t-il après intervention de Jean-Pierre Pierre-Bloch, fils du président de la L.I.C.R.A., alors député U.D.F. du XVIII^e arrondissement de Paris. En dépit des plaintes déposées par les dirigeants du G.R.E.C.E. et par les blessés eux-mêmes, aucune suite légale ne fut jamais donnée à l'affaire (6).

Suite à cette agression, le professeur André Cocatre-Zilgen, de la faculté de droit de Paris, prenait l'initiative d'une pétition qui sera signée par de nombreux intellectuels comme Alexandre Astruc, Alphonse Boudard, Jean-Christophe Averty, Jean-Louis Barrault, Gilbert Comte, Pierre Daix, Alain Daniélou, Jean-Marie Domenach, Geneviève Dormann, Jacques Dufilho, Francis Esménard, Louis Pauwels, Roger Peyrefitte, Anna Posner, Léo Malet, Roger Peyrefitte, etc.

## O.J.D. et Renouveau juif

Près d'un an après, et très étrangement pratiquement la veille même de l'attentat de la rue Copernic (ce qui ne fut pas relevé par la presse ensuite), le 30 septembre 1980, l'O.J.D. apparaissait au grand jour au cours d'une conférence de presse, qualifiée pourtant de « clandestine », alors qu'elle se tint dans un grand hôtel parisien

(et que la police, qui n'en ignorait rien, dut laisser se dérouler sous la pression du ministère de l'Intérieur). On apprit alors, de la bouche même des dirigeants présents, un élément essentiel quant à son origine, ses liens et son implantation : l'O.J.D. avait tout simplement organisé et supervisé l'intégralité de la sécurité et du service d'ordre des premiers Douze heures pour Israël, très officiellement organisées par le Renouveau juif de Henri Hajdenberg, qui réunirent en avril 1980 pas moins de 100 à 150 000 juifs. Cela, du coup, prouvait les liens étroits entre l'O.J.D. et la « communauté » (ainsi que les bonnes relations avec la police). Ces liens communautaires apparaissent également clairement dans un reportage paru sous le titre *Marais, le temps de l'autodéfense* (7) : « On voit circuler dans la rue des Écouffes des garçons aux carrures impressionnantes, rodés au maintien de l'ordre et à la protection des responsables politiques lors des diverses manifestations. Ils appartiennent à l'Organisation juive de défense. »

A fortiori, les responsables de l'O.J.D. présents à la conférence de presse, pour bien enfoncer le clou, déclaraient : « Nous travaillons en contact étroit avec les dirigeants de la Communauté et avec les pouvoirs publics. Nous ne sommes pas des autonomistes corses ou bretons, nous voulons simplement vivre en paix. Mais celui qui insulte un Juif doit savoir qu'il sera insulté à son tour. Celui qui frappe un Juif doit savoir qu'il sera frappé à son tour (...) Nous empêcherons la création en France d'une Brigade rouge contre les Juifs. »

Leur apparition en public était due au fait d'« en terminer avec une certaine hypocrisie de la Communauté qui veut bien nous donner la responsabilité de la sécurité des grandes manifestations pour tenter de nous marginaliser par la suite ». Étaient également revendiqués l'attaque du colloque du G.R.E.C.E., l'attaque du stand soviétique à la Foire du livre le 1er mai précédent, le tabassage de membres ou sympathisants de la F.A.N.E. le 19 septembre, etc.

Les autres éléments reproduits dans la presse devaient démontrer à tout lecteur impartial qu'il ne s'agissait pas d'un groupuscule inorganisé à l'activité sporadique, mais d'une milice clandestine très organisée, entraînée et formée, susceptible de rassembler environ cinq cents miliciens juifs en France, fortement épaulée par la communauté et organisées en sections à Paris, Marseille, Lille, Nancy, Toulouse, Nice, etc. Ces « jeunes gens (sont) capables de se battre, de reconnaître une bombe, de fouiller en détectant très vite le paquet de cigarettes dissimulant un détonateur ou la montre cachant un explosif (5). » L'un des responsables indiquait : « Nos militants qui doivent tous être de qualité reçoivent une solide for-

mation de base et une rigoureuse discipline. Nous dispensons des cours de désamorçage d'explosifs, d'identification de ces mêmes explosifs. (Les entraînements sont) répartis dans différentes salles parisiennes. Nos militants ne s'entraînent pas dans un but sportif, mais spécifiquement aux sports de combat (8). »

Les intéressés n'en rejetaient pas moins le terme de « milice », terme évidemment connoté du gamma de la Milice française : « Les quelques centaines de travailleurs et d'étudiants que nous pouvons mobiliser très vite sont avant toute chose des apolitiques, le but essentiel de notre action, est une réflexion sur les problèmes de sécurité (9). » Il semble de fait que l'O.J.D., si elle était manipulée ou encadrée par des groupements juifs se situant très à droite, avait puisé dans un vivier apolitique mais aussi dans les groupuscules de gauche, voire très à gauche. Un indice, un seul journal avait déjà eu droit aux primeurs de la conférence de presse, dix jours avant son déroulement : le quotidien *Libération* (8). Selon cette publication, il y aurait à l'origine huit fondateurs juifs, de toutes tendances politiques : « Nous nous sommes réunis et nous avons constaté que les anciennes organisations – le F.E.J., le C.L.E.S.S., le R.I.F., le Bétar – dépérissaient. Il s'agissait de construire un service d'ordre au service de la communauté qui ne dépende d'aucun parti israélien. » A la tête de l'O.J.D. existerait un comité directeur de quatre membres (parmi lesquels un fils de communiste polonais). « Nous fonctionnons démocratiquement sur la base de "l'auto-discipline". » L'orientation pluripolitique semble exacte puisqu'au moment même où l'O.J.D. tenait sa conférence de presse, le 30 septembre, quelques dizaines de ses militants assuraient le service d'ordre et la sécurité d'un meeting organisé à la Mutualité par le Comité de liaison des étudiants sionistes socialistes (C.L.E.S.S.), avec « fouilles corporelles, vérifications d'identité, examen des sacs à main, recherches – parfois un peu hystériques – de bombes que "les fachos auraient pu déposer" (10) ».

A la suite de la conférence de presse, *Tribune juive* consacrait un article de pas moins de trois pages (avec photos de milices casquées et armées) à l'O.J.D., sous le titre incroyable *L'Organisation Juive de Défense (O.J.D.) lance un appel au calme et à la vigilance*, alors que ses membres étaient évidemment les premiers fourriers de la violence. Ils jouaient évidemment la carte « retenez-moi ou je fais un malheur » : « Si le laxisme continue, nous ne pourrons plus tenir les jeunes Juifs qui sont très nerveux. Dans les jours qui viennent, nous mènerons notre propre enquête sur le crime de la rue Copernic et nous en tirerons les conséquences. Cela dit, nous ne voulons pas céder à la provocation, nous n'irons pas casser du nazi. » Pas à

une contradiction près, les mêmes, interrogés sur d'éventuelles « expéditions punitives », répondaient pourtant : « Si le besoin s'en fait sentir, pourquoi pas ? »

Tandis que diverses manifestations entraînaient une surenchère verbale contre le gouvernement et la police, les autorités de la communauté eurent des paroles de sagesse au moment de l'attentat de la rue Copernic. Guy de Rothschild s'élevait contre « la toute petite minorité » qui prône l'autodéfense juive, et espérait que « les pouvoirs publics s'attelleront avec ardeur et sans l'ombre du laxisme » à la lutte contre le terrorisme. Par la suite, Guy de Rothschild devait réitérer ses avertissements, avec circonspection et justesse (11) : « Toutes les formes de terrorisme qui assaillent l'Occident actuellement et qui ont toutes leur origine dans le marxisme-léninisme ont un lien : elles tendent à détruite par la terreur ou le terrorisme la texture sociale, psychologique, de l'Occident. » De même, selon le C.R.I.F., « il est impératif de faire comprendre à l'opinion publique la volonté de la communauté juive de ne pas se laisser isoler en se repliant sur elle-même. Elle entend au contraire contribuer au déploiement d'une action solidaire nationale, car cette action solidaire est susceptible d'enrayer le calcul des criminels qui espèrent casser la société française par une escalade de la violence : aujourd'hui les juifs, demain d'autres, jusqu'à ce que la peur pénètre et dissolve toute vie nationale. »

Le grand rabbin Kaplan s'adressait également aux jeunes juifs le 4 octobre : « Je comprends et partage votre indignation. Je sais que vous êtes fermes et résolus, mais ne tombez pas dans le piège de la violence. Attendez le résultat des directives expresses que vient de donner le président de la république. Attendez aussi les directives que le C.R.I.F. pourra vous donner. » Des paroles de sagesse qui tranchaient avec celles des jours précédents où l'autodéfense avait failli devenir la méthode de sécurité habituelle de la communauté. En effet, l'O.J.D., qui avait assuré le service d'ordre de la manifestation (3 000 personnes) du 30 septembre, était chaudement encouragée par la communauté : « L'O.J.D. a sans doute gagné son droit à l'existence aux côtés des associations juives. Le C.R.I.F. qui avait d'abord critiqué les interventions, un peu musclées, de ces jeunes gens et déploré les tentatives d'autodéfense de la communauté a salué devant le Mémorial (du martyr juif) “la générosité d'âme” de ces chevaliers protecteurs (12). »

Certains, comme l'écrivain Jacques Lanzmann, devaient jeter de l'huile sur le feu (13) : « Les juifs n'ont besoin de personne pour surveiller et protéger les lieux où ils se rencontrent. Qu'on leur permette simplement le droit à leur propre surveillance, exactement

**Le regard de Jacques Lanzmann**

# A propos de la rue Copernic

*Il aura donc fallu les morts de la rue Copernic pour que, côté gouvernement, on prenne enfin au sérieux les avertissements lancés depuis des mois, et principalement ces derniers jours, par les responsa-siège de l'Aéroflot.*

*Je comprends Jean-Pierre Bloch, président de la LICRA, de s'être réjoui de cette mesure devant les caméras en sortant de la place Beauvau. Il était, je crois, étreint par une trop forte émotion pour se rendre compte de cette décision désastreuse, et qui aurait pour conséquence la création implicite d'une sorte de ghetto. Avouez que l'image est insupportable.*

*Les juifs n'ont besoin de personne pour surveiller et protéger les lieux où ils se rencontrent. Qu'on leur permette simplement le droit à leur propre surveillance, exactement comme on le permet au parti communiste, qui organise jour et nuit des tours de garde au siège du comité central, à L'Humanité et dans les divers locaux et permanences qui abritent les militants. Il n'y a jamais eu, que je sache, même au temps de Budapest et de Prague, des CRS en armes devant l'immeuble de la place du Colonel-Fabien.*

*Laissez-moi vous dire que je respecte Jean-Pierre Bloch, comme je respecte et comme j'admire Raymond Aron et le grand rabbin Kaplan, sollicités ces jours-ci sur les trois chaînes et multipliant les appels au calme, à l'adresse des organisations sionistes, de peur que la violence n'engendre la violence, comme si la violence n'était pas arrivée d'elle-même.*

*Je veux bien croire avec Raymond Aron que l'histoire ne se répète pas, que nous ne sommes pas aujourd'hui dans un contexte antisémite aigu, que le régime qui nous régit n'est pas anti-juif et que seuls quelques groupuscules s'agitent dans l'espoir de déstabiliser la démocratie. Alors, de grâce, vous qui êtes importants, respectables et écoutés, faites en sorte que les compagnies de CRS de M. Christian Bonnet regagnent leur cantonnement. Je suis assez bien placé pour savoir que beaucoup de juifs préféreraient assurer eux-mêmes leur propre sécurité. Et je pense que d'autres hommes, juifs et non juifs, viendraient les épauler comme certains l'avaient déjà fait, ce qui leur a permis d'échapper au génocide et de goûter à la liberté jusqu'à en perdre le souffle.*

*Au cas où cette permission de surveillance ne serait pas accordée à la communauté juive, il est à craindre que le mouvement de violence redouté par ses responsables devienne, dès lors, irréversible.*

*Toujours prêt à dégainer, Jacques Lanzmann manie-t-il aussi bien la Kalachnikov que le stylo ? (VSD, 9 octobre 1980).*

comme on le permet au Parti communiste, qui organise nuit et jour des tours de garde au siège du comité central, à *L'Humanité* et dans les divers locaux et permanences qui abritent les militants (...) De grâce, vous qui êtes si importants, respectables et écoutés, faites en sorte que les compagnies de C.R.S. de M. Bonnet regagnent leur cantonnement. Je suis assez bien placé pour savoir que beaucoup de juifs préféreraient assurer eux-mêmes leur propre sécurité. Et je pense que d'autres hommes, juifs et non juifs, viendraient les épauler comme certains l'avaient déjà fait, ce qui leur a permis d'échapper au génocide et de goûter à la liberté (...) Au cas où cette permission de surveillance ne serait pas accordée à la communauté juive, il est à craindre que le mouvement de violence redouté par ses responsables devienne, dès lors, irréversible. »

L'éditorialiste Dominique Jamet répliqua alors (14) : « Qui que ce soit qui ait été frappé, aucune catégorie sociale ne saurait s'arroger le droit de se faire justice, et moins encore à coups de couteaux. Quant à la loi du talion, discutable dans son principe, en ce qu'elle n'admet pas le pardon, elle n'a jamais autorisé des gens qui ne furent point victimes à frapper quelqu'un qui n'est pas coupable. » Il en fut de même dans la gauche mitterrandienne (15) : « Une chose est d'exalter la fierté juive retrouvée, de vouloir effacer définitivement le "complexe de Treblinka", que certains jugent responsable de l'attitude passive de la masse du peuple juif devant l'évidence de sa destruction durant la Seconde Guerre mondiale. c'en est une autre que de se laisser aller à une attitude d'autodéfense et de représailles – avec tous les dangers d'excès et de bavures que cela représente – dans un pays où la menace qui pèse sur les juifs n'est le fait que de petits groupes marginaux, et où les institutions démocratiques protègent les citoyens. »

Si certains avaient enterré l'O.J.D., celle-ci devait renaître de ses cendres en 1986. Une lettre confidentielle, en général bien informée (16) indiquait : « Milices. Autre sujet d'inquiétude pour le ministère de l'Intérieur : les rumeurs faisant état d'une relance des projets de "milices" privées à l'intérieur de la communauté juive, surtout après l'attentat contre le grand magasin Tati (trois des six personnes tuées étaient d'origine juive). Lors de récentes manifestations antiterroristes, des tracts ont été distribués par l'Organisation juive de défense, appelant au recrutement de jeunes Juifs "prêts à apprendre le karaté et le tir au pistolet afin de protéger les synagogues". L'O.J.D. est en relation avec une organisation américaine du même nom (J.D.O.) dirigée à New York par Mordechai Levy et liée au parti extrémiste israélien Kach (du rabbin Meir Kahane), à laquelle le F.B.I. attribue la responsabilité de plusieurs attentats

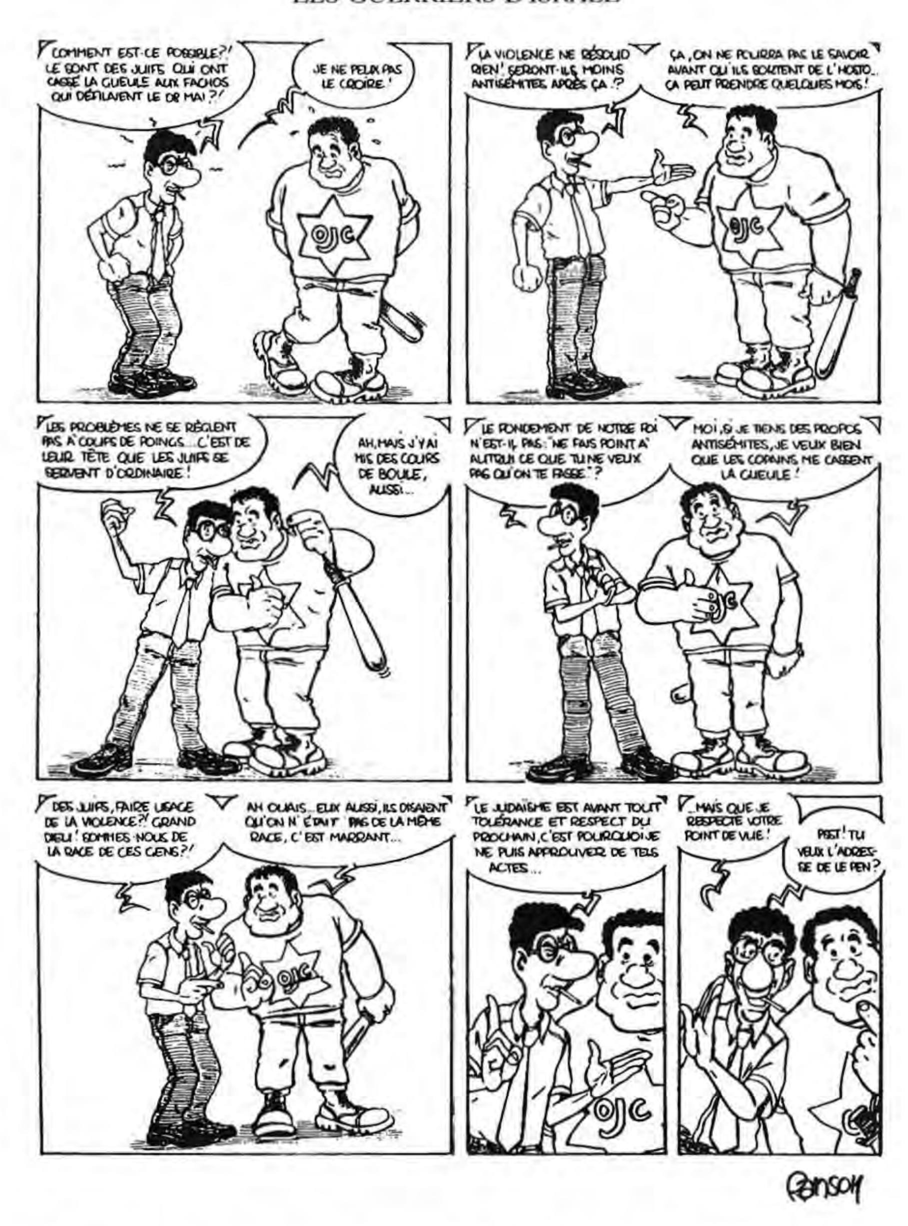
commis depuis le début de l'année. » Ce tract, indiquera la presse nationaliste (17), avait été distribué au métro Cadet (et sans doute ailleurs) le 9 septembre, jour de la manifestation organisée au Mémorial juif et « contre tous les terrorismes » par le Renouveau juif.

Ce tract sera par la suite régulièrement distribué (18) dans les manifestations communautaires. Son texte indique : « Nous recherchons de jeunes Juifs conscients. Prêts à apprendre le karaté et le tir au pistolet afin de protéger les synagogues et de combattre les néonazis. Nous voulons des Juifs prêts à défendre le peuple juif. Organisation juive de défense. (19). »

## L'Organisation Juive de Combat

Au gré des circonstances, des années et des lieux, les commandos sionistes, souvent composés des mêmes individus se sont affublés des noms les plus divers. Dans les années quatre-vingt - quatre-vingt-dix, cela a été le cas de l'Organisation juive de combat qu'on retrouve dans nombre d'agressions (voir chronologie). Un article particulièrement bien informé lui a été consacré par le quotidien *Libération* (20), sous la signature d'Alain Léauthier. Ce journaliste paraît être au mieux avec les milices clandestines puisqu'il a pu, à plusieurs reprises, rapporter leurs « exploits », vécus « de l'intérieur ». C'est donc un avis d'expert, que l'on citera longuement.

L'article est paru le lendemain de la manifestation contre la « profanation de Carpentras », qui fut accompagnée de nombreux actes de vandalisme et de violence. Le Bétar figurait parmi les groupes les plus « remuants ». Outre des drapeaux israéliens, ses militants exhibaient, raffinement suprême, un mannequin représentant Jean-Marie Le Pen empalé vêtu d'un T-shirt où était inscrit « Carpentras, c'est moi. ». Une image forte du bouc émissaire qui fut évidemment longuement filmée par les télévisions présentes (21). Le titre est déjà tout un programme : *Le Bétar, bras frappeur du sionisme.* Tout comme le sous-titre : *Les Jeunes juifs du Bétar, la façade publique de l'Organisation juive de combat, ne manquent jamais une occasion d'aller casser du facho.* On lit ensuite : « Présent dans les facs, le Bétar, pour les coups durs, regroupait surtout des “jeunes frappeurs”, adeptes des sports de combat ou du coup de boule, et plus portés sur la vie trépidante de la rue que l'étude studieuse de la Tora. Depuis quelques années, ils se sont regroupés dans une structure semi-clandestine, l'Organisation juive de combat (O.J.C.) dont le Bétar n'est que le cache-sexe public et qui intervient ponctuellement comme lors du procès de Mark Fredriksen, le patron du mouvement néonazi, la Fane, aujourd'hui dissout. »




*L'incroyable bande dessinée publiée par* Tribune juive *(13 mai 1988) juste après l'attaque de l'Organisation juive de combat contre le défilé en hommage à Sainte Jeanne d'Arc. Ou comment un hebdomadaire respectable paraît approuver (et même encourager) des actions terroristes contre les nationalistes français.*

Un renseignement d'autant plus intéressant sur l'identité des auteurs des diverses agressions perpétrées contre les militants néo-nazis, puisque l'organisation qui avait revendiqué les attaques s'intitulait à l'époque Organisation juive de défense (et non de combat). Il y aurait donc selon Alain Léauthier, grand spécialiste des questions « miliciennes », filiation entre l'O.J.D. et l'O.J.C. : « L'O.J.C. est un curieux melting-pot regroupant quelques cadres expérimentés, des lycéens ou étudiants en tout petit nombre, mais surtout les frimeurs du Sentier, le quartier parisien de la confection, par ailleurs grand pourvoyeur de fonds, et les membres des bandes opérant sur Saint-Paul, Belleville, le Faubourg Montmartre – leur rendez-vous préféré –, ou encore en banlieue, à Sarcelles, Bagnolet, les Lilas, Montreuil ou Fontenay. Dimanche dernier, ils n'ont pas dédaigné la place Saint-Augustin. Comme en 1988, à peu près à la même époque, ils ont fait subir aux militants d'extrême droite une de leurs

*Quand* Libération *(15 mai 1990) vend la mèche : le Bétar est la « façade publique » de l'Organisation juive de combat, responsable de multiples exactions.*

# Le Bétar, bras frappeur du sionisme

***Les jeunes juifs du Bétar, la façade publique de l'Organisation juive de combat, ne manquent jamais une occasion d'aller casser du facho.***

Dans la manifestation, hier, une des rares banderoles annonçait la présence du Bétar, dont les militants brandissaient également un drapeau israélien, et un mannequin représentant Le Pen empalé vêtu d'un tee-shirt où était inscrit *« Carpentras c'est moi »*.

Ce mouvement de jeunesse réputée depuis de nombreuses années pour ses interventions particulièrement musclées contre les rassemblements ou réunions néo-nazies, s'est fait surtout connaître dans les années soixante-dix lorsque ses troupes de choc affrontaient régulièrement les militants des organisations gauchistes pro-palestiniennes. Ou bien quand ils se coltinaient avec d'autres jeunes juifs, plus attirés par le sionisme de gauche. Le Bétar voue en effet un attachement viscéral à Israël qui ne souffre aucune critique ni contestation.

En fait, comme d'autres organisations juives de jeunesse toutes liées aux grandes tendances du sionisme, le mouvement est très ancien puisqu'il a été fondé avant la création de l'Etat hébreu. Depuis cette époque, il suit fidèlement la droite israélienne la moins ouverte au compromis. Très politique autrefois, il n'a jamais manqué une occasion d'exprimer son hostilité farouche à la présence ou aux visites de représentants de l'OLP en France, Yasser Arafat en tête. Mais le groupe, comme tant d'autres, proches ou opposés, semble aujourd'hui en perte de vitesse. Une raison en particulier explique cet échec relatif : alors qu'il en avait fait un de ses principaux objectifs, le Bétar n'a pas réussi à convaincre beaucoup de jeunes de rejoindre Israël.

Présent dans les facs, le Bétar, pour les coups durs, regroupait surtout des jeunes « frappeurs », adeptes des sports de combat ou du coup de boule, et plus portés sur la vie trépidante de la rue que l'étude studieuse de la Tora. Depuis quelques années, ils se sont regroupés dans une structure semi-clandestine, l'Organisation juive de combat (l'OJC) dont le Bétar n'est que le cache-sexe public et qui intervient ponctuellement, comme lors du procès de Mark Fredriksen, le patron du mouvement néo-nazi la FANE aujourd'hui dissout.

L'OJC est un curieux melting-pot regroupant quelques cadres expérimentés, des lycéens ou étudiants en tout petit nombre mais surtout les frimeurs du Sentier, le quartier parisien de la confection par ailleurs grand pourvoyeur de fonds, et les membres de bandes opérant sur Saint-Paul, Belleville, le Faubourg Montmartre – leur rendez-vous préféré –, ou encore en banlieue, à Sarcelles, Bagnolet, les Lilas, Montreuil ou Fontenay. Dimanche dernier, ils n'ont pas dédaigné la place Saint-Augustin, dimanche dernier. Comme en 1988, à peu près à la même époque, ils ont fait subir aux militants d'extrême-droite une de leurs plus sérieuses déculottées.

En période de tension, la communauté juive ne voit pas d'un trop mauvais œil leur détermination à casser du « faf ». Curieusement, par prudence ou tactique, l'OJC ne s'est jamais vraiment attaqué directement au Front national. Pour l'instant.

A.L.

de leurs plus sévères déculottées. En période de tension, la communauté juive ne voit pas d'un trop mauvais œil leur détermination à casser du "faf". »

Devant de telles révélations impliquant directement le Bétar dans les exactions de l'O.J.D. et autre O.J.C., les responsables de ce mouvement auraient évidemment dû porter plainte en diffamation, si cela avait été faux. Ils se contentèrent d'un étonnant petit rectificatif (*Libération*, 18 mai 1990) : « Le Bétar nous fait savoir qu'il est une association à vocation culturelle dont la branche étudiante est active et qu'il n'a aucun lien avec l'O.J.C. (Organisation juive de combat). » Un peu court, diront certains esprits mal intentionnés.

## Le bunker de la Fédération des Juifs de France

La Fédération des Juifs de France (19, rue Béranger, 75003 Paris, où se trouvent d'autres associations comme le Foyer ouvrier juif de France et l'Association jeunesse pionnière Dror, mouvement haloutsique rattaché au parti travailliste israélien) a dans ses buts « promouvoir la défense et la protection des intérêts moraux et matériels des membres des associations adhérentes ». Elle est dirigée depuis 1984 par Pierre Sliwinski (président), gérant de société né le 17 novembre 1939 à Paris XIVᵉ, Henri Grossman (vice-président), P.-D.G. né le 24 juin 1948 à Paris Xᵉ, Michel Issembert (secrétaire général), directeur commercial né le 8 octobre 1984 à Albi, Serge Sztarkman (trésorier), P.-D.G. né le 18 mars 1942 à Pau, et Claude Touati (membre du bureau), gérant de société né le 30 janvier 1940 à Oran (Algérie).

D'une sensibilité proche du Renouveau juif, cette association, en perte de vitesse et qui a connu plusieurs éclipses (elle fut à l'origine de *Radio Chalom*, domiciliée à la même adresse que la F.J.F.), a été très active au début des années quatre-vingt à la suite de l'attentat de la rue Copernic, comme l'expliquait son président (22) : « Au lendemain de Copernic, des groupes se sont créés dans les quartiers juifs de Paris. La F.J.F. a simplement proposé une coordination pour rendre plus efficace, à cette époque, la lutte contre le terrorisme. La F.J.F. reste et demeure une organisation non politique. A part la lutte contre le terrorisme, comme beaucoup d'organisations, nous luttons pour un soutien inconditionnel à Israël, quel que soit le parti politique représenté au gouvernement. » Ce qui est évidemment d'un « apolitisme total ».

C'est également jouer sur les mots quant à la « lutte contre le terrorisme », car l'action de la F.J.F. dépassait largement un simple travail de « coordination », comme devait s'en glorifier la presse

communautaire (23) : « La Fédération dispose aujourd'hui d'un local impressionnant à deux pas de la République, local qui ressemble d'ailleurs à un bunker fortifié avec ses caméras de télévision balayant l'entrée, ses portes blindées, le sas où l'on peut éventuellement fouiller les visiteurs. Les salles d'entraînement, en sous-sol, disposent de l'air conditionné. Il y a même une cantine très bien approvisionnée. Près de trois mille adhérents viennent très régulièrement s'initier et se perfectionner aux arts martiaux et aux techniques de protection de centres communautaires, de manifestations et des rues ou des quartiers à forte densité juive. A une certaine période (...) quelque quatre cents militants ont ainsi sillonné les rues de Paris, nantis de moyens de communication intervéhicules et en contact permanent avec le Q.G. de la rue Béranger (...) Évidemment, la création d'un tel organisme, qui n'entre pas dans le cadre des mouvements traditionnels de la communauté, a posé des problèmes et continue d'ailleurs à préoccuper beaucoup de dirigeants officiels. (Toutefois, la F.J.F. travaille) en collaboration étroite avec d'autres grandes organisations communautaires, que ce soit le C.R.I.F., la LICRA, les Fils et Filles de déportés juifs (les époux Klarsfeld) ou le Renouveau juif. »

Pour *Le Journal d'Israël* (24), journal francophone israélien, la F.J.F. « revêt l'aspect d'une véritable petite armée clandestine ». Le journal ajoute très justement, ce qui laisse supposer les protections dont disposait la F.J.F. : « Le mot de clandestinité n'est peut-être pas très approprié puisque les autorités policières semblent renseignées sur la présence et l'activité de ce groupe paramilitaire. Ces autorités ayant toutefois obtenu l'assurance qu'il s'agit d'une activité de défense uniquement, elles manifesteraient une certaine tolérance et s'abstiennent d'intervenir. » On pouvait lire aussi : « A Paris, il s'agirait d'un groupe de jeunes Juifs appartenant aux professions libérales et au monde des affaires, bien structuré avec un service de transmissions, un commandement et une base souterraine pour l'entraînement dans des combats de corps à corps. Les hommes de ce groupe effectuent des patrouilles dans les centres juifs de Paris, plus particulièrement dans le Sentier où se trouvent concentrées de nombreuses entreprises appartenant à des Juifs. Jusqu'ici près de trois mille militants se seraient inscrits dans cette Fédération des Juifs de France (...) M. Henri Grossmann, un des organisateurs de ce groupe de défense, a déclaré à notre confrère qu'on aurait pu engager les services d'une société de surveillance et de protection, mais qu'on a estimé préférable de veiller soi-même à sa propre sécurité. Paris a ainsi été divisé en dix arrondissements régis par un comité de coordination, mais dont chacun a son propre commandement. »



**FEDERATION DES JUIFS DE FRANCE**

**19, rue Béranger 75003 Paris**

**☎ : 271.66.54 +**

**PRÉSENTE A TOUS SES MEMBRES ET A LA COMMUNAUTÉ JUIVE DE FRANCE SES MEILLEURS VOEUX POUR L'ANNÉE 5 7 4 6 ET SOUHAITE QUE LA NOUVELLE ANNÉE SOIT CELLE DE L'UNITÉ ET DE LA SOLIDARITÉ DANS NOTRE COMMUNAUTÉ ET ENVERS ISRAEL**

**PLUS QUE JAMAIS LA FÉDÉRATION DES JUIFS DE FRANCE (F.J.F.) RECOMMANDE A CHACUN DE RESPECTER LES CONSIGNES DE SÉCURITÉ ET DE FACILITER LA TACHE DU SERVICE D'ORDRE BÉNÉVOLE EN ACCEPTANT DE SE PLIER AUX FOUILLES EFFECTUÉES SUR LES LIEUX DE PRIERE**

*Véritable milice d'autodéfense, la Fédération des juifs de France organise la fouille des juifs pratiquants (*Bulletin de l'Agence télégraphique juive, *19 mai 1985).*

*Le Journal d'Israël* confirmait enfin que « les institutions traditionnelles des Juifs de France ne sont pas très favorables à l'existence de ce groupe d'autodéfense clandestin (mais que) les dirigeants de celui-ci sont toutefois déterminés à poursuivre leurs activités. » Alors que la presse française fait toujours le silence complet sur cette affaire, la presse juive britannique (25) publiait à son tour un reportage sur le centre « clandestin » de la rue Béranger. On y lisait que « les locaux de la F.J.F. comprennent un vaste hall où chaque nuit une trentaine de jeunes gens s'entraînent au karaté, à la boxe ou à l'autodéfense (et que) la F.J.F. est désormais responsable de la sécurité de tous les bâtiments et de tous les lieux de réunion juifs. » Il est également précisé à nouveau qu'elle « travaille en collaboration et avec l'approbation de la police française ».

L'hebdomadaire *Minute* (26) sera le seul périodique français non communautaire à rompre le silence en France, dans un long article reprenant l'essentiel des informations déjà parues mais avec des photos inédites, intitulé *Dans un bunker, en plein Paris, 3 000 jeunes Juifs s'entraînent, prêts à se venger.* La sortie de cet article, qui atteint pour la première fois le grand public, sera très

## Dans un bunker, en plein Paris

# 3000 jeunes Juifs s'entraînent, prêts à se venger...

**Au lendemain de l'attentat ignoble de la rue des Rosiers, Menahem Begin déclarait : « Je n'hésiterai pas à appeler la jeunesse de notre peuple en France à défendre la vie des Juifs. »**

**Lors de son interview télévisée, Mitterrand lui répondait que « les Juifs de France, français, font confiance aux lois de leur pays ».**

**Il est évident qu'il était outrecuidant de la part du chef de l'Etat israélien de prétendre lever sur notre territoire des milices. Nous trouverions, pour une fois, parfaitement légitime la réponse du président de la République si...**

**Si elle n'était parfaitement hypocrite.**

**Car nous savons, la police sait, Defferre est au courant et Mitterrand ne peut, par conséquent, ignorer que des milices juives existent bel et bien à Paris.**

**L'enquête que nous publions ci-contre, nous vaudra, peut-être, à nouveau, des accusations d'antisémitisme de la part des imbéciles.**

**Si nous avons toujours soutenu la « légitime défense », prévue d'ailleurs par le Code pénal, nous n'avons jamais approuvé la création de groupes d'autodéfense en France. Ils sont d'ailleurs illégaux et risquent d'aboutir à des abus et à des « bavures ».**

**Encore faut-il que l'Etat fasse respecter réellement la loi en protégeant les citoyens.**

**Ce n'est pas le cas. La désorganisation de la police par Defferre, le dévoiement de la justice par Badinter ont créé toutes les conditions pour que des milices surgissent dans toutes les communautés et dans tous les secteurs où la sécurité n'est plus assurée.**

**Notre document montre où nous mènent le laxisme et l'hypocrisie du pouvoir.**

**LE 26 mars 1982, l'hebdomadaire « Tribune juive » a consacré un article de trois pages à une organisation dont l'objectif est « d'entraîner au combat rapproché les jeunes Juifs, parfois de moins jeunes, tous prêts à assumer leurs responsabilités en cas de coup dur ».**

Cette milice, précisait **Tribune juive**, est née en 1981 du regroupement, sous l'égide de la Fédération des Juifs de France (FJF), de plusieurs comités de quartier créés au lendemain de l'attentat de la rue Copernic.

« **L'idée maîtresse au départ — et elle est demeurée l'axe autour duquel tournent la plupart des activités —, c'est de doter la communauté juive de France des moyens nécessaires pour assurer sa défense et montrer aux antisémites de tous bords que les Juifs français sont assez forts pour ne pas se laisser faire.** »

Le moins qu'on puisse dire est que la FJF n'a pas lésiné sur les moyens, puisque **Tribune juive** nous apprend qu'elle dispose « **d'un local impressionnant, à deux pas de la République, local qui ressemble d'ailleurs à un bunker fortifié avec ses caméras de télévision balayant l'entrée, ses portes blindées, le sas où l'on peut scruter et, éventuellement, fouiller les visiteurs. Les salles d'entraînement, en sous-sol, disposent de l'air conditionné (...). Près de trois mille adhérents viennent régulièrement s'initier et se perfectionner aux arts martiaux (...). A une certaine période, alors que l'on redoutait une recrudescence d'attentats antisémites, quelque quatre cents militants ont ainsi sillonné les rues de Paris, nantis de moyens de communication radio inter-véhicules et en contact permanent avec le QG de la rue Béranger** ».

C'est en effet au 19 de la rue Béranger, dans le 3ᵉ arrondissement de Paris, que fonctionne le poste de commandement de cette organisation qui dispose d'un budget annuel d'un million de francs et anime une radio libre, « Radio Chalom ».

### Semi-clandestinité

Un mois après l'article de **Tribune juive**, ces révélations étaient reprises par **Le Journal d'Israël** du 9 avril 1982. Citant le correspondant en Europe du **Yedioth Aharonot**, le quotidien israélien de langue française précisait que la FJF revêtait « **l'aspect d'une véritable petite armée clandestine** » et ajoutait : « **Le mot de clandestinité n'est peut-être pas très approprié puisque les autorités policières semblent renseignées sur la présence et l'activité de ce groupe paramilitaire...** »

Clandestins ou non, les miliciens de la rue Béranger sont pour le moins discrets et peu bavards. N'entre pas qui veut dans leur « bunker », ainsi qu'a pu le constater l'un de nos collaborateurs...

On comprend d'autant mieux cette discrétion que, de l'aveu même de **Tribune juive**, « **la création d'un tel organisme (...) a posé des problèmes et continue d'ailleurs à préoccuper beaucoup de dirigeants officiels** ». « **Il semblerait**, ajoutait « **Le Journal d'Israël** », **que les institutions traditionnelles des Juifs de France ne sont pas très favorables à l'existence de ce groupe d'autodéfense clandestin.** »

Après les déclarations de Menahem Begin appelant « **la jeunesse de notre peuple en France à défendre la vie des Juifs et leur dignité** », le grand rabbin **Sirat** a été très explicite : « **Je tiens à dire de la façon la plus nette et la plus claire que c'est le rôle des pouvoirs publics, et particulièrement de la police, de protéger la vie et les biens des citoyens que nous sommes. Il n'est pas question de créer des milices privées.** »

**Alain de Rothschild**, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), estime que « **la violence ne doit pas en appeler à la violence** » et que la création de milices serait « **contraire à la tradition de notre communauté** ».

Telle n'est pas l'opinion de **Tribune juive** qui affirme, dans son numéro du 10 octobre 1980, que « **l'autodéfense juive est une histoire vieille de juste un siècle** ». Une histoire qui a commencé en Russie, lorsque **Vladimir Jabotinsky** organisa en 1880 les premières milices armées, et qui s'est poursuivie en Palestine, lorsque les colons juifs eurent recours au terrorisme. Une page de l'histoire que Menahem Begin connaît bien !

### Meurtre interdit, mais...

Il est vrai cependant que la France, jusqu'à la fin des années 70, n'a pas connu de milices juives, contrairement aux Etats-Unis, par exemple, où une Jewish Defense League a commis, depuis sa création en 1968, plus de cinquante attentats à l'explosif. Quelques-uns des dirigeants de cette organisation paramilitaire ont été arrêtés et condamnés. L'un d'eux avait promis, au cours d'une conférence de presse, une somme de plusieurs centaines de dollars à quiconque abattrait un « néo-nazi ». Les responsables de la JDL ont coutume de dire que la Bible n'interdit pas de tuer, mais seulement de commettre un meurtre. Distinction subtile, quasi

**Le « bunker » de la rue Béranger, à Paris, où de jeunes Juifs viennent s'entraîner aux arts martiaux. Des caméras de télévision permettant de filtrer les entrées.**

talmudique, qui permet d'affirm que l'on peut tuer des antisémi sans commettre un meurtre ! telles allégations prennent tout le sens lorsque l'on sait que plusie militants de l'organisation ont arrêtés, voici quelques années, po avoir peint des croix gammées des synagogues, dans le but de fa croire à la renaissance de l'antisé tisme.

En 1978, le fondateur de la Jew Defense League, **Meir Kahane**, décidé de s'installer en Terre p mise. Arrêté en avril 1980 pour av distribué des tracts en faveur l'expulsion de tous les Arab d'Israël, il a profité de son séjou prison pour écrire un livre, « Th must go » (« Ils doivent partir ») dans lequel il prône de nouveau déportation de tous les Arabes et, attendant, la mise en place d' système d'apartheid.

Revenu aux Etats-Unis, Kaha s'est encore illustré en mai derni par des propos virulents : « **Je ve que les antisémites croient que**



**De l'autodéfense à la provocation, il n'y a qu'un pas. Des bavures ont incité les dirigeants officiels de la communauté à une**




**Jewish Defense League mange tous les jours des antisémites au petit déjeuner (...). Le nom de la JDL effraie les goyim, c'est bien, c'est très bien. »**

Bon appétit, M. Kahane !

La France, fort heureusement, n'a pas encore connu de tels excès. Pourtant, en 1979, des attentats et des agressions sont revendiqués, à Paris, par de mystérieuses Brigades juives. L'année suivante, **Samuel Flatto-Sharon,** le célèbre escroc franco-israélien, annonce la création d'un pseudo « Congrès mondial de défense des Juifs opprimés ». Au cours d'un séjour à Bruxelles, son adjoint, **Gilbert Amar,** affirme que cent cinquante « gros bras », bénéficiant de la double nationalité, se trouvent déjà en France.

Cette initiative est très mal accueillie par le CRIF qui tient à faire connaître son « indignation » et son « désaveu ». Mais au moment où l'organisation fantôme de Flatto-Sharon sombre dans le ridicule, une autre milice, plus sérieuse, prend le relais. C'est l'Organisation Juive de Défense (OJD), proche du Renouveau juif d'**Henri Hajdenberg** et de la LICRA de **Jean Pierre-Bloch.** Son objectif, toujours selon **Tribune juive** du 10 octobre 1980, est de former « des jeunes capables de se battre, de reconnaître une bombe, de fouiller en détectant très vite le paquet de cigarettes dissimulant un détonateur ou la montre cachant un explosif ».

En réalité, sous couvert d'autodéfense (revue et corrigée par James Bond ou SAS), l'OJD ne va pas tarder à multiplier les actes de violence, que ses propres dirigeants — qui tiennent à conserver l'anonymat, on les comprend ! — qualifient d'« expéditions punitives ».

## Bavures et provocations

Les personnes visées sont, pour la plupart, des militants de droite ou d'extrême droite auxquels on attribue, sans preuves et à tort, des attentats antisémites. C'est l'époque — quelques jours à peine avant l'explosion de la rue Copernic — où Jean Pierre-Bloch déclare publiquement, en présence de **Gaston Defferre** qui n'était pas encore ministre de l'Intérieur : **« La loi du talion pourrait réapparaître. Si un seul des nôtres est touché, nous appliquerons la formule : œil pour œil, dent pour dent ! »**

Quatre jours après Copernic, un vieillard de 84 ans, M. **Charles Bousquet,** que ses agresseurs ont confondu avec un homonyme, est défiguré à l'acide sulfurique. Cet acte ignoble est revendiqué par les Brigades juives. Le 29 janvier 1981, un militant d'extrême droite, **Michel Caignet,** est roué de coups et à son tour vitriolé. Cette fois-ci, l'agression n'est pas revendiquée, mais la police acquiert la conviction qu'un individu au moins a participé aux deux vitriolages. L'enquête s'avère difficile car les activistes juifs bénéficient de solides protections et revendiquent certains de leurs coups de main au nom d'organisations éphémères. Mais, derrière l'OJD, les Brigades juives, le groupe Pessah et quelques autres, se cachent souvent les mêmes voyous, habilement manipulés par des personnages plus « respectables » qui, selon les circonstances et leurs interlocuteurs, tiennent deux langages bien différents. Et ce n'est probablement pas un hasard si l'activisme juif s'est développé en France au moment même où la Jewish Defense League essaimait dans divers pays d'Europe occidentale.

Quoi qu'il en soit, les innombrables méfaits des milices juives ont incité les dirigeants officiels de la communauté à une certaine prudence. Les plus avertis d'entre eux savent pertinemment que des organisations de ce genre sont bien incapables d'empêcher des actes de terrorisme perpétrés par des professionnels de la subversion. Inefficaces dans le domaine de la prévention, les milices risquent d'être tentées d'intervenir après coup, en organisant des expéditions punitives contre des innocents préalablement transformés en suspects, en complices ou en boucs émissaires.

N'oublions pas que l'individu qui avait revendiqué l'attentat de la rue Copernic pour le compte de la FANE, un certain **Jean-Yves Pellay,** n'était qu'un agent provocateur infiltré par l'OJD au sein du groupuscule de **Marc Fredriksen.**

*Le seul reportage paru sur le bunker de la Fédération des juifs de France, en dehors de la presse communautaire (*Minute*, 28 août 1982). Aucune télévision n'a jamais jugé utile de s'intéresser à cette véritable milice opérant en plein Paris, avec l'accord de la Préfecture de police.*

mal accueillie par les dirigeants de la F.J.F. qui publient aussitôt une « mise au point » (27). Affirmant qu'ils n'ont jamais eu l'intention de se « substituer à la police », ils profèrent une menace à peine voilée : « Si demain des esprits mal intentionnés, contrôlés ou non, devaient trouver dans la teneur de cet article la légitimation d'agressions envers notre organisme, nous pensons que *Minute* en porterait la responsabilité grave et directe...»

La Fédération des Juifs de France, sur laquelle les projecteurs se sont trouvés ainsi braqués, constitue, d'une certaine manière, une dissidence du Renouveau juif, de la même façon que *Radio Chalom*, lancée par la Fédération des Juifs de France, sera longtemps la principale radio concurrente de *Radio J*, lancée elle par le Renouveau juif. Entre les deux organisations, les points communs sont nombreux. Tout comme l'O.J.D. a pu constituer, selon certains observateurs, une structure d'accueil pour les éléments les plus radicaux du Renouveau juif, la F.J.F. a immédiatement attiré les éléments les plus militants ou activistes du Bétar, de l'U.E.J.F. ou de la L.I.C.R.A. Les différences essentielles sont, semble-t-il, non d'origine politique mais surtout d'origine socio-professionnelle : la majorité des membres fondateurs de la F.J.F. proviennent du secteur textile-habillement parisien (principalement concentré dans le Sentier) et non des milieux askhénazes.

La F.J.F. semble d'ailleurs être née en 1980 à l'initiative d'un premier « comité de quartier » – celui du Sentier – regroupé autour de Henri Grossman. Le mouvement s'est ensuite étendu sur la base d'une division géographique de la capitale. Fin 1980, dix comités de quartier étaient déjà en activité à Paris et en banlieue. C'est de la fusion de ces comités qu'aurait résulté la naissance officielle de la Fédération des Juifs de France, au début de 1981, juste avant l'élection présidentielle. « L'idée maîtresse au départ – c'est de doter la communauté juive de France des moyens nécessaires pour assurer sa défense (...) L'objectif, c'est d'entraîner au combat rapproché de jeunes Juifs, parfois de moins jeunes, tous prêts à assumer leur responsabilité en cas de coup dur (23). »

C'est l'époque où la F.J.F. fournit les gros bataillons de l'autodéfense juive. Par exemple, à la mi-mars 1982, près d'un millier de militants sionistes, dont les commandos de la F.J.F. constituaient à peu près la moitié des troupes, envahirent, à l'appel de la L.I.C.R.A., le centre universitaire Assas, pour protester contre l'interdiction par le président de l'université, Jacques Robert, par crainte d'incidents, d'une réunion sur le thème Antisémitisme et judaïsme, à laquelle Jean Pierre-Bloch et le rabbin Michael Williams, de la synagogue de la rue Copernic, devaient prendre la

parole. Il n'y aura aucun incident, et les gros bras de la F.J.F. en seront pour leurs frais. Au début du mois suivant, les militants de la F.J.F. et du Bétar constituaient l'essentiel des participants à la manifestation devant le siège de l'O.L.P. à Paris, lancée par la F.J.F. et le Front des étudiants juifs. Ils devaient prendre à partie tout ceux qui n'étaient pas strictement de leur bord : « Des journalistes ont été violemment pris à partie et leurs appareils photo brisés (...) Une bagarre a mis aux prises le service d'ordre des organisateurs et des manifestants qui voulaient le déborder (...) "Nous n'allons pas nous battre entre Juifs" s'est écrié M^e^ Hajdenberg, avant qu'on lui arrache le micro (24). » Le *Guide de la vie juive en France* précisait encore l'année suivante que « la majeure partie des 1 000 m² du centre F.J.F. situé au cœur du quartier (financièrement stratégique) du Schmatess, est constitué de salles d'entraînement physique et de sports de combat. » Le même guide ajoute : « La sécurité érigée en slogan idéologique dans le discours musclé que tiennent les dirigeants de la F.J.F. ne peut que faire frémir. »

### *Radio Chalom*

La F.J.F. disposait en 1982 d'une budget d'un million de francs par an et éditait une revue exclusivement réservée aux membres, non déposée, Expression. Elle était alors dirigée par un comité central composé des dix présidents de comités de quartier, lesquels élisaient à leur tour un directoire de cinq personnes. « Ce sont ces cinq-là qui décident de la marche de l'organisation et surtout de deux points demeurés essentiels : la sécurité et la prévention. La prévention, cela signifie aussi bien la collecte de renseignements sur des groupuscules d'extrême droite susceptibles d'entreprendre des actions antisémites que le quadrillage éventuel de quartiers à forte densité juive (24). » L'homme fort de la F.J.F. était Henri Grossman, même si le président en titre est Pierre Sliwinski (qui a remplacé Henri Bechouan). Il était en revanche président de *Radio Chalom*, ce qui démontrait les liens très étroits entre la F.J.F. et la radio (29). *Radio Chalom* avait été créée deux mois après *Radio J*, lancée par le Renouveau juif et Fidel di Paz (pseudonyme d'un journaliste de *Kol Israël*, rapidement mis sur la touche). *Radio Chalom* se présentait d'ailleurs à ses débuts comme l'émanation d'une « vingtaine d'associations juives d'autodéfense parisiennes, surtout d'origine séfarade ». Ses émissions étaient peu audibles, sauf dans le quartier du Sentier (d'où son surnom de *Radio Shmatess*). Pour la communauté (30), *Radio Chalom* est surtout considérée comme l'« expression radiophonique de l'autodéfense physique et culturelle ».

Sur cette volonté affichée d'« autodéfense physique », Shmuel Trigano, sage respecté, notait (31) : « Depuis quelques mois, le ton de certaines radios juives s'est gravement radicalisé dans le sens d'un nationalisme aussi outrancier qu'il est un *flattus vocis* (...) Une telle atmosphère de veillée d'armes apocalyptique, un tel désir d'en découdre tous azimuts ne sont pas de bon conseil (...) Peut-être ce discours flatte-t-il certains auditoires, mais il est lourd de dangers pour les radios elles-mêmes. »

## Notes

1. *S.O.S. Génération*, Ramsay, 1987.
2. Une société de protection, Sécurité et prévention, sera montée par un des responsables de S.O.S.-Racisme, Michel Moine, ancien camarade de faculté d'Harlem Désir. Il assurera la protection des « huiles » de S.O.S.-Racisme, des Fêtes des potes, ainsi que la sécurité de diverses sociétés dans la mouvance (comme, semble-t-il, les locaux de *Globe*).
3. Notamment *Le Figaro*, 2 octobre 1980.
4. *Le Monde*, 24 septembre 1980.
5. *Tribune juive*, 10 octobre 1980.
6. Un compte-rendu détaillé, avec photos, est paru dans *Éléments*, n° 33, février-mars 1980.
7. *Le Quotidien de Paris*, 18 juin 1980.
8. *Libération*, 22 septembre 1980.
9. *Le Figaro*, 2 octobre 1980.
10. *Le Monde*, 2 octobre 1980.
11. *Le Journal du dimanche*, 5 octobre 1980.
12. *Le Monde*, 2 octobre 1980.
13. *VSD*, 9 octobre 1980. Jacques Lanzmann est friand de déclarations à l'emporte-pièce. On lui doit notamment : « Si le Front national vient au pouvoir, je serai emprisonné, torturé et sans doute fusillé. mais je préfère être fusillé avant d'être torturé (...) Je ne me suis pas laissé prendre pendant la Deuxième Guerre et l'Occupation, mais je me laisserais encore moins prendre la prochaine fois. Ceux qui vont venir me chercher vont beaucoup déguster avant... Je ne suis pas de ceux qui fuient. Je suis de ceux qui luttent les armes à la main. On est tous sur des fiches. La lutte anti-arabe de Le Pen, c'est de la blague. La vraie lutte, c'est la lutte anti-juive (...) On devrait saccager les permanences du Front national. » (*Lui*, mars 1991). Ou encore : « Le Pen ? Il faut lui parler avec une Kalachnikov ! (...) Le Pen n'est pas un interlocuteur (...) A partir d'un certain stade, il ne faut pas s'acharner ; alors, la Kalachnikov » (*Passages*, octobre 1988).
14. *Le Quotidien de Paris*, 14 octobre 1980.

15. *Le Matin*, éditorial, 14 octobre 1980.
16. *La Lettre de Magazine-Hebdo*, 3 octobre 1986.
17. *Rivarol*, 19 septembre 1986.
18. Ce tract a été distribué au moins jusqu'en 1989, puisque *Présent* du 10 septembre 1989 le cite à nouveau.
19. Consulter le chapitre sur la J.D.O. aux États-Unis.
20. 15 mai 1990.
21. Cinq ans après la profanation du cimetière juif de Carpentras, malgré les accusations du ministre socialiste de l'époque Pierre Joxe et des moyens énormes mis en place, aucun membre du Front national n'a pu être suspecté de près ou de loin dans cette affaire. Plus de 200 personnes ont été entendues, 76 ont été placées en garde à vue, plus de 1 300 procès-verbaux ont été rédigés (*J.O. Assemblée nationale*, 27 février 1995). En revanche, la presse a soigneusement fait le silence sur les perquisitions effectuées au domicile du fils de rabbin marseillais, passionné de satanisme et de cérémonies profanatoires dans les cimetières de la région provençale, ainsi que de l'origine sans doute intraconfessionnelle de la profanation.
22. *Actualité juive*, 1[er] mars 1985.
23. *Tribune juive*, 26 mars 1982, article de Éric Gottlieb. On imagine sans peine le scandale si un tel centre d'entraînement était découvert au sein d'une association proche du Front national ou d'une association islamique.
24. 9 avril 1982.
25. *The Jewish Chronicle* de Londres, article de Jenni Frazer, 17 juin 1982.
26. 28 août 1982.
27. *Tribune juive*, 17 septembre 1982.
28. Éditions de l'Union des Étudiants Juifs de France, 1983.
29. De même Adolphe Korman, un temps vice-président de la F.J.F., fut à la direction de *Radio Chalom*, avec son épouse, Jeannette Korman. Le secrétaire général de *Radio Chalom* était Gérard Ermantier, né le 13 mars 1931 à Paris, et l'administrateur, Maurice Frankfover, né le 11 juillet 1931 à Paris. Animée successivement par Alain Süss et M. Gourand, *Radio Chalom* s'est regroupé depuis lors avec *Radio J* sur la même fréquence.
30. *La Terre retrouvée*, 24 décembre 1981.
31. *L'Arche*, août 1983.

*« Quand un juif me dit qu'il est français : je réponds, halte-là. Apatride, international, Israélien peut-être, français non, puisqu'il ne s'intègre pas. »*
Jean-Yves Pellay, provocateur de l'Organisation juive de défense, infiltré à la F.A.N.E. (*Le Monde*, 17 octobre 1980).

## ANATOMIE D'UNE MANIPULATION SIONISTE : JEAN-YVES PELLAY ET LA F.A.N.E.

Fondée dans les années soixante, la Fédération d'action nationaliste européenne (F.A.N.E.) cristallisa autour d'elle (et de son mensuel *Notre Europe*) dans les années soixante-dix quelques dizaines de militants, jeunes ou vieux, qui n'hésitaient pas à se revendiquer comme nationaux-socialistes français. Elle était dirigée par Marc Fredriksen, employé de banque né le 18 novembre 1936 à Paris XVIII^e^. Successivement passé par la Restauration nationale, le Front de l'Algérie française, il devint secrétaire général d'Action-Occident (1964-1966) puis de la F.A.N.E. en 1966. Dans les années soixante-dix, les cadres et militants de la F.A.N.E. entretenaient des relations suffisamment cordiales avec la tendance « nationaliste-révolutionnaire » du Front national (les Groupes nationalistes révolutionnaires de base de François Duprat) pour que Fredriksen fût candidat sous cette étiquette en mars 1978 dans la 2^e^ circonscription de Seine-Saint-Denis, face au communiste Pierre Zarka.

Puis la F.A.N.E. émergea soudain aux yeux de la presse, comme le « relais français de l'Internationale noire », une internationale mythique regroupant anciens S.S. et jeunes nazis et rêvant d'un

IV$^{e}$ Reich de mille ans. Alors que le groupuscule végétait dans un misérable local du XIX$^{e}$ arrondissement (où l'un de ses dirigeants, quasi-clochard, mourra même de faim quelques années plus tard), que son influence était pratiquement nulle et qu'il tournait en vase clos, il fut présenté comme l'équivalent du N.S.D.A.P. à la veille de la prise du pouvoir. Le 1$^{er}$ juillet 1980, treize membres étaient interpellés, sans conséquence aucune. A la suite de perquisitions diverses, on apprenait également que ce groupuscule qui comptait moins d'une trentaine d'activistes (selon Pellay) comprenait en son sein vingt-et-un policiers, dont au moins « trois sont chargés de mission (d'infiltration) par la hiérarchie », selon les propres dires du ministre de l'Intérieur de l'époque, Christian Bonnet (1). La F.A.N.E. fut alors dissoute à la demande du même ministre par décret du 3 septembre 1980 (décret entaché d'illégalité et cassé à deux reprises par la suite).

## S'il fallait faire cramer tous les magasins juifs, ce serait *Paris brûle-t-il !*

L'un des membres qui s'était le plus attaché à cette tâche, dans la provocation verbale – et physique – était un certain Jean-Yves Pellay. On lui doit par exemple, même si son nom n'apparaît pas, quelques passages totalement délirants d'un reportage conduit par la journaliste Annette Levy-Willard dans le local de la F.A.N.E., paru dans *Libération* (2) sur une pleine page sous le titre *Deux heures trente de cauchemar au local de l'ex-F.A.N.E.* En voici deux extraits dudit Pellay : « S'il fallait faire cramer tous les magasins juifs, ce serait *Paris brûle-t-il ?* » Et : « Dites-moi comment je vais pouvoir me débarrasser de Sternberg ? Sternberg, c'est le patron de la boîte de nuit de Mâcon qui me paie comme garde du corps. Je lui ai dit que je n'aime pas les juifs. De la pire race. Ils vivent sur le dos des Français. » Il accordera également un entretien délirant au *Monde*, qui le reproduira complaisamment (3) : « Quand un juif me dit qu'il est français : je réponds, halte-là. Apatride, international, Israélien peut-être, français non, puisqu'il ne s'intègre pas (...) Les juifs sont partout (...) On peut juste actuellement embêter les juifs par des collages ou des envois de menaces de mort. »

Ayant rejoint le 7 mai 1980 la F.A.N.E. (après avoir milité au Front national), cet ancien légionnaire (neuf ans de Légion) de 29 ans, à l'impressionnante carrure, s'était rapidement imposé comme garde du corps de Fredriksen et comme l'un des piliers du groupuscule, prenant de fait la direction de son service d'ordre. Le 14 octobre 1980, le même Pellay affirmait avoir été agressé, dans la

plus pure tradition du Grand-Guignol, par quatre inconnus, non loin de son domicile à Boulogne-Billancourt. Attaché par des menottes par ses agresseurs, Pellay aurait eu la poitrine rasée par ses agresseurs ; ces derniers lui auraient ensuite injecté un liquide huileux (paraffine et œstrogènes) au moyen d'une seringue... Il aurait alors subi une légère opération chirurgicale à l'hôpital Ambroise-Paré. Comme l'écrivait *Le Monde* (4), « un appel anonyme a revendiqué l'agression au nom du Renouveau juif, mais cette organisation sioniste a opposé un démenti catégorique (...) D'après M. Pellay, ses agresseurs parlaient l'hébreu ; lui-même leur aurait répondu dans cette langue. »

Peu après, Marc Fredriksen était, lui, scientifiquement passé à tabac par un commando sioniste. Comme devait le faire remarquer la 11e chambre de la cour d'appel de Paris, qui devait le juger quelques mois plus tard comme directeur de publication de *Notre Europe*, poursuivie pour apologie de crimes de meurtre, de crimes de guerre, de délits de collaboration, etc. (5) : « Le prévenu, dans une époque où les ferments de violence demeurent nombreux ne peut bénéficier d'un examen libéral des textes par lui diffusés dans le public car ses écrits tendent à ruiner les concepts qui font la vie communautaire des sociétés modernes. (Toutefois la Cour) ne peut tolérer, consciente de la mission qui lui est dévolue, que des lâches et des irresponsables aient cru pouvoir se substituer aux tribunaux et infliger à Fredriksen des sévices graves qui, à la limite, font de lui, pour ses amis, une espèce de victime de la violence ambiante. »

Quelques mois plus tard, *Le Matin* (6), quotidien socialiste, et *Le Quotidien de Paris* (7) révélaient le pot aux roses : Jean-Yves Pellay était un agent provocateur d'une milice juive clandestine. Considérant que sa tâche était terminée, Pellay avouait qu'il était juif par sa mère et qu'il avait infiltré la F.A.N.E., pour le compte d'une organisation juive, dans le but de la détruire : « En tant que garde du corps, j'avais des relations dans le milieu juif de Paris. Je suis moi-même à demi juif. Par une de mes relations, j'ai été présenté à un membre d'une "organisation civique" juive en France qui lui-même, à l'occasion des Douze Heures pour Israël (8), m'a présenté à un des responsables de son organisation. On m'a alors demandé, puisque je n'avais pas le type sémite et que j'avais une formation militaire, d'infiltrer la F.A.N.E., qui commençait à Paris à faire des "ratonnades" contre les juifs. Je l'ai fait. Je suis allé à une des permanences de la F.A.N.E. où j'ai été reçu, comme ancien légionnaire, à bras ouverts (...) C'était le 7 mai 1980. » Les contacts avec l'organisation juive clandestine se faisait par code et lieu de rendez-vous fixe à heures fixes.

Il révélait également – et surtout – que c'était lui qui avait revendiqué au nom de la F.A.N.E. l'attentat de la rue Copernic, une demi-heure seulement après l'attentat, car « j'avais l'ordre de mes amis de les mettre dans une situation difficile » : objectif parfaitement atteint. Il avait également tout inventé de l'agression qui l'aurait frappé afin de détourner l'attention de certains membres de la F.A.N.E. qui auraient commencé à se méfier de lui. Dans une longue lettre-confession, signée de sa main et publiée par les journaux, Pellay réitère ses propos avec quelques détails, mais surtout reconnaît que la F.A.N.E. ne constituait aucunement un danger. La F.A.N.E. est un « cercle restreint » et « un nid de frelons sans dard ». Son idéologue, Fredriksen, le « maître à penser du parti, le chien guide d'aveugles ». Les militants ont un « comportement physique assez médiocre » car « si vous convoquez quarante militants, il y en a une partie qui ne sont pas capables de marcher plus de deux kilomètres et d'autres qui se défilent le moment venu ». Il s'agit de « loubards balourds, boutonneux d'adolescence », un « amalgame de déphasés-mythos ». « Les gros bras du parti sont en macaroni trop cuits » et « les idées destructrices des intellectuels du parti relèvent de la psychiatrie et non de la justice ». Quant aux « manches de pioche du local (ils) avaient l'air de bâton de guimauve ». Mieux, Pellay interpelle ses anciens camarades : « Vous êtes assurément les plus mauvais terroristes que j'ai jamais eu l'occasion de rencontrer. » Pellay savait donc depuis longtemps que la F.A.N.E. ne représentait aucun danger ni pour la démocratie, ni pour la communauté juive en France. Ses « officiers traitants », avec qui il était en contact, le savaient donc parfaitement aussi. Alors, pourquoi avoir continué cette mission à l'intérieur de la F.A.N.E., si ce n'est pour pouvoir agiter, évidemment avec le soutien de la presse, une fois de plus, le spectre du nazisme renaissant à nos portes.

## L'agent infiltré se découvre

Pellay se rengorgera d'avoir « organisé le service d'ordre du procès de Fredriksen de telle façon que la situation tourne sciemment à la catastrophe ». A cette occasion, on rappellera qu'une vingtaine de militants nationaux avaient été roués de coups. Il revendique le « démantèlement de la F.A.N.E. de Marseille et de Nice (dirigée par Marc Gillet) » grâce aux renseignements qu'il donnera à des policiers de la brigade criminelle. Il dénoncera en particulier les deux jeunes gens qui avaient participé à un camp d'entraînement dans l'Ardèche avec lui (ils étaient quatre au total, Pellay compris !) ainsi que divers policiers qui auront leur carrière brisée à cause de lui.

Quel crédit apporter à ces propos explosifs, d'autant que très gênée par cette fuite inattendue qui révélait une provocation orchestrée, tant la police que diverses organisations juives parlaient de mythomanie et d'exagération ? *Le Monde*, généralement bien informé sur ces questions, confirmait (9) toutefois en partie le propos de Pellay : « Depuis quelques mois pourtant, des syndicats de policiers avaient appris qu'un juif faisait partie de la F.A.N.E. Quelques militants juifs savaient que M. Pellay, chef du service d'ordre de la F.A.N.E., était juif par sa mère et "donnait des renseignements". » Interpellé le 29 novembre au domicile de sa mère, dans la Saône-et-Loire, Pellay devait être interrogé durant six jours selon la procédure exceptionnelle de la Cour de sûreté de l'État. Lors d'une perquisition à son domicile, la police saisissait une vieille mitraillette Sten, de la Seconde Guerre mondiale, et une centaine de cartouches, héritées de son père, ancien résistant. Officier dans l'armée française et compagnon de la Libération (10), ce dernier était décédé en 1958 des suites de sa déportation dans un camp de concentration nazi. Pellay quittait alors la France avec sa mère et passait un an... en Israël, en 1959, où il en profitait pour apprendre l'hébreu. Quant à sa mère, elle confirmait que son fils avait « infiltré la F.A.N.E. pour la détruire », même s'il n'était pas juif lui-même (11).

La provocation devenait toutefois évidente lorsque *Tribune juive* (12), hebdomadaire communautaire très officiel, reconnaissait, après un entretien avec un de ses principaux dirigeants, que l'Organisation juive de défense (O.J.D.) avait effectivement chargé Jean-Yves Pellay d'infiltrer la F.A.N.E. : « Jean-Yves Pellay a effectivement contacté l'O.J.D. aux Douze Heures pour Israël. Nous l'avons chargé d'infiltrer la F.A.N.E. et il l'a fait. Nous confirmons son récit et vous pouvez le dire. » Pour *Tribune juive*, Pellay devient dès lors un héros et un « Juste » : « Il est en prison et il y a abouti après avoir pénétré un groupe d'extrême droite à la demande d'une organisation juive, quelle qu'elle soit. Jean-Yves Pellay est peut-être un esprit fragile, un être influençable, quelqu'un qui ment sur bien des points, c'est possible aussi. Mais de là à ce que les juifs le rejettent ainsi, après que lui a cru les servir, il y a là quelque chose d'injuste et de difficilement acceptable. Fils de résistant et de déporté, Jean-Yves Pellay s'est volontairement, à un moment de sa vie, mis au service des juifs, de juifs qu'il a pu rencontrer et qui ont accepté son offre de servir. A l'heure qu'il est, il n'y a personne pour le défendre, que des gens pour jeter l'opprobre sur un garçon maladroit. On raconte même que sa mère n'a pas l'argent disponible à sa défense. Jean-Yves Pellay est en prison depuis deux semaines déjà. Il faut l'aider à en sortir. » Le journal juif belge *In naam van de vrijheid*

(13), étroitement lié à la L.I.C.R.A. belge, confirmera également que l'infiltration de la F.A.N.E. avait été commanditée par l'O.J.D.

Il faudra attendre le 3 mars pour que Pellay soit remis en liberté provisoire, une détention extrêmement longue et étrange. *Tribune juive* (14), encore une fois, réitérera ses propos sur Pellay, « se réjouissant » de sa libération et précisant que « pendant plusieurs mois, il avait fourni des renseignements sur la vie interne d'un groupe d'extrême droite dissous depuis » (15).

## Notes

1. Déclaration du 14 octobre 1980.
2. 8 septembre 1980.
3. 17 octobre 1980.
4. 16 octobre 1980.
5. *Le Monde*, 6 mars 1981.
6. 28 et 29 novembre 1980.
7. 28 et 29 novembre 1980.
8. Il s'agit de la manifestation organisée par le Renouveau juif des frères Hajdenberg, dont le service d'ordre était assuré par l'Organisation juive de défense.
9. 29 novembre 1980.
10. *Le Monde*, 19 septembre 1981.
11. *Le Monde*, 2 décembre 1980.
12. .*Tribune Juive*, 26 décembre 1980.
13. 15 janvier 1981.
14. 13 mars 1981.
15. On retrouvera Pellay un an plus tard, en juin 1982, dans un groupe de seize mercenaires européens (avec un autre Français, Pierre Chapon) au sein des milices libanaises du major Saad Haddad, armées par Tsahal et agissant sous protection israélienne (*VSD*, 25 août 1982). Entraîné par les bérets verts israéliens à ce moment, il sera d'ailleurs fait prisonnier par les Palestiniens qui le retiendront cinq semaines. On le retrouve à nouveau en 1991 dans l'ex-Yougoslavie, où il signe pour trois ans dans la nouvelle armée croate (*L'Événement du jeudi*, 2 juillet 1992).



Un quatrieme condamné à mort

P. 12



LE MATIN DE PARIS supplément WEEK-END

# NEO-NAZIS : REVELATIONS D'UN AGENT JUIF

**Ancien chef du service d'ordre de la FANE, Jean-Yves Pellay affirme qu'il était infiltré dans cette organisation d'extrême droite pour la mettre hors d'état de nuire. Dans une interview au «Matin», il accuse un membre de la FANE de l'attentat de Marseille contre une imprimerie**

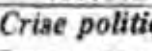
Un agent juif était infiltré depuis le mois de mai dernier dans les rangs de la FANE, l'organisation néo-nazie dirigée par Mark Fredriksen. Il en était même devenu le chef du service d'ordre. Et c'est lui qui a représenté les Français lors de la dernière réunion internationale des neo-nazis qui s'est tenue il y a quinze jours dans les locaux de la Phalange à Madrid.

Parallèlement, Jean-Yves Pellay — c'est son nom — renseignait une organisation juive sur les activités de la FANE. C'est d'ailleurs, selon lui, cette organisation qui lui avait demandé de pénétrer dans l'entourage de Mark Fredriksen. Et c'est sur l'instruction d'un de ses membres qu'il a lui-même revendiqué pour la FANE l'attentat de la rue Copernic.

Jean-Yves Pellay a maintenant décidé de tout raconter. Il le fait dans une interview au *Matin* dont nous publions aujourd'hui la première partie. Il révèle notamment que c'est un membre de la FANE qui a commis l'attentat meurtrier contre l'imprimerie marseillaise [illegible]. C'est lui, d'ailleurs, qui a donné aux policiers les indications qui ont permis de démanteler les sections niçoise et marseillaise de la FANE, dont il dévoile l'organisation. P. 2 et 3



*Le 19 septembre, lors du procès de Mark Fredriksen* [illegible] *Ses gardes du corps le protègent. A sa gauche, Jean-Yves Pellay* [illegible]



**ITALIE**

*Crise politique*

*Tempête politique à Rome après l'intervention du président de la République, Sandro Pertini, qui, mardi soir, a violemment critiqué l'inefficacité des secours apportés aux sinistrés des régions frappées par le tremblement de terre. Le ministre de l'Intérieur, Virginio Rognoni, se* [illegible]*, a présenté sa démission au président du Conseil, Arnaldo Forlani, qui l'a refusée.* P. 14

**AVEYRON**

*Des communistes pour le candidat MRG*

*Comme nous l'avions* [illegible]*, le PC de Villefranche-de-Rouergue, passant outre à la consigne d'abstention des instances fédérales, appelle à voter en faveur de Jean Rigal, candidat MRG dans la 2e circonscription de l'Aveyron lors du second tour de l'élection législative partielle.* P. 4

**COLUCHE**

*Son régisseur assassiné*

*René Gorlin, régisseur de Coluche, a été découvert* [illegible] *tué de deux balles dans la nuque.* [illegible] *interrogé hier par la brigade criminelle. A sa sortie, il a estimé que Gorlin avait été victime d'une agression crapuleuse.* P. 40

**PROCHE-ORIENT**

*Tension Syrie-Jordanie*

*Le président irakien Saddam Hussein est sorti grand gagnant du sommet arabe qui s'est achevé hier à Amman, vingt-quatre heures plus tôt que prévu. Le roi Hussein a, sans toutefois le nommer, accusé son voisin, le Syrien Hafez el-Assad, d'avoir « poignardé dans le dos » un pays arabe en prenant parti pour l'Iran dans la guerre du Golfe. Damas a massé près de 12 000 hommes sur la frontière jordanienne.* P. 10



## Salariés : Barre menace les patrons

Si la hausse des prix est [illegible] élevée [illegible] contraire [illegible]. C'est que le coût [illegible] d'une hausse plus ardente [illegible] l'inflation n'aurait pas [illegible]. C'est ce que le premier ministre a déclaré [illegible] à l'Agence centrale de presse. Mais, pour [illegible] ont été [illegible]. Il faut donc que les [illegible] fassent un [illegible] de suite, [illegible] la progression [illegible] des prix. Les chefs d'entreprise qui se montreraient trop laxistes risquent d'en subir les conséquences et de rencontrer, par exemple, des difficultés pour obtenir davantage de crédit. Mais cela ne suffira pas. Le problème de fond, dit Raymond Barre, c'est l'indexation. Il faut « échapper à la tyrannie de l'indice » et [illegible] en matière de fixation des rémunérations, des [illegible] mieux adaptées aux [illegible] conditions de la vie économique ». P. [illegible]





SIMENON

QUAND VIENT LE FROID

"MES DICTEES"

PRESSES DE LA CITE

*Le quotidien socialiste révèle qu'un « agent juif » a infiltré et manipulé la F.A.N.E. pour le compte de l'Organisation juive de défense (*Le Matin*, 28 novembre 1980).*

2 **POLITIQUE** 28 novembre 1980

LE POINT DE VUE DU « MATIN »

# La politique du «tour de vis»

DANS un entretien accordé hier à l'Agence centrale de presse, Raymond Barre [illegible] que, sur le front de l'inflation, [illegible] alors qu'il s'estimait *« en droit d'attendre pour le deuxième trimestre de cette année »* une amélioration de notre situation.

Ce constat fait, le premier ministre n'a pas pour autant — faut-il s'en étonner ? — [illegible] de sa politique économique. [illegible] senté comme un homme assiégé par *« des pressions de toutes origines qui s'exercent au nom de la croissance forte, du plein emploi et des intérêts [illegible] »*, d'inviter aussitôt les partenaires sociaux [illegible] *effort de modération des coûts et des prix [illegible] s'éviter de graves mécomptes dans l'avenir*.

En clair, Raymond Barre [illegible] seraient tentés de relancer les revendications [illegible] employeurs qui seraient tentés de céder à leurs [illegible] tions. Il invite les Français à un nouvel effort [illegible] vernement fait son devoir, [illegible] sont les vrais responsables de l'inflation. [illegible] premier ministre n'a jamais cessé de le [illegible] installation à Matignon. Il [illegible] commence à entrer dans la réalité [illegible] ries qu'ils doivent accepter une baisse de leur pouvoir d'achat. Pour Raymond Barre, il n'y a pas d'autre moyen de sortir le pays de la crise [illegible].

HIER, il a développé cette idée en posant le problème de la révision des rémunérations en fonction de l'évolution de l'indice des prix. Le principe de cette indexation est [illegible] grès social parmi les plus fondamentaux [illegible] cause constitueront un recul [illegible] ne peuvent accepter. [illegible] Barre, au nom de la « compétitivité » [illegible] [illegible]

Selon la philosophie [illegible] donc à un ralentissement de l'inflation [illegible] idée. Or, il faut bien admettre [illegible] prix » débouche sur une [illegible] ble de maîtriser les prix [illegible] tique des entreprises dans le domaine [illegible] choisit de maîtriser les salaires. [illegible] nouvelle.

QUAND un gouvernement [illegible] contre l'inflation [illegible] jours son bouc émissaire [illegible] Raymond Barre [illegible] testation syndicale [illegible] à cinq mois de l'élection présidentielle [illegible] « tour de vis ». [illegible] depuis maintenant quatre ans [illegible]

(P. J.) [illegible]

**ABONNEMENTS**

FRANCE-D.O.M.-T.O.M. [illegible]

TARIF ETUDIANT-FRANCE [illegible]

TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE [illegible]

TARIF AVION SUR DEMANDE

ETRANGER (par messageries) BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS SUISSE [illegible]

II. TUNISIE [illegible]

2,50 F [illegible]

# Un agent juif

***Ancien légionnaire, Jean-Yves Pellay le garde du corps de Fredriksen***

**Jean-Yves Pellay, un jeune juif de vingt-neuf ans, s'est infiltré en mai dernier à la demande d'une organisation juive dans l'ex-Fédération d'action nationale européenne (FANE), l'organisation néo-nazie dirigé par Marc Fredriksen. Il était même ces derniers mois son garde du corps, et le chef du service d'ordre de la FANE. Cet ancien de la Légion étrangere à laquelle il a appartenu huit ans durant, révèle aujourd'hui, dans un entretien au *Matin*, qu'il est resté après son adhésion à l'ex-FANE en contact avec des membres d'une organisation juive auxquels il fournissait des renseignements sur les activités du mouvements d'extrême droite. Un [illegible] d'une des plus importantes organisations juives [illegible] a par ailleurs confirmé au *Matin* que Jean-Yves Pellay avait des contacts avec des membres de la communauté.**

**Aujourd'hui, Jean-Yves Pellay estime sa mission terminée. Il indique que c'est lui qui avait téléphoné au nom de l'ex-FANE pour revendiquer l'attentat de la rue Copernic afin de *« mettre dans une situation difficile »* l'organisation de Marc Fredriksen. Mais il estime que la FANE n'a joué aucun rôle dans cette affaire, n'étant [illegible] pas préparée à de telles opérations. En revanche, il affirme que c'est un membre de la FANE qui a commis de son propre chef, et sans en informer la direction du parti, l'attentat contre l'imprimerie d'extrême gauche marseillaise *Encre noire*, le 11 août dernier, qui a fait un mort.**

# «On m'a demandé d'infiltrer la FANE»

**LE MATIN. — Qui êtes-vous ?**

Je m'appelle Jean-Yves Pellay. Je suis de nationalité [illegible]. J'ai vingt-neuf ans [illegible] une formation militaire dans la Légion étrangère. J'ai d'abord fait mon [illegible] en Corse, à Bonifacio [illegible]. J'ai fait une [illegible] choc et feu [illegible] parti pour [illegible] où j'ai été dirigé [illegible] régiment étranger [illegible] à Madagascar, à [illegible]. Je suis resté [illegible] à Diego Suarez [illegible]. J'ai passé [illegible] de campagne, à [illegible] parachutiste au [illegible] étranger de parachutistes. Mais je ne suis pas [illegible] 2e REP à ce [illegible] je n'ai passé que [illegible] là-bas.

**[illegible] en quelle année ?**

[illegible] 1974, et j'ai été muté [illegible] régiment étranger de [illegible]. En 1976, j'ai été [illegible] régiment, mixé [illegible]. J'y suis resté [illegible] régiment [illegible] Légion à vingt [illegible]

**Comment êtes-vous entré en contact avec la FANE ?**

J'ai pris [illegible] le métier qui [illegible] pas de [illegible]. J'ai [illegible] agent de sécurité [illegible] transporteur [illegible] agent de protection. En tant que garde du [illegible] des relations [illegible] juif de Paris. Je [illegible] à demi juif. [illegible] de ces relations, j'ai [illegible] à un membre [illegible] organisation [illegible] en France qui [illegible] l'occasion des [illegible] Daniel Heurer pour [illegible] présenté à un [illegible] responsables de son organisation. On m'a alors demandé, puisque je n'avais [illegible] une formation militaire, [illegible] la FANE, qui [illegible] Paris à faire [illegible] contre les [illegible]. Je suis allé à [illegible] de la FANE, rue Jean-Marmot [illegible] comme [illegible], à [illegible]

ouvert. J'ai signé mon bulletin d'adhésion, payé ma cotisation et reçu ma carte deux jours plus tard. C'était [illegible] après l'attentat contre Daniel Heurer, et le local venait d'être mis à sac. C'était le 7 mai 1980.

**Comment s'est passée la première réunion ?**

J'ai été présenté aux responsables après avoir [illegible]. Quand j'ai vu Marc Fredriksen, je [illegible] parce que je m'attendais [illegible] type relativement jeune pour un parti jeune. J'avais en face de moi une personne [illegible]. Sa secrétaire [illegible] IIIe Reich, était [illegible] vieille que lui, et le grand homme du parti, Robert Henri Petit, ancien directeur du journal [illegible] *Pilori*, était un vieil homme de soixante-dix-[illegible] ans. On m'a demandé si j'avais lu *Mein Kampf*. J'ai répondu « oui », [illegible] monde ou pratiquement [illegible] le monde à la FANE [illegible].

**Est-ce que la FANE diffuse *Mein Kampf* ?**

Un des membres du bureau politique de la FANE diffuse *Mein Kampf*, mais je [illegible] remarquer que ce n'est pas un livre interdit en France.

**Comment êtes-vous devenu responsable du service d'ordre de la FANE ?**

A la FANE, il y avait [illegible] types tout jeunes, de [illegible] dix-neuf ans, dont certains prétendaient avoir fait une préparation militaire parachutiste. J'ai vérifié [illegible] qu'ils avaient un comportement physique assez médiocre. Marc Fredriksen [illegible] alors l'idée que je les entraîne, parce que [illegible] j'étais moi-même préparé à cette tâche par mon métier. Puisque j'allais tous les matins faire un cross au bois de Boulogne, il m'a dit de les convoquer pour le faire avec moi. Je l'ai fait en en convoquant une vingtaine, et il n'en est venu que deux. Il n'y a en fait pas de véritable service d'ordre à la FANE. Si vous convoquez quarante militants, il y en a une partie qui ne sont pas capables de marcher plus de deux kilomètres et d'autres qui se défilent au moment venu.

**Lors du procès de Mark Fredriksen, il semble que des militants d'autres organisations d'extrême droite aient aidé la FANE ?**

[illegible] vous avez dû voir des membres du GUD (Groupe [illegible]), qui sont d'ailleurs [illegible] à l'hôpital, des membres du PFN. Ce n'est pas une aide organisée, mais [illegible] d'affinités personnelles. Ils venaient nous [illegible] coup de main.

**[illegible], avez-vous ressenti [illegible] avec piqûres [illegible] dont vous avez été victime de la part de militants juifs ?**

Je n'ai pas tellement apprécié [illegible] dans les jeunes [illegible] agressé, en [illegible] au moyen de [illegible], en me faisant des [illegible] avec 20 % d'huile de [illegible] et 20 % d'oestrogènes. Les oestrogènes sont [illegible] partis, mais [illegible] est restée. Par contre, [illegible] fait normal [illegible] petit groupe autonome [illegible] véritable rôle. [illegible] ressenti tout de [illegible] sentiment d'indi[illegible]. Ces gars-là, si je les [illegible], je ne les tuerai pas, [illegible], mais ils iront faire [illegible] séjour en infirmerie.

**Comment se passaient vos [illegible] secrets avec les organisations juives ?**

[illegible] la plus grande des discrétions possible. On avait un [illegible] lieu de rendez-vous [illegible] heures fixes.

**[illegible] ce dernier été [illegible] camp d'entraînement en Ardèche. Pouvez-vous nous raconter comment cela se passait précisément ?**

On [illegible] quatre et on [illegible]

**[illegible] peu nombreux ?**

[illegible] si vous savez [illegible] étaient organisés les [illegible] Delta dans les années 1960. Quatre, cela fait [illegible] un trinôme plus un, [illegible] un très bon commando, quand il est parfaitement entraîné. Pour le camp, il y avait un Parisien, une Parisienne, un Ardéchois et un Marseillais. On avait une Winchester 270, des 22 long rifle. On faisait des séances de tir qui passaient pratiquement inaperçues dans la campagne, de l'entraînement spéléologique et un entraînement d'alpinisme ; le camp a duré quinze jours.

**Y avait-il beaucoup de camps ?**

Beaucoup organisés par la FANE, mais peu de participants, et jamais les mêmes.

**Est-ce que la FANE continue ses contacts avec Philippe de Sailly, qui lui a déjà prêté son château situé dans le Rhône ?**

Le dernier solstice d'été s'est passé dans le Rhône.

**Il y a eu là-bas un attentat...**

Je pense que la FANE n'y était pour rien. En revanche, je pourrai dire avec sûreté qu'un membre de la FANE est responsable de l'attentat contre l'imprimerie *l'Encre noire*, à Marseille, qu'il a d'ailleurs perpétré tout seul. Il a agi sans l'accord de Fredriksen.

**C'est vous qui avez revendiqué l'attentat de la rue Copernic ?**

Oui, je le dis dans ma lettre ; vingt minutes après avoir entendu les informations, j'ai sauté sur l'occasion. J'ai téléphoné pour revendiquer l'attentat d'une cabine publique, de façon qu'il ne soit pas revendiqué par quelqu'un d'autre. J'avais l'ordre de mes amis de les mettre dans une situation difficile...

**Propos recueillis par Pascal Krop**

**« Le Matin » publiera demain la suite de cet entretien**

28 novembre 1980 **POLITIQUE** 3

# chez les néo-nazis

***s'est infiltré dans la FANE. Il est devenu à la demande d'une organisation juive***

**Il ajoute que c'est sous le sigle « Charles Martel » que certains membres de la FANE signent leurs attentats (le Groupe Charles Martel a notamment revendiqué les attentats du 11 janvier 1978 contre un foyer Sonacotra, du 19 avril contre le foyer des étudiants protestants à Paris et enfin du 8 mai 1980 contre un restaurant musulman). On savait d'ailleurs depuis longtemps que les auteurs des nombreux coups de main de l'extrême droite agissaient le plus souvent en petits commandos en marge des organisations officielles. Jean-Yves Pellay le confirme pleinement, en précisant que ces groupes sont quelquefois entraînés par des anciens des commandos Delta, qui étaient le fer de lance de l'Organisation armée secrète (OAS) à la fin de la guerre d'Algérie.**

**A propos d'éventuelles complicités avec la police, il se contente de noter que les révélations des syndicats de police sur l'infiltration de celle-ci par des éléments néo-nazis étaient fondées. Jean-Yves Pellay a participé il y a une quinzaine de jours à la conférence internationale des néo-nazis qui s'est tenue à Madrid dans les locaux de la Phalange, où il représentait l'ex-FANE. Vingt-six personnes étaient présentes, dont les nationaux-socialistes anglais, l'Ordre des militants flamands, des Irlandais et un représentant du Mouvement social italien (MSI). Tous les partis présents se sont engagés à soutenir la FANE dans ses difficultés présentes.**

P.S.



*Jean-Yves Pellay au cours de son interview. Il estime aujourd'hui sa mission terminée*

# La lettre de l'ancien légionnaire

**NOM : PELLAY**
**PRENOMS : Jean-Yves**
**AGE : 29 ans**
**NATIONALITE : française**
**RELIGION : israélite**

**PROFESSION : agent de protection**
**MISSION : infiltrer le parti néo-nazi français FANE pour le [illegible] de l'intérieur et le détruire.**

*Tout a commencé un jour du mois de mars 1980, lorsque mon ami Israël S... m'a présenté une de ses relations qui faisait partie d'une organisation civique juive de Paris. J'avais déjà eu l'idée de faire partie d'une de ces organisations, mais je ne savais pas où m'adresser. Ce fut donc avec enthousiasme que j'acceptai de rencontrer un responsable de ce mouvement à l'occasion des Douze Heures pour Israël. Il ressortit de ma conversation avec ce responsable que mon physique peu sémite et ma profession pouvaient me servir pour travailler directement « au corps » la FANE, qui commençait à causer des tracas à la communauté juive.*

*Le 7 mai 1980, j'étais admis dans le cercle restreint des admirateurs sans bornes d'un certain Hitler. Ma première impression devait se révéler assez juste par la suite : j'étais tombé dans un nid de frelons sans dards, mais qui, par leurs actions désordonnées, pouvaient se révéler dangereux. Ce jour-là, le nid était en émoi car il avait été mis à sac quelque temps auparavant. A. Levy-Willard, dans un article de Libération, a très bien décrit cet antre qu'est le troisième étage de la rue Jean-Moinon. Affiches toutes plus mytho les unes que les autres, manches de pioche, et même un fusil à canon scié dont pas un dixième des membres ne savait se servir.*

*Les personnages, maintenant : je suis resté stupéfait lorsque l'on m'a présenté le « comité directeur » de la FANE. Un homme d'âge plus que mûr, au teint couperosé par la quantité industrielle de « demis » qu'il ingurgite à toute heure du jour, c'est le président, le führer, l'homme qui a vu l'homme qui... Marc Fredriksen. Le maître à penser du parti, le chien guide d'aveugles... Une vieille dame lui tenait lieu de secrétaire, le type même de la vieille aristocrate, qui a eu ses heures de gloire au temps du III$^e$ Reich, et qui vit son rêve depuis 1945, sans aucun désir de sortir dans une réalité qui la dépasse. Un vieil homme qui se croit encore rédacteur en chef du Pilori. Un jeune intellectuel à lunettes qui, s'il n'était pas d'extrême-droite, aurait pu être qualifié « de gauche », admirateur du Saint Homme de Mein Kampf, calé de philosophie national-socialiste, qui cite par cœur et pêle-mêle Goethe, Rosenberg et Hitler, Maurras et Kant...*

*Le comité de réception : une assemblée de jeunes loubards balourds, boutonneux d'adolescence, qui veulent s'affirmer dans un amour effréné de l'uniforme. Eux ne connaissent pas Mein Kampf ni Rosenberg, ils savent par cœur les « ratonnades », les bardes de la zone, ils connaissent par cœur le contenu des sacs des vieilles dames, et se gargarisent des pseudo-préparations militaires parachutistes qu'ils vont faire... quand ils auront mangé plus de soupe !*

*Par-dessus tout cet amalgame de déphasés-mytho-paranos, une pasionaria, une walkyrie, sanglée dans un uniforme impeccable, et bourrée à mort des préjugés les plus bornés, des relations les plus étendues, et surtout d'un sens de la représentativité hors du commun. Question de discrétion... Les camps de jeunesse, les visites sur les lieux saints du national-socialisme, les collages d'affiches, les ratonnades en pensée et en préparation, les pogroms futurs du XXI$^e$ siècle, le renversement de Giscard pour mettre quoi à la place, tout y passe en ce premier jour de contact dans le petit local du X$^e$ arrondissement.*

*Non, Elisabeth ! Pour une fois, tu t'es trompée sur la qualité ! Je ne suis pas un loubard, ni un intellectuel borné ni même un meneur de cloportes et encore moins un adorateur de saint Hitler le Grand. Je suis un homme sensé qui, comme Winston Churchill l'a si bien dit, pense que les démocraties parlementaires sont mauvaises, mais que ce sont les moins mauvaises. Je suis un homme qui pense que la discrimination raciale mène à toutes les formes d'excès et de déstabilisation de notre planète et que les inconscients et les rêveurs de votre sorte, dirigés par des créatures d'apocalypse qui rêvent de régimes totalitaires, doivent être neutralisés. Lorsque j'ai accepté cette mission, ma religion n'entrait pas en ligne de compte. Seule ma conviction de servir, pour ma modeste part, la cause de l'humanité sensée m'a fait accepter les dangers d'une telle entreprise.*

*Si j'ai décidé de lever le voile sur mes agissements à l'intérieur du parti, c'est pour plusieurs raisons :*

*1. Que je considère ma mission comme terminée : les faisceaux nationalistes européens ont vécu. Mis à l'index par tous les Français sans exception, ils n'ont aucune chance de retrouver leur popularité, si jamais ils en ont eu. Je tiens seulement à les ridiculiser une dernière fois avant de quitter la scène. Ils ont même réussi à incorporer un juif dans leurs rangs !*

*2. Que ma place de chef du service action des FNE est le rang le plus important que je puisse atteindre au sein du parti.*

*3. Que les consignes d'instruction des membres du service d'ordre pourraient mener, si je les avais appliquées jusqu'au bout, à des actions dangereuses pour la société, ce que je réprouve.*

*4. Que le risque de me découvrir inopinément devient trop grand, et que je préfère me découvrir volontairement, et que tout le monde sache ce qui se passe.*

*5. Que j'ai réussi, par des artifices propres à ma position, à déstabiliser le mouvement et à contrecarrer toutes actions nuisibles.*

*Eh ! oui, Elisabeth, tu n'aurais jamais deviné qui a revendiqué l'attentat de la rue Copernic, ni qui a organisé le service d'ordre du procès de Fredriksen de telle façon que la situation tourne sciemment à la catastrophe. Mais comment aurais-tu pu penser un seul instant que le démantèlement de la FANE de Marseille et de Nice venait des « indiscrétions » commises par un membre du parti ?*

*Ma mission est terminée parce que je me suis rendu compte que les manches de pioche du local avaient un aspect de guimauve, que les idées destructrices des intellectuels du parti relèvent de la psychiatrie et non de la justice. Que les « gros bras » du parti sont en macaroni trop cuit et que, surtout, tous les partis d'extrême droite européens désapprouvent les menées et actions de la FANE, qui les discréditent. J'en ai eu la preuve durant la conférence que nous avons tenue le 19 novembre à Madrid et où étaient présents les dirigeants de tous les partis NS européens.*

*Ma mission est terminée parce que j'ai l'intime conviction que vous ne pourrez pas aller plus loin dans la démence et que, somme toute, si vous feriez de bons comédiens, vous êtes assurément les plus mauvais terroristes que j'aie jamais eu l'occasion de rencontrer.*

*La FANE ?*
*C'est à mourir de rire...*

A Boulogne,
le 26 novembre 1980

J.-Y. Pellay





# «Tribune juive» prend la défense de M. Jean-Yves Pellay

## *Le garde du corps de M. Fredriksen aurait bien été chargé d' «infiltrer» la FANE*

L'hebdomadaire *Tribune juive* reprend à son compte dans son numéro du 26 décembre l'information d'après laquelle l'Organisation juive de défense (O. J. D.) aurait effectivement chargé M. Jean-Yves Pellay d'infiltrer la Fédération d'action nationale et européenne (FANE). M. Pellay, qui était garde du corps de M. Marc Fredriksen, avait été attaqué, le 14 octobre, par des inconnus dans son domicile de Boulogne-Billancourt (*le Monde* du 17 octobre). Un mois plus tard, il adressait une lettre au *Matin de Paris* et au *Quotidien de Paris* dans laquelle il reconnaissait avoir « revendiqué » au nom de la FANE l'attentat commis le 3 octobre rue Copernic. M. Pellay avait été arrêté le samedi 29 novembre, et une perquisition effectuée à son domicile avait permis aux enquêteurs de découvrir un pistolet mitrailleur et une centaine de cartouches. Depuis M. Pellay est en prison.

*Tribune juive* affirme avoir obtenu une confirmation d'un dirigeant (anonyme) d'O.J.D., qui a déclaré : « *Jean-Yves Pellay a effectivement contacté l'O.J.D. aux Douze Heures pour Irsaël. Nous l'avons chargé d'infiltrer la FANE et il l'a fait. Nous confirmons son récit et vous pouvez le dire.* »

« *Il est en prison*, écrit *Tribune juive*, *et il y a abouti après avoir pénétré un groupe d'extrême droite à la demande d'une organisation juive, quelle qu'elle soit. Jean-Yves Pellay est peut-être un esprit fragile, un être influençable, quelqu'un qui ment sur bien des points, c'est possible aussi. Mais de là à ce que les juifs le rejettent ainsi, après que lui a cru les servir, il y a là quelque chose d'injuste et de difficilement acceptable.*

« *Fils de résistant et de déporté, Jean-Yves Pellay s'est volontairement, à un moment de sa vie, mis au service des juifs. De juifs qu'il a pu rencontrer et qui ont accepté son offre de servir. A l'heure qu'il est, il n'y a personne pour le défendre, que des gens pour jeter l'opprobre sur un garçon maladroit. On raconte même que sa mère n'a pas l'argent indispensable à sa défense. Jean-Yves Pellay est en prison depuis deux semaines déjà. Il faut l'aider à en sortir.* »

*Malgré les dénégations de diverses organisations communautaires,* Tribune juive *prend la défense de Jean-Yves Pellay. L'ancien légionnaire opérait bien pour le compte de l'O.J.D.* (Le Monde, *1er janvier 1981*).

*« La loi du talion est une loi juive (...) Nous disons avec fermeté : œil pour œil, dent pour dent. Si l'un des nôtres était touché, nous disons tout de suite que nous avons les noms et les adresses et nous leur montrerons qui nous sommes. »*
Jean Pierre-Bloch, président de la L.I.C.R.A.
(*Le Monde*, 24 septembre 1980).

# DÉFIGURÉ AU VITRIOL

Résumons les faits : le 29 janvier 1981, vers 8 h 30 du matin, Michel Caignet, étudiant à la Sorbonne, interprète-traducteur, trésorier de l'ex-F.A.N.E., est attaqué à Courbevoie, à la sortie de son domicile, par un groupe de quatre hommes qui le rouent de coups, lui dérobent ses papiers et lui projettent à la figure et sur les mains le contenu d'une bonbonne d'acide sulfurique. Défiguré à vie par le vitriol, Caignet est également rendu aveugle pendant plusieurs mois (il ne retrouvera que très partiellement la vue). Le commando s'enfuit à bord d'une voiture Renault 5 dont le numéro d'immatriculation est relevé par un chauffeur d'autobus. La voiture ainsi identifiée appartient à un étudiant en médecine de Bobigny, fils d'un préparateur en pharmacie de la Seine-Saint-Denis, nommé Aziza.

Une perquisition à son domicile permet de découvrir des tracts et des documents de l'O.J.D. et du Front des étudiants juifs (F.E.J.) ainsi qu'une liste de dirigeants réels ou présumés de la F.A.N.E., comportant leurs adresses et des indications manuscrites de leurs emplois du temps, leurs habitudes, les itinéraires qu'ils empruntent habituellement, etc. *Minute* (1) signale aussi qu'on a retrouvé chez Yves Aziza le numéro de téléphone de la sœur d'une haute person-

nalité israélite. Cette femme est interrogée et son fils est fortement soupçonné d'avoir trempé dans l'agression. Autre élément : le beau-fils (né d'un premier mariage de sa femme) de la même personnalité est également soupçonné (2). Un quatrième assaillant, qui se révélera être le chef du commando, répond au prénom de Fabien. L'enquête de police révélera que le nommé Aziza est un dangereux activiste : il a notamment participé à l'attaque de l'O.J.D. contre le colloque du G.R.E.C.E., au vitriolage de Charles Bousquet (un malheureux retraité qui n'avait rien à voir à l'affaire, cf chronologie), ainsi qu'à l'intervention armée du 19 juin 1976, dirigée contre le congrès de l'Œuvre française, à l'hôtel Lutétia à Paris. Il avait en outre déjà été interpellé le 14 juillet 1978, en compagnie des frères Ezer et Patrice Attal, alors qu'ils se livrait à des déprédations sur les murs de l'ambassade d'U.R.S.S. (Paris XVII^e^).

Finalement interpellé après l'attentat au vitriol contre Caignet, Aziza est pourtant immédiatement remis en liberté. Il se réfugie dans une école juive des environs de Paris, avec la recommandation de « se faire oublier ». « Du coup, sa mère a demandé au doyen de la faculté de médecine où le fugitif est inscrit de reporter d'un an son inscription en première année. Motif officiel : raison familiale (1). » Au même moment, le commissariat de Courbevoie, qui avait pourtant identifié les agresseurs et correctement mené son enquête, est dessaisi de l'affaire au profit de la 7^e^ brigade territoriale,

**UNE ACTION D'IRRESPONSABLES**

**Il y a quelques jours, 4 jeunes gens ont grièvement blessé le trésorier de l'ex-FANE en lui jetant à la figure un flacon de vitriol.**

**La LICRA condamne avec fermeté ce genre de pratiques qui, si elles se généralisaient, risqueraient d'entraîner de part et d'autre des représailles dangereuses. Si des irresponsables cherchent à se substituer à la justice pour punir ceux qu'ils peuvent considérer à tort ou à raison comme inquiétants au niveau des idées qu'ils professent et qu'ils répandent il est du devoir de tous de dénoncer les moyens utilisés car ils choquent légitimement l'opinion publique au point de se l'aliéner.**

**Les plus belles causes, aussi justes soient-elles ne peuvent justifier des actions physiques, individuelles ou collectives contre une personne ou un groupe si ce n'est pour se défendre ou se protéger.**

**L'acte commis par un commando inconnu contre un militant de l'ex-FANE - et l'on sait ce que nous pensons de ce groupuscule - est une provocation. S'il devait être retrouvé, il serait intéressant de savoir par qui il a été manipulé et pour quoi il a agi de la sorte.**

*Un extrait du* Droit de vivre, *le mensuel de la L.I.C.R.A. (février 1981), après le vitriolage de Michel Caignet. L'agression commise « par un commando inconnu » est évidemment une « provocation ». On aimerait connaître la réponse à la question posée : « Il serait intéressant de savoir par qui il (le commando) a été maniuplé. »*




*Michel Caignet, l'un des responsables de la F.A.N.E., avant et après son vitriolage par un commando. Son vitrioleur, un temps réfugié en Israël, a été condamné par la cour d'assises à la prison à perpétuité par contumace.*




Comme éléments séquellaires, avaient été pris en considération et en compte, une gêne à la perméabilité narinaire gauche, également retrouvée actuellement et pratiquement ne pouvant pas être susceptible de nette amélioration, une gêne avait été retenue sur le plan fonctionnel au niveau labial, une discrète amélioration est constatée actuellement, la perte salivaire qui avait été antérieurement notée, est actuellement améliorée, enfin, avaient été retenues les séquelles oculaires gauches : ectropion par cicatrice vicieuse et lagophtalmie cicatricielle, troubles toujours actuellement existants et ne devant pas être susceptibles d'une amélioration notable.

DISCUSSION

Il nous est actuellement demandé de "dire s'il existe une infirmité permanente au sens de l'Article 310 du Code Pénal" ; ce texte situe des niveaux de lésions traumatiques importantes : au niveau oculaire "cécité ou perte d'un oeil", au niveau des membres "amputation ou privation de l'usage d'un membre" ; il s'agit là d'éléments anatomiques caractérisés, l'Article cite toutefois, par ailleurs, de façon imprécise "mutilation... ou autre infirmité permanente".

C'est dans le cadre de cette notion de "mutilation ou autre infirmité permanente" que doit se discuter l'état séquellaire de ce blessé.

Nous estimons que dans le cas de Monsieur CAIGNET, la gravité des troubles séquellaires oriente formellement vers l'existence d'une infirmité permanente au sens de l'Article du Code Pénal : en effet, l'aspect inesthétique post-traumatique de la face - sans compter les éléments cicatriciels des mains et des greffons prélevés - peut faire retenir d'autre qualification , en particulier chez ce sujet jeune : les cicatrices réalisent une véritable "mutilation de la face".

D'autre part, on doit nécessairement y ajouter l'existence de troubles fonctionnels : troubles fonctionnels au niveau des lèvres, troubles fonctionnels relevant de la sténose narinaire, et surtout troubles fonctionnels correspondant aux éléments séquellaires intéressant les annexes oculaires ; troubles séquellaires qui avaient été évalués, lors des secondes opérations d'expertise, des Docteurs GRELLET et GRIGNON,à un taux d'Incapacité Permanente Partielle de 25 %, qui correspond également effectivement à nos constatations actuelles.

CONCLUSIONS

L'importance des lésions séquellaires présentées par Monsieur CAIGNET Miguel, amène à retenir l'existence d'une "infirmité permanente au sens de l'Article 310 du Code Pénal".

Le 8 Novembre 198[illegible]

*Rapport médical définitif sur les séquelles consécutives au vitriolage de Michel Caignet : il s'agit d'une véritable « mutilation de la face ».*

puis de la Brigade criminelle. Un mois plus tard, le parquet n'avait toujours pas ouvert de procédure judiciaire ni nommé de juge d'instruction. Cela permettra à Aziza de fuir en Israël, via l'Allemagne, un mandat d'arrêt n'ayant été lancé contre lui que le 14 février. Condamné par contumace à la détention à perpétuité, il serait depuis longtemps revenu en France, et exercerait en banlieue titulaire d'une nouvelle identité et d'un passeport israélien.

Michel Caignet ne sortira, défiguré à vie, du service des grands brûlés de l'hôpital de Suresnes, que le 23 avril 1981, après avoir subi plusieurs greffes de la peau. Bien que grièvement meurtri dans sa chair, Caignet n'aurait pas dû bénéficier du fonds de garantie aux victimes du terrorisme, créé plusieurs années après. Toutefois, ayant introduit des actions précédemment, il a pu en bénéficier. L'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles, en date du 8 février 1985, c'est-à-dire quatre ans après les faits, renvoyant l'affaire en cour d'assises, est du plus haut intérêt car il montre les techniques d'enquête, de filatures, d'infiltrations (il est précisé par exemple que « de très jeunes filles n'hésitaient pas à devenir les maîtresses de militants fascistes qu'elles étaient chargées de surveiller ») et de manipulations des groupes terroristes juifs. Nous le reproduisons en annexe. Il est à lire, ligne à ligne, en particulier les pages 5 à 9 (3).

## Notes

1. 13 mai 1981.
2. Il est plausible que cette « haute personnalité israélite » ne soit autre que Jean-Pierre Pierre-Bloch. C'est sans doute pour cette raison que seront entendus, sans succès, Daniel Ziskind, le fils de Michèle Ziskind, sœur de Jean-Pierre Pierre-Bloch, ainsi que Lionel Le Sidaner, fils du premier mariage de Mme Jean-Pierre Pierre-Bloch, née Surcouf.
3. Peu après sa signification, cet arrêt de la chambre d'accusation a été publié sous forme d'opuscule vendu en librairie, sous le titre *Commission d'actes de barbarie, document.* Le quotidien *Présent* l'a publié intégralement les 13, 15 et 16 janvier 1986. Ces faits étant donc de notoriété publique et aucune condamnation n'étant rapportée, la législation sur les délits et crimes amnistiés ne s'applique pas.

*Pages suivantes : l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises des Hauts de Seine, en date du 8 février 1985, d'Yves Aziza, vitrioleur de Michel Caignet.*

8

N° 173/85

Du 8 FEVRIER 1985

DECISION

RENVOI DEVANT LA COUR D'ASSISES DES HAUTS DE SEINE.

AZIZA Yves
ACCUSE de coups et blessures volontaires ayant entraîné une infirmité permanente avec préméditation et commission d'actes de barbarie, vol avec violences, en réunion et avec commission d'actes de barbarie.

PARTIE CIVILE :
CAIGNET Miguel

EXTRAIT des MINUTES du SECRETARIAT GREFFE
de la COUR D'APPEL de VERSAILLES

COUR D'APPEL DE VERSAILLES

CHAMBRE D'ACCUSATION

ARRET

prononcé en Chambre du Conseil le HUIT FEVRIER MIL NEUF CENT QUATRE VINGT CINQ
par la 10ème Chambre de la Cour, Chambre d'Accusation
sur une ordonnance de transmission de pièces du Juge d'Instruction POMETAN
du Tribunal de Grande Instance de NANTERRE
en date du 12 SEPTEMBRE 1984.

COMPOSITION DE LA COUR

lors des débats, du délibéré et du prononcé de l'arrêt :

- Président : M. PATARD,

Conseillers : MM. CHASSAING et LAUT, ce dernier siégeant en vertu de la délibération de l'assemblée générale de la Cour de céans en date du 26 NOVEMBRE 1984, en remplacement de M. CHAMPENOIS, Conseiller titulaire empêché ;

lors des débats et du prononcé de l'arrêt :

- MINISTERE PUBLIC : M. GANDOLPHE, Substitut Général,

- Greffier : Mme CLEM,

PARTIES EN CAUSE

- AZIZA Yves

Notification de l'arrêt adressée le ...

Né le 9 DECEMBRE 1960 à PARIS 10ème

xxxxxxxxxxxx EN FUITE.

xxxxxxxxx

Inculpé de coups et blessures volontaires ayant entraîné une infirmité permanente avec préméditation.

XXXXXX SANS CONSEIL.

1° PAGE.

**DECISION**

Rendue après en avoir délibéré conformément à la loi, par arrêt en Chambre du Conseil,

**SUR LE FOND,**

Considérant qu'il résulte de l'enquête et de l'information présomption des faits suivants :

Le 29 JANVIER 1981, vers 8 H 30, les fonctionnaires du commissariat de police de COURBEVOIE étaient requis d'intervenir dans cette commune au carrefour du Bld de Verdun et du Bld Aristide Briand, où un jeune homme venait d'être victime d'une agression.

Les policiers se trouvaient en présence de M. CAIGNET Michel, âgé de 26 ans, qui présentait de très graves brulures à la face et aux mains et leur indiquait avoir été attaqué par 4 militants sionistes qui lui avaient projeté de l'acide au visage et avaient dérobé sa sacoche avant de s'enfuir.

La victime était transportée à l'hopital de Courbevoie, puis à l'hopital Foch à Suresnes au Service des brulés. Entendue dans la journée,elle exposait le déroulement des faits.

Etudiant à la Sorbonne, où il prépare un doctorat de linguistique anglais-allemand, CAIGNET Michel quittait son domicile du 28 Bld Aristide Briand à COURBEVOIE pour se rendre à la Faculté, lorsqu'il était abordé à proximité de son immeuble par quatre individus qui le cernaient.

Ils lui demandaient s'il se nommait bien CAIGNET Michel et devant sa réticence à répondre, prétendaient faire partie d'un service spécial de police, toutefois sans exhiber le moindre document. Ils lui ordonnaient,à plusieurs reprises,de leur présenter ses papiers.

Devant la méfiance de CAIGNET,l'un des quatre hommes lui déclarait qu'il tenait une arme de poing braquée sur lui, à travers le blouson qu'il portait, ce qui semblait probable à la victime, compte tenu de l'allure bombée de la poche de ce vêtement.

CAIGNET se voyait brutalement dépouillé de sa sacoche qui était fouillée et dont le contenu comportait un livre de Mishima Yukio, un numéro mensuel "Défense de l'Occident" et un dossier complet de candidature à une bourse d'études pour l'Allemagne, constitué par la victime, qui

se voyait ensuite contrainte de remettre son portefeuille à ses agresseurs.

L'un d'eux déclarait aux autres "c'est bien lui". Aussitôt CAIGNET était jeté au sol dans des conditions apparemment concertées, l'un des hommes lui ayant fait un croche-pied tandis qu'un autre le poussait en arrière. Etendu sur le dos, CAIGNET était frappé à coups de pied, puis l'un des quatre hommes lui arrosait le visage et la main droite avec un liquide corrosif.

Il avait alors ressenti une brulure atroce et s'était trouvé aveuglé.

CAIGNET Michel précisait que sa sacoche avait disparu, mais que son portefeuille contenant la somme de 10 000 Frs n'avait pas été volé. Il ajoutait qu'il serait en mesure de reconnaitre ses agresseurs dont il donnait un signalement correspondant à des individus de type nord africain ou oriental, d'une taille avoisinant 1 M 70, âgés de 20 à 25 ans.

Il considérait que son agression était directement liée à des activités politiques, dont il disait qu'elles étaient en sommeil depuis la dissolution en 1980 de la Fédération d'Action Nationale Europeenne (F.A.N.E.) au sein de laquelle il avait milité en tant qu'adhérent. Il précisait n'avoir toutefois pas fait l'objet de menaces récemment, mais se souvenait que 8 ans plus tôt alors qu'il se trouvait au Lycée Carnot, un sioniste habitant dans le 17ème arrondissement et sur le point de partir en ISRAEL s'était vanté de l'avoir photographié et d'avoir porté ses nom et adresse sur son fichier.

Les informations recueillies sur la victime faisaient apparaitre celle-ci comme :

Ex-responsable de la F.A.N.E et membre du parti populiste européen, celle-ci serait directeur du Journal 'Le Combat Européen", collaborateur du Journal "Notre Europe" Secrétaire Général de "l'Association Centre de Culture Européenne" et co-fondateur des "Faisceaux Nationalistes Européens", toutes publications et groupements de tendance extrême droite.

CAIGNET Miguel était connu pour ses opinions d'extrême droite, sans s'être signalé par des actions particulières, dans les établissements secondaires et universitaires qu'il avait fréquentés, non plus que chez ses employeurs.

Sans antécédent judiciaire, il n'apparait pas que des faits précis susceptibles d'être en rapport avec l'agression dont il a été victime, aient été relevés à son actif. Il a été entendu le 15 JUILLET 1980, le 17 SEPTEMBRE

1980, dans le cadre d'enquêtes ouvertes contre X... et portant sur des destructions ou détérioration d'édifices, et sur commission rogatoire du 19 NOVEMBRE 1980 dans des poursuites ouvertes contre Frédérihsen et autres, du chef de reconstitution d'association dissoute ;

Par ailleurs il ne semble pas que seuls les services de police aient connu l'existence de CAIGNET. Selon un document qu'il a produit et commenté (C D.281/5), un article du journal VSD du 9 au 15 OCTOBRE 1980 titré "après l'attentat de la rue Copernik", le présentait à ses lecteurs comme "bras droit de Faci", Directeur de la revue Combat Européen, imbibé de National Socialisme ne parlant à sa mère qu'en allemand et passant son temps à mettre chez lui des disques de marches et de chants nazis." Et ce, avec indication de la rue où il habite et de ses nom et prénom.

L'enquête révélait que les agresseurs de CAIGNET avaient pris la fuite à bord d'un véhicule RENAULT 5 de couleur vert métallisé, dont le numéro d'immatriculation 4219 GD 93 avait été relevé par M. PELOU Roger, témoin de leur retraite. Celui-ci avait constaté que les fuyards jetaient par la portière une bouteille et deux tubes en matière plastique.

Tous ces objets étaient retrouvés sur les lieux à hauteur tant du 42 Bld A. Briand que du vis à vis de la Rue Michael Windburn, ainsi qu'un emballage humide portant la mention "Citronne", et placés sous scellés.

La voiture utilisée par les malfaiteurs était aussitôt identifiée comme appartenant à M. AZIZA Marcel, préparateur en pharmacie, demeurant à
de Paris.

La perquisition qui y était effectuée amenait la découverte dans la chambre même de Yves AZIZA, son fils, de différents documents intéressant les activités sionistes du jeune homme, parmi lesquels les enquêteurs saisissaient divers manuscrits portant des adresses, plans, numéros de téléphone et noms, l'un deux comportant cette mention "Dimanche Allemagne" (scellé N° 6), un passeport N° 751673705 au nom de Yves AZIZA portant, à la rubrique visa, neuf cachets israeliens, divers tracts dont un émanant de la FANE libellé "Notre Europe", cinq feuillets écrits à l'encre noire relatant les consignes de sécurité à respecter en cas de découverte d'une bombe ou d'un paquet suspect, un document libellé "Front des Etudiants Juifs", "Guide du Militant" et contenant des consignes précises sur la conduite à tenir ou les précautions à prendre en cas d'enquête de police, de poursuites judiciaires, de perquisitions, de communications téléphoniques ou postales, de recherches de renseignements par filature etc ... ; un carnet contenant de très nombreuses adresses et numéros de téléphone (scellé 2),

un dossier constitué de douze feuilles manuscrites constituant des rapports d'information confidentielle établis sur la FANE, les nazis et un dénommé Jean Pierre BARAZUTTI, à partir de surveillances effectuées par une certaine Sylvia et adressés à nommé Fabien, désignant comme source d'information, Valérie LACHIN, Michel LACHIN, Isabella Laurence, "Yves" ; une chemise cartonnée marque Clairefontaine portant l'inscription du numéro de téléphone 275 20 17 et contenant une feuille manuscrite portant l'inscription suivante "28 rue Aristide Briand - Courbevoie - 6ème droite, Michel CAIGNET, 27 ans, 1 M 90, chatain, lunettes épaisses et rondes, souhaitons (mot barré) présence urgente et immédiate au bas du local."

" - MF "

"Urgent"

"Présence urgente (mot barré) immédiate demandée au local" (scellé 3).

Marcel AZIZA, témoin de cette dernière découverte qui établissait un lien incontestable entre son fils et les faits perpétrés sur CAIGNET, arrachait le documents des mains de l'inspecteur principal DUPONT qui le tenait, le déchirait, courait dans la cuisine et en jetait les morceaux par la fenêtre du 4ème étage. Les enquêteurs parvenaient toutefois à récupérer sur le parking de l'immeuble les 9 morceaux de papiers qui permettaient de reconstituer ce document (scellé 3 Cote D 74).

Tout en reconnaissant ce dernier fait, AZIZA Marcel, devait néanmoins prétendre qu'il n'avait pas eu l'intention de faire disparaitre une preuve et soutenir qu'il avait agi de façon irréfléchie, ayant été seulement motivé par l'instinct paternel. Or dans le même temps il déclarait, au vu du document reconstitué, qu'il lui semblait que cette écriture était celle de son fils, mais qu'il avait quand même un doute du fait qu'elle lui paraissait irrégulière.

De même, il reconnaissait comme étant de la main de son fils certaines écritures portées sur le carnet d'adresses, affirmant que d'autres écritures, qu'il ne précisait pas, lui étaient inconnues.

Il identifiait également l'écriture de son fils dans des annotations figurant sur le tract placé sous scellé N° 4, sur le dernier feuillet du scelle N° 6, ainsi que dans les 3 premiers feuillets et les 8 derniers feuillets du scelle N° 8, portant en tête "Rapport informationnel et confidentiel" et relatifs à des renseignements très précis recueillis sur plusieurs personnes nommément désignées, par filature, infiltration ou entrace et autres moyens ( D 53 à D 61).

Il déclarait n'avoir jamais vu auparavant ces documents ou su que son fils les détenait, se déclarant très surpris des soupçons pesant sur celui-ci.

Marcel AZIZA indiquait aux policiers que Yves AZIZA était sorti tôt le 29 au matin, à une heure qu'il n'était pas en mesure de préciser, et n'avait pas reparu depuis lors, ce qui était tout à fait inhabituel et inquiètant. Yves AZIZA logeait en effet de façon permanente chez ses parents à MONTREUIL.

Il fréquentait la faculté de médecine de BOBIGNY où il redoublait sa première année et n'avait jamais aux dires de son père, fait montre de militantisme sioniste ou autre, bien qu'il soit sensibilisé, comme beaucoup de personnes de confession israelite, aux attentats récemment dirigés contre ses coréligionnaires tel que celui perpétré rue Copernic.

Il ne connaissait ~~lui~~ à son fils aucune appartenance à un groupe politique ou à une association quelconque et décrivait le jeune homme comme un garçon calme, qui partageait ses loisirs entre le cinéma et la lecture.

Il précisait que Yves AZIZA était le réel utilisateur de la R 5 immatriculée 4219 GD 93 dont lui-même était propriétaire et dont le jeune homme se servait quotidiennement. L'audition de Pierrette AZIZA, mère d'Yves AZIZA et de sa fille Sylvie, confirmait les déclarations du père.

La mère et la soeur voulaient bien convenir que l'absence prolongée du jeune homme était anormale, mais elles prétendaient tout ignorer de son sort, comme des documents écrits par ses soins et des personnes que ceux-ci visaient, Sylvie AZIZA n'étant en aucun cas la jeune "Sylvia" mentionnée dans les rapports de filature saisis.

Les 3 personnes vivant au contact quotidien de l'inculpé et tout spécialement sa soeur, s'en sont tenues à cette version d'une ignorance totale de ses activités extra-scolaires, nonobstant la présence des documents ci-dessus dans sa chambre, les nombreux contacts et communications téléphoniques qu'elles impliquaient et leur importance ressortant des témoignages recueillis.

De plus, il apparait surprenant que ses parents aient pu ignorer que Yves AZIZA, alors mineur, a été interpellé le 14 JUILLET 1978 avec les frères ATTAL, DORON et EREZ près de l'ambassade d'URSS et a fait l'objet d'une procédure transmise au Tribunal pour Enfants de PARIS.

Le 10 FEVRIER 1981 à 12 H 15, la R5 de Marcel AZIZA était retrouvée à PARIS 10ème, en face du 4 rue d'Oran,

abandonnée devant un garage Citroen, grace à l'intervention d'un des employés de cet établissement.

Ce dernier était en mesure d'indiquer qu'il avait aperçu pour la première fois la voiture qui gênait la sortie du garage, le 30 JANVIER 1981 dans la matinée, soit 24 H après les faits.

A l'intérieur du véhicule, il était découvert une feuille blanche manuscrite portant l'inscription suivante, tracée de la même main que les documents écrits par "Yves AZIZA" et retrouvés dans sa chambre "Michel CAIGNET, 28 rue Aristide Briant à COURBEVOIE- 6ème D- Interprète Ang - All - 27 ans - 1,90 M, chatain, grosses lunettes rondes, Gare de Courbevoie, Gare Saint Lazare, Boite aux lettres 1 C en rouge," alors qu'au dos de ce même papier figurait la mention "Olympe 824 - 41 - 65.( D 44)

Les enquêteurs saisissaient également autre carton visiblement rédigé par le même scripteur et portant sur formule imprimée," AZIZA Yves, né le 9 DECEMBRE 1960, 1 M 60, domicilié . Session 1980, Session 1981," au verso duquel figurait une mention manuscrite "Je suis au Centre Rachi".

Ceci ne faisait que confirmer les présomptions recueillies dès le premier jour et impliquant que AZIZA Yves avait participé à l'agression dont CAIGNET Miguel avait été l'objet, ayant formellement désigné par ses écrits la victime que lui ou son groupe projetait d'atteindre et utilisé son véhicule pour perpétrer le crime.

L'analyse des vêtements portés par CAIGNET lors de l'agression, ainsi que des débris du flacon de verre retrouvés sur les lieux,permettait de conclure que le liquide projeté était de l'acide sulfurique.

Or il avait déjà fait usage de cette substance à NEUILLY le 7 OCTOBRE 1980 sur un retraité âgé de 85 ans, le sieur Charles BOUSQUET,lequel a ouvert la porte de son domicile à un visiteur qui s'est jeté sur lui, l'a frappé et a projeté de l'acide sulfurique sur son visage. Outre une étoile de David dessinée sur les murs de l'appartement par l'auteur de cet attentat, celui-ci a revendiqué le jour même auprès de l'APF par "Les Brigades Juives" comme ne constituant qu'un premier objectif visant un militant néo nazi, les prochains inscrits sur leur liste devant être tués.

Selon les premiers éléments de l'information ouverte à NANTERRE au cabinet du juge d'Instruction RICHIER, il apparaissait à cette date possible que Charles BOUSQUET ait été pris pour son homonyme Pierre BOUSQUET, parce que ce dernier était directeur politique du journal "Le Militant".

Le 13 FEVRIER 1981, une information était ouverte et le lendemain un mandat d'arrêt était décerné contre Yves AZIZA. Il était procédé sur commission rogatoire à l'audition de quelques unes des personnes avec lesquelles il s'était trouvé en rapport, d'autres n'ayant pas été suffisamment identifiées, ou ayant contesté leur identification, ou n'ayant pas été entendues parce qu'elles se trouvaient à l'étranger, notamment ATTAL Erez et la prénommée Francette.

Nonobstant une minoration évidente de leurs activités effectives et de celles de l'inculpé,les déclarations de Valérie LACHIN divorcée FURIO, née le 14 JUILLET 1961, de Michel LACHIN et de Laurence ISABELLA, confirmaient que les activités de AZIZA allaient très au delà du simple propos culturel ou de défense de la communauté juive. Les rapports d'information retrouvés dans sa chambre apparaissaient en effet comme étant le résultat d'un travail méthodique de surveillance, de filatures d'un certain nombre d'individus considérés comme appartenant à l'extrême droite.

"L'entrance" ainsi organisée par son groupe, permettait à AZIZA de collecter des renseignements d'autant plus précis que de très jeunes filles n'hésitaient pas à devenir les maitresses de militants facistes qu'elles s'étaient chargées de surveiller, ou à offrir de le devenir.

Ces témoins prétendaient toutefois ignorer à qui ces rapports étaient finalement transmis par AZIZA. Notamment Valérie LACHIN qui reconnaissait être entrée en contact avec Isabella LAURENCE,parce que celle-ci fréquentait les nommés COURTOY et BARAZUTTI appartenant à l'extrême droite, mais soutenait qu'elle n'était pas parvenue à s'infiltrer et qu'elle n'avait pu fournir aucun renseignement à AZIZA, nonobstant les mentions formelles la concernant dans les rapports.

Par ailleurs, elle affirmait qu'elle ne connaissait pas Daniel ZISKIND,co-auteur supposé de l'attentat dirigé contre CAIGNET que désignait l'envoi à sa mère, Mme ZISKIND, de lettres de menaces émanant des amis politiques de la victime.

De même, elle soutenait ignorer totalement où se trouvait l'inculpé, émettant seulement l'hypothèse que s'il avait pu quitter le territoire français, il pouvait se trouver en Israël. La note manuscrite précitée et divers autres éléments tendent à établir que AZIZA Yves a pu se rendre en Allemagne, ce qui lui était possible sans passeport. Or Valérie LACHIN travaille à la Cie Aérienne allemande Lufthansa et n'a pas dissimulé finalement son manque d'empressement à renseigner les enquêteurs. De même, elle prétendait ignorer qui était le FABIEN pour lequel AZIZA collectait des renseignements.

/ ..

soutenait qu'elle connaissait bien un homme portant ce prénom mais en ignorant par ailleurs tout de lui, pour découvrir finalement qu'elle connaissait effectivement Fabien BELLAMSEN lorsque les enquêteurs lui ont montré les annotations figurant sur son propre carnet d'adresses.

Son frère Michel LACHIN née le 12 OCTOBRE 1962 devait faire des déclarations plus vraisemblables, en tout cas moins en contradiction que celles de sa soeur avec la teneur des documents saisis.

Ce témoin déclarait en effet avoir fréquenté à compter de JUILLET 1980 Laurence Isabella, ex amie de Michel COURTOY laquelle avait été présentée à AZIZA Yves par sa soeur Valérie comme source de renseignements sur les milieux d'extrême droite. Au moyen de Valérie, AZIZA Yves agissait, afin de soutirer aux anciens amis de Laurence Isabella des renseignements relatifs à leurs activités militantes.

Michel LACHIN reconnaissait avoir répercuté sur Yves AZIZA les quelques renseignements qu'il avait pu obtenir, qui concernaient notamment Michel COURTOY et Jean Pierre BARAZUTTI, comme leurs adresses et leurs numéros de téléphone. Mais il disait n'avoir jamais pris part à une filature,ni avoir recueilli une quelconque information touchant CAIGNET dont il ignorait l'existence, comme celle de Fabien, destinataire des rapports de AZIZA, ou celle de Sylvia. De même, il affirmait ignorer à quoi devaient servir les renseignements qui lui étaient demandés et s'être désintéressé de l'emploi fait de ceux qu'il avait fournis. Bien que fréquentant une salle culturelle israélite où il pratiquait les sports de combats, il affirmait n'avoir eu qu'un role occasionnel, seule sa soeur pratiquant le militantisme. Ses relations avec Laurence Isabella n'auraient pas pris fin en SEPTEMBRE 1980 pour des raisons politiques, mais plus prosaïquement, parce que celle-ci aurait refusé d'avoir des rapports sexuels avec lui.

A la salle du D.Z.J.J qu'il fréquentait, il n'aurait qu'entendu parler d'un certain Fabien, sans l'avoir jamais rencontré,ni avoir pu définir son rôle.

ISABELLA Laurence, née le 2 JUIN 1963, confirmait avoir bien connu Michel COURTOY à partir de l'année 1977 et, à travers lui, les jeunes milieux d'extrême droite qu'il fréquentait lorsqu'il appartenait au Parti des Forces Nouvelles.

C'est ainsi qu'elle avait rencontré Jean Pierre BARAZUTTI, dont les activités devaient particulièrement intéresser Valérie LACHIN, soeur de son nouvel amant, Michel LACHIN.

50

Elle reconnaissait qu'elle avait accepté de lui communiquer les adresses et les numéros de téléphone de ces garçons et de leurs parents, mais précisait qu'elle n'avait jamais entendu parler de Charles BOUSQUET, ni de CAIGNET Miguel, voire des attentats dont ils avaient été victimes.

Elle affirmait avoir cessé toute relation avec Michel LACHIN, sa soeur et leurs amis à l'automne 1980, ayant d'ailleurs refusé d'introduire Valérie auprès des ex militants de la FANE qu'elle connaissait en raison du danger que cela représentait. Et ce, en dépit de l'insistance de la jeune femme qui se déclarait prête à payer de sa personne et apte à se "débrouiller".

Les déclarations de Fabien BELHACEN laissaient subsister dans la procédure les mêmes zones d'ignorance, bien que celui-ci ait présenté nombre de points communs avec l'individu désigné sous le prénom de Fabien dans ces rapports d'information.

Agé de 31 ans, BELHACEN était connu pour avoir en JUIN 1976 participé à l'agression d'un des membres de l'extrême droite qui s'étaient réunis à l'hotel Lutécia.

Ses lignes téléphoniques étaient mises sur écoute, ainsi qu'un certain nombre d'autres, sans aucun résultat ces mesures n'ayant pu intervenir qu'à partir du 25 FEVRIER 1981.

Entendu à partir du 26 MARS 1981, celui-ci se présentait comme militant de la communauté juive, membre de la LICRA et donnant des cours de sports de combats dans des salles ouvertes par la communauté à des jeunes gens soucieux de défendre celle-ci à la suite des attentats anti sémites. Il précisait également avoir participé à des services d'ordre et avoir, à ce double titre,connu et rencontré AZIZA Yves depuis 1 an et demi, et deux fois par semaines. Mois il affirmait qu'en ce qui le concernait il avait finalement considéré qu'il ne pouvait pas évoluer dans une situation de psychose qu'il estimait démesurée et irréaliste et qu'il s'était détaché du militantisme juif depuis la période qui a suivi l'affaire Copernic.

Il affirmait avoir tout ignoré des activités sionistes de AZIZA Yves et n'être pas le Fabien destinataire de ses rapports.

Il reconnaissait qu'Yves AZIZA lui avait révélé qu'il recueillait des informations utiles à la communauté et notamment, qu'il connaissait une fille qui était fiancée à un néo nazi.

Mais il affirmait n'avoir jamais eu connaissance des rapports de filature destinés à Fabien, admettant qu'il avait pu encourager Yves AZIZA à transmettre toutes informations utiles à la LICRA: Sans expliquer la circonstance qu'un bloc notes découvert à son domicile portât le numéro de téléphone de l'inculpé autrement que par le fait que cette inscription, qui n'était pas de sa main, avait dû être notée dans le passé par son épouse.

De même, il reconnaissait savoir que dans la communauté juive des groupes controlés ou incontrolés se livraient à des agressions du genre de cette commise sur CAIGNET, mais affirmait n'avoir aucune idée de l'identité de ces gens.

Il déclarait qu'en ce qui le concerne, il désapprouvait "cette manière stupide et violente de s'exprimer" étant pour une défense objective de la communauté sans action de ce type.

Il affirmait enfin, ne connaitre ni la victime ni aucun militant d'extrême droite cité dans les rapports découverts au domicile d'AZIZA, à l'exception de Marc FREDERIKSEN et autres connus de tous par la presse, non plus que les personnes formant l'environnement de l'inculpée "Sylvia" ou les LACHIN. Et ce, alors qu'il était établi que Valérie LACHIN possédait son numéro de téléphone personnel.

En sorte que tous les membres de l'entourage de l'inculpé contestant parfois contre toute évidence avoir participé au travail de filature et de renseignements auquel il est matériellement établi que se livrait AZIZA, ces témoignages tendent à confirmer que cette entreprise n'avait pas un caractère anodin, mais se trouve en relation étroite avec l'agression perpétré le 29 JANVIER 1981.

Michel COURTOY déclarait ne pas connaitre la victime, précisant que s'il avait appartenu au parti des Forces Nouvelles et participé à la campagne électorale de Jacques CHIRAC, il n'avait jamais été en relation avec les membres de l'ex FANE.

Il ajoutait avoir connu Laurence Isabella et lui avoir présenté BARAZUTTI, mais avoir cessé de fréquenter la jeune fille et ne pas connaitre son entourage. Il ne pouvait rien dire quant à l'agression perpétrée contre Michel CAIGNET.

Par contre BARAZUTTI J.P. connaissait la victime depuis 4 ans, lui même militant dans les rangs de l'extrême droite et plus particulièrement au sein du parti des Forces Nouvelles.

.../...

Cependant BARAŽUTTI/surpris que son nom figurat dans les dossiers de filature retrouvés chez AZIZA, garçon dont il ignorait totalement l'existence comme celle de ses amis à l'exception de Laurence Isabella, bien qu'il ait eu à plusieurs reprises le sentiment d'être suivi et qu'il ait su qu'il avait été photographié aux cotés de FREDERIKSEN, Président de la FANE.

Il n'était cependant pas en mesure de donner des éléments susceptibles d'orienter les recherches.

L'inculpé avait été interpellé le 14 JUILLET 1978 en compagnie des nommés ATTAL Patrice et ATTAL Erez et entendu sur des dégradations volontaires commises par lui et ses amis consistant en des inscriptions à la peinture sur les murs des édifices voisins de l'ambassade de l'URSS.

Il était procédé à l'audition d'ATTAL Doron et d'ATTAL Jeanne, sa mère, ATTAL Erez ne pouvant être entendu du fait de son installation depuis 1979 en Israël.

Il én résultait qu'ATTAL Erez et ATTAL Doron avaient fait la connaissance d'AZIZA Yves en 1977, dans une Ecole privée de confession israélite.

Les deux frères l'auraient fréquenté épisodiquement et se seraient bornés à participer avec lui à des manifestations juives, comme lorsqu'ils s'étaient rendus à l'ambassade de l'union soviétique afin de protester en faveur de la liberté pour les juifs d'URSS ou encore lors des journées organisées après les attentats de la Rue Médicis et de la Rue Copernic, sans toutefois militer dans un mouvement quelconque.

Mais la famille ATTAL disait tout ignorer tant des activités politiques d'Yves AZIZA que de l'existence de CAIGNET Miguel, qu'aucun d'entre eux ne connaissait, pas plus d'ailleurs que Charles BOUSQUET, précédente victime de militants sionistes.

Il apparaissait aux enquêteurs que l'inculpé avait pu s'enfuir en Israel aidé par une prénommée Francette, résidant en Allemagne, disposant d'une ligne téléphonique correspondant à un numéro connu et devant faciliter un voyage par avion.

Les titulaires de cette ligne étaient identifiés comme étant GRYNBERG Jacob demeurant à MUNICH, et son épouse Francette GRYNBERT, cousine de la mère de l'inculpé.

Les vérifications faites par la police judiciaire allemande sur message radio, n'apportaient le 6 JUILLET 1981 aucun

élément sur la destination prise par l'inculpé, sa parente ayant affirmé ne l'avoir jamais vu à MUNICH et ne le connaître même pas.

Des lettres anonymes de menaces, émanant pour certaines du "Groupement Indigène Français" (GIF), qui condamnaient à mort Yves AZIZA, étaient adressées tant à la famille AZIZA, à l'Agence Reuter, à l'agence juive, aux journaux "France Soir" et le "Point" qu'à la LICRA et à son Président M. PIERRE BLOCH".

L'envoi de ces correspondances, dont l'origine ne pouvait être découverte, conduisait les policiers à faire preuve de la plus grande vigilance et à porter momentanément leurs soupçons sur la personne de Daniel ZISKIND, étudiant âgé de 17 ans, et petit fils de PIERRE - BLOCH qui était expressément visé dans la lettre parvenue à ce dernier comme l'un des auteurs de l'attentat perpétré contre CAIGNET.

Pourtant, les investigations sur les comptes bancaires de l'intéressé et les surveillances exercées sur la ligne téléphonique de Mme ZISKIND auxquelles il était procédé, ne révélaient aucun élément de nature à mettre en cause le jeune homme, d'ailleurs totalement inconnu des témoins entendus.

De leurs côtés J.P. BARAZZUTI et deux personnes, présentées comme appartenant à l'extrême droite mais dont les noms n'apparaissent nulle part ailleurs dans cette affaire, Elisabeth MARGUET et le sieur MINTRAN Long, recevaient des menaces écrites d'attentats pour le cas où un des membres de la famille AZIZA subirait un quelconque préjudice à la suite des menaces qu'aurait reçu une association.

Les écoutes téléphoniques et les autres vérifications bancaires par ailleurs prescrites par le magistrat instructeur, n'apportaient aucun élément de nature à identifier les co auteurs et complices de AZIZA Yves ou de permettre l'arrestation de celui-ci.

Par ailleurs independemment des identifications d'écritures initialement faites par le père de l'inculpé, le Juge d'Instruction n'a pas décelé de similitudes entre les échantillons d'écritures qu'il a recueillis et les écrits saisis, notamment ceux portant le signalement de CAIGNET Miguel.

. . .
. .

Entendu en qualité de partie civile, CAIGNET Miguel a confirmé l'ensemble des déclarations qu'il avait précédemment faites, sans apporter d'éléments susceptibles de faire progresser l'enquête au delà du stade ci-dessus exposé.

1 1

L'expertise des vêtements qu'il portait le jour des faits et celle des débris de verre retrouvés sur les lieux, mettaient en évidence la présence sur ces objets d'acide sulfurique appelé communément vitriol.

Un certificat médical établi le 18 FEVRIER 1981 par le Dr DABROWSKI établissait qu'au moment de son admission à l'hopital le 29 JANVIER 1981, Miguel CAIGNET présentait à la face une brulure profonde par produits chimiques, intéressant le front, les paupières supérieures et inférieures gauche, la joue, l'aile gauche du nez et l'oreille gauche, ainsi que des brulures linéaires correspondant à l'écoulement du produit chimique sur la face antérieure du poignet gauche et au niveau du dos et des deux mains. La gravité de ces brulures était estimée au 2ème- 3 ème dégré.

Il quittait l'hopital Foch le 23 AVRIL 1981, après avoir subi plusieurs greffes de la peau.

Les Drs GRELLET et GRIGNOIR commis pour l'examiner, concluaient le 18 MAI 1981 que CAIGNET Miguel présentait de multiples cicatrices résultant de l'évolution spontanée des brulures et de leur traitement par des greffes cutanées et de la cicatrisation des surfaces de prélévement des greffes.

Les experts estimaient que les brulures constatées, dues à un jet d'acide concentré, pouvaient être classées dans le 3ème degré qui correspond à la destruction de l'épiderme et du derme, ou encore considérées comme brulures intermédiaires profondes, selon une classification plus récente.

Ils considéraient que leurs suites probables entraineraient une gêne fonctionnelle importante au niveau de l'oeil gauche, au niveau de la bouche et sur le plan de la respiration nasale et un préjudice esthétique important au niveau de la face et moindre au niveau des zones de prélévement des greffes cutanées.

Ils concluaient à une incapacité totale de travail personnel allant du 29 JANVIER 1981 au 1 JUILLET 1981, avec des arrêts de travail supplémentaires en rapport avec de nouvelles interventions possibles, à une incapacité permanente partielle de 39%, ainsi qu'à un pretium doloris et un préjudice d'agrément importants.

Un examen complémentaire ayant été ordonné le 16 AVRIL 1982, les Drs GRELLET et GRIGNON estimaient que le taux d'incapacité permanente partielle pouvait être ramené à 25% sans modification de leurs autres conclusions.

Mais ils précisaient que ces appréciations n'étaient basées que sur des prévisions médicales en l'absence de l'examen actuel de la victime auquel ils n'avaient pu procéder.

Les Drs DEPONGE et BAILLY, commis à l'effet de préciser si l'état de Miguel CAIGNET impliquait l'existence d'une infirmité permanente au sens de l'article 310 du Code Pénal, concluaient le 8 NOVEMBRE 1983 au vu de l'importance des lésions séquellaires présentées par la victime, à l'existence d'une telle infirmité.

Ils indiquaient par ailleurs, que le taux de 25% d'incapacité permanente partielle, proposé par les précédents experts dans leur rapport déposé le 11 JANVIER 1983, correspondait à leurs constatations actuelles.

RENSEIGNEMENTS ET PERSONNALITE

AZIZA Yves, est né le 9 DECEMBRE 1960 à PARIS 10ème, d'AZIZA Marcel, préparateur en pharmacie et de Pierrette ZAOUI, commerçante.

Le couple vivait alors à MONTREUIL, 244 rue de Romainville où l'inculpé a été élevé.

Il a effectué ses études primaires à l'école de confession israélite Lucien de Hirsch à PARIS 19ème, où il demeurait jusqu'à la sixième, pour fréquenter ensuite le Lycée Hélène Boucher à VINCENNES puis l'Ecole St Michel à ST MANDE, enfin l'Ecole Israelite Yabne à PARIS 5ème.

Titulaire du baccalauréat en 1978 - 1979 il s'inscrivait en 1979 à la Faculté de Médecine de BOBIGNY et échouait à l'examen de 1ère Année qu'il aurait dû représenter en 1981.

AZIZA Yves est sursitaire.

Il est sans antécédent judiciaire connu.

Il semble n'avoir auparavant attiré l'attention des services de police que lorsqu'il a été interpellé le 14 JUILLET 1978 dans les circonstances sus-évoquées ;

. . .
. .

Considérant que l'information est régulière et complète ;

Considérant que dans sa plainte du 18 FEVRIER 1981 assortie d'offre de constitution de partie civile, CAIGNET

M ..../...

Miguel a analysé les faits dont il a été victime en infractions prévues et réprimés par les articles 258, 259, 298, 297, 310 devenu 309 AL. 3-5ème, 318 AL. 2, 341, 344, 382 AL.2 devenu 384 AL. 1, 303 et 302 du Code Pénal ;

Que toutefois lors de sa constitution le 18 FEVRIER 1981 il s'est constitué dans les poursuites en cours sur réquisitoire introductif du 13 FEVRIER 1981 et qu'il s'en est remis à justice, lors de son audition du 22 AVRIL 1981, quant à la détermination des chefs d'inculpation qui seront définitivement retenus lors du réglement de l'information ;

Considérant qu'il ressort de l'enquête et de l'information qu'outre les violences de nature criminelle visées au réquisitoire introductif et dans l'ordonnance de transmission de pièces, CAIGNET Miguel a été dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, victime de la part des mêmes individus du vol de sa sacoche et du coutenu de celle-ci constitué notamment par deux ouvrages et par un dossier, ladite soustraction frauduleuse ayant été opérée avec les circonstances aggravantes de réunion de 4 personnes et de violences, susceptibles de constituer le délit prévu et réprimé par l'article 382 AL. 1 et 2 du Code Pénal ;

Considérant qu'il en ressort également que les malfaiteurs ont pour l'exécution de leur crime de coups et blessures volontaires ayant entrainé une mutilation ou une infirmité permanente avec préméditation, ainsi que pour l'exécution du délit de vol aggravé ci-dessus spécifié, commis sur CAIGNET Miguel des actes de barbarie consistant à avoir volontairement porté atteinte à l'intégrité physique de celui-ci par un moyen choisi tant pour l'importance et la durée des douleurs qu'il occasionne, que pour la nature et la gravité des séquelles physiques et psychiques qu'il en résulterait inexorablement pour la victime ;

Considérant que par sa plainte du 18 FEVRIER 1981 susvisée, la partie civile a saisi régulièrement le magistrat instructeur de ces faits, qu'il a articulés et qualifiés ainsi qu'il l'a été exposé et qu'il échet en conséquence de les retenir dans la prévention, à supposer lesdits faits établis ;

Considérant que dans cette même hypothèse, l'ensemble des faits tombe non seulement sous le coup des articles 309 AL 1, AL. 2 - 5, 310 du Code Pénal mais également sous le coup des articles 382 AL. 1 et 2 et 303 AL. 1 et 2 du Code Pénal ;

Qu'il échet en conséquence de requalifier en ce sens la prévention ;

Considérant que les faits s'ils étaient établis, constitueraient en conséquence les crimes de coups et blessures volontaires ayant entrainé une infirmité permanente, avec préméditation, avec commission d'actes de barbarie, de vol opéré en réunion et avec violences, avec commission d'actes de barbarie, prévus et réprimés par les articles 309 AL. 1, AL. 2 - 5ème, 310, 303 § 1, 382 AL. 1 et 2, 303 AL. 2 du Code Pénal ;

Considérant qu'il résulte plus précisément des pièces de l'information charges suffisantes contre AZIZA Yves d'avoir à COURBEVOIE le 29 JANVIER 1981, en tout cas dans le département des Hauts de Seine et depuis temps n'emportant pas prescription :

1° Volontairement porté des coups ou commis des violences et voies de fait sur la personne de CAIGNET Miguel avec ces circonstances que lesdits coups ou violences qui ont entrainé une infirmité permanente, ont été commis avec préméditation ;

- que le susnommé a, pour l'exécution de son crime, commis des actes de barbarie.

2° Frauduleusement soustrait, au préjudice de CAIGNET Miguel, une sacoche et son contenu comportant notamment deux livres et un dossier, avec ces circonstances: que ce vol a été commis avec violences et par plusieurs personnes, en l'espèce par quatre; que pour l'exécution il a commis des actes de barbarie ;

Crimes prévus et réprimés par les textes ci-dessus visés ;

Qu'il échet en conséquence de prononcer la mise en accusation de AZIZA Yves ;

<u>PAR CES MOTIFS :</u>

<u>LA COUR,</u>

Vu les articles 175, 181, 202, 203, 206, 211, 214, 215, 215-1 et 216 du Code de Procédure Pénale,

Prononce la mise en accusation de AZIZA Yves des chefs de coups et blessures volontaires ayant entrainé une infirmité permanente, avec préméditation et avec commission d'actes de barbarie, de vol avec violences et en réunion, avec commission d'actes de barbarie ;

Et le renvoie devant la Cour d'Assises des Hauts de Seine, pour y être jugé conformément à la loi ;

.../...

En conséquence, ordonne que par tout huissier de justice ou agent de la force publique le nommé :

AZIZA Yves

né le 9 DECEMBRE 1960 à PARIS 10ème
de AZIZA Marcel et de Pierrette ZAOUI
étudiant,

EN FUITE.

Mandat d'Arrêt du 14 FEVRIER 1981

ACCUSE de coups et blessures volontaires ayant entraîné une infirmité permanente, avec préméditation, et avec commission d'actes de barbarie, de vol avec violences et en réunion, avec commission d'actes de barbarie ;

Sera pris de corps, conduit à la Maison d'Arrêt de la Cour d'Assises du département des Hauts de Seine, et écroué à la dite Maison d'Arrêt ;

Réserve les dépens ;

Laisse à la diligence du Ministère Public, l'exécution du présent arrêt ;

POUR EXPÉDITION CERTIFIÉE CONFORME
POUR LE GREFFIER EN CHEF

*« Ils se sont mis à frapper violemment sur les personnes rassemblées ; ces dernières, désarmées et étant acculées contre un mur ont subi des assauts répétés d'une violence extrême (...) Ces derniers ayant leur vie en danger au vu des armes employées et des assauts effectués (...) nous nous interposons entre les victimes à terre baignant dans leur sang et les agresseurs qui continuent de les frapper sauvagement. »*

Rapport d'un policier présent au moment de l'attaque de l'Organisation juive de combat.

## LA FÊTE DE JEANNE D'ARC 1988 : UNE ATTAQUE TRÈS ORDINAIRE

A l'instar du 1er mai, jour chômé sur décision du maréchal Philippe Pétain, l'hommage solennel à Jeanne d'Arc, sainte de la patrie, chaque 8 mai, est une tradition de la droite française, obtenue à coups de manifestations interdites et d'emprisonnements des camelots du Roi avant guerre. Depuis la percée électorale du Front national, ce mouvement parlementaire ne souhaitant plus s'associer avec ou englober d'autres organisations, il existe deux manifestations distinctes. La première, organisée par le F.N., se déroule chaque 1er mai depuis 1988, tandis que la seconde, appelée aussi celle du « cortège traditionnel », a été maintenue à la date anniversaire de la Pucelle d'Orléans, le 8 mai. Traditionnellement, cette seconde manifestation se compose des mouvements royalistes, catholiques traditionalistes (Contre-Réforme Catholique de l'abbé Georges de Nantes), néopétainistes (Association Nationale Pétain-Verdun) et de la droite nationaliste – en dehors du Front national – comme l'Œuvre française de Pierre Sidos, le Parti nationaliste français et européen, le Groupe Union Défense, Troisième Voie, etc. et de divers groupements plus ou moins « folkloriques ». A plusieurs

reprises, ces dernières années, ce défilé a été interdit par la préfecture de police de Paris, alors même qu'il ne regroupe que quelques centaines de participants des plus pacifiques, pour qui ce jour constitue souvent la clef de voûte de l'action militante de l'année.

Le 8 mai 1988, ce « défilé bis » est attaqué par un commando sioniste (1). Comme d'habitude, les manifestants ont coutume de se regrouper avant 10 heures à proximité de l'église Saint Augustin, à côté de la gare Saint-Lazare. C'est l'occasion de revoir des amis, de rajuster son blazer, de resserrer son nœud de cravate, de se regrouper par organisation, de mettre son drapeau français au bout de sa hampe. A 9 h 15, un groupe d'une trentaine de jeunes gens fait irruption sur la place. Ils sont déguisés en nationalistes, portant haut des drapeaux français et d'autres pourvus de croix celtiques. Tous les membres du commando sont chaussés de rangers, vêtus de blousons noirs – type aviateur –, coiffés de bobs, le visage masqué par un foulard. Chacun d'entre eux a une barre de fer ou un manche de pioche camouflé, et un brassard blanc. L'un d'entre eux, semble-t-il le chef, porte deux brassards blancs (un système utilisé également par le service d'ordre de la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine). Sans qu'aucune discussion intervienne, sur ordre de leur chef, les membres du commando commencent à frapper, visant systématiquement les têtes, les jambes, les corps des nationalistes pacifiques, de manière à provoquer le maximum de blessures graves. Ils partent ensuite à pied, en courant, vers la gare Saint-Lazare, se débarrassant rapidement de leurs gants, matraques, brassards, etc.

## Organisation juive de combat et Bétar

Après la charge brève, mais d'une extrême violence, on relève une quinzaine de blessés ensanglantés. Ni les vieux, ni les femmes, ne seront épargnés : parmi les blessés, Robert Batifol, 52 ans, ou Jean-Luc Bacherat, 36 ans. Les huit plus gravement atteints (membres brisés, côtes cassées, traumatisme crânien, enfoncement de la cage thoracique, etc.) appartiennent à l'Œuvre française, le mouvement nationaliste de Pierre Sidos, une figure bien connue du milieu nationaliste français, fondateur de Jeune Nation. Ce dernier ne devra son salut qu'au fait que son agresseur, le croyant armé, détalera au moment où il allait le frapper. Il faut dire que la police n'est pas présente, alors que toute manifestation mobilise de nombreuses forces de police. Les quelques fonctionnaires en fonction à proximité surveillent en réalité des bureaux de vote. Et, c'est une voiture banalisée, passée sur la place par hasard, qui donnera l'alerte.

# Incidents à la manifestation de Jeanne d'Arc

***A Paris, des éléments provocateurs se glissent dans le défilé : huit blessés.***

La journée d'hier a été marquée par quelques incidents. Les plus graves se sont déroulés à Paris, place Saint-Augustin. La traditionnelle manifestation d'hommage à Jeanne-d'Arc, au cours de laquelle se sont rassemblés plusieurs mouvements d'extrême-droite (Action française, Œuvre française, Jeunesses nationalistes révolutionnaires, Troisième Voie de Jean-Gilles Malliarakis...) réunissant près de cinq mille personnes, a été interrompue brutalement, à 9 heures 15, par un commando d'une trentaine d'hommes armés de barre de fer et déguisés en militants d'extrême-droite.

Débouchant brusquemen[t] des différentes sorties du métr[o] Saint-Augustin, le command[o] s'est mis à frapper sur les visages et les jambes s'attaquan[t] même à des enfants. C'est l'arrivée d'une voiture de police banalisée, sirène hurlante, qui provoqua la fuite du commando. A[u] total, huit personnes appartenant pour la plupart au mouvement l'Œuvre française, de Pierre Sidos, ont été blessées, dont une grièvement et quatre sérieusement.

Le Figaro *du 9 mai 1988. Le quotidien réussit l'exploit de ne jamais indiquer qui sont les agresseurs. Les lecteurs du Figaro ignoreront donc toujours qu'il s'agit de membres de l'Organisation juive de combat.*

A noter qu'une heure après, tous les blessés n'auront pas encore été évacués par le S.A.M.U. L'attentat est revendiqué par l'Organisation Juive de Combat (2), mais celle-ci décline, le lendemain, la paternité de l'attentat, des militants juifs ayant été arrêtés, tout en « approuvant et encourageant ce genre d'agissements contre les mouvements néo-nazis ».

La police, dont plusieurs représentants seront blessés par les agresseurs, va finalement interpeller une dizaine de personnes. Il s'agit exclusivement de militants sionistes. Quatre d'entre eux, arrêtés les armes à la main après un pugilat avec la police, seront placés en garde à vue. Parmi eux, trois seront déférés devant la 8e section du parquet de Paris. Il s'agit de Gilles Allouche, porteur d'une étoile de ninja aux pointes acérées (détention d'arme de sixième catégorie), son frère Norbert Allouche (coups et blessures volontaires avec arme et préméditation), tous deux étudiants en médecine, et de Habib Meyer (violence à agent), ingénieur. Le quatrième protagoniste, directeur commercial, arrêté alors qu'il se débarrassait de ses gants et de son blouson, sera laissé libre après plus de 24 h de garde à vue dans les locaux de la 1ère délégation de police judiciaire, chargée de l'enquête. Il s'agit de Paul Bismuth, d'origine tunisienne. Pendant la période de garde à vue des dix militants sionistes, aucune confrontation ne sera effectuée avec les membres de la rédaction de *National-Hebdo* qui, agressés le 30 décembre précédent, auraient peut-être pu identifier certains de leurs agresseurs.

**FAMILLE HABIB**

Un mariage éblouissant où se mêlaient le bonheur et l'émotion, la joie et l'engagement sioniste. Tel était le mariage célébré en Israël pour Meyer Habib et Virginie, en présence des nombreux amis qui sont venus de France participer à la fête de toute la famille.

Originales et chaleureuses, les cérémonies ont su toucher tous les invités par leur solennité et fraîcheur. Tout cela dans l'atmosphère sioniste nationale qui est la caractéristique incontournable des familles des conjoints et la marque de leur propre engagement. De nombreux dirigeants du Likoud se sont déplacés pour prendre part à la fête.

Suite heureuse dans la famille Habib. Le jeune Moshé Habib, étudiant à la Yéchiva Hesder de Beth El en Judée est passé sous la Houpa dans une merveilleuse ambiance à l'hôtel Eshel Hashomron à Ariel en Samarie.

*Le journal du Hérout de France (la structure adulte qui chapeaute le Bétar-Tagar) se réjouit du mariage en Israël de Meyer Habib (*Alerte, *juin 1994). Ne s'agirait-il pas du même Meyer Habib, membre de l'Organisation juive de combat, mêlé à l'agression de la Fête de Jeanne d'Arc en mai 1988 ?*

Chez l'un des frères Allouche, la police retrouvera un pistolet, trois chargeurs et cinquante cartouches, l'ensemble étant détenu illégalement. Arguant qu'il participait à un « service de sécurité communautaire » censé opérer aux abords des synagogues, Allouche ne sera pourtant pas poursuivi pour ce motif (3).

Arrêtés le 8 mai, deux des matraqueurs seront relâchés dès le 24 mai, tandis que le dernier, Norbert Allouche, sortira le 9 juin. Ils affirmeront n'avoir rien à voir avec l'agression. Ainsi, l'avocat de Meyer, M[e] Joël Bettan affirme que son client « n'a strictement rien à voir avec les événements de dimanche. Il n'avait aucune arme sur lui et de plus n'a pas été interpellé sur les lieux de la manifestation ». Il suffit de lire le rapport d'interpellation effectué par le policier agressé pour apprécier son côté pour le moins partial.

Les faits sont pourtant extrêmement graves, comme le rapportent les divers rapports de police reproduits plus loin, et dont nous recommandons la lecture intégrale. A noter, par exemple, ce passage : « Ils se sont mis à frapper violemment sur les personnes rassemblées ; ces dernières, désarmées et étant acculées contre un mur ont subi des assauts répétés d'une violence extrême (...) Ces derniers ayant leur vie en danger au vu des armes employées et des assauts effectués (...) nous nous interposons entre les victimes à terre baignant dans leur sang et les agresseurs qui continuent de les frapper sauvagement. »

## Un « acte de terrorisme » pour le tribunal

La presse sera étonnamment discrète sur l'agression et la télévision n'en parlera même pas. Le Figaro (4) fera mieux, passant entièrement sous silence la revendication de l'Organisation juive de combat et parlant des agresseurs comme d'« un commando... déguisés en militants d'extrême droite ». Aucun parti politique, mis à part le Front national, ne condamnera l'agression. Il en sera de même des organisations communautaires : si le 1er mai 1988, quatre tentatives d'attentats et de cambriolages de locaux nationalistes avaient provoqué une intervention du grand rabbin Alain Goldmann « désapprouvant » l'action de l'Organisation juive de combat, sans condamner toutefois les événements stricto sensu, huit jours plus tard, avec l'Œuvre française, ce sera le silence total. Le C.R.I.F. attendra trois jours après les « incidents » pour déclarer à l'A.F.P. qu'il était « hostile à toute violence », ajoutant cette étrange formule : « Le C.R.I.F. considère comme inopportun de porter dans la rue des conflits que la démocratie doit résoudre par des voies légales. » Y aurait-il donc des moments opportuns ?

**FONDS DE GARANTIE**
CONTRE LES ACTES DE TERRORISME

Vincennes, le 17 novembre 1988

LE PRESIDENT

Monsieur PILLAS William

Nos références :

T88 75 50113
PILLAS C/ X.
Place Saint Augustin

BL.HD

Monsieur,

J'ai l'honneur de prendre contact avec vous et de vous informer que le Comité d'examen du FONDS DE GARANTIE contre les actes de terrorisme.lors de la réunion du 8 novembre 1988,a décidé,au vu des éléments en sa possession, la prise en charge de votre préjudice suite à l'événement dont vous avez été victime , le 8 mai 1988 - Place Saint Augustin à PARIS et de le considérer comme un acte de terrorisme au sens de l'article 9 de la loi du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat.

L'article L422.1 du Code des Assurances a institué un FONDS DE GARANTIE chargé d'indemniser les victimes d'acte de terrorisme en application de l'article L126.1 du même Code.

Je vous prie de trouver sous ce pli, une quittance de 10.000,00 F représentant une provision à valoir sur l'indemnisation de votre préjudice ainsi que le chèque correspondant. Vous voudrez bien me retourner cette quittance dûment régularisée.

Cette provision constitue un premier acompte. Si vous êtes amené à exposer de nouveaux frais, vous pourrez demander une nouvell provision au FONDS DE GARANTIE en joignant à votre demande les justificat nécessaires.

Si certains frais médicaux, pharmaceutiques ou d'hôpital sont restés à votre charge, vous voudrez bien me le préciser. Auquel cas il conviendra de me justifier des sommes déboursées et des remboursements de la Sécurité Sociale ou de tout organisme complémentaire tel qu'une mutuelle.

Si vous avez subi une perte de salaire, vous voudrez bien fournir une attestation de votre employeur précisant la perte de salaire nette et me justifier des indemnités journalières versées par la Sécurité Sociale.

*Comme le prouve ce document, les blessés de la ratonnade organisée par l'Organisation juive de combat le 8 mai 1988 ont été reconnus officiellement comme des « victimes d'actes de terrorisme ».*

Ce n'est que le 20 février 1990, 22 mois après, devant la Xe chambre correctionnelle du tribunal de Paris, que les trois membres de l'O.J.C. passeront en jugement. A la barre, un policier présent rapportera comment Allouche s'acharnera sur une victime, âgée de 53 ans, déjà à terre, le frappant de sa barre de fer. Le Fonds de garantie des victimes du terrorisme, organisme mis en place pour indemniser les victimes d'attentats, permettra la prise en charge et l'indemnisation des victimes, grâce à l'efficace action de Me Ebstein-Langevin, grand résistant et avocat de Pierre Sidos. Il relevait en effet que les armes utilisées, les signes de reconnaissance du commando, et divers éléments prouvaient d'évidence qu'il s'agissait là d'une action préméditée accomplie par des assaillants organisés en milice armée.

Un élément de poids que le caractère terroriste de l'opération soit donc reconnu puisque, comme l'expliquera l'avocat des parties civiles, « les pressions ont été considérables » pour que l'affaire ne vienne pas devant la justice. Pour Mme le procureur de la République, République en général peu encline à soutenir les nationalistes français, les accusés « n'ont cessé de mentir depuis le début de l'enquête ». C'est pourquoi elle réclamera quinze mois de prison, dont six assortis du sursis, pour cette « véritable action commando » avec « assaut d'une rare violence ». Dénonçant « les fanatismes en tous genres qui s'en prennent à la liberté des autres », elle reprocha aux inculpés leur appartenance au « parti de l'intolérance ». Du côté de la défense (Mes Norbert Guetta, Joël Bettan, Lev Forster), malgré les multiples preuves, on s'obstinera à dénoncer « l'incroyable réquisitoire de Mme le procureur » et à réclamer la relaxe pure et simple, arguant du fait que les victimes sont des fascistes et que les agresseurs, devenus des justiciers, appartiennent « à une communauté qui a particulièrement souffert ».

On apprendra d'ailleurs au procès que l'aîné des Allouche, Norbert, a été exempté de service national pour raisons médicales... à cause de son état dépressif à la suite de son incarcération préventive du 10 mai au 9 juin 1988. Si certains des accusés étaient sur place, c'est tout simplement qu'avait circulé à Créteil la rumeur d'une « contre-manifestation pacifique ». Gilles Allouche, lui, cherchait simplement à « repérer des personnes qui pourraient intervenir sur des monuments juifs » (sic). L'étoile trouvée dans sa poche, il l'avait ramassée par hasard dans le métro, et s'il était habillé en tenue de combat lors de son interpellation, c'était pour avoir le « look des militants d'extrême droite ». Dans le même temps, Meyer Habib, pas à une contradiction près, s'égosillait dans le prétoire : « Je suis Juif, je ne tolère pas les antisémites. On a suffisamment souffert. »

Comme devait ironiser le président du tribunal, relevant la fantaisie des déclarations : « On est étonné. Vous voulez faire une contre-manifestation, mais en vous habillant comme les militants d'extrême droite, vous devenez des manifestants supplémentaires aux manifestants d'origine. »

Les agresseurs ont été condamnés à verser des dommages et intérêts aux huit victimes. On rappellera qu'en 1989, pour un coup de pied aux fesses et quelques quolibets bien sentis à l'encontre de la chanteuse révolutionnaire Hélène Delavaud – en cette année du Bicentenaire –, trois militants royalistes, arrêtés au hasard, avaient été emprisonnés préventivement près de soixante jours.

## Notes

1. Sur cette affaire, notamment *Rivarol*, 13 mai 1988 et 9 mars 1990, *Lectures françaises*, juin 1988, *National-Hebdo*, 12 et 19 mai 1988 et 1er mars 1990, *Présent* 10, 11 et 12 mai 1988, *Le Choc du mois*, juin 1988.
2. Selon Alain Léauthier, de *Libération*, toujours bien informé, qui couvre évidemment cette descente secrète de commando.
3. *National-Hebdo*, 1er mars 1990, *Le Soleil*, mars 1990.
4. 9 mai 1988.

*Pages suivantes, divers rapports de police retraçant l'interpellation de plusieurs membres de l'Organisation juive de combat après l'agression du cortège en hommage à Sainte Jeanne d'Arc.*

LICE
A
UE

MENT

**R A P P O R T**

PARIS, le 08/05/88

REDACTEURS:

| | | |
|---|---|---|
| ː 18° | Le Brigadier | - GUITTARD Jean-Luc |
| | Les Gardiens de la Paix | - HEUMBER Pascal |
| ?66 | | - MEDIOUNI Rachid |
| ·ile | | |
| | Matricules | - 3299 - 9873 - 4062 |

A
Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Voie Publique et de Police chargés du 18ème Arrondissement.

O B J E T : Mise à disposition de la 1° D.P.J de deux individus de nationalité française et de sexe masculin, auteurs de :

- Coups et blessures volontaires au moyen d'armes par destination ( barres de fer, étoiles de jets, matraques, manches de pioche).

- sept blessés graves dont un extrêmement grave.

Agression effectuée par une bande armée constituée d'une trentaine d'individus, à l'encontre d'un groupe de sept personnes venues commémorer la fête de Jeanne d'Arc.

- Deux fonctionnaires de police blessés lors de l'intervention ; ne cessent pas leur service.

Nous avons l'honneur de mettre à votre disposition, sur ordre de Monsieur l'OPJ de service à la 1° DPJ, les nommés :

H A B I B Meyer, né le 28/04/61 à PARIS 12° arrdt, de Roger et de CHOUAT Iliane, ingénieur, déclarant demeurer

A L L O U C H E Norbert, né le 16/08/62 à CRETEIL (94), de Fernand et de ZAUVI Andrée, étudiant en médecine, déclarant demeurer

*interpellés ce jour à 09h15 à l'angle de la rue St-LAZARE et de la rue de ROME pour ALLOUCHE, et à 09h20 à l'angle de la rue de ROME et de la rue du ROCHER pour HABIB dans les circonstances suivantes :*

*De service de surveillance en tenue civile, à bord du véhicule administratif banalisé de marque Peugeot 205 de couleur blanche, immatriculé 939 GSH 75, indicatif radio TV 266, nous étions implantés sur ordre de TC 82 face le 01 rue RIGNY à PARIS 08° arrdt.*

*Vers 08h45, notre attention a été attirée par une trentaine d'individus vêtus dans leur majorité de blousons noirs (type aviateur), de pantalons fuseau beiges, chaussés de "rangers". Nous précisons que ces individus portaient un foulard blanc noué au bras gauche, et agitaient des drapeaux bleu-blanc-rouge, ainsi que d'autres drapeaux de différentes couleurs sur lesquels était imprimé un cercle avec une croix à l'intérieur.*

*Les éléments de ce groupe, parvenus à hauteur du parvis de l'église St-AUGUSTIN, ont subitement couru en direction d' une dizaine de personnes qui se trouvaient réunies face le 55 Bd MALSHERBES.*

*A cet instant, nous avons remarqué que ces éléments étaient en possession de barres de fer, de manches de pioche, et de matraques diverses.*

*Ils se sont mis a frapper violemment sur les personnes rassemblées ; ces dernières, désarmées et étant acculées contre un mur ont subi des assauts répétés d'une violence extrême.*

*Immédiatement, afin d'assurer la défense légitime des aggressés, ces derniers ayant leur vie en danger au vu des armes employées et des assauts effectués, nous décidons d'initiative de leur porter secours.*

*Avec un effectif total de trois fonctionnaires, le Brigadier GUITTARD,chef de bord, le Gardien de la Paix MEDIOUNI, accompagnateur, et le Gardien de la Paix HEUMBER, chauffeur, nous mettons nos brassards orangés "POLICE". Sur place nous déclinons notre qualité en criant et nous interposons entre les victimes à terre baignant dans leur sang et les aggresseurs qui continuent de les frapper sauvagement.*

*Les individus prenant la fuite en direction de la gare St Lazare en empruntant la rue Laborde, le Brigadier reste sur place, appelle des renforts d'effectifs ainsi que des secours pour les blessés ; il commence à prodiguer les premiers soins et constate que des victimes sont gravement atteintes.*

*Dans le même temps, les gardiens MEDIOUNI et HEUMBER se lancent à pied à la poursuite des aggresseurs. Ils sont rejoints par la TV R.A.C 09° qui les prend à son bord et continuent la poursuite en véhicule sans perdre un seul instant la vue sur les auteurs des faits.*

*Rejoignant les individus à l'angle de la rue de ROME et de la rue St-LAZARE, le Gardien HEUMBER sort du véhicule en compagnie des Brigadiers MEMBRIVES et LUGUEL (de l'équipe R.A.C 09°), et réussit à appréhender un individu qui s'avèrera être le nommé ALLOUCHE.*

*Lors de l'interpellation, ALLOUCHE s'est débattu furieusement et a opposé une très vive résistance. A plusieurs reprises, il a porté des coups de pied aux fonctionnaires. Le Gardien HEUMBER est blessé au genou droit, à l'avant-bras droit, et à la cheville droite. Il ne cesse pas son service.*

*Pendant ce temps, le Gardien MEDIOUNI s'est lancé à la poursuite de deux individus du groupe qui se sont réfugiés dans un hall d'immeuble.*

*Parvenu dans l'immeuble, le fonctionnaire voit les deux individus monter dans les escaliers, il les somme de s'arrêter en criant "HALTE POLICE". Ils n'obtemperent pas et continuent leur fuite dans les étages. Au 3° étage, ils font brusquement volte-face et se ruent sur le gardien MEDIOUNI dans le but de se soustraire à leur interpellation. Le Gardien réussi à les retenir et à les empêcher de fuir malgré les nombreux coups que lui portent les individus. Le gardien HEUMBER averti par des témoins, arrive à cet instant pour secourir son collègue en difficulté.*

*Un des individus réussit à prendre la fuite, et les fonctionnaires réussissent à maîtriser l'individu qui sera identifie comme étant le nommé HABIB.*

*Le gardien MEDIOUNI est blessé à la cuisse gauche et au molet gauche. Il ne cesse pas son service.*

*ALLOUCHE et HABIB ont été conduits au siège de la 1° DPJ, par la PS 09, et ont fait l'objet des mesures de sécurité prévues aux articles 203 et 231.*

*Nous avons effectué une ronde pour rechercher d'autres individus, sans résultat.*

*Nous sommes retournés sur les lieux de l'aggression et nous sommes mis à disposition des autorités présentes.*

*Nous avons regagné le CP 18° vers 15h00, après audition à la 1° DPJ.*

*Nous attirons votre attention sur le fait qu'à aucun moment de l'intervention, nous n'avons sorti nos armes administratives.*

*Bureau 18° avisé*

*Police judiciaire et autorités de la Sécurité Publique sur place.*

*Fiches de MAD n°123939 et 123937 établies.*

*Rapport fourni aux fins de diffusion.*

*LE REDACTEUR :*

# RAPPORT

Les Brigadiers:
BEN ACHOUR ALEXANDRE - Mle 01677
BOURGAIN LOUIS PIERRE- Mle 02463 M[le]
CHAUVIN JEAN MICHEL- Mle 5763
à Monsieur
Le Commissaire Divisionnaire, chargé du 9è arrondissement de Paris .

Objet : <u>Arrestation d'un individu, après poursuite.</u>

Nous avons l'honneur de vous rendre compte des faits suivants :

Ce jour, à 09 h 05, à bord d'un car de police, sans indicatif, car assurant le contrôle des fonctionnaires placés devant les bureaux de vote, à l'occasion du 2è tour des élections présidentielles, et de passage Place St-Augustin, à Paris 08è, notre attention a été attirée par un groupe de jeunes gens, d'environ une trentaine de personnes, passant à vive allure, et se dirigeant vers la gare de St-Lazare.

Un attroupement, sur la même place, composé d'individus très excités, nous ordonne d'attraper ce groupe de jeunes, car ils venaient de commettre une agression .

Nous nous sommes lancés à leur poursuite, précédés d'un véhicule de nos services ( BAC 09 ).

Arrivés Cour de Rome, les individus se sont séparés. Nous avons pu néanmoins en interpeller un, sur la place précitée, après une course poursuite.

Palpé sur place, il a été trouvé porteur d'une arme par destination, à savoir une étoile à lancer, dont les 6 extrémitées sont lacérées .( ETOILE DE NINJA ).

Un témoin, Mme ROLL Annick, infirmière, demeurant à PARIS 12è - VILLA ' Tel : nous a déclaré :
" UN GROUPE DE JEUNES, UNE TRENTAINE, PORTANT DES FOULARDS ET ARMES DE MATRAQUES SONT ARRIVES ASSEZ VITE . JE DOIS PARTIR, CAR JE DOIS PRENDRE MON SERVICE . VOUS POUVEZ ME CONTACTER SI VOUS VOULEZ PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS QUANT A CETTE AFFAIRE." .

L'individu appréhendé a été d'abord conduit par nos soins, au poste Europe, où, passé au fichier, il était non recherché. Ensuite, il a été transféré par TC 215 à CP 09, où le présent rapport d'information a été rédigé.

... / ...

<u>Identité du mis en cause</u> : ( <u>IDENTITE VERBALE</u>, car aucun justificatif)

- A L L O U C H E Gilles
Né le 11.02.1966 à FONTENAY S/ BOIS - 94 -
- de Fernand,
- et de ZAOUI André.
- demeurant 4 Avenue du
- X Etudiant en médecine
- tel :
- Nationalité Française.

<u>Pièce jointe</u> :

- L'ETOILE DE NINJA, trouvée sur l'individu.

- <u>VERIFICATION DE DOMICILE</u> :

Le Brigadier .BEN ACHOUR Alexandre.

PHI

MINISTERE DE L'INTERIEUR
-=-=-=-=-=-=-=-=-=-
PREFECTURE DE POLICE
--------------
DIRECTION DE LA SECURITE PUBLIQUE
-=-=-=-==-
2EME DISTRICT
-=-=-=-
2ème ARRONDISSEMENT
-------§§O§§-------

/ J. FOURNIER : CPP

Paris, le 08 Mai 1988

Le Commissaire principal
chargé du 2 ème arrondissement

à

Monsieur le Directeur
de la Sécurité Publique

S/C de Monsieur le Sous-Directeur
Chef du 2ème District

O B J E T : Interpellation d'un membre du commando ayant attaqué les militants de " l'Oeuvre Française "

J'ai l'honneur de vous rendre compte des faits suivants :

A 9 h 10, en attente d'une formation de Sécurité Publique, j'interceptais un message d'une voiture d'observation faisant état d'une agression à l'encontre des militants de "l'Oeuvre Française" Place Saint Augustin Paris 02.

Je me rendais immediatement sur place et suivais avec mon véhicule une voiture de police qui semblait poursuivre le commando composé de plusieurs dizaines de personnes.

A 9 h 20, m'engageant dans la rue de Vienne puis dans la rue de Rome en direction de la Gare St Lazare, j'apercevais un individu se détacher du groupe en fuite et s'assoir prestement à la terrasse de la brasserie" RUC ". Il retirait alors rapidement son blouson et ses gants. Je décidais de l'interpeller.

........ (1ex)

... ...... (1ex)

. . F J ......(3ex)

..../......

*Il était effectivement essoufflé et en sueur comme une personne qui vient de courrir un certain temps. De plus il ne consommait aucune boisson à la terrasse.*

*Il s'agissait de MonsieurBISMUTH Paul né le 10 Avril 1955 à TUNIS et déclarant demeurer*

*Devant rejoindre les effectifs pour assurer les différentes manifestations, je remettais cet individu à un Gardien de la Paix présent sur place.*

*Le Commissaire Principal,*

J. POIRIER

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

*« Il s'agit de militants du Bétar, groupe extrémiste sioniste à qui la préfecture laisse sciemment le champ libre depuis plusieurs mois. Avec pour objectif de terroriser l'extrême droite par milice interposée. »*
Serge Faubert, *L'Événement du jeudi*, 30 mai 1991.

## L'ATTAQUE SAINT LOUP : LA POLICE A-T-ELLE COUVERT L'ACTION DU GROUPE D'ACTION JUIVE ?

L'une des attaques les plus gratuites et les plus violentes des milices juives de ces dernières années s'est déroulée le 20 avril 1991. Ce jour-là était organisée à la Maison des Mines, dans le Ve arrondissement de Paris, un après-midi en hommage à l'écrivain Saint Loup. Ce dernier, de son vrai nom Marc Augier (1908-1990), fut l'un des principaux animateurs des auberges de jeunesse en 1935-1936, avant de rejoindre le cabinet du secrétaire d'État du Front populaire Léo Lagrange. Champion du monde de moto, passionné de ski et d'alpinisme, cet homme de gauche ralliera sous l'Occupation le national-socialisme européen. Fondateur des Jeunes de l'Europe nouvelle, il s'engage dans la Légion des volontaires français puis dans la division Waffen S.S. Charlemagne. Journaliste et écrivain, il se reconvertira dans la littérature et aurait été à deux doigts de remporter le prix Goncourt pour *La Nuit commence au Cap Horn* en 1952, s'il n'avait été dénoncé pour son « péché de jeunesse ». On lui doit une bonne vingtaine de récits historiques et de romans d'aventure – sans connotations politiques –, publiés pour la plupart chez de grands éditeurs, comme les Presses de la Cité.



**FONDS DE GARANTIE**

(Art. L 421-1 du Code des Assurances)

Tél. : (1) 43 98 77 00 Télécopieur : (1) 43 65 46 38 Télex : FONGARV 264825 F

64 rue Defrance 94682 VINCENNES CEDEX C.C.P. 31.575 24 G LA SOURCE

GESTION DU FONDS DE GARANTIE DES VICTIMES DES ACTES DE TERRORISME ET D'AUTRES INFRACTIONS

Article L 422-1 du Code des Assurances

Dossier n° T.91.75.50015 CT

QUITTANCE

Je soussigné, Roland demeurant 4 rue , 750 PARIS, donne quittance au FONDS DE GARANTIE 64, rue Defrance 94682 VINCENNES CEDEX, à concurrence de la somme de : 5 000,00 F

CINQ MILLE FRANCS

représentant une provision amiable à valoir sur le préjudice que j'ai subi à la suite de l'acte de terrorisme survenu le 20 avril 1991 à PARIS (75).

Ce règlement est effectué par le FONDS DE GARANTIE en application de l'article L 422-2 du Code des Assurances.

En conséquence, le FONDS DE GARANTIE est subrogé dans tous mes droits et actions à concurrence de la somme précitée.

91 SÉRIE 8E N° 4271355

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS BPF 5 000,00

PAYEZ CONTRE CE CHEQUE NON ENDOSSABLE

sauf au profit d'une banque, d'une caisse d'épargne ou d'un établissement assimilé Cinq mille francs

A Monsieur Roland

PAYABLE A

56, RUE DE LILLE-75007 PARIS
CAISSE GENERALE-40 49 56 78
OUVERT DE 9 H A 15 H 15
FERMÉ LE SAMEDI

00001

COMPENSABLE A PARIS

Compte N° 00000588?3M 55

A Vincennes le 6 Décembre 1991

FONDS DE GARANTIE DES VICTIMES
DES ACTES DE TERRORISME ET
D'AUTRES INFRACTIONS
64, RUE DEFRANCE
94682 VINCENNES CEDEX

Cheque N°

⑈4271355 ⑈000000031513⑆ 005882312899⑈

MENTION MANUSCRITE A REPORTER EN ENTIER CI-DESSUS:

- lu et approuvé - bon pour quittance de la somme de 5 000,00 F

CINQ MILLE FRANCS

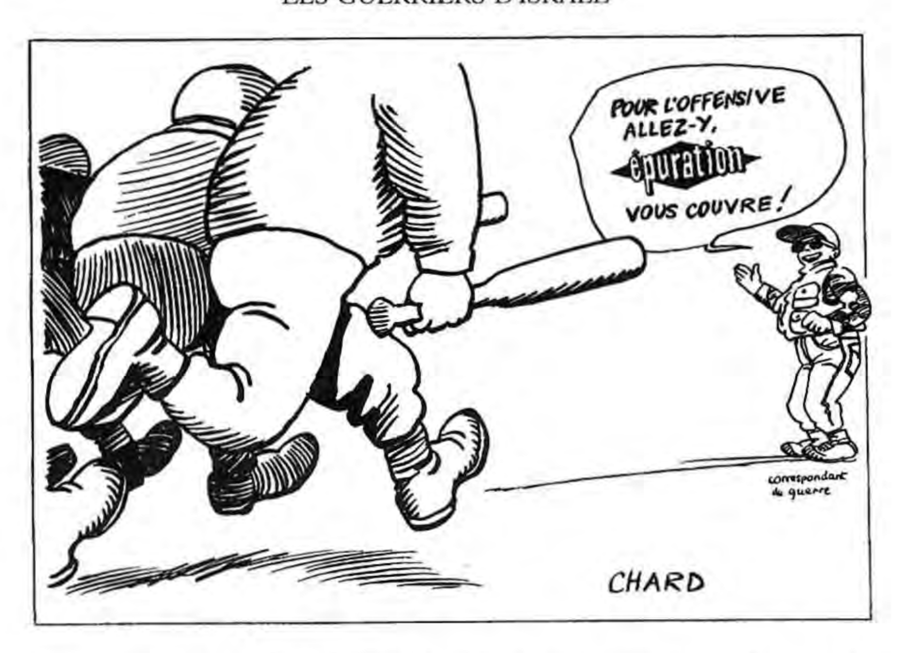
*Le ministère de la Justice estime que le Groupe d'action juive est un « groupe terroriste ». La preuve ? Les victimes de l'agression ont été prises en charge par le Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme.*

A l'occasion de la sortie d'un ouvrage intitulé *Hommage à Saint Loup*, le Cercle Culturel Horizons, organise donc un après-midi avec signature de livres, conférence-débat, etc. Quelques dizaines de minutes avant le début de la réunion, surgit un groupe de jeunes gens, aux visages masqués par des cagoules, armés de battes de base-ball, de marteaux, de barres de fer et de bombes à gaz incapacitants. Les membres du commando frappent indistinctement les personnes présentes, pour la plupart des personnes âgées. « L'hommage (à Saint Loup) en moins d'une minute, s'est achevé au milieu des cris, cuirs chevelus largement entaillés, pommettes ouvertes, visages tuméfiés et clavicules douloureuses (1). » Une fois le commando sioniste disparu, les sauveteurs vont soigner et ramasser la quinzaine de blessés, dont quatre grièvement (avec fractures du crâne, et de 10 à 30 jours d'arrêt de travail par blessé). Parmi eux, une femme âgée de 71 ans, Juliette Cavalié, frappée à coups de marteau sur le crâne et très grièvement blessée, qui se trouvait là par hasard et n'avait rien à voir avec la réunion. Emmenée dans le coma à l'hôpital, elle sera donnée pour cliniquement morte, avant finalement de réchapper de peu à la mort. « Ils étaient venus pour tuer » déclarent les témoins à propos du Groupe d'action juive (G.A.J.), qui dans un communiqué affirme qu'il refusera désormais de « laisser se tenir en toute impunité des réunions néonazies au cœur de Paris ».

Cela n'empêchera pas l'*Agence France Presse* de parler de « douze blessés légers » alors qu'il y a une femme de 71 ans dans le coma, la boîte crânienne enfoncée, quatre fractures du crâne, des blessures et fractures multiples. *Libération*, de son côté, tentera d'impliquer le Front national dans l'affaire. Sous le titre *Un commando sioniste s'invite au meeting néonazi*, le sous-titre indique *Parmi les blessés, Pierre Vial, un conseiller municipal de Villeurbanne et proche de Jean-Marie le Pen.* Or, Vial n'a pas été blessé, mais cela permet d'impliquer le F.N.

### Un étrange journaliste

Témoin très privilégié, Alain Léauthier, qui signe l'article de Libération, le seul reportage « pris sur le vif », fait preuve d'une si étonnante complaisance vis-à-vis des agresseurs et semble si parfaitement connaître ces derniers qu'il sera interrogé par la police. Il parle par exemple, non d'une « attaque criminelle », mais d'une « sévère correction ». Outre que Léauthier sera le seul à bénéficier de la fameuse revendication du G.A.J., son article laisse parfaitement entendre qu'il était au courant de l'action avant son déroulement, et




*Le journaliste de* Libération, *Alain Léauthier, a suivi « en direct » l'attaque du Groupe d'action juive. Il était si bien informé sur le « commando sioniste » que la police s'est demandé s'il n'était pas au courant avant (dessin de Chard).*

ANNIVERSAIRE D'HITLER

# Un commando sioniste s'invite au meeting néo-nazi

***Le Groupe d'action juive a empêché, samedi à Paris, l'hommage posthume à l'écrivain Marc Augier. Parmi les blessés, Pierre Vial, conseiller municipal de Villeurbanne et proche de Jean-Marie Le Pen.***

La nostalgie n'est plus ce qu'elle était, elle devient dangereuse : samedi, les admirateurs de l'écrivain d'extrême droite, Marc Augier, auteur, sous le pseudo Saint-Loup, d'une saga consacrée aux soldats perdus de la la Légion des volontaires français (LVF) l'ont appris à leurs dépens. Leur hommage posthume a tourné court : en moins d'une minute, leur *« grand après-midi Saint-Loup »* s'est achevé au milieu des cris, cuirs chevelus largement entaillés, pommettes ouvertes, visages tuméfiés et clavicules douloureuses. Onze blessés, dont [illegible] sérieusement

ticipants plus âgés sont également touchés. Puis, la fumée de très puissantes bombes lacrymogènes envahit la salle. Les agresseurs se retirent en bon ordre et s'évanouissent dans le quartier. Devant la Maison des Mines, militants et sympathisants des groupes néo-nazis commencent à affluer. Au coude à coude, jeunes des beaux quartiers, vieux baroudeurs de l'extrême droite mais aussi cogneurs en *bombers* ou *battle-dress*. La colère de la foule se retourne contre les policiers. Devant, puis à l'intérieur du hall, des gardiens sont bousculés. L'un d'eux devra être hospitalisé.

*Front national tenir impunément meeting au cœur de Paris. Nous emploierons tous les moyens, y compris légaux (...) pour l'empêcher. Le ministère de l'Intérieur a les moyens et le devoir d'interdir ce genre de réunions »*, nous ont déclaré hier des membres du GAJ. L'avertissement a porté : le patron d'un restaurant de Bagnolet a préféré annuler le repas où devaient se rencontrer des sympathisants du PNFE (Parti national français et européen) et du FNE (Faisceaux nationalistes européens, ex FANE) pour célébrer, comme chaque année, l'anniversaire de la mort d'Hitler. Plusieurs person-

qu'il y a assisté de bout en bout, depuis les préparatifs jusqu'à la fuite du commando : « Vers 14 heures, seul un œil très avisé aurait pu repérer la cinquantaine de jeunes – et moins jeunes – sionistes éparpillés tout autour du métro Port-Royal, aux limites du Quartier latin. Certains sont tranquillement attablés dans un café, d'autres occupés dans une cabine téléphonique, patientant dans une voiture ou devant une moto. Sur un signe, la garde cogneuse s'est formée sur le boulevard du Montparnasse, a avalé au galop les deux cents derniers mètres de la rue Saint-Jacques (...) Brusquement, une partie du commando casqué, armé de barres de fer et de battes de base-ball surgit dans le hall, neutralise les deux gardiens de service, écarte les étudiants étrangers à la réunion et se précipite vers le fond du bâtiment. Certains ont enfilé des masques à gaz (...) Les coups tombent, les corps s'affaissent », etc. Cet « œil avisé » capable de détecter aux terrasses des cafés des « sionistes » « jeunes et moins jeunes » parlera, étrange variation, dans un autre article un mois plus tard, – Mme étant donnée pour morte –, « d'inconnus aux visages masqués ».

Interrogé par la police sur la précision des détails rapportés dans son article, Alain Léauthier répondra qu'il avait été informé au téléphone à deux reprises, avant et après, par un informateur évidemment anonyme (2). Déjà très « en pointe » en 1988, c'est le même Léauthier qui avait « couvert » pour *Libération* l'attaque de l'Organisation Juive de Défense contre l'Œuvre française. Il y faisait déjà la preuve de sa parfaite connaissance des agresseurs et donnait l'impression, comme pour l'affaire Saint Loup, d'avoir été, miraculeusement, au courant des événements avant qu'ils ne se produisent. Il en était toujours de même, avec le commando sioniste qui saccagera la librairie *La Vieille Taupe* du révisionniste d'ultra-gauche Pierre Guillaume, ou lors de la manifestation de l'« après Carpentras » (3).

Né le 9 juin 1953 à Marseille, Alain Léauthier est titulaire d'un diplôme d'études approfondies de lettres et a suivi des études au Centre de formation des journalistes. Entré en 1978 au secteur « oriental » de *Radio-France International*, il a également travaillé au service « enquêtes » de *L'Étudiant* (1979), avant d'entrer comme reporter au service société de *Libération* en 1981. En collaboration avec Frédéric Plocquin, il a cosigné un ouvrage remarqué sur la police (4), où la F.A.S.P., le syndicat policier de gauche, a la part belle. Éric Laffitte (5), lui aussi très au fait des choses policières, écrit que Léauthier, « qui est proche du député socialiste Julien Dray, s'était également distingué par son activisme lors du mouvement estudiantin de 1986 » (6).

Comme à son habitude, *Le Monde* (7) « noie le poisson » en minimisant l'affaire : « Aucun des agresseurs n'a été interpellé et l'attaque n'a pas été revendiquée. Il semble cependant que le Groupe d'action juive (G.A.J.), qui réunirait des militants sionistes, soit à l'origine de cette opération. Il apparaît comme "un rassemblement ponctuel de militants venus de différentes organisations sionistes". » Dans le journal d'extrême gauche *L'Idiot international* (8), Marc Cohen, indique toutefois que « le G.A.J. est un prête-nom pour le Bétar, groupe paramilitaire lié au Likoud israélien ».

**Arrestation de membres du Bétar-Tagar**

Le journaliste – communiste – ne se trompe pas puisque quelques semaines plus tard, malgré la molle enquête de la 5e direction de la police judiciaire, reprise ensuite par la Brigade criminelle, deux assaillants seront identifiés sur photos et après confrontation avec les blessés : David Hadjaj, 21 ans, et Alain Lisbona, 19 ans, tous deux membres du Tagar, l'organisation légale de jeunesse militante du Bétar, mouvement lui aussi légal. David Hadjaj, après avoir milité à l'U.E.J.F., a rejoint le Tagar. Il a notamment manifesté contre la venue de Yasser Arafat à Paris en avril 1990, place de la Concorde. Chômeur, il assure des services d'ordre rémunérés, notamment la protection d'écoles juives (2000 F la semaine), de fêtes juives (600 F la soirée) et d'organisations sociales israélites (2). Ils n'admettent évidemment que s'être bornés à asperger de gaz lacrymogène les participants (et pour l'un d'avoir donné « un coup de pied »). Lisbona et Hadjaj seront tous deux inculpés par le juge Chantal Perdrix de « coups et blessures volontaires avec arme et préméditation, et dégradation volontaire de biens mobiliers ». Par la suite, l'ensemble des blessés seront assimilés à des « victimes d'actes de terrorisme » et bénéficieront du Fonds de garantie d'aide aux victimes du terrorisme. Aucune perquisition ne sera effectuée au siège du Bétar-Tagar et ses dirigeants ne seront pas interrogés.

Mais déjà la presse, et pas seulement de droite nationale, s'interroge : très étrangement, alors que d'habitude, toute réunion de droite nationale est étroitement surveillée par les policiers des Renseignements généraux, aucun fonctionnaire de police n'était présent sur les lieux lors de l'attaque du commando juif. Une situation d'autant plus surprenante que plusieurs « ténors » du Front national étaient attendus à la réunion culturelle. Le journaliste d'extrême gauche Michel Soudais écrit (9) : « L'enquête de la 5e division de la police judiciaire est bien partie pour ne jamais aboutir. Le fonctionnaire des R.G. qui souhaitait couvrir la réunion en aurait été dis-

suadé au dernier moment par son patron : l'affaire ne valait pas la peine de perdre une après-midi, il ne devait rien se passer, etc. Si cette information, plusieurs fois confirmée, est exacte, les services de police auraient donc choisi de jouer les Ponce-Pilate. Dans quel but ? » Serge Faubert, généralement bien informé sur les questions policières et lui aussi venu de l'extrême gauche autonome, révèle le même jour (10) que « consigne fut donnée aux inspecteurs des R.G. chargés de l'extrême droite de ne pas se rendre à cette réunion. Comme si l'on avait voulu laisser le commando faire le ménage à la place de la police. ». *Minute* (11) résumera d'un titre l'étrange interrogation : « Marchand (le ministre de l'Intérieur socialiste de l'époque) a-t-il couvert les terroristes juifs ? »

Trois semaines plus tard (12), le même Faubert enfonce le clou, montrant qu'il s'agit d'un puzzle à assembler : « Les limiers de la Brigade criminelle (...) oseront-ils « cuisiner » Claude Bardon, le patron des renseignements généraux de la capitale ? (...) Le directeur des R.G. avait en effet été alerté par ses services de l'imminence d'une action contre cette réunion. Aucune mesure de protection ou d'interdiction ne sera pourtant prise. Passivité criminelle (...) Ses agresseurs, Claude Bardon les connaît. Il s'agit de militants du Bétar, groupe extrémiste sioniste à qui la préfecture laisse sciemment le champ libre depuis plusieurs mois. Avec pour objectif de terroriser l'extrême droite par milice interposée. Le 8 avril (...) Marcel Coudari (...) était ainsi consciencieusement passé à tabac par le Bétar, sans que les gardiens de la paix interviennent. Plus récemment, le 12 mai, les royalistes se sont vus interdire leur traditionnel cortège (...) en raison d'une possible descente du groupe sioniste. La préfecture saura pourtant trouver les effectifs de C.R.S. nécessaires pour interpeller – sans ménagement – les Camelots du roi qui avaient bravé l'interdiction. De deux choses l'une : soit les groupes d'extrême droite tombent sous le coup de la loi, et il convient alors de leur en appliquer toute la rigueur, c'est-à-dire de les dissoudre et d'incarcérer leurs dirigeants ; soit, il n'en est rien, et ils ont droit à la protection de la police. Un État républicain ne peut tolérer que des groupes de combat – fascistes ou sionistes – se substituent, avec la complicité des autorités, à la force publique. »

## Des questions gênantes

En mai 1991 (13) Marie-France Stirbois, député Front national, déposera une première question écrite sur les intentions du gouvernement vis-à-vis du Groupe d'action juive. Elle ne recevra qu'une réponse dilatoire, tout comme pour la deuxième question, encore

***Ordre public (maintien)***

**43272.** - 27 mai 1991. - Durant le mois d'avril de nombreuses attaques d'une rare violence ont été perpétrées par une milice privée se dénommant elle-même Groupe d'action juive, contre des vendeurs de journaux à la criée d'un hebdomadaire satirique et contre un meeting de ce même journal, où se trouvaient rassemblés plus de quinze cents personnes. Un jeune homme en est mort et plusieurs autres sont grièvement blessés. Dans la foulée, le 20 avril, une réunion littéraire consacrée à un écrivain disparu en décembre dernier a été agressée sauvagement par le même groupe terroriste, faisant des victimes extrêmement graves parmi les personnes âgées. Une septuagénaire, victime de plusieurs enfoncements de la boîte cranienne, les deux mains écrasées, se trouve plongée dans le coma, dans un état désespéré puisque étant considérée en état de mort clinique. Plusieurs autres personnes âgées souffrent de fracture du crâne. Certaines en garderont toute leur vie des invalidités permanentes. On peut discuter sur l'opportunité de tenir des colloques sur des écrivains dont les engagements passés ont pu être contestés. Il appartient alors au ministère de l'intérieur de publier clairement un index des livres condamnés. Or l'écrivain en question a publié jusqu'à sa mort une trentaine d'ouvrages dans les plus grandes maisons d'édition ; il a manqué de peu le prix Goncourt pour l'un d'entre eux et n'a, semble-t-il, jamais été inculpé pour un quelconque écrit. Il semble que la milice qui a agi récemment avec la férocité que l'on sait, puisse se déplacer et frapper sur le territoire national en toute impunité. Aussi, **Mme Marie-France Stirbois** demande à **M. le ministre de l'intérieur** ce qu'il compte faire concrètement pour mettre fin à ces méthodes de guerre civile utilisées à l'encontre de citoyens français. Elle lui demande en particulier s'il compte procéder à la dissolution de ces bandes armées, spécialisées dans la terreur et la provocation et composées d'individus connus et répertoriés par les services de police. Elle se permet en outre d'insister sur l'urgence qu'il y a à mettre fin à leurs sinistres coups de main si l'on ne veut pas que les honnêtes citoyens se défendent eux-mêmes, ce qui compromettrait gravement la paix civile. A cet égard, puisqu'il semble que l'on puisse retenir dans les circonstances présentes à l'endroit des agresseurs l'accusation d'association de malfaiteurs ou/et de constitution de bandes armées, elle souhaiterait savoir si l'on peut d'ores et déjà connaître les suites qu'il compte donner à cette affaire. Enfin, s'il s'avère effectivement que le Groupe d'action juive est le regroupement ponctuel, mais néanmoins organisé, d'associations régulièrement déclarées, elle lui demande s'il entend prendre toutes dispositions utiles pour déclarer hors la loi ces associations qui n'ont point démenti l'appartenance de certains de leurs membres à ce groupement terroriste. Ne pense-t-il pas que favoriser ainsi la constitution d'un groupe terroriste par l'intermédiaire du creuset que représentent ces associations régulièrement déclarées puisse être constitutif des infractions de complicité à association de malfaiteurs ou/et de constitution de bandes armées ? Enfin, elle souhaiterait connaître son sentiment sur les articles publiés dans trois hebdomadaires de sensibilité différentes, qui ont avancé que les services de renseignements généraux avaient été tenus à l'avance informés du déroulement et de la programmation de cette action et que, détail significatif, un inspecteur dudit service s'était vu fermement invité à ne pas se rendre à ce colloque à l'heure prévue pour ce coup de main.

***Ordre public (maintien)***

**46104.** - 29 juillet 1991. - Suite à l'agression menée le 20 avril par un prétendu « Groupe d'action juive » contre un colloque littéraire qui se tenait à Paris en hommage à un écrivain récemment décédé, **Mme Marie-France Stirbois** a demandé en mai dernier à **M. le ministre de l'intérieur** ce qu'il comptait faire à l'égard de certaines bandes armées qui paraissent agir en toute liberté sur le territoire national. Malgré l'acuité du problème et l'urgence qu'il y a à mettre fin à ces violences, elle n'a toujours pas obtenu de réponses aux questions extrêmement précises qu'elle soulevait. Or, des faits nouveaux sont venus confirmer la légitime inquiétude des citoyens face aux structures solides dont bénéficient ces milices privées. Deux des agresseurs de ce commando ont été arrêtés et écroués. Ils ont reconnu être membres du Tagar, association de la jeunesse étudiante juive régie par la loi du 1er juillet 1901, et dont le siège est fixé 59, boulevard de Strasbourg, dans le 10e arrondissement de Paris. Cette association est l'une des branches actives de l'organisation de jeunesse du mouvement paramilitaire ultrasioniste Betar, fondé en 1923, et n'agit que sous son contrôle le plus strict. Elle souhaiterait savoir si le responsable du Betar a été entendu par la police. En effet, cet homme, officier dans une armée étrangère et détaché en France, semble avoir trouvé refuge dans son pays d'origine. Elle lui demande s'il envisagerait, au cas où cette information serait vérifiée, de demander à ce qu'il soit entendu par la police française. Ensuite, elle lui rappelle que le commando ayant agi avec la violence que l'on sait était composé d'une quarantaine d'individus. Elle s'étonne que trois suspects seulement aient été arrêtés, alors que les noms des principaux responsables et militants du Tagar et du Betar sont parfaitement connus tant des journalistes que de la police, comme l'a reconnu l'épouse d'un haut responsable de la République qui a affirmé, le 4 mars 1986, au cours d'une conférence publique de Socialisme et judaïsme : « Extraordinaire nouveauté dans le comportement politique, la gauche a permis à des milices juives de s'installer rue des Rosiers à Paris, mais aussi à Toulouse, à Marseille, à Strasbourg. Ces milices ont des contacts réguliers avec le ministre de l'intérieur », remarques dont la presse s'est largement fait l'écho ces derniers temps en citant les noms des principaux intéressés. En outre, un film diffusé l'an passé à la télévision, le 18 mai 1990 sur La Cinq, a montré ouvertement aux Français l'entraînement de ces deux mouvements dans un château de la région parisienne qui constitue un centre d'entraînement militaire sous le drapeau d'un Etat étranger. Elle souhaiterait également savoir quelles sont les sources de financement de ces associations, si elles bénéficient, ou ont bénéficié dans le passé, de subventions de la part du gouvernement français et si elles reçoivent, à quelque titre que ce soit, des subsides de la part d'un gouvernement étranger. Enfin la loi française étant particulièrement précise et stricte en ce qui concerne la dissolution de bandes armées et de milices privées, elle souhaiterait savoir s'il a l'intention de procéder dans les délais les plus brefs à la dissolution de ces deux organisations qui n'en sont pas à leur premier méfait sur le territoire français et si les centres d'entraînement de ces milices ont fait l'objet de perquisitions.

**Réponse. - Le 20 avril 1991, l'« Association des amis de Saint-Loup » organisait un colloque dans les locaux de la « Maison des Mines » à Paris, en hommage à l'écrivain Marc Augier, décédé en décembre 1990. Alors qu'une trentaine de sympathisants étaient arrivés dans la salle de réunion, une vingtaine d'individus ont pénétré en force dans l'établissement et agressé les personnes présentes. Sur ce dossier, en vertu d'une commission rogatoire délivrée par le juge d'instruction, une enquête judiciaire a été ouverte. Celle-ci est, actuellement, toujours en cours. Elle devrait révéler, notamment, si les agresseurs font partie des mouvements décrits par l'honorable parlementaire.**

*La réponse dilatoire du ministre de l'Intérieur aux question de Marie-France Stirbois sur les exactions commises par le Groupe d'action juive. Ses questions étaient si précises que le bureau de l'Assemblée a tenté de les censurer.*

plus précise (14) où Mme Stirbois mettait directement en cause les responsables du Bétar-Tagar et notamment le chef du Bétar-Tagar, c'est-à-dire Moshe Cohen : « officier dans une armée étrangère et détaché en France (qui) semble avoir trouvé refuge dans son pays d'origine ».

Une seule certitude dans cette affaire : les deux militants juifs interpellés n'ont toujours pas été jugés quatre ans après les faits.

## Notes

1. *Libération*, 22 avril 1991.
2. Voir *Le Choc du mois*, avril 1992, qui paraît avoir eu accès aux procès verbaux d'interrogatoire de M. Léauthier.
3. *Libération*, 15 mai 1990.
4. *Les Flics, 120 000 inconnus*, Flammarion, 1990.
5. *National-Hebdo*, *Les Milices d'« action juive » au travail*, 2 mai 1991.
6. Le comportement de Léauthier était si étrange qu'une organisation nationaliste, la Garde nationaliste, lui consacra un article bien informé dans le n°4 (novembre-décembre 1991) de sa lettre confidentielle clandestine, *Faction*.
7. 25 avril 1991.
8. 30 avril 1991.
9. *Politis*, 2 mai 1991.
10. *L'Événement du jeudi*, 2 mai 1991.
11. 8 mai 1991.
12. *L'Événement du jeudi*, 30 mai 1991.
13. *Journal officiel de l'Assemblée nationale, Questions et réponses*, 27 mai 1991.
14. *Journal officiel de l'Assemblée nationale, Questions et réponses*, 11 novembre 1991.

*« Par le sang et par la sueur se dressera*
*une race fière, généreuse et cruelle. »*
Chant du Bétar.

# L'EXTRÊME DROITE JUIVE : LE BÉTAR

## Le Bétar

Le Bétar ou Berich (B'rith) Trumpeldor (L'Alliance de Trumpeldor) a été officiellement déclaré à Paris, il y a largement plus de cinquante ans, très exactement le 5 décembre 1929 (mais il existait de fait depuis l'année précédente) sous le titre Berich Trumpeldor-Jeunesse sioniste révisionniste. Issue du mouvement sioniste révisionniste fondé en 1923 par Jabotinsky à Riga, sa section française fut d'abord dirigée par Victor Mirkin (actif dès 1928). Paris a toujours été une base importante des sionistes. C'est d'ailleurs à Paris, au cœur du Quartier latin, dans l'arrière-salle du café du Panthéon, que plusieurs dizaines de délégués, représentant quelques centaines d'adhérents, fondèrent l'Alliance des sionistes révisionnistes le 25 avril 1925, sous un grand portrait de Théodore Herzl.

Le but du Bétar est (1) « de préparer ses membres à leurs devoirs de futurs citoyens israéliens » et le mouvement se propose « l'éducation d'un nouveau type de Juif, la création d'un État juif sur la terre d'Israël dans ses frontières historiques et le rassemblement des exilés sur leur terre ancestrale ». Le Bétar est en effet un mou-




*Ce symbole du Mouvement des étudiants sionistes, autre dénomination du Tagar, est la très exacte reproduction du symbole du B'naï B'rith, la franc-maçonnerie juive (*L'Étudiant juif, *septembre 1992).*

vement haloutsique. A l'opposé des groupes « diasporiques » ou « bundistes », il récuse l'idée d'une vie juive à l'extérieur d'Israël et s'oppose violemment à l'idéologie socialiste. « Le Bétar (...) est aujourd'hui pour la jeunesse la structure militante du parti Hérout. Les plus anciens dépendent du Tagar, organisation qui se charge, entre autres, d'assurer la protection souvent musclée des lieux communautaires (2). » Le Bétar ne s'est jamais embarrassé de subtiles arguties, comme l'explique un de ses responsables nationaux, Itshak Mopsik : « Notre but est de faire retourner les Juifs de France en Israël (...) Nous répondons au coup par coup. Nous sommes les pionniers de la violence politique (...) Dites bien que toutes les matraques, toutes les alertes à la bombe ne sont pas toutes du Betar (3). » On appréciera le « toutes du Betar ».

Dans les années 70/80, ses principaux dirigeants furent Morduch (dit Marc) Gutkin, imprimeur né le 2 mars 1914 à Parafiameff (Union soviétique) [président, qui a acquis la nationalité française dans les années quarante], Simcha Felber, stomatologiste né le 1er mai 1946 à Woldenburg (Pologne) (secrétaire général), Pierre Sekroun, électricien né le 7 août 1949 à Constantine (Algérie). Figuraient aussi dans les bureaux Willy Costa, Serge Frydmans, Alain Atlan, Charles Mopsik, Gilles Berrebi, Guy Brami, Albert Chemla, Marc Djan, Catherine Souhami, Madeleine Meunier (née Estermann), Gérard Manzi, Philippe Leconte, Hug Ung Kok, Salomonné Cohen, Serge Haiun, Jean Ouaknine, Georges Cohen, Serge Laloum, Michel Jacquot, etc.



# CACTUS

**le seul canard vraiment cacher**

LE JOURNAL DU TAGAR DE FRANCE ▲ MARS - AVRIL 1992 ▲ 10 Frs



**MENAHEM BEGIN N'EST PLUS**

---

**FRANCE OLP :**

**TOUT CE QU'ON NE VOUS DIT PAS**

---

**L'OREAL :**

**LA VERITE QUI DECOIFFE**

*Avant la Seconde Guerre mondiale, Menahem Begin, futur Premier ministre d'Israël, fut le chef de la principale section mondiale du Bétar, le Bétar de Pologne. Il est devenu l'une des principales figures mythiques du Bétar, presque l'égal d'un Zeev Jabotinsky (*Cactus, *mars-avril 1992).*

## Le Tagar

Tagar veut dire « défi » en hébreu. Le Tagar de France, plus connu sous le nom de Tagar, est l'organisation de jeunesse la plus militante du Bétar. C'est essentiellement sous cette dénomination que le Bétar agit en France, dans ses manifestations les plus extrémistes. Le Tagar regroupe théoriquement exclusivement des étudiants (normalement de 18 à 23 ans). Installé à la même adresse que le Bétar, 59, boulevard de Strasbourg dans le Xᵉ arrondissement de Paris, le Tagar fait également figurer sur son papier à en-tête une autre organisation, le Mouvement des étudiants sionistes (qui est exactement la même organisation). Ces trois associations sont étroitement imbriquées les unes dans les autres et ses dirigeants interchangeables. A la même adresse se trouvent d'autres associations juives, plus ou moins en sommeil, comme le Comité d'action de défense démocratique ou l'Alliance mondiale anti-raciste, qui regroupe dans son comité d'honneur une brochette de personnalités : Philippe Dechartre, Lucien Neuwirth, etc.

En tant que tel, le Tagar a été fondé en France en 1986. Cette « association de la jeunesse étudiante juive » a pour but la « sensibilisation de la jeunesse étudiante juive de France à Israël et à l'Alyah (émigration en Israël) ». Pour cela, elle propose des « réunions régulières d'études et d'information, des séminaires, des conférences et des voyages ». Pour être admis, il faut avoir au minimum 18 ans et être proposé par deux parrains. L'article 15 du chapitre 6 est du plus haut intérêt, car il démontre que loin d'être une simple association culturelle, le Tagar est une association paramilitaire : « Chaque membre actif de l'Association a le droit de porter l'uniforme et les insignes correspondants de l'Association. »

Les premiers dirigeants furent Gérard Garçon (président), Armelle Demanet (vice-présidente), Armand Zermati (secrétaire général) et Bernard Sajovic (trésorier). En 1987-1988, on retrouvait encore Bernard Sajovic et Armelle Demanet, assistés de Philippe Benichou (président) et D. Khan. Leur succédèrent Serge Lukasiewicz (président, né le 10 février 1965 à Villeneuve-Saint-Georges, étudiant en D.E.A. de mathématiques), Cyril Benichou (secrétaire général, né le 20 mai 1968 à Paris XIVᵉ, étudiant en maîtrise de droit), Max Mouyal (né le 17 août 1968 à Casablanca, étudiant en maîtrise de gestion). Le bureau demeura stable, mais en janvier 1989, Cyril Benichou fut remplacé par Frédéric Encel (né le 4 mars 1969 à Paris XVIᵉ, étudiant en première année d'hypokhagne). Ce dernier fut enfin remplacé fin octobre 1989 par Pierre Lurçat (né le 7 février 1967, étudiant en maîtrise de droit).




**LE TAGAR :** C'est le combat contre toutes les formes d'antisémitisme (anti-sionisme, négation de la Shoah) qui se développent aujourd'hui en France et en Europe.

**LE TAGAR :** C'est le combat pour l'intégrité d'Eretz-Israël de la Mer au Jourdain et du Golan à Eilat.

**LE TAGAR :** C'est le combat pour promouvoir l'Alyah dans la communauté juive de France, aboutissement de notre militantisme.

**LE TAGAR :** C'est un mouvement activiste et sioniste, présent dans plus de 20 pays à travers le monde actif sur les facultés et dans la communauté et partout où les intérêts du Peuple Juif sont menacés.

**LE TAGAR :** C'est le combat des Juifs debouts !

***REJOINS NOTRE ACTION !***

**TAGAR DE FRANCE :** 59, boulevard de Strasbourg
75010 PARIS - **Tél. : (1) 45 23 14 89**

*Association étudiante du Bétar, le Tagar recrute dans les universités. Ses thèmes de prédilection sont le « combat contre toutes les formes d'antisémitisme », y compris l'antisionisme, Eretz Israël, et la promotion de l'alyah (le retour en Israël).*

Dans les comptes-rendus d'assemblée générale, on trouve également les noms des militants les plus assidus mais aussi de responsables du Bétar (à commencer par leur chef, l'Israélien Moshe Cohen, présent à chaque réunion) : Samuel Amaragol, Frédéric Sicsic, David Gold, Jacques Gamsrani, Sandrine Azerhade, Barbara Melul, Joseph Mimoun, Serge Delwasse, Eli Kassabi, Myriam Bellaiche, Elie Sibony, Valérie Azoulay, Philippe Fargeon, Yossi Cohen, Edwin Sberro, Olivier Kantorowicz, Jean-Paul Dray, Valérie Nahmias, Harary Motti, Myriam Glück (responsable national en 1994), Alex Cohen, Franck Arroues, etc.

**SI VOUS VOULEZ QUE VOTRE CACTUS, LE SEUL CANARD VRAIMENT CACHER, RESTE BIEN VERT ET BIEN PIQUANT, ARROSEZ LE DE VOS ABONNEMENTS ET DEVENEZ AU MILIEU D'UNE ACTUALITE GRINÇANTE UN "CACTUSIEN" HEUREUX**




*Yasser Arafat le communiste et Jean-Marie Le Pen le nazi : les deux faces de l'antisionisme pour Cactus, « le seul canard vraiment cacher ». On notera la symbolique des étoiles de David revendiquées par le Bétar-Tagar. Mais à qui appartient la pipe ? (*Cactus, *mars 1992).*

Si Paris constitue, et de loin, la principale section, le Bétar-Tagar comprend également des groupes et des sections en banlieue parisienne (notamment à Drancy, Montfermeil, Sarcelles, Noisy-le-Grand, Aubervilliers) ainsi qu'en province. Les groupes constitués disposant de locaux se situent à Lyon (13, quai Tilsitt), Strasbourg, Grenoble (11, rue André Maginot), Marseille (11, place Félix Baret), Nice, mais aussi en Belgique (89, chaussée de Vleurgat à Bruxelles), etc. (4).

Le Tagar dispose de son propre journal, à parution plus ou moins épisodique, *Cactus*, sous-titré à une époque « le seul canard vraiment cacher » et à d'autres « qui s'y frotte s'y pique ». Imprimé sur un lourd papier glacé, ce périodique a notamment pour collaborateurs les principaux dirigeants du Bétar-Tagar comme Pierre Lurçat mais aussi Itzak Landau, N. Hirschmann, le journaliste ultra-sioniste – collaborateur très régulier – Paul Giniewski (auteur d'un ouvrage prônant l'apartheid en Afrique du Sud), Stéphane Meyerowicz, Thierry Amouyal, Rivka Konviser, David Cohen, Alexandre Reiter, Mordechai Bensoussan, David Rozmaryn, Alexandre Cohen, Edwin Sberro, Michaël Grynszpan, David Dassa, etc. Les textes sont d'un niveau intellectuel particulièrement nul, les dessins médiocres et primaires. L'association est faite en permanences entre nazisme et peuple palestinien. Depuis septembre 1992, le Tagar publie également *L'Étudiant juif*, daté à la fois en calendrier « chrétien » et en calendrier juif, destiné au milieu estudiantin.

Le Bétar-Tagar a également utilisé comme paravent l'Amicale des étudiants juifs de France (A.E.J.F.), dont le sigle rappelait celui de l'U.E.J.F. (de gauche). Cette association, déclarée en juin 1993 et dissoute en décembre 1993, était dirigée par trois étudiants membres du Bétar, Emmanuel Cohen-Boulakia (président), né le 27 juillet 1972 à Neuilly-sur-Seine, Simon Levy (trésorier), né le 4 avril 1972 à Casablanca (Maroc), Karen Levy (secrétaire), née le 23 juin 1973 à Casablanca (Maroc).

## Jean-Paul et Julien, du Bétar au Parti socialiste

Le Jean-Paul Dray cité parmi les membres du Bétar-Tagar n'est autre que le frère de Julien Dray, député socialiste de l'Essonne. Ancien responsable trotskyste (Ligue communiste révolutionnaire), Julien Dray a été, en sous-main, le principal animateur de S.O.S. - Racisme et de l'Unef-I.D. (syndicat à l'origine des principales manifestations étudiantes). « Bien qu'il se soit toujours situé à l'extrême gauche (5), Julien Dray entretient des rapports assez étroits avec la communauté Loubavitch. » Cette secte juive orthodoxe est particu-

**GRANDE AFFECTION**

**Réponse à la mise en cause de MM. Dray Jean-Paul et Julien dans le n° 380 du jeudi 21 avril 1994 : Julien Dray, député de l'Essonne et Jean-Paul Dray, responsable du Tagar, mis en cause dans votre journal, les présentant comme des frères ennemis simplement parce qu'ils ont des analyses différentes ou divergentes sur des sujets brûlants de l'actualité ont le plaisir de vous faire savoir qu'ils nourrissent l'un pour l'autre une grande affection. Ils sont donc très loin de la haine que contient le mot ennemi.**

**Cette image de frères ennemis que vous avez voulu donner d'eux à vos lecteurs ne subsistera donc désormais que dans l'esprit de ceux qui rêvent de voir la réalité coller à leurs désirs.**

**Hélas pour ceux-là leur rêve finira par se briser de lui-même.**

| | |
|---|---|
| **Julien DRAY**<br>**Député de l'Essonne** | **Jean-Paul DRAY**<br>**Responsable du Tagar** |

*Jean-Paul Dray, l'un des principaux chefs du Tagar (extrême droite ) n'est autre que le frère de Julien Dray, ancien militant trotskystes (extrême gauche), aujourd'hui responsable du Parti socialiste (*Actualité juive, *5 mai 1994).*

lièrement influente à Paris, notamment dans les XIX^e^ et XX^e^ arrondissements. Julien Dray devait pourtant essuyer les foudres des socialistes de la communauté juive, excédés par les interventions « musclées » à répétition de son frère. Jean-Paul Dray avait notamment été très en pointe lors de l'attaque du Bétar contre la réunion de l'U.E.J.F. à Sarcelles, où Nissim Zwili, secrétaire général du Parti travailliste israélien, fut interdit de parole. A l'annonce publique de leurs liens familiaux, Julien Dray, le député de l'Essonne, et Jean-Paul Dray, 31 ans, chirurgien ophtalmologiste responsable du Tagar, devaient publier une lettre commune cosignée de leurs noms, dans laquelle ils affirmaient qu'« ils nourrissent l'un pour l'autre une grande affection (6). »

L'actuel secrétaire général, Pierre Lurçat, ne manie pas la langue de bois. En juillet 1992, il est à la tête des manifestants qui conspuent le chef de l'État, François Mitterrand, lors des cérémonies du Vel d'Hiv. Même Robert Badinter, peu suspect de compromission avec les antisémites, sortira de ses gonds devant l'ampleur de la provocation (les manifestants hurlent « Mitterrand à Vichy »). Interpellé par trois inspecteurs en civil, Lurçat sera seulement menacé de poursuites judiciaires (« insultes au président de la

République ») mais ne sera jamais inculpé. A cette occasion, comme à d'autres reprises, il exigera la reconnaissance officielle de la France dans la déportation des juifs (ce qui entraînerait automatiquement le versement de nouveaux dédommagements financiers) ainsi que le jugement de René Bousquet, ancien chef de la police de Vichy et ami personnel de François Mitterrand.

Après l'exécution de Bousquet par un déséquilibré en juin 1993, Lurçat se fendra d'une lettre incroyable aux journaux, revendiquant la loi du talion et la justice sommaire privée : « A ceux qui objecteront que l'exécution de René Bousquet relève d'une justice privée et expéditive, on répondra que la justice privée est parfois le

*Pour Pierre Lurçat, chef du Tagar, l'assassin de René Bousquet est un « Juste » (*Le Chroniqueur, *7 juillet 1993). Pour la justice, il est un demi-fou, plusieurs fois interné.*

**Plaidoyer pour Christian Didier**

La réprobation unanime dont a fait l'objet l'assassinat de René Bousquet par Christian Didier a eu pour résultat paradoxal de faire apparaître l'ancien responsable de la police de Vichy comme une victime... On a regretté que l'action de la justice soit éteinte par le geste d'un "déséquilibré", d'un "marginal", et que le procès de Bousquet ne puisse donc avoir lieu. On a prétendu que la société française était sur le point de régler ses comptes avec son passé sous Vichy, et que cet assassinat allait l'en empêcher...

Cette réaction unanime reflète une certaine hupocrisie. On a vite fait de rejeter sur Chrisitian Didier la responsabilité d'une injustice qu'il a justement voulu effacer, par son geste spectaculaire. On a invoqué les vertus pédagogiques d'un procès, en oubliant que Bousquet, âgé de 84 ans, avait de grandes chances de mourir dans son lit (sa comparution devant une cour d'Assises n'aurait pu avoir lieu, dans le meilleur des cas, avant la fin 1994). En réalité, l'alternative était peut-être de voir Bousquet exécuté sans jugement - mais n'a-t-il pas déjà été jugé par l'histoire ? - ou bien de le voir mourir de vieillesse sans être ni jugé ni condamné.

Dans cette perspective, l'acte de Christian Didier offre le mérite d'avoir infligé un châtiment au responsable de la déportation de 70.000 Juifs de France vers les camps d'extermination nazis. Bousquet, lui, aura finalement été rattrappé par l'histoire, alors que Leguay et tant d'autres sont restés impunis. A ceux qui objecteront que l'exécution de Bousquet relève d'une justice privée et expéditive, on répondra que la justice privée est parfois le seul remède, quand l'institution judiciaire ne remplit pas sa fonction.

Cessons donc de transformer Christian Didier en bouc émissaire, et regardons la réalité en face : le scandale véritable n'est pas l'assassinat de Bousquet. Le scandale, c'est l'impunité dont a joui Bousquet pendant les cinquantes années qui ont suivi ses crimes. Le scandale, ce sont les multiples amitiés dont il a bénéficié dans la classe politique (et particulièrement celle de François Mitterrand, révélée par l'Evénement du jeudi du 18 avril 1991 et curieusement passée sous silence aujourd'hui). C'est ce scandale qui a conduit Christian Didier à commettre son "crime". Allons-nous à notre tour commettre une injustice vis-à-vis de cet homme, considéré comme criminel par une société qui a toléré l'impunité d'un Bousquet ou d'un Leguay ? Christian Didier n'est pas un fou ni un criminel. C'est un homme révolté, épris de vérité et de justice. En un mot : un Juste. Allons-nous le laisser condamner et emprisonner ?

***Pierre Lurçat***

seul remède, quand l'institution judiciaire ne remplit pas sa fonction. » Bref, la porte est ouverte à tous les excès, chacun – à commencer par le Bétar-Tagar – pouvant estimer que la justice ne va pas dans le sens qu'il souhaite ! Mettant systématiquement le mot « crime » (de Bousquet) entre guillemets, il ajoute : « Christian Didier n'est pas un fou ni un criminel. C'est un homme révolté, épris de vérité et de justice. En un mot : un Juste. Allons-nous le laisser condamner et emprisonner ? »

**Les activités**

Comme dans tout mouvement paramilitaire, il y a d'une part les activités classiques des associations, d'autre part, et sans doute beaucoup moins légales, les activités entraînement et leur mise en application sur le terrain. Pour la première part, outre des distributions de tracts et autres activités purement militantes, le Bétar-Tagar organise des meetings, des conférences (toujours en rapport avec le soutien à Israël), des cycles de formation intellectuelle et idéologique, des participations à l'Université sioniste (qui dépend de la Fédération des organisations sionistes de France), des séminaires, des visites, des voyages en Israël, des stages de sport, etc. Les relations sont suffisamment bonnes avec Tsahal, l'armée israélienne, pour que celle-ci confie au Tagar des films inédits en France, comme celui sur la destruction (en pleine période de paix) de la centrale nucléaire d'Osirak en Irak (une tournée fut organisée en France pour le présenter). Chaque été a lieu un voyage en Israël de trois semaines (visite d'implantations en territoires occupés, sport, formation idéologique). L'hiver ont lieu des séjours à la montagne avec « soirées israéliennes », en particulier à Villars-de-Lans.

**Le Bétar n'est pas mandaté par la communauté**

L'A.C.I.P., le C.R.I.F. et le F.S.J.U., suite à certaines informations parues à travers les médias, tiennent à préciser que le mouvement de jeunesse Bétar n'est pas mandaté par la communauté juive pour assurer la protection des locaux et des manifestations communautaires.

*A la suite des exactions du Bétar, « la communauté » s'est sentie obligée de publier cet entrefilet (*Tribune juive*, 1<sup></sup>*er* *juin 1990). Ses militants continuent pourtant à assurer le service d'ordre devant les synagogues.*

Il semble qu'une partie des cours soit assurée par des permanents de l'ambassade d'Israël ou des délégués d'organisations israéliennes. « Le Bétar reçoit également le soutien d'associations juives comme le C.E.R.A.C. (Centre d'études et de recherches sur l'antisémitisme contemporain), où se côtoient le C.R.I.F., le F.S.J.U., le C.J.M. et l'Institute of Jewish Affairs. Le Bétar bénéficie également du soutien financier de l'Agence juive, émanation de l'Agence juive mondiale, la Sokhnout. Cette organisation met à la disposition d'une certain nombre de mouvements juifs des *slihim* (permanents) et participe activement à la formation des cadres, ainsi qu'au budget de fonctionnement de la communauté dans des domaines aussi variés que l'éducation, la culture, l'enseignement de l'hébreu ou la pratique religieuse (7). »

A l'occasion, le Bétar organise ses propres manifestations, en général en période de crise, ce qui lui permet de « ratisser plus large » Le 21 janvier 1991, à quelques jours de l'attaque américaine contre l'Irak dans le cadre de la guerre du Golfe, le Bétar organisait une manifestation, qui regroupa plus de 2 000 personnes, demandant la démission de Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, jugé beaucoup trop « tiède » envers Israël. Les slogans et les banderoles étaient très révélateurs de l'état d'esprit des manifestants : « Tsahal, nous sommes avec toi », « La Judée-Samarie, c'est notre Alsace-Lorraine », « Réglons le problème Chevènement », « Chevènement, Arafat, Saddam, ça gaze »

Même si « la communauté » affirme régulièrement, dans des communiqués, que le Bétar-Tagar n'est nullement habilité pour agir en son nom et ne représente qu'une infime minorité du judaïsme français, ses dirigeants sont toujours heureux de trouver les militants du Bétar-Tagar, notamment, pour encadrer les petites ou grandes manifestations, organisées contre la venue d'Arafat, tel ou tel attentat antisioniste ou telle provocation. Moshe Cohen, responsable du Bétar explique (8) : « La base de la communauté juive s'identifie totalement à notre combat. Nous nous en rendons compte lorsque nous l'invitons à manifester son soutien à Israël ou aux Juifs opprimés dans le monde. Malheureusement, les instances communautaires ne reflètent pas cette base. Ce qui explique nos rapports ambiguës avec elles. D'un côté les institutions ne sont pas forcément mécontentes de trouver le Bétar pour organiser des fêtes juives et dans les moments difficiles. De l'autre, elles ne sont pas encourageantes en ce qui concerne le soutien aux mouvements sionistes. »

Le Bétar-Tagar peut intervenir d'autant plus facilement pour museler la liberté d'expression que nul ne souhaite évidemment dans la communauté de heurts entre juifs. Au colloque organisé par

## LE KRAV MAGA, UN SPORT DE COMBAT SPÉCIFIQUEMENT JUIF

La plupart des militants des milices parallèles ou légales pratiquent un sport de combat, dans telle ou telle salle parisienne. Depuis quelques années, l'un d'entre eux, spécifiquement juif, est devenu particulièrement populaire dans la communauté juive : le Krav Maga (en français « combat rapproché ») est un « Art Martial juif en provenance d'Israël ». Il a été créé dans les années quarante par Imrich Lichtenfeld, surnommé plus tard Imi, fils du chef instructeur de self défense de la police de Bratislava. Lui-même fut plusieurs fois champion de gymnastique et de boxe en Tchécoslovaquie, ainsi qu'en lutte (au 3e niveau mondial). Enrôlé dans les forces de la Haganah, Lichtenfeld va créer sa propre méthode de close-combat, jugée si performante qu'elle deviendra la seule discipline dans cette catégorie à être enseignée aux troupes israéliennes, sous le nom de Krav-Maga.

Tous les coups sont permis : morsures, projections, frappe au niveau des yeux, de la gorge, des parties génitales, etc. L'objectif est clair : pas de sentiment, aucune sagesse ou éthique, il faut annihiler ou tuer l'adversaire. « Le Krav Maga s'est développé avec comme seul souci la volonté d'obtenir l'efficacité la plus complète dans l'autodéfense, en éliminant toute fioriture et sans souci d'éthique. Par la suite, le Krav-Maga ne cessera de se développer dans l'armée sous l'œil vigilant d'Imi qui l'enseignera surtout aux unités d'élite (*Actualité juive*, 1er juillet 1993). » Un instructeur américain, installé à Hébron (Israël) et riche d'une expérience acquise dans le Bronx explique : « On n'est pas dans un collège britannique, ici on se bat pour faire mal. Même si tu meurs ton adversaire doit rester dans un sale état (*Le Chroniqueur*, 12 mai 1993). »

Par la suite, le Krav Maga sera également « amélioré » par Elie Avikzer, ancien chef instructeur de l'armée israélienne, ancien élève de Lichtenfeld, et ancien conseiller des forces de police israélienne. Ce n'est qu'en 1964 que le Krav Maga ne sera plus classé « secret militaire ». Il se développera alors parmi la jeunesse, dans les clubs sportifs, ainsi que dans la police.

Le Macchabi-France, qui dispose d'une section d'arts martiaux, a donc créé une division Krav Maga en 1988, sous la direction de Richard Douieb, doublement diplômé de ce sport (par l'État d'Israël et par Tsahal, comme instructeur militaire). Né en France, Douieb s'est formé en Israël durant sept ans avant de revenir en France. En 1983-1984, il sera champion de France de boxe française. Ce sport de combat, qui dispose désormais de sa propre salle dans le XIXe arrondissement, a su s'attirer des sympathies comme le montre les diverses

personnalités qui honorent ses manifestations. Le 16 décembre 1990, par exemple, étaient présents à la cérémonie de remise des diplômes de maître en Krav Contact, Benny Cohen, président du consistoire de Paris, Daniel Lacroix, conseiller de Paris, Gilbert Allali, Richard Douieb, etc. Armand Azoulay (membre de la secte des Loubavitch et directeur du C'Porié Judo Club de France) et Jean-Luc Attlan (professeur de karaté à la mairie de Paris), dirigeants de l'Arié Sporting Club, ont largement popularisé ce sport. Spécialiste du combat à mains nues ou à l'arme blanche, ils sont experts en arts martiaux, diplômé d'État de judo et de karaté, ainsi qu'en close-combat et ninjitsu. A plusieurs reprises, ils ont été champion de France dans ces sports. « Ils amènent les participants en Krav Contact en peu de temps à un niveau combatif impressionnant par sa qualité d'efficacité. » La tenue réglementaire est le kimono bleu et blanc avec l'inscription Krav Contact en lettres hébraïques. Les Krav Contact men combattent aussi bien avec les poings, les coudes, les genoux que les pieds. Tout cela aboutit à des projections debout et au sol, avec finalité en clés, étranglements et autres techniques spéciales. Il existe désormais une Fédération française de Krav Contact animée par Yves Cohen. Consécration suprême, le Krav Maga est désormais la technique de combat en corps à corps enseignée à la crème des troupes spéciales françaises, le G.I.G.N. (*Raids*, mars 1995), ce qui permet sans nul doute à des responsables israéliens d'être en rapports étroits avec les meilleurs gendarmes français.

Les stages sont organisés en collaboration avec les organismes juifs français et la présence israélienne ne se fait jamais oublier. Nombre des professeurs, ou des champions lors des démonstrations viennent d'Israël. Mieux, un stage d'une semaine en Israël est proposé à chacun des participants aux entraînements de l'année.

Rien n'indiquera mieux les liens entre Bétar-Tagar et Krav Maga que cette citation extraite du programme des activités du Bétar-Tagar (*Cactus*, février 1991) : « Enfin entraînement (Kravmaga) et les autres activités militantes continuent. » Il existe aussi un intérêt pour diverses disciplines de self defense et de combat de rue, comme la boxe thaïlandaise. On apprend ainsi (*Actualité juive*, 7 janvier 1993) que l'Alliance Fanny Kaplan de Massy organise tous les dimanches et les mercredis des cours de boxe thaïlandaise et de self défense, avec M. Zeitoun, professeur, diplômé de la fédération française de boxe thaï, et surtout coordinateur et représentant officiel Israël Europe dans cette discipline. A Thiais en revanche, c'est le Tae-Kwo-Do, karaté coréen, « la voie du pied et du poing » qui est enseignée par le Maccabi-Inter, sous la houlette de Ouri Szantman, directeur national de l'arbitrage et entraîneur de l'équipe d'Israël (*Actualité juive*, 22 octobre 1992).

l'Union des étudiants juifs de France au Palais des congrès de Paris, en avril 1993, en présence de représentants, d'élus et de ministres israéliens, le Bétar fit le coup de poing en toute impunité. « Le service d'ordre censé nous protéger a reçu l'ordre express de David Saada (le directeur général du Fonds social juif unifié qui est responsable de ce service) de ne pas intervenir » rapportera Simon Pinto, président de l'U.E.J.F. En réponse, David Saada rétorque que « le service d'ordre de la communauté n'a pas pour mandat de se battre contre d'autres Juifs mais de défendre la communauté contre les actions extérieures (9). »

**Les activités paramilitaires**

Le Bétar est le seul mouvement sioniste légalement déclaré en France à prôner l'autodéfense, et même l'attaque. C'est ce que son chef, l'Israélien Moshe Cohen, explique en général à demi-mot dans ses interviews, qualifiées parfois par la presse juive d'« entretiens coup de poing » (10) :

« – Est-ce la politique du Bétar de faire de temps en temps le coup de poing ?

– Le Bétar est avant tout un mouvement éducatif sioniste. Il est vrai que notre conception du Peuple et de la Terre d'Israël nous incite, quand le besoin s'en fait sentir à réagir contre l'antisémitisme sous toutes ses formes et à protéger la communauté. »

Autre exemple, un magazine juif (11) publie un entretien avec les dirigeants du Bétar-Tagar.

Première question : « Dans la presse, on vous reproche de faire de la politique avec des battes de base-ball... Êtes-vous des adeptes

*Organisme « culturel », le Bétar-Tagar n'en organise pas moins des entrainements de Krav-Maga, le sport de combat israélien (*Cactus, *février 1991).*

PRESENCE SUR LES CAMPUS :

Le Tagar est plus que jamais présent sur les campus pour défendre Israël et s'opposer aux pacifistes de tous bords très actifs dans les facultés... Contactez nous pour expliquer notre action sur votre campus !

ET TOUTES LES AUTRES ACTIVITÉS :

Les réunions hebdomadaires se poursuivent chaque dimanche à 17 heures. Par ailleurs une revue de presse, " le Cactus ", est publiée chaque semaine par le Tagar à l'attention de nos militants. Enfin l'entraînement (KRAVMAGA) et les autres activités militantes continuent...

Chapitre 6 - OBLIGATIONS ET DROITS DES MEMBRES

Article 13 : Chaque membre est tenu de se conformer au règlement intérieur établi par le Comité Directeur.

Article 14 : Chaque membre actif de l'Association a le droit de porter l'uniforme et les insignes correspondants de l'Association.

*Dans les statuts officiels du Bétar-Tagar, l'article 14 prouve que les membres portent un uniforme. Ne s'agit-il pas alors d'un mouvement paramilitaire ?*

d'une réplique un peu musclée ou plutôt pour une protestation symbolique ?

– Il est sûr que je n'irai pas faire la grève de la faim devant un local néo-nazi (...) Il faut bien comprendre que notre lutte est avant tout politique, contre le nazisme et le terrorisme arabe (...) Pour l'extrême droite, on tente avant tout de rendre impossible tout meeting en manifestant avant la date prévue et une fois sur place. Face à l'action pro-palestinienne, nous cherchons surtout à déstabiliser. A la rentrée, il y a eu un meeting du n°2 de l'O.L.P. à Normale Sup : il a dû arrêter son discours au bout de dix minutes (...) Nous sommes des hommes de terrain (...) Hier, on était à Rostock ou au procès Faurisson. Aujourd'hui nous appelons les juifs à se bouger. »

Cette volonté affirmée de violence transparaît dans tous les comptes-rendus des actions du tandem Bétar-Tagar, y compris dans la presse communautaire. Plutôt qu'une longue démonstration, citons *L'Arche*, mensuel officiel de la communauté juive (12), à propos d'une réunion à Sarcelles le 1er mars 1994. « L'U.E.J.F. a invité Nissim Zvili, le secrétaire général du parti travailliste israélien. Moins d'une semaine après la tuerie de Hébron, la rencontre prend un cachet particulier. Près de trois cents personnes attendent devant l'entrée le contrôle fastidieux de la sécurité. Une vingtaine d'entre elles sont à peine passées que des militants du mouvement de droite Tagar se présentent devant le contrôle. Les consignes sont claires : le Tagar ne doit pas entrer. Le matin même, l'U.E.J.F. avait organisé une rencontre semblable à l'université de Tolbiac, où des jeunes gens du Tagar avaient insulté Nissim Zvili. Pas question de gâcher une nouvelle fois cette rencontre. Refoulés par le service d'ordre, les jeunes du Tagar jouent leur va-tout et tentent de passer en force. Insultes, coups de poing, bombes lacrymogènes, une bagarre violente éclate. Des vitres du forum sont brisées à coups de

# *Le Betar, « pionnier de la violence politique »*

**nous dit un responsable de ce mouvement de jeunesse juive qui soutient sans réserve la politique de Begin et de Sharon**

**Le Betar est un mouvement de jeunesse juive qui n'a pas toujours bonne réputation dans la communauté juive de France. Par son idéologie extrémiste, par sa violence, cette organisation est considérée souvent comme un mouvement d'extrême droite. Nous avons rencontré le responsable national actuel du Betar.**

LE Betar est-il d'extrême droite ? Lui prétend que non... Une partie importante de la communauté juive de France prétend que oui. Installé, dans de modestes bureaux, boulevard de Sébastopol, Itshak Mopsik, vingt-quatre ans, responsable national du Betar, reçoit pour la circonstance avec courtoisie la presse, soucieux de rectifier l'image de marque quelque peu ternie au fil des années. *« Dites bien que toutes les matraques, toutes les alertes à la bombe ne sont pas toutes du Betar. »* Depuis sa création en 1923, cette organisation s'est toujours opposée au courant sioniste-socialiste. *« Nous sommes,* affirme encore ce responsable national, *un mouvement qui aspire à un Etat national, mais non à un foyer national. Notre adhésion à Begin est totale, sans réserve. Mais,* précise-t-il, *c'est une position de principe que nous avons vis-à-vis de l'Etat ou régime, choisi démocratiquement par le peuple. Je souligne que le Betar a toujours défendu les précédents gouvernements quelle qu'en soit la tendance. »*

Une position qui ressemble fort à celle de la citadelle assiégée. *« Non, le Betar a un message éducatif à faire passer dans la communauté juive, et s'adresse particulièrement aux jeunes. Eduquer les jeunes juifs, pour qu'ils s'identifient fondamentalement en tant que juifs. Notre but est de faire retourner les juifs de France en Israël. »* Sur le problème du Liban, et notamment à propos des massacres de Beyrouth, Itshak Mopsik commente : *« Nous condamnons les massacres de Chatila et de Sabra, mais soyons clair, l'armée israélienne et le gouvernement Begin n'ont aucune responsabilité directe ou indirecte. Les coupables sont les phalangistes, et nous pensons qu'ils doivent être punis. »*

Sur les violences répétées du Betar, cette organisation déclare : *« Nous répondons au coup par coup. Nous sommes les pionniers de la violence politique. Mais aujourd'hui il existe, dans la jeunesse juive, des éléments incontrôlés qui nous échappent. »* Des autonomes en quelque sorte ? *« Oui des autonomes, qui agissent en dehors de toute organisation juive. »* A propos des incidents survenus le mardi 21 septembre, au[...] manifestation dev[...] Carnot, où le président du Renouveau juif, qui avait pris la parole, avait failli être giflé par des membres du Betar, Itshak Mopsik réplique : *« Pour ce problème ponctuel, il y a eu un malentendu entre Henri Hajdenberg et la foule, pas seulement le Betar. Les participants s'attendaient à un autre discours, à un soutien inconditionnel à Israël. Cela dit, Henri Hajdenberg a le droit d'avoir les positions qu'il veut... »* et d'ajouter : *« Nous ne sommes ni poujadistes ni d'extrême droite, nous sommes des juifs activistes. Begin n'est pas de droite, c'est un grand humaniste, parfois mal compris ! »* Il conclut, très sérieux : *« Je dirai même, dans la situation*

***Henri Hajdenberg : des inconditionnels de Begin***

*Henri Hajdenberg, président du Renouveau juif, nous a déclaré dans une interview publiée dans le* Matin *(samedi 25 septembre) :* « Le Betar est un groupe de jeunes de moins de dix-huit ans, et ce sont plutôt des extrémistes organisés, tout au plus cent cinquante, soutenant inconditionnellement l'action de Begin et de Sharon, qui m'ont empêché de parler Leur attitude n'est pas représentative de la communauté juive, même partiellement. »

**Précision**

A la suite d'une erreur technique, dans notre édition du samedi 25 septembre, nous avions titré l'interview d'Henri Hajdenberg : « La communauté juive n'a jamais été unie ». Il fallait bien sûr lire « La communauté juive n'a jamais été aussi unie. »

*Parmi les arguments employés et revendiqués par le Bétar, figure « la violence ». Ses responsables n'ont pourtant jamais été inquiétés par les ministères de l'Intérieur ou de la Justice (*Le Matin, *27 septembre 1982).*

pieds, obligeant le service d'ordre à baisser les grilles. Les C.R.S. présents à quelques mètres n'interviennent pas. Découragés, les organisateurs décident d'annuler la soirée. Le comportement des membres du Tagar sera stigmatisé ensuite par le grand rabbin de France, par l'ambassadeur d'Israël, ainsi que par le C.R.I.F. et le F.S.J.U. »

## Un étonnant reportage

Le public français aura eu une véritable idée de la violence affichée et revendiquée du Bétar, lorsque *La Cinq* diffusera un étonnant reportage du journaliste Pierre Fraidenraich sur ce groupe (13). Ils s'agit sans doute du premier, et du dernier, reportage réellement important, sur les activités du Bétar-Tagar en France. On apprend tout d'abord que le Bétar est propriétaire d'un somptueux château

avec un immense parc près de Sarcelles. C'est le drapeau israélien frappé de l'étoile de David, et non le drapeau français, qui flotte au-dessus de lui. Les militants du Bétar, en uniforme bleu et noir (avec cravate blanche et fourragère), s'y réunissent deux fois par semaine pour s'entraîner au combat selon les méthodes de l'armée israélienne. « Ils reçoivent là une véritable formation de commando (...) Le Tagar les conditionne avec des films d'épopée à la gloire de Tsahal, avec un entraînement physique intense et des chants disant : "N'oublie pas que, même dans la poussière, tu es prince, car tu portes la couronne du roi David." Ce sont ces jeunes-là qui ont frappé à Saint-Augustin, place de la Concorde, lors de la visite de Yasser Arafat. C'est à eux que s'adressaient ces mots de Simone Veil à la manifestation de lundi : "C'est une honte, ce sont des extrémistes juifs. Chaque camp a ses extrémistes." (14). » Ici, un seul slogan : « Israël vivra, Israël vaincra ! » Pour que les téléspectateurs français s'en convainquent bien, ces futurs citoyens israéliens effectuent une simulation d'attaque de nuit particulièrement violente de néo-nazis. Les filles participent également à cet exercice. « Ce groupe surentraîné et dangereux, qui se veut spectaculaire et efficace dans ses objectifs, ne lésine pas sur les moyens à employer pour les atteindre (7). » On les voit également frapper à bras raccourcis un étudiant qui refuse l'un de leurs tracts ou des Saoudiens passant en voiture place de la Concorde lors de la manifestation contre Yasser Arafat.

Mais, même dans le film, le Bétar n'est pas à une provocation près, comme le révélera *Le Canard enchaîné* (15) : « On voit un homme se faire tabasser et jeter par terre par les militants du Bétar-Tagar, avant d'être secouru par un témoin qui l'aide à s'enfuir. La voix off du journaliste explique avec un trémolo : "Scène pénible, provoquée par des insultes violentes proférées à l'égard d'Israël." L'ennui, c'est qu'il n'y a eu aucune insulte. La victime, Nicolas Le Minh (un réfugié vietnamien), s'est contentée de chiffonner un tract distribué par le Bétar. Mais le journaliste de *La Cinq*, Pierre Fraidenraich, n'a pas poussé le souci de l'information-vérité jusqu'à fournir cette précision. Un témoin a expliqué plus tard aux policiers qu'il a entendu un cameraman dire aux cogneurs : "Allez-y les gars !" Direction de la manœuvre ou simple signal à l'équipe technique ? (...) *Le Canard* a retrouvé les agresseurs, notamment le chef du Bétar-Tagar qui commandait le groupe. Celui-ci nous a dit avoir été berné par les journalistes de *La Cinq*. "On leur a demandé de filmer toutes nos activités, y compris les danses folkloriques. Mais, ils n'ont gardé que ce qui allait dans le sens de la violence. L'incident, c'est leur faute. Ils sont arrivés en courant, ce qui a excité nos

militants." Mais ce responsable ne peut confirmer que l'équipe de télé a joint la parole au geste : "J'étais un peu à l'écart. Je n'ai pas vu l'incident." La scène, dans laquelle on reconnaît les agresseurs, a été diffusée le 18 mai. Les tracts laissés sur place portaient la mention du Bétar-Tagar. Trois jours plus tard, la victime était avisée par le procureur que sa plainte était classée, "les premières recherches n'ayant pas permis de retrouver les auteurs de l'infraction". Au moins, on est sûr d'une chose : les juges ne regardent pas *La Cinq*. »

## Moshe Cohen

Omniprésent dans ce film, apparaît Moshe Cohen, qui a été dans les années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix le chef plus ou moins charismatique du Bétar. Militant du Bétar, semble-t-il en France, de 1972 à 1978, il est issu d'une famille de juifs sépharades marocains. Il fera son alyah en Israël en 1978. Dix ans plus tard, il sera désigné comme *shaliah* du Bétar mondial en France. Le mot *shaliah* veut très exactement dire « envoyé en mission ». Et, c'est le cas, puisqu'il vient comme permanent de l'Organisation sioniste mondiale (ce qui dénote un vrai changement par rapport à l'ancienne Organisation sioniste mondiale de Ben Gourion), qui le rétribue sous forme de frais de mission (16). A

**J. LANZMANN AIME LE BETAR :**

Ecrivain très prolixe et grand voyageur, Jacques Lanzmann est aussi un admirateur du Bétar. Il n'a pas craint de le dire dans une interview à l'hebdomadaire Tribune Juive (1er avril 1993). Pour combattre l'antisémitisme, dit-il, il aime "les types qui cognent, les p'tits gars du Bétar qui font ce qui est nécessaire..." Et il pense que les juifs doivent être armés et surarmés, en souvenir d'un passé pas si récent que ça et qui pourrait revenir."

*Le journal du Bétar-Tagar se rengorge des propos de l'écrivain Jacques Lanzmann sur le compte de ses membres : des « types qui cognent ». A défaut d'avoir des idées, on a les références que l'on peut* (Cactus, *n°5, 1993).*

ORGANISATION SIONISTE MONDIALE
FRANCE

Monsieur COHEN MOSHE

Veuillez trouver ci-dessous le décompte de vos frais de mission.
PERIODE :

| RUBR O | LIBELLE | BASE | PU/TAUX | MONTANT |
|---|---|---|---|---|
| 10 0 | FRAIS DE MISSION 4-5/91 | | | 28.527.00 |
| 30 0 | | | | |
| 00 0 | TOTAL BRUT | | | 28.527.00 |
| 492 0 | | | | |
| 520 0 | NET A PAYER | | | 28.527.00 |
| 598 0 | | | | |
| 599 0 | | | | |

*Moshe Cohen, sous-officier de Tsahal envoyé en France pour diriger le Bétar, est payé par l'organisation sioniste mondiale. Agit-il alors comme Français ou comme Israélien ?*

l'époque âgé de 28 ans, cet ancien sous-lieutenant de Tsahal (ou en détachement de l'armée israélienne) devait redonner un nouveau souffle au Bétar et participer directement à la création du Tagar. En conséquence, le personnage devait évidemment susciter la controverse : « Il est suspecté de faire partie du Mossad ou du Shin Beth, les services secrets d'Israël (16). » « Ancien sous-lieutenant de Tsahal, il est en mission officielle au service de l'État hébreu. Commandant de main de maître la centaine de Tagarims de Paris, un magma de lycéens et d'étudiants attardés mais surtout des flambeurs du Sentier amateurs de baston, il prône le retour en Israël pour tous les Juifs de France et avoue agir de manière radicale face à ses ennemis : “On les rosse comme il faut, chaque fois que c'est nécessaire.” Il a fait du Tagar une organisation paramilitaire (pantalon et chemise bleus, cravate blanche) et impose à ses troupes une discipline très stricte. Une fois par semaine, il invite des conférenciers comme David Dadon, conseiller de l'information à l'ambassade d'Israël à Paris (17), ou Shlomo Gravetz, membre du directoire du Bétar d'Israël, chargés de former les jeunes Tagarims (7). »

## TAGAR DE GRENOBLE

*Lors d'une visite à Grenoble, au mois de mai, le Président du TAGAR de FRANCE a pu se rendre compte sur place, de l'efficacité de la section locale du Mouvement des Etudiants Sionistes. Accompagné du responsable grenoblois, Alexandre COHEN, il a rencontré les élus locaux : Richard CAZENAVE (RPR), Didier MIGAUD (PS) et un représentant de Michel DESTOT (PS). Ces rencontres ont permis au président du TAGAR d'attirer l'attention des élus sur les déclartions antisémites de Jean BRIERE, membre des Verts.*

*Malgré son orientation nettement extrémiste, le Bétar-Tagar n'en bénéficie pas moins d'appuis aussi bien à droite qu'à gauche comme en témoigne cette visite du président du Tagar à Grenoble* (Cactus, *novembre 1991).*

Cohen quittera la France à l'été 1992 après cinq ans passés en France, et non, comme certains journaux nationalistes l'écriront, peu après l'attaque terroriste du Groupe d'action juive (G.A.J.) contre l'Association des amis de Saint-Loup en avril 1991, où plusieurs membres du Tagar avaient été arrêtés. Cohen était toutefois déjà en France, semble-t-il, lors de l'attaque contre l'Œuvre française du 8 mai 1988 au cours de laquelle trois Tagarims furent arrêtés par la police. Personnage omniprésent, on retrouvera Moshe Cohen dans toutes les manifestations, dans tous les procès visant des militants sionistes ou, a contrario, des nationalistes ou des révisionnistes, jusqu'à son départ.

Moshe Cohen devient alors coordinateur du Bétar-Tagar pour l'Europe (18). A ce titre, c'est lui qui aurait notamment organisé les manifestations du Bétar contre le professeur Robert Faurisson lors de ses voyages en Suède. Pour Moshe (ou Moïse) Cohen, la violence est légitime, et même revendiquée : « Le but même des antisé-

mites, c'est de détruire les juifs, de les écraser. Face à eux, je conçois mal d'autres moyens que les leurs (...) La violence est leur principal moyen d'expression. Par conséquent, nous ne pouvons pas leur répondre autrement. On ne peut pas discuter avec ces gens-là. C'est impossible. Ils ne veulent pas comprendre. Quant on est attaqué, on a besoin de se défendre. Depuis la création du Bétar par Jabotinsky, à une époque où il fallait réagir contre les pogroms en Europe de l'Est, l'autodéfense juive fait partie de notre programme. (...) Nous prônons le retour vers Sion, le retour à Jérusalem, capitale éternelle de l'État d'Israël. Avec, à terme, la fin de la diaspora. Un juif en France est une personne déplacée. Il est de toute façon attaché à Israël. (...) Le juif se dit toujours au fond de lui : "Si la crise continue, un jour, je partirai en Israël." (19). » Une conception à l'opposé de l'universalisme et de l'assimilationnisme français, comme le constate le journaliste qui l'interroge : « Les arguments du Bétar sont symétriques de ceux des antisémites. Ils sont d'accord sur un point : les juifs ne sauraient être des Français comme les autres. Et ce point-là est essentiel... Il tort le cou à toute idée d'intégration ou d'assimilation. Le divorce est célébré, la coupure officialisée. Chacun chez soi, dans sa tribu. Adieu rêveries universalistes, utopies fraternelles. »

Il est alors remplacé par Jacques Ghamsrani (20). Jacques Ghamsrani aurait été responsable du programme pédagogique (comprendre l'organisation des camps d'entraînement et de formation) du Bétar avant de prendre sa direction. Il partagerait son temps entre Paris, pour le Bétar, et Israël, pour le compte du K.K.L., une organisation sioniste internationale qui recueille des fonds pour planter des forêts en Israël, dont le Hérout (droite extrême) a pris le contrôle de la section française. Il a effectué son service national dans Tsahal, au Liban durant l'opération Paix en Galilée.

## Bétar, U.D.I. et C.N.I.

Fait méconnu, les Bétarim ont été à l'origine d'une tentative de putsch à l'intérieur du Centre national des indépendants (C.N.I.), une formation de droite de conviction alors dirigée par Yvon Briant, député dissident du Rassemblement national. Les relations entre le C.N.I. et le Bétar se sont nouées, semble-t-il à l'origine, autour de Jacques Féron, député-maire R.P.R.–C.N.I. du XIX[e] arrondissement de Paris à l'occasion des élections législatives de 1988, par le biais de l'ancien conseiller de Paris et ancien directeur de cabinet de Féron, Daniel Lacroix (également ex-conseiller

général R.P.R. de Saône-et-Loire), passé ensuite chez le général Jeannou Lacaze, dissident du C.N.I. et créateur de l'Union des indépendants (U.D.I.). Le Bétar disposait également de relais dans le XIX[e] arrondissement, juste à côté, avec Didier Bariani, Jean-Thomas Nordmann, etc. Ayant face à lui, le socialiste (ex-trotskyste) Jean-Christophe Cambadélis, qui bénéficiait de l'appui des troupes de choc de S.O.S.-Racisme et autres groupes antifascistes, Féron, fidèle soutien des Loubavitch et du Bétar, membre de France-Israël, aurait alors fait appel aux Bétarim. Bien que battu, il leur renvoya la balle, par le biais de Daniel Lacroix. Ce qui explique peut-être que

**CNI** **Centre National des Indépendants et des Paysans**

**BULLETIN D'ADHÉSION** ☐ **DE RENOUVELLEMENT** ☐

N° carte :

Nom et prénom : Gamrasni Jacques Né(e) le 16/11/65

• Adresse : 66 Rue [redacted] 750 [redacted]

• Téléphone : [redacted]

• Profession : Électronicien

• Fonctions politiques et mandats électifs :

• Centre départemental d'affiliation (si celui-ci est différent de l'adresse) :

Je verse ci-joint la somme de 200 F pour l'année en cours.

**– chèque à libeller à l'ordre du CNI –**

Date : 16 Mai 90 Signature :

**Voir au verso participation aux travaux des commissions**

*Deux opérations politiques conduites par le Bétar-Tagar. La première au sein du Centre national des indépendants en 1990 pour tenter de prendre le contrôle de sa fédération de Paris (ici le bulletin d'adhésion du chef du Bétar). La seconde, au sein d'un « syndicat jaune », l'Union française du travail (nombre des candidats appartiennent au Bétar ou au Hérout).*

## CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS

COLLÈGE **SALARIÉS** — SECTION **ENCADREMENT**

# UNION DES INDÉPENDANTS, NON SYNDIQUÉS ET AUTONOMES UFT

COHEN Yvon
NACACHE Eugène Marcel
BASTARD Hervé
KOUDLANSKI Daniel
NGUYEN Roland
KANIA Liliane veuve THOMAS
COMPAIN Daniel
DELAPORTE Annick
NAKACHE Charley
DERIVERY Christine
BELLITY Elie
DEVIN Jeanine
BENREGUIA Rachid
ZARADER Dany ép. MONTAGNE
BAUD Patrick
GIHAN Litza
BERREBI Hervé
MARIACCIA Laetitia
SUTTON Alain
NAKACHE Josiane ép. COHEN
ASSAL Stéphane
ZOGHLAMI CHIKHAOUI Sonia
BANN Christopher
COURBOILLET Liliane
TAÏEB Maurice
AMADO Carole
MOULIN Philippe
EL SAIR Annie ép. LEVY
BUARD Michel
GIHAN Helen ép. PARTOUCHE
TAIEB Charles
CORDELIER Mireille
LOPEZ Jean-Marc
GARSON Dominique ép. ABOUTH
MILHOVITCH Simon
LOPEZ Anne-Marie
CACHAN Serge
PION Martine ép. BLANDIN
YAICHE Rolland
DRAI Evelyne
ANDROLUS Yves
HABABOU Karine
SOLA Jean
LABOURDETTE Véronique ép. DELPIT
FITOUSSI Raphaël
JANAN Jean-Claude
ROUCHE Ephraïm
ANTON Marc
POULET Gaston
FOUCQUE Dany
BAROKEL Jean-Charles
DARMON Hervé
NAYROLE Christian
DAHAN André
CEDER Jacques
TAIEB Gilles
BESSON Daniel
DARMON André
PLUYET Joël
BENCHEMOUL Pierre
SIMON Michel
COHEN Max
ABITEBOL Alain
BESANÇON Jean-Pierre
HABABOU Roger
ANDROLUS Louis
SMADJA Simah
SARFATI Guy
NAKACHE Jacques
BERTRAND Guy
BRAHAMI Pierre
CACHAN Jean-Pierre
DARMON Jean-Claude
LOUBATON Raphaël
HASSAN Max
AKNIN Yves
AYACHE Michel
MERCIER Olivier
ALZRAA Joseph
KNAFO Albert
AIZENMAN Michel
STEINBERGER Alain

le bas Belleville soit désormais un des lieux de prédilection du Bétar, nombre des Bétarim ayant réussi à obtenir par pur hasard des H.L.M. de la Ville de Paris situés en cet endroit. En 1990, Féron rejoignit l'Union des indépendants (U.D.I.) de l'ex-général Jeannou Lacaze, qui avait lui aussi quitté le C.N.I. de Briant. Comme devait le rapporter un mensuel nationaliste bien informé (21), les troupes de Lacaze étaient fortement composées de membres du Bétar : « Les militants "indépendants" n'ayant pas afflué, le gros des troupes de la F.N.I. s'est avéré constitué de militants sionistes, parmi lesquels on notait la présence de David et de Jacques G., ancien et actuel responsable du Bétar, qui avaient été interrogés par la police judiciaire après l'agression commise par un groupe sioniste contre la réunion d'hommage à l'écrivain Saint-Loup organisée à Paris le 20 avril 1991. » Ce Jacques G. ne serait-il pas le Jacques Ghamsrani, successeur de Moshe Cohen à la tête du Bétar ? Nombre d'indices le laissent supposer comme son inscription à la section de Paris du Centre national des indépendants de Paris, avec des dizaines d'autres membres du Bétar (dont son frère et son père). A ce moment, Féron, Lacroix et Lacaze tentèrent en effet de reprendre le contrôle du C.N.I. de Paris. Ce fut finalement un échec, après diverses bousculades lors de l'assemblée générale, où les « putschistes » furent finalement expulsés.

D'autres passerelles entre le Bétar et le monde politique paraissent exister. Notamment avec l'une des branches du « syndicalisme jaune », l'Union française du travail (U.F.T.), héritière de la Confédération française des travailleurs (C.F.T.). A l'élection de conseil des prud'hommes de la Ville de Paris en 1991, bon nombre des candidats étaient des Bétarim ou des membres du Hérout (la structure mère du Bétar), notamment un certain Yvon Cohen. Ce même Yvon Cohen est fêté pour le mariage de ses deux filles (et le sien propre) dans le journal du Hérout de France. Il s'identifie sans doute au « Yvon » qui dirigeait le service d'ordre du Rassemblement mondial des pieds-noirs et harkis à Vincennes les 13 et 14 juin 1992, où les nationalistes présents furent molestés (22).

## Autopsie d'une provocation : l'affaire de Rostock

Un exemple récent d'action violente du Bétar est celui qui s'est déroulé à Rostock, en Allemagne, le 19 octobre 1992. Le 10 octobre, Beate Klarsfeld prend langue avec la municipalité de Rostock, à majorité social-démocrate et écologiste. Au cœur des négociations, la pose d'une plaque commémorant le génocide des tziganes et dénonçant les violences « racistes » qui ont eu lieu dans

la ville en août 1992. L'affaire devait donc se dérouler avec la bénédiction des autorités locales, en présence de la presse dûment convoquée. *TF1* et *Le Monde* avaient d'ailleurs délégué leurs correspondants locaux. Le résultat ne fut pas précisément celui escompté quant à l'image du Bétar. Quelques dizaines de membres du Bétar-Tagar français, avec à leur tête Serge et Beate Klarsfeld, responsables de l'association des Fils et filles de déportés juifs de France, occupent et saccagent des locaux municipaux (le local de la C.D.U. est envahi, après que la porte eut été enfoncée, avec M<sup>e</sup> Arno Klarsfeld à la tête des manifestants), brisent des vitrines de magasin, endommagent des voitures, frappent des passants et des automobilistes, avant de s'attaquer aux forces de police, les gazant et les frappant, à l'occasion de cette « manifestation pacifique » de soutien aux immigrés tziganes. *Le Monde* retrace l'ambiance : « Imaginez trente jeunes gens musclés semant la terreur sur la place centrale de l'hôtel de ville de Rostock, drapeaux français et israéliens déployés, traitant les passants de "sales Allemands" et de "sales nazis" : l'opération de commando conçue par l'avocat Serge Klarsfeld et sa femme, Beate, pour sommer les Allemands, lundi 19 octobre, de s'opposer aux violences racistes des groupes d'extrême droite a tourné à l'absurde. Après de multiples provocations, l'équipée sauvage, partie la veille au soir en car de Paris, s'est terminée au commissariat de police de la ville où les membres du groupes ont été inculpés d'atteinte à l'ordre public. La relation des faits par Serge Klarsfeld donne alors le vertige : « Nous avons libéré nos camarades, alors que les policiers étaient paniqués au point de tenter de tirer leurs revolvers de leurs étuis. Une fois le calme revenu, j'ai vu des dizaines de voitures de police et une centaine de policiers équipés comme des gladiateurs nous prendre en main comme si nous étions des criminels d'extrême droite, qu'ils évitaient d'affronter quand ils attaquent des foyers de réfugiés. »

L'ensemble du groupe est interpellé : « Nous avons subi un interrogatoire dans des conditions qui ont donné à certaines personnes un arrière-goût de déjà vu » déclare l'athlétique Moshe Cohen. Les policiers qui comptent huit blessés laissent finalement repartir le groupe, ne retenant que trois assaillants, identifiés par leurs victimes, David Alezrah, Robert Grimblat et Armand Sarfati. Ils sont inculpés de « coups et blessures graves, rébellion contre la force publique et libération de détenus ». On apprendra par la suite que l'intervention du vice-consul de France à Hambourg, Paul Graham, aussitôt les incidents connus, aura été déterminante pour obtenir un aussi petit nombre d'interpellés. Néanmoins la communauté juive française est aussitôt alertée pour obtenir la libération

Une initiative de Serge et Beate Klarsfeld pour soutenir les Tziganes

# L'équipée sauvage du Betar à Rostock

ROSTOCK

*de notre envoyé spécial*

Imaginez trente jeunes gens musclés semant la terreur sur la place centrale de l'hôtel de ville de Rostock, drapeaux français et israéliens déployés, traitant les passants de *« sales Allemands, sales nazis ! »* : l'opération-commando conçue par l'avocat Serge Klarsfeld et sa femme, Beate, pour sommer les Allemands, lundi 19 octobre, de s'opposer aux violences racistes des groupes d'extrême droite a tourné à l'absurde. Après de multiples provocations, l'équipée sauvage, partie la veille au soir en car de Paris, s'est terminée au commissariat de police de la ville, où les membres du groupe ont été inculpés d'atteinte à l'ordre public.

## *Consternation à la mairie*

Casque attaché à la ceinture, manche de pelle roulé dans la bannière israélienne, la trentaine de militants du Betar (extrême droite sioniste) amenés par les Klarsfeld pour « protéger » les porteurs de banderoles avaient, dès leur descente des cars, investi les abords de l'hôtel de ville, filtrant la circulation, frappant sur les automobiles, bousculant et insultant les passants. Un jeune homme au crâne rasé, qui passait par là, a été proprement passé à tabac. Trois voitures de police ont été attaquées avec des gaz lacrymogènes pour libérer quatre membres du groupe interpellés.

Les forces de l'ordre, totalement absentes jusque-là, sont alors intervenues vigoureusement, empêchant le départ des cars. La manifestation avait été annoncée à la presse et présentée comme un témoignage de la solidarité des Juifs de France avec les Tziganes menacés d'expulsion d'Allemagne, où beaucoup séjournent illégalement. M. et M^me^ Klarsfeld conduisaient officiellement une délégation de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, venue coller sur le mur de l'hôtel de ville, en présence d'une délégation de Tziganes allemands, une plaque dénonçant les violences racistes qui avaient eu lieu en août dernier à Rostock et rappelant les millions de victimes juives et tziganes dans les camps nazis.

La tournure prise par la manifestation a semé la consternation à la mairie de Rostock. M^me^ Beate Klarsfeld avait rencontré les dirigeants du conseil municipal, le 10 octobre dernier, pour préparer la venue de la délégation. Le président du conseil municipal, M. Christoph Kleemann, membre d'un parti – Alliance 90 – qui a pris fait et cause pour les Tziganes, a indiqué que les autorités municipales s'étaient déclarées prêtes à recevoir la délégation, sous réserve de s'entendre sur le texte de la plaque et le lieu où elle devait être apposée.

Il a reproché lundi à Beate Klarsfeld de ne plus avoir repris contact depuis avec la mairie. Le maire social-démocrate, M. Klaus Kilimann, s'est déclaré, au cours d'une conférence de presse, *« profondément blessé et provoqué »*. M. Kleemann a estimé de son côté que l'attitude du groupe francais *« ne pouvait que renforcer précisément ceux que nous nous efforçons avec peine de combattre »*.

HENRI DE BRESSON

*Quand les membres du Bétar se prennent pour la horde sauvage ...*
*(*Le Monde, *21 octobre 1992).*

des « prisonniers juifs français en Allemagne ». Des termes systématiquement choisis à dessein pour émouvoir l'opinion, destinés à assimiler les Allemands de 1992 à des nazis (23) : Serge Klarsfeld affirme que seule l'intervention du consul de France a « permis que des gens âgés et souffrants puissent quitter une salle des sports glacée attribuée une fois de plus à des juifs en situation irrégulière ». Toujours selon l'avocat, les manifestants ont « été parqués comme du bétail » par la police de Rostock qui est « un tiers nazie, un tiers communiste et un tiers républicaine. » Son épouse est du même avis : la police de Rostock est « un mélange de vieux nazis et de membres de l'ex-police communiste de R.D.A. » .

Les attaques de Serge et Beate Klarsfeld (24) contre la police de Rostock, à composante nazie et communiste, est d'autant plus étonnante qu'ils avaient entretenu, du temps du communisme, d'excellentes relations avec les services de répression d'Allemagne de l'Est. Deux officiers de la Stasi, la police secrète est-allemande, Günter Bohnsack et Herbert Brehmer, ont en effet révélé (25) que le couple était en relations suivies avec leur service et avait opéré en relations avec eux : « La journaliste Beate Klarsfeld était en relations régulières avec une antenne étrangère du ministère de la Sécurité d'État (...) Son mari, Serge, fut également en contacts répétés avec nous. Tous les deux reçurent de notre part des piles de documents (...) A leur image, de nombreux militants de gauche sont entrés en contact avec nous et nous leur donnions, chaque fois que cela était possible, des documents. »

Les conseillers municipaux écologistes d'extrême gauche de Rostock sont également ébahis par l'amalgame effectué par les Klarsfeld : « Associer Rostock et Auschwitz, c'est complètement abusif. Une telle dramatisation nuit plus qu'elle ne sert notre travail en faveur de l'intégration des étrangers. » Ce d'autant que le gouvernement allemand fait tout pour arranger les choses : alors que le procureur de Rostock avait annoncé son intention d'inculper l'ensemble des 46 manifestants, dont Serge et Beate Klarsfeld, le gouvernement l'obligera à faire machine arrière. Les communiqués et les pressions se multiplient. Jean Kahn, président du C.R.I.F. et du Congrès juif européen, intervient sur *Radio J* pour affirmer sa solidarité avec les détenus et exiger leur libération dans les plus brefs délais. L'ancien ministre des Affaires étrangères israélien, David Lévy, membre du Likoud, venu passer le week-end du 25 octobre à Paris, profite de son séjour pour lancer sur la même radio une demande solennelle au gouvernement français afin d'obtenir la libération des juifs de Rostock. Il qualifie le Bétar de « groupe qui a fait son devoir humain en Allemagne quand tout le monde s'est tu et n'a

rien fait [et qui est] la fierté non seulement du peuple juif mais aussi de la France » Totalement exalté, Lévy ira jusqu'à exiger que les trois détenus, une fois libérés, soient reçus par François Mitterrand en personne. Dans le même temps, un commando nocturne saccage l'Institut culturel Goethe à Paris. L'attentat est revendiqué au nom d'un Collectif de solidarité avec les prisonniers juifs français en Allemagne. Le collectif précise qu'« il harcèlera et humiliera sans relâche toute représentation ou toute délégation de ce gouvernement amnésique et laxiste » jusqu'à la libération des membres du Bétar-Tagar. 150 personnes, dont Jacques Kupfer, président du Hérout, manifestent devant l'ambassade d'Allemagne à Paris le dimanche suivant à l'appel de la Coordination pour la libération des prisonniers juifs français de Rostock, dont l'intitulé ressemble comme une goutte d'eau au groupe terroriste qui a saccagé l'Institut

| Enreg | NOM | PRENOM | ADRESSE |
|---|---|---|---|
| 1 | AB[redacted] | E[redacted] | 8[redacted]RUE [redacted] |
| 2 | AD[redacted] | JE[redacted] | 8[redacted] AVENUE [redacted] |
| 3 | AM[redacted] | RE[redacted] | 7[redacted]ALLE [redacted] |
| 4 | AM[redacted] | BER[redacted] | 1[redacted] RUE DU [redacted] |
| 5 | AN[redacted] | SO[redacted] | 8[redacted]RUE F[redacted] |
| 6 | AR[redacted] | DA[redacted] | 3[redacted]ALLEE DES [redacted] |
| 7 | AT[redacted] | AN[redacted] | 1[redacted] BD [redacted] |
| 8 | AT[redacted] | JE[redacted] | 3[redacted]RUE DES [redacted] |
| 9 | AT[redacted] | FR[redacted] | 3[redacted] RUE [redacted] |
| [redacted] | | | |
| 45 | FA[redacted] | JA[redacted] | 1[redacted] AV [redacted] |
| 46 | FI[redacted] | LI[redacted] | 4[redacted] RUE DES [redacted] |
| 47 | FI[redacted] | AL[redacted] | 3[redacted] RUE [redacted] |
| 48 | GA[redacted] | PA[redacted] | 1[redacted] RUE [redacted] |
| 49 | GAS[redacted] | AL[redacted] | 7[redacted]RUE DE LA [redacted] |
| 50 | GHR[redacted] | FA[redacted] | 3[redacted] RUE DU [redacted] |
| 51 | GIL[redacted] | GA[redacted] | 8[redacted] RUE [redacted] |
| 52 | GOL[redacted] | DA[redacted] | 6[redacted] RUE DU [redacted] |
| 53 | GON[redacted] | GE[redacted] | 2[redacted]RUE DE [redacted] |
| 54 | GRY[redacted] | MI[redacted] | 1[redacted] RUE DES [redacted] |
| 55 | HAD[redacted] | VI[redacted] | 9[redacted]AVENUE DU [redacted] |
| [redacted] | | | |
| 70 | MAS[redacted] | LAU[redacted] | 1[redacted] RUE [redacted] |
| 71 | ME[redacted] | STE[redacted] | 1[redacted] RUE [redacted] |
| 72 | MOU[redacted] | MA[redacted] | 4[redacted]RUE [redacted] |
| 73 | NA[redacted] | LA[redacted] | 8[redacted]AVENUE [redacted] |
| 74 | PAR[redacted] | LA[redacted] | 9[redacted] BOULEVARD [redacted] |
| 75 | RE[redacted] | DA[redacted] | 1[redacted] COURS [redacted] |
| 76 | ROZ[redacted] | DA[redacted] | 1[redacted] RUE [redacted] |
| 77 | RU[redacted] | OL[redacted] | 4[redacted] RUE [redacted] |
| 78 | SAM[redacted] | FR[redacted] | 1[redacted] RUE [redacted] |
| 79 | SB[redacted] | ED[redacted] | 8[redacted] BD [redacted] |
| 80 | SCI[redacted] | PA[redacted] | 8[redacted] COURS [redacted] |

Goethe... Cette coordination regroupe notamment le Bétar, le Tagar, le Hérout de France et le Comité de coordination du Sentier. Jamais en reste, Beate Klarsfeld affirme « qu'elle s'emploiera à obtenir leur libération par tous les moyens (...), peut-être pas légaux mais légitimes ». Elle juge en outre « légitime » l'attaque de l'Institut Goethe, car « on ne peut pas mener un combat avec des fleurs » (26). Jean-Thomas Nordmann, député européen radical français (et proche du Bétar), sera à l'origine d'un appel personnel lancé au Parlement européen pour obtenir la libération des émeutiers. Une seule phrase résume son propos (27) : « L'inquiétude c'est celle qu'inspire le comportement à tout le moins ambigu des forces de police allemandes (...) La violence de la répression contre les manifestants antiracistes du 19 octobre conduit à se poser des questions (...) Quelle différence entre la nonchalance des policiers face aux

| CODE_POSTA | VILLE | TELEPHON |
|---|---|---|
| 75016 | PARIS | |
| 75016 | PARIS | 45 [redacted] |
| 94460 | VALENTON | |
| 75010 | PARIS | 42 [redacted] |
| 75018 | PARIS | 42 [redacted] |
| 94000 | CRETEIL | 42 [redacted] |
| 06000 | NICE | 938 [redacted] |
| 75019 | PARIS | 424 [redacted] |
| 92800 | PUTEAUX | 409 [redacted] |
| 95200 | SARCELLES | 39 [redacted] |
| 75016 | PARIS | |
| 94110 | ARCEUIL | 45 [redacted] |
| 95140 | GARGES | 39 [redacted] |
| 94120 | PARIS | 43 [redacted] |
| 93000 | BOBIGNY | 48 [redacted] |
| 75017 | PARIS | 42 [redacted] |
| 92100 | BOULOGNE | 47 [redacted] |
| 75009 | PARIS | 42 [redacted] |
| 91130 | RIS-ORANGIS | 47 [redacted] |
| 93230 | ROMAINVILLE | 48 [redacted] |
| 75011 | PARIS | 43 [redacted] |
| 93110 | ROSNY | 45 [redacted] |
| 93000 | BOBIGNY | 48 [redacted] |
| 93500 | PANTIN | 48 [redacted] |
| 75011 | PARIS | 48 [redacted] |
| 69100 | VILLEURBANNE | |
| 75116 | PARIS | 45 [redacted] |
| 75012 | PARIS | 43 [redacted] |
| 93200 | ST DENIS | 48 [redacted] |
| 75016 | PARIS | |
| 92100 | BOULOGNE | 46 [redacted] |

*Quelques noms de militants d'une des listes récentes du Bétar-Tagar (les noms, adresses et numéros de téléphone ont été volontairement occultés). Comment se fait-il alors que la police, en cas d'agression, n'arrive jamais à interpeller ses membres ?*

émeutes xénophobes et leur acharnement à pourchasser les manifestants français. »

Devant tant de contrevérités, le secrétaire général du cercle Bernard Lazare, David Fuchs, réplique (28) : « Je suis moi aussi, fils de déporté, et je n'ai pas attendu le "réveil" de M. Klarsfeld pour militer au sein de la communauté juive, contre toutes les formes d'exclusion et de racisme. Mais il y a des limites que cet homme franchit sans se soucier de la véritable opinion de l'ensemble des fils et filles de déportés. Ce n'est pas en attaquant les autorités de l'Allemagne que les Tziganes verront leur sort amélioré. Au contraire, dans ce cas, on ne parle plus que des trois "victimes" juives et de leur libération que je souhaite, malgré ma désapprobation envers leur activisme. Ce n'est pas non plus en utilisant un vocabulaire déplacé de "déportation" pour des situations illégales que l'on clarifiera l'avenir des Tziganes. » L'Union des étudiants juifs de France désapprouve de même l'opération de Rostock car « la violence ne saurait en rien résoudre les problèmes de racisme, d'antisémitisme et de xénophobie que connaît actuellement l'Allemagne ».

Delfeil de Ton remet, lui, vraiment les pendules à l'heure dans *Le Nouvel Observateur* (29) : « L'avocat Serge Klarsfeld, accompagné d'une trentaine d'extrémistes de droite du Bétar, est allé prêcher l'antiracisme en Allemagne. Moyennant quoi, rapporte l'envoyé spécial du *Monde*, on a procédé à la ratonnade d'un garçon sur sa mine, en l'occurrence parce qu'il avait le crâne rasé. La police allemande a arrêté, dans l'intention de les faire passer en jugement, une poignée de ces agresseurs venus d'ailleurs. Alors, après la ratonnade, le bris de vitres d'un centre culturel : l'Institut Goethe, peu suspect de propagande raciste, c'est le moins qu'on puisse dire, mais qui a le tort d'être allemand. Ce bris de vitres est revendiqué par un "Collectif de solidarité avec les prisonniers juifs français en Allemagne". Comme si c'était en tant que juifs qu'ils avaient été arrêtés, et non en tant qu'auteurs de coups et blessures. les fomenteurs de haine contre l'Allemagne, on commence à en avoir assez. »

Les trois Tagaris seront discrètement libérés le 28 octobre 1992. Ils ne seront sans doute jamais jugés : les autorités françaises trouvent la parade en utilisant une procédure extrêmement rare, l'accord européen d'assistance juridique applicable en Europe. L'Allemagne charge la justice française d'instruire directement l'affaire. Inutile de dire que tout a été enterré. Comme l'avait dit Serge Klarsfeld : « J'espère que les autorités françaises ne rempliront pas à l'égard des trois jeunes militants le rôle que l'Allemagne voudrait leur faire jouer. Celui de la justice et de la police de Vichy faisant le

sale travail des nazis à leur place. » Une fois de plus le Bétar est passé au travers des mailles du filet.

## Notes

1. *Tribune juive*, 3 juillet 1970.
2. *L'Événement du jeudi*, 26 septembre 1991.
3. *Le Matin*, 27 septembre 1982.
4. L'*Annuaire du Consistoire* indique divers téléphones de contact. A Sarcelles, le téléphone indiqué correspond à un groupe scolaire !
5. *La Lettre de Magazine-Hebdo*, 1[er] avril 1994.
6. *Actualité juive*, 5 mai 1994.
7. *Le Choc du mois*, juillet 1990.
8. *Actualité juive*, 23 mai 1990.
9. *Actualité juive*, 6 mai 1993.
10. *Actualité juive*, 23 mai 1990.
11. *Shalom Magazine*, n° 30.
12. Avril 1994.
13. Extraits diffusés par *La Cinq* au journal de 20 h du 3 avril 1990. Le reportage passera complètement à l'émission *Reporters* du 18 mai 1990, peu après la manifestation contre la profanation de Carpentras.
14. *Le Parisien*, 18 mai 1990.
15. 6 juin 1990
16. *Minute*, 28 octobre 1992.
17. *Le Choc du mois* (mai 1992) prétendra, sans être poursuivi, qu'il arrive à des employés et fonctionnaires de l'ambassade d'Israël à Paris, dont un certain « Marc K. », également historien et collaborateur de publications antiracistes, de se livrer à des manipulations. Le mensuel publie un document de police évoquant « un projet de profanation du cimetière israélite de Carpentras », qui serait un faux, transmis complaisamment à la presse par ce « Marc K. »
18. *Actualité juive*, 22 octobre 1992.
19. *L'Événement du jeudi*, 26 septembre 1991.
20. *Minute*, 30 septembre 1992, *Le Choc du mois*, avril 1992. Il est plausible qu'il s'agisse de Jacques, Albert Ghamsrani, né le 16 novembre 1965 à Paris I[er]. Le nom a été parfois orthographié Ghamrasni.
21 *Le Choc du mois*, octobre 1992.
22. *Présent*, 15 juin 1992.
23. Citations extraites de *VSD*, 29 octobre 1992, *Le Chroniqueur*, n°29, *Le Monde*, *Le Quotidien* et *Libération* du 23 octobre 1992. Les casseurs trouvent aussi des relais dans la presse. Par exemple l'hebdomadaire *VSD* qui titre *Des Juifs pour cible*, et indique : « La police de Rostock, moins empressée à affronter les émeutiers néo-nazis qui s'en prennent aux foyers d'immigrés, a questionné et parqué 45 israélites français comme au temps du nazisme. Résurgence. »

24. Pour une biographie détaillée des époux Klarsfeld, Emmanuel Ratier, *Encyclopédie politique française*, Faits et Documents, 1992. Dans le dossier de Rostock, leur rôle apparaît comme central. Ce sont eux qui ont organisé la manifestation et, après les bagarres, assuré la propagande en faveur des émeutiers. Le couple est en relations suivies avec le Bétar depuis des lustres. « Je vous ai souvent vu militer à mes côtés en Allemagne, déclare Beate Klarsfeld lors d'une réunion du Bétar (*Bulletin de l'Agence télégraphique juive*, 7 juin 1990). Et quand je dis vous, il s'agit de vos aînés du Bétar. Vous avez toujours montré le visage d'une jeunesse juive ardente, courageuse et raisonnable aussi, car s'engageant dans des actions justes et nécessaires. » Un responsable du Bétar-Tagar confiait également à *Shalom-Magazine* (n°30) : « On informe, on travaille de temps en temps avec la L.I.C.R.A. Serge Klarsfeld se charge de l'aspect juridique. » Il est bien connu que le couple n'a jamais hésité à se placer très en marge de la loi dans leur chasse aux nazis, voire dans l'illégalité la plus totale. *Le Monde* (25 mars 1984) révélera par exemple qu'ils avaient approché Régis Debray afin de tenter d'enlever illégalement en Bolivie Klaus Barbie en 1972-1973. Les fonds devaient être réunis par les époux Klarsfeld, tandis que Debray s'occupait des contacts opérationnels parmi les opposants boliviens installés au Chili. En janvier 1985, la revue américaine *Life* affirmera également que Serge Klarsfeld « avait demandé à un Bolivien d'assassiner Klaus Barbie en 1982 ». Lorsque le professeur Faurisson fit l'objet d'une tentative de meurtre en septembre 1989, Beate Klarsfeld déclara : « Quoi de plus normal que quelques jeunes se soient mis en colère et aient essayé de donner une leçon à Faurisson ».

25. *Der Spiegel*, 22 juillet 1991.

26. Déclaration à la chaîne allemande *A.R.D.*, citée par *Rivarol*, 30 octobre 1982 et *Présent*, 25 octobre 1992.

27. *Actualité juive*, 12 novembre 1992.

28. *Le Monde*, 31 octobre 1992.

29. *Le Nouvel Observateur*, 28 octobre 1992.

*« Ma conception est telle que, pour moi, le sang juif ne sèche jamais. »*
Jacques Kupfer, *Actualité juive*, 17 mars 1994.

# LE HÉROUT DE FRANCE AU SERVICE D'ISRAËL

## Le Hérout (de France)

Le Hérout, dit aussi Hérout de France, est le représentant du parti de Menahem Begin et Yitzhak Shamir en France. Il regroupe les sionistes révisionnistes qui se reconnaissent dans la pensée et les écrits de Zeev Jabotinsky. Constitué en association loi de 1901, le Hérout est la « maison-mère » du Bétar-Tagar, ce dernier constituant son mouvement de jeunesse. Les trois associations sont toutes domiciliées à la même adresse, boulevard de Strasbourg dans le Xe arrondissement de Paris. Les relations sont très étroites car la plupart des dirigeants du Hérout ont précédemment milité au Bétar.

Le Hérout, appelé aussi dans ses statuts « Sionistes révisionnistes de France », est l'héritier des divers mouvements sionistes révisionnistes qui se sont succédé en France. A l'origine se trouve la Nouvelle organisation sioniste de France, fondée le 12 décembre 1945 à Paris. Ses buts étaient « d'aider à la création en Palestine du Foyer national juif, tel que celui-ci est défini dans les actes internationaux auxquels la France a adhéré » ainsi que, accessoirement, de « mieux faire connaître en France et dans l'Empire français l'idéal et

les réalisations du sionisme ». Il s'agissait donc dès l'origine d'une véritable association, d'abord au service d'une organisation internationale puis au service d'une puissance étrangère, après la création de l'État hébreu. Le N.O.S. est devenu par la suite le mouvement Hatzohar, sous-titré « les sionistes révisionnistes de France », appellation conservée jusqu'à la fin des années soixante-dix. Ce n'est qu'en 1977 que le président de l'époque, Marc Gutkin, fit ajouter un troisième but aux statuts : « Recruter et éduquer les jeunes Juifs de France en faveur de l'idéal sioniste et pour leur procurer toutes facilités pour leurs activités sportives, artistiques et intellectuelles. » Cela coïncide avec l'arrivée au pouvoir en Israël du Likoud (alliance de divers partis de droite et d'extrême droite, dont le Hérout est l'élément moteur), avec Begin. A partir de ce moment, le Hérout, jusque-là marginal, prend véritablement son envol et pèsera de plus en plus au sein de la communauté juive française. Le Hérout dispose également de quelques sections locales, en général là où la communauté juive est conséquente, comme, depuis 1993, à Sarcelles (avec pour président Yossi Yona). Il se sert également d'un minitel (3615 Tikva) et publie un luxueux journal, théoriquement mensuel, *Alerte*.

Ses dirigeants ou responsables locaux appartiennent souvent à d'autres associations. Le responsable du fonds de sauvegarde d'Eretz Israël pour l'Alsace est également le secrétaire général de l'Alliance France-Israël. Haïm Cohen, ancien *shaliah* du Bétar de France, est trésorier de l'Agence juive à Paris et président adjoint du K.K.L. mondial. La Fédération des organisations sionistes de France est dirigée par le Bétari Francis Kalifat. Le Hérout a surtout réussi à prendre le contrôle en 1994 du K.K.L., dont le président Simon Laufer appartient au Hérout comme l'équipe dirigeante.

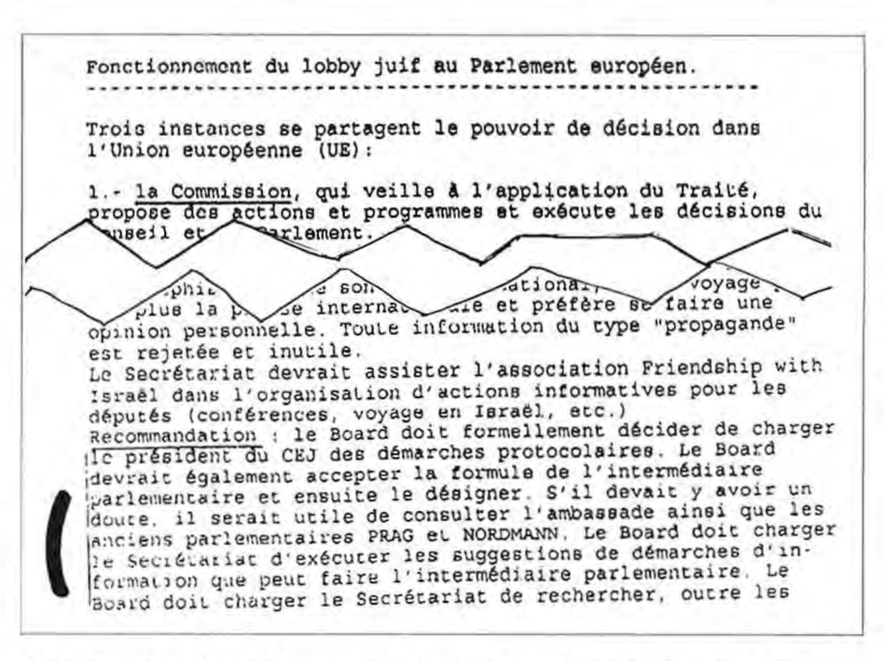
## Le Bétar défendu au Parlement européen par le Parti radical

Le bureau du Hérout de France se compose, outre du président Jacques Kupfer, d'un secrétaire général, Francis Kalifat (ou Khalifa), né le 8 juillet 1952 à Oran (Algérie), gérant de société, d'un trésorier, Albert Czarnobroda, né le 20 mai 1926 à Strykow (Pologne), ainsi que de Frédéric Nordmann, né le 14 février 1948 à Paris XVIII^e^, médecin, membre du bureau restreint. Ce dernier appartient à la célèbre dynastie des Nordmann.

Le Dr Frédéric Nordmann, membre du bureau restreint du Hérout de France, en est rapidement devenu l'un de ses piliers, après avoir fait ses premières armes au Bétar. Maire adjoint du XX^e^ arrondissement, chargé « des communautés » (auprès du maire

franc-maçon Didier Bariani), il descend par sa mère de Léon Blum (nièce de Léon Blum). Il préside aussi le Mouvement de l'Alyah de France, qui prône l'émigration des juifs en Israël. Représentant en France d'un parti considéré comme d'extrême droite en Israël, il n'en siège pas moins sur les bancs de la municipalité comme responsable du parti radical.

Son frère, Jean-Thomas Nordmann, est un universitaire. Né le 16 février 1946 à Paris, cet agrégé est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris et maître assistant de littérature française à la Sorbonne. Devenu député européen en 1982, il a constamment été réélu jusqu'en 1994, étant systématiquement choisi pour figurer en bonne place. Membre de divers cabinets ministériels dans sa jeunesse, il a rapidement milité au Parti radical, l'un des partis français les plus sionistes. Ancien président des Jeunesses radicales et vice-président du Parti radical, il appartient au Conseil national de l'U.D.F. et fut porte-parole de l'opposition U.D.F.-R.P.R.-C.N.I. pour les droits de l'homme. En 1989-1990, il sera président de la fameuse Commission d'enquête sur la montée du



Fonctionnement du lobby juif au Parlement européen.

Trois instances se partagent le pouvoir de décision dans l'Union européenne (UE) :

1.- la Commission, qui veille à l'application du Traité, propose des actions et programmes et exécute les décisions du ...nseil et ...rlement.

...phi... ...e son... ...ationa... ...voyage... ...plus la p... ...se interna... ...le et préfère se faire une opinion personnelle. Toute information du type "propagande" est rejetée et inutile.
Le Secrétariat devrait assister l'association Friendship with Israël dans l'organisation d'actions informatives pour les députés (conférences, voyage en Israël, etc.)
Recommandation : le Board doit formellement décider de charger le président du CEJ des démarches protocolaires. Le Board devrait également accepter la formule de l'intermédiaire parlementaire et ensuite le désigner. S'il devait y avoir un doute, il serait utile de consulter l'ambassade ainsi que les anciens parlementaires PRAG et NORDMANN. Le Board doit charger le Secrétariat d'exécuter les suggestions de démarches d'information que peut faire l'intermédiaire parlementaire. Le Board doit charger le Secrétariat de rechercher, outre les

*Un document confidentiel interne sur le fonctionnement du « lobby juif au Parlement européen » visant à recruter son nouveau coordinateur. Le nom du Français Jean-Thomas Nordmann apparaît comme personnalité qualifiée à consulter.*

racisme en Europe (qui visait le Front national), qui aura pour rapporteur, le trotskiste anglais Glynn Ford. Partisan enthousiaste de Maastricht et de la citoyenneté européenne, Nordmann est également vice-président de l'intergroupe parlementaire de l'organisation française du Mouvement européen. Il a publié notamment *L'Histoire des Radicaux* (1974) et *La France radicale* (1977).

Nordmann entretient des relations pour le moins cordiales avec son frère et Jacques Kupfer puisqu'il a, à plusieurs reprises, manifesté son soutien le plus entier au Bétar et au Hérout. Notamment en 1993, lorsqu'il a présenté une motion au Parlement européen pour obtenir l'élargissement des émeutiers juifs de Rostock. Jean-Marie Le Pen et le Front national sont également ses cibles favorites à Strasbourg. En 1990, par exemple, lors de la deuxième demande de levée d'immunité parlementaire du président du Front national, il s'allia avec les socialistes pour inverser les conclusions de la commission qui avait conclu à la non-levée de l'immunité parlementaire du président du F.N. « Il s'est montré si convaincant qu'un socialiste britannique a renoncé à son temps de parole en disant : "M. Nordmann a tout dit." (1). » Un journal communautaire a même dit de lui (2) : « Si le "lobby juif" au Parlement européen avait un nom, ce serait sans doute celui de Jean-Thomas Nordmann. Le député radical, au prix d'efforts surhumains, a réussi à faire passer deux bonnes résolutions : l'une soutenant l'annulation de "sionisme = racisme" à l'O.N.U., l'autre engageant le Parlement européen dans le combat pour la libération des Juifs de Syrie. »

## Le Bétari Jacques Kupfer

L'actuel président du Hérout, Jacques Kupfer, a été président du Bétar dans les années soixante-dix. Il est d'ailleurs toujours cité comme « président du Bétar » dans des revues juives qu'on peut considérer comme bien informées (3). Né le 30 octobre 1946 à Cham (Allemagne) dans une famille ultrasioniste, Jacques Kupfer, également membre du bureau exécutif du Mouvement sioniste mondial (depuis 1989) est un homme d'affaires puissant, puisqu'il est directeur général de la société Citizen France (montres, imprimantes informatiques), où il est entré en 1978, après avoir travaillé dans la banque. Universitaire de formation, Jacques Kupfer est titulaire d'un D.E.S.S. en histoire du droit et en sciences politiques.

Comme président du Hérout de France, Kupfer est également directeur de publication de son mensuel, *Alerte*, qui présente la particularité d'être daté selon le calendrier juif et selon le calendrier légal. Cette publication, bien que non déposée à la Bibliothèque

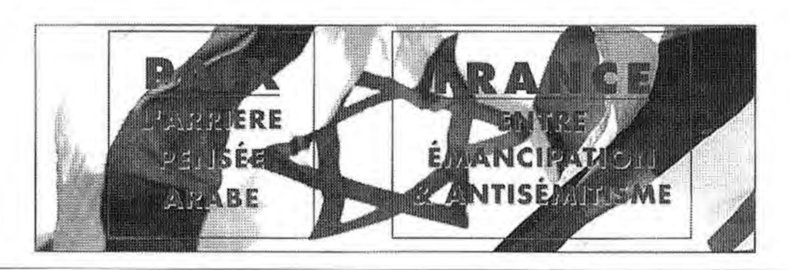
בס"ד

# CACTUS

*Qui s'y frotte s'y pique !*

Le journal du Tagar de France ▲ Nov / Dec 1991 ▲ 5 F



*De gauche à droite, trois générations de sionistes révisionnistes : Jacques Kupfer, chef du Hérout de France, de jeunes Bétaris et Yitzhak Shamir, ancien chef du groupe terroriste Stern.*
Cactus *est la publication du Tagar de France, l'association étudiante du Hérout. A une époque, son sous-titre était : « le seul journal strictement cacher ».*




*Lorsque dans les années suivant la Première Guerre Mondiale, ZEEV JABOTINSKY reçut un visiteur de marque sur la Terre d'Israël, il lui proposa d'aller contempler un lever de soleil sur Jérusalem.*

*Après avoir grimpé une colline dominant la Cité de David, il déboucha sur une clairière où s'entraînaient au maniement des armes un groupe de jeunes sionistes et Jabotinsky les montrant à son hôte déclara :*

*"Voici le soleil qui se lève sur Jérusalem".*

*Ce fut en 1967 que dans un rayonnement sublime, ce soleil illumina la Ville Sainte et lui rendit ses couleurs et son âme. Zahal dans son offensive glorieuse restitua Jérusalem à son Peuple Juif et le Peuple Juif à sa capitale Jérusalem.*

*Jérusalem, nom sacré,chanté, murmuré, pleuré, rêvé durant deux millénaires d' exil, durant chaque jour de ces vingt siècles, durant chaque prière de chacun de ces jours, dans les flammes de l'Inquisition et celles de l'Holocauste, dans les liesses des mariages et celles des naissances, dans les actions de grâce quotidiennes et celles des solennités.*

*Jérusalem, point de convergence de tous les espoirs vers lequel se tournent chaque jour les membres exilés de la nation Juive et ses fils retournés sur la Terre Ancestrale.*

*Jérusalem, ville de Paix, sacrée pour toutes les religions, mais unique que pour le Peuple Juif est redevenue la Capitale Eternelle de l'Etat Hébreu.*

*Face à la densité de la réalité historique du lieu affectif, religieux, sentimental et charnel qui relie la Ville au Peuple du Livre, combien vaines et mesquines paraissent les contestations d'un Monde qui se dit encore libre, étriqué et couard, à la mémoire courte et au courage enseveli sous les décombres de Munich et les proclamations honteuses de l'ONU.*

*"Car de Jérusalem viendra la parole de l'Eternel".*

*Puisse-t-elle être entendue et restaurer dans le Monde l'idéal de paix, de justice et de liberté prêché à Jérusalem par les Prophètes à l'époque où le pétrole n'était pas encore élevé au stade de divinité et où son odeur politique ne polluait pas les encens du Temple.*

*Le Secrétaire Général,*

*Jacques Kupfer.*

*Dans cette déclaration pour le 15e anniversaire de la Guerre des Six jours, Jacques Kupfer, associe indistinctement religion juive et sionisme politique. Dans les deux cas, Israël doit apporter la lumière au monde entier. A noter l'allusion aux milices armées s'entrainant en Palestine avec Zeev Jabotinsky.*

nationale, bénéficie d'un numéro de commission paritaire (4). Parmi les signataires d'articles figurent évidemment les responsables du Bétar, comme Pierre Lurçat, mais aussi Moshe Ben Dov, Frédéric Nordmann, Paul Giniewski, Michaël Adari, Alexandre Moïse, Ben Zeev Madar, Patricia Benhamou, Rav Léon Askénazi « Manitou », etc. Le grand rabbin de France Joseph Sitruk s'y est également exprimé dans des termes de sympathie non dissimulée (5). *Alerte* équilibre sans doute ses comptes grâce aux nombreuses pages de publicité qu'il obtient (Citizen – puisque Jacques Kupfer en est directeur général pour la France –, Waikiki, imprimerie Richard Dana, ameublement Cinna, etc.). Kupfer est également président du comité central de la Fédération des organisations sionistes de France, membre de l'exécutif de l'Organisation sioniste mondiale et vice-président du Likoud mondial (depuis 1991). Il y est plus particulièrement chargé des relations entre Israël et les sections du Likoud dans le monde.

Ce poste essentiel, car la diaspora est beaucoup plus importante numériquement que la communauté juive de Palestine, permet à Jacques Kupfer de disposer d'une influence considérable : « Vice-président du Likoud mondial, Kupfer dispose de relais puissants en Israël. Il s'appuie sur une base de plus en plus déterminée et a fait des émules dans les pays voisins. Lors d'une conférence à Bruxelles, en décembre, les différentes sections européennes du Hérout ont décidé de prendre en charge une colonie (...) En privé, les dirigeants israéliens du Likoud se disent eux-mêmes embarrassés par les excès de leurs représentants en France, mais ils évitent d'intervenir devant l'écho croissant que ces derniers rencontrent auprès des communautés de Sarcelles, Pantin, Maisons-Alfort, Lyon ou du Sentier. Ils sont à l'extrême droite du Likoud, mais personne n'a d'emprise sur eux "s'étonne un journaliste d'une revue juive." (6). »

Une constatation qui recoupe totalement celle de deux journalistes juifs qui, ne passant pas pour être hostiles à Jacques Kupfer, le qualifient pourtant de « faucon notoire » : « Le Hérout de France est l'antenne française du parti d'Itzhak Shamir. Il a pour mission de diffuser le plus largement ses opinions dans la communauté juive. Du fait de la personnalité même de Jacques Kupfer, qui sera élu vice-président du C.R.I.F. en 1989, le Hérout de France soutient les positions de l'aile droite du Hérout israélien dont le prestigieux leader est le général Ariel Sharon (7). »

La section française du Bétar/Hérout a toujours beaucoup compté pour sa direction israélienne, en particulier pour Menahem Begin, figure légendaire et tutélaire, comme l'a raconté Kupfer (8) : « J'étais un tout jeune Bétari, commandant du Bétar de Paris

(lorsque je fus invité) à Motseï Chabbth chez Monsieur Menahem Begin. A cette époque, nous étions dans l'opposition (...) Nous les Bétarim, les membres des sionistes révisionnistes, nous les disciples de Zeev Jabotinsky, savions que Menahem Begin était le premier parmi nous et qu'il constituait la voie royale de la Rédemption d'Israël. Autour de lui, se rassemblaient les fidèles de l'Irgoun Zwaï Léoumi, les patriotes dévoués au nationalisme hébreu (...) Les commandants de l'Irgoun, les vétérans du Bétar, les soldats de l'Alyah illégale se retrouvaient autour du Chef incontesté et incontestable pour deviser, raconter et chanter. On chantait « les deux rives du Jourdain », et tous ces chants patriotiques qui ont marqué les années de clandestinité, de combat, de révolte et de victoire (...) J'étais vêtu de l'uniforme du Bétar (...) Je m'étonnais qu'il trouvât le temps parmi tous ces invités importants de me questionner longuement sur le Bétar de France, sur nos activités, nos projets... Il connaissait par leur nom et leur prénom tous les responsables à Paris, les fidèles, les nombreux amis qu'il comptait au sein de notre mouvement français. »

Le Hérout est capable de mobiliser des foules importantes, comme 2 000 personnes pour un dîner de gala en faveur de la yéchiva de Hébron, ou pour des voyages en Israël, comme pour le Yom Hebron, une fête annuelle organisée à Hébron, ville palestinienne occupée où se trouve l'importante implantation juive de Kyriat-Arba, depuis 1991. En 1992, plus d'un millier de juifs français avaient fait le voyage. A l'occasion, certains élus français y participent comme Jacques Dominati (9). Cette souveraineté juive revendiquée par le Hérout ainsi que l'entière possession d'Hébron, ville palestinienne par excellence, en se fondant... sur la Thora, est pourtant parfaitement illusoire. Retraçant un voyage du Hérout à Hébron, un périodique indique (10) : « Bien encadré par Tsahal, vous déambulerez dans les rues étroites pour faire une pause dans le souk de Hébron aujourd'hui peu animé. » Il faut dire que la présence juive à Hébron, comme à Kyriat-Arba, relève de la provocation : 500 juifs vivent au milieu de 100 000 Arabes.

## Les soutiens politiques du Hérout

Personnalité très influente du Parti républicain, président du groupe U.D.F. au Conseil de Paris et premier adjoint au maire de Paris, Jacques Dominati (et désormais son fils, Laurent Dominati, qui a repris le flambeau) est certainement l'un des parlementaires non juifs, notamment par le biais de son adjoint Jean-Yves Bohbot, qui participe le plus régulièrement aux réunions et voyages du Hérout

**Message de Monsieur Jean-Marie RAUSCH**

**à l'occasion de la manifestation organisée par**

**l'Association HATZOHAR**

Nulle autre Nation au Monde qu'Israël ne symbolise mieux la volonté et le courage. Mettant en pratique ces qualités, le peuple d'Israël a su faire, en quelques décennies, d'un morceau de terre désolée un pays prospère et respecté.

La détermination et la pugnacité dont ont fait preuve les Israéliens pour construire et conserver leur pays ont forcé notre admiration, et depuis sa création des liens privilégiés unissent Israël et la France.

La participation de nombreuses personnalités françaises à la manifestation organisée à l'occasion du quinzième anniversaire de la libération de Jérusalem est une nouvelle preuve de cette amitié et de l'attention que porte notre pays au destin d'Israël.

Pour ma part, j'adresse tous mes voeux de réussite aux organisateurs de cette soirée qui, par cette initiative, traduisent la vigueur de l'amitié franco-israélienne et l'intérêt que nos peuples se portent mutuellement.

Jean-Marie RAUSCH
Sénateur-Maire de METZ
Président de la Région Lorraine

*Familier du B'naï B'rith à Metz, Jean-Marie Rausch, passé de l'U.D.F. au mitterrandisme, ne rate jamais une occasion de soutenir la cause de l'État hébreu.*

de France en Israël, en particulier lors des voyages dans les territoires occupés. Il fut ainsi le seul élu à participer à la manifestation organisée par le Hérout en décembre 1990 devant l'ambassade d'Israël au moment de la guerre du Golfe, manifestation boycottée par les instances communautaires en raison de son caractère outrancier. Président de Solidarité France-Israël et député-maire du III^e^ arrondissement, Dominati envoya un message de soutien pour la fête du Hérout à Hébron 1991. En 1994, il a décerné pas moins de quatre médailles de la Ville de Paris à quatre dirigeants du Bétar/Hérout : Simon Laufer, Jacques Czarnobroda, Marcel Dornbush et Jacques Orfus. Certains voient dans cet élu du quartier de la rue des Rosiers le futur maire de Paris.

Tout en rejetant la notion de vote juif, Jacques Kupfer, par le biais d'une subtile argutie, donne pourtant des consignes de vote dans la communauté juive. Interrogé sur le vote juif aux élections législatives de mars 1993, Jacques Kupfer déclare (11) : « Nous votons et nous demandons à nos amis de voter en fonction de l'attitude des candidats face à Israël. Ceux qui se trompent et ne soutiennent pas Israël sont susceptibles de se tromper sur tout autre sujet. Pour nous, c'est un test décisif d'intelligence politique. Aucune voix ne doit se perdre sur un rouge, un brun ou un vert (...) A Montpellier, Georges Frèche du P.S. bénéficie de notre plein soutien, tout comme à Paris Laurent Dominati, Jean-Pierre Pierre-Bloch, Didier Bariani ou encore Claude-Gérard Marcus et Anne Cuillé. » Plus récemment, le 9 février 1995, parmi les personnalités présentes au dîner de gala du Hérout en faveur de la yéchiva d'Hébron, figuraient Pierre Lellouche, député R.P.R. du Val-d'Oise (et

Depuis quinze ans, les fidèles de tous les cultes jouissent à Jérusalem d'un libre accès au lieu Saint. Situation qui tranche, Ô combien ! avec les restrictions, les brimades, les vexations, voire les sévices, qui, auparavant, étaient le lot commun.

Il existe sans doute bien d'autres considérations qui légitiment la loi de réunification de Jérusalem votée voilà maintenant deux ans.
Mais, pour qui se soucie d'abord de tolérance et de respect des droits de l'homme, il est impossible de ne pas souhaiter, de ne pas défendre, de ne pas soutenir la pérennisation du statut actuel de Jérusalem, capitale de l'état Juif.

PARTI RADICAL SOCIALISTE

Le Président

*Didier BARIANI*

*A la différence des diplomates du Quai d'Orsay, le président du Parti radical, Didier Bariani, souhaite que Jérusalem remplace Tel Aviv comme capitale d'Israël. Ce qui ne manquerait pourtant pas de relancer la crise au Moyen Orient.*

conseiller diplomatique de Jacques Chirac), René Lamontagne, maire R.P.R. de Sarcelles, Michel Bulté, maire du XIX[e] arrondissement de Paris, etc. Aucun d'entre eux ne bougea lorsque le nom d'Alain Juppé, ministre R.P.R. des Affaires étrangères, fut hué – à la demande des orateurs – par la foule des convives pour avoir osé visiter les bureaux de l'O.L.P. à Jérusalem.

Plus anciennement, il y a une douzaine d'années, à l'occasion d'un gala pour le 15[e] anniversaire de la « libération de Jérusalem » (c'est-à-dire au moment de la guerre des Six Jours), le 16 juin 1982, en présence de Yitzhak Shamir, de nombreux parlementaires ou personnalités influentes français avaient souhaité exprimer leur soutien au Hérout et à son président en France, Jacques Kupfer. Parmi d'autres, on peut citer le général Jean Lecomte, président de l'Alliance France-Israël, le ministre de l'Environnement radical de gauche Michel Crépeau, le député U.D.F. de Paris Georges Mesmin (et président de l'Association France-Israël), le sénateur Pierre Giraud, le général et député R.P.R. Guillain de Bénouville, le député U.D.F. de Paris Jacques Dominati, le président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale Jean-Claude Gaudin, le président du Parti radical socialiste Didier Bariani, le député C.N.I. de Paris Gilbert Gantier, le sénateur-maire U.D.F. de Metz Jean-Marie Rausch, le président de la Démocratie chrétienne française Alfred Coste-Floret, Jean-Thomas Nordmann député au Parlement européen, etc. En opposition avec la ligne d'indépendance de la diplomatie française, tous ces parlementaires demandent que la France transfère son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, ce qui provoquerait évidemment aussitôt la colère des pays arabes et ruinerait encore un peu plus la diplomatie française au Moyen-Orient.

## Jean-Pierre Pierre-Bloch

L'ancien député U.D.F. de Paris, qui demeure toutefois adjoint de Jacques Chirac pour divers sujets tournant autour de la sécurité, Jean-Pierre Pierre-Bloch est très certainement aussi l'un des hommes politiques les plus enclins à excuser (voire à épauler), non seulement le Hérout ou le Bétar-Tagar, mais aussi toutes les milices et groupements de surveillance lorsque ceux-ci rencontrent des difficultés. Considéré à plusieurs reprises comme un éventuel secrétaire d'État à la sécurité, le fils de Jean Pierre-Bloch (qui fut, pendant des lustres, à la fois président de la L.I.C.A./L.I.C.R.A. et du B'naï B'rith, la franc-maçonnerie juive), lui-même franc-maçon, a toutefois une notion simple de la conduite à tenir face aux agissements d'une supposée extrême droite violente : « Notre réponse à

l'extrême droite et aux néo-nazis est simple : pour un coup, en rendre dix. Je suis un soldat, c'est clair. Je suis un militant. Pour moi, il n'y a aucune négociation possible dans notre pays (12). »

Déjà en 1979, cet adepte de la loi du talion confiait à André Harris et Alain de Sédouy : « Je suis le seul à essayer de rendre coup pour coup... Quand on emmène un type au poste de police parce qu'il s'est bagarré avec quelqu'un qui l'a traité de « sale Juif » ou qu'il s'est fait tabasser par des gens d'extrême droite qui, comme par hasard, peuvent rentrer chez eux, alors que c'est Lévy ou Cohen, pied-noir, qui se retrouve en cabane, qui appelle-t-on en pleine nuit pour aller le chercher au commissariat ? Bibi (13) ! »

Son nom est apparu à de très nombreuses reprises, lors de visites de courtoisie dans les commissariats où de jeunes juifs avaient été arrêtés à la suite de violences. Ces derniers étaient en général relâchés peu après. Par exemple après l'attaque contre le congrès de l'Œuvre française en 1976, attaque contre le colloque du G.R.E.C.E. en 1979. Jean-Pierre Pierre-Bloch a également été longuement cité dans la presse nationaliste à la suite de l'attaque de l'Organisation juive de combat contre l'Œuvre française en mai 1988. *National-Hebdo* (14) n'hésitera pas à le présenter comme « un maître à penser » : « Oui ou non, un homme politique est-il intervenu, aussi bien du côté des enquêteurs que de celui du garde des Sceaux, en faveur d'individus arrêtés le 8 mai, du fait de leur appartenance au groupe d'agresseurs de l'Œuvre française ? Oui ou non, la même personnalité n'est-elle pas celle dont le nom a été prononcé au cours de l'enquête sur le vitriolage de Michel Caignet ? Jean-Pierre Pierre-Bloch aura à cœur, nous n'en doutons pas de dissiper toute équivoque à ce sujet. Nos colonnes lui sont ouvertes par anticipation. Ainsi le directeur général de *France-Soir* pourra-t-il dissiper les doutes. » Si l'on en croit diverses feuilles (15), ce serait en effet sur intervention de Jean-Pierre Pierre-Bloch que les membres du commando arrêtés auraient largement dû leur libération.

C'est sans doute ce qui explique que lors de la manifestation de protestation le samedi suivant, une grande banderole demandera la démission de Jean-Pierre Pierre-Bloch. *Le Choc du mois*, devait revenir à deux reprises sur cette même affaire (16), la première fois de manière interrogative, la seconde fois de manière beaucoup plus circonstanciée : « On a même vu un homme politique, certes sur le déclin mais toujours influent dans son arrondissement, téléphoner au commissariat quatre fois dans la seule journée du 8 mai pour "exiger" la libération immédiate des interpellés, demandant avec la même arrogance que ceux-ci soient de plus raccompagnés par des policiers jusqu'à la mairie où il les attendait ! De peur, expliqua-t-il

# JEAN-PIERRE PIERRE-BLOCH

## CANDIDAT DE L'UNION DU RASSEMBLEMENT ET DU CENTRE

# L'HOMME DE LA COMMUNAUTÉ




# FACE A LE PEN

*Candidat U.D.F., Jean-Pierre Pierre-Bloch se présente comme « l'homme de la communauté ». Mais de quelle « communauté » s'agit-il ?, s'interrogeront certains. Le fils du président de la L.I.C.R.A. présente ici son journal électoral, pourtant saisi sur décision de justice à la demande de Jean-Marie Le Pen.*

"qu'ils ne se fassent agresser" ! » Trois ans après, le même *Choc du mois*, citant un rapport des Renseignements généraux, complète le tableau : « Le soir même, Jean-Pierre Pierre-Bloch se rend dans les locaux de la 1<sup>e</sup> D.P.J. afin de "s'enquérir des dispositions prises à l'encontre des personnes gardées à vue". »

Il semble en tout cas que Jean-Pierre Pierre-Bloch soit également considéré comme le responsable n°1 de la sécurité dans la communauté, comme le démontre un très long article (17) consacré à la question où il est pratiquement la seule personnalité interviewée : « Tout a commencé selon lui avec l'ouverture en 1975 à Paris du bureau de l'O.L.P. A partir de cette première lâcheté, tout s'est enchaîné inexorablement (...) M. Jean-Pierre Pierre-Bloch se dit fatigué nerveusement. Trop souvent, il doit se précipiter sur les lieux de l'attentat. Une horreur répétée, déchirante, bouleversante(...) » Pour prévenir le terrorisme tant que faire se peut, M. Pierre-Bloch dit de se méfier des femmes également. « Il ne faudra pas hésiter à fouiller corporellement les femmes, car il apparaît, au vu des enquêtes, que ce sont des femmes qui ont posé des bombes, des charges dissimulées peut-être sous leur robe ou dans leur sac. »

## Des campagnes d'intimidation

Jacques Kupfer apporte systématiquement son soutien aux actions du Bétar, même les plus extrémistes, les couvrant de son autorité. Toute affaire de poursuites judiciaires devient difficile, mettant en cause la section française d'un parti étranger, le Hérout israélien, qui, depuis les années soixante-dix a souvent exercé le pouvoir. Typique et révélatrice de l'idéologie de Jacques Kupfer est sa lettre (18) écrite à la suite de l'attaque par le Bétar de la Journée de la paix, organisée par l'Union des étudiants juifs de France quelques jours plus tôt, avec la participation de plusieurs ministres et députés israéliens qui furent interdits de parole. Sa tribune libre s'intitule « Merci aux jeunes du Bétar ! » Il y présente notamment son étrange conception de la démocratie : « Je suis heureux de pouvoir (...) féliciter chaleureusement les militants du sionisme national et les remercier au nom de tous les Juifs qui évoquent le roi David (...) Disciples du sionisme nationaliste, élèves et émules de Jabotinsky et Begin, nous sommes les garants de la démocratie. Mais pas la caricature démocratique, pas du dévoiement de la volonté populaire (...) Nous respectons toutes les idées respectables. Nous ne respectons pas ceux qui ne se respectent pas eux-mêmes, qui jettent le discrédit sur notre nation. Yaël Dayan (le ministre interdit de parole) est l'une de ces erreurs engendrées par une démocratie exubérante. On peut admirer le tra-

vail vivant d'un épiderme sans pour autant admirer les furoncles. » De même lorsque le secrétaire général du Parti travailliste israélien, Nissim Zvili, invité par l'U.E.J.F. sera chahuté à la faculté de Tolbiac et interdit de parole à Sarcelles par le Bétar-Tagar, Jacques Kupfer affirme que « ces deux opérations menées par le Tagar représentent une action salutaire contre le défaitisme et la démoralisation de cette communauté » (19).

A l'occasion, le Hérout lance des campagnes dans la communauté contre tel ou tel qui « pense mal ». Par exemple, depuis l'année dernière, *Radio Chalom*, favorable aux accords de paix israélo-arabes a été rebaptisé Radio Salam, par Jacques Kupfer et ses amis (20). Son émission, lancée à l'automne, *Le Nouvel Orient*, qui réunit des juifs et des Arabes, est régulièrement dénoncée comme une « officine de l'O.L.P. ». Et son animateur, Eldad Beck, a été menacé à plusieurs reprises. « Ces gens-là font régner un climat de terreur intellectuelle, explique ce journaliste israélien. Ils redoublent d'activité car ils se sentent encouragés par les sondages en Israël qui prédisent la victoire de la droite aux prochaines élections (21). »

## Notes

1. *Le Figaro*, 13 mai 1990.
2. *Actualité juive*, 28 novembre 1991.
3. *Tribune juive*, 23 décembre 1993. La difficulté de l'identification des véritables dirigeants provient du fait que les associations sionistes révisionnistes s'abstiennent en général, malgré la législation, de déposer leurs bureaux successifs auprès de la préfecture de police. Les statuts du Bétar (association de jeunesse) remontent par exemple aux années soixante-dix.
4. La pratique du non-dépôt des périodiques des sionistes révisionnistes, bien que le dépôt soit obligatoire, paraît systématique. Aucun titre du Bétar, du Tagar, du Hérout, ne figure dans les catalogues de la Bibliothèque nationale. Il en est de même d'autres publications communautaires, telles celles du B'naï B'rith.
5. *Alerte*, juin 1994.
6. *Libération*, 25 janvier 1995.
7. Yves Azeroual et Yves Derai, *Mitterrand, Israël et les Juifs*, Robert Laffont, 1990.
8. *Actualité juive*, 12 mars 1992.
9. *Actualité juive*, 11 juillet 1991.
10. *Actualité juive*, 11 juillet 1991.
11. *Actualité juive*, 11 mars 1993.
12. 31 octobre 1991.

13. *Juifs et Français*, Grasset, 1979, p. 210.
14. 19 mai 1988.
15. *Notre Europe*, juin 1988 ; *Tribune nationaliste*, mai 1988, etc.
16. Juin 1988 et juin 1991.
17. *Tribune juive*, 26 septembre 1986.
18. *Tribune juive*, 20 mai 1993.
19. *Actualité juive*, 17 mars 1994.
20. Cf. notamment Yves Derai qui rapporte (*Tribune juive*, 16 février 1995) : « Il y eut les huées (...) celles visant *Radio Shalom* rebaptisée "*Radio Salam*" sous les vivats par Jacques Kupfer. Est-il pire infamie que celle de porter un nom arabe aux yeux de l'ancien vice-président du C.R.I.F... De manière réfléchie et méthodique, ce dernier vient de lancer une campagne de dénigrement contre un média qui, par ses initiatives de grande envergure en faveur du dialogue judéo-arabe, lui dispute âprement le terrain idéologique, campagne présentée par certains lieutenants de Jacques Kupfer comme définitive : ça passe ou ça casse. » D'une extraordinaire tolérance, les animateurs de *Radio Shalom* avaient pourtant confié à Jean-Paul Dray, un des principaux responsables du Tagar, une chronique hebdomadaire depuis 1994. Ne se faisant aucune illusion, Albert Mallet, président de la radio, n'en écrit pas moins à J.-P. Dray (*Actualité juive*, 2 mars 1995) : « Tu diriges malheureusement une organisation qui n'a pas choisi le débat, mais l'insulte, la calomnie, le mensonge. »
Le Hérout et le Bétar disposent pourtant de relais efficaces dans les médias communautaires : « Leurs thèses sont largement propagées par certains médias juifs, en particulier *Actualité juive* ou l'émission *Ligne ouverte* animée sur *Radio J* par Guy Rozanowicz. Ce dernier, ancien militant de gauche et directeur d'une régie publicitaire, a pour maître à penser Haïm Nisembaum, l'un des principaux animateurs de la secte loubavitch (*Globe*, 16 mars 1994). » L'hebdomadaire *Valeurs actuelles* (seul hebdomadaire à ne pas représenter en pointillé, mais en ligne continue, les territoires occupés par Israël, y compris le Sinaï après 1967) a pour rédacteur en chef, chargé de la politique étrangère, Michel Gurfinkiel. Juif orthodoxe très influent à l'ambassade d'Israël sous le règne du Likoud, Michel Gurfinkiel figure comme orateur dans nombre des réunions du Hérout ainsi que du Bétar.
21. *Libération*, 25 janvier 1995.

*« Face à toutes ces ignominies, je suis fier.*
*Fier d'être de ceux qui appellent à l'unité du Peuple Juif,*
*fier d'être de ceux qui appellent à l'unité d'Eretz Israël,*
*fier d'être de ceux qui appellent à l'unité de Thorat Israël. »*
Alexandre Moïse,
président du Comité de Coordination du Sentier,
la milice d'autodéfense du Sentier.

# LES ASSOCIATIONS « AMIES » ET LE HÉROUT DE FRANCE

L'exaltation d'Israël... tout en refusant de faire son alyah (retour en Israël), les facilités accordées à l'autodéfense juive, l'obsession sécuritaire (face à quelques très rares incidents), la volonté d'obtenir des soutiens plus larges au sein de la communauté, etc. : autant de phénomènes qui ont favorisé la création d'associations parallèles juives françaises gravitant autour des principales milices sionistes et de l'État d'Israël, de manière plus ou moins étroite. Soit pour la défense d'Eretz Israël ou des thèses du Hérout israélien, soit pour l'autodéfense juive en France.

## 30 % des juifs français effectuent leur service dans Tsahal

Dans la première catégorie, on peut rattacher bon nombre d'associations soutenant Tsahal, l'armée hébraïque, sous des formes multiples. Stricto sensu, ses associations n'ont rien à voir avec l'autodéfense juive en tant que telle, ni même avec le Hérout, le parti d'extrême droite pro-israélien. Elles permettent toutefois souvent à de jeunes juifs français de se former militairement en Israël. Il faut,

tout d'abord rappeler, qu'en raison de la double nationalité française et israélienne, de nombreux jeunes peuvent effectuer leur service national dans l'armée de leur choix. On connaît évidemment les « beurs » choisissant qui, le Maroc, qui la Tunisie ou l'Algérie. On connaît beaucoup moins les volontaires juifs. Le voile a été discrètement levé par Jean-Claude Barreau, ancien conseiller en matière d'immigration de Charles Pasqua (1), sans qu'aucun renseignement puisse être obtenu par ailleurs auprès des services d'information de l'armée française : au détour d'une phrase, évoquant cette possibilité du choix du pays pour leur service national, qu'il qualifie d'« erreur dramatique », Jean-Claude Barreau précise que si on retire cette possibilité d'option aux « beurs », « il faut également la retirer aux jeunes juifs. Nos fonctionnaires estiment que c'est impossible. Actuellement 30 % des jeunes juifs appelés font leur service dans l'armée israélienne. » Et, cet ancien curé, d'origine juive par sa mère néerlandaise, ajoute : « Je trouve parfaitement scandaleux que des citoyens français servent en Algérie ou en Israël. Il y a là une démission politique et intellectuelle inadmissible. »

## Une kyrielle d'associations de soutien à Tsahal

Les associations françaises soutenant une armée étrangère ne sont pas légion. Mis à part Israël avec Tsahal, il n'existe aucun autre exemple d'une telle diversité d'associations franco-étrangères destinées à appuyer l'action d'une armée non française. On imagine sans peine le scandale s'il existait des associations soutenant les armées irakienne, syrienne, algérienne, voire soviétique ou allemande.

Fondée il y a une douzaine d'années par le commandant des unités parachutistes de Tsahal, le général de réserve Aharon Davidi, Sar-El (Shirouth pour Israël) est une unité spéciale de volontaires juifs venus de divers pays. Chaque année, plusieurs centaines, voire milliers, d'hommes et de femmes sont incorporés pour quelques semaines ou quelques mois dans les rangs de l'armée israélienne. Portant l'uniforme, ils ont pour tâche d'alléger le travail des soldats, officiellement dans toutes les tâches non combattantes (2). Certains servent également dans des hôpitaux ou des kibboutzim. Environ quarante mille volontaires sont passés par Sar-El. Pour le dixième anniversaire de Sar-El, à Jérusalem, huit cents juifs français, anciens volontaires, avaient fait le voyage. Ils étaient tous en chemise kaki, trois lettres jaunes brodées sur la poitrine, ovationnant les meilleurs d'entre eux : « Le moment le plus émouvant de la soirée (en présence du président Hayim Herzog) fut certainement celui où Philippe Dajoux chanta *Eretz Israël* (3), chanson qui évoqua les

moments d'émotion vécus par le jeune chanteur alors qu'il était volontaire dans le cadre de Sar-El, pendant la guerre du Golfe. De nombreux généraux de Tsahal étaient présents à cette soirée sponsorisée par Keren Or France, dont le président est Maurice Janin (4). »

Sar-El utilise également les marques U.P.I. Volontariat civil et U.P.I. Volontariat civil en Israël. En fait l'intitulé très exact est Association pour l'Union du peuple d'Israël, U.P.I., Volontariat civil. L'association est installée 52, rue Oradour-sur-Glane dans le XV^e^ arrondissement de Paris. Fondée en 1985, avec pour but « de promouvoir le volontariat civil en Israël pour une meilleure connais-


U. P. I.
SAR-EL שר-אל
VOLONTARIAT המפעל הלאומי
CIVIL EN ISRAEL למתנדבים לישראל
Préfecture de Police Bureau des Associations Loi du 1er Juillet 1901
52 rue d'Oradour-sur-Glane, 75015 PARIS ☎ (1) 45.54.03.00 - Télex 200 406 F

Monsieur le Préfet;

Nous avons l'honneur, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 1er Juillet 1901 et de l'article 1er de son décret d'application du 16 août 1901, de procéder à la déclaration de l'Association pour L'UNION DU PEUPLE D'ISRAEL 'U.P.I.) VOLONTARIAT CIVIL, dont le siège est au ~~30, bd de Port Royal 75005 PARIS~~. 52 rue d'Oradour sur Glane Paris 15

Cette Association à pour Objet :

- de promouvoir le Volontariat Civil en Israel pour une meilleure connaissance d'Israël et par la réalisation de taches effectuées en commun.

Les personnes chargées de son administration ou de sa direction sont :

- Monsieur Maurice COHEN PDG
  né le 22 septembre 1933 à Oran (ALGERIE)
  Nationalité : Espagnole

  Qualité : Président

- Monsieur Albert ISRAEL Directeur Général
  né le 29 septembre 1928 à Tanger (MAROC) - Nationalité : Française

  Qualité : Secrétaire Général

- Monsieur Aharon DAVIDI Retraité
  Né le 10 janvier 1927 à Tel Aviv (ISRAEL)
  Nationalité : Israelienne

  Qualité : Vice Président

- Monsieur Maurice DEMBIN Cadre Commercial
  né le 18 novembre 1936 à Lille (FRANCE)
  Nationalité : Française

  Qualité : Secrétaire Général Adjoint

*Volontariat « civil » en Israël ?*
*Le vice-président, Aharon Davidi, qui se présente comme « retraité » est en réalité un ancien général parachutiste de Tsahal, l'armée hébraïque.*

sance d'Israël et par la réalisation de tâches effectuées en commun » ainsi que « le rapprochement, les échanges culturels, civiques et religieux des juifs de la diaspora avec ceux d'Israël, en vue de la réunification du Peuple Juif ». Ses dirigeants sont Maurice Cohen, P.-D.G. né le 22 septembre 1933 à Oran (Algérie), de nationalité espagnole (président), Albert Israël, directeur général né le 28 septembre 1928 à Tanger (Maroc) [secrétaire général], Aharon Davidi, retraité [en fait général israélien] né le 10 janvier 1927 à Tel Aviv (Israël) [vice-président], Maurice Dembin, cadre commercial né le 18 novembre 1936 à Lille (secrétaire général adjoint), Bernard Ginsburger, architecte né le 1er janvier 1951 à Bordeaux (trésorier), Henri Bore, commerçant né le 19 octobre 1931 à Paris (vice-président).

Chaque année, le Keren Or, co-organisateur des soirées de soutien à Tsahal, organise en son nom propre une grande manifestation de soutien à Tsahal en France, avec la participation de nombreux généraux israéliens et de ministres. C'est ainsi que le 27 janvier 1993, à la Maison France-Israël, Itsrak Eldan, ministre plénipotentiaire, remettait la médaille Paris-Jérusalem, à Henri Boret, fondateur du Keren Or (Rayon de lumière) en 1967, dont le but est d'« aider le cœur d'Israël, Tsahal ». « Elle couve, comme une mère un fils unique, Tsahal (...) Présidée par Maurice Janin, Keren Or est animée principalement par des hommes d'affaires du Sentier qui prennent sur leur temps et donnent de leur énergie. Sioniste ? Ils le sont à leur façon puisque pour eux être sioniste signifie donner à l'État juif et au Peuple Juif les moyens de se défendre (5). »

Fondée en 1970, l'association Keren Or (Association française pour le soutien des handicapés de guerre d'Israël) est dirigée par Maurice Janin, directeur de société né le 18 juin 1928 à Paris (président), Maxi Librati, administrateur de sociétés né le 5 février 1925 à Lyon (vice-président), Joseph Wajsblatt, directeur de société né le 31 janvier 1929 à Lodz (Pologne) [trésorier] et Sylvain Fitoussi, gérant de société né le 7 avril 1937 à Tunis (secrétaire général). Keren Or organise également des voyages en Israël, avec diverses personnalités (5), comme Enrico Macias ou « le cinéaste Claude Lellouche » (sic). Pour ceux qui n'auraient pas pu faire le voyage à Jérusalem, les généraux israéliens se déplacent en France. Par exemple, le général de réserve Davidi a effectué un voyage en France en mars 1992, afin de remettre leur diplôme aux « héros » de la « guerre des Scuds » Il semble que ce soit la France qui fournit le plus important contingent de volontaires : 1 500 en 1991, 2 000 en 1992. La section française de Sar-El s'intitule U.P.I. Volontariat. Elle est dirigée par Maurice Cohen, président, Albert Israël, secrétaire général, et Denise Berrebi.

S'y ajoute l'Association de soutien à Israël (A.S.I.) (256, boulevard Voltaire, 75011 Paris), fondée au moment de la guerre du Golfe, et l'Association pour le bien-être des soldats israéliens (A.B.S.I.), représentant exclusif pour la France de l'association israélienne Agoudath Lemaan Hahayal (A.L.H., Association pour le bien-être du soldat) fondée en 1942 par David Ben Gourion (pour aider la brigade juive sous uniforme anglais). Travaillant avec le L.I.B.I., elles sont toutes deux présidées par le D[r] Gilles Taïeb, également président européen du New Leadership des Bonds d'Israël. Comme les autres associations, elle finance, par le biais de collectes, des réalisations essentiellement destinées à Tsahal, mais aussi à des enfants en Israël (centre aéré, collecte de lunettes, de cartables, etc.). A.L.H. a notamment installé l'ensemble des abribus pour les soldats en Israël, ainsi que de nombreuses Maisons du soldat.

Sa section française, qui se dit forte de 1 500 membres, a notamment pris à sa charge un amphithéâtre à la base marine de




*Versez votre argent pour le « bien-être des soldats israéliens » (publicité parue dans* Actualité juive*). On imagine sans peine le scandale d'une publicité identique en faveur de l'armée allemande, l'armée lybienne ou l'armée soviétique.*

Eilat, la construction du luxueux centre de Kyriat Schemona, avec 90 chambres, piscine, salle de conférences, etc. Lors de la seule « guerre des Scuds » lancés par l'Irak sur Israël, l'A.S.I. réussit à collecter 300 000 dollars (1,6 millions de francs). L'épouse de Gilles Taïeb, Karen Taïeb, devait devenir présidente de l'A.S.I. fin 1994. L'A.S.I. et l'A.B.S.I., qui disposent de fonds importants, bénéficient notamment du soutien du lunetier Alain Afflelou, ou des sociétés de vêtements Tony Boy, Celio (6) ou, Naf-Naf des frères Pariente (7). Cette association organise régulièrement des soirées à thème (la paix au Proche-Orient, les relations avec le Vatican, etc.) et s'est associée à *Tribune juive* et à *Radio Shalom*, ce qui donne une idée de son orientation, pour la journée « Shalom la France, Bonjour Israël », en décembre 1992 avec Pierre Lellouche, futur député R.P.R. et conseiller de Jacques Chirac, Charles Pasqua, futur ministre de l'Intérieur, etc. En février 1994, l'A.B.S.I. a également organisé le Yom Tsahal (la journée de Tsahal), en association avec l'Union des étudiants juifs de France (U.E.J.F.), dans une quinzaine de villes de France, avec la venue de divers responsables militaires israéliens et même de douze membres du rabbinat de Tsahal.

Le Fonds pour la Sécurité d'Israël (B.P. 376, 75365, Paris cedex 08), fondé en France en 1982 (en 1980 en Israël), a pour but de « rassembler tous ceux qui s'identifient au légitime combat d'Israël pour sa sécurité et pour la paix. Il se donne pour tâche de réunir des fonds destinés à aider Israël ». Il s'agit en fait de la branche française du L.I.B.I. (Lema'an Bitahon Israël), qui aide financièrement de nombreux projets attachés aux forces israéliennes, même s'il existe un L.I.B.I.-France depuis mai 1992. Dans la diaspora, le L.I.B.I.-France ou F.S.I., occupe une place essentielle, puisque 70 % des sommes récoltées par le L.I.B.I. proviennent de France (8). Tous les dons sont versés à l'armée, selon les vœux de ses fondateurs, le chef d'état-major de l'armée israélienne, Rafoul Eytan, et le Bétari Menahem Begin.

Le L.I.B.I. est d'ailleurs étroitement lié à Tsahal, puisque son président, systématiquement un général de haut rang, est désigné par le Premier ministre sur proposition du ministre de la Défense. En 1991, Willy Lapidus, son président, a fait son alyah. Il sera remplacé par Hervé Ktourza, ancien responsable de Tikvaténou et fondateur de Coah (Force en hébreu), dont l'objectif était d'inciter les jeunes juifs à fréquenter les synagogues. Le bureau 1991 se compose d'Hervé Ktourza (président), P.-D.G. d'un société de stimulation et de promotion de vente, né le 17 septembre 1956 à Constantine (Algérie), Béatrice Strouf (vice-présidente déléguée et porte-parole), fille Jagodowicz, chef de projets, née le 17 août 1961

**HOMMAGE A TSAHAL**

**La grande majorité des Juifs de France en a assez d'entendre parler des 415 expulsés qui subissent une punition qui peut sembler bien douce pour les méfaits qu'ils ont commis. Ils voudraient plutôt que l'on rende hommage à Nissim Tolédano, à Haïm Nahmani et à tous les soldats mutilés ou sauvagement assassinés par les terroristes commandités par les honorables notables qui se retrouvent aujourd'hui au Liban. Ils souhaiteraient que l'on admire davantage le sang-froid et la retenue de tous ces soldats attaqués, insultés et souillés par des hordes de fanatiques manipulés par des irresponsables qui veulent anéantir toute chance de paix.**

**Aucune autre armée au monde ne montrerait une telle patience. Tsahal est une armée de défense et non d'offense. Que ses chefs et ses soldats sachent que le coeur des Juifs français bat à l'unisson avec eux.**

**R. Buzias**
**Vice-président Libi-France**
**Fonds pour le renforcement de Tsahal**
**BP 115 75564 Paris cedex 12**

*Les soldats de Tsahal sont « souillés par des hordes fanatiques manipulés par des irresponsables »* (Actualité juive, *14 janvier 1993). Les Palestiniens seraient-ils donc des êtres « impurs » ?*

à Royan, Jacqueline Darmon (déléguée générale), fille Ayache, née le 19 octobre 1940 à Alger, Agnès Wahnich (trésorière générale), fille Kalfa, née le 15 janvier 1966 à Bordeaux, Jean-Michel Canitrot (secrétaire général), attaché de presse, né le 21 avril 1957 à Cahors. Par la suite, Max Strouf, né le 9 janvier 1923 à Paris, deviendra trésorier, tandis que le secrétaire général sera Marc Guerchon, V.R.P., né le 13 mai 1962 à Paris.

Le F.S.I., qui a notamment financé la mise en place de nombreux matériels informatiques dans une base militaire proche de Tel-Aviv, organise chaque année, depuis 1990, Yom Tsahal, le jour de l'armée, avec discours, concert, et collecte de fonds en présence des hauts responsables de l'armée israélienne ou de l'ambassade. L'association se présente comme non confessionnelle et apolitique, mais les personnalités présentes au premier Yom Tsahal laissent peu de doute sur l'orientation idéologique réelle : l'ambassadeur d'Israël, Ovadia Soffer, membre du Hérout, accompagné de l'attaché militaire israélien ; Jacques Kupfer, président du Hérout de France ; le professeur Huberman, président de l'Association pour le bien-être d'Israël ; Henri Boret, président du Keren Or ; Francis Khalifat, président de la fédération sioniste de France, le Maccabi ; Gérard Parienti, administrateur de l'A.C.I.P., etc. « Dans un silence religieux, on assista à la projection du film *Osirak* (destruction de la centrale nucléaire irakienne en 1981 par Israël) confié par le Tagar (9). »

Il faut savoir que cette destruction, conduite par des avions israéliens, a été un acte de guerre en temps de paix.

Le L.I.B.I.-France (53, avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris), aux objectifs pratiquement identiques et agissant de conserve avec le F.S.I., a été créé en mai 1992. Ses objectifs sont « de rassembler tous ceux qui s'identifient au légitime combat d'Israël pour sa sécurité et pour la paix. Il se donne pour tâche de réunir des fonds destinés à aider Israël, et à développer l'éducation, et tous programmes en vue de permettre aux soldats issus de couches sociales défavorisées d'acquérir une éducation solide et une formation professionnelle adéquate ».

Son bureau se compose de Gladys Tibi (présidente), ancienne responsable de l'Appel juif unifié de France, née Haddad le

*Remplacez « israélien » par « irakien » :*
*« Seul organisme irakien contrôlé par l'État Major de l'armée irakienne »*
*« Seul organisme irakien dont la répartition des dons se fait sur ordre de Saddam Hussein »*
*« Seul organisme délivrant un reçu émis d'Irak certifiant que la totalité du don a bien été transmise à l'armée irakienne ».*



**L.I.B.I.**

**Fond pour le renforcement de TSAHAL**

Promotion de l'éducation dans TSAHAL.
Assistance et réhabilitation des blessés de TSAHAL.
Intégration des soldats nouveaux immigrants dans TSAHAL
que chaque enfant israélien et chaque officier de TSAHAL sachent que derrière eux demeure un front d'assistance, de sollicitude et d'amour.

**LIBI : UN FRANC DONNE = UN FRANC TRANSMIS A TSAHAL**

**LIBI : SEUL organisme israélien contrôlé par l'Etat Major de TSAHAL**

**LIBI : SEUL organisme israélien dont la répartition des dons se fait sur ordre du Chef d'Etat Major**

**LIBI : SEUL organisme délivrant un second reçu émis d'Israël certifiant que la totalité du don a bien été transmise à TSAHAL.**

**LIBI : SEULE ASSOCIATION DE SOUTIEN CONTROLEE PAR L'ETAT MAJOR DE TSAHAL**

**AUCUN FRAIS DE FONCTIONNEMENT N'EST PRELEVE SUR LES DONS**
**Prochaine journée de collecte du LIBI : Pourim de Tsahal 1993**

30 novembre 1946 à Ariana (Tunisie), Robert Buzias (vice-président), né le 19 septembre 1932 à Vienne (Autriche), Laurent Parienti (vice-président), ingénieur-conseil, né le 3 janvier 1964 à Tunis, Claude Chelly (vice-président), gynécologue, né le 5 septembre 1951 à Tunis, Jacqueline Darmon (secrétaire générale), Michèle Cohen (secrétaire adjointe), gérante de société, née le 9 novembre 1949 à Tunis, Lydia Sebbane (secrétaire adjointe), secrétaire, née le 18 décembre 1948 à Ariana (Tunisie), Jacques Halimi (secrétaire adjoint), analyste-programmeur né le 11 juin 1948 à Alger (Algérie), Elie Benassouli (trésorier général), masseur kinésithérapeute né le 3 décembre 1947 à Oran (Algérie), Marcel Sebbane (trésorier adjoint), comptable né le 3 décembre 1947 à Nédroma (Algérie). On a aussi trouvé au bureau précédemment Michel Goldman, directeur de société, né le 16 juin 1949 à Paris, Emile Rofe, né le 26 mai 1929 à Tlemcen (Algérie), Claude Chelly, médecin né le 5 septembre 1951 à Tunis (Tunisie).

A la différence du F.S.I., le L.I.B.I. paraît s'être légèrement détaché de ses bases politiques originelles, afin de bénéficier d'une plus large audience et d'une meilleure reconnaissance auprès de Tsahal. C'est ainsi qu'au dîner de gala de Pourim 1993, on notait parmi les personnalités présentes, le lunetier Alain Afflelou, le président du Consistoire central Jean-Pierre Bansard, la chanteuse Rika Zaraï (sous-officier de réserve de Tsahal), etc. Alain Afflelou, qui parrainait la soirée, devait s'impliquer très directement dans le soutien à Tsahal : son épouse emportait le drapeau israélien des Golani vendu aux enchères ce soir-là pour 32 000 F et lui-même annonçait que 5 % des ventes réalisées dans l'ensemble de ses magasins durant la journée serait reversé au L.I.B.I. (10).

### La nébuleuse du Hérout de France

Représentant de l'extrême droite israélienne, le Hérout de France est animé par l'ancien chef du Bétar en France, Jacques Kupfer. Il apparaît que ce dernier a su créer, susciter ou contrôler des associations et groupements divers qui s'inscrivent, dans une large mesure, dans sa mouvance et ses options idéologiques.

Dernier cas en date, le K.K.L., importante organisation sioniste chargée de recueillir des fonds pour le développement de l'État d'Israël en matière d'achat de terres, d'irrigation, de plantation d'arbres, d'infrastructure routière et touristique, etc. La section française fut largement secouée durant l'hiver 1993, à la suite de la prise du pouvoir au sein du bureau de l'association par une liste très proche idéologiquement du Hérout, qui avait fait massivement voter ses

partisans, fraîchement recrutés à Sarcelles. Le président mondial du K.K.L., Moshe Riveline, devait finalement trancher en faveur des nouveaux dirigeants, conduits par Simon Laufer, nouveau président, et désigner comme délégué général pour la France, Mordekhaï Frost, ancien délégué général de l'Agence juive à Paris dans les années soixante. Il faut savoir que le budget annuel du K.K.L. s'élève à quelque 100 millions de dollars, dont 30 % proviennent de collectes hors d'Israël.

En effet, le secrétaire général, Daniel Markovitch (également président d'Avoda-France et responsable du Parti socialiste français) est largement battu à la suite d'un vote surprise, le 12 décembre 1993, et le nouveau conseil d'administration bascule très à droite. L'ex-président Jacques Orfus (qui affirmera par la suite ne pas avoir été là) acceptera finalement par la suite, début février 1994, la titularisation de douze membres, dont cinq appartenaient à l'ancien bureau, ainsi qu'un nouveau président en la personne de Simon Laufer. Me Joël Bettan, membre du bureau exécutif du Hérout de France, à l'origine du « putsch » et tête de la liste Une idée, une action, Eretz Israël, dont 102 membres seront élus à main levée, se retrouve secrétaire général. Jacques Kupfer ne niera nullement cette O.P.A. sur la vénérable institution qu'est le K.K.L. Parmi les élus, on relève les noms de Frédéric Nordmann, Alexandre Moïse, Maurice Chiche, Nicole Zemour qui « sont membres soit du Hérout soit du Tagar » (11). Michael Adari, directeur du Hérout et présent ce jour-là, reconnaît que « ce sont des élus proches du camp national ». Réorienté vers la droite de la droite, la section française du K.K.L., si l'on en croit Jacques Kupfer (12) pourrait proposer des initiatives destinées à gêner l'actuel gouvernement israélien, par exemple en collectant des fonds pour planter une forêt en territoire occupé.

Il en est ainsi d'une autre association, elle directement créée par le Hérout de France, l'Association pour le développement de Kiryat-Arba Hebron, une colonie juive installée dans les territoires occupés et certainement l'une des plus controversées. Il s'agit de la première implantation illégale en territoire occupé, fondée en 1968 par le Goush Emounim (Bloc de la Foi). Les partis extrémistes y font des scores records. En 1985, son maire, Shalom Wach, passera un accord avec la liste kahaniste qui a obtenu plus de 20 % des suffrages. La plupart des hommes ont déjà été interpellés au moins une fois pour des actions illégales. Il s'agit en fait d'une véritable provocation à l'égard des Arabes : très peu d'habitants travaillent sur place et doivent se rendre chaque matin à Jérusalem, à quarante-cinq km ; il n'y a que 450 à 500 juifs qui vivent, soigneusement

קרן קימת לישראל
KEREN KAYEMETH LEISRAEL
Siège Social : 1A, Rue du Grand Rabbin Hirschler, 67000 STRASBOURG
Bureau de liaison : 18 bis, Rue Violet, 75015 PARIS - Tél : 45 75 41 81

Nº 17357 Paris, le 7 août 1991

BETAR
59 Bld de Strasbourg
75010 - PARIS

Votre don de FRANCS : Cent mille francs (100 000 F)
permet au K.K.L. d'envisager l'avenir avec confiance. Vous nous avez ainsi prouvé votre désir d'aider à réaliser les importants projets de défrichements de nouveaux terrains à bâtir et de reboisement par le K.K.L. voyage en Israël - camp d'été.
C'est dans ce sens que nous aimerions vous remercier de votre précieuse participation et espérons que vous continuerez à encourager nos efforts.

Avec Shalom
Keren Kayemeth Leisraël

Chèque Leumi

LE K.K.L. FAIT FLEURIR NOS ESPOIRS

*C'est par l'intermédiaire du K.K.L., dont la section française est aujourd'hui contrôlée par le Hérout, que le Bétar organise ses camps d'été en Israël.*

protégés, au milieu d'environ 100 000 Palestiniens. L'association permet de récolter des fonds pour ce bastion des tenants du Grand Israël, d'envoyer des volontaires et de populariser les thèmes du Hérout. Signe de sa dépendance totale, cette association est domiciliée au siège même du Bétar et du Hérout, et ses responsables en sont membres : Jacques Kupfer (président), directeur général, né le 30 octobre 1946 à Cham (Allemagne), Frédéric Nordman, médecin, né le 14 février 1948 à Paris, Jacques Czarnodroda, retraité, né le 3 février 1917 à Sieardz (Pologne), Albert Czarnodroda (trésorier), retraité, né le 20 mai 1926 à Strykov (Pologne), Michèle Chelly, épouse Cohen, née le 9 novembre 1949 à Tunis, Francis Khalifa (secrétaire général), gérant de société, né le 8 juillet 1952 à Oran.

Cette campagne de prise en main du K.K.L. et l'association Kyriat-Arba s'inscrit dans la logique du refus des accords d'Oslo entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine. Dès la signature et avant même toute mise en application, Jacques Kupfer n'aura pas de mots assez durs pour qualifier l'accord de paix : « Il ne s'agit pas d'un accord de paix mais d'un prélude à une effusion

de sang terrible. Ce n'est pas une négociation, c'est une capitulation. Il s'agit d'un acte extrêmement grave commis par un gouvernement qui n'a pas de majorité juive et qui n'a pas de majorité sioniste, un gouvernement qui a trompé le peuple juif en Israël et dans le monde (13). » Or, il faut savoir que le gouvernement israélien a été élu par une majorité d'Israéliens...

Ce thème de la fausse majorité, avec des juifs plus juifs que les autres, sera repris dans des panneaux publicitaires publiés dans la presse communautaire sous l'égide d'une nouvelle association (14), l'A.D.K.A.H. – Comité de sauvegarde d'Eretz Israël, installé à la même adresse que le Hérout. Son but est de récupérer des fonds, on ne sait comment déductibles des impôts français, pour renforcer les implantations israéliennes dans les territoires occupés. Dans la publicité, on lit : « Aidez la majorité juive en Israël, celle qui est fidèle à la Thora et à la terre d'Israël, celle qui peuple la Judée, la Samarie, Gaza et le Golan, celle qui veut construire l'État d'Israël juif et sioniste. » On lisait aussi, ce qui fut très peu apprécié du côté de l'Appel unifié juif de France, seul organisme mandaté pour la collecte d'argent au profit d'Israël, « pour être sûr que votre argent ne servira pas à l'O.L.P. ». Cela lui a valu une demande d'exclusion de l'Agence juive (15).

Tirant profit de l'inquiétude d'une partie de la communauté, Jacques Kupfer, par le biais de diverses associations, a donc mis au point un impressionnant système de collecte de fonds, organisé en dehors des traditionnels organismes de collectes de fonds (en particulier l'Agence juive), afin de financer des projets exclusivement situés dans les territoires occupés – malgré le gel décrété par le gouvernement travailliste –, de manière à gêner encore un peu plus le processus de paix. Le Hérout de France a notamment financé la construction d'une crèche dans l'implantation de Kyriat Arba (inaugurée dès août 1991 par le général Ariel Sharon, le boucher de Sabra et Chatila), ainsi que les travaux d'agrandissement d'une yéchiva (école rabbinique), dans le centre de Hébron. Or, il faut savoir que Hébron « est sans conteste la ville (arabe) la plus hostile à la présence des colons juifs. Elle nourrit en silence les haines les plus profondes. (16) » C'est d'Hébron que venait le D^r^ Goldstein, responsable du plus grand massacre d'Arabes de ces dernières années. Chaque année, le Hérout de France organise donc un grand voyage à Hébron, regroupant parfois plus d'un millier de personnes (dont l'élu U.D.F. Jacques Dominati). Le Hérout, avec ses diverses filiales, organise également des dîners-débats, pour collecter des fonds, comme celui du 9 février 1995 à l'Aquaboulevard. En 1994, la soirée dédiée « aux pionniers de Hébron », sous la présidence du

*Dov Shilansky, président Hérout de la Knesseth (et ancien terroriste de l'Irgoun), remercie Jacques Kupfer pour son soutien financier à l'implantation israélienne de Kyriat-Arba/Hébron au cœur des territoires occupés. Loin d'être « partie inséparable d'Eretz Israël », Hébron compte 100 000 habitants palestiniens et seulement 500 Israéliens. C'est là que vivait le Dr Goldstein, assassin de 53 Palestiniens.*



יושב־ראש הכנסת
Président de la Knesset

Jérusalem, le 31 Juillet 1991
le 20 av 5751

Cher Monsieur Kupfer,

Je vous félicite pour votre entreprise de construire un jardin d'enfants à Kiryat-Arba, ville des Pères.

"Maarat Hamachpella" à Kiryat-Arba, Hebron, est le premier endr acquis de droit en Eretz-Israel, par notre ancêtre Avraham, au peuple d'Israel. "Maarat Hamachpella" est l'endroit ou sont enterrés les pères e mères du peuple d'Israel qui représente aujourd'hui la racine de la natio d'Israel.

Hebron s'est dépeuplée de ses habitants juifs, du fait des émeut et des assassinats de juifs perpétrés avec cruauté. Après la guerre des Six Jours, guerre de "geoula" et de la sauvegarde, nous sommes revenus et nous avons refondé Kiryat-Arba.

Kiryat-Arba est une partie inséparable d'Eretz-Israel et soyez fi d'y avoir construit un jardin d'enfants pour la génération suivante

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Dov Shilansky,
Président de la Knesset

Monsieur Jacques Kupfer
Président
Herout de France
59, bd de Strasbourg
75010 Paris
France

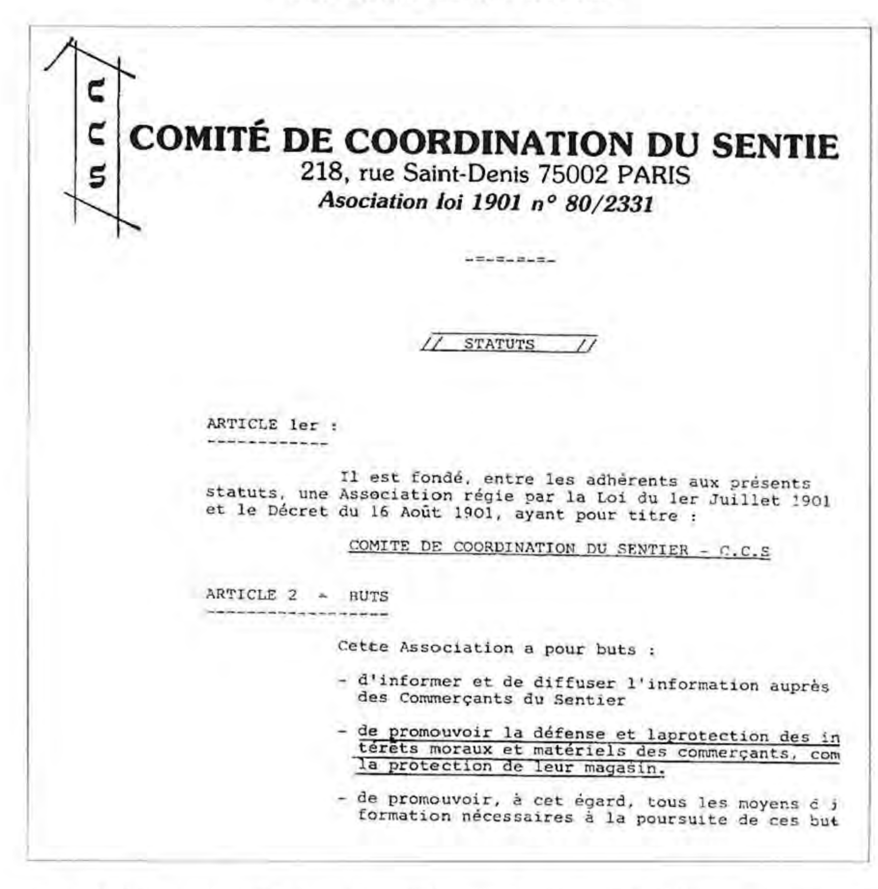
général Ariel Sharon, avait réuni plus de 2 000 personnes. Selon *Tribune juive*, 5 millions de F avaient été récupérés en cette occasion. « En décembre 1994, l'ancien Premier ministre Yitzhak Shamir a également participé à un dîner plus intime à Paris avec d'importants mécènes. A chaque fois, le fruit de la collecte est transmis au Conseil des localités juives de Judée, Samarie et Gaza (17). » Avec, en arrière-plan, une campagne du Hérout et du Bétar déconseillant aux donateurs juifs traditionnels de confier leur argent à l'Appel juif unifié de France, filiale de Keren Hayesod, avec l'argument massue : « Si vous voulez être vraiment sûr que votre argent ne va pas à l'O.L.P., donnez-le à notre fonds de sauvegarde. »

Dans une nébuleuse plus « traditionnelle », on peut associer au Hérout de France, la Fédération des organisations sionistes de France (F.O.S.F.), 17 bis rue de Paradis, Paris X^e^. Elle regroupe notamment le Hérout, l'Organisation sioniste de France, Mizrahi, l'Union des étudiants juifs de France (gauche), Avoda (gauche socialiste), le Mapam (travailliste). En 1990, son président Jacques (Icchok) Orfus, né le 26 août 1905 à Varsovie (Pologne) démissionne (il est aussi président de l'Organisation sioniste de France), et est remplacé par Francis Salomo Kalifat (selon les statuts légaux), qui s'identifie à Francis Khalifat, dirigeant d'autres associations sionistes révisionnistes. Sans changement depuis 1983, le président du comité central demeurerait Jackson Kupfer (Jacques Kupfer), et le trésorier Sender Szejner, né le 7 mai 1908 à Luck (Pologne), agent de voyage (qui est également secrétaire général d'Avoda France), le secrétaire général Maurice Chiche (sans date et lieu de naissance indiqué).

## Les milices du Shmatess

C'est plutôt à l'autodéfense, mais également au Hérout et au Bétar, qu'il faut associer le Comité de coordination du Sentier, dit aussi C.C.S. Cette milice sécuritaire a été légalement déclarée en 1989 par un groupe de patrons du Sentier (Schmatess en hébreu). Les dirigeants sont Alexandre Moïse (président), représentant de commerce né le 8 septembre 1964 à Boulogne-sur-Seine, Philippe Spilet (vice-président), gérant de sociétés né le 20 mars 1956 à Boulogne, Claude Serror (secrétaire général), gérant de sociétés né le 18 avril 1952 à Alger, Didier Motyka (trésorier), représentant de commerce né le 31 décembre 1964 à Paris XII^e^.

En réalité, le C.C.S. existait déjà de fait depuis l'attentat de la rue Copernic. Il était alors dirigé par Michel Issembert, secrétaire général de la Fédération des Juifs de France. En 1985, il regroupait



COMITÉ DE COORDINATION DU SENTIE
218, rue Saint-Denis 75002 PARIS
Asociation loi 1901 n° 80/2331

-=-=-=-=-

// STATUTS //

ARTICLE 1er :

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901 et le Décret du 16 Août 1901, ayant pour titre :

COMITE DE COORDINATION DU SENTIER - C.C.S

ARTICLE 2 - BUTS

Cette Association a pour buts :

- d'informer et de diffuser l'information auprès des Commerçants du Sentier

- de promouvoir la défense et laprotection des in térêts moraux et matériels des commerçants, com la protection de leur magasin.

- de promouvoir, à cet égard, tous les moyens d j formation nécessaires à la poursuite de ces but

*A la différence de la plupart des traditionnelles associations de commerçants, le Comité de Coordination du Sentier prévoit « la défense et la protection des intérêts (...) matériels des commerçants, comme la protection de leur magasin ».*

environ 800 adhérents, « en majorité des jeunes, sépharades pour la plupart. Nous sommes la clé de voûte de la Fédération (des Juifs de France) dont nous représentons une section. Les Juifs du Sentier sont de bons juifs et nous font totalement confiance, car ils savent que nous sommes là pour prévenir et riposter à toute manifestation d'antisémitisme. Ils sont inconditionnellement attachés à l'État d'Israël et n'admettent aucune critique. Sur le plan local, en toute indépendance, parce que nous formons une organisation à base populaire, notre vocation est d'être un mouvement de masse. Du jour au lendemain, nous pouvons rassembler les hommes et les fonds nécessaires pour assurer la sécurité du quartier (18). »

A la différence des habituelles associations de commerçants, l'un des buts clairement spécifiés dans les statuts relève de l'autodéfense : « Promouvoir la défense et la protection des intérêts moraux et matériels des commerçants, comme la protection de leur magasin. » L'entrée au C.C.S., afin d'éviter sans doute l'arrivée d'« intrus », est strictement réglementée : il faut être agréé à la majorité par le conseil d'administration, qui statue lors de chacune de ses réunions sur les demandes d'admission présentées par deux membres du bureau. Cette procédure est si particulière que les fondateurs ont préféré se justifier par avance, dans un paragraphe : « Cette mesure n'est pas discriminatoire ; elle est destinée à conserver le caractère purement humanitaire et apolitique que souhaitent ses fondateurs. » On comprend mieux ce « caractère apolitique » lorsqu'on constate que parmi les présents à la première assemblée générale figure, entre autres, Jacques Kupfer, patron du Hérout à Paris et ancien chef du Bétar. Également très « apolitique », le journal du Hérout ne manque pas de présenter ses félicitations à Alexandre Moïse lorsque celui-ci convole en justes noces, en présence de l'ambassadeur d'Israël en France, Ovadia Soffer : « A notre ami Alex, toujours présent dans le combat pour Israël, et son épouse, un chaleureux Mazel Tov. »

C'est sans doute au C.C.S. que *Le Monde* (19) fait allusion dans un article consacré au Bétar : « Tous les membres du Bétar suivent, d'ailleurs un entraînement à l'autodéfense, dans l'idée que la communauté juive doit être capable d'assurer sa propre sûreté. Ils y veillent, notamment, dans le quartier du Sentier, où existe un comité de coordination des commerçants juifs animés, notamment par des militants du Hérout. » Le C.C.S. organise effectivement des patrouilles de nuit, coordonne la sécurité de jour et, à l'occasion, interdit pratiquement tout le quartier aux colleurs d'affiches du Front national.

Indice des liens du C.C.S. à l'égard du Hérout et du Bétar, cette étonnante lettre (20) envoyée par son président, Alexandre Moïse, au président de campagne de l'Appel juif unifié de France qui avait osé mettre en cause le Bétar, « groupuscule très marginal, contaminé par une idéologie et des méthodes fascisantes » : « Six millions de morts, dont des centaines de milliers de membres du Bétar, vous méprisent aujourd'hui. Il faut dire haut et fort que ce genre de dérapage n'est plus acceptable dans notre communauté (...) Face à toutes ces ignominies, je suis fier. Fier d'être de ceux qui appellent à l'unité du Peuple Juif, fier d'être de ceux qui appellent à l'unité d'Eretz Israël, fier d'être de ceux qui appellent à l'unité de Thorat Israël. » On retrouve le même Alexandre Moïse régulière-

ment aux côtés du Hérout et du Bétar-Tagar : par exemple le 26 avril 1993 afin d'empêcher la tenue d'une réunion religieuse (Église baptiste) à la Maison France-Israël. A cette occasion, Moïse est présenté dans les comptes-rendus comme « membre du Hérout de France (21). » On retrouve toujours le même C.C.S. comme l'une des deux premières organisations, avec le Hérout de France, à protester contre l'hospitalisation de Georges Habache à l'hôpital Henry Dunant fin janvier 1992 (22).

Dans le quartier de la rue des Rosiers, semble-t-il sous la houlette de l'association des commerçants du quartier, s'est également créée une milice d'autodéfense (23) : « Les riverains de la rue des Rosiers ont mis au point un "système d'autodéfense" et une "action concertée" qu'ils déclencheront "en cas d'agression pour éviter un carnage généralisé". » Le même hebdomadaire communautaire ajoute cette étonnante précision : « Le préfet a demandé à ce qu'un policier assiste aux réunions de l'association. Ce qui lui a été poliment refusé. MM. Kakon et Goldenberg (le restaurateur) se sont néanmoins engagés à le tenir au courant de leurs décisions. »

Malgré ce « refus poli », le préfet de Paris, parfaitement au courant de l'illégalité d'une telle action d'autodéfense, autorise donc la création de milices dans un quartier parisien, qui paraît donc bénéficier du privilège d'extraterritorialité. Dans les années quatre-vingt, il avait déjà existé un comité de vigilance dont l'un des animateurs les plus « sympathiques » était le comédien Dominique Zardi, éternel second rôle du cinéma français, acteur fétiche de Claude Chabrol et de Jean-Pierre Mocky. Animateur de la revue juive *Marais-Magazine* et du livre *La Tuerie de la rue des Rosiers*, cet ancien boxeur sera le vice-président du Comité de vigilance du quartier du Marais (24).

## La disparition de l'autodéfense juive de gauche

Il existe, mais plutôt ont existé, des associations sionistes de gauche, aujourd'hui presque disparues ou en perte totale de vitesse, dont en général l'un des objets concernait l'autodéfense ou la sécurité de la communauté juive. On peut citer le Comité de liaison des étudiants sionistes socialistes (C.L.E.S.S.), associé au Foyer Ben Gourion et représentant officiel du parti israélien Avoda (longtemps éditeur des Cahiers Bernard Lazare). Depuis 1975, son bureau n'a jamais été changé à la préfecture de police de Paris. Ses dirigeants étaient alors Marc Porzycki, né le 12 mai 1952 à Paris (président), Alain Keller né le 23 mars 1955 à Neuilly (secrétaire général) et Danielle Schemoul, née le 7 octobre 1954 à Tunis. Ont également appartenu au

bureau Jean Simon, né le 17 avril 1947 à Paris et Bernard Landman, né le 14 septembre 1951 à Paris. Ces deux associations étudiantes sionistes contribuèrent largement à l'encadrement de la manifestation anti-Copernic en octobre 1980. Le C.L.E.S.S. était formellement associé au Mapam, le parti travailliste israélien et à la IIe Internationale, mais sa ligne de soutien inconditionnel à Israël devait s'infléchir à la suite de l'arrivée au pouvoir en Israël du Bétari Menahem Begin. Le C.L.E.S.S. a été décapité à la suite du plasticage de son local, en 1977, et du départ de nombre de ses dirigeants pour Israël.»

Elle disposait d'une branche lycéenne, l'U.C.S.L., et « adulte » (le foyer Ben Gourion, rue de Richelieu, à Paris). Elle devait, après Copernic, retrouver un semblant de renouveau, se prononçant clairement pour l'autodéfense juive, particulièrement face aux manifestations d'antisémitisme : « Nous ne sommes pas hostiles à l'idée d'autodéfense, expliquait un de ses dirigeants (25). Nous lions des accords ponctuels avec d'autres forces juives dans ce sens ; mais la seule, l'unique solution face à l'antisémitisme, c'est le départ en Israël. Nous sommes avant tout sionistes. Et c'est sur cet engagement que nous prenons une "option socialiste". » Le C.L.E.S.S., bien que socialiste, a toujours été très pro-israélien. Lors d'un meeting en septembre 1980, peu avant l'attentat de la rue Copernic, le C.L.E.S.S. « prône le départ de France de la communauté juive (...) "Nos ancêtres ne sont pas des Gaulois" hurlait au micro un dirigeant étudiant (26). »

Le Michmar, quant à lui, était plus nettement encore orienté à l'extrême gauche, puisqu'il est issu de l'Organisation juive révolutionnaire (O.J.R.) de l'après-68. Il a entretenu des rapports très étroits avec le M.A.P.A.M., mais aussi avec le mouvement Chalom Akhchav (La Paix maintenant). Existent également quelques organisations sionistes très minoritaires comme le Bné Akiba, mouvement ultra-orthodoxe étroitement associé aux Kibboutzim israéliens, le Dror-Habonim, représentant de deux grandes organisations kibboutziques israéliennes de tendance sioniste-socialiste, le Hachomer Hatzaïr (la Jeune Garde), affiliée au kibboutz Artsi, proche du Mapam, le Noam, émanation du Mavdal, mouvement kibboutzique et religieux traditionnel.

Les sionistes de gauche sont aujourd'hui principalement représentés par l'association Kidma (Mouvement des étudiants sionistes de gauche). En liaison avec le Comité antinégationniste de l'École normale supérieure, c'est le Kidma qui a été à l'origine des manifestations successives (chaque mardi) en 1989-1990-1991 devant la librairie révisionniste d'ultra-gauche, La Vieille Taupe, installée à

proximité de l'École normale supérieure. Ces rassemblements de protestation, souvent ponctués de bagarres et d'invectives, avaient pour but, revendiqué officiellement dans des tracts, d'obtenir « la fermeture de cette librairie ». Les vitrines furent brisées à plusieurs reprises et les clients potentiels molestés. Des produits extraordinairement nauséabonds furent introduits une nuit dans la librairie. Pendant plusieurs jours, personne ne put pénétrer dans la librairie. Les livres, totalement imprégnés, étaient devenus invendables. Trois ans plus tard, ils « sentent » toujours. La librairie fermait ses portes quelques semaines plus tard. La L.I.C.R.A. de Jean Pierre-Bloch s'était également mêlée de l'affaire, si l'on en croit l'*A.F.P.* (27). L'un des délégués nationaux de la L.I.C.R.A. avait en effet déclaré lors de l'inauguration de l'antenne de l'organisation à Vichy, la ville où habite Robert Faurisson : « Nous allons nous arranger pour provoquer des incidents pour que cette librairie soit fermée. Il y a une loi qui prévoit que, quand il y a trouble sur la voie publique, on peut supprimer la cause du trouble. »

## Notes

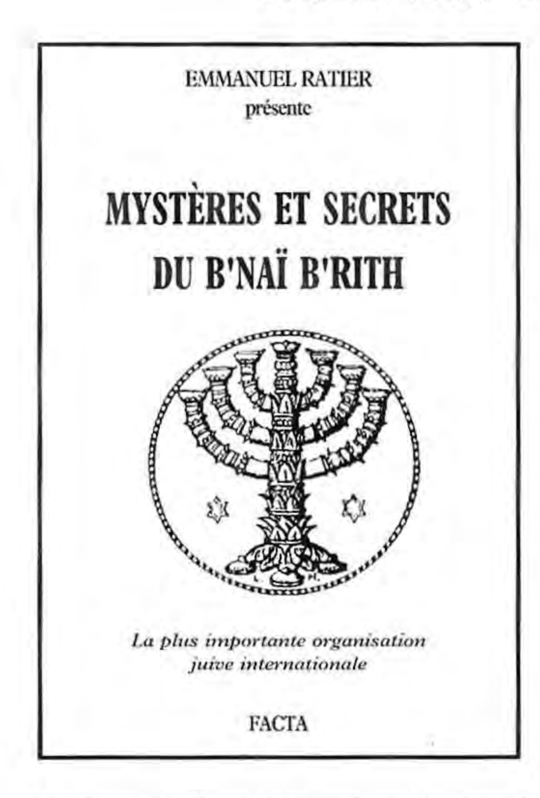
1. *La Quinzaine de l'Ile-de-France*, février 1992.
2. Il existe toutes sortes d'unités destinées aux volontaires juifs de la diaspora. L'Américano-Israélien Rehm Emmanuel, le « Jacques Attali » de Bill Clinton, dont le bureau jouxte le fameux bureau ovale de la Maison-Blanche, en est un exemple. Fils d'un terroriste de l'Irgoun, ce partisan du Likoud a été volontaire dans l'unité Overseas Volunteer Unit au moment de la guerre du Golfe (*Maariv*, 2 septembre 1994).
3. Musique de Éric Scémama, paroles de Dajoux et André Djaoui, producteur de *Au nom de tous les miens*, *La Voix de la lune*, etc.
4. *Actualité juive*, 16 janvier 1992.
5. *Le Chroniqueur*, 3 février 1993.
6. *Actualité juive*, 21 mai 1992.
7. *Le Chroniqueur*, 22 juillet 1992.
8. *Actualité juive*, 23 juin 1994.
9. *Actualité juive*, 11 décembre 1990.
10. *Tribune juive*, 17 mars 1993.
11. *Actualité juive*, 23 décembre 1993.
12. *Actualité juive*, 17 mars 1994.
13. *Tribune juive*, 18 septembre 1993 et *Actualité juive*, 17 mars 1994.
14. Nous n'avons pas réussi à identifier cette association.
15. *Tribune juive*, 23 décembre 1993.
16. *Actualité juive*, 11 juillet 1991.

17. *Libération*, 25 janvier 1995.
18. *Tribune juive*, 28 juin 1985.
19. 16 mai 1990.
20. *Actualité juive*, 7 avril 1994.
21. *Actualité juive*, 29 avril 1993.
22. *Actualité juive*, 6 février 1992.
23. *Actualité juive*, 31 janvier 1991.
24. *Libération*, 26 mai 1986.
25. *Rouge*, 10 octobre 1980.
26. *Le Monde*, 2 octobre 1980.
27. 14 décembre 1990.

# Index

**Cet index ne reprend pas tous les noms cités dans cet ouvrage, mais exclusivement ceux présentant un intérêt pour le lecteur.**

# *Mystères et Secrets du B'naï B'rith*




Le B'naï B'rith, qui veut dire Fils de l'Alliance en hébreu, est le première organisation juive mondiale. C'est à la fois la plus ancienne, la plus nombreuse et sans doute la plus influente. Fondée en 1843 aux Etats-Unis, cette société secrète para maçonnique exclusivement réservée aux juifs comprend actuellement plus de 550 000 Frères et Sœurs dans une cinquantaine de pays. On lui doit aussi bien la recon-naissance d'Israël par les Etats-Unis que les principaux changement obtenus duVatican sur le judaïsme.

C'est devant les assemblées du B'naï B'rith que les hommes politique français, de droitre comme de gauche, se sont notamment engagés à ne s'allier en aucun cas avec le Front national. Cette puissance occulte est telle, qu'aucun livre indépendant n'était jamais paru sur cette organisaton.

Comprenant de très nombreux documents inédits (dont les rituels d'initiation des Frères et des Sœurs juifs), il démontre l'entreprise des lobbies en France, ce qui lui a valu de basses attaques dans la presse juive et un silence total dans les grands médias. Voilà ce qu'en dit Henry Coston dans *Lectures françaises* : « La plus remarquable étude qui ait jamais été réalisée sur ce sujet brûlant (...) Un dossier très complet, qu'il faut avoir lu pour déjouer les plans d'un adversaire influent et singulièrement dangereux. » De même Serge de Beketch écrit dans son *Libre Journa*l : « Pour la première fois, le voile est levé sur la nature, les hommes et les idées de cette organisation qui (...) ne connaissent qu'un seul problème : comment aider Israël. »

**416 pages - Très nombreux documents en fac-similé - 195 F + 25 F de port**

**FAITS & DOCUMENTS**
**BP 254-09, 75424 PARIS CEDEX 09**

Dépôt légal mai 1995. Imprimé en CEE.

# Les Guerriers d'Israël



*Troupes du Bétar en uniforme à Berlin en 1936.*

Pour la première fois au monde, *Les Guerriers d'Israël* fait le point sur un sujet totalement tabou : les milices sionistes et l'autodéfense juive. Des troupes du Bétar paradant en uniforme à Berlin sous le III[e] Reich jusqu'aux « milices » de Françoise Fabius, de l'assassinat de François Duprat aux attentats terroristes de l'Organisation Juive de Combat, des manipulations du Mossad aux adeptes français du Dr Goldstein, vous y découvrirez l'étonnante histoire des adeptes de la « loi du talion ».

Fruit d'une longue et rigoureuse enquête, *Les Guerriers d'Israël* comprend plusieurs centaines de photos et documents confidentiels ou inédits (rapports de police, jugements, revues internes, etc.). Outre une chronologie détaillée de la violence en France (1976-1995), ce livre démonte tous les rouages des milices actuelles. En toute indépendance, il répond aux questions que vous vous posez à propos de ces inquiétantes milices : qui les a fondées, qui sont ses membres, qui les manipulent, qui les soutient, sont-elles armées, comment opèrent-elles, pourquoi bénéficient-elles d'une totale impunité judiciaire, etc.

Dans la lignée de *Mystères et Secrets du B'naï B'rith*, un nouveau livre présenté par Emmanuel Ratier qui dévoile vraiment le dessous des cartes.

Couverture : dessin de Chard. 4[e] de couverture : photo Institut Jabotinsky.

ISBN : 2-9508318-1-8